UNIVERSITÉ DE NANTES

U.F.R. DE LETTRES ET LANGAGES

Laboratoire de recherche : CERCI-EA 3824 & IRFLE

Année 2011

N° attribué par la bibliothèque

|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Le phénomène d'axiologisation discursive de la signification lexicale : le cas de *harmonisation* dans le cadre de l'Union Européenne

THÈSE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE NANTES

Discipline : SCIENCES DU LANGAGE

Directeur de thèse : Olga GALATANU
Co-directeur de thèse : Maria Caterina MANES GALLO

Présentée et soutenue publiquement par

Maria IGNATIEVA CHAILLOU

Le 16 septembre 2011 à Nantes, devant le jury ci-dessous

Olga GALATANU, Professeur à l'Université de Nantes

Maria Caterina MANES GALLO, Professeur à l'Université de Bordeaux 3

François NEMO, Professeur à l'Université d'Orléans

Marion PESCHEUX, Professeur à l'Université de Lille

Henri PORTINE, Professeur à l'Université de Bordeaux 3

Le phénomène d'axiologisation discursive de la signification lexicale : le cas de *harmonisation* dans le cadre de l'Union Européenne

---

The phenomenon of discursive axiologisation of lexical meaning : the case of "harmonization" in the European Union

Maria IGNATIEVA CHAILLOU

Université de Nantes

Remerciements

Pour moi, une recherche scientifique est un voyage dont la destination est connue et l'itinéraire à découvrir et à élaborer au fur et mesure qu'on avance dans l'exploration du sujet.

Je remercie donc ma directrice de thèse, Madame Olga GALATANU, et ma co-directrice, Madame Maria Caterina MANES GALLO, de m'avoir accompagnée et orientée dans ce voyage passionnant à destination de l'axiologique du mot *harmonisation* dans la langue et dans les discours du journal *Le Monde*. Je leur suis reconnaissante pour la patience, le soutien, l'aide et la confiance qu'elles m'ont accordés tout le long de la recherche. J'ai particulièrement apprécié nos nombreuses discussions à trois sur les subtilités de la nominalisation verbale et de la modalité axiologique qui m'ont éclairée et inspirée.

Je remercie M. François NEMO, Mme Marion PESCHEUX et M. Henri PORTINE pour avoir accepté de participer au jury de ma thèse.

Je remercie tous mes collègues de l'équipe CoDiRe pour leur amitié. Merci à Leslie REDMOND pour son aide avec la traduction en anglais.

Je tiens à remercier particulièrement Ana-Maria COZMA pour nos échanges stimulants ainsi que pour son aide, ses encouragements et ses conseils. Son amitié et sa générosité humaine ont été réconfortantes pour moi.

Je remercie également Roselyne FERMÉ, Germaine et Michel KLIENKOFF, Annie et Jean-Claude MARTINEAU et Monique PICARD pour la relecture de ma thèse.

Je remercie mon fils et son père pour leur patience et leur compréhension.

Je remercie ma famille, surtout ma petite sœur, et tous mes amis qui ont été nombreux à me soutenir moralement, de près ou de loin, tout au long de ces années de recherche.

Je remercie aussi ma petite voix de m'avoir guidée et éclairée sur les sentiers sinueux de ce voyage au fin fond de la langue française.

Table des matières

Introduction **13**

Première partie : Les fondements théoriques de la SPA

Chapitre 1. Le modèle de représentation sémantique de la SPA **19**
1. Filiation de la SPA 19
1.1. La sémantique argumentative 19
1.1.1. La théorie de l'argumentation dans la langue 19
1.1.2. La théorie des topoï 20
1.1.2.1. Modificateurs déréalisants et modificateurs réalisants 21
1.1.3. Les blocs sémantiques d'argumentation 22
1.2. Les stéréotypes linguistiques 23
2. La SPA : un modèle sémantique au carrefour de quatre domaines des Sciences du Langage 24
3. L'approche de la description sémantique en SPA 26
4. La représentation du discours en SPA 27
5. La signification lexicale et le sens discursif en SPA 28
5.1. Hypothèses de représentation de la signification lexicale et du sens discursif 28
5.2. Les relations entre sens et signification en SPA 29
5.2.1. Les contraintes de la relation 'sens–signification' 30
5.2.2. Ambivalence des relations entre sens et signification 31
6. Le modèle de représentation de la sémantique de l'entité linguistique 32
6.1. Trois strates de la signification linguistique 32
6.2. Les déploiements argumentatifs 36
6.3. Conclusion sur le modèle de représentation sémantique de l'entité linguistique de la SPA 38
7. La SPA et le cinétisme de la signification lexicale (première approche) 39
8. Les mécanismes de construction et de re(dé)construction de la signification 40

Chapitre 2. Le phénomène d'axiologisation discursive de la signification lexicale **43**
1. Axiologie, axiologique et axiologisation 43
2. Définition au sens étroit 43
3. L'axiologisation discursive en tant que facette du processus de cinétisme (deuxième approche) 44
4. Enonciation, modalisation, axiologisation 46
5. La modalisation en SPA 46
6. Le système de valeurs dans la vie courante 50
7. Théorie des valeurs dans la philosophie de Lavelle 50
7.1. La théorie générale de la valeur chez Lavelle (1950/1991a) 51
7.1.1. Les caractéristiques générales de la valeur 51
7.1.1.1. La valeur à l'égard de l'être humain 51
7.1.1.2. D'autres aspects constitutifs de la valeur 52
7.1.2. Glose sur le rapport « être humain-parole-valeur » 53

7.2. Le système des différentes valeurs chez Lavelle (1955/1991b) 54
8. Le système de valeurs axiologiques dans la linguistique 56
9. La zone des modalités axiologiques chez Galatanu 58
9.1. Les particularités de la zone de l'axiologique 60
9.1.1. Cinq classes de valeurs de la zone axiologique chez Galatanu 60
9.1.2. Modalités axiologiques en tant qu'outils qui orientent le discours 62
9.1.3. Les particularités des valeurs de la zone éthique-morale 63
10. Les liens entre les valeurs de la zone axiologique 64
11. Les liens entre la zone axiologique et d'autres zones modales : valeurs déontiques et aléthiques ..64
12. Deux types d'axiologique 65
12.1. Axiologique dans la langue 66
12.1.1. Les types de mots du point de vue de l'inscription de la charge axiologique : les monovalents et les bivalents 66
12.1.2. Une appréhension 'quantique' du potentiel axiologique de la signification en SPA 70
12.1.3. Le fonctionnement discursif différent des monovalents et des bivalents 71
12.1.3.1. Les monovalents et les bivalents par rapport aux mécanismes de réalisation discursive 71
12.1.3.2. Les substantifs monovalents et bivalents par rapport aux modificateurs réalisants et déréalisants 72
12.1.3.3. Les monovalents et les bivalents par rapport à la construction de l'orientation axiologique 73
12.1.4. L'échelle d'évaluation axiologique et le taux de la charge évaluative dans la langue 75
12.2. Axiologique dans le discours 78
12.2.1. Échelle d'évaluation axiologique et le taux de la charge évaluative dans le discours 78
12.2.2. L'analyse linguistique du discours et l'axiologisation 79
12.2.2.1. Mécanismes sémantico-discursifs d'axiologisation discursive de la signification . 80
12.2.2.2. Mécanismes pragmatico-discursifs d'axiologisation discursive de la signification 82
12.2.3. Mécanismes d'axiologisation et le phénomène de (re)construction de la signification 84
12.2.4. Mécanismes de la SPA par rapport aux mécanismes de la TDT 85

DEUXIÈME PARTIE : CARACTÉRISTIQUES DU MOT 'HARMONISATION'

CHAPITRE 3. 'HARMONISATION' EN TANT QUE NOM DE PROCÈS 89
1. Sur la nominalisation 90
1.1. Problème de terminologies et de définitions 90
1.2. Divers aspects de la nominalisation 91
2. Axe étymologique : harmonie → harmoniser → harmonisation 97
2.1. Le nom abstrait 'harmonie' 98
2.1.1. Les définitions lexicographiques 98
2.1.2. Caractéristiques syntaxiques 101
2.1.3. Le sémantisme du mot 'harmonie' (qui est en relation avec 'harmonisation') 102
2.2. Le verbe 'harmoniser' 103
2.2.1. Les définitions lexicographiques 103
2.2.2. Caractéristiques sémantico-syntaxiques : l'aspect lexical du verbe 'harmoniser ' et les types de procès réalisés 105
2.2.2.1. Catégorisation des types de procès : approche de Manes Gallo et Rouault 106
2.2.2.2. Types de procès réalisés dans le discours par le verbe 'harmoniser' 108
2.2.3. Le sémantisme du verbe 'harmoniser' 111
2.3. Le nom déverbal 'harmonisation' 112
2.3.1. Les définitions lexicographiques 113
2.3.2. Caractéristiques syntaxiques 116
2.3.3. Le sémantisme du mot 'harmonisation' 119
2.3.3.1. Le sémantisme du mot 'harmonisation' par rapport aux mots dont il dérive 119

2.3.3.2. Le sémantisme du mot 'harmonisation' par rapport aux autres déverbaux (axe de morphologie lexicale) 121
3. Axe verbo-nominal : nom de procès – verbe 123
3.1. La tradition de la linguistique cognitive 124
3.2. Identité et différence entre verbe et nom de procès : approche de la sémantique cognitive (Ronald Langacker) 124
3.3. Identité et différence entre verbe et nom de procès : approche de la psychosystématique (Gustave Guillaume) 125
3.4. Identité et différence entre verbe et nom de procès : approche proposée dans la présente étude (la prise de distance) 127
3.4.1. Schéma de réalisation du procès désigné par le verbe 'harmoniser' 127
3.4.2. Réalisation du sémantème verbal 'harmonis-' dans le domaine nominal et dans le domaine verbal 128
3.4.2.1. Niveau conceptuel 128
3.4.2.2. Niveau cognitif : manière de perception de l'extra-linguistique 134
3.4.2.3. Niveau syntaxique 134
3.4.2.4. Niveau sémantique 135
3.4.3. Synthèse de l'analyse comparative 135
3.4.3.1. Quelque commentaire concernant le tableau synoptique 136
3.4.4. Prise de distance en tant que différence principale au niveau mental entre les trois formes analysées (retour au niveau cognitif) 136
3.4.5. Conclusion 142

CHAPITRE 4. 'HARMONISATION' EN TANT QUE MONOVALENT POSITIF 143
1. Construction du noyau, des stéréotypes et des PA du lexème 'harmonisation' 143
1.1. Construction du modèle abstrait du noyau d'un déverbal 143
1.2. Retour à l'analyse des discours lexicographiques 145
1.3. La description du noyau du lexème 'harmonisation' : l'exemplification du noyau abstrait 147
1.4. Construction de la strate des stéréotypes 148
1.5. Les PA du mot 'harmonisation' 150

TROISIÈME PARTIE : CARACTÉRISATION DU CORPUS

CHAPITRE 5. LES ARTICLES DU 'MONDE' TRAITANT DE L'HARMONISATION EN UE....155
1. Pourquoi 'Le Monde' des années 1999 et 2009 ? 155
2. « Parole agissante » du discours de la presse écrite....156
3. Modalités du recueil du corpus 157
3.1. Corpus 1999 157
3.2. Corpus 2009 159
3.3. Comparaison des données statistiques des corpus 1999 et 2009 161
3.4. Comparaison des fréquences d'emploi du nom déverbal 'harmonisation' et du verbe 'harmoniser' dans les corpus 162

CHAPITRE 6. L'UNION EUROPÉENNE ET LA CRÉATION DE SON NOUVEL ESPACE DU SAVOIR 165
1. L'Union Européenne : objectif, principes et grandes dates 165
1.1. Le but de la création d'une Europe unie 165
1.2. Qu'est-ce que l'UE ? 166
1.3. Les grandes dates de la construction de l'UE 167
2. Création d'un nouvel espace européen de l'enseignement supérieur 170
2.1. Description de la situation de l'enseignement supérieur dans l'UE en 1999 170
2.1.1. La réforme de l'harmonisation de l'enseignement supérieur en France en 1999 173
2.2. L'espace européen de l'enseignement supérieur : dix ans après (2009) 175

2.2.1. La réforme de l'harmonisation de l'enseignement supérieur en France : dix ans après ….177

QUATRIÈME PARTIE : 'HARMONISATION' DANS LES DISCOURS DU MONDE PORTANT SUR L'ENSEIGNEMENT

CHAPITRE 7. CONSTRUCTION DE LA SIGNIFICATION DE 'HARMONISATION EUROPÉENNE DES FORMATIONS' 183
1. Définition conventionnelle du terme 'harmonisation européenne' 183
1.1. L'adjectif dénominal 'européen(ne)' 183
1.1.1. La place de l'adjectif de relation 'européen(ne)' au sein des adjectifs français 183
1.1.2. La signification de l'adjectif 'européen(ne)' 185
1.2. Le noyau de la signification de 'harmonisation européenne' 189
2. Définition conventionnelle de la lexie 'harmonisation européenne des formations' 190
2.1. Sémantique lexicale du nom 'formation(s)' 190
2.2. La représentation (hypothétique) du noyau de la lexie 'harmonisation européenne des formations' 190

CHAPITRE 8. QUELQUES PARTICULARITÉS DE FONCTIONNEMENT DE LA LEXIE DANS LE DISCOURS 193
1. Pluralité de fonctionnement : comportement verbal et comportement nominal de 'harmonisation' dans le discours 193
2. Complémentation sélective imposée par l'adjectif 'européenne' 196
2.1. Caractéristique syntaxique du syntagme 'harmonisation européenne des formations' 196
2.2. Le rôle de restriction sélective de 'européenne' dans le syntagme 'harmonisation européenne + de N'.....197
3. Les transformations et les interprétations du syntagme 'harmonisation européenne des formations' hors contexte 199
3.1. Les transformations liées aux interprétations multiples de l'adjectif 'européenne' dans le syntagme 'harmonisation européenne + de N' 199
3.2. Les transformations liées à l'interprétation du déverbal 'harmonisation' 201
4. 'Harmonisation européenne des formations' au niveau textuel : ses reprises anaphoriques et cataphoriques 205

CHAPITRE 9. REPRÉSENTATION DISCURSIVE DE LA SIGNIFICATION À PARTIR DU CORPUS DE 1999 209
1. Les DA de la lexie complexe 'harmonisation européenne des formations' dans le corpus de 1999 209
1.1. Les occurrences de la lexie dans le corpus 1999 209
1.2. Les DA relevés à partir des co-textes immédiats des occurrences 210
1.3. Les reprises de 'harmonisation européenne des formations' dans le corpus 1999 212
1.4. Les DA de 'harmonisation européenne des formations' relevés à partir des co-textes et des reprises 213
2. L'analyse de la lexie 'harmonisation européenne des formations' avec la localisation du processus en UE 213
2.1. La caractéristique des DA identifiés à partir des co-textes et des reprises 213
2.1.1. L'axiologisation discursive et la (sur)modalisation au niveau de l'UE 216
2.2. La mise en regard des PA et la construction des stéréotypes (au niveau de l'UE) 217
2.3. Construction du noyau de 'harmonisation européenne des formations' au niveau de l'UE 220
3. L'analyse de la lexie 'harmonisation européenne des formations' avec la localisation du processus en France 220
3.1. La caractéristique des DA du terme 'harmonisation européenne des formations' avec la localisation du processus en France 221
3.1.1. Axiologisation discursive et la (sur)modalisation au niveau de la France 222
3.1.2. Mécanismes d'axiologisation discursive des DA avec la localisation du processus d'harmonisation en France 224
3.2. La mise en regard des PA et la construction des stéréotypes (au niveau du pays) 226
3.3. Construction du noyau de 'harmonisation européenne des formations' au niveau de la France 230

4. Cinétisme dans le corpus de 1999.....230
4.1. Décalage au niveau du noyau de la lexie 'harmonisation européenne des formations' 231
4.2. Décalage au niveau des stéréotypes de la lexie 'harmonisation européenne des formations' 232
5. Conclusion 234

Chapitre 10. Représentation discursive à partir du corpus de 2009 et cinétisme en diachronie.....237
1. Les DA de la lexie complexe 'harmonisation européenne des formations' dans le corpus de 2009 237
1.1. Les occurrences de 'harmonisation européenne des formations' dans le corpus de 2009 237
1.2. Les DA relevés à partir des co-textes immédiats des occurrences 238
1.3. Les DA relevés à partir des co-textes immédiats et des reprises 239
1.3.1. Caractérisation des DA au niveau de l'Union Européenne.....239
1.3.2. Caractérisation des DA au niveau de la France 240
1.3.3. Caractérisation des DA au niveau de l'Allemagne.....241
1.4. Transmission des DA d'un terme à l'autre 242
1.5. Les PA et les stéréotypes 244
2. Cinétisme dans le corpus de 2009.....247
3. Cinétisme en diachronie : la représentation discursive de 1999 face à celle de 2009 248

Conclusion 255

Abréviations et notation.....259

Bibliographie 261

Annexes.....271
1. Corpus 1999.....271
1.1. Résultats de recherche 1999.....271
1.2. Occurrences de 'harmonisation' dans tous les champs d'expérience humaine du corpus 1999. .295
1.3. Occurrences de 'harmonisation' dans le corpus dans le domaine de 'Enseignement 1999'.....317
1.4. DA relevés à partir des co-textes immédiats des occurrences de la lexie 'harmonisation européenne des formations'.....320
1.5. Occurrences de 'harmonisation' dans le corpus de 1999 complétées par les reprises 322
1.6. Valeurs modales mobilisées dans 'harmonisation européenne des formations UE'.....332
1.7. Valeurs modales mobilisées dans 'harmonisation européenne des formations FR'.....333
2. Corpus 2009.....341
2.1. Résultats de recherche 2009 341
2.2. Occurrences de 'harmonisation' dans tous les champs d'expérience humaine du corpus 2009. .349
2.3. Occurrences de 'harmonisation' dans le corpus 'Enseignement 2009'.....357
2.4. DA relevés à partir des co-textes immédiats des occurrences 358
2.5. Occurrences de 'harmonisation' dans le corpus de 2009 complétées par les reprises 359
2.6. Valeurs modales mobilisées par le discours dans le corpus 'Enseignement 2009'.....361
3. Les articles sur le processus d'harmonisation des formations.....362
3.1. Articles portants sur l'harmonisation des formations en 1999 (23 articles).....362
3.2. Articles portants sur l'harmonisation des formations en 2009 (8 articles).....389
4. Déclarations 398
4.1. Déclaration de la Sorbonne (25 mai 1998).....398
4.2. Déclaration de Bologne (19 juin 1999).....399

Introduction

« (…) le monde est marqué et, pour ainsi dire, modelé par nos préférences (…) »

Louis LAVELLE, *Traité des valeurs* T.1

Si le monde est modelé par nos préférences, comme le dit Lavelle, alors les représentations de ce monde réalisées dans le discours contiennent les traces de ces préférences. Autrement dit, le discours est imprégné des préférences que nous donnons à certaines choses ou à certains événements par rapport à d'autres. C'est à la recherche des préférences inscrites dans le journal *Le Monde* par rapport à un événement tel l'harmonisation européenne que nous consacrons notre étude. Cela sur **le plan pratique**. Sur **le plan théorique**, cette recherche se penche sur l'étude de l'axiologique en linguistique. Concrètement, nous nous intéressons, comme le dit le titre, au phénomène d'axiologisation discursive de la signification lexicale.

La zone de l'axiologique est relativement moins étudiée par la linguistique des modalités par rapport à celles de l'aléthique, du doxologique, de l'épistémique, car elle ne fait pas l'objet de la logique modale. En même temps, l'analyse de cette zone fait apparaître de grandes difficultés dans l'identification des valeurs axiologiques, d'où les désaccords entre les linguistes sur l'inventaire des valeurs modales (cf. § 8 du Chapitre 2).

Notre intérêt pour la zone de l'axiologique trouve son origine dans le sujet de recherche du mémoire de Master2, qui portait sur le cinétisme de la signification lexicale (Chaillou 2005). C'est pour approfondir notre compréhension du **phénomène de cinétisme** en linguistique que nous nous sommes donné comme objectif d'étudier l'axiologisation discursive, puisque c'est dans la zone de l'axiologique que l'on peut observer le processus de cinétisme dans toute son ampleur.

Pour examiner ce phénomène, il nous a fallu trouver une **entité lexicale censée être sensible aux changements** de la société, à ses évaluations. Ce sont surtout les mots désignant du factuel social qui sont bien perméables aux changements évaluatifs (Galatanu 2002a:105). C'est ce qui explique notre choix de la lexie *harmonisation européenne* renvoyant à un factuel politique et social dans le cadre de la construction de l'Union Européenne. Avec *harmonisation* nous sommes au cœur de la construction de l'identité européenne. L'évolution de ce mot, étant un véritable miroir de l'évolution de l'UE, nous donne accès à la représentation sous-jacente à la signification et aux représentations souvent déviantes apparaissant dans le discours. De ce point de vue, notre travail s'insère dans une série de travaux consacrés à l'étude de l'**image identitaire de l'Europe**, sur la base de la théorie de la Sémantique des Possibles Argumentatifs (désormais la SPA), élaborée par Galatanu (cf. Château 2005, Menuet 2006, Frugoni 2007, Cozma 2009).

Mais, au plus haut degré, notre recherche répond à une autre préoccupation de la SPA, celle d'élaborer un **modèle théorique en sémantique permettant de rendre compte des effets de**

sens qui construisent ou intervertissent les valeurs axiologiques (positives ou négatives) des mots axiologiquement monovalents[1].

Le plan du travail est conçu à partir des objectifs posés et des finalités à atteindre. La recherche s'articule en quatre parties. La **première partie** est consacrée à la présentation des fondements de la SPA, qui nous sert de cadre théorique pour l'étude du phénomène d'axiologisation. La **deuxième partie** décrit le nom déverbal *harmonisation* du point de vue de son sémantisme lexical et grammatical, ainsi que du point de vue de son potentiel modal (axiologique avant tout). La **troisième partie** s'attache à donner la caractérisation du corpus : le journal *Le Monde* en tant que source du corpus, les modalités du recueil du corpus et le sujet qui y est traité. Et, enfin, la **quatrième partie**, la plus volumineuse, est réservée à l'analyse du phénomène d'axiologisation discursive à partir du corpus.

Nous optons pour la SPA dans la mesure où cette théorie accorde une place importante à l'étude des modalités en l'inscrivant dans un cadre théorique large où se croisent les différents champs linguistiques : la sémantique lexicale, la sémantique textuelle, l'analyse linguistique du discours et l'analyse du discours. Dans le **premier chapitre** intitulé *Le modèle de représentation sémantique de la SPA* nous faisons apparaître comment ces champs interdisciplinaires s'articulent dans le modèle de la SPA formant un « espace géométrique ». Nous présentons aussi, dans ce chapitre, les sources de la SPA, ainsi que son approche de la description sémantique, son appréhension du discours et son modèle stratifié de la signification de l'entité linguistique. Nous attirons une attention particulière sur le concept de cinétisme sémantique qui est crucial dans la théorie de Galatanu. Le cinétisme étant dû à la mobilisation de mécanismes discursifs, nous présentons ces derniers à la fin du chapitre.

Avec le **deuxième chapitre,** portant sur *Le phénomène d'axiologisation discursive de la signification lexicale*, nous remontons aux sources à la fois philosophiques et linguistiques de la théorie de l'axiologie. Sur le plan philosophique, nous nous penchons sur l'étude du système des valeurs axiologiques dans la théorie de Lavelle. Sur le plan linguistique, l'axiologie est abordée en relation avec le concept d'énonciation et en relation avec le concept de cinétisme. Nous nous attachons à mettre bien en évidence la place de l'axiologie au sein de la théorie des modalités proposée par Galatanu. Nous montrons que, selon la force du mouvement de subjectivation/objectivation manifestée à travers les valeurs modales, la positon de l'axiologique sur cet axe est plus proche des valeurs subjectivantes que des valeurs objectivantes. Comme les modalités sont redéfinies en SPA de manière à recevoir leur statut à la fois linguistique et discursif, l'axiologique est abordé à partir de ces deux dimensions. Étant donné que *harmonisation* est un mot monovalent positif, nous mettons à jour les éléments nécessaires à la description du traitement discursif des mots monovalents positifs tels que les mécanismes discursifs et l'échelle d'évaluation du taux d'axiologisation.

L'objectif du **troisième chapitre** intitulé *'Harmonisation' en tant que nom de procès* est de faire apparaître les propriétés intrinsèques inhérentes à la nature profonde du mot *harmonisation* en tant que nom de procès. Pour atteindre ce but, dans un premier temps, nous étudions la problématique de terminologies et de définitions ; nous déterminons la place des noms de procès dans le processus transformationnel de nominalisation et nous présentons le phénomène grammatical de nominalisation dans plusieurs perspectives : morphologique, syntaxique, sémantico-syntaxique, énonciative, textuelle et cognitive. Dans un deuxième temps, nous

[1]Cf. « Les travaux en analyse du discours que nous menons dans le cadre du Groupe d'Analyse Sémantique et Pragmatique du Centre d'Analyse Linguistique du Discours de Nantes, ont fait apparaître la nécessité de trouver un modèle théorique en sémantique qui nous permette de rendre compte, en tout premier lieu, des effets de sens qui construisent et même intervertissent les valeurs axiologiques (positives ou négatives) des mots qui, dans leurs définitions lexicographiques apparaissent comme axiologiquement monovalents » (Galatanu 2004b : 214).

étudions le sémantisme du mot *harmonisation* sur plusieurs axes. D'abord, nous l'analysons par rapport à la chaîne de parcours étymologique *harmonie→harmoniser→harmonisation*, en insistant surtout sur l'aspect lexical, *id est* sur les types de procès, du verbe *harmoniser* qui lui est associé. Ensuite, nous mettons le nom de procès *harmonisation* en relation avec d'autres noms dérivés du verbe : nom d'agent, nom d'instrument, nom de lieu. Finalement, nous l'envisageons dans le couple *harmoniser–harmonisation*, en comparant la réalisation du sémantème verbal *harmonis-* dans le domaine nominal et dans le domaine verbal (depuis la surface jusqu'au niveau cognitif). L'étude de chaque axe contribue à approfondir notre appréhension du sémantisme du mot *harmonisation.*

Dans le **quatrième chapitr**e, ayant le titre '*Harmonisation' en tant que monovalent positif,* le déverbal *harmonisation* est étudié sous l'angle des modalités linguistiques, *id est* comme une forme porteuse de valeurs modales. À travers l'analyse des discours lexicographiques, nous décelons les valeurs modales, en mettant l'accent sur les valeurs axiologiques, qui sont inscrites dans le sémantisme du mot *harmonisation* au niveau du noyau et au niveau de la strate des stéréotypes.

Le **cinquième chapitre** intitulé *Les articles du 'Monde' traitant de l'harmonisation européenne* est consacré à l'analyse liée à notre corpus. Nous justifions le choix du quotidien, nos préférences pour les années 1999 et 2009 et nous décrivons les modalités du recueil du corpus.

Pour mieux comprendre les problèmes liés à l'harmonisation européenne qui sont discutés dans les articles du corpus, nous présentons, en grandes lignes, le cadre historique de la construction de l'UE : l'objectif principal, les principes de l'organisation et les grandes dates. Cela constitue le sujet du **sixième chapitre** intitulé *L'Union Européenne et la création d'un nouvel espace du savoir.*

Étant donné que nous avons choisi d'analyser l'harmonisation européenne dans le domaine de l'enseignement, nous consacrons le **septième chapitre** *Construction de la signification de la lexie complexe 'harmonisation européenne des formations'* à la description de la sémantique lexicale des termes *européenne* et *formations* composant la lexie, pour pouvoir donner la définition conventionnelle du concept *harmonisation européenne des formations* qui nous permettra de construire son noyau hypothétique.

A travers le **huitième chapitre,** *Quelques particularités de fonctionnement de la lexie dans le discours,* nous nous attachons à faire apparaître les quelques difficultés auxquelles on se heurte lors du fonctionnement, au niveau de l'énoncé, de la lexie *harmonisation européenne des formations* dans le discours du *Monde* : les ambiguïtés transformationnelles, la polysémie interprétationnelle et les contraintes sélectives de l'adjectif *européenne*. Et pour ce qui est du fonctionnement au niveau textuel, nous abordons le sujet des reprises anaphoriques et cataphoriques de la lexie dans les articles analysés.

Dans **le neuvième chapitre,** intitulé *Représentation discursive de la signification à partir du corpus de 1999*, nous reconstruisons, étape par étape, la représentation discursive de la lexie *harmonisation européenne des formations* à partir des articles du *Monde* de 1999, pour voir concrètement comment sont réalisées les valeurs modales inscrites dans la signification de la lexie dans ces articles. Nous mettons en évidence les déviations de la représentation discursive révélées à travers la reconstruction du noyau et des stéréotypes.

Le dixième chapitre, *La représentation discursive à partir du corpus de 2009 et le cinétisme en diachronie*, présente la description du sens discursif apparaissant dans les articles de 2009, ainsi que les décalages décelés dans la représentation discursive dans les articles du

Monde de 2009. Sur le plan diachronique, nous analysons les tendances évolutives de la lexie sur une période de dix ans : l'évolution des mécanismes discursifs mobilisés, le cinétisme de l'orientation axiologique des valeurs inscrites et les changements dans l'image de l'Europe que fait apparaître la confrontation des deux représentations discursives.

Concernant les nombreux schémas utilisés à titre illustratif, notre recherche se situe dans le sillage de travaux des linguistes français et américains (Guillaume, Pottier, Langacker, Talmy) qui ont recours à des représentations visualisées pour décrire les relations entre les éléments au niveau mental.

Première partie : Les fondements théoriques de la SPA

Les fondements théoriques de la Sémantique des Possibles Argumentatifs (désormais la SPA) sont élaborés par Galatanu et présentés dans ses nombreux articles (1999a, 1999b, 2000a, b, c, 2002a, 2003, 2004b, 2006a, b, 2007b, etc.).

Dans cette première partie nous présenterons les postulats théoriques sous-tendant le cadre de la recherche sémantique dans la SPA : son modèle de représentation sémantique, dans le premier chapitre, et le point de vue de la SPA sur la modalisation et l'axiologisation, dans le deuxième chapitre. Certains de ces postulats sont illustrés par les tableaux et les schémas proposés par Galatanu. Pour certains d'autres postulats, nous proposerons nos schémas et tableaux, et ceci dans le but de mieux mettre en évidence les idées développées dans la SPA.

Chapitre 1. Le modèle de représentation sémantique de la SPA

Dans l'introduction, nous avons déjà souligné le fait qu'une des raisons de notre option pour la SPA consistait en ce qu'elle permettait d'articuler dans le même cadre théorique différents champs disciplinaires : la sémantique lexicale, la sémantique textuelle, l'analyse linguistique du discours et l'analyse du discours. Dans ce chapitre nous allons nous pencher sur la manière dont Galatanu articule ces disciplines linguistiques dans son modèle de représentation sémantique, sur son approche du discours, sur les éléments composant la signification lexicale et le sens et sur les relations entre ces deux, mais, avant de le faire, il nous semble utile de rappeler les sources théoriques qui ont nourri les réflexions de la SPA.

1. Filiation de la SPA

Dans ses recherches Galatanu (2005b, 2006a, b, 2007) souligne que le modèle de la description sémantique en SPA s'inscrit, d'une part, dans la filiation de la sémantique argumentative (Anscombre, Ducrot 1983, Anscombre 1995a, b, Ducrot 1995a, b, Ducrot, Carel 1999) et, d'autre part, dans celle de la recherche sur les stéréotypes linguistiques (Putnam 1989, 1990, Fradin 1984). Nous présenterons certains concepts de base de ces théories qui sont en filiation avec plusieurs points du fonds conceptuel de la SPA et qui seront repris par nous ultérieurement pour analyser le mot *harmonisation*.

1.1. La sémantique argumentative

La sémantique argumentative a connu plusieurs versions dans son évolution. Les versions du développement de l'argumentation sont les suivantes : la théorie de l'argumentation dans la langue (Anscombre, Ducrot 1983), la théorie des topoï (Anscombre 1995a, b, Ducrot 1995a, b) et, plus récemment, parallèle à la SPA, la théorie des blocs argumentatifs (Ducrot, Carel 1999).

1.1.1. La théorie de l'argumentation dans la langue

Les fondateurs de la théorie de l'argumentation de la langue (désormais l'ADL), Anscombre et Ducrot, stipulent le caractère complètement ascriptiviste de la langue. Pour eux, le contenu de la signification n'est pas de nature informative mais argumentative. Ainsi, ils déplacent l'accent de la fonction communicative du langage à sa fonction argumentative. L'argumentation, selon Anscombre et Ducrot, est « un trait constitutif de nombreux énoncés » : on ne peut pas employer les énoncés « sans prétendre orienter l'interlocuteur vers un certain type de conclusion : il faut donc dire, quand on décrit un énoncé de cette classe, quelle orientation il porte en lui – ou encore

(...) en faveur de quoi il peut être argument. Ce qui n'empêche pas que bien des conclusions seront tirées de lui, qui ne relèvent pas de sa valeur argumentative. (…) On notera qu'on peut tenir un énoncé pour un argument possible et ne pas utiliser cette possibilité » (Anscombre, Ducrot 1983:31).

Grâce au développement théorique d'Anscombre et Ducrot, la fonction argumentative, jusque là étudiée au sein de la pragmatique, devient une fonction première dans la description sémantique de l'énoncé et de la signification ; comme corollaire, l'ADL est appréhendée avant tout comme la « pragmatique intégrée ». Décrire la sémantique de l'énoncé, pour Anscombre et Ducrot, c'est la présenter en termes d'argument et de conclusion.

1.1.2. La théorie des topoï

Le modèle topique de l'argumentation est fondé sur le postulat qu'il y a des « principes généraux » qui justifient le passage de l'argument à la conclusion. Ces principes généraux, ou les topoï, sont considérés comme des croyances communes propres à une certaine collectivité à une époque donnée et dans un lieu précis[2]. Le rôle que les topoï jouent dans les enchaînements argumentatifs est celui « d'arrière-plans argumentatifs » (Ducrot 1995a:89), indiquant les cheminements à prendre lorsqu'on relie les arguments et les conclusions. C'est donc un garant qui sous-tend le raisonnement.

Le topos met en relation deux représentations mentales, ou deux prédicats abstraits, liés par un lien de causalité. Les relations entre les prédicats sont scalaires et peuvent avoir deux formes topiques : une forme concordante ou une forme discordante. La première relie les prédicats ayant les mêmes sens de parcours : (+P, +Q) ou (–P, – Q)

+ émotions positives, + santé
– émotions positives, – santé

La forme discordante, au contraire, relie les prédicats ayant des sens de parcours différents : (+P, –Q) ou (–P, +Q)

+ patience, – énervement
– énervement, + patience

Anscombre et Ducrot font la distinction entre topoï intrinsèques et topoï extrinsèques (Anscombre 1995b:57). Les topoï intrinsèques fondent la signification de l'unité lexicale ; et de ce fait, dans un enchaînement argumentatif, la conclusion explicite ce qui est potentiellement contenu dans la signification de l'expression linguistique présent dans le premier segment, comme dans l'exemple suivant que donne Anscombre (*ibidem.*) :

Pierre est riche, il peut donc s'offrir n'importe quoi.

Quant aux topoï extrinsèques, dans leur cas, la conclusion n'est pas fondée sur le potentiel sémantique de l'unité lexicale mais vraiment tirée de l'énoncé. Le discours pose une relation non prévue par la sémantique du premier segment, mais qui peut être justifiée par la situation ou par la culture. Par exemple,

Pierre est riche, il est donc avare.

---

[2]« (…) c'est un fait de linguistique qu'il y a des topoï (…) c'est un fait de sociologie qu'existe à une époque donnée, à un endroit donné, tel topos particulier » (Anscombre 1995a:39).

Dans cet énoncé, le sens de *avare* n'est pas prévu par le potentiel sémantique de *riche*.

Au sein de la théorie des topoï, Ducrot analyse les phénomènes de réalisation et de déréalisation qui « ne relèvent pas des croyances, mais explicitent directement les significations » (Ducrot 1995b:150). Les processus de réalisation ou de déréalisation sont liés directement à l'existence de modificateurs sémantiques déréalisants et réalisants.

1.1.2.1. Modificateurs déréalisants et modificateurs réalisants

Les modificateurs sémantiques sont les unités lexicales (adjectifs, adverbes) dont la présence dans l'énoncé « diminue ou augmente l'applicabilité d'un prédicat, c'est-à-dire (…) la force avec laquelle on applique, à propos d'un objet ou d'une situation, les topoï constituant sa signification. Parmi eux je nomme 'réalisants' (MR) ceux qui accroissent cette force, et 'déréalisants' (MD), ceux qui l'abaissent » (Ducrot 1995b :146).

« Un mot lexical Y est dit 'MD' par rapport à un prédicat X si et seulement si le syntagme XY :

1. n'est pas senti comme contradictoire
2. a une orientation argumentative inverse ou une force argumentative inférieure à celle de X.

Si XY a une force argumentative supérieure à celle de X, et de même orientation, Y est un MR » (p.147).

Ducrot propose des tests avec les connecteurs *mais* et *même* pour découvrir si dans un syntagme XY, Y est un MD ou un MR par rapport au prédicat X. Le test avec le connecteur *mais* permet de repérer les MD. S'il est possible d'énoncer 'X, mais XY' sans avoir « une raison argumentative précise d'opposer X à XY », alors Y est un MD par rapport à X .

Il y a une solution, mais difficile.

Dans cet énoncé l'adjectif *difficile* est un MD, car il répond au critère susmentionné. Le MD *difficile* abaisse la force d'applicabilité du prédicat *une solution.* Tous les deux sont caractérisés par l'antiorientation argumentative. En revanche, si on remplace *difficile* par *facile*:

**Il y a une solution, mais facile.*

L'enchaînement n'est plus valide, car le prédicat et son déterminant sont coorientés; cette coorientation argumentative contredit les instructions de la construction des phrases avec *mais*.

En ce qui concerne les MR, Ducrot prend pour critère la possibilité d'énoncer une phrase 'X et même XY'.

Il y a une solution, et même facile.

Cet énoncé est valide, ce qui signifie que *facile* est un MR par rapport à *une solution*: il en accroît la force argumentative. L'adjectif *difficile* et le prédicat *une solution* sont caractérisés par la coorientation argumentative.

Les adjectifs *facile* et *difficile* peuvent changer de statut si on change de prédicat :

Il y a un problème, mais facile.
Il y a un problème, et même difficile.

A l'inverse des exemples précédents, dans ces énoncés l'adjectif *facile* devient un MD et *difficile* – un MR[3].

Quant aux MD, ils peuvent avoir deux statuts : les MD atténuateurs et les MD inverseurs. Le même MD peut être un atténuateur ou un inverseur : « (…) les MD deviennent inverseurs lorsque, et seulement lorsque le locuteur en fait le propos de son énonciation » (p.153). L'attribution du statut dépend de plusieurs facteurs. Pour les adjectifs, par exemple, cela dépendra de leur rôle syntaxique. L'adjectif déréalisant en fonction d'attribut est toujours un inverseur, le même adjectif en fonction d'épithète est un atténuateur. Dans les énoncés que Ducrot cite dans son article (pp.151-152)

Le changement de Paris est lent.
Il y a eu de lents changements à Paris.

le rôle syntaxique de l'adjectif déréalisant *lent* est celui d'attribut dans le premier cas, donc c'est un inverseur. Dans le deuxième cas, *lent* est un épithète et c'est un atténuateur. L'atténuateur ne modifie pas l'orientation du prédicat, il ne fait que de l'affaiblir. En revanche, l'adjectif a plus de force quand il est attribut, il réoriente l'applicabilité du prédicat parce qu'il est le propos de l'énonciation.

Ainsi, du point de vue des mécanismes mis en œuvre, les processus de réalisation et de déréalisation sont asymétriques chez Ducrot. Si la réalisation peut se faire seulement par le renforcement, la déréalisation se fait par l'atténuation ou par l'inversion.



Par conséquent, les MR peuvent seulement renforcer la force argumentative du prédicat auquel ils s'appliquent, tandis que les MD peuvent soit atténuer, soit inverser l'applicabilité du prédicat.

1.1.3. Les blocs sémantiques d'argumentation

La théorie des blocs sémantiques d'argumentation est un développement de l'ADL bâti sur une critique des topoi (Ducrot, Carel 1999). Plusieurs points différencient la théorie des blocs argumentatifs de la version standard de l'ADL. D'abord, Ducrot et Carel redéfinissent l'argumentation en mettant en valeur **l'interdépendance** sémantique des deux éléments d'un enchaînement argumentatif : c'est l'interdépendance des mots dans un enchaînement argumentatif qui « fait de ces discours des discours **argumentatifs** » (p.11). Ils stipulent que « les discours en DONC ne sont pas des inférences », car « ce qui est conclu est déjà dans ce qui argumente » (p.10), donc, il ne faut pas isoler l'argument et la conclusion comme le fait l'approche « logiciste ».

[3]Martin a remarqué à ce propos: « les candidats au statut de MR et MD ont un lien très étroit avec les mots qu'ils modifient » (2001:27).

Un autre point qu'on retrouve en théorie des blocs sémantiques et qui a été développé parallèlement en SPA, c'est l'aspect normatif ou transgressif d'une argumentation. D'abord, Ducrot et Carel considèrent que « les discours en POURTANT sont argumentatifs au même titre que les discours en DONC » (p.11). Si l'argumentation en DONC est une argumentation normative, l'argumentation en POURTANT est une argumentation transgressive. Comme corollaire, ils stipulent : « (…) tout bloc a ainsi deux **aspects argumentatifs** : un **aspect normatif**, P DC Q, regroupant les discours en DC, et un **aspect transgressif**, P PT NON-Q, regroupant les discours en PT » (p.12).

Enfin, et ce qui est aussi important dans la théorie de la SPA, Ducrot et Carel sont amenés à distinguer deux types d'argumentation : **externe** et **interne**. « Si l'expression étudiée intervient dans l'un des enchaînements de l'aspect argumentatif qui lui est associé, cet aspect sera dit relever de l'**argumentation externe** de l'expression étudiée. Sinon, il sera dit relever de son **argumentation interne** » (p.13). Nous illustrerons ces deux types d'argumentation avec les exemples empruntés à Ducrot et Carel (pp.13-14). L'énoncé

*Paul est **prudent** donc Marie lui fait confiance.*

relève de l'**argumentation externe** avec l'aspect normatif de *prudent* : prudent DC confiance. L'emploi de *pourtant* dans le même énoncé transformera l'aspect normatif de *prudent* en aspect transgressif : prudent PT NON- confiance, toujours dans le cadre de l'argumentation **externe :**

*Paul est **prudent** pourtant Marie ne lui fait pas confiance.*

Pour ce qui relève de l'**argumentation interne** de *prudent,* les auteurs donnent comme exemple

S'il y a du danger, Paul prendra des précautions.

Cet énoncé évoque l'enchaînement argumentatif *danger DC précaution* qui « est en quelque sorte intérieur à *prudent* »[4] et qui lui est donc associé (p.14). Cet enchaînement est considéré comme une argumentation **interne** de *prudent*, car il remplit la condition posée dans la définition : tout en traduisant l'idée de 'prudence' l'enchaînement ne contient pas l'adjectif *prudent,* ce dernier n'intervenant pas dans l'enchaînement argumentatif *danger DC précaution.*

Le modèle de la SPA développe parallèlement la notion de « blocs d'argumentation » pour décrire l'organisation de la signification lexicale (Galatanu 1998/2000) (le noyau et les stéréotypes sont organisés en blocs d'argumentation interne, les possibles argumentatifs – en blocs d'argumentation externe) (cf. § 6.1 du Chapitre 1).

1.2. Les stéréotypes linguistiques

La notion de 'stéréotype' chez Galatanu remonte à celle du philosophe américain Putnam (1989, 1990), pour qui le 'stéréotype' est une idée conventionnelle, parfois inexacte et même fausse, culturellement associée par une société à l'unité lexicale[5]. Putnam explique son

[4]« Mais *prudent* évoque aussi des enchaînements comme et au-delà de l'aspect *danger DC précaution.* Dans la mesure où *prudent* n'intervient pas dans cet enchaînement, nous dirons que danger DC précaution, en quelque sorte intérieur à *prudent*, relève de son argumentation **interne** » (Ducrot, Carel 1999:14).

[5]« In ordinary parlance a 'stereotype' is a conventioned (frequently malicious) idea (which may be widely inacurate) of what an X looks or acts like or is » (Putnam 1989:249).

appréhension de 'stéréotype' en donnant la description de la signification lexicale du mot *eau*. Il la décrit de la manière suivante :

a) marqueurs syntaxiques : nom massif, concret ;
b) marqueurs sémantiques (naturels) : substance naturelle, liquide ;
c) **stéréotype** : incolore, sans saveur, étanchant la soif, **etc.** ;
d) extension : H2O.

Le 'stéréotype' putnamien fait partie de la **représentation sémantique** d'un mot (Fradin 1984:326). L'emploi de 'etc.' à la fin de la ligne signifie que cette suite est ouverte, non-fermée. Elle se caractérise par un aspect évolutif, la série de stéréotypes est plus ou moins stable, car elle change d'une culture à l'autre et d'une époque à l'autre[6]. Le 'stéréotype' traduit les **croyances cultuelles** d'une société donnée à une époque donnée (Putnam 1990:96).

En même temps, comme le souligne le philosophe lui-même, la connaissance du stéréotype est exigée par la communauté linguistique et reste une condition nécessaire pour la maîtrise de la langue (Putnam 1989:205) : pour utiliser un mot dans le discours on doit connaître l'information sémantique et syntaxique mais on doit aussi savoir associer à ce mot un certain stéréotype. Le stéréotype d'un mot est lié donc à l'usage effectif de ce mot et fait partie des **compétences linguistiques** du locuteur.

2. La SPA : un modèle sémantique au carrefour de quatre domaines des Sciences du Langage

La SPA développe son cadre théorique en mettant en rapport quatre domaines d'étude langagière qui sont souvent abordés séparément en Sciences du Langage (Galatanu 2008a:15) :

a) « **la sémantique lexicale**, appréhendée comme un modèle de description de la signification lexicale, permettant de rendre compte à la fois de son ancrage dénotatif et de son potentiel argumentatif, notamment axiologique » ;

b) « **la sémantique textuelle**, vue comme un modèle de description des traces, dans le texte, des mécanismes discursifs de construction du sens » ;

c) « **l'analyse du discours**, appréhendée comme l'étude d'une pratique de construction langagière des représentations de soi et du monde, productrice de son propre univers » ;

d) « **l'analyse linguistique du discours**, conçue comme le repérage et l'étude des mécanismes sémantico-discursifs et pragmatico-discursifs de construction du sens ».

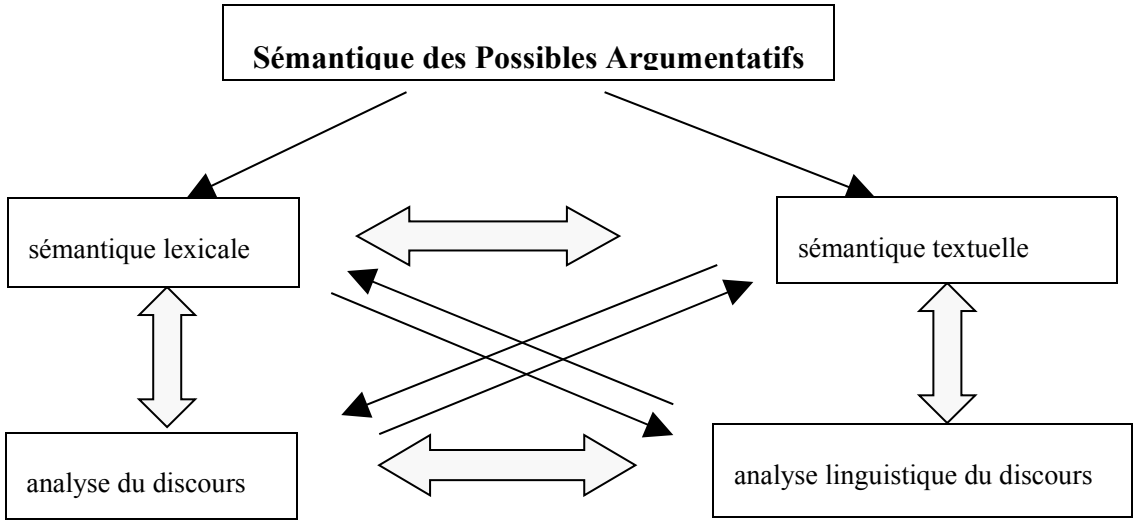
Ainsi, la SPA construit un « espace géométrique » où se croisent plusieurs interfaces[7] formées par quatre champs disciplinaires que nous venons de citer. Cet espace est représenté par Galatanu (2008a:16) de la manière suivante[8] :

---

[6]Cf. « Cette stabilité peut, bien entendu, toujours être plus ou moins explicitement remise en question ou modifiée, pourvu qu'on se donne la peine de construire un contexte approprié » (Fradin 1984:327).

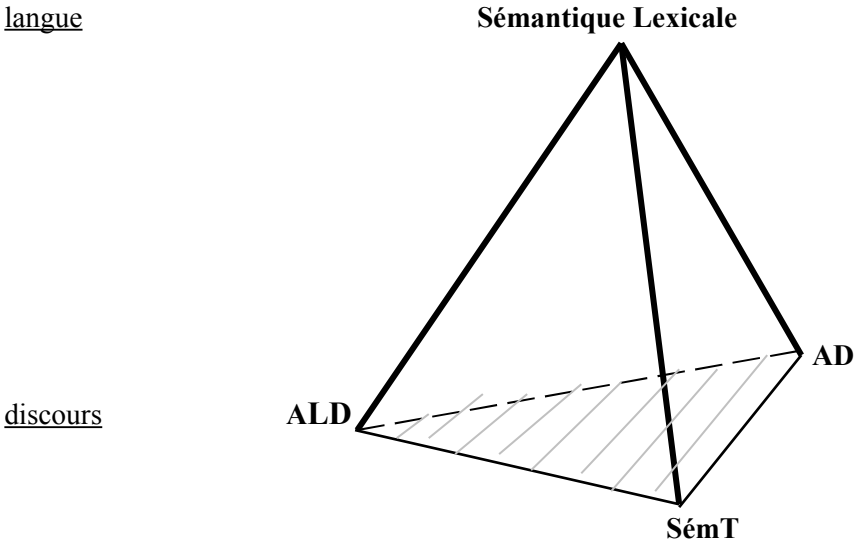
[7]Rappelons que l'interface est définie en physique et en chimie comme une surface de séparation entre deux états distincts de la matière.

[8] Les flèches entre les interfaces signifient leurs relations interactionnelles.



Dans le cadre de notre recherche, nous allons configurer cet « espace géométrique » sous forme de pyramide, un espace en 3D (en trois dimensions) (Schéma 1).

Dans cette configuration, les relations interactionnelles sont rendues par les côtés de la pyramide reliant deux points, ou deux domaines langagiers. En même temps, cette forme pyramidale permet : 1) de regrouper ensemble les interfaces discursives qui forment le socle de la pyramide et 2) de mettre à part la sémantique lexicale qui forme le sommet de la pyramide. Le triangle du socle représente le niveau discursif, tandis que le sommet appartient au niveau de la langue.



AD – analyse du discours
ALD – analyse linguistique du discours
SémT – sémantique textuelle

Schéma 1. La pyramide des interfaces étudiées par la SPA.

Les objets stratégiquement importants pour notre recherche sont les côtés de la pyramide qui sont reliés à son sommet, donc les interfaces :

- ➔ sémantique lexicale – analyse linguistique du discours ;
- ➔ sémantique lexicale – sémantique textuelle ;
- ➔ sémantique lexicale – analyse du discours.

En opérant un va-et-vient sur ces trois axes, la SPA étudie les réalisations discursives de la signification lexicale du mot pour pouvoir reconstruire la signification lexicale à partir du discours[9], *id est* à partir du sens discursif[10]. Re-construire la signification selon la SPA signifie décrire « la signification lexicale à partir des hypothèses émises dans et par l'interprétation du sens de différentes occurrences d'emploi des lexèmes concernés » (Galatanu 2007a:313). On envisage une signification réelle, plutôt comme une re-construction théorique à partir de l'analyse du sens produit par le discours que comme une construction théorique à partir des discours définitionnels.

La reconstruction se fait par des mécanismes discursifs qui sont mis en œuvre dans ce processus (cf. § 8 du présent Chapitre). C'est pour cela que, dans le cadre de notre recherche, nous accordons une importance primordiale à l'interface 'sémantique lexicale–analyse linguistique du discours'. Car c'est l'analyse linguistique du discours qui s'occupe de l'étude des mécanismes discursifs.

La reconstruction permet aussi d'établir les rapports existant entre sens et signification de la lexie (cf. § 5.2 du présent Chapitre).

3. L'approche de la description sémantique en SPA

Il est à noter que la vision de la représentation sémantique en SPA est **associative, holistique, encyclopédique et cinétique** (Galatanu 2006b:505)**.**

C'est une approche **associative,** car on tient compte du fait qu'une représentation associe d'autres représentations. En cela la proposition de Galatanu rejoint les bases structuralistes de Saussure pour qui « un mot quelconque peut toujours évoquer tout ce qui est susceptible de lui être associé d'une manière ou d'une autre » (Saussure 1972:174). La signification d'un mot est donc porteuse de la signification d'autres mots.

Une vision **holistique,** considérant « l'objet comme un tout » (Portine 2008:237), traduit l'idée de « la perception globale » de la signification « à l'intérieur d'un système de représentation sémantique : c'est le système entier qui fait sens et (...) la signification d'un élément du système consiste dans l'ensemble des relations qu'il entretient avec les autres éléments du système (...) » (Cozma 2009:123). Il y a donc l'interdépendance entre les représentations des mots mobilisés dans le discours.

---

[9]Cf. : « (…) la signification linguistique n'est accessible qu'au travers de l'observation de l'ensemble des emplois d'une unité donnée (...) » (Nemo 2003:89).

[10]Nous attribuons la même différence que Ducrot entre 'signification' et 'sens' (1984:180) ; c'est-à-dire pour parler de la sémantique du mot au niveau linguistique (au niveau de la phrase) nous employons le terme 'signification' et nous réservons le terme 'sens' pour parler de la sémantique au niveau discursif (au niveau de l'énoncé).

Le terme '**encyclopédique**' suppose qu'il y a un rapport d'interaction entre nos différents savoirs représentatifs (spirituel, culturel, professionnel, etc.) de l'univers : « tous les aspects de notre connaissance de l'entité en jeu contribuent au sens de l'expression qui la désigne » ((Langacker 1991:106) cité par Galatanu 2006b:505).

Avoir une vision **cinétique** de la signification veut dire tenir compte de l'évolution de la société où l'on vit et de son influence sur la sémantique des mots. Autrement dit, comme la signification est une représentation du monde « perçu et modélisé » par la langue et comme ce monde est en perpétuelle évolution, la signification, elle aussi, se trouve en mouvement permanent. Ainsi, la SPA s'attache à décrire l'état réel de la signification par rapport à un moment donné dans un domaine d'expérience humaine déterminé.

4. La représentation du discours en SPA

La SPA revendique le discours comme un espace de phénomènes observables, de par le niveau des manifestations discursives de la lexie – les déploiements argumentatifs – qui représentent des données attestées discursives. A travers l'analyse des déploiements argumentatifs (pour leur définition voir § 6.2 du même Chapitre), le discours se révèle, dans la perspective de la SPA (Galatanu 2005b:4-5, 2006a:90-91, 2008b, 2009a:60), comme :

- **« une voie d'accès privilégiée aux représentations »** des sujets parlants ;
- **« la force agissante sur les pratiques sociales » ;**
- **« la force agissante sur le patrimoine sémantique »** de la communauté linguistique.

En tant que « **voie d'accès privilégiée aux représentations »** des sujets parlants et à leurs identités, le discours permet de pénétrer dans les images créées par les instances énonciatives, du monde, d'autrui et de soi. Rajoutons que la parole est un lieu de production non seulement de représentations du monde, mais aussi d'évaluations de ce monde (Galatanu 2000b:100), car « (…) la description des faits sociaux (information) comporte en elle-même, d'une façon nécessaire, une évaluation de ces faits (commentaires) et cette évaluation est toujours repérable » (Galatanu 1999a:42). L'élaboration discursive des systèmes de valeurs et d'images identitaires a été mise en valeur par plusieurs recherches effectuées dans le cadre du SAD du CERCI. Ce sont les discours sur le monde social qui constituent les corpus privilégiés de ces travaux, car ce genre de discours représente un terrain privilégié d'élaboration discursive des représentations et des évaluations du monde (Galatanu 2006b:50).

En tant que « **force agissante sur les pratiques sociales »**, le discours apparaît dans sa dimension d' « acteur du monde », qui agit sur les "états mentaux" des destinataires, pour les conforter ou les compléter, les enrichir, les insérer dans de nouveaux systèmes de connaissances et de valeurs, ou encore les déstabiliser, les déconstruire et les reconstruire (Galatanu 2005b:4). Cet aspect du discours a été l'un des centres d'intérêt de la SPA dès son début : « l'origine de l'élaboration de ce modèle des *possibles argumentatifs* est l'intérêt pour le pouvoir qu'a la parole d'agir, à travers les discours des différents champs de pratique, sur les systèmes de croyances et de valeurs, (...) » (Galatanu 2004b:214). Le discours construit et propose les images des pratiques humaines, notamment à travers les significations des mots qui les désignent et que les discours (re)construisent. Le discours permet donc l'émergence d'hypothèses sur le sens des

énoncés ainsi que d'hypothèses sur la signification des mots mobilisés, plus précisément sur la reconstruction de la signification (Galatanu 2009b:330, 2006a:94 sq.).

En tant que **« force agissante sur le patrimoine sémantique »** de la communauté linguistique, le discours est envisagé comme lieu de manifestation de mécanismes sémantico-discursifs de construction du sens et de re-construction de la signification, mécanismes qui expliquent le cinétisme sémantique (Galatanu 2009a:64, 2006a:86). Le discours, avec ses propositions d'enchaînements et d'argumentations, ancrées culturellement, ou carrément inédites, contextuellement[11] justifiées, exerce une pression sur la signification des mots qui se charge et se décharge de valeurs et d'associations de représentations nouvelles et différentes d'une culture à l'autre (Galatanu 2008b:6). Le discours apparaît donc comme déclencheur du processus de cinétisme.

Pour mieux voir le fonds de ces trois approches du discours en SPA nous les avons décrites isolément, mais en réalité ces trois facettes du discours sont inter-reliées, car « appréhender le discours comme une pratique de construction de soi et du monde, productrice de son propre univers, de sa propre réalité (…) confère à la parole à la fois le statut d'une voie d'accès privilégiée aux identités des acteurs sociaux et aux représentations sociales et celui d'une force agissante sur les pratiques sociales, les systèmes de valeurs et la signification même des mots que le discours mobilise pour les décrire » (Galatanu 2006a:100).

Nous avons attiré l'attention sur ces trois aspects du discours, distingués en SPA, car ils seront pris en considération lors de l'analyse de notre corpus. Mais il faut dire que parmi ces trois approches du discours, c'est surtout la dernière qui sera visée lorsque nous nous penchons sur l'étude, théorique et pratique, du phénomène d'axiologisation discursive.

5. La signification lexicale et le sens discursif en SPA

5.1. Hypothèses de représentation de la signification lexicale et du sens discursif

Le modèle de représentation de la signification lexicale et du sens discursif repose sur trois hypothèses (Galatanu 2007b, 2008b, 2009a, 2009b) :

1. Dans la filiation de la sémantique argumentative, la SPA postule que **le sens des énoncés est argumentatif** et fait l'hypothèse qu'il appuie sur et **(ré)inscrit, avec chaque occurrence discursive, un potentiel axiologique (donc argumentatif) dans la signification** des entités lexicales (Galatanu 1999a, 2007b:89, 2007a:313).

2. Ce **potentiel argumentatif**, qui peut être **formulé en termes d'associations dans des blocs sémantiques d'argumentation**, est **ancré culturellement** et de ce fait, est **évolutif,** produisant un cinétisme de la signification lexicale, qui préserve néanmoins un **noyau stable**, que nous pouvons représenter en termes d'universaux et primitifs sémantiques.

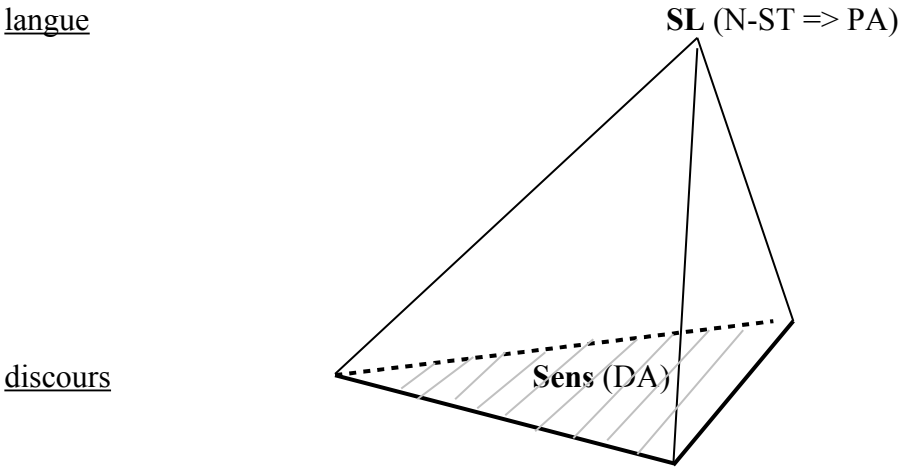
[11]En SPA, **le con-texte** est entendu au sens de la situation extra-linguistique (circonstances interlocutives, connaissances d'univers, etc.) et **le cotexte** – au sens de l'environnement linguistique (textuel) de la lexie considérée.

3. L'**ancrage dénotatif** est présent aussi bien au **niveau du noyau stable** et au **niveau des stéréotypes** culturellement ancrés et évolutifs. La **dimension argumentative** se manifeste à travers l'association des éléments du **noyau** avec les représentations du stéréotype et au niveau des séquences discursives potentielles (**possibles argumentatifs** ou probabilités argumentatives), que l'on peut générer à partir du stéréotype, en associant le mot avec des représentations portées par ce stéréotype.

Par rapport à ces hypothèses nous voudrions remarquer que ce sont justement ces trois points qui différencient la SPA de la sémantique argumentative d'Anscombre, Ducrot et Carel.

5.2. Les relations entre sens et signification en SPA

Galatanu propose la SPA comme **« "un lieu géométrique"** de l'étude **du sens discursif** et **de la signification linguistique »** (Galatanu 2009b:326) (Nous soulignons). Graphiquement parlant ce « lieu géométrique » aura la même représentation imaginaire que l'« espace géométrique » des interfaces étudiées par la SPA (cf. § 2 du même Chapitre). Les concepts « sens » et « signification linguistique » se situeront dans cette figure pyramidale de la manière suivante :



SL – signification linguistique
N – noyau
ST – stéréotypes
PA – possibles argumentatifs
DA – déploiements argumentatifs

Schéma 2. « Espace géométrique » de l'étude du sens discursif
et de la signification linguistique en SPA

La signification linguistique, objet d'étude de la sémantique lexicale, prend sa place au sommet de la pyramide. Elle est appréhendée, à la différence de la théorie des blocs sémantiques d'argumentation, comme une structure stratifiée (N, ST et PA), chacune des strates se déroulant sur deux dimensions : dénotative et argumentative (cf. § 6 de ce même Chapitre).

Le sens trouve sa place au socle de la pyramide, formé par les interfaces discursives. Il est construit à partir des manifestations discursives de la signification linguistique (les DA) et est appréhendé comme argumentatif et pourvu d'une orientation axiologique.

Comme la SPA situe donc son objet dans la zone de l'interface de la signification lexicale et du sens discursif[12], il est intéressant de voir de plus près les rapports existant entre ces deux concepts dans la perspective de la SPA. Ces rapports peuvent être exprimés en termes de **la contrainte mutuelle** et de **l'ambivalence**.

5.2.1. Les contraintes de la relation 'sens–signification'

D'une part, la signification lexicale d'une entité linguistique mobilisée dans le discours contraint la construction du sens discursif de cette entité ; d'autre part, le sens discursif construit contraint la reconstruction de la signification de l'entité linguistique mobilisée (Galatanu 2009b:4). Autrement dit, il s'agit de la « dépendance réciproque entre sens et signification », du « modelage en contexte du sens par la signification et de la signification par le sens » (Pescheux 2008:95). Schématiquement parlant, cette idée peut être exprimée ainsi :

Sens ⇄ **SL**

Mais dans ce schéma il y a un défaut. En fait, dans le cas de reconstruction de la signification du mot employé dans le discours il s'agit d'une signification reconstruite, c'est-à-dire une signification qui a subi des changements au niveau du protocole sémantique de l'entité linguistique ; le protocole qui est fixé dans et par les discours lexicographiques. Pour faire la différence entre ces deux significations nous emploierons les symboles : **SL** pour désigner la signification lexicale de la lexie construite à partir des définitions lexicographiques et **SL'** – pour la signification lexicale reconstruite à partir du discours d'une pratique discursive et déviant de la précédente[13], **Sens** restant toujours l'interprétation de la lexie dans des énoncés-occurrences de cette pratique discursive. Eu égard à cette explicitation, nous aurons :

SL ⟶ **Sens** ⟶ **SL'**

Dans cette chaîne, **SL'** est une signification lexicale non-conforme au protocole sémantique des mots mobilisés ; une signification lexicale dépendante du contexte et proposée par le discours soit par interversion du potentiel argumentatif des mots, soit par insertion de nouvelles associations argumentatives dans la strate des stéréotypes (Galatanu 2009b). **SL'** est construite à

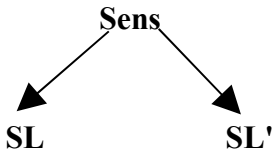
[12]« La SPA situe ainsi son objet dans la zone de l'interface, au sens que la physique attribue à ce terme, de la signification lexicale, avec son potentiel discursif argumentatif, et du sens discursif, dont l'orientation argumentative est «stabilisée», «décohérée» par la contamination de l'environnement sémantique (textuel) ou contextuel » (Galatanu 2008b:3)

[13]Autrement dit, en termes admis par Nemo, la SL est reconstruite à partir des contextes récurrents et la SL' – à partir des contextes nouveaux, car la première relève de la partie conventionnelle du sens et la deuxième – des interprétations contextuelles non mémorisées (Nemo 2003:93).

partir de la sémantique lexicale enrichie par les interprétations faites aux niveaux de l'analyse du discours, de l'analyse linguistique du discours et de la sémantique textuelle. **SL** et **SL'** se recoupent au niveau de leurs noyaux, leurs parties stables ; mais ils diffèrent au niveau de leurs stéréotypes, leurs parties évolutives, cette différence étant le résultat du processus de cinétisme de la lexie.

5.2.2. Ambivalence des relations entre sens et signification

« (...) le temps du discours, la signification des mots mobilisés est confirmée par le sens contextuel, ou re-construite par la contamination contextuelle » (Galatanu 2009b:330). Le sens peut donc confirmer la signification du mot, ainsi que l'infirmer, la déconstruire-reconstruire.

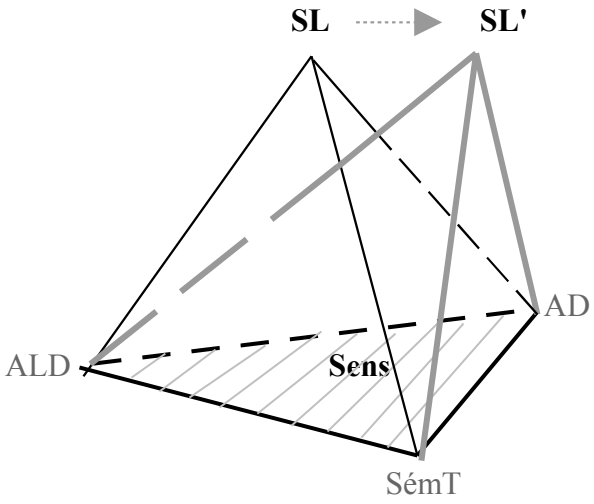


La relation **Sens → SL** exprime un rapport consensuel entre sens et signification, il y a donc une confirmation du potentiel argumentatif de la signification par le sens, la signification lexicale est construite, ou réalisée. Autrement dit, cette relation est **une relation de conformité** des déploiements argumentatifs de l'unité lexicale mobilisée au protocole sémantique de cette unité lexicale.

La relation **Sens → SL'** exprime un rapport conflictuel entre sens et signification, il s'agit de l'infirmation du potentiel argumentatif de la signification par le sens, la signification de la lexie est reconstruite, ou déréalisée. Autrement dit, cette relation est une relation de **non-conformité** des déploiements argumentatifs de l'unité lexicale mobilisée à son protocole sémantique.

Sens → SL' est une relation débouchant sur le processus de cinétisme. SL' signale que le processus de cinétisme est en cours. Par la suite, dans le cas de la stabilisation de nouveaux stéréotypes proposés par le discours, le processus de cinétisme d'une tendance peut devenir une norme. C'est ainsi que certains phénomènes aléatoires deviennent récurrents puis définitifs.

En nous servant de la pyramide incarnant l'espace géométrique de la SPA (cf. § 2 et § 5.2 du présent Chapitre), les relations entre sens et signification débouchant sur le processus de cinétisme peuvent être configurées sous forme de deux pyramides qui se chevauchent ayant le même triangle de base (Schéma 3).



SL – signification lexicale
ALD – analyse linguistique du discours
AD – analyse du discours
SémT – sémantique textuelle

Schéma 3. Le cinétisme de la signification lexicale.

La première pyramide avec le sommet SL c'est la **réalisation** de la signification linguistique construite à partir des discours lexicographiques. La deuxième pyramide avec le sommet SL' c'est la **déréalisation**, ou la **reconstruction** de la signification linguistique à partir d'une pratique discursive. La reconstruction a lieu quand « le discours propose de nouvelles significations lexicales, dépendantes du contexte, soit par interversion du potentiel argumentatif des mots, soit par insertion de nouvelles associations argumentatives dans la strate des stéréotypes » (Galatanu 2009b:332). Nous répétons donc que la sémantique lexicale à partir de laquelle est reconstruite la SL' est une sémantique lexicale enrichie par les interprétations à partir de la sémantique textuelle, de l'analyse du discours et de l'analyse linguistique du discours. Autrement dit, SL' tient compte de l'impact du discours sur la sémantique lexicale.

6. Le modèle de représentation de la sémantique de l'entité linguistique

Le modèle de représentation de la sémantique d'une entité linguistique comprend la description de la signification lexicale et du sens discursif de cette entité. Il comporte quatre niveaux : trois niveaux (ou strates) pour décrire la signification et un niveau pour décrire sa manifestation discursive, donc, le sens.

6.1. Trois strates de la signification linguistique

Le noyau est la partie stable de la signification. Son existence est garantie par l'« ancrage dénotatif » (Galatanu). Le noyau sert de socle pour l'inter-compréhension réussie entre les interlocuteurs, préservant, de cette manière, à la parole l'accomplissement de sa fonction principale, celle de communication. Étant la partie stable de la signification, le noyau est appréhendé comme les propriétés intrinsèques essentielles de l'entité. Ces propriétés comprennent : 1) les traits de catégorisation sémantico-syntaxique et 2) les traits de signification essentiels, nécessaires pour la catégorisation des « objets » auxquels le mot en question réfère

(Putnam 1989), la quintessence du contenu de signification. Ces derniers sont décrits dans le modèle en termes de prédicats abstraits (correspondant à des universaux sémantiques ou « primitifs sémantiques »).

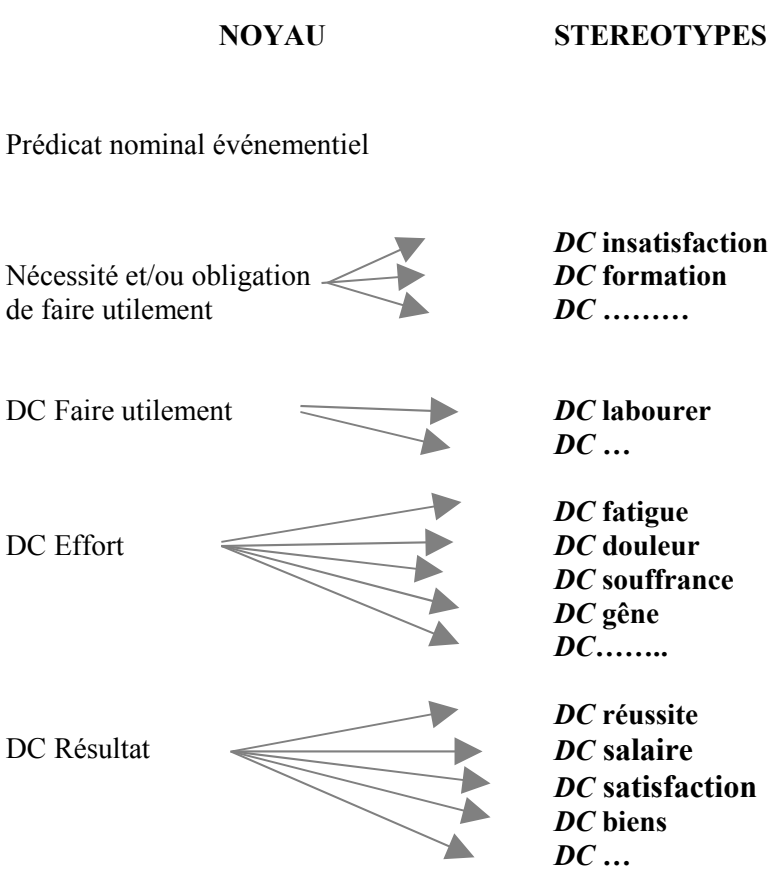
Étant donné que l'existence du noyau est garantie par l'« ancrage dénotatif », la dimension descriptive est une dimension première pour le noyau. Quant à la dimension argumentative, au niveau du noyau, elle a la fonction de structuration (d'organisation) de ses éléments (Cozma 2009). Ainsi, les traits de signification essentiels sont structurés en blocs d'argumentation interne dans le noyau[14]. Par exemple, le noyau du mot *travail* (Galatanu 2009b ; 2008b), qui est défini comme « ensemble des activités humaines organisées, coordonnées en vue de produire ce qui est utile ; activité productive d'une personne » (Le Petit Robert), comprend quatre éléments, dont 1) NESSECITE ET/OU OBLIGATION DE FAIRE UTILEMENT, 2) FAIRE UTILEMENT, 3) EFFORT et 4) RESULTAT. Ces quatre éléments du noyau, reliés par le connecteur *donc,* forment trois blocs d'argumentation interne : 1) Nécessité et/ou obligation de faire utilement DC Faire utilement ; 2) Faire utilement DC Effort et 3) Effort DC Résultat.

Le noyau du mot *travail* (d'après Galatanu 2009b:334 ; 2008b)

TRAVAIL	
Traits de catégorisation sémantico-syntaxique :	Prédicat nominal événementiel
Traits de signification principaux :	Nécessité et/ou obligation de faire utilement *DONC* Faire utilement *DONC* Effort *DONC* Résultat

Les stéréotypes représentent la partie évolutive de la signification. Il s'agit d'un ensemble ouvert d'associations des éléments du noyau avec d'autres représentations sémantiques. Ayant le statut d'ensemble ouvert d'éléments de signification, ils n'ont pas de limites rigides, fixées une fois pour toutes. Le statut d'ensemble ouvert des stéréotypes est lié au caractère encyclopédique de l'approche de la description sémantique de la SPA. Les stéréotypes sont décrits en termes de blocs d'argumentation interne. On obtient ces blocs en déclinant les éléments du noyau avec d'autres représentations. Par exemple, en associant le premier élément du noyau pour le mot *travail* on obtient les blocs d'argumentation interne suivants : nécessité de faire utilement DC insatisfaction ; nécessité de faire utilement DC formation, etc. Nous illustrons les associations possibles pour les autres éléments du noyau comme il suit (d'après Galatanu 2009b, 2008b) :

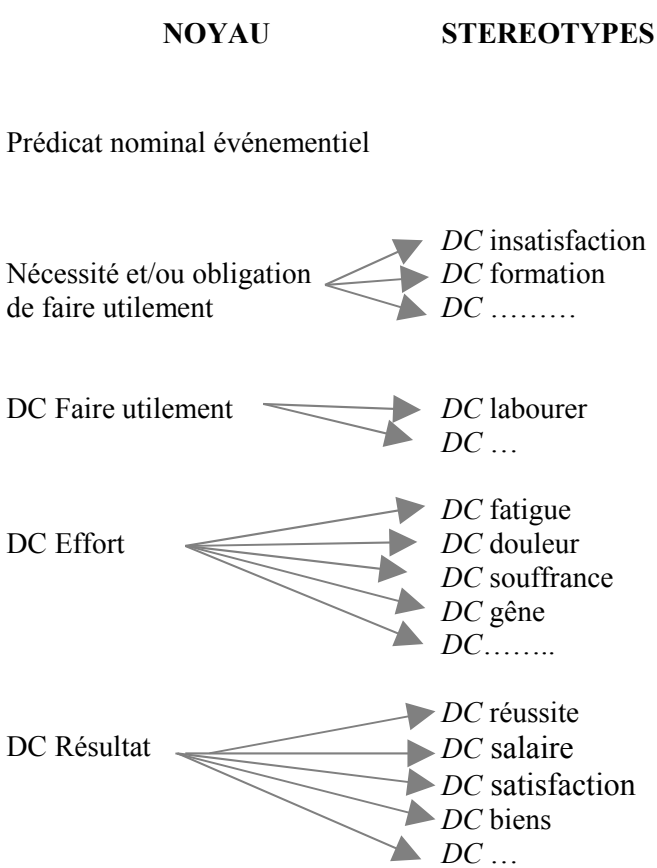
[14] Pour l'argumentation interne ou externe propre à la signification lexicale voir § 1.1.3 du présent Chapitre.



Les stéréotypes permettent à la parole de véhiculer les systèmes de valeurs, ainsi que de les produire ou de les transformer. Leur existence est confirmée par l'analyse des mécanismes sémantico- et pragmatico-discursifs.

Les associations des stéréotypes sont relativement stables et permettent de calculer à partir d'elles les possibles argumentatifs. Il faut dire que les stéréotypes avec le noyau forment un dispositif de signification générateur de probabilités discursives, ou de possibles argumentatifs.

Les possibles argumentatifs sont des séquences discursives : les associations potentielles (ou virtuelles) du mot avec des éléments de ses stéréotypes. Ce sont donc les séquences discursives calculées, majoritairement, à partir des stéréotypes selon les relations posées : intention-résultat, but-moyen, cause-effet, etc. Tout comme les stéréotypes, les possibles argumentatifs représentent la partie évolutive de la signification et ont un statut d'ensemble ouvert d'enchaînements discursifs. Les possibles argumentatifs sont décrits en termes de blocs d'argumentation externe. Dans ces blocs, les possibles argumentatifs peuvent être déployés sous une forme normative (*travail* donc *nécessité de faire utilement* ou *travail* donc *réussite*) ou transgressive (*travail* pourtant *pas de nécessité de faire utilement* ou *travail* pourtant *pas de réussite*).



Nous soulignons donc que les associations potentielles des possibles argumentatifs s'organisent en deux faisceaux orientés respectivement vers le pôle axiologique positif ou vers le pôle axiologique négatif. C'est l'interaction avec les significations d'autres entités linguistiques, formant l'environnement discursif, qui provoque un phénomène de séparation de ces possibles argumentatifs et stabilisent un sens, *id est* une orientation argumentative.

Les associations des stéréotypes et des possibles argumentatifs reflètent le caractère holistique et associatif de l'approche de la signification dans la SPA, ainsi que sa vision cinétique.

Le bilan sur trois strates de la signification linguistique est donné sous forme de tableau récapitulatif (Tableau 1).

[15]Nous avons décalé dans cette colonne les PA formés à partir des éléments du noyau et les PA construits à partir des stéréotypes.

Tableau 1. Trois strates de la signification linguistique.

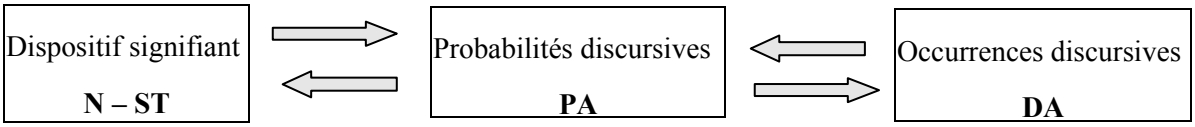
Première strate (dénotative première)	**Deuxième strate** (argumentative première)	**Troisième strate** (argumentative première)
NOYAU	**STEREOTYPES**	**POSSIBLES ARGUMENTATIFS**
Partie stable de la signification	*Partie évolutive* ayant le statut d'ensemble ouvert des éléments de signification *(aspect encyclopédique et cinétique)*	*Partie évolutive* ayant le statut d'ensemble ouvert d'enchaînements discursifs *(aspect encyclopédique et cinétique)*
Propriétés intrinsèques essentielles de l'entité : 1. Traits de catégorisation sémantico-syntaxique 2. Traits principaux du contenu de signification	- Associations des éléments du noyau avec d'autres représentations sémantiques *(aspect associatif et holistique)* ; - Associations relativement stables ; - Dispositif de génération de probabilités discursives	Associations potentielles (ou virtuelle) du mot avec des éléments de ses stéréotypes *(aspect associatif et holistique)* ; - Associations calculables à partir des stéréotypes; - Séquences discursives s'organisant en deux faisceaux orientés respectivement vers l'un ou l'autre pôle axiologique.
Prédicat abstrait	*Blocs d'argumentation interne:* association des éléments du noyau avec d'autres représentations sémantiques	*Blocs d'argumentation externe:* association du mot avec un élément de son stéréotype : création des séquences discursives selon les relations posées : intention-résultat, but-moyen, cause-effet, etc.

6.2. Les déploiements argumentatifs

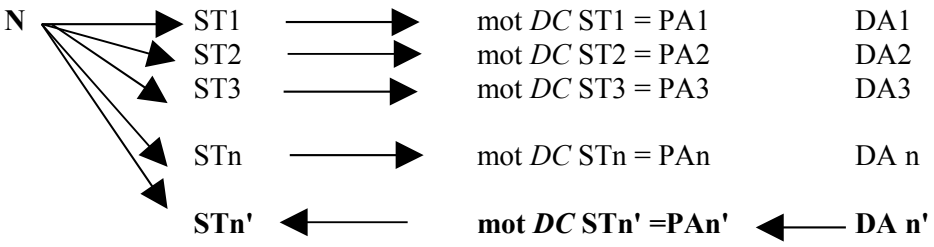
Les déploiements argumentatifs sont rajoutés par Galatanu récemment au modèle de la signification lexicale de la SPA (Galatanu 2008a). Il faut dire qu'ils existaient avant mais sous le nom de 'PA activés'. Les DA constituent un niveau discursif : ce sont des manifestations discursives des significations linguistiques, notamment l'activation contextuelle du potentiel argumentatif du mot. Les déploiements discursifs sont les séquences argumentatives proposées par les occurrences discursives, en contexte. Les rapports des DA avec les autres éléments de la signification consistent en ce qu'à partir des DA nous remontons aux PA et, ensuite, aux stéréotypes pour re-construire la signification de l'unité lexicale à partir d'un discours. La place des DA dans le modèle de représentation de la signification en SPA peut être illustrée ainsi (d'après Galatanu 2008b:4) :

Dispositif de la signification générateur de		Probabilités discursives	Occurrences discursives
N donc Sts		**PA**	**DA**
Noyau (N)	Stéréotype 1 →	Mot *DC* ST1 = PA1	DA1
	Stéréotype 2 →	Mot *DC* ST2 = PA2	DA2
	Stéréotype 3 →	Mot *DC* ST3 = PA3	DA3
	Stéréotype n→	Mot *DC* STn = PAn	DAn

Tous les éléments du modèle sont en interaction permanente entre eux. Les DA interagissent avec le dispositif N – ST par l'intermédiaire des PA :



En confrontant les déploiements argumentatifs aux possibles argumentatifs, nous pouvons voir s'il s'agit de la réalisation ou de la reconstruction de la signification linguistique. La reconstruction de la SL se fait donc à partir des occurrences discursives de l'entité linguistique. Dans le cas de la reconstruction, les occurrences discursives peuvent intervertir le potentiel argumentatif de la SL ou proposer un nouveau stéréotype qui n'est pas attesté au niveau de la SL[16]. Dans ce dernier cas, aura lieu un phénomène d'insertion d'un nouveau stéréotype dans la SL à partir d'un DA que nous pouvons illustrer ainsi :



Autrement dit, la confrontation des DA au PA permet de révéler les emplois conformes ou non conformes de l'entité mobilisée dans le discours et de déceler de cette manière si le processus de cinétisme est en cours ou non.

Les relations entre les PA et les DA peuvent donc être exprimées en termes de conformité (PA ≅ DA) ou de non conformité (PA ≠ DA). La conformité s'appuie sur les mécanismes sémantico-discursifs de construction du sens (activation, renforcement, affaiblissement, inversion de polarité axiologique) et la non conformité – sur les mécanismes pragmatico-discursifs (flexion de polarité axiologique et sémantique, interversion du potentiel argumentatif et insertion d'un nouveau stéréotype). Nous donnerons plus de détails sur ces mécanismes dans le chapitre suivant.

[16]Sur les mécanismes pragmatico-discursifs d'interversion du potentiel argumentatif ou d'insertion d'une nouvelle association dans la strate des stéréotypes voir le § 12.2.2.1 du Chapitre 2.

6.3. Conclusion sur le modèle de représentation sémantique de l'entité linguistique de la SPA

Ainsi, le modèle de représentation de la sémantique de l'entité linguistique en SPA rend compte :

a) **de la dimension descriptive** de la signification, qui comprend une partie stable (N) et une partie évolutive (ST, PA) (Galatanu 2008a:17) ;

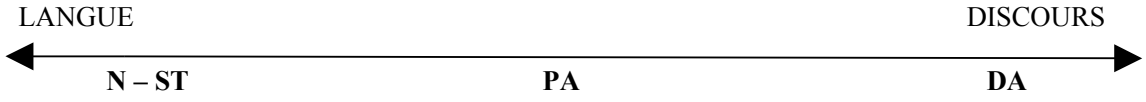
b) **de la dimension argumentative** de la signification, ayant la fonction de structuration (d'organisation) au niveau du noyau et des stéréotypes et la fonction de prédictibilité discursive (argumentative) au niveau des PA ;

c) **du potentiel cinétique** du dispositif 'noyau - stéréotypes' (*ibidem*).

Quelques commentaires de ce modèle, de notre part, s'imposent.

Commentaire 1. La distinction de la dimension descriptive et de la dimension argumentative dans le modèle de la représentation de la signification met en évidence sa nature multidimensionnelle ; concrètement pour la SPA, elle est bidimensionnelle. Ce qui veut dire aussi qu'il y a deux tendances différentes, mais complémentaires **qui collaborent** et qui permettent à la signification linguistique d'être **un tout entier** et d'accomplir sa **fonction cognitive** de conceptualisation[17] du monde et sa **fonction communicative** dans les échanges interpersonnels. Ainsi, la polyfonctionnalité de la signification réside dans la présence des tendances différentes mais collaboratrices dans leur fonctionnement.

Commentaire 2. Le modèle de la représentation sémantique de l'entité linguistique en SPA montre qu'il n'y a pas de fossé entre langue et discours, car, premièrement, il y a l'argumentativité au niveau de la langue (organisation du noyau, la strate des stéréotypes) et au niveau du discours, et, deuxièmement, la strate des PA, qui est rendue par les séquences discursives, est un élément intermédiaire entre langue et discours.



Commentaire 3. A partir de la configuration de « l'espace géométrique » de la SPA (proposée dans les sections § 2 et § 5.2 du présent Chapitre), on peut établir les rapports entre les strates de la signification lexicale et les domaines langagiers. Le triangle de base, formé par ALD-AD-SémT, représente la facette discursive de la pyramide où se construit le sens des énoncés et où se manifestent les DA. Le sommet de la pyramide, formé par le point Sémantique Lexicale, est du domaine de la langue. Son objet d'étude est la signification lexicale composée de trois éléments (noyau, stéréotypes et possibles argumentatifs) existant sous forme d'un potentiel virtuel. Les rapports entre les strates de la signification et les domaines langagiers étudiés par la SPA sont présentés dans le tableau suivant :

[17] Cf.: « une conceptualisation largement identique d'un individu à l'autre, ce qui forme une sorte de socle pour une intercompréhension réussie » (Kleiber 1999).

Niveau	Domaines en Sciences du Langage	Objet d'étude	Éléments composants	Modes d'existence des éléments composants
langue	Sémantique Lexicale	Signification linguistique	N, ST PA	Sous forme d'un potentiel virtuel
discours	ALD, AD, Sémantique Textuelle	Sens discursif	DA	Sous forme des manifestations réelles

Commentaire 4. La mise en valeur de **l'aspect évolutif** du dispositif 'noyau–stéréotypes' est cruciale pour la représentation de la signification dans la perspective de la SPA. La question du cinétisme mérite donc d'être traitée à part.

7. La SPA et le cinétisme de la signification lexicale (première approche)

Étant donné que le monde « perçu et modélisé dans et par la langue » est en perpétuelle évolution, le modèle langagier du monde se trouve, lui aussi, dans un changement permanent. Selon cette vision dynamique de la sémantique, la description de la signification des unités linguistiques en SPA n'est pas figée mais tient compte de l'impact de l'évolution du monde (sur tous les plans : au niveau individuel et collectif, culturel et scientifique, politique et économique, etc.) sur la signification, d'où l'aspect holistique et associatif du cinétisme.

Dans le cadre de la SPA, le terme 'cinétisme' (introduit par Galatanu) sert à caractériser la signification compte tenu du co(n)texte lors des réalisations discursives de l'entité linguistique. Pour Galatanu, **le cinétisme, ou la cinétique, de la signification des mots, est ce principe de changement, de mouvement, qui caractérise son « état » à un moment donné, en « synchronie »** (2006a:88), c'est donc un processus permanent de mouvement[18]. Dans ses articles Galatanu analyse :

> la cause qui entraîne le cinétisme : la «force agissante» du discours sur le patrimoine sémantique, le pouvoir de la parole ;
>
> les mécanismes susceptibles d'expliquer le cinétisme de la signification : les mécanismes sémantico- et pragmatico-discursifs ;
>
> les conséquences qui surgissent à la suite du cinétisme : la déconstruction-reconstruction de la signification.

En parlant du cinétisme dans la section § 5.2.1 (du présent Chapitre) nous avons dit que l'apparition de SL' dans la chaîne SL → Sens → SL' signale que le processus de cinétisme est en cours ou que, tout au moins, il y a une tendance orientée vers le cinétisme. Si les changements persistent et l'apparition de SL' est de plus en plus fréquente, le processus de cinétisme d'une tendance peut devenir une régularité (voir l'analyse de *innovation* dans Galatanu 2005a), c'est-à-

[18]Cf. chez Kleiber « (…) **une sémantique dynamique** où le sens n'est plus donné, mais se trouve construit dans ou émerge du contexte au fur et à mesure du déroulement discursif et de l'interaction langagière » (1999:10) (Nous soulignons).

dire le cinétisme discursif (en synchronie) peut prendre de l'ampleur et devenir le cinétisme linguistique (en diachronie)[19].

Dans le cadre de la SPA, l'étude du cinétisme sémantique se révèle donc comme l'étude des mécanismes sémantico- et pragmatico-discursifs de (re)construction de la signification, au sein de la discipline que Galatanu a appelée « l'analyse linguistique du discours » (sur l'analyse linguistique du discours voir le § 12.2.2 du Chapitre 2).

8. Les mécanismes de construction et de re(dé)construction de la signification

Nous avons déjà dit que la réalisation d'une unité linguistique dans un énoncé peut se faire grâce aux déploiements des enchaînements argumentatifs conformément au protocole sémantique de l'unité ou bien grâce à la proposition, par le discours, de nouveaux enchaînements argumentatifs qui ne sont pas justifiables par le protocole sémantique de la signification linguistique. Dans le premier cas, il s'agit du processus de construction (*id est* de réalisation) de la signification linguistique de l'unité, dans le deuxième – de sa re(dé)construction. Les **mécanismes** qui sont mis en œuvre pour la construction et pour la re(dé)construction de la signification linguistique ne sont pas les mêmes.

Les **mécanismes de construction**. Dans les exemples suivants, le potentiel discursif des mots *intelligent, débat, belle* est déployé conformément à leur protocole sémantique, *id est* construit (les exemples sont tirés de Galatanu 2009b:330) :

*Il est **intelligent**, il peut tout comprendre.*
*C'est un vrai **débat** : chacun peut dire comment il voit les choses.*
*Elle est **belle**, mais elle ne plaît pas.*

Dans le cas de la construction, le déploiement discursif peut être tout simplement **activé**, tel est le cas de l'adjectif *intelligent,* mais il peut être également **renforcé**, le cas du substantif *débat,* ou bien **affaibli**, l'exemple avec *belle.* Les mécanismes de construction sont donc l'activation, le renforcement et l'affaiblissement.

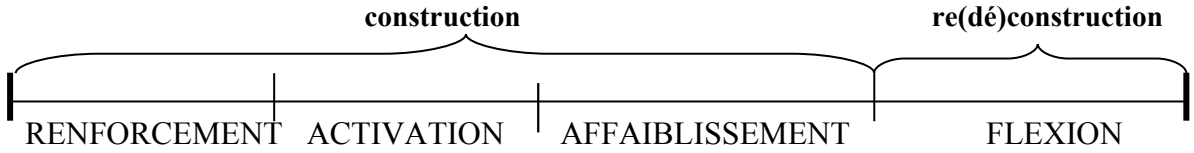
Les **mécanismes de re(dé)construction**. Dans les exemples ci-dessous le déploiement du potentiel discursif des lexies *beau, bonne action, belle* n'est pas justifié par leur protocole sémantique (les exemples sont tirés de Galatanu 2009b:330) :

*Il est **beau**, mais il est marié.*
*Toute **bonne action** mérite sanction.*
*Elle est **belle**, pourtant elle n'est pas superficielle.*

On observe le phénomène de flexion du sens discursif dans ces exemples. Il y a **la flexion de polarité axiologique** pour *beau, id est* la non conformité au niveau de la zone axiologique ; car le sens discursif de *beau* acquiert dans cet énoncé une nouvelle zone axiologique, pragmatique (négatif), qui n'est pas attestée dans le protocole sémantique de cet adjectif. Pour *bonne action* et *belle* nous constatons la non conformité au niveau de la polarité axiologique et au niveau de la zone sémantique. Ici, il y a donc **la flexion de polarité axiologique** (ou discursive) et **la flexion**

[19]Nous considérons que le cinétisme discursif en synchronie est en rapport avec le temps momentané de discours et le cinétisme linguistique en diachronie avec le temps successif de la stabilisation des changements et de leur attestation dans les dictionnaires.

de polarité sémantique. Par conséquent, les mécanismes de re(dé)construction sont la flexion de polarité axiologique et la flexion de polarité sémantique.



Les mécanismes de construction et de re(dé)construction sont étroitement liés aux phénomènes sémantico-discursifs et pragmatico-discursifs d'axiologisation discursive. Nous reviendrons plus loin sur ce sujet (cf. § 12.2.2 du Chapitre 2) mais nous en reparlerons dans un autre cadre, celui du phénomène d'axiologisation discursive.

Chapitre 2. Le phénomène d'axiologisation discursive de la signification lexicale

1. Axiologie, axiologique et axiologisation

En général, **la science des valeurs** est désignée sous le terme d'**axiologie**. En grec le mot **άξιος** indique « ce qui est précieux », « digne d'être estimé » et son verbe correspondant **άξιόω** se traduit comme « j'apprécie ». Ainsi, à partir de son étymologie, l'axiologie peut être définie comme **la science de l'estimation et de l'appréciation**.

En linguistique, on emploie le terme « **axiologique** » qui est associé avec les modalités exprimant un jugement de valeur : une évaluation appréciative ou dépréciative.

En SPA, on distingue l'**axiologique dans la langue** et l'**axiologique dans le discours**. Le premier étudie l'inscription de la charge positive/négative dans la signification linguistique. Le deuxième sous-entend (au sens large) l'inscription du sujet parlant dans l'énoncé par les prises de position (positive ou négative). Ce dernier est désigné plus souvent, dans le cadre de notre recherche, sous le terme d'axiologisation discursive. Nous reviendrons sur ces deux types d'axiologique, pour les détailler et approfondir, dans les §§ 12.1 et 12.2 du présent Chapitre.

2. Définition au sens étroit

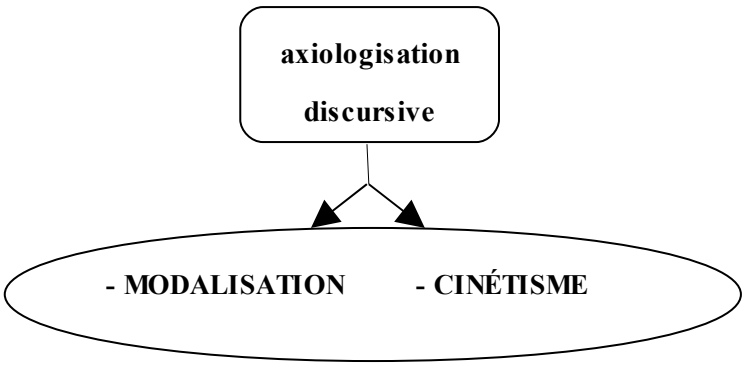
Notre appréhension du phénomène d'axiologisation est celle que Galatanu développe depuis plusieurs années dans ses recherches théoriques et pratiques menées au sein de la SPA (1999a, 2002a, 2002b, 2005d, 2006b, 2007a, 2009b).

Dans le cadre de notre recherche, le terme 'axiologisation discursive' sous-entend :

au sens large : l'inscription du sujet parlant dans l'énoncé par les prises de position préférentielles ;

au sens étroit : une évaluation appréciative-dépréciative (valorisante-dévalorisante) des représentations du monde réalisées dans le discours, ou, encore, la réalisation-déréalisation de la charge positive/négative inscrite dans la signification du terme.

Dans la vision de la SPA, l'axiologisation se présente comme faisant partie, d'une part, du phénomène d'énonciation, ou de modalisation plus précisément. D'autre part, l'axiologisation est étudiée au sein de l'analyse linguistique du discours. Et en tant que telle, son étude est étroitement liée, comme nous venons de le souligner dans la section précédente, à l'étude du cinétisme (discursif) et des mécanismes de construction du sens.



Dans les sections à suivre, nous essayerons d'esquisser sa place exacte au sein des deux phénomènes : celui de cinétisme et celui de modalisation.

3. L'axiologisation discursive en tant que facette du processus de cinétisme (deuxième approche)

Avec l'axiologisation nous sommes au cœur même du cinétisme : la zone de l'axiologique offre un terrain fertile pour observer le processus de cinétisme, car le discours charge et décharge les significations de valeurs modales, et, en premier lieu, de valeurs axiologiques.

Dans le § 7 du Chapitre 1 nous avons déjà vu comment Galatanu appréhende le processus de cinétisme dans le cadre de la SPA. Tout en restant très proche de son appréhension du cinétisme, nous entendrons sous le terme 'cinétisme', dans le sens le plus large, **« la modifiabilité de la signification lexicale »** (Pescheux 2008:95), **le mouvement constant et permanent à l'intérieur de la signification** (Putnam 1990, Galatanu 2002a, 2003, 2005a, 2006a), **cet état intérieurement non figé habilitant les changements de sens de l'entité lexicale dans le discours et au fil du temps** (Chaillou 2005)**.**

Une étude sémantique sous l'angle du cinétisme, partant de la thèse que la signification « bouge » tout le temps, s'attache à cet état évolutif et changeant de la signification. Dans le cadre de notre recherche, nous proposons la distinction de deux types de cinétisme**,** par rapport au temps : le cinétisme discursif en synchronie et le cinétisme discursif en diachronie.

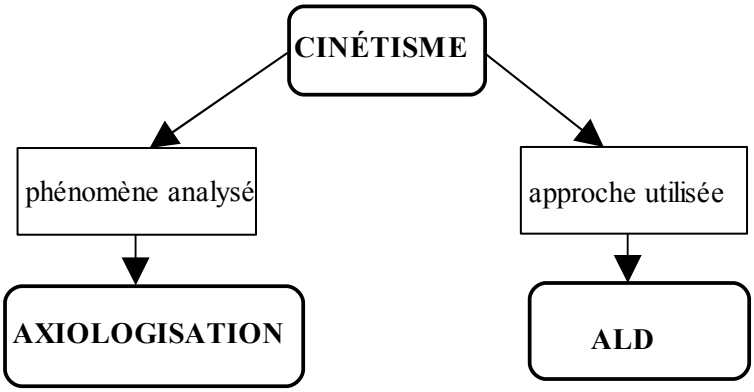
Le cinétisme discursif en synchronie cherche à étudier l'état évolutif de **la signification** à un moment donné dans une pratique discursive concrète. Il s'agit, dans ce cas, des changements de la signification de l'unité linguistique, lors de son passage de la langue au discours, dans les différentes occurrences discursives.

Le cinétisme discursif en diachronie s'applique à l'évolution de **la représentation discursive** dans un temps successif ou entre deux intervalles de temps. Ici, il s'agit des changements survenus dans les actualisations discursives de l'unité linguistique au fil du temps.

Types de cinétisme par rapport au temps :	**Cinétisme discursif en synchronie**	**Cinétisme discursif en diachronie**
But visé :	État évolutif de la signification à un moment donné	Évolution de la représentation discursive au fil du temps
Type d'évolution :	Évolution d'un état à l'autre dans des actualisations discursive de la langue à la parole	Évolution d'un état à l'autre dans dans des actualisations discursives d'une époque à l'autre

Nous centrons notre recherche plutôt autour du cinétisme discursif en synchronie, nous nous pencherons donc sur le problème de l'état évolutif de la signification dû à l'interaction entre la signification et l'environnement co(n)textuel, à un moment donné dans une pratique discursive déterminée. Mais cela ne veut pas dire que le cinétisme discursif en diachronie ne nous intéresse pas. Vu que nous visons aussi comme but de déceler les changements intervenus au sein de la signification de *harmonisation* dans la période du 1999 au 2009, nous nous intéressons aussi à l'évolution diachronique, mais nous nous en occuperons dans un deuxième temps.

Notre préoccupation principale est donc le cinétisme discursif en synchronie qui s'applique, comme dit précédemment, à l'étude du **potentiel évolutif** de la signification mis en œuvre dans un discours par les mécanismes langagiers. Dans ce potentiel évolutif de la signification nous centrons, avant tout, sur le **potentiel axiologique,** sur l'évolution des valeurs axiologiques. Le phénomène analysé est donc l'axiologisation discursive. Quant à l'approche utilisée pour observer ce phénomène, c'est l'analyse linguistique du discours, ce sont les mécanismes langagiers mobilisés par le discours. Nous illustrons ce triple lien entre le cinétisme, l'axiologisation discursive et l'analyse linguistique du discours comme suit :



En tant que phénomène analysé du processus de cinétisme, l'axiologisation discursive peut être appelée le **cinétisme axiologique,** ce qui veut dire l'évolution du potentiel évaluatif de la signification lexicale dans les pratiques discursives.

4. Enonciation, modalisation, axiologisation

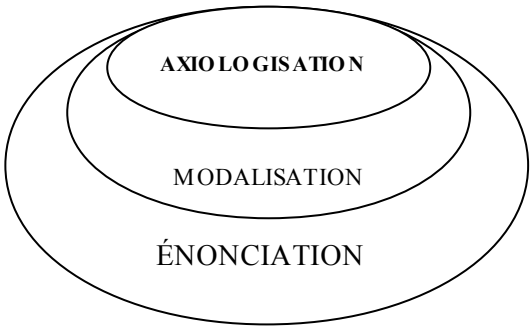
Dans le cadre de l'analyse du discours, l'étude de l'axiologisation s'inscrit dans la problématique de **l'énonciation**[20], notamment dans **la modalisation**. Quant à cette dernière, elle est une des dimensions de l'énonciation, indiquant l'*attitude* du sujet parlant à l'égard de son interlocuteur, de lui-même et de son propre énoncé.

La modalisation ne constitue donc « qu'une partie du phénomène de l'énonciation, mais elle en constitue le pivot dans la mesure où c'est elle qui permet d'expliciter ce que sont les *positions du sujet parlant* par rapport à son interlocuteur, à lui-même et à son propos » (Charaudeau 1992:572). Et « la prise en compte de la modalisation, (…), est cruciale pour l'analyse du discours (…) » (Maingueneau 2002:383).

Ainsi, la modalisation est une porte ouverte sur les représentations du sujet communiquant, et l'étude des modalités n'a pas de sens en dehors de l'analyse du discours ou de l'analyse énonciative (Cozma 2009:92). Or le phénomène de modalisation apparaît très difficile à étudier, car il y a une *intrication des diverses modalités* dans un même énoncé et une grande *diversité* dans leurs modes de manifestation linguistique (Maingueneau 2002:383).

L'axiologisation, à son tour, ne constitue pas le tout du phénomène de modalisation, mais elle fait partie de ce volet où l'on s'occupe de l'étude des valeurs modales.

Les rapports entre énonciation, modalisation et axiologisation sont ceux d'inclusion : l'énonciation englobe la modalisation, et celle-ci englobe, à son tour, l'axiologisation.



Quant au sujet parlant, celui-ci est vu, dans le cas de l'axiologisation, comme une source évaluative (Kerbrat-Orecchioni 2002:80, 2000b:99).

Dans la section suivante, nous allons cerner la modalisation dans la perspective linguistique, en focalisant notre attention sur la place de l'axiologisation dans le processus de modalisation.

5. La modalisation en SPA

Pour l'étude de la modalisation, nous nous alignons sur la théorie de modalisation de la SPA (Galatanu 2000b, 2003a, 2003b, 2005f), car celle-ci étudie les modalités en rapport et avec la

[20] Nous comprenons l'énonciation comme le processus d'appropriation de la langue par le sujet parlant. Le résultat de ce processus d'appropriation est l'énoncé, ou le discours. Cf. «l'énonciation est la mise en fonctionnement de la langue par un acte individuel d'utilisation » (Benveniste 1974 :80).

sémantique lexicale et avec l'analyse du discours, ce qui répond à nos finalités liées avec la perspective linguistique.

Nous allons présenter la théorie de la modalisation en SPA en commençant par l'étude des concepts de **modalité**, de **valeur modale** et de **forme modale,** sur lesquelles repose la notion de modalisation en analyse du discours (Galatanu 2005f:158).

La **modalité** est une marque linguistique d'une prise de position du sujet parlant inscrite dans le discours. Elle peut porter sur l'énoncé (modalité d'énoncé) ou sur l'énonciation (modalité d'énonciation). La première étudie le processus de modalisation de l'énoncé, notamment « l'inscription dans le discours de l'attitude du sujet communiquant à l'égard du contenu de son énoncé » (Galatanu 2003b:3). La deuxième étudie le processus de modalisation de l'énonciation, plus précisément « l'inscription dans le discours de l'intention illocutionnaire du sujet communiquant » (*ibidem)*. Il faut remarquer que les prises de positions d'évaluations axiologiques peuvent apparaître aussi bien au niveau de l'énoncé (*ça s'est bien passé, heureusement)* qu'au niveau de l'énonciation (*mes félicitations!).*

Quant aux formes modales, c'est-à-dire les formes linguistiques à travers lesquelles sont mobilisées les valeurs modales, elles sont regroupées par Galatanu dans deux grandes catégories : modalités *de re* et modalités *de dicto*[21].

Les modalités *de re* expriment le jugement de valeur porté par les sujets parlants sur les prédicats des énoncés : qualifiants des noms : ***beau*** *paysage*, *décor* ***laid***, et caractérisants des verbes : *danser* ***parfaitement***, *blesser* ***cruellement.*** La SPA y a ajouté les noms (prédicats nominaux) et les verbes (prédicats verbaux), eux aussi étant « porteurs de par leur signification d'une valeur modale », Galatanu les appelle, respectivement, **étiquettes nominales** (*crime, amour,* etc.) et **étiquettes verbales** (*pleurer, rire,* etc.)

Les modalités *de dicto* portent sur l'énoncé et comprennent les verbes modaux (*je* ***veux*** *que tu restes ici*), les adverbes de modalisation (*tu es ici,* ***heureusement)***, les adjectifs opérateurs de phrase (*je suis* ***heureuse*** *que tu sois ici*). Elles impliquent une double prédication ou une complémentation.

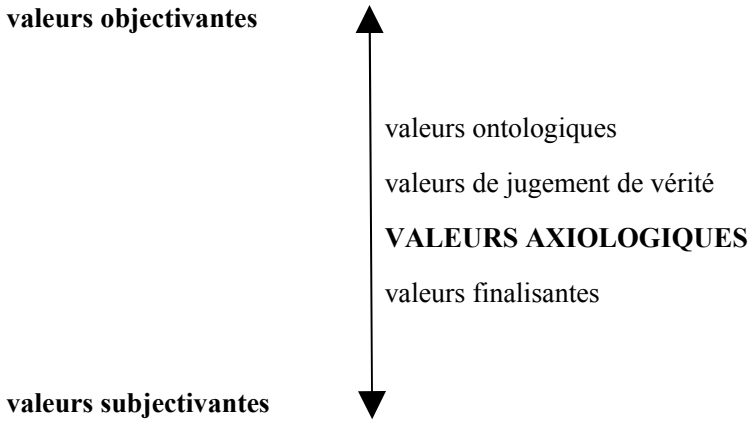
En ce qui concerne les valeurs, au sein de la modalisation d'énoncé, on distingue **quatre zones de valeurs modales** (Galatanu 2003b:3) qui expriment quatre classes d'attitude du sujet communiquant (à l'égard du contenu de l'énoncé) : valeurs ontologiques, valeurs de jugement de vérité, valeurs axiologiques et valeurs finalisantes. Plus loin nous reproduisons le tableau de la modalisation (discursive) de Galatanu (2002b:17-32), en mettant en relief les axiologiques dans l'étude de cette dernière :

[21]Il faut préciser que les notions 'de re' et 'de dicto' s'appliquent chez Galatanu aux types de **formes**, et non pas au types de **modalité** (comme on le fait traditionnellement en linguistique).

<table>
<tr><td>Fonction modale</td><td>Modalisation « d'énoncé »= inscription dans le discours de l'attitude du sujet communiquant à l'égard du contenu de son énoncé</td><td>Modalisation « d'énonciation » = inscription dans le discours de l'intention illocutionnaire du sujet communiquant</td></tr>
<tr><td rowspan="4">Valeurs modales</td><td>• valeurs ontologiques
- aléthiques
/nécessaire-aléatoire-impossible-possible/
- déontiques
/obligatoire-facultatif-interdit-permis/</td><td rowspan="4">Configuration de valeurs modales spécifiques des classes d'actes illocutionnaires</td></tr>
<tr><td>• valeurs de jugement de vérité
- épistémiques
/certain-incertain-exclu-probable/
- doxologiques
/certain-incertain-exclu-probable/</td></tr>
<tr><td>➢ VALEURS AXIOLOGIQUES
- éthiques-morales (+/-)
- intellectuelles (+/-)
- pragmatiques (+/-)
- esthétiques (+/-)
- hédoniques-affectives (+/-)</td></tr>
<tr><td>• valeurs finalisantes
- volitives /volonté, intention/
- désiratives /souhait, désir, espoir/</td></tr>
<tr><td>Formes modales</td><td>• modalité de re
• modalité de dicto</td><td>Modalités illocutionnaires = marques linguistiques des intentions illocutionnaires</td></tr>
</table>

Citons quelques exemples des valeurs axiologiques dans le processus de **modalisation d'énoncé** exprimées linguistiquement à travers : a) la modalité *de re* : *Ils ont acheté une très **belle** maison* ; *C'est une **fête** chez vous aujourd'hui ;* b) la modalité *de dicto* : *Je suis **contente** que tu sois passé nous voir.* Dans le processus de **modalisation d'énonciation** les valeurs axiologiques sont exprimées à travers différents actes illocutionnaires, par exemple, l'acte de félicitation : *Je te félicite**!***

Quant à l'ordre dans lequel les valeurs modales apparaissent dans le tableau, il n'est pas dû au hasard. C'est que Galatanu structure les valeurs modales sur la base de leurs tendances objectivantes/subjectivantes (2002b) :



Selon la force du mouvement de subjectivation/objectivation manifestée à travers les valeurs modales, la positon de l'axiologique sur cet axe est plus proche des valeurs subjectivantes que des valeurs objectivantes.

En SPA, on revoit le concept de 'modalisation' en lui donnant un statut linguistique et un statut discursif, autrement dit en en distinguant deux types : la modalisation dans la langue et la modalisation dans le discours (Galatanu 2000b:86). **La modalisation dans la langue** étudie, sur le plan sémantique, «le niveau d'inscription des « prises de position », *id est* des valeurs modales dans la signification des entités linguistiques » (Galatanu 2005d:3, 7)[22]. « Sur le **plan sémantique**, nous considérons comme **modales** les entités linguistiques qui ont parmi les éléments de leurs stéréotypes ou même leurs noyaux, une ou plusieurs valeurs modales. Ainsi, pour nous, le mot *démocratie* est modal, dans la mesure où il réfère à un ensemble d'obligations, interdits, permis (valeurs modales déontiques), organisant la société, d'une part et, d'autre part, dans la mesure où, parmi les éléments de son stéréotype il y a une valeur axiologique positive » (Galatanu 2000b:87).

Mais le discours ne préserve pas toujours les valeurs inscrites dans la signification, il peut reconstruire le potentiel modal des mots mobilisés[23]. Cette re-construction discursive des valeurs modales lors de la réalisation des entités linguistiques dans le discours fait l'objet d'étude de la modalisation discursive (Galatanu 2005d:3, 7).

Le concept de ' modalisation discursive' rend compte de la présence des valeurs dans le discours. **La modalisation discursive** se penche sur l'étude de « l'inscription dans l'énoncé par une marque linguistique (modalité), de l'attitude (valeur modale) du sujet communiquant à l'égard du contenu propositionnel de son énoncé (...) » (Galatanu 2002b:18).

Modalisation dans la langue	Modalisation dans le discours
L'étude du niveau d'inscription des valeurs modales dans la signification.	L'étude de la (dé)réalisation dans et par le discours des valeurs modales inscrites dans la signification.

[22] Par conséquent, l'analyse du discours est conçue dans la SPA, avant tout, comme l'étude des mécanismes langagiers mis en œuvre pour la re-construction du potentiel modal.

[23] « (…) le discours ne préserve pas toujours les valeurs inscrites dans les significations lexicales des entités linguistiques et (…) il peut reconstruire, par des mécanismes sémantico- et pragmatico-discursifs le potentiel argumentatif des mots qu'il mobilise » (Galatanu 2000b:84).

Les valeurs axiologiques coïncident avec le système de valeurs dans la vie de tous les jours et dans les théorisations en philosophie. Plus loin, nous passerons en revue comment les valeurs sont appréhendées dans ces champs discursifs.

6. Le système de valeurs dans la vie courante

La double polarité est très présente dans notre vie courante. Quotidiennement, nous sommes confrontés au cycle du jour et de la nuit, aux perceptions de l'ombre et de la lumière, aux sensations du chaud et du froid, du léger et du lourd, etc. Nous parlons des bas et des hauts, du principe passif et du principe actif, du mouvement descendant et du mouvement ascendant, etc. Les deux principes du Yin et du Yang, où le premier est négatif et le deuxième est positif, nous font penser aussi à cette double polarité et, surtout, à l'indissolubilité et l'interpénétration des deux éléments. Il n'y a pas de Yin sans le Yang et vice versa. Ils sont en interaction permanente et n'existent que l'un par rapport à l'autre comme le positif et le négatif d'un aimant.

Dans la vie de tous les jours nous sommes tout le temps confrontés aux **discours publicitaires**. Ce sont les discours à fonction apologétique qui « exploitent massivement l'existence en langue de termes mélioratifs » (Kerbrat-Orecchioni 2002:88). Comme le remarque Galatanu, les discours de la publicité proposent souvent un nouveau système de valeurs en inversant la polarité axiologique des mots et en restructurant la signification lexicale des entités linguistiques (2004a:105). Tel est le cas des slogans suivants, empruntés à Galatanu (*ibidem*) :

Soyez raisonnable, achetez-vous une voiture de luxe.
C'est bon d'être égoïste.

L'effet choquant de ces discours est dû à l'abolition du système de valeurs dont nous avons pris l'habitude.

Dans **les proverbes,** qui sont considérés comme l'incarnation de la sagesse populaire, les rapports existant entre les valeurs axiologiques sont mis en évidence. Par exemple, *joindre l'utile à l'agréable* met en rapport l'hédonique-affectif et le pragmatique [agréable PT utile]. Dans le dicton *pour être belle il faut souffrir* ce sont l'esthétique et l'hédonique-affectif qui sont mis en rapport [beau DC souffrance]. Le proverbe *des goûts et des couleurs on ne discute pas* souligne le caractère subjectif des valeurs esthétiques et hédoniques-affectives. A la différence des discours publicitaires, les proverbes nous réconfortent, car ils confirment les valeurs dont nous avons l'habitude.

7. Théorie des valeurs dans la philosophie de Lavelle

Lavelle expose la théorie des valeurs [axiologiques] dans son ouvrage *Traité des valeurs* : Tome I. *Théorie générale de la valeur* (1950/1991a) et Tome II. *Le système des différentes valeurs* (1955/1991b). Nous présenterons brièvement les points centraux de chaque tome, les points qui sont pertinents pour la compréhension des valeurs axiologiques en linguistique.

7.1. La théorie générale de la valeur chez Lavelle (1950/1991a)

Il faut dire que le mot « valeur » est déterminé par Lavelle de différentes façons, à travers plusieurs termes, mais les termes-clés définissant la valeur dans sa théorie sont « la rupture de l'indifférence » et « la préférence »: « le mot valeur s'applique **partout où nous avons affaire à une rupture de l'indifférence** » (1950/1991a:3). C'est par la rupture de l'indifférence que la valeur se manifeste. Et la rupture de l'indifférence ne signifie autre chose que la préférence, puisque « introduire la valeur dans le monde, c'est introduire en lui des différences qui sont toujours en rapport avec des **préférences** » (p.185) (Nous soulignons).

D'autres termes auxquels Lavelle a recours pour cerner le sens de la valeur, ce sont le désir et le jugement. Si la valeur se manifeste par la rupture de l'indifférence, elle se reconnaît à la présence du **désir** et elle se justifie par le **jugement**. Cela, à son tour, oblige à définir la valeur par un triple rapport entre l'activité et la passivité, la subjectivité et l'objectivité, l'individualité et l'universalité (p.266).

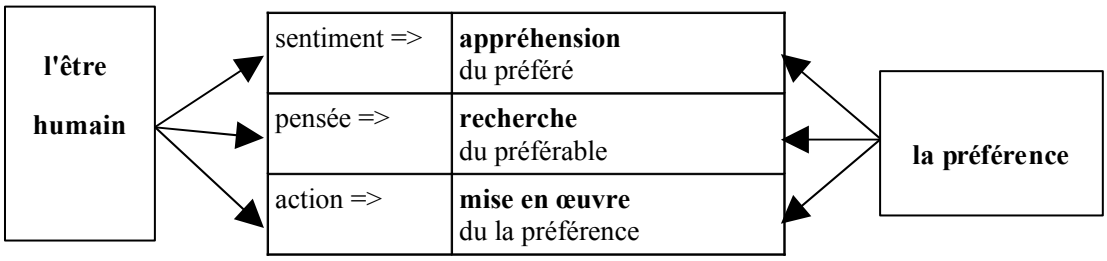
7.1.1. Les caractéristiques générales de la valeur

7.1.1.1. La valeur à l'égard de l'être humain

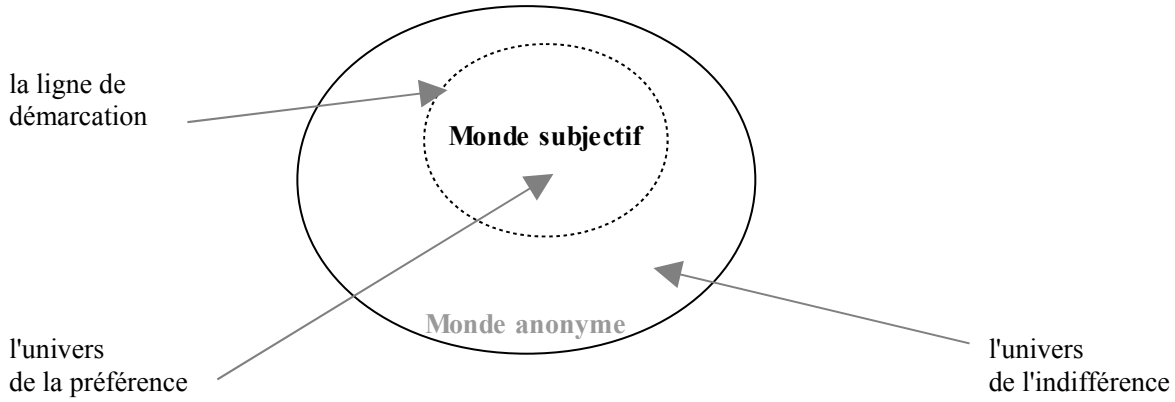
Selon Lavelle, avec l'axiologie nous sommes au cœur même de l'être humain (p.25) : « La valeur ne peut être identifiée avec l'être, mais elle est le mouvement intérieur à l'être (...) » (p.304). Eu égard à cela, Lavelle définit les aspects constitutifs de la valeur en analysant sa relation avec l'être humain**.**

Premièrement, il parle du **rôle** de la valeur dans la vie de l'être humain**.** Il dit que le propre de la valeur consiste à « mettre en jeu notre activité au point où elle est co-créatrice de nous-même et du monde, où elle entreprend de donner une signification à notre existence » (p.267), et, inversement, le propre de l'action humaine consiste à incarner la valeur. La valeur est considérée donc comme **un idéal** auquel nous aspirons et dont nous approchons **plus ou moins** (pp.238, 436).

Deuxièmement, il parle de la **place** de la valeur dans la vie de l'être humain**.** La faculté de préférer et la propriété d'être préféré ne cesse d'entrer en jeu dans toutes les démarches de la vie de l'être humain, ce sont elles qui donnent au monde pour nous son véritable image. La préférence est « l'élément fondamental de la nature humaine » : « Elle est l'attribution de la valeur (…). Et s'il est vrai que le **sentiment** est l'appréhension du préféré, la **pensée** la recherche du préférable et **l'action** la mise en œuvre de la préférence, on comprend qu'il n'y ait aucune de nos démarches qui ne soit l'expression d'une préférence (...) » (p.436).



Troisièmement, Lavelle parle de la **fonction** de la valeur dans la vie de l'être humain**.** C'est que « le monde est marqué et, pour ainsi dire, modelé par nos préférences » (p.436). En tant que rupture de l'indifférence, la valeur réside dans le relief que nous donnons au monde ; par contre, l'indifférence est l'abolition de ce relief (p.446). Autrement dit, pour chacun de nous il y a deux mondes, un monde subjectif et un monde anonyme. Le monde subjectif a du relief, ce relief est formé par nos préférences. Le monde anonyme n'a pas de relief, est uniforme pour nous, car nous n'avons pas de préférences dans ce monde. Les deux mondes sont divisés par une ligne de démarcation qui est flottante, car à tout moment elle peut changer de contour sous l'influence de nos attirances qui évoluent sans cesse[24].



7.1.1.2. D'autres aspects constitutifs de la valeur

Les autres caractéristiques par lesquelles Lavelle définit la valeur sont la subjectivité et l'affectivité, le désir et la volonté, l'union du désir et du jugement, la bipolarité et la scalarité.

➔ La valeur est **subjective.** Nous ne pouvons dire de l'objet qu'il a de la valeur que lorsque nous le considérons par rapport à un sujet, puisque l'objet pris en lui-même est indifférent ou neutre (p.188).

[24] « Chacun de nous établit dans le monde une ligne de démarcation entre deux monde : dans l'un se trouve situées toutes les choses qui ont du rapport avec lui, tout ce qui le touche, tout ce qui peut le blesser ou le servir et qui forme un monde en sailli, coloré, émouvant, plein de contraste violents, d'amitiés et de haines, et dans l'autre, séparé du premier par une limite plus ou moins flottante, des objets anonymes et inconsistants, flottant dans une lumière grise, et qui perde du même coup tout relief, toute valeur et, à la limite, toute existence. Cependant cette distinction entre deux mondes est arbitraire et mobile : car, d'une part, ce monde subjectif où les choses présentent pour moi tant de différences, un intérêt vif et si direct n'est pas un monde clos, il peut s'étendre et rayonner infiniment, et inversement, les choses qu'il contient peuvent s'estomper et perdre leur contour si mon attention les abandonne et les replonge dans ce monde anonyme et uniforme auquel elle les avait un moment arrachées. D'autre part, je ne puis mettre en doute qu'il y ait d'autres êtres autour de moi dont le regard et le désir s'attachent à d'autres différences, à d'autres valeurs qu'à celles qui retiennent les miens : j'apprends ainsi à reconnaître que les objets de ma préférence la plus intime et la plus secrète peuvent appartenir pour autrui à l'univers de l'indifférence (...) » (p.451).

➔ La valeur est liée à **l'affectivité.** Il faut reconnaître qu'il n'y a pas de valeur qui ne retentisse de quelque manière sur notre affectivité. « C'est qu'on ne peut rien savoir de la valeur autrement qu'en la vivant, qu'en y participant du dedans (...) » (p.190).

➔ La valeur est liée au **désir** et à la **volonté.** En ce qui concerne la valeur, il s'agit de savoir non pas ce que les choses sont, mais ce que nous voulons qu'elles soient. « Il n'y a rien qui ait de la valeur (…) autrement que par son rapport avec la volonté » puisque poser une valeur sans le désirer, c'est poser une valeur à laquelle on n'adhère pas (pp.192, 201).

➔ La valeur est l'union **du désir et du jugement.** Toute valeur est en même temps l'objet d'un désir et l'objet d'un jugement ; le désir est le moteur de la volonté, mais le jugement en est l'arbitre. C'est pour cela que la valeur réside dans leur union et, si l'un de ces facteurs manque, la valeur s'écroule (p.196). « (…) si la valeur n'est rien sans le désir, il faut que le jugement s'ajoute au désir pour que la valeur achève de se constituer » (p.200).

➔ La valeur a **deux pôles opposés,** un pôle positif et un pôle négatif. L'opposition entre les deux pôles de la valeur implique une **échelle**. Lavelle prévient que cette échelle ne doit pas être continue, mais qu'elle doit avoir une rupture et un changement de sens. Les deux pôles contraires se trouvent reliés par une suite continue de **degrés** (p.233-234).

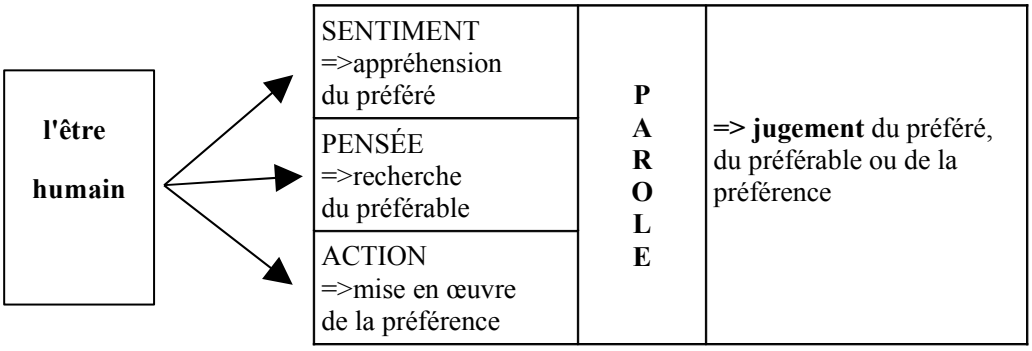
➔ La valeur est en rapport avec l'esprit, la conscience: « **C'est l'esprit seul qui pose la valeur et qui en est l'arbitre** : (…) l'originalité de sa propre essence qui est d'être **une activité valorisante** » (p.274). La conscience est la source et l'arbitre de toutes les valeurs (1955/1991b:38).

Nous avons cité les traits distinctifs de la valeur auxquels nous adhérons et qui nous aideront à expliciter l'essence des valeurs axiologiques en linguistique.

7.1.2. Glose sur le rapport « être humain-parole-valeur »

Avant de quitter la théorie générale des valeurs et passer au système des différentes valeurs chez Lavelle nous voudrions nous arrêter sur le double rapport « être humain-parole-valeur » pour le mettre en évidence en développant certaines réflexions de Lavelle. C'est que le philosophe parle des trois facultés humaines (sentir, penser et agir) et de leur rapport à la valeur (§ 7.1.1.1 du présent Chapitre), mais il ne donne pas de précisions spéciales quant à la faculté humaine qui nous intéresse, notamment celle de parler. Nous allons donc faire, par rapport à cela, quelques déductions logiques en partant des réflexions de Lavelle[25]. Si, comme le philosophe le dit, le sentiment c'est l'appréhension du préféré, la pensée est la recherche du préférable, l'action est la mise en œuvre de la préférence, alors, **la parole est le jugement du préféré, du préférable et de la préférence**. Tous les trois (sentiment, pensée, action) peuvent être décrits ou exprimés dans et par la parole à travers le jugement.

[25]Cela est d'autant plus facile à faire que presque tous les éléments sont donnés, nous allons tout simplement les mettre en rapport.

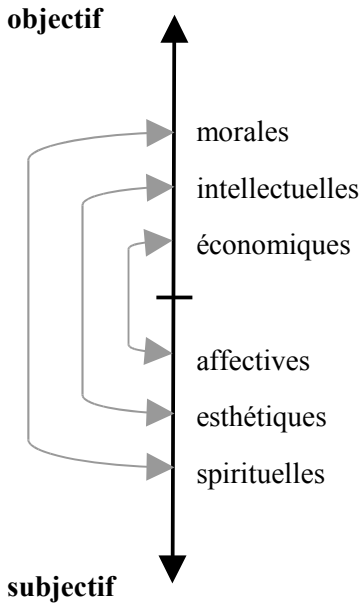


7.2. Le système des différentes valeurs chez Lavelle (1955/1991b)

Celui qui veut les valeurs veut aussi leur ordre et leur hiérarchie (p.32). Deux critères sont posés par Lavelle pour établir l'ordre et la hiérarchie des valeurs. D'une part, sa classification met en jeu l'opposition de la subjectivité et de l'objectivité (p.35). En mettant en rapport les valeurs avec la subjectivité et l'objectivité – les fonctions fondamentales de la conscience – il obtient les valeurs objectives et les valeurs subjectives (p.33). D'autre part, il différencie les valeurs selon leur rapport à l'activité diversifiée de l'être humain :

a) les valeurs liées à son corps : **économiques – affectives** ;
b) les valeurs liées à l'objet extérieur à l'être humain : **intellectuelles – esthétiques** ;
c) les valeurs liées à l'activité intérieure de l'être humain : **morales – spirituelles**.

Dans ces couples, le premier type est marqué par l'objectivité et le second par la subjectivité. Si l'on suit les instructions de Lavelle, on aura une échelle de valeurs axiologiques à peu près comme celle-là :



Dans ce qui suit, nous passerons en revue les trois couples de valeurs distingués par Lavelle.

A. Dans le couple des valeurs **affectives – économiques,** le jugement du monde est fait par rapport **au corps** de l'être humain: « Les valeurs affectives et les valeurs économiques expriment (...) la relation de tout l'être avec une conscience individuelle liée à un corps, c'est-à-dire avec une sensibilité, dont les valeurs économiques maintiennent la condition, à savoir le corps, tandis que les valeurs affectives expriment cette rupture de l'indifférence, cet éveil de la préférence (…) » (p.39).

Les valeurs affectives sont définies par rapport à la sensibilité du corps. L'affection présente ce couple de contraires qui fait qu'elle est toujours pour nous **plaisir** ou **douleur** ; nous ne pouvons faire autrement que de rechercher l'un et de rejeter l'autre (p.36). Dans le plaisir et la douleur l'être apprécie tout ce qui est capable de servir son existence individuelle ou de la menacer (p.33).

Les valeurs affectives ont une prédominance de la **subjectivité individuelle** liée au corps (p.43). Selon Lavelle, leur rôle est de nous inscrire dans l'univers et d'en subir toutes les influences ; il y a donc une subjectivité propre à l'individu isolé (p.35). On peut considérer les valeurs affectives comme correspondant à un accès dans la subjectivité même de l'être.

Les valeurs économiques expriment dans l'objet les conditions qui rendent possible l'existence de l'individu, de son corps (p.35). Elles sont liées aux conditions objectives de l'existence, notamment à l'utilité. L'utilité n'est pas un caractère de la chose, mais l'acte même par lequel l'intelligence est capable de discerner l'**utile** et le **nuisible** (p.38). Lavelle remarque que l'utilité ne coïncide pas nécessairement avec le plaisir (p.34).

Nous ramenant vers la considération de l'utilité, les valeurs économiques se caractérisent par l'**objectivité** (p.43).

B. Dans le deuxième couple des valeurs **esthétiques – intellectuelles**, le jugement du monde est détaché de l'être humain et porte sur l'objet (p.34).

Les valeurs esthétiques, d'après Lavelle, sont d'essence contemplative : l'univers devient un objet de contemplation (p.34). Elles « supposent l'image ou l'idée de la chose plutôt que la chose elle-même ; ou plutôt c'est cette image ou cette idée que nous cherchons à atteindre à travers les **beautés de la nature** comme à travers les **beautés de l'art** » (p.39) (Nous soulignons).

Dans les valeurs esthétiques il y a la prédominance de la **subjectivité** ; c'est une subjectivité individuelle tournée vers l'objet (pp.35, 43). La subjectivité devient une sensibilité désintéressée où le sujet éprouve du **plaisir** à la seule présence de l'objet dans le monde (p.35). Les valeurs esthétiques créent une sorte de pont non seulement entre les valeurs affectives qui nous ébranlent et les valeurs intellectuelles qui nous révèlent seulement la présence du réel, mais elles sont médiatrice entre la volonté et l'intelligence comme elles le sont entre l'intelligence et l'affectivité (pp.39-40).

Les valeurs intellectuelles sont les valeurs de vérité : le monde se révèle à nous sous l'aspect de la vérité qui est la face objective de la beauté mais la vérité reste indépendante de la beauté (pp.34, 35). Les valeurs intellectuelles permettent de distinguer dans la représentation que nous avons des choses le **vrai** et le **faux** (le vrai est comme l'utile, le faux est comme le nuisible) (p.40). Elles nous ramènent vers la considération de l'objet mais l'objet est considéré tel qu'il est et non pas seulement dans son utilité par rapport au corps (p.35).

Les valeurs intellectuelles atteignent les caractères **objectifs** de la réalité (p.40). Elles sont transindividuelles (comme les valeurs économiques).

C. Dans le troisième couple des valeurs **spirituelles – morales,** il y a une subordination de notre être tout entier à l'égard de l'activité intérieure (l'activité psychique), qui ne cesse d'animer notre être en le dépassant toujours (p.34). Le jugement est porté donc sur cette activité.

Les valeurs spirituelles sont les valeurs éthiques. Ici, les relations se trouvent rompues avec le corps et avec l'objet, la **subjectivité** désindividualisée est tournée vers l'activité intérieure qui l'alimente (et non plus vers l'objet comme dans l'esthétique) (p.35). Les valeurs spirituelles sont le principe commun de toutes les autres valeurs ; elles contiennent en elles toutes les autres valeurs, elles en forment l'essence même (p.43).

Les valeurs morales nous ramènent vers les êtres ou vers les personnes avec qui nous constituons la société soumise à des lois universelles (pp.35, 44). Il faut définir les valeurs morales par les relations avec les autres personnes : dans les valeurs morales, les valeurs spirituelles viennent s'incarner dans une autre personne, avec laquelle nous avons des relations toutes différentes de celle que nous pouvons avoir avec les choses (pp.34-35). La valeur morale, c'est la valeur de la liberté spirituelle considérée dans sa rencontre avec une autre liberté spirituelle.

Nous avons examiné les valeurs (axiologiques) hiérarchisées par Lavelle selon deux critères : 1. par rapport à l'objectivité et la subjectivité ; et 2. par rapport à l'activité variée de l'être humain. Il y a, donc, trois couples de valeurs : économiques – affectives ; intellectuelles – esthétiques et morales – spirituelles. On peut représenter le système des différentes valeurs de Lavelle comme suit :

1er critère / **2ond critère**	La subjectivité	L'objectivité
Le corps de l'être humain	**affectives**	**économiques**
L'objet extérieur à l'être humain	**esthétiques**	**intellectuelles**
L'activité intérieure de l'être humain	**spirituelles**	**morales**

8. Le système de valeurs axiologiques dans la linguistique

Tout d'abord, en passant au système de valeurs axiologiques en linguistique, nous voudrions rappeler que, ici, les valeurs axiologiques sont traitées au sein de la modalisation.

Les modalités axiologiques sont interprétées différemment en linguistique française. Leur inventaire varie d'un linguiste à l'autre. Les décalages dans les inventaires des valeurs axiologiques s'expliquent, partiellement, par les nombreuses caractéristiques que ces valeurs possèdent. Nous avons vu dans la philosophie de Lavelle que les traits constitutifs de la valeur axiologique (voir § 7.1.1 du présent Chapitre) sont variés : chacun de ces traits peut être pris comme trait de base pour établir le système des valeurs. D'autres difficultés dans l'identification

des valeurs axiologiques sont dues, selon Galatanu, à la définition traditionnelle de cette zone, définition qui est loin d'être précise, et à la polysémie des mots (2000b:94).

Pour **Maingueneau**, par exemple, les jugements de valeurs appartiennent aux **modalités appréciatives** (1991:120). Il les situe par rapport à des catégories d'opposition comme *bien/mal, mélioratif/péjoratif, etc.*

Gosselin différencie les **modalités axiologiques** des modalités appréciatives (2005:46). Les premières sont vues uniquement comme les évaluations liées à la norme (imposée par la société), pour lui il s'agit, ici, du louable ou du blâmable (*c'est un livre infâme ; c'est vraiment bien de ta part de lui avoir prêté de l'argent*) (donc l'éthique-moral). Dans **les modalités appréciatives** il s'agit de « jugements de valeur » (*c'est un beau livre ; cette soupe est bonne*).

Riegel et al. (1994) adhèrent aux interprétations de l'axiologique de **Kerbrat-Orecchioni** (1980/2002:79 sq.) pour qui l'axiologique est égal au **subjectif**, et l'axiologisation est appréhendée comme l'expression de la subjectivité[26]. Elle distingue l'affectif et l'évaluatif. **L'affectif** concerne toute expression d'un sentiment du locuteur. **L'évaluatif** correspond à tout jugement ou évaluation du locuteur : appréciations en termes de bon/mauvais (axiologique) ou modalisation selon le vrai, le faux ou l'incertain (épistémique) (Riegel et al.1994:581).

Pour **Pottier,** la modalité axiologique « correspond en premier lieu au jugement de valeur par l'énonciateur sur son propos » (1992a:218). Il fait répartir les jugements en deux grandes catégories : **I.** les jugements intellectuels qui comprennent les valeurs **éthique** BIEN/MAL, **esthétique** BEAU/LAID, **normative** CORRECT/INCORRECT, **véridictoire** VRAI/FAUX, **pratique** UTILE/INUTILE ; et **II.** les perceptions sensibles ayant les valeurs **thymique** BON/MAUVAIS, **hédonique** PLAISIR/DEGOUT, **passionnelle** AMOUR/HAINE (1992b:218-219).

Charaudeau parle des domaines de jugements qui représentent « les appréciations positives ou négatives que le sujet parlant porte sur les *êtres* ou leurs comportements. Ces jugements (…) appartiennent à divers ordres » (1992:39) qui sont au nombre de cinq : **intellectif** (rigoureux, logique, rationnel, etc.), **esthétique** (beau/laid, etc.), **éthique** (bon/mauvais, bien/ mal, etc.), **affectif** (énervé, agité, tranquille, etc.), **pragmatique** (utile/inutile, efficace/ inefficace, etc.).

Galatanu, partant dans son appréhension de la valeur axiologique de la théorie de Lavelle, comprend la zone des valeurs axiologiques comme une zone sémantique liée à l'idée de préférence, de rupture de l'indifférence, et, par conséquent, à une polarité positive ou négative (Galatanu 2000b :94, 2005f:7). Les modalités axiologiques sont doublement référées : à un champ d'expérience humaine et à l'individu, puisque « l'évaluation suppose l'existence d'**un référent** : un objet du monde (et sa représentation, inscrite dans la langue) vaut pour quelqu'un qui peut être un individu ou une collectivité » (2000b:95-99). En parlant de la place de l'axiologique dans la modalisation, nous avons déjà évoqué les cinq valeurs axiologiques distinguées par Galatanu au sein de la zone axiologique : l'étique-moral, l'esthétique, l'intellectuel, le pragmatique et l'hédonique-affectif.

Nous reviendrons plus tard sur ces cinq valeurs de Galatanu pour les caractériser avec plus de détails. Pour terminer ce paragraphe, nous proposons le tableau des correspondances des valeurs axiologiques chez Pottier, Charaudeau et Galatanu, suivi de commentaires.

---

[26]« Dans le discours « subjectif » l'énonciateur s'avoue explicitement (*je trouve ça moche*) ou se pose implicitement (*c'est moche*) comme la source évaluative de l'assertion » (Kerbrat-Orechioni 1980/2002:80).

POTTIER	CHARAUDEAU	GALATANU
- éthique (*bien/mal*) - normatif (*correct/incorrecte*)	- éthique (*bien/mal*)	**- étique-moral** (*bien/mal*)
- esthétique *(beau/laid)*	- esthétique *(beau/laid)*	**- esthétique** *(beau/laid)*
	- intellectif (*rigoureux, logique, rationnel, etc.*)	**- intellectuel** *(intéressant/ennuyeux)*
- pratique *(utile/inutile)*	- pragmatique *(utile/inutile)*	**- pragmatique** *(utile/inutile)*
- thymique (*bon/mauvais*) - hédonique *(agréable/désagréable)* - passionnel (*amour/haine*)	- affectif (*énervé, agité, obsédé, etc.*)	**- hédonique-affectif** *(agréable/désagréable)* *(plaisir/souffrance)*
- véridictoire (*vrai/faux*)		

Commentaire 1 : sur l'inventaire des valeurs. Il y a donc des valeurs qui sont reprises par les trois linguistes (avec une certaine variation dans la dénomination et dans le contenu, bien sûr) ; telles sont l'éthique-moral, l'esthétique, le pragmatique et l'hédonique-affectif.

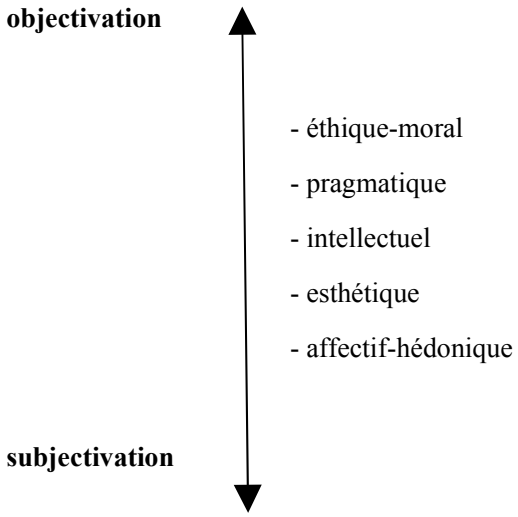
En revanche, le véridictoire (vrai/faux) est répertorié seulement par Pottier qui, en cela, rejoint Lavelle. Pour ce dernier, comme nous l'avons vu, le vrai et le faux faisaient partie du système des valeurs axiologiques.

L'intellectuel de Galatanu (intéressant/ennuyeux*)* est exclu chez Pottier et diffère complètement de l'intellectif de Charaudeau (rigoureux, logique, rationnel, etc.), malgré leur ressemblance formelle.

Commentaire 2 : sur la bipolarité des valeurs répertoriées. Chez Galatanu et chez Pottier toutes les valeurs axiologiques sont données en opposition bipolaires (bien/mal, beau/laid, etc.), tandis que chez Charaudeau, à côté des pôles opposés, on trouve aussi une simple énumération comme, par exemple, pour l'affectif (énervé, agité, obsédé, etc.).

9. La zone des modalités axiologiques chez Galatanu

Voyons d'abord comment Galatanu structure la zone de l'axiologique. Rappelons que le principe selon lequel elle organise le champ des valeurs modales en général, est celui de la fonction objectivante/subjectivante du discours (cf. § 5 du présent Chapitre). Il faut dire qu'elle se sert du même principe pour structurer la zone de l'axiologique, elle reconnaît que la valeur éthique-morale est la plus objectivante dans cette zone (cf. § 9.1.4 du présent Chapitre) et que la valeur affective-hédonique est la plus subjectivante. Les trois autres valeurs axiologiques se situeront, à notre avis, sur l'axe des tendances objectivantes/subjectivantes du discours de la manière suivante :



Pour nous, c'est évident que l'esthétique est plus subjectivant que l'intellectuel et le pragmatique. Il doit être rapproché de l'affectif, car tous les deux sont liés aux sens : l'affectif est en relation avec l'odorat, le goût et le toucher ; l'esthétique – avec la vision et l'ouïe.

Entre le pragmatique et l'intellectuel, c'est le premier qui est plus objectivant pour nous, car le pragmatique *(utile-inutile)* est plus lié à « l'objet extérieur à l'être » humain et l'intellectuel *(intéressant-ennuyeux)* plus à « l'activité intérieure de l'être » humain, notamment à la pulsion basée sur l'émotion.

En comparant la structure du système des valeurs chez Galatanu avec celui de chez Lavelle (§ 7.2 du présent Chapitre), nous pouvons dire qu'il y a des ressemblances :

- Tous les deux (Galatanu et Lavelle) organisent les valeurs axiologiques sur un axe lié à l'opposition 'objectivité-subjectivité', mais les termes choisis par Galatanu « les tendances objectivantes/ subjectivantes » sont plus souples, car ils sont plus adaptés à l'analyse du discours.

- L'inventaire des valeurs axiologiques coïncide majoritairement chez Galatanu et chez Lavelle :

Galatanu	**Lavelle**
éthique-moral *(Bien-Mal, bien-mal)*	spirituel, moral *(Bien-Mal, bien-mal)*
intellectuel *(intéressant-ennuyeux)*	-
pragmatique *(utile-inutile)*	économique *(utile-inutile)*
esthétique *(beau-laid)*	esthétique *(beau-laid)*
affectif-hédonique *(plaisir-souffrance)*	affectif *(beau-laid)*
-	intellectuel *(vrai-faux)*

Quant aux différences du système des valeurs axiologiques chez Galatanu par rapport à celui de chez Lavelle :

◆ Galatanu élargit l'inventaire des valeurs axiologiques en introduisant la valeur intellectuelle *(intéressant-ennuyeux)* qui n'est pas prise en considération par le système des valeurs de Lavelle. En revanche, Galatanu exclut des valeurs axiologiques l'intellectuel *(vrai-faux)* de Lavelle, en le rangeant parmi les valeurs modales épistémiques.

◆ Si Lavelle analyse les valeurs par couples, Galatanu ne fait pas de tels rapprochements entre les valeurs axiologiques.

9.1. Les particularités de la zone de l'axiologique

Nous énumérons quelques particularités de la zone de l'axiologique dont certaines seront développées par la suite.

● La zone de l'axiologique est opposée aux autres zones modales, car l'axiologique ne fait pas l'objet de la logique modale (par conséquent, cette zone est relativement moins étudiée).

● Les modalités axiologiques diffèrent des autres modalités du point de vue du type d'évaluation du monde. Dans la zone de l'axiologique, l'évaluation du monde se fait selon la logique binaire décrite à l'aide de l'opposition des deux pôles, positif et négatif, sur un axe bipolaire. Tandis que les relations spécifiques des modalités issues de la logique se laissent décrire à l'aide du carré logique.

● Cette zone est doublement référée : à un champ d'expérience humaine et à l'individu qui devient une source évaluative.

● Cette zone a plus de variété sémantique, car elle comprend cinq classes de valeurs.

● Les modalités axiologiques orientent le discours.

● La zone de valeurs axiologiques n'est pas homogène du point de vue du repère d'évaluation : l'éthique-moral est opposée aux autres valeurs.

9.1.1. Cinq classes de valeurs de la zone axiologique chez Galatanu

« Trois questions se sont posées dans le travail de l'identification des valeurs axiologiques :

➔ la première interrogation concerne la distinction entre ce que l'on appelle **éthique** et **moral** et qui est souvent considéré comme un champ de valeurs partagées par une culture donnée, sinon par l'humanité (valeurs 'universelles'), champ qui s'organise autour des pôles <bien> ou <mal>, d'une part, et les autres évaluations de la zone de l'axiologique liées à des champs d'expérience humaine : **cognitive, affective, hédonique, pragmatique (praxéologique), esthétique.**

➔ La deuxième interrogation est liée à une distinction qui est faite plus récemment dans la réflexion sur les valeurs, celle entre **l'éthique** et **le moral**, entre l'éthique et la morale.

➔ La troisième question que nous nous sommes posée concerne les liens entre, d'une part, **l'éthique** et **le moral** et, d'autre part, **le déontique** (y compris **le juridique**), qui se justifie en

général, et tout particulièrement, depuis la création des comités d'éthique, par l'affirmation des valeurs éthiques » (Galatanu 2000b:94).

La zone de l'axiologique en SPA comporte donc cinq domaines de valeurs axiologiques où le contenu de l'énoncé apparaît comme étant évalué par le sujet communiquant de manière positive ou négative au regard de différentes valeurs liées avec l'expérience humaine.

Dans le domaine de **l'éthique-moral**, le contenu de l'énoncé est apprécié positivement ou négativement au regard des valeurs de la morale (de la société où l'on vit). Les valeurs éthiques-morales apparaissent comme le résultat d'un processus d'abstraction des champs d'expérience individuelle et sociale[27]. Le processus d'abstraction de ces champs d'expérience peut être analysé en termes de :

a) **devoir social**, par un processus de « déontologisation » (relatif à la pratique du « bien » et du « mal » : la solidarité, la générosité) ; la source de la définition du « bien » et du « mal » est d'ordre social ;

b) **devoir religieux**, par un processus de « théologisation » (la charité, la piété) ; l'évaluation du monde en termes du « bien » et du « mal » est d'ordre religieux ;

c) **bien suprême, impératif moral**, ou, au contraire, **mal absolu**, par un processus « d'aléthisation » (le bien, le mal). Le processus d'aléthisation entraîne l'abstraction la plus forte. Ici, la source de la définition du « bien » et du « mal » est d'ordre « naturel » : c'est la LOI du comportement humain, pareille aux autres lois naturelles, mais différenciant l'humain des autres catégories naturelles (Galatanu 2002a:94, 2002b).

Dans le domaine de **l'intellectuel**, le contenu de l'énoncé est apprécié positivement ou négativement au regard des valeurs de l'intérêt, de l'attractivité intellectuelle.

Dans le domaine du **pragmatique**, le contenu de l'énoncé est apprécié positivement ou négativement au regard des valeurs utilitaires propres au locuteur.

Dans le domaine de **l'esthétique,** le contenu de l'énoncé est apprécié positivement ou négativement au regard des valeurs de la beauté (contemplative et auditive)[28].

Dans le domaine de **l'affectif-hédonique**, le contenu de l'énoncé est apprécié positivement ou négativement au regard des valeurs de plaisir émotionnel, affectif et sensoriel (odorat, toucher).

Comme nous l'avons déjà dit précédemment, toutes ces classes de valeurs sont marquées par l'appréciation positive ou négative, autrement dit par **la bipolarité** : **bien-mal** (éthique-moral), **efficace-inefficace** (pragmatique), **intéressant-inintéressant** (intellectuel), **beau-laid** (esthétique), **agréable-désagréable** et **plaisir-souffrance** (hédonique-affectif).

---

[27]« Par rapport à ces évaluations « référées » à des champs d'expérience et à des individus ou à des collectivités, ce qui relève du domaine de l'éthique apparaît comme résultat d'un processus d'abstraction de ces champs d'expérience, de généralisation recouvrant le comportement et les attitudes de l'homme, en général, et de la culture qui les porte, d'une part, et des référents pour lesquels les objets du monde naturel et social « valent » » (Galatanu 2002a:94, 2000b:101).

[28]A la différence de Lavelle, pour nous, la beauté est liée non seulement aux valeurs d'essence contemplative, à la vision, mais aussi à l'audition.

Domaines des valeurs axiologiques	Le pôle positif	Le pôle négatif
Éthique - morale	bien	mal
Intellectuel	intéressant	inintéressant
Pragmatique	efficace	inefficace
Esthétique	beau	laid
Hédonique-affectif	agréable, plaisir	désagréable, souffrance

9.1.2. Modalités axiologiques en tant qu'outils qui orientent le discours

Le fait que les modalités axiologiques orientent le discours et agissent sur le monde est remarqué par Galatanu (2002a, 2002b), Gosselin (2005:45), Kerbrat-Orecchioni (2002:88). Les modalités axiologiques, à l'aide des enchaînements argumentatifs visés, orientent le discours dans un sens tout en l'éloignant de l'autre. Autrement dit, réalisées dans le discours, elles guident, implicitement, l'allocutaire dans le choix en faveur d'une chose au détriment de l'autre.

Ainsi, suivant Anscombre et Ducrot (1983), Carel (1998), l'énoncé *Ce film est intéressant* sert autant d'exprimer l'attitude du locuteur envers ce film que de donner certaines recommandations (présupposées) à son allocutaire. Les énoncés de ce types servent « plutôt à agir sur le monde, en exprimant, entre autres, des recommandations, des mises en gardes ... » (Gosselin 2005:49) puisque, nous rappelons, en ce qui concerne les valeurs axiologiques, il s'agit de savoir non pas ce que les choses sont, mais **ce que nous voulons qu'elles soient** (Lavelle 1950/1991a:192).

Ce rôle (d'agir sur le monde) des modalités axiologiques vient des relations existant entre leur valeur sémantique et leur fonction pragmatique qui est injonctive (Kerbrat-Orecchioni 2002:88). On attribue donc aux modalités axiologiques la fonction injonctive qui est leur fonction secondaire, la première étant la fonction descriptive (Gosselin 2005:49). L'intrication de la fonction injonctive à la sémantique des modalités axiologiques vient de la liaison étroite entre la valeur et la volonté dont nous avons déjà parlé dans le § 7.1.1.2 du présent Chapitre. Le fait que « la valeur réside dans l'union du désir et du jugement et, si l'un de ces facteurs manque, la valeur s'écroule »[29] est la clé de voûte pour comprendre cette force (cachée) de la modalité axiologique d'agir sur autrui.

En analysant les modalités axiologiques comme outil qui agit sur le monde, on peut parler aussi des formes de politesse et des injures dont la charge positive et, respectivement, négative est patente. Leur action sur l'interlocuteur est immédiate et leur fonction pragmatique (de louable ou de blâmable) est évidente. En plus, il y a des insultes et des mots affectifs qui ont subi le vidage sémantique de l'expression au profit de la seule connotation axiologique, par exemple,

[29]Lavelle 1955/1991a:196.

crotte de chien (blâmable : humiliation)*; biche* (louable : affection) (Kerbrat-Orecchioni 2002:91)[30].

9.1.3. Les particularités des valeurs de la zone éthique-morale

Il y a une sorte d'opposition des valeurs dans la zone de l'axiologique : l'éthique-morale, d'une part, et toutes les autres valeurs axiologiques (intellectuelle, pragmatique, esthétique, hédonique-affective), d'autre part[31], puisque le domaine de l'éthique-moral, étant l'abstraction du vécu humain, est une généralisation des champs d'expérience humaine auxquels sont référées les autres valeurs axiologiques. Les valeurs éthiques-morales sont le principe commun de toutes les autres valeurs : elles contiennent en elles toutes les autres valeurs et elles en forment l'essence même (Lavelle 1950/1991a:43).

Bien englobe le pôle positif de toutes les autres valeurs axiologiques, référées aux différents champs d'expérience humaine, et *mal* englobe leur pôle négatif[32]. Ce qui oppose l'éthique-moral aux autres domaines d'évaluation axiologique, c'est le repère par rapport auquel la source d'évaluation fait son jugement ou appréciation. Pour le domaine de l'éthique-moral, c'est **la norme** (collective, imposée par la société) qui sert de repère d'évaluation. C'est une instance institutionnelle (la justice, la morale) qui valide les valeurs de l'éthique-moral (Gosselin 2005:46). Pour tous les autres domaines c'est **le ressenti personnel** de la source d'évaluation qui valide les jugements, les sentiments, les appréciations. De cette opposition vient le caractère plus ou moins universel de la valeur éthique-morale et le caractère plus ou moins personnel des valeurs esthétique, intellectuelle, hédonique-affective[33]. Ce qui veut dire qu'à un moment donné pour une société (civilisation) déterminée les valeurs dans la zone éthique-morale sont partagées par tous les individus de cette société, au moins par sa majorité. Puisque, avec l'éthique-moral, nous sommes dans une logique collective où l'individu doit se plier aux règlements afin de permettre à l'ensemble de pouvoir exister, et surtout survivre. De là sont nées toutes les particularités culturelles …

Du point de vue du mouvement objectivation-subjectivation au sein des modalités prises dans leur totalité, dans la zone de l'axiologique, les valeurs éthiques-morales apparaissent comme les plus objectivantes.

Revenons maintenant à la définition de Galatanu de l'éthique comme le résultat d'un processus d'abstraction, de déontologisation et d'aléthisation. Cette définition rend possible l'identification **des liens** qui existent entre les champs sémantiques, **à l'intérieur de la zone modale de l'axiologique** et **entre cette zone et d'autres zones modales**, notamment, la zone

[30]Pour l'analyse des insultes nous renvoyons à *Langue française n°144, Les insultes : approches sémantiques et pragmatiques*.

[31]« La zone de l'axiologique (…) recouvre donc, d'une part, la zone des valeurs morales et éthiques et, d'autre part, les évaluations référées à différents champs d'expérience individuelle (ou collective) » (Galatanu 2000a :95).

[32]« l'analyse sémantique fait apparaître le fonctionnement de l'unité lexicale *bien* (et du mot correspondant au pôle négatif : *mal*) dans tous les champs d'expérience humaine mentionnés plus haut, mais aussi et surtout de façon plus générale, comme le pôle positif (et, respectivement, négatif) de la morale et de l'éthique. » (Galatanu 2004b: 217; 2002a :94).

[33]Ce caractère personnel est exprimé, dans une certaine mesure, par le proverbe français *Des goûts et des couleurs on ne discute pas*.

des **valeurs déontiques** et la zone des **valeurs aléthiques** (Galatanu 2000b:101). Plus loin, nous essayons de rétablir ces liens argumentatifs, d'abord à l'intérieur de la zone de l'axiologique, et, ensuite, entre cette zone et d'autres zones modales.

10. Les liens entre les valeurs de la zone axiologique

Intuitivement, nous pouvons supposer qu'il y a certains rapports entre les valeurs axiologiques, dans le sens que certaines valeurs forment plus facilement les enchaînements argumentatifs que d'autres. Nous fondons notre intuition sur la logique naturelle qui dit que quand c'est beau c'est agréable, il y a donc le rapport entre l'esthétique et l'affectif [beau DC agréable]. Cela est confirmé par cette remarque de Lavelle : « Les **valeurs esthétiques** (…) apparaissent comme trouvant leur origine dans les **valeurs affectives** (…) : elles nous sont révélées par cette émotion purement désintéressée que nous éprouvons dans la contemplation de l'objet » (1955/1991b:69) (Nous soulignons).

En partant de la remarque de Lavelle que l'utilité ne coïncide pas nécessairement avec le plaisir (1950/1991a:34) et de nos tendances à être plus pratiques dans la vie, nous pouvons établir le rapport entre l'hédonique-affectif et le pragmatique [agréable DC inutile] ou bien [agréable PT utile]. On peut dire la même chose des rapports entre l'esthétique et le pragmatique : ce qui est beau n'est pas toujours nécessairement utile ; d'où nous aurons l'enchaînement [beau PT utile].

C'est intéressant d'analyser de ce point de vue le dicton français *joindre l'utile à l'agréable* qui a, à notre avis, la tendance de concilier l'hédonique-affectif et le pragmatique et de rendre leur relation sous forme [agréable DC utile], ou [beau DC utile] pour le cas de l'esthétique.

11. Les liens entre la zone axiologique et d'autres zones modales : valeurs déontiques et aléthiques

Il y a un lien entre l'éthique-moral et le déontique, car tous les deux concernent les lois de la société. Nous avons déjà dit que l'éthique-moral est le résultat du processus de « déontologisation du vécu humain » (Galatanu). Ce processus de déontologisation est fixé dans les mots ayant l'inscription de l'éthique-moral dans leur signification. Cela peut être exprimé par l'enchaînement argumentatif [bien DC devoir faire] [mal DC devoir ne pas faire] : *solidarité, partage* [éthique-moral (+) DC devoir faire] ; *vol* [éthique-moral (–) DC devoir ne pas faire].

A son tour, dans le discours, la valeur modale déontique est orientée vers l'étique-moral (Cozma 2009:99) : *je dois lui donner un coup de main* [devoir aider DC éthique-moral (+)]. Dans ce cas-là, nous constatons la subjectivation des modalités objectives.

« L'aléthisation de l'éthique-moral » (Galatanu 2000b:95, 2005d:165) est rendue par l'enchaînement [nécessaire DC éthique-moral (+)] : *il faut protéger la faune et la flore de notre planète Terre*. Ici, a lieu un mouvement d'objectivation des valeurs subjectives.

On établit assez facilement le lien entre l'aléthique et le pragmatique, puisque <nécessaire> s'enchaîne naturellement avec <efficace>, <utile> : *j'ai besoin de me reposer pour finir le travail* [nécessaire DC pragmatique (+) <efficace>] .

12. Deux types d'axiologique

De la même façon qu'il y a des modalités dans la langue et dans le discours, il y a aussi l'axiologique dans la langue et l'axiologique dans le discours, *id est* une axiologisation discursive (cf. § 1 du présent Chapitre). La distinction de ces deux types de processus axiologique nous permet d'envisager le système de valeurs comme étant contenu dans la langue. Ce système de valeurs trouve sa réalisation dans le discours par un acte individuel d'appropriation de la langue par le sujet parlant, *id est* par un acte d'énonciation. C'est pour cela qu'à travers l'analyse du discours nous avons la possibilité d'accéder au système de valeurs du sujet communiquant.

Comme c'est déjà dit précédemment (cf. § 1 de ce même Chapitre), l'axiologique dans la langue et l'axiologique dans le discours étudient toutes les deux les valeurs axiologiques, mais chacune à son niveau et à sa manière.

L'axiologique dans la langue, étudie (sur le plan de la sémantique lexicale) le niveau d'inscription des évaluations positives ou négatives (des représentations du monde) dans la signification des unités linguistiques ; sachant que, selon la vision de la SPA, la **charge positive/négative** peut être inscrite au niveau du noyau, des stéréotypes ou des possibles argumentatifs.

L'axiologique dans le discours (autrement dit l'axiologisation discursive) étudie l'inscription du sujet parlant dans l'énoncé par les **prises de position** (préférentielles), concrètement il étudie la réalisation des évaluations des représentations du monde dans et par le discours, car, dans la perspective de la SPA, les valeurs axiologiques peuvent être re(dé)construites dans les réalisations discursives.

AXIOLOGIQUE	
dans la langue	dans le discours (=**axiologisation discursive**)
inscription de la **charge positive/négative** dans la signification linguistique	réalisation de la **charge positive/négative** dans et par le discours

Plus loin nous allons approfondir ces deux types d'axiologique.

12.1. Axiologique dans la langue

La manière dont la charge positive ou négative est inscrite dans la signification des mots porteurs d'évaluation axiologique diffère d'une unité à l'autre. Étant donné que la signification linguistique est conçue en SPA comme ayant une structure stratifiée (noyau, stéréotypes, possibles argumentatifs), l'évaluation axiologique peut être inscrite sur l'une de ces strates, ou sur plusieurs strates en même temps. Il y a différents types de mots selon le niveau d'inscription de la charge axiologique. Voyons ces types de mots, distingués par la SPA, du point de vue de l'inscription des évaluations appréciatives/dépréciatives.

12.1.1. Les types de mots du point de vue de l'inscription de la charge axiologique : les monovalents et les bivalents

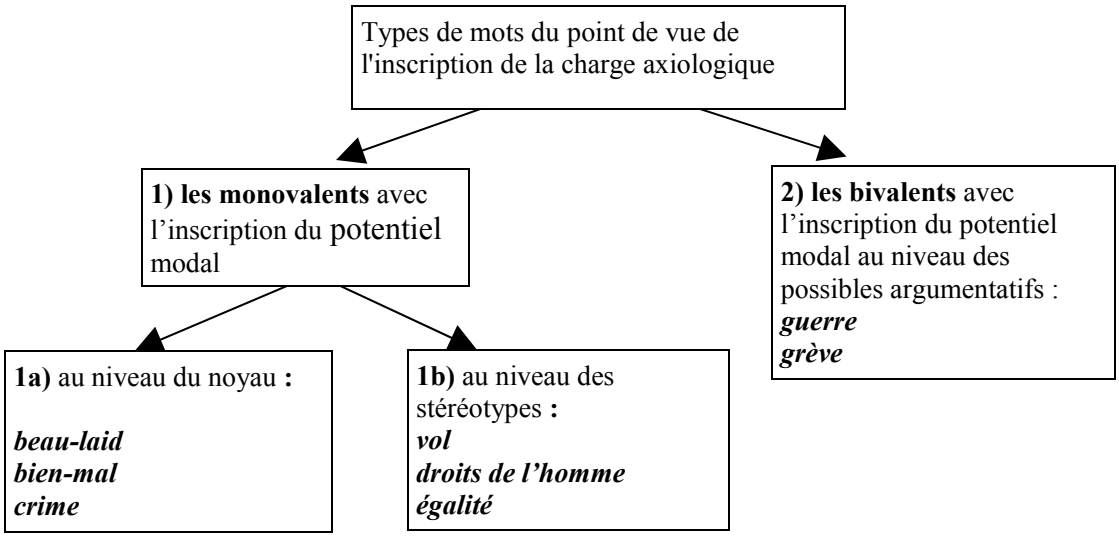
Nous voudrions commencer par rappeler que « tout lexème est potentiellement porteur d'une évaluation, car si tout énoncé actualise un potentiel argumentatif, cela revient à dire que tout énoncé contient une évaluation de par le lien argumentatif posé » (Galatanu 2007a:314). Mais ce « potentiel axiologique», c'est-à-dire l'autorisation de certains enchaînements discursifs et l'interdiction d'autres enchaînements, n'est pas inscrit de la même façon, ni au même niveau pour toutes les entités lexicales (Galatanu 2000b:84, 2002a).

Parmi les formes porteuses de valeurs modales, Galatanu distingue les mots se caractérisant par l'inscription de l'un ou de deux pôles axiologiques dans leurs significations, mots qui sont nommés respectivement **les monovalents** et **les bivalents**[34]. « La distinction entre des entités linguistiques axiologiquement monovalentes et axiologiquement bivalentes exige, nous semble-t-il, une théorie sémantique susceptible de rendre compte du niveau d'inscription de la valeur axiologique dans la signification des mots » (Galatanu 2000b:86). C'est une esquisse de cette théorie que nous donnerons dans ce qui suit.

La catégorisation des mots modaux comprend trois classes d'unités lexicales (Galatanu 2002a:100, 2000b:86-87) : 1) les monovalents avec l'inscription du potentiel modal **au niveau du noyau** (*beau-laid, bien-mal, crime, etc.*) ; 2) les monovalents avec l'inscription du potentiel modal **au niveau des éléments de leurs stéréotypes** (*vol, viol, droits de l'homme, égalité, etc.*) et 3) les bivalents avec l'inscription du potentiel modal **au niveau des possibles argumentatifs** (*la grève, la guerre, etc.*) (Galatanu 2000b:86-87)[35]. Soit le schéma arborescent suivant :

[34] « Deux types de « factuels » sont repérables dans le discours médiatique écrit sur la vie sociale. Le premier est un factuel axiologiquement monovalent : *le crime, l'assassinat, le délit, le viol,* etc. sont de ce type … Mais on peut aussi reconnaître un factuel social axiologiquement bivalent : *la grève, la manifestation* (publique), *le mouvement* (social), *la révolution, le divorce, le jugement, le verdict,* etc. » (Galatanu 1994:76).

[35] Il faut dire que ces mots sont considérés comme bivalents au regard de l'inscription de la valeur éthique-morale mais ils sont monovalents (négatifs) au regard de l'inscription de la valeur hédonique-affective.



Nous voudrions apporter quelques commentaires à cette catégorisation.

Commentaire 1 : sur le caractère non homogène des monovalents avec l'inscription du potentiel modal au niveau du noyau. Au sein du premier groupe des monovalents, avec l'inscription de la charge axiologique au niveau du noyau, les mots ne sont pas homogènes du point de vue du poids de cette charge. Ainsi, il y a les mots tels que *beau – laid, bien – mal* qui sont à part entière axiologiques, car ils dénotent la valeur axiologique[36], et les mots tels que *crime, harmonisation, etc*. qui comportent (associent) une valeur axiologique inscrite dans un des éléments du noyau de la signification[37]. Le poids de la valeur axiologique dans leur signification n'est pas le même : les premiers, référant à l'une des zones axiologiques, ont une charge sémantique principalement modale ; pour les deuxièmes, cette charge est principalement non-modale[38]. On peut appeler les premiers, qui désignent les pôles des différentes zones axiologiques (*bien – mal* pour l'éthique*, beau – laid* pour l'esthétique*, efficace - inefficace* pour le pragmatique*, etc*.), **les mots marqueurs d'évaluation axiologique** ou « les évaluatifs axiologiques », car la valeur axiologique est intégrée au contenu intrinsèque des adjectifs (Kerbrat-Orecchioni 1980/2002:96).

Pour mieux voir la différence, comparons les significations de ces deux types de mots avec l'inscription de la valeur axiologique au niveau du noyau. Par exemple, l'adjectif *beau,* défini comme « qui fait éprouver une émotion esthétique ; qui plaît à l'œil » (Le Robert Pratique),

---

[36]Par 'dénoter' nous voulons dire mobiliser, principalement, les valeurs axiologiques.

[37] Cf.: « Parmi les modalités intrinsèques aux lexèmes, on distinguera celles qui sont **dénotées** par le lexème de celles qui lui sont **associées**. On considère ainsi que le substantif *permission*, l'adjectif *permis* ou le verbe *permettre* dénotent la modalité déontique du « permis », tandis que *assassin* et *assassiner* ne dénotent pas de modalités mais sont porteurs, entre autres, d'une modalité axiologique (modalité associée). Alors que les lexèmes dénotant des modalités sont en nombre restreint (ex. : *croyance, volonté, obligation, certitude* …), tous les lexèmes sont porteurs de modalités associées » (Gosselin 2005 :62).

[38]Cf.: Le rapport entre modal et non-modal n'est pas le même à l'intérieur de la signification des mots *interdiction, prison, laisse,* et *corde* : pour *interdiction,* c'est le modal qui domine, pour *prison*, il nous semble y avoir un équilibre entre les deux, pour *laisse*, c'est le non-modal qui domine, et enfin, pour *corde*, nous ne pouvons pas parler de modal au niveau de la signification même (Cozma 2009:60). Prenons une autre série d'exemples avec l'inscription d'une valeur axiologique, les mots *beauté, top modèle, harmonie*. *Beauté* est entièrement modale, car ce substantif **dénote** la valeur de la zone axiologique esthétique positive ; *top-modèle* **associe** la valeur axiologique esthétique positive au niveau du noyau ; *harmonie* a une inscription de la même valeur au niveau des stéréotypes.

dénote la valeur axiologique esthétique positive ; c'est donc un prédicat adjectival **d'évaluation axiologique esthétique positive**.

Beau	
Noyau Prédicat adjectival **d'évaluation axiologique esthétique (+)**	**ST**
A Faire éprouver une émotion esthétique DC plaire à l'œil	DC attirance DC amour DC ...

Et le mot *crime,* défini comme « infraction grave, que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante » (Le Robert Pratique), dénote un événement ; c'est un prédicat nominal **événementiel** auquel est associé une valeur axiologique éthique-morale négative (<infraction>, <punition>).

Crime	
Noyau Prédicat nominal **événementiel**	**ST**
Infraction grave DC punition par les lois	DC violation des lois ... DC peine afflictive
éthique-moral (-)	**hédonique-affectif (-)**

Commentaire 2 : sur l'inscription en bloc des valeurs axiologiques. Les valeurs axiologiques sont souvent inscrites dans la signification lexicale en bloc (Cozma 2009:69). L'analyse des mots *université* ou *colère* faite par Galatanu (2004, 2005b) révèle cette pluralité des valeurs axiologiques portées par la signification. Ainsi, pour *colère*, elle atteste l'inscription au niveau du noyau de l'affectif-hédonique, du pragmatique et du moral (Galatanu 2004), pour *université* – du pragmatique et du moral (Galatanu 2005b).

Mais les mots monovalents peuvent avoir plusieurs valeurs axiologiques inscrites **sur plusieurs niveaux différents en même temps**, dans le noyau et dans les stéréotypes. Le mot *crime* (voir sa signification ci-dessus) a une valeur axiologique éthique-morale négative inscrite dans le noyau (<infraction>, <punition>) et une autre valeur axiologique hédonique-affective négative rattachée de façon stable au niveau des stéréotypes (<peine>). La signification lexicale du monovalent *harmonisation* a la valeur axiologique pragmatique positive inscrite au niveau du noyau et l'axiologique hédonique-affectif positif – au niveau des stéréotypes (cf. le Chapitre 4)

Commentaire 3 : sur les bivalents. Les mots **bivalents** (*guerre, grève, etc.)* ont l'inscription du potentiel axiologique **au niveau des possibles argumentatifs** (ou au niveau des éléments de leurs stéréotypes) (Galatanu 2002a:100). « La bivalence (ou la polarité) de mots comme *guerre, grève* fait partie des possibles argumentatifs de leurs stéréotypes (…) , et l'un ou l'autre des

pôles axiologiques (positif ou négatif) va être sélectionné et activé, dans le discours, par un processus de contamination avec les stéréotypes des mots de leur environnement, stabilisant ainsi une orientation argumentative : *sale guerre, guerre juste, guerre de défense* » (Galatanu 2000b:87). « Les situations et les faits auxquels ces mots s'appliquent sont perçus comme positifs ou négatifs (…) » (Galatanu 1994:76), leur orientation axiologique, du point de vue de l'activation de la valeur éthique-morale, est dépendante donc du co(n)texte. Nous ajoutons à ces mots notre exemple avec le verbe *attaquer* qui est aussi bivalent au regard de l'activation de l'éthique-moral (mais reste monovalent négatif au regard de l'activation de l'hédonique-affectif). Dans l'énoncé *nous avons attaqué nos ennemis*, ce verbe active sa charge (éthique-morale) positive. En revanche, dans *les ennemis nous ont attaqués*, c'est la charge négative qui s'active.

Il y a aussi les mots bivalents avec la charge positive inscrite au niveau du noyau, et la charge négative au niveau des stéréotypes, nous pouvons citer comme exemple le mot *compromis* que Cozma analyse dans sa thèse. Si l'on s'en tient aux définitions données par les dictionnaires « Arrangement par lequel on se fait des concessions réciproquement » (Le Petit Robert), « Accord obtenu par des concessions réciproques » (Lexis), l'un des sens de *compromis* se caractérise par une double orientation (négative et positive) s'appliquant à des zones axiologiques différentes (pragmatique d'un côté, et morale ou affective de l'autre). La valeur pragmatique positive <avantageux> figure en tant qu'élément essentiel de la signification de *compromis (*donc inscrite au niveau du noyau), et la valeur négative morale <mal> ou affective <malheur> est inscrite au niveau des stéréotypes (Cozma 2009:69, 83). Ainsi, par rapport au cas précédent où il y avait l'alternance ou bien le négatif ou bien le positif, dans le cas de *compromis* la charge positive et la charge négative sont en complémentarité, toutes les deux sont activées dans le discours.

Un autre exemple pour l'inscription de deux pôles discordants, négatif et positif, dans le noyau dans la même zone axiologique peut être fourni par le mot *accouchement*. Une des définitions est « fait de donner naissance à un enfant ; sortie de l'enfant du corps de sa mère » (Le Robert Pratique). Il y a donc l'affectif **positif** <heureux> et l'hédonique **négatif** <souffrance>, les deux orientations opposées en même temps au niveau du noyau, mais dans des zones différentes.

A la catégorie des mots bivalents on peut rapporter aussi les adjectifs qui ne sont pas marqués par la subjectivité au niveau de la langue. Ces adjectifs sont bivalents, car leur potentiel axiologique est double et « la valeur qu'ils véhiculent change en fonction de celle portée par le nom auquel ils s'associent » (Martin 2001:29). Citons les exemples donnés par Martin (*ibidem*) : *une amélioration lente* et *une dégradation lente* ; dans le premier cas, l'adjectif *lente* est axiologisé positivement, car il accompagne un monovalent positif *amélioration*, et dans le deuxième cas il a une orientation négative, car il s'associe au monovalent négatif *dégradation*. L'orientation des adjectifs est définie donc au coup par coup sur la base de principes de détermination comme : 1) un modificateur réalisant est axiologiquement co-orienté au nom qu'il qualifie ; 2) un modificateur déréalisant est axiologiquement anti-orienté au nom qu'il modifie (Martin 2001:30).

Ainsi, selon le nombre de polarités inscrites dans la signification, on distingue les monovalents (une polarité) et les bivalents (deux polarités). Nous voudrions attirer l'attention sur le fait que même dans le cas des mots monovalents, le potentiel axiologique des mots reste double (à la fois négatif et positif). Si, pour les bivalents, ce potentiel double est inscrit sous une forme normative, pour les monovalents il est inscrit sous deux formes : normative et transgressive, « puisque l'association du mot avec un élément de son stéréotype peut prendre une orientation conforme à l'orientation axiologique du stéréotype (*belle* donc *aimée par les garçons*,

vertueux donc *non menteur*), ou opposée à celle du stéréotype (*belle* pourtant *non aimée par les garçon*, *vertueux* pourtant *menteur*) (Galatanu 2004b:216-217). Il serait donc plus juste de dire, quand on parle des polarités inscrites, qu'il s'agit de polarités normatives inscrites dans la signification : les monovalents ont une polarité normative inscrite (soit le pôle positif, soit le pôle négatif) et les bivalents ont deux polarités normatives (positive et négative à la fois).

Nous terminons cette section en disant que dans la SPA le potentiel axiologique de la signification des mots est comparé avec le monde physique quantique. C'est une des particularités de la théorie de l'axiologique de Galatanu. Nous donnerons plus de détails sur cette approche 'quantique' du potentiel axiologique dans la section suivante.

12.1.2. Une appréhension 'quantique' du potentiel axiologique de la signification en SPA

L'organisation de la signification lexicale proposée par Galatanu (1999a, 2004b) est décrite par analogie avec la structure quantique de l'atome. Cette vision 'quantique' repose :

➔ sur la structure stratifiée de la signification lexicale avec le noyau comparable au noyau de l'atome ;

➔ sur la présence des stéréotypes, comparables aux électrons qui gravitent autour du noyau de l'atome ;

➔ sur l'existence des faisceaux des PA, comparables aux faisceaux des électrons, autrement dit à un « nuage topique » formé par les électrons ;

➔ sur le phénomène de séparation des PA, comparable au principe de décohérence des électrons[39];

➔ sur la superposition des PA (normatifs et transgressifs), comparable à la superposition des états des électrons ;

➔ sur le double potentiel de la signification, comparable à la bivalence de l'atome[40].

Ainsi, dans le cadre de la SPA, le potentiel axiologique des unités lexicales est appréhendé d'une manière 'quantique'. Cette appréhension 'quantique' du potentiel axiologique, comme nous l'avons déjà dit précédemment, consiste en ce que ce potentiel est toujours double, à la fois négatif et positif. Pour les bivalents, ce potentiel double est inscrit (dans les PA) sous la forme normative. Pour les monovalents, la bivalence est inscrite (toujours dans les PA) sous deux formes : normative ou transgressive. Ce double potentiel axiologique, inscrit dans les possibles

---

[39]« La signification lexicale est constituée à la fois d'un noyau (par analogie avec le noyau de l'atome) : traits dits « nécessaires », de catégorisation, et stéréotype associe au mot (...) et de traits argumentatifs possibles qui relient les éléments du stéréotype à d'autres représentations sémantiques (ou stéréotypes d'autres mots) et qui se superposent (comme les états des électrons, qui sont simultanément présents et absents), dans une vision holistique du sens. Ces possibles argumentatifs peuvent êtres décrits comme des « nuages topiques », reliant les éléments du stéréotype du mot (noyau) à d'autres représentations sémantiques (électrons topiques). L'interaction avec d'autres significations qui forment (construisent) l'environnement discursif, linguistique et référentiel (pragmatique) provoque un phénomène de séparation des possibles argumentatifs qui, s'associant à d'autres possibles argumentatifs actualisés, stabilisent un sens. Ce phénomène est similaire au phénomène de *décohérence* qui permet l'articulation du monde quantique et du monde physique classique (…) » (Galatanu 1999a:48-49).

[40]« C'est ce double potentiel axiologique, inscrit dans les possibles argumentatifs qui justifie, nous semble-t-il, notre analogie de la signification lexicale avec le monde physique quantique et le phénomène discursif d'orientation axiologique avec celui de décohérence en physique quantique » (Galatanu 2004b:217).

argumentatifs, permet donc d'établir l'analogie de la signification lexicale avec le monde physique quantique et le choix d'une orientation axiologique avec la décohérence en physique quantique. Ce choix est dû à l'interaction des significations avec d'autres entités linguistiques qui forment l'environnement discursif et qui provoquent un phénomène de séparation des possibles argumentatifs et stabilisent un sens (Galatanu 2000b:86).

Quant à la monovalence ou à la bivalence, ce fait a, à son tour, un impact sur le fonctionnement discursif de ces deux types de mots, y compris les mécanismes de réalisation des valeurs axiologiques des unités lexicales dans le discours. Dans la section suivante, nous analyserons les différences du comportement discursif des monovalents et des bivalents.

12.1.3. Le fonctionnement discursif différent des monovalents et des bivalents

Selon la manière d'inscription du potentiel axiologique, on a affaire aux différents mécanismes de réalisation discursive de ce potentiel et à des fonctionnements discursifs différents des mots axiologisés.

12.1.3.1. Les monovalents et les bivalents par rapport aux mécanismes de réalisation discursive

Les monovalents et les bivalents diffèrent du point de vue des mécanismes de la re-construction discursive des systèmes de valeurs. Dans le discours, les monovalents peuvent avoir soit **une activation** (pour la polarité normative), soit **une interversion** (pour la polarité transgressive) du pôle axiologique inscrit dans le noyau ou dans les stéréotypes. Quant aux bivalents, ayant le potentiel d'évaluation double, le discours **active**, ou réalise, l'un des deux pôles inscrits d'une manière normative dans les possibles argumentatifs : *guerre sale – guerre juste* (Galatanu 2002a).

	monovalents	**bivalents**
type de réalisation discursive du potentiel modal :	- activation - interversion	- activation

Les monovalents et les bivalents diffèrent donc du point de vue des mécanismes de la re-construction discursive des systèmes de valeurs. L'analyse du discours peut faire apparaître l'activation ou, au contraire, l'interversion du pôle axiologique pour les mots monovalents, et pour les bivalents – seulement l'activation de l'un des pôles.

12.1.3.2. Les substantifs monovalents et bivalents par rapport aux modificateurs réalisants et déréalisants

Galatanu (1999a) et Martin (2001) parlent de quelques différences dans le comportement des monovalents et des bivalents par rapport aux modificateurs réalisants (MR) et déréalisants (MD). Si les monovalents peuvent avoir, dans le discours, deux types de modificateurs, pour les bivalents, quelque soit le modificateur sémantique qui lui est associé, ce sera toujours un MR. Mais la valeur des MR et des MD n'est pas la même pour les monovalents positifs et pour les monovalents négatifs.

Pour les monovalents positifs, les MR sont valorisants, donc ils amplifient leur polarité positive, pour les monovalents négatifs, ce sont les MD qui amplifient leur orientation négative et qui sont donc valorisants pour eux. Par exemple, dans le syntagme nominal *les bénéfices énormes* l'adjectif *énormes* est un MR et valorisant du monovalent positif *les bénéfices*. Dans le syntagme nominal *les dépenses minimes,* l'adjectif *minimes* est un MD et, en même temps, valorisant pour le monovalent négatif *les dépenses*.

Il en est de même pour la dévalorisation. Dans le syntagme *les bénéfices minimes* le MD *minimes* atténue et donc dévalorise la polarité positive du monovalent positif *les bénéfices*. Pour un monovalent négatif, il faudra un MR pour atténuer sa polarité et la dévaloriser, on aura donc dans *les dépenses énormes* l'adjectif *énormes* comme un MR et un modificateur dévalorisant d'un monovalent négatif *les dépenses*[41].

Pour les bivalents, comme nous l'avons déjà dit, tous les modificateurs qui leur sont appliqués sont des MR, car ils ont deux pôles normatifs inscrits dans leur signification. Par exemple, le bivalent *guerre* a un MR valorisant dans *une guerre de défense* et un MR dévalorisant dans *une sale guerre*[42].

Pour résumer notre propos sur les différences dans le comportement des monovalents et des bivalents par rapport aux MR et aux MD, nous proposons ce tableau :

	MR	**MD**
monovalent (+)	valorisant	dévalorisant
monovalent (-)	dévalorisant	valorisant
bivalent (+/-)	valorisant dévalorisant	–

[41]« Un factuel axiologiquement monovalent, comme *le vol, le viole, le crime* (…). Ces entités (…) proposent un topos axiologiquement orienté vers le pôle négatif (…). Les modificateurs réalisants qui leur sont appliqués (…) sont aussi des amplificateurs de leur valeur négative, des modificateurs dévalorisants (…) : *un crime odieux / sauvage / une faute lourde, la délinquance pure et simple*. Inversement, les modificateurs déréalisants sont atténuateurs de cette valeur (modificateurs valorisants) : *une faute légère, un vol simple ...* » (Galatanu 1999a:45).

[42]Les exemples sont empruntés à Galatanu 2000b:87.

12.1.3.3. Les monovalents et les bivalents par rapport à la construction de l'orientation axiologique

Les monovalents. Ce qui est propre à cette catégorie de mots, ce sont les faisceaux d'enchaînements discursifs argumentatifs à forme normative et à forme transgressive. « Nous parlons de faisceaux d'enchaînements discursifs pour rendre compte des nombreuses associations possibles du prédicat monovalent avec d'autres prédicats, monovalents ou bivalents. Ces enchaînements ont une orientation axiologique identique à celle du mot monovalent, dans des enchaînements à forme normative, et une orientation axiologique opposée, dans des enchaînements sous forme transgressive » (Galatanu 2002a :101). Dans les énoncés

> *C'était une discussion intéressante,* ***donc*** *je n'ai pas vu le temps passer.*
> *C'était une discussion intéressante,* ***donc*** *elle m'a fait avancé dans mes idées.*

c'est le potentiel axiologique positif, identique à celui de l'adjectif *intéressante*, qui est activé sous une forme normative. Tandis que dans les exemples

> *C'était une discussion intéressante,* ***pourtant*** *je m'ennuyais.*
> *C'était une discussion intéressante,* ***pourtant*** *elle ne m'a rien apporté.*

l'orientation axiologique est opposée à celle de l'adjectif intéressante. Ce sont des enchaînements sous une forme transgressive. (Il y a une transgression mais le mot monovalent ne subit pas de flexion de polarité).

L'adjectif *intéressante* a le potentiel axiologique inscrit dans le noyau. Voyons maintenant les orientations des déploiements argumentatifs des monovalents inscrivant la valeur positive ou négative dans les stéréotypes de leur signification, comme *viol* (-)*, solidarité* (+) (Galatanu 2002a). L'orientation axiologique des enchaînements argumentatifs de ces mots peut avoir aussi une forme normative ou une forme transgressive. Analysons concrètement les énoncés avec la lexie *roman à l'eau de rose*[43] qui a une inscription de la charge négative au niveau des stéréotypes.

> *C' est un roman à l'eau de rose,* ***donc*** *je ne vais pas l'acheter.*
> *C' est un roman à l'eau de rose,* ***donc*** *je te déconseille de le lire.*

Dans ces exemples, les enchaînements argumentatifs sont déployés sous une forme normative. Ces déploiements argumentatifs les inscrivent dans une orientation axiologique négative et donc identique à celle portée par l'expression monovalente analysée *un roman à l'eau de rose*.

> *C' est un roman à l'eau de rose,* ***pourtant*** *je veux l'acheter.*
> *C' est un roman à l'eau de rose,* ***pourtant*** *je te conseille de le lire.*

La forme transgressive entraîne une orientation axiologique de l'enchaînement discursif dans le sens contraire à celui de la lexie analysée. (La valeur axiologique portée par ce mot ne subit pas de flexion de polarité axiologique).

Les bivalents. L'orientation axiologique des enchaînements argumentatifs des mots bivalents ne peut avoir que la forme normative.

---

[43] *Un roman à l'eau de rose*, sentimental et mièvre (Le Robert Pratique).

Les cheminots se sont mis de nouveau en grève[44]

Cet énoncé peut être orienté vers des conclusions axiologiquement négatives ou positives, en fonction du co-texte.

*Les cheminots se sont mis de nouveau en grève, **donc** ça prouve leur solidarité.*
*Les cheminots se sont mis de nouveau en grève, **donc** ça prouve leur irresponsabilité.*

Les deux orientations sont justifiables sémantiquement, calculables à partir de la signification du mot *grève* (Galatanu 2006b:500).

Ainsi, l'analyse des enchaînements argumentatifs des énoncés comprenant un des deux types des mots a révélé le fonctionnement discursif différent entre les mots monovalents et les mots bivalents, par rapport à la construction de l'orientation axiologique des enchaînements argumentatifs des énoncés ayant ces deux types de mots. Nous avons vu que pour les énoncés faisant apparaître les mots monovalents on peut enchaîner la conclusion argumentative et avec le connecteur *donc,* et avec le connecteur *pourtant*, tandis que pour les énoncés avec les mots bivalents – uniquement avec le connecteur *donc*.

	connecteurs	
monovalents	donc	pourtant
bivalents	donc	–

Pour mettre en évidence le fonctionnement discursif différent des monovalents et des bivalents, par le déploiement des enchaînements argumentatifs, on peut aussi utiliser le test uniquement avec le connecteur *donc* (Galatanu 2002b:7). La valeur axiologique des mots et des expressions monovalents autorise certains déploiements argumentatifs et rend peu probables, sinon impossibles d'autres enchaînements :

***Il a eu son bac du premier coup**, donc les parents sont très contents.* (+)
****Il a eu son bac du premier coup**, donc les parents ne sont pas contents.* (-)

***Il a raté son bac encore une fois**, donc les parents ne sont pas contents.* (-)
****Il a raté son bac encore une fois**, donc les parents sont très contents.* (+)

Les items monovalents imposent donc une alternative : soit un enchaînement argumentatif à valeur positive – pour les monovalents positifs (*avoir le bac du premier coup*), soit un enchaînement argumentatif à valeur négative – pour les monovalents négatifs (*rater le bac encore une fois*). Pour les mots ayant une bipolarité axiologique dans leur signification, comme *grève*, il y a une double possibilité dans le déploiement des enchaînements argumentatifs :

*Ils font de nouveau **grève**, donc ils méritent d'être écoutés.* (+)

[44]Les exemples avec le mot bivalent *grève* sont empruntés à Galatanu 2002a.

*Ils font de nouveau **grève**, donc ils méritent une sanction.* (-)

Ils autorisent les enchaînements argumentatifs et avec une valeur positive, et avec une valeur négative.

monovalents (+)	donc (+)
monovalents (–)	donc (–)
bivalents (+/–)	donc (+) et donc (–)

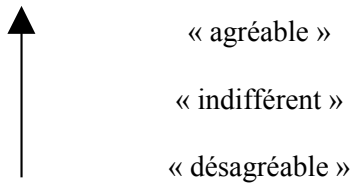
12.1.4. L'échelle d'évaluation axiologique et le taux de la charge évaluative dans la langue

Un des aspects constitutifs de la valeur axiologique est la scalarité (cf. § 7.1.1.2 du présent Chapitre). L'évaluation axiologique possède donc des degrés, mais la notion de scalarité ne s'applique pas de la même manière pour les valeurs axiologiques inscrites dans la langue et pour les valeurs axiologiques réalisées dans le discours, *id est* l'axiologisation discursive. Dans cette section nous parlerons de l'échelle d'évaluation axiologique dans la langue.

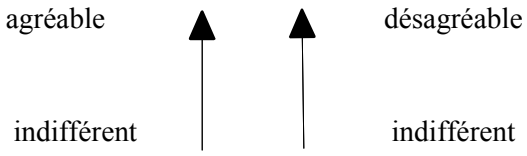
Comme Kerbrat-Orecchioni le remarque, « Les unités sont en elles-mêmes (en langue) chargées d'une dose plus ou moins forte de subjectivité » (2002:81), et « la charge axiologique varie d'une unité à l'autre et d'une occurrence à l'autre » (p.92). A titre d'exemple d'un taux différent de la charge évaluative au niveau de la langue, citons la liste des mots exprimant une émotion de la famille des colères, du plus chargé au moins chargé :

colère → exaspération → ressentiment → énervement → contrariété → rogne

Un axe continu ou discontinu? Selon Ducrot (1991:264), « il est impossible de situer sur un seul axe sémantique » des adjectifs *agréable* et *désagréable.* « Supposons en effet qu'il y ait une catégorie unique, orientée du désagrément à l'agrément, et qui pourrait être schématisée :

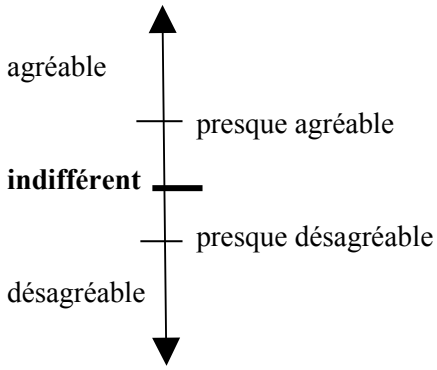


Un tel schéma permet certes de comprendre l'expression *être presque agréable*, qui doit signifier que l'on est légèrement en-dessous du repère marqué par « agréable », c'est-à-dire entre « indifférent » et « agréable » (…). Mais on ne comprend plus du tout alors *être presque désagréable*, qui devrait désigner une zone inférieure à « désagréable », c'est-à-dire d'après le schéma, « pire que désagréable », alors que la valeur réelle est « entre désagréable et indifférent ». La seule solution est d'admettre deux catégories, l'une allant de l'indifférent à l'agréable, l'autre, de l'indifférent au désagréable :



On vérifiera facilement qu'il en est ainsi pour tous les couples de contraires : *en retard – en avance, gentil – méchant, chaud – froid* (dans ce dernier cas, on notera que *tiède* est dans la catégorie de *chaud*, et *frais*, dans celle de *froid*) » (p.265).

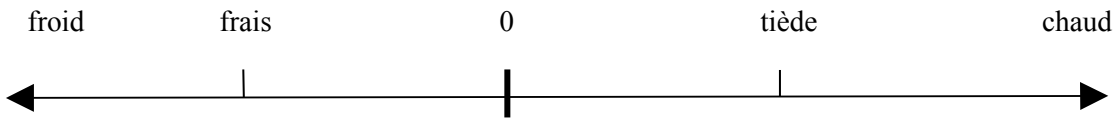
Si nous pensons, avec Ducrot, qu'il faut admettre deux catégories « l'une allant de l'indifférent à l'agréable, l'autre, de l'indifférent au désagréable », nous ne pensons pas qu'il soit impossible de les situer sur le même axe. Il est tout à fait possible de placer ces deux catégories sur le même axe sémantique, mais à condition que cet axe ne soit pas continu (comme chez Ducrot), mais qu'il ait **une rupture** au point « indifférent » (comme le propose Lavalle) :



L'idée de coupure introduit la limite entre deux parties de l'échelle, l'une positive, allant de l'indifférent à l'agréable, et l'autre négative, allant de l'indifférent au désagréable[45]. De cette façon, en admettant la rupture et deux sens inverses, nous situons deux catégories sur le même axe sémantique et, par conséquent, la valeur de *être presque désagréable* se trouve, comme Ducrot le voulait, « entre désagréable et indifférent ».

Un axe vertical ou horizontal ? Ducrot propose une échelle verticale (1991), Gosselin une échelle horizontale (2005). Lavelle parle plus d'une échelle verticale, mais les deux sont possibles pour lui (1950/1991a). Pour des raisons plutôt pratiques – commodité de la présentation – nous préférons l'échelle horizontale à l'échelle verticale.

Les degrés. Les exemples de Ducrot avec *frais-froid* et *tiède-chaud* cités ci-dessus témoignent des degrés différents de l'intensité de la qualité, soit l'échelle :



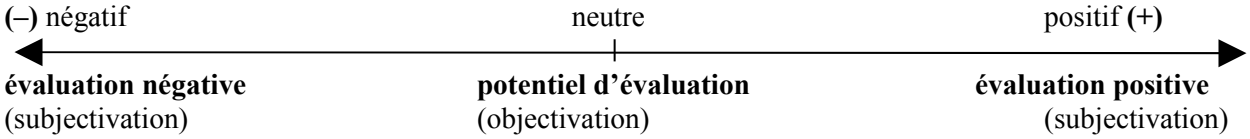
C'est cette échelle à deux degrés pour chaque polarité que nous appliquerons pour l'analyse de notre corpus[46].

---

[45] Cf. chez Lavelle « (…) l'opposition entre les deux pôles de la valeur a un caractère éminemment qualitatif et elle implique non point une échelle continue, comme dans les degrés de la température, mais une rupture et un changement de sens (…) » (1950/1991a:233). Voir aussi Gosselin 2005.

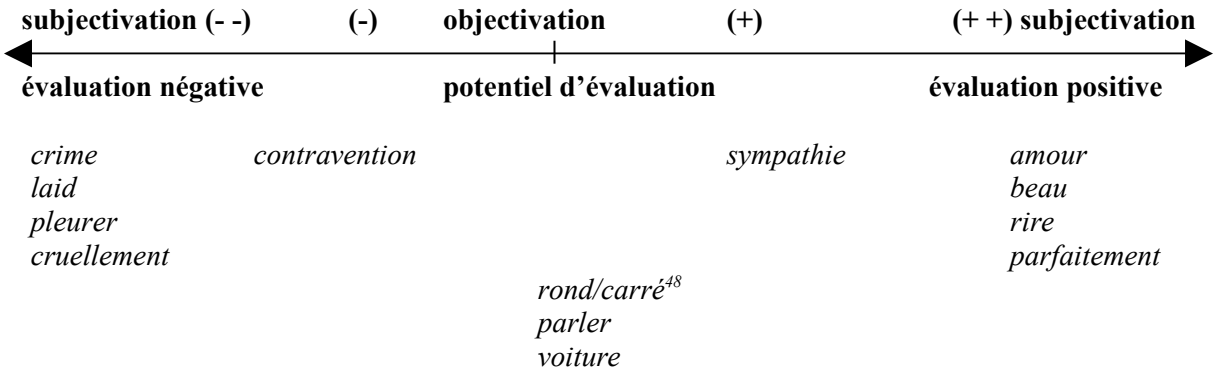
L'axe d'évaluation axiologique est donc dichotomique et graduel, mais il ne faut pas comprendre cette dichotomie comme une opposition : les deux pôles de cet axe (le moins et le plus) se trouvent plutôt en relation de complémentarité. Ils sont comparables au positif et au négatif d'un aimant qui existent l'un par rapport à l'autre.

C'est donc la présence ou l'absence des traits sémantiques évaluatifs[47] des mots monovalents qui servent de repères de gradation : négatif–neutre–positif, avec, respectivement, **évaluation négative–potentiel d'évaluation–évaluation positive**. Si les évaluations négative et positive sont liées à la subjectivité (négative ou positive), **le potentiel d'évaluation** correspond à l'objectivation. Tout compte fait, nous pouvons représenter l'échelle d'évaluation axiologique pour les monovalents de cette manière :



Ainsi, les exemples que nous avons cités pour illustrer la modalisation d'énoncé (voir « Les modalités de *re* » dans le § 5 du même Chapitre) se répartissent facilement entre les évaluations positive et négative : *amour, beau, rire, parfaitement* – une évaluation positive ; *crime, laid, pleurer, cruellement* – une évaluation négative. Comme exemple pour le potentiel d'évaluation (au niveau de la langue), nous pouvons citer un qualifiant de nom *rond* (*une fenêtre ronde*), un caractérisant de verbe *directement* (*rentrer directement à la maison*), une étiquette verbale *parler* et une étiquette nominale *voiture*.

Nous illustrons la place des monovalents cités sur l'échelle d'évaluation axiologique comme cela :



[46]On peut avoir aussi une échelle à trois degrés pour chaque polarité (si, par exemple, on utilise les adverbes *moins* et *très)* : *moins beau–beau–très beau* ou *moins laid–laid–très laid* ; mais c'est plus compliqué de l'appliquer pour l'analyse du corpus. Nous l'avons donc abandonnée.

[47]« La langue dispose donc de mots qui ainsi appliquées à des événements sociaux, les décrivent en les évaluant. Autrement dit, dans le discours, le choix de l'un de ces mots [*le crime, l'assassinat, le délit, le viol, etc.*] pour désigner le factuel social marque une évaluation » (Galatanu 1994:76).

[48]Ici, nous tenons compte du sens propre de ces adjectifs et nous faisons l'abstraction de leurs significations figurées.

Il est évident que la « subjectivation » implique le locuteur d'une manière plus forte que « l'objectivation » : *beau* implique le locuteur plus fort que *rond*.

Le « potentiel d'évaluation » veut dire que les mots non marqués axiologiquement au niveau de la langue peuvent s'axiologiser dans le discours, sous l'influence du co(n)texte. Par exemple,

Cette nappe est carrée, elle ne convient pas.

dans cet énoncé, l'adjectif *carrée*, initialement vide de coloration axiologique, a reçu une évaluation (axiologique pragmatique) négative sous l'influence du contexte (on a besoin d'une nappe ronde pour une table ronde).

12.2. Axiologique dans le discours

L'axiologisation au niveau du discours étudie les éventuelles réalisations-reconstructions de l'évaluation des représentations du monde dans le discours. Cette évaluation inscrite au niveau de la langue peut être activée ou désactivée dans le discours, elle peut prendre une orientation positive ou bien une orientation négative. Cela veut dire que le discours construit une orientation axiologique permettant de faire une réévaluation des représentations du monde par rapport à celle de la langue. Cette orientation axiologique peut se faire au prix de l'affaiblissement, voire de l'interversion de la valeur positive ou négative de certaines entités linguistiques.

Notre objet d'étude, **le phénomène d'axiologisation discursive,** se définit donc pour nous,

- ✓ **sur le plan général,** comme l'étude des transformations pouvant intervenir dans le contenu modal axiologique d'un lexème lorsque celui-ci est employé en discours ;
- ✓ **sur le plan concret,** comme l'étude de l'orientation de l'évaluation de la description du factuel (social et/ou politique) soit vers le pôle positif, soit vers le pôle négatif : tantôt réalisant, tantôt déréalisant le potentiel axiologique inscrit dans la signification.

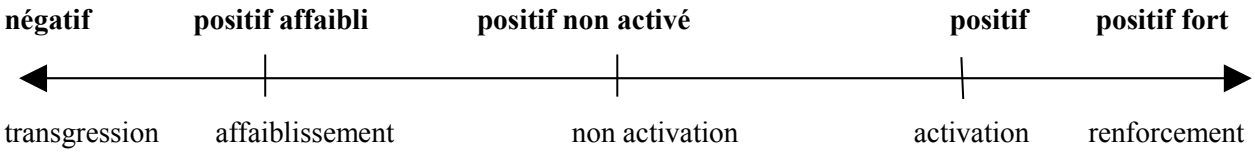
Ce potentiel axiologique peut être activé, voire renforcé, ou au contraire, affaibli, voire interverti, par l'environnement sémantique de l'entité linguistique mobilisée par le discours et/ou par son contexte pragmatique (Galatanu 2004:2). L'étude du phénomène d'axiologisation discursive est une étude du fonctionnement discursif axiologique rendant compte des mécanismes discursifs mis en œuvre pour re-construire des systèmes d'évaluation du monde (cf. § 12.2.2.1 et § 12.2.2.2 du présent Chapitre).

En paraphrasant Cozma (2009:92), nous pourrions dire que l'axiologisation discursive est une porte ouverte sur les évaluations (dé)valorisantes du sujet communiquant, car « faire usage d'axiologique, c'est dans une certaine mesure "parler de soi" » (Kerbrat-Orecchioni 2002:92). L'étude des valeurs axiologiques n'a donc pas de sens en dehors de l'analyse du discours ou de l'analyse énonciative.

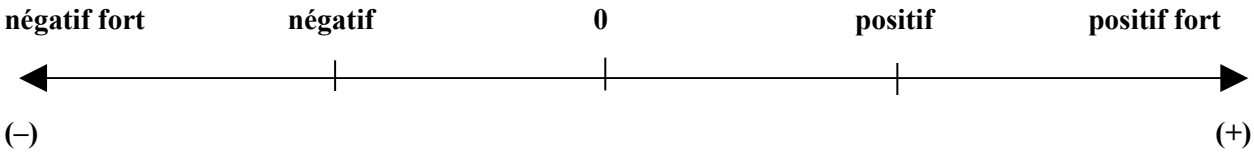
12.2.1. Échelle d'évaluation axiologique et le taux de la charge évaluative dans le discours

Il y a deux types d'échelle du traitement discursif de la valeur axiologique d'un monovalent positif que nous utiliserons pour analyser l'axiologisation de *harmonisation européenne (des formations),* dans les articles du *Monde*. Une échelle est prévue pour les valeurs axiologiques **inscrites dans la signification**, dans notre cas ce sont le pragmatique positif et l'hédonique-

affectif positif. En fonction des mécanismes mis en œuvre pendant le traitement discursif, la valeur axiologique positive peut être non activée, activée, renforcée, affaiblie, voire transgressée. Nous pouvons donc avoir le positif non activé (non activation), le positif (activation), le positif fort (renforcement), le positif affaibli (affaiblissement) ou bien le négatif (transgression) :



Nous proposons aussi une autre échelle qui est valable pour le traitement discursif des valeurs axiologiques qui ne sont **pas inscrites dans la signification** (au niveau de la langue) mais dont le monovalent positif peut être éventuellement chargé dans et par le discours :



Les degrés de cette échelle diffèrent de la première et cette différence vient, nous tenons à le souligner, de la non-inscription des valeurs axiologiques.

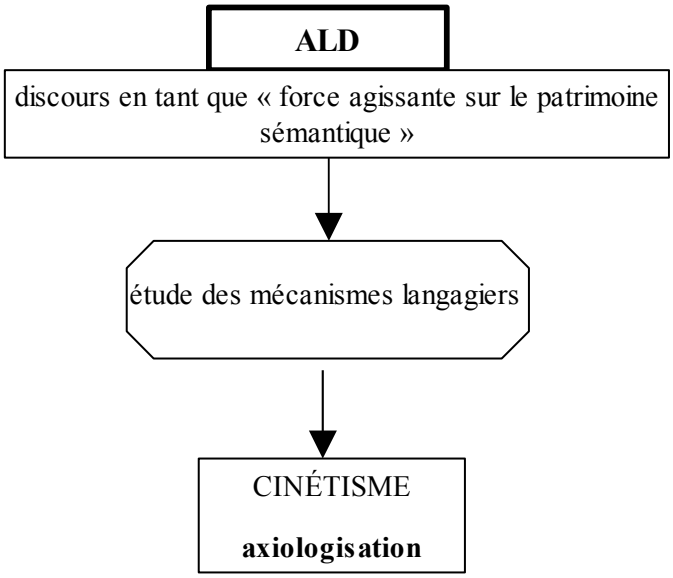
Le zéro indique que les valeurs axiologiques qui ne sont pas inscrites, au niveau de la langue, dans la signification de la lexie *harmonisation européenne (des formations),* à savoir l'éthique-moral, l'esthétique et l'intellectuel (cf. § 2 du Chapitre 9), ne sont pas présentes dans les occurrences discursives de la lexie, car il n'y a pas de contamination co(n)textuelle propice à leur chargement discursif.

Dans tous les autres cas (le positif ou le positif fort et le négatif ou le négatif fort) les valeurs non inscrites apparaissent dans les occurrences discursives de *harmonisation européenne (des formations)* sous l'influence de la contamination co(n)textuelle. Alors, le discours peut charger le monovalent de ces valeurs soit en orientant l'évaluation axiologique dans le sens positif, soit dans le sens inverse, le taux d'axiologisation discursive variant selon le co(n)texte.

12.2.2. L'analyse linguistique du discours et l'axiologisation

Les recherches menées au sein de l'analyse linguistique du discours (l'ALD) portent « sur l'activation des valeurs modales axiologiques pour les nominaux bivalents et sur le renforcement ou l'affaiblissement, voire l'interversion des valeurs portées par les nominaux axiologiquement monovalents, et, *ipso facto*, sur la re-construction discursive des systèmes de valeurs » (Galatanu 2000b:87). L'ALD est donc particulièrement concernée par l'axiologique, car les mécanismes dont elle s'occupe, sont les mécanismes d'axiologisation discursive.

L'ALD se consacre à l'étude du phénomène d'axiologisation discursive dans la mesure où elle étudie les mécanismes de la re-construction du système des valeurs axiologiques dans et par le discours. De la même manière, elle est liée aussi à l'étude du cinétisme sémantique et à l'étude du discours en tant que « force agissante sur le patrimoine sémantique ».



Dans les sections à suivre nous présenterons donc cette partie de l'ALD qui s'occupe des mécanismes d'axiologisation de la signification dans et par le discours, tels qu'ils sont élaborés par Galatanu. Rappelons que dans le § 8 du Chapitre précédant nous avons parlé des mécanismes de construction et de reconstruction de la signification linguistique. Plus loin, nous ré-aborderons le même sujet mais dans le cadre du phénomène d'axiologisation discursive.

Il est à noter que les mécanismes d'axiologisation qui sont mis en œuvre par le discours dans le processus de production du sens des énoncés sont calculés à partir des déploiements du potentiel argumentatif des unités lexicales. Le potentiel ancré dans les seules significations lexicales (**hors interférences contextuelles**) peut suffire pour interpréter leur déploiement discursif dans la production du sens des énoncés. Et ce sont les **mécanismes sémantico-discursifs**, dans ce cas, qui assurent le déploiement discursif de l'unité lexicale dans le processus d'axiologisation discursive.

Mais le potentiel sémantique ancré dans les significations lexicales peut ne pas suffire pour interpréter leur déploiement discursif dans la production du sens des énoncés. Dans certains cas, ce potentiel sémantique a besoin d'être **complété par l'information contextuelle** pour une lecture sémantique normale. Dans ce cas, le déploiement discursif de la signification est assuré par les **mécanismes pragmatico-discursifs**.

12.2.2.1. Mécanismes sémantico-discursifs d'axiologisation discursive de la signification

1. Activation. Les mécanismes sémantico-discursifs, déployant le potentiel discursif des mots conformément à leur protocole sémantique, peuvent tout simplement **activer** le potentiel sémantique (Galatanu 2009b:326), y compris le potentiel axiologique, de la signification lexicale comme dans les énoncés suivants[49]:

> *C'est une **réforme** de l'enseignement supérieur: elle va améliorer la qualité des études.*

[49]Autant que faire se peut, nous citons les exemples du corpus ; en cas d'absence d'exemples convenables nous les inventons comme dans ce cas.

*Il est **patient**, il peut attendre une heure de plus.*

Mais ces mécanismes sémantico-discursifs peuvent aussi déployer ce potentiel en le renforçant ou en l'affaiblissant *(ibidem)*.

2. Renforcement. Pour renforcer ou pour affaiblir le potentiel axiologique des unités lexicales le discours peut utiliser les modificateurs sémantiques réalisants ou déréalisants.

*(...) le seul domaine où il existe une **réelle** harmonisation concerne la politique des visas. (16,2)*

*Elle [l'Union Européenne] doit (...) rechercher une **plus grande** harmonisation (...). (54,1)*

Dans ces séquences discursives, le renforcement se fait à l'aide des modificateurs réalisants *réelle* et *plus grande* qui augmentent le taux d'évaluation axiologique pragmatique positive inscrite dans la signification du mot *harmonisation*.

3. Affaiblissement. Voilà deux autres séquences discursives illustrant le cas de l'affaiblissement :

*Cette **modeste** harmonisation a engendré une certaine convergence des taux normaux de TVA (...). (31,1)*

***Improbable** harmonisation. (71, titre)*

Les modificateurs déréalisants *modeste* et *improbable* affaiblissent la valeur axiologique pragmatique positive de la lexie *harmonisation*.

4. Flexion de polarité axiologique. Dans l'énoncé

*Plus généralement, cette réforme **ne propose aucune solution** au malaise essentiel qui mine les universités. (15,5)*

pour déployer le potentiel discursif du mot *réforme,* le discours a mis en œuvre un autre mécanisme sémantico-discursif, celui de flexion de polarité axiologique (pragmatique positive). Le potentiel de la lexie *réforme* est activé sous sa forme transgressive [réforme PT non solution], car normalement la réforme doit améliorer l'état des choses en apportant la solution aux problèmes existants[50].

Dans tous ces exemples cités, il s'agit de la **construction** de la signification des unités linguistiques analysées conformément à leur protocole sémantique, à l'aide des mécanismes sémantico-discursifs : l'activation, le renforcement, l'affaiblissement et la flexion de polarité axiologique. Dans les trois derniers cas, il y a eu, respectivement, l'atténuation, l'augmentation et la flexion de la charge axiologique pragmatique positive des lexies *harmonisation* et *réforme.* C'est sous l'influence de la contamination cotextuelle, y compris des modificateurs sémantiques réalisants et déréalisants, que ces changements ont eu lieu dans les significations des lexies, mais ces changements n'ont pas amené à la re-construction de leur signification.

[50]La définition de *réforme* : « Changement qu'on apporte (dans les mœurs, les lois, les institutions) afin d'en obtenir de meilleurs résultats (=> **amélioration**) » (Le Robert Pratique).

12.2.2.2. Mécanismes pragmatico-discursifs d'axiologisation discursive de la signification

En parlant des mécanismes pragmatico-discursifs, nous allons parler des incidences sémantiques des déploiements discursifs des significations lexicales **dépendant du contexte** dans la production des énoncés (Galatanu 2009b). Par manque d'exemples opportuns dans notre corpus, nous expliciterons ces mécanismes en citant, principalement, les exemples de Galatanu (2009b:330 sq.).

1. L'insertion d'un nouveau stéréotype dépendant du contexte socio–culturel. Pour avoir une lecture sémantique normale, l'exemple

> *Elle est **intelligente**, pourtant elle n'est pas étudiante à l'École Polytechnique.*

exige un contexte permettant d'imaginer un **nouveau stéréotype** qui pourrait autoriser la conformité des DA aux PA : [capacité de compréhension des choses difficiles DC étudiante à l'école polytechnique], produisant le PA [intelligente DC étudiante à l'école polytechnique]. Pour expliquer ce lien argumentatif inhabituel, nous avons recours au monde référentiel de l'énoncé. Or, dans l'univers référentiel de cet énoncé, l'association de l'intelligence des femmes aux études polytechniques est ancrée dans la culture française (Galatanu 2009b). Il y a donc l'insertion d'un nouveau stéréotype dépendant du contexte socio-culturel entraînant la réconstruction de la signification de l'adjectif *intelligente*.

2. Flexion de polarité discursive avec l'insertion de la nouvelle zone axiologique. L'énoncé

> *Il est **beau**, mais il est marié.*

propose le lien argumentatif entre *beau* et *marié* qui est transgressif [beau PT marié] et qui n'est pas justifié par le protocole sémantique du mot *beau* mais qui est justifié par une information contextuelle (« la recherche d'un mari »). Ce lien active une zone axiologique pragmatique qui n'est pas inscrite dans la lexie *beau* qui est un marqueur d'évaluation esthétique. Il y a donc une insertion d'une nouvelle zone axiologique dans le sens de *beau* dans le cadre de cet énoncé [beau DC pragmatique (-)]. A la différence de l'exemple précédent, cette insertion de la nouvelle zone axiologique dans le sens discursif de *beau* n'implique pas une re-construction sémantique lexicale. Pour Galatanu, il est congruent à des phénomènes de flexion de polarité du sens discursif, dépendant du contexte (Galatanu 2009b:331).

Voilà l'exemple de notre corpus illustrant le même phénomène :

> *Dans un premier temps, le ministre s'est attaché à **déminer les pièges** contenus dans ce projet d'harmonisation européenne. (18,94)*

Dans cette séquence discursive, l'expression *déminer les pièges*[51] fait apparaître la valeur éthique-morale négative dans le sens de la lexie *harmonisation européenne (des formations)* [harmonisation européenne DC éthique-moral (-)] qui, initialement, n'est pas inscrite dans la signification. Il y a donc la flexion discursive de la lexie *harmonisation européenne (des formations)* avec l'insertion d'une nouvelle zone axiologique, celle de l'éthique-moral négatif. Mais le nouveau lien argumentatif, entraînant une flexion de polarité discursive, n'entraîne pas pour autant la flexion de polarité sémantique.

[51]Définition de *piège* : « Artifice pour mettre qqn dans une mauvaise situation » (La Robert Pratique).

3. Flexion de polarité discursive et sémantique avec l'interversion du potentiel argumentatif

*a) Soyez **raisonnable**, achetez-vous une voiture de luxe.*

La reconstruction de la signification de la lexie *raisonnable* dans le cadre de cet énoncé propose le bloc d'argumentation [raisonnable DC luxe] qui n'est pas conforme au protocole sémantique du mot *raisonnable.* Il y a lieu l'interversion du potentiel argumentatif de ce mot : [raisonnable PT luxe] → [raisonnable DC luxe]. Ainsi, la construction du sens discursif produit un phénomène de flexion de polarité sémantique (Galatanu 2002a, b).

*b) Toutes les **bonnes choses** sont soit immorales, soit illégales, soit elles font grossir.*

Dans cet exemple la non-conformité au protocole sémantique de l'expression *bonnes choses* va plus loin, puisque le sens discursif s'appuie sur des DA qui ne correspondent même pas à la zone sémantique des PA de la lexie : [bonnes choses DC immorales <déontique>], [bonnes choses DC illégales <éthique-maral (-)>] et [bonnes choses DC prise du poids <hédonique-affectif (-)>]. *Bonnes choses* ne comporte pas parmi ses PA la zone du déontique et encore moins, la zone morale–éthique ou celle dans laquelle s'inscrit la prise de poids. L'ajout d'un stéréotype proposé par le sens discursif s'accompagne d'une flexion de polarité discursive et sémantique dans cet exemple.

Voilà un exemple de notre corpus proposant un nouveau stéréotype avec une flexion de polarité discursive et sémantique :

***L'harmonisation** [européenne] est un rêve de bureaucrate, réplique Claude Emmanuel Triomphe. La tradition des relations sociales, les habitudes culturelles ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre (...). (95,1)*

Nous avons le DA [harmonisation européenne DC rêve de bureaucrate] dénotant les valeurs modales <doxologique> et <pragmatique (-)>. Ce DA propose un nouveau stéréotype avec la nouvelle valeur modale, celle de jugement de vérité <exclu>, entraînant la flexion de polarité discursive et sémantique.

Galatanu distingue donc trois types de phénomènes pragmatico-discursifs de la re-construction de la signification linguistique :

➔ des mécanismes pragmatico-dscursifs entraînant une flexion de polarité discursive sans entraîner pour autant de flexion de polarité sémantique, comme dans le cas (2) **;**

➔ des mécanismes pragmatico-discursifs s'appuyant sur des phénomènes sémantiques **d'interversion** du potentiel argumentatif, s'accompagnant non seulement d'une flexion de polarité discursive, mais également d'une flexion de polarité sémantique, comme dans l'exemple de (3a) ;

➔ des mécanismes pragmatico-discursifs s'appuyant sur des phénomènes **d'insertion** de nouvelles associations dans la strate « stéréotypes » de la signification lexicale, pour permettre une interprétation des DA comme conformes aux PA, s'accompagnant d'une flexion de polarité discursive et sémantique, comme dans les exemples de (3b).

12.2.3. Mécanismes d'axiologisation et le phénomène de (re)construction de la signification

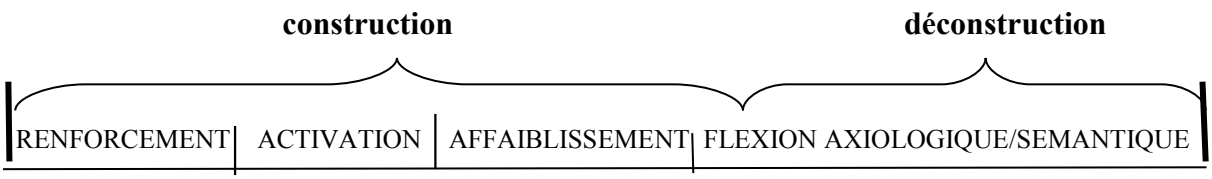
Les phénomènes décrits dans (2) et (3) sont non seulement des mécanismes pragmatico-discursifs de construction du sens, mais également des mécanismes sémantico-discursifs de construction de significations lexicales non-conformes au protocole sémantique des mots mobilisés. Le discours propose ainsi de nouvelles significations lexicales, dépendantes du contexte, soit par interversion du potentiel argumentatif des mots, soit par insertion de nouvelles associations argumentatives dans la strate des stéréotypes.

Mécanismes d'axiologisation discursive de la signification lexicale	
Conduisant à la construction (activation) de la SL	Provoquant la re(dé)construction de la SL, *id est* son cinétisme
Mécanismes sémantico-discursifs (déploiement du potentiel sémantique de la SL ; la conformité des DA au protocole sémantique)	**Mécanismes pragmatico-discursifs** (transgression du potentiel sémantique de la SL ; recours à l'information contextuelle ; la non conformité des DA au protocole sémantique)
• **activation** • **renforcement** • **affaiblissement** • **flexion de polarité axiologique** (= transgression du potentiel axiologique)	• **flexion de polarité discursive** avec l'apparition de la nouvelle zone axiologique • **flexion de polarité discursive et sémantique** avec l'interversion du potentiel argumentatif • **flexion de polarité discursive et sémantique** avec l'insertion d'un nouveau stéréotype

Nous voyons que les mécanismes qui sont mis en œuvre pour la reconstruction et pour la re(dé)construction de la signification linguistique ne sont pas les mêmes.

Les mécanismes de construction qui déploient le potentiel argumentatif conformément au protocole sémantique de l'unité lexicale sont le renforcement, l'activation, l'affaiblissement et la flexion de polarité discursive.

Les mécanismes de re(dé)construction qui transgressent le protocole sémantique de la lexie est la flexion de polarité sémantique (qui sous entend la flexion de polarité discursive) avec l'interversion du potentiel argumentatif ou avec l'insertion d'un nouveau stéréotype.



12.2.4. Mécanismes de la SPA par rapport aux mécanismes de la TDT

Nous avons vu dans le § 1.1.2.1 du premier Chapitre que Ducrot (1995b) s'est déjà servi des mécanismes de 'renforcement', 'affaiblissement' et 'inversion' dans le cadre de la théorie des topoï (TDT). Pour Galatanu, ces mécanismes (mais en nombre élargi) servent pour analyser les processus de (re)construction des significations. Pour mieux voir le rapport entre les concepts chez Ducrot et chez Galatanu, nous proposons un tableau de corrélations des termes dans les deux théories.

<table>
<tr><td rowspan="2">TDT</td><td>RÉALISATION</td><td colspan="2">DÉRÉALISATION</td></tr>
<tr><td>renforcement</td><td>affaiblissement</td><td>inversion/flexion</td></tr>
<tr><td rowspan="2">SPA</td><td colspan="2">CONSTRUCTION</td><td>DÉCONSTRUCTION</td></tr>
</table>

Il s'agit des mêmes mécanismes, mais leur interprétation n'est pas la même, car, premièrement, ils s'appliquent aux phénomènes de deux niveaux différents. Ducrot, en décrivant le phénomène de réalisation/déréalisation, se sert de ces mécanismes pour expliquer le sens discursif des mots **dans le cadre d'un énoncé**, dans le cadre cotextuel. Galatanu dépasse largement le cadre cotextuel dans ses analyses : elle va dans l'**univers plus vaste du discours,** y compris l'environnement contextuel. Au fur et à mesure qu'on augmente l'unité au sein de laquelle se passe l'analyse, la sémantique se complique et la théorie ducrotienne ne suffit pas. Ducrot, restant dans le cadre de l'énoncé, tenait compte des modificateurs réalisants et déréalisants. Galatanu, dépassant le cadre de l'énoncé, est obligée de tenir compte de ces modificateurs sémantiques[52], mais aussi des autres moyens linguistiques (étiquettes verbales et nominales) et non linguistiques (situation contextuelle, contexte socio-culturel, nous y ajoutons les reprises réalisantes et déréalisantes) modifiant le contenu sémantique.

Deuxièmement, l'objet auquel s'appliquent les mécanismes n'est pas tout à fait le même dans la TDT et la SPA. C'est vrai que dans les deux cas il s'agit du passage de la signification lexicale au sens discursif. Mais ce qui intéresse Ducrot lors de ce passage, c'est la réalisation/déréalisation de **la force d'applicabilité du prédicat**, et ce qui intéresse Galatanu c'est la construction-déconstruction du **potentiel des valeurs modales**, des valeurs axiologique avant tout.

[52]Les modificateurs réalisants et déréalisants correspondent aux qualifiants des noms et aux caractérisants des verbes dans la théorie de la modalisation de Galatanu.

Deuxième partie : Caractéristiques du mot 'harmonisation'

Cette partie de la recherche est destinée à révéler les caractéristiques spécifiques au mot *harmonisation.* D'abord, nous l'analyserons en tant que nominalisation verbale. À propos de cette catégorie de noms, Benveniste a dit, encore en 1948 :

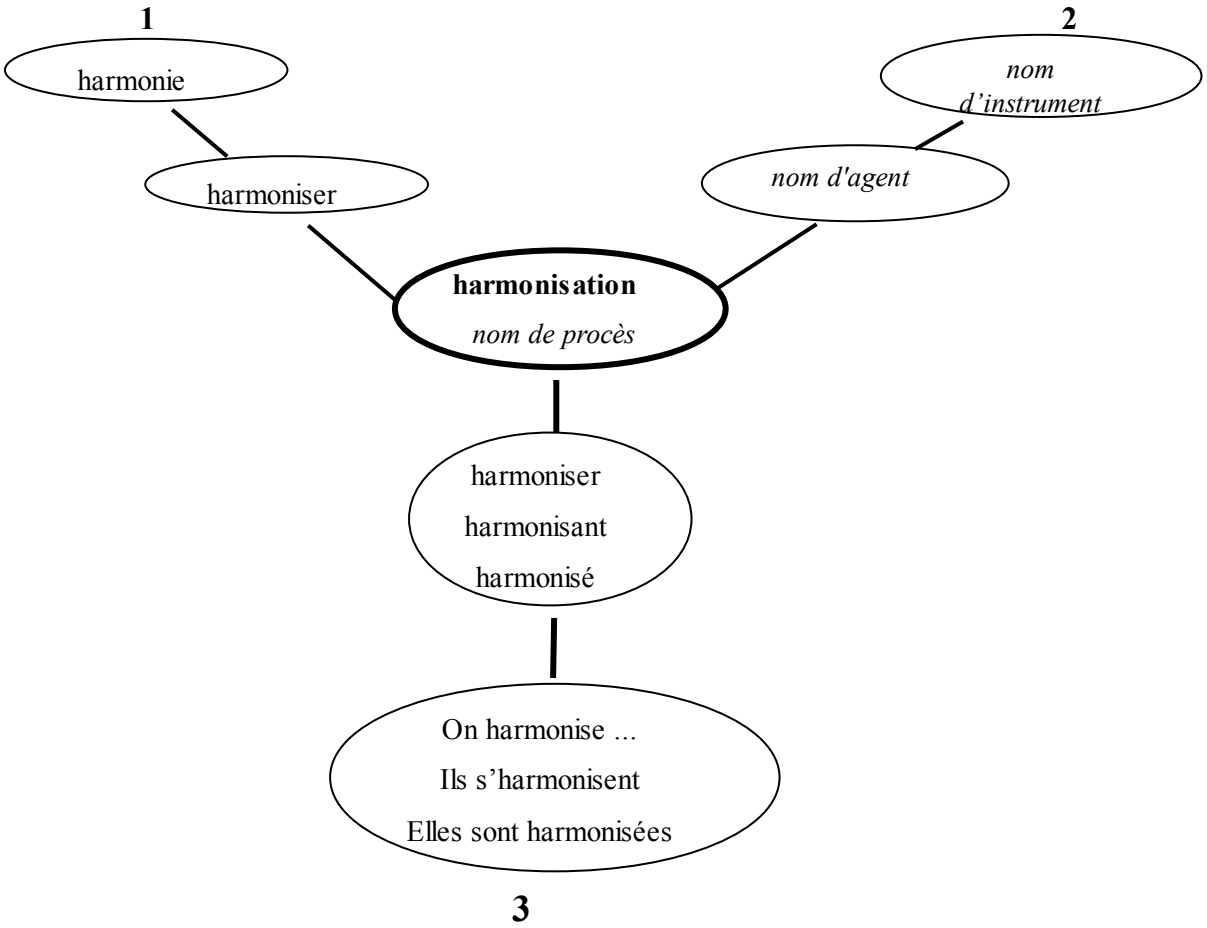
> « Les classes de noms dits « abstraits » constituent en indo-européen **une des catégories les plus intéressantes**, en apparence les plus claires, et dont l'étude pose des questions intra- ou extra-linguistiques de haute portée. Mais en réalité la description et l'analyse en reste si insuffisantes qu'on ne saurait encore **embrasser le problème dans toute son extension** » (Benveniste 1948:64) (Nous soulignons).

Sans doute, cinquante ans après, on arrive à mieux cerner le problème de la nominalisation ; l'étude des déverbaux en français, depuis, s'est enrichie en description et en analyse et a prouvé, d'ailleurs, la justesse de l'intuition de Benveniste sur la classe de nominalisation verbale (« une des catégories les plus intéressantes »). Il est vrai que cette catégorie de mots est un phénomène intéressant qui, de nos jours, est abordé avec des approches d'étude différentes, chaque approche apportant sa pierre à l'édifice de la compréhension et de l'appréhension de sa complexité. C'est ce que, en tout cas, nous essayons de montrer en début du Chapitre 3. Au sein de ce chapitre, nous analyserons le mot *harmonisation* en tant que nom de procès, en mettant en lumière ses caractères spécifiques vus sous divers angles. Notre préférence étant liée à l'approche cognitive, l'étude de l'aspect cognitif prendra donc une extension plus importante par rapport aux autres.

Nous terminerons les caractéristiques du mot *harmonisation* par sa description sémantique du point de vue des valeurs modales inscrites dans la signification. Étant donné que cette dernière a une structure stratifiée (dans l'interprétation de la SPA), nous parlerons de la manière dont les valeurs modales s'inscrivent dans les strates de la signification (cf. Chapitre 4).

Chapitre 3. *'Harmonisation'* en tant que nom de procès

L'objectif principal de ce chapitre est de mieux faire apparaître les propriétés inhérentes à la nature profonde des noms de procès en général, et du mot *harmonisation* en particulier. Pour ce faire, d'abord, nous présenterons les différentes approches de la théorie de la nominalisation, ensuite, nous analyserons le mot *harmonisation* sur trois axes de natures différentes : **1)** celui qui est en relation avec son origine et sa filiation dérivationnelle (axe étymologique), **2)** celui qui est en relation avec sa nature nominale (axe de morphologie lexicale) et **3)** celui qui est en relation avec sa nature verbale (axe verbo-nominal)[53]. A partir de ces dites considérations et en nous inspirant de la représentation schématique du système de relations et d'oppositions d'un mot de Saussure[54], nous proposons, ci-dessous, le schéma relationnel du mot *harmonisation* qui nous servira de support lors de son analyse :



[53]Autrement dit, chaque axe représente un paradigme de mots dont *harmonisation* fait partie : l'axe étymologique – le paradigme de mots qui font partie de son parcours de dérivation (étymologique) ; l'axe de morphologie lexicale – le paradigme de mots dérivés des verbes ; l'axe verbo-nominal – le paradigme de la catégorisation grammaticale.

[54]Saussure 1972:175, repris aussi par Chevalier et al. 2002:58.

Sur chaque axe, nous confronterons *harmonisation* avec d'autres mots ou avec d'autres paradigmes de mots dans le but de faire ressortir ses caractères spéciaux. Dans un premier temps, nous l'analyserons sur l'axe étymologique : par rapport à la chaîne de parcours de sa formation (*harmonie → harmoniser → harmonisation*). Ensuite, sur l'axe de morphologie lexicale, nous le mettrons en rapport avec d'autres déverbaux (nom d'action – nom d'agent – nom d'instrument – nom de lieu – etc.). Enfin, sur l'axe verbo-nominal, nous le comparerons avec le verbe : avec ses formes personnelles et non personnelles (notamment l'infinitif). Eu égard à l'objectif de ce chapitre, l'axe verbo-nominal est prioritaire, d'où le volume beaucoup plus important de l'étude du troisième axe par rapport aux deux premiers.

Remarquons que nous ne nous contenterons pas d'un simple constat des caractéristiques spécifiques propres au sémantisme des noms de procès (la nature « hybride » verbo-nominale, la prégnance de la notion de procès, la densité sémantique, le synthétisme grammatical, la compression informationnelle (cf. § 3.4.4 du même Chapitre)[55], mais nous essaierons de répondre aussi aux questions : Pourquoi tout cela ? D'où proviennent et à quoi sont dues toutes ces particularités qui ont permis à Sériot d'appeler la nominalisation un « **phénomène rebelle** » (1986:23) ?

1. Sur la nominalisation

1.1. Problème de terminologies et de définitions

Le survol de la littérature linguistique fait voir que les mots tels que *harmonisation, innovation, amélioration, approbation, etc*. sont issus d'un processus transformationnel et portent, dans la grammaire, le nom de ce processus transformationnel : **« nominalisation »** (Arrivé et al. 1986, Sériot 1983, 1985, 1986)**.** Souvent, on précise le type de nominalisation, par exemple, **« nominalisation rectionnelle verbalo-affixale »** (Tutescu 1972:227-247), **nominalisation signalant la « réification »** (Talmy 1992:27, Langacker 1991:109), **« nominalisation nucléaire »** (Ulland 1993:15), **nominalisations (verbales) « action »** (Dubois, Dubois-Charlier 1999:14), **nominalisation désignant le procès** (Riegel et al. 2004:544), **nominalisation événementielle** (achevée ou inachevée) (Van de Velde 2006).

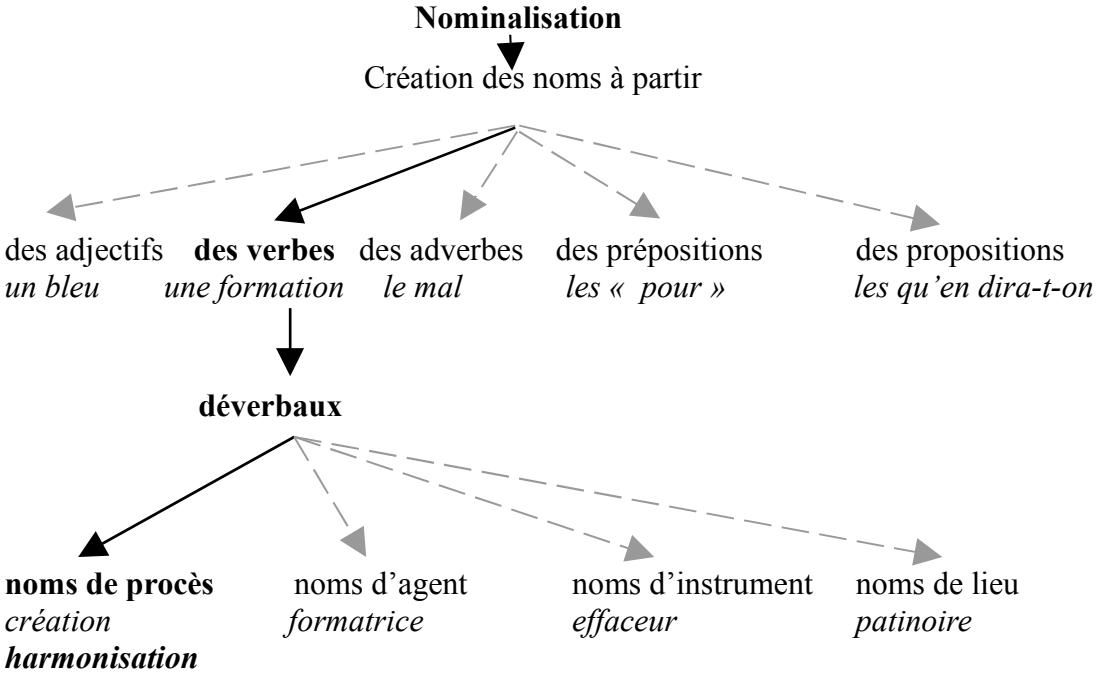
En même temps, ces mêmes mots *harmonisation, innovation, amélioration,* etc. peuvent être appelés aussi parfois **« noms d'action »** (Benveniste 1948, Tesnière 1959:403, Flaux, Van De Velde 2000:104-112), **« noms recteurs »** (Castagne, Palma 2001:4), « **noms prédicatifs »** (Pasero et al. 2004:85) ou bien « **noms déverbaux »** (Huot 2001:73), **« substantifs déverbaux** » (Greimas 1986:157).

Quant à nous, nous les appellerons **« noms de procès »,** ce choix est lié à l'approche de la catégorisation des types de procès que nous adoptons (cf. § 2.2.2 du présent Chapitre). Pour le moment nous nous contenterons juste de dire, premièrement, qu'il faut comprendre le terme « procès » au sens générique : une « catégorie qui subsume les états et les événements » (Gosselin 2005:87)[56]. Deuxièmement, comme ce terme est employé pour caractériser le sémantisme propre à la catégorie verbale (Riegel et al. 1994:244), par la désignation « nom de

[55]Cf. aussi la caractéristique de la nominalisation chez Sériot : « La nominalisation se situe dans une zone trouble, dans une région-frontière entre la syntaxe et le lexique, entre la syntaxe et la sémantique » (1983:81).

procès» nous soulignons **la prégnance de la notion de procès** dans leur sémantisme ce qui, d'emblée, les met à part parmi d'autres substantifs dérivés du verbe (nom d'agent, nom d'instrument, etc.).

Dans une première approche, nous entendons par le terme « nom de procès » **les noms qui sont dérivés du verbe et qui désignent le procès et/ou son résultat**. Autrement dit, les noms de procès sont issus d'un processus transformationnel de nominalisation du sémantème verbal à l'aide des suffixes ou sans. Nous donnerons plus tard une définition plus large du terme « nom de procès » (cf. § 3.4.4 du présent Chapitre). En revanche, nous proposons dès maintenant le schéma illustrant la place des noms de procès dans le processus transformationnel de nominalisation[57] :



Ce schéma met en évidence les rapports entre les termes : **'nominalisation' – 'déverbal' – 'nom de procès'** ; les termes dont nous nous servirons pour analyser le mot *harmonisation.*

En tant que phénomène grammatical, la nominalisation est étudiée en linguistique dans une perspective morphologique, syntaxique, sémantico-syntaxique, textuelle, énonciative et cognitive. Ci-dessous nous présenterons, en grande ligne, l'étude de la nominalisation dans ces domaines à travers les ouvrages qui ont nourri notre réflexion sur la théorie des noms de procès.

1.2. Divers aspects de la nominalisation

La nominalisation dans **la perspective morphologique** s'intéresse à l'étude des mots dérivés, ou à la dérivation lexicale. La nominalisation y est définie comme **la création des noms à partir d'autres mots** (à l'aide des suffixes ou sans suffixes) (*bleu → bleuté, courir → coureur, porter → le port*). Quant à la création des noms concrètement à partir des verbes, ce

[56] Cf. aussi la définition du « procès » chez Fuchs&Léonard: « c'est donc une représentation linguistique particulière d'un événement extra-linguistique» (1979:318).

[57] Nous comprenons la nominalisation comme « création d'une unité lexicale nouvelle de la classe du nom : le bleu, le moi, la construction, etc. » (Arrivé et al. 1986 :423).

processus de la suffixation d'une base verbale est défini comme « **déverbalisation** », et les noms sont appelés **« déverbaux »** (voir le schéma ci-dessus)**.** « (…) ces noms (…) sont souvent considérés comme les dérivés des verbes qui leur sont morphologiquement apparentés » (Huot 2001 :73), ils ont «toujours un sens très proche de celui des verbes auxquels ils sont liés par la forme, comme en témoignent les définitions des dictionnaires (…) » (*ibidem :*77). Ce sont les valeurs des suffixes nominaux qui sont au centre d'attention dans la perspective morphologique : « Les noms ainsi formés peuvent désigner, selon les suffixes employés, le procès proprement dit (orienté vers l'actant sujet : *Les cours s'effondrent → l'effondrement des cours* ; orienté vers l'objet *Luc analyse le problème → l'analyse du problème*), l'agent du procès (*protéger → protecteur ; analyser → analyste*), l'instrument du procès (*arroser → arrosoir*), l'endroit où s'effectue le procès ((*se) baigner → baignoire*), etc. » (Riegel et al. 2004:544).

La nominalisation dans **la perspective syntaxique** (Ulland 1993, Dubois, Dubois-Charlier 1999, Pasero et al. 2004) donne la primauté à l'étude des syntagmes dérivés, ou à la dérivation phrastique. On sous-entend sous la nominalisation **la conversion d'une phrase en un syntagme nominal** (*les prix ont fortement baissé → la forte baisse des prix*). L'attention est portée, ici, sur les rapports entre des syntagmes nominaux et des phrases dont ils sont issus.

Dans son ouvrage « Les nominalisations agentives et instrumentales en français moderne » (1993) Ulland présente une analyse dans la perspective syntaxique qui est centrée « sur la question de savoir comment et dans quelle mesure les nominalisations agentives et instrumentales peuvent contenir (ou si l'on veut : avoir) des actants et des circonstants » (p.19). Dans le premier chapitre il donne une présentation critique de quelques travaux sur la nominalisation (Lees (1966), Dubois (1969), Chomsky (1970), Tutescu (1972), Gross (1975, 1986) cités par Ulland 1993:11-14). Dans le deuxième chapitre l'auteur propose la classification des nominalisations basée sur les fonctions syntaxiques des constituants de la phrase que l'on trouve chez Tesnière (p.15). Premièrement, il fait la distinction entre « nominalisation nucléaire », « qui désigne le procès exprimé par le verbe (*le noyau* de la phrase) », et « nominalisation *extra-nucléaire* », « qui désigne un des actants ou un des circonstants » (p.15). Deuxièmement, il divise la nominalisation extra-nucléaire en nominalisation actantielle et nominalisation circonstantielle. Il illustre cette double bi-partition par le verbe *patiner*. Ainsi, « le dérivé nominal *patinage* représente alors une nominalisation nucléaire. Une nominalisation actantielle donne *patineur* ou *patineuse*, alors que *patinoire* représente une nominalisation circonstantielle » (p.16).

Dubois et Dubois-Charlier consacrent aux nominalisations verbales le deuxième chapitre de leur ouvrage « La dérivation suffixale en français » (1999). En adoptant la méthode fondée sur les principes théoriques de Harris, Chomsky et Gross, ils analysent la dérivation suffixale « à partir des relations structurelles existant entre la formation des mots et la syntaxe de la phrase et de ses constituants » (p.13). « **Les nominalisations verbales** consistent en la transformation de deux phrases en une par enchâssement de la première comme groupe nominal constituant de phrase dans la seconde dite phrase principale » (p.14). Les auteurs distinguent deux types de nominalisations verbales :

1) **nominalisation « action »** *La destruction des vignes par la grêle a ruiné les viticulteurs* (← Le fait QUE les vignes ont été détruites par la grêle a ruiné les viticulteurs), la phrase enchâssée indique « l'**action** ou la **manière** de V » ;

2) **nominalisation « résultat »** *La construction est une tour de quinze étages* (← La N QUI a été construite est une tour de quinze étages), la phrase enchâssée indique « ce qui est le **résultat** de V » (pp. 14, 18).

Les auteurs analysent les propriétés syntaxiques et morphologiques des nominalisations. Ainsi, l'opposition singularité/pluralité ne fonctionne pas de la même manière pour les deux types de nominalisations verbales. Par exemple, le pluriel de la nominalisation « action » dans *les rédactions de la thèse à plusieurs reprises* désigne la **répétitivit**é de l'action, et le pluriel de la nominalisation « résultat » dans *les rédactions des élèves de 6A* exprime la **pluralité** des objets (p.18).

Le travail « Sur la syntaxe et la sémantique des groupes nominaux à tête prédicative » (2004) de Pasero, Royauté, Sabatier s'inscrit «dans le projet de formalisation d'une grammaire noyau du français (GNF) utilisable en particulier par le logiciel ILLICO pour analyser et synthétiser automatiquement des phrases » (p.83). Les auteurs présentent une analyse fine des groupes nominaux dont le nom de tête est un nom prédicatif (en raccourci : GN prédicatifs), ce dernier ayant comme propriété principale la possibilité de mettre en relation un ou plusieurs arguments (p.85). Étant donné que ce sont les nominalisations de verbe qui font, principalement, partie des noms prédicatifs (la part de deux autres catégories de substantifs étant moins importante), l'article décrit, surtout, la syntaxe des groupes nominaux avec un nom déverbal en tête (par exemple, *l'invitation de Léa par Max*). L'article comprend deux parties : la première est consacrée aux aspects syntaxiques des GN prédicatifs, la seconde à leur présentation sémantique en logique. Nous nous sommes intéressée surtout à la première partie, notamment aux propriétés les plus importantes des GN prédicatifs qui nous ont permis de décrire les propriétés syntaxiques du déverbal *harmonisation* (cf. § 2.3.2 du présent Chapitre).

La nominalisation dans **la perspective sémantico-syntaxique** est présentée par Van de Velde dans "Les noms en français : esquisse de classement" (Flaux, Van de Velde 2000) et dans « Grammaire des événements » (Van de Velde 2006). Dans le premier ouvrage, elle étudie la sémantique des noms d'action du point de vue du degré de nominalisation de la base verbale. Ainsi, à partir du degré d'éloignement du nom d'action de la signification verbale, elle distingue trois interprétations des noms dérivés de verbes (2000:105) :

> nom à interprétation de procès : *le bombardement de grandes villes allemandes (par l'aviation anglaise)*, *la traduction de la* Divine Comédie *(par une équipe de CNRS)*, *l'annonce (par le gouvernement) d'une augmentation des impôts ;*
>
> nom à interprétation d'événement : *les bombardements alliés sur Berlin, une annonce gouvernementale inattendue ;*
>
> nom à interprétation de résultat : *la traduction de Nerval du* Faust *de Goethe*.

Selon Van de Velde, dans « le nom à interprétation de procès » il y a le degré minimal de nominalisation, dans le nom à interprétation d'événement ce degré devient plus fort. Et « dans l'interprétation résultative, le N [nom] d'action cesse en réalité d'être tel et redevint un simple N concret » (p.106). Donc, selon le co-texte syntaxique du groupe nominal avec un nom d'action en tête et les déterminants employés, les noms d'action réalisent différemment leur nature verbo-nominale : dans certains cas c'est leur nature verbale qui prédomine, dans d'autres c'est leur nature nominale qui devient plus saillante.

Dans le deuxième ouvrage « Grammaire des événements » (2006), Van de Velde révise la catégorisation des nominalisations donnée précédemment. Cette fois, le même déverbal, selon sa distribution, peut avoir soit une interprétation d'action, soit une interprétation d'événement, soit une

interprétation de fait[58]. Par exemple, dans *Il décida de procéder le soir même à l'enlèvement de la jeune fille* c'est une **interprétation d'action** de l'expression *l'enlèvement de la jeune fille* qui est mobilisée. La même expression acquiert l'**interprétation d'événement** dans l'énoncé *L'enlèvement de la jeune fille eut donc lieu le soir même* et l'**interprétation de fait** dans la phrase *L'enlèvement de la jeune fille avait scandalisé le village* (p.35).

Van de Velde centre plus son étude sur le sémantisme des nominalisations événementielles parmi lesquelles elle distingue deux types : nominalisations inachevées et nominalisations achevées[59]. Pour les premières, le processus de la substantification du déverbal n'est pas achevé, le nom conserve une partie de ses propriétés verbales, notamment la structure argumentale (p.118), le nom déverbal reste donc prédicatif et conserve un argument correspondant toujours à l'argument du prédicat verbal. Pour les deuxièmes (nominalisations achevées), le processus de la substantification du déverbal est achevé, le nom perd totalement les propriétés verbales et se présente donc comme dépourvu de structure argumentale, il appartient pleinement à la catégorie des noms (p.118), le déverbal n'a pas besoin d'être saturé par aucun argument (p.164).

De la théorie des nominalisations de Van de Velde nous retenons l'idée de substantification achevée et non achevée.

Dans la perspective discursive, Charaudeau analyse la nominalisation dans « Grammaire du sens et de l'expression » (1992), le Chapitre 9 de la deuxième partie. Il traite de la nominalisation du point de vue onomasiologique (pp.403-404) et du point de vue sémasiologique (pp.410-412).

Du point de vue onomasiologique, la nominalisation représente le *processus* « transformé en un *être processuel* qui décrit le *résultat* d'une action (réellement ou potentiellement accompli) » (p.403), « qui pose l'action comme étant réalisée, et intègre, la plupart du temps, des actants » qui lui sont liés (p.410). Le trait sémantique propre à ces êtres processuels est la présence de l'idée de *dynamisme* : ils impliquent la notion de mouvement (itinéraire), dans l'espace ou dans le temps (p.19).

Du point de vue sémasiologique, la nominalisation représente la *configuration nominale* qui se développe, qui a une *opération de visée,* à partir du *processus.* « Cette configuration constitue un groupe nominal (syntagme) » (p.404) et « correspond à un ordre de description des événements qu'on peut appeler *nominalisation de l'action* [60] *(...)* » (p.410).

Chez Charaudeau nous trouvons deux points importants propres au sémantisme de cette configuration nominale :

---

[58] « (…) d'un bombardement quel qu'il soit on peut dire qu'il « est **une action** » (si on le considère d'un point de vue actif comme ce qu'un sujet accomplit) ou qu'il « est **un événement** » (si on le considère d'un point de vue passif comme ce qui arrive à la cible bombardée), (…) un bombardement déterminé, comme bombardement de telle cible particulière survenue à tel moment, est **un fait** » (Van de Velde 2006:33) (Nous soulignons).

[59] Cette distinction de Van de Velde prend son point de départ dans le travail de Grimshaw (1990) à qui on doit la découverte de l'existence de deux grands types de nominalisations (en anglais). Selon la nature argumentale, Grimshaw distingue les nominaux à « événements complexes » et à « événements simples ».

[60] Il est à noter que Charaudeau oppose *action* vs. *fait* : *l'action* est un processus qui se trouve sous la responsabilité d'un *agent* plus ou moins engagé (« le voleur a fui »), *le fait* est un processus qui se trouve hors de la responsabilité d'un *être-agent* (« le tuyau fuit ») (1992:378-379).

> « l'aspect *condensé* et *synthétique* de la description de l'action » par la nominalisation, ce qui explique qu'elle « soit abondamment utilisée dans les *titres d'ouvrage*, de *chapitres*, de *journaux* » (p.410) ;
>
> l'aspect plus *abstrait* de l'action désignée par la nominalisation, dû au « fait que le *processus* est conceptualisé en *être* – d'où le terme *d'être processuel* » (p.412).

Il faut remarquer que ces deux aspects, que nous partageons avec l'auteur, seront repris, développés et expliqués dans la section présentant notre point de vue sur le sémantisme des noms de procès (cf. § 3.4.4 du présent Chapitre). En revanche, nous nous différencions de Charaudeau quant à son point de vue sur le déroulement du procès exprimé par la nominalisation. Dès le début, il qualifie celle-ci en tant qu'être qui n'existe que comme **résultat d'un processus situé dans le temps** (p.18). Il insiste sur ce résultat final dans le sémantisme des êtres processuels tout au long du chapitre[61], rejetant la possibilité d'exprimer d'autres stades du déroulement du procès (début et déroulement) par la nominalisation (cf. § 3.4.1.2 du présent Chapitre pour notre point de vue).

Combette dans « Fonctionnement des nominalisations et des appositions dans le texte explicatif » (1988) traite de la nominalisation dans la perspective de **la sémantique textuelle**. Il analyse des nominalisations au niveau textuel, en rapport avec la question de « l'apport d'information véhiculé par les groupes nominalisés » (la redondance informationnelle, la progression rhématique, etc.) (p.109). Il présente deux cas : 1) la nominalisation en tant que substitut ; et 2) la nominalisation n'est pas un substitut.

Dans le premier cas où le groupe nominalisé joue un rôle de substitut, la nominalisation renvoie à un référent déjà évoqué ; et « le groupe nominalisé pourrait être développé sous la forme d'une phrase, qui serait redondante par rapport au contexte » (p.109).

> *En même temps que l'Empereur, on élisait les quatre grands dignitaires ...*
> ***Ces désignations** ne faisaient pas l'objet de scrutins au sein du collège électoral ...*

Dans cet exemple, la nominalisation *ces désignations*, correspondant à la phrase *on les désignait,* n'ajoute rien au contexte ; on aurait pu remplacer *ces désignations* par un substitut comme *ceci*. L'apport de l'information est ici négligeable, voire inexistante.

Dans le deuxième cas où le groupe nominalisé n'est pas un substitut, la nominalisation correspond à un référent entièrement nouveau et son remplacement par *ceci* n'est pas possible. Ainsi, dans l'exemple

> *Le tribut et le commerce faisait affluer à la capitale d'immenses richesses ; en même temps, **la suppression** des barrières politiques à l'intérieur de ce vaste territoire contribuait à un brassage général des idées ...*

la nominalisation *la suppression* « ne peut évidemment pas être remplacée par un simple substitut comme *ceci* ; le groupe sujet nominalisé doit être conservé sous une forme ou sous une autre » (p.109), car il ajoute des renseignements à une phrase déjà énoncée.

---

[61] Cf.: Chez Charaudeau dans la définition que nous venons de citée « le *résultat* d'une action (**réellement ou potentiellement accompli**) » (1992 :403) ou plus loin « Et comme cette action [exprimée par la nominalisation] est **censée s'être déjà réalisée (*présupposition*)**, (…) » (p.412) (Nous soulignons).

Nous trouvons une analyse riche du phénomène de nominalisation dans **la perspective énonciative** chez Sériot (1983, 1985, 1986, 1987) qui s'intéresse surtout à la nominalisation en russe dans le discours politique (dans la « langue de bois »). Malgré que les réflexions faites par Sériot porte sur la nominalisation russe, les idées principales qu'il avance sont aussi valables pour la nominalisation en français. Nous en citerons les plus pertinentes pour notre recherche.

1. Selon Sériot, « une même forme de surface de Nmz [nominalisation] peut se caractériser par une pluralité de fonctionnements » (1986:19), précisément il distingue deux types de fonctionnement des Nmz « en discours » : a) le fonctionnement verbal où la Nmz est reliée à un énoncé sous-jacent verbal, et b) le fonctionnement entièrement nominal où il n'y a pas de renvoi à un énoncé sous-jacent (p.15).

2. Il attire l'attention sur les ambiguïtés constantes d'interprétation lors du passage de la Nmz à l'énoncé sous-jacent, tandis que dans le sens inverse (l'énoncé verbal → la Nmz) il n'y a pas de problème d'ambiguïté[62]. Sériot explique ces problèmes d'ambiguïté d'interprétation par « des multiples neutralisations que subit l'énoncé verbal en se nominalisant » (1986:16) : la plupart des marques proprement verbales de l'énoncé sous-jacent sont neutralisées dans la Nmz : nombre, temps, mode (ou type de procès), modalité (*ibidem*).

3. Sériot stipule que, autant il y a l'équivalence entre Nmz et énoncé verbal du point de vue du contenu conceptuel et des relations prédicatives (une même structure profonde donc), autant cette équivalence devient inexistante entre ces deux constructions syntaxiques du point de vue de l'énonciation (l'origine du discours et les niveaux de prise en charge) (p.18). Dans la perspective énonciative il y a un décalage de statut assertif entre une Nmz et un énoncé verbal : le contenu de la Nmz est préasserté (présupposé) et, par la suite, n'est pas pris en charge par un énonciateur, tandis que le contenu de l'énoncé verbal sous-jacent est asserté et donc pris en charge par l'énonciateur.

Nous appuierons certaines de nos réflexions concernant les traits pertinents de la nominalisation sur ses idées de Sériot, nous y reviendrons donc ultérieurement (cf. Chapitres 3, 8).

Dans **la perspective cognitive** la nominalisation est traitée du point de vue des processus mentaux : penser, percevoir, créer des représentations. Pour Talmy (1992, 2000)[63] les **nominalisations** signalent une opération cognitive de conversion, notamment une opération de « **réification** ». Cette opération cognitive de réification consiste en ce que le référent de la racine verbale – cette dernière étant une quantité temporelle – « se trouve conceptualisé désormais comme objet ou comme masse » (1992:27)[64].

Christov dans « Problèmes de la transposition linguistique » (1999) étudie les mécanismes transpositionnels aux différents niveaux : phonétique, morphosyntaxique, lexico-sémantique, transphrastique et interlinguistique. Il traite du problème de la nominalisation au sain du Chapitre II « Transpositions dérivationnelles » en analysant « l'idée de procès comme objet d'une transposition substantivale » (p.33). Ainsi, la transposition substantivale d'une base

[62]« (…) les choses se compliquent singulièrement lorsqu'il faut définir de manière précise la forme de la phrase initiale constituante qui a « donné » le SN [syntagme nominal] comportant le nominal dérivé » (Sériot 1986:16).

[63]« Les relations entre grammaire et cognition » (1992) ; «Toward a cognitive semantics», volume 1 (2000).

[64]Cf. : « Thus, a verb root that lexicalized the intercategorial expression of an act or activity as a temporal quantity can be associated with grammatical forms, including nominalisations, that signal a cognitive operation of reification. By the semantic effect of this operation, the referent becomes conceptualized as an object or a mass ... » (Talmy 2000:43).

verbale consiste en ce que « l'idée de procès sort de son assiette verbale et passe dans le domaine nominal » (*ibidem*) où elle peut se matérialiser : a) dans l'action ou son produit *se promener – la promenade, former – la formation* ; dans ce cas ce sera **une matérialisation précoce**, c'est-à-dire une matérialisation moins avancée ; b) dans les actants-circonstants du procès *se promener – le promeneur, allumer – l'allumette, résider – la résidence* ; ce sera une matérialisation plus avancée. En nous inspirant des idées de Christov, nous proposerons plus tard un tableau illustrant la lexicalisation du sémantème verbal dans le domaine nominal (cf. § 2.3.3.2 du présent Chapitre). Quant au concept de « matérialisation précoce de l'idée de procès », il nous aidera à expliquer l'opération cognitive de réification, ainsi qu'à mettre en valeur les particularités des noms de procès par rapport aux autres déverbaux (cf. § 2.3.3.2 du même Chapitre). Il faut dire aussi que nous privilégions l'approche cognitive, car elle répond à nos interrogations par rapport aux particularités sémantiques des noms de procès.

Notre propre vision sur le phénomène de nominalisation s'inscrivant dans cette approche, nous présenterons de manière détaillée les travaux de deux autres linguistes de ce courant (Guillaume[65] et Langacker) dans les sections §§ 3.2 et 3.3 (du présent Chapitre) qui précéderont notre approche. Cela permettra de mieux voir la filiation entre les idées déjà avancées dans la linguistique et les idées que nous proposons dans cette recherche.

Nous avons passé en revue les différentes manières d'aborder le phénomène grammatical de nominalisation en linguistique.

2. Axe étymologique : *harmonie → harmoniser → harmonisation*

On peut caractériser la chaîne *harmonie → harmoniser → harmonisation* de deux manières. De façon générale, elle représente « une transposition greffée » où le premier transposé *harmoniser* donne lieu successivement à un autre *harmonisation* (Bally 1965:118). Concrètement pour *harmonisation*, la chaîne *harmonie → harmoniser → harmonisation* représente son parcours de formation et peut être exprimé par le schéma : $N_1 \rightarrow V \rightarrow N_2$. Il s'agit du parcours étymologique du mot *harmonisation*. C'est un parcours à deux passages[66]. Un mot nouveau se forme à chaque passage avec le changement de catégorie grammaticale. C'est le suffixe qui détermine la catégorie grammaticale du mot dérivé[67]: le passage de $N_1 \rightarrow V$ forme un verbe, le suffixe *-is-(er)* étant un suffixe verbalisateur[68] ; et le passage $V \rightarrow N_2$ forme un nom, le suffixe *–ation* étant un suffixe nominal[69]. L'adjonction successive de suffixes provoque donc le changement de catégorie grammaticale par rapport au mot de départ. Autrement dit, chaque fois

[65] De façon générale, l'école de Gustave Guillaume, avec ses études psychomécaniques des phénomènes grammaticaux, s'inscrit dans le courant de la linguistique cognitive, elle est « d'une certaine façon, la première linguistique cognitive française » (Valette 2006:11). Plus précisément, Guillaume « anticipe sur la linguistique cognitive » (Sioffi & Van Raemdonck 2007:199). Rastier appelle Gustave Guillaume « aïeul tutélaire de la sémantique cognitive "à la française" » (Rastier 2005:14).

[66] A la différence, par exemple, de ce parcours à trois passages : *région – régional – régionaliser - régionalisation.*

[67] Le plus souvent « les suffixes servent à former des mots dérivés dont la catégorie grammaticale est généralement différente de celle de leur base employée comme mot simple … Il n'est pas exclu pour autant que le mot dérivé puisse appartenir à la même classe grammaticale que le mot simple correspondant, comme le nom *maisonnette* par rapport à *maison* ou le verbe *rêvasser* par rapport à *rêver* » (Riegel et al. 1994:542-543).

[68] D'autres suffixes verbalisateurs sont : *–ifi-(er) (fortifier), -ey-(er) langueyer, -el-(er) morceler, etc*. (Le Robert Pratique).

[69] D'autres suffixes nominaux sont : *-isme (régionalisme), -eur (compositeur), -oire (baignoire*), *etc*. (*ibidem*).

a lieu une transposition intercatégorielle qui consiste en ce que l'objet de transposition quitte son domaine fonctionnel et assume la fonction d'une autre partie de la langue (Christov 1999:42).

Les deux bouts de la chaîne représentant le parcours $N_1 \rightarrow V \rightarrow N_2$ sont occupés par les noms. Le parcours commence et se termine dans la même catégorie grammaticale, celle du substantif. La racine nominale de départ *harmoni-* revient dans le champ lexical des noms, mais *via* le champ lexical du verbe, et ce passage par la catégorie verbale enrichit le sémantisme du mot *harmonisation* par la notion de dynamisme[70].

Nous avons caractérisé, de manière générale, le parcours $N_1 \rightarrow V \rightarrow N_2$. Dans ce qui suit, nous allons donner une interprétation détaillée de chaque maillon composant la chaîne de parcours, en mettant l'accent sur le dernier maillon N_2 (*id est* le mot *harmonisation*) qui fait l'objet d'analyse de ce chapitre. Cette interprétation comprend les caractéristiques 1) lexicographiques, 2) sémantiques et 3) morphosyntaxiques.

Remarque sur les sources lexicographiques. Pour toute analyse liée à la sémantique lexicale de *harmonisation*, y compris la sémantique lexicale de *harmonie* et *harmoniser* en tant que mots dont *harmonisation* dérive, nous ferons appel aux trois dictionnaires de langue : *le Grand Robert* (le GR), *le Grand Larousse* (le GL) et *le Trésor de la Langue Française informatisé* (le TLF*i*), qui permettent de rendre compte de l'état actuel de la langue française. L'intérêt de la réunion du GR, du GL et du TLF*i* réside dans ce que ce sont trois dictionnaires « classiques » connus par leur richesse, leur précision et leur modernité. Nous avons choisi ces grands dictionnaires afin d'avoir une information lexicale exhaustive sur les mots analysés ce qui permettra d'avoir une représentation plus ou moins complète sur leur sémantique lexicale. Pour ne pas avoir de grands décalages diachroniques dans les discours lexicographiques, nous avons essayé d'utiliser les dictionnaires dont les éditions s'alignent sur la même époque (1989 pour le GR et le GL, 2004 pour le TLF*i*). En même temps, comme nous portons aussi de l'intérêt sur l'évolution des mots analysés à travers le temps, nous avons rajouté, à ces dictionnaires du français contemporain, le dictionnaire du français du XVIII siècle d'Émile Littré. Ceci afin de rendre compte de leur cinétisme en diachronie.

Il faut dire que nous aurons besoin des informations lexicographiques tout le long de notre recherche dans bien d'autres cas. Dans tous les autres cas donc, où il y aura la nécessité juste de préciser le sens des mots analysés, nous consulterons *Le Robert Pratique*, et le TLF*i* si besoin est.

Une fois cette remarque sur le choix des dictionnaires faite, passons à l'analyse du mot *harmonie*, le premier maillon de la chaîne $N_1 \rightarrow V \rightarrow N_2$.

2.1. Le nom abstrait 'harmonie'

2.1.1. Les définitions lexicographiques

Selon le TLF*i,* le mot français *harmonie* remonte au mot latin *harmonia* (=accord) qui provient, à son tour, du mot grec άρμονία désignant au sens figuré « ajustement, juste proportion, accord des sons » (plus précisément la manière d'accorder la lyre). Et le sens propre du mot

[70] Le verbe *harmonise*r étant un verbe à situation dynamique, à la différence des verbes à situation statique comme *connaître* dont le déverbal *connaissance* n'a pas de notion de dynamicité.

ἁρμονία en grec est « jonction par engrenage », lié au langage anatomique : « espèce de synarthrose ou d'articulation formée par des dentelures presque imperceptibles » (Le Littré).

Le Tableau 2 représente la mise en regard des définitions (en abrégé) du mot *harmonie* d'après le Littré, le TLF*i,* le GR et le GL. Comme *harmonie* est une lexis polysémique, ayant beaucoup de sens (sens propre/sens figuré; terme de musique, d'art, de littérature, etc.), les définitions des dictionnaires sont donc très volumineuses et nous les avons abrégées. De plus, nous n'avons pas besoin de toute cette information, puisque notre finalité est de faire ressortir le sens de la lexis complexe *harmonisation européenne*, harmonisation dans une communauté. Pour cette raison, dans le tableau, nous citons toutes les acceptions du mot *harmonie* pour avoir un aperçu général, et nous élargissons seulement celles qui sont liées à la vie au sein d'une société humaine. Nous allons faire l'analyse comparative des définitions des dictionnaires sous forme de commentaires.

Commentaire 1 : sur l'aperçu général des acceptions distinguées. En comparant la définition du Littré avec celles des trois dictionnaires du français contemporain, remarquons un détail intéressant concernant le cinétisme du mot *harmonie.* Dans le Littré l'interprétation du sens du mot commence par l'acception « terme anatomique » et seulement en dernier on donne son acception « terme de musique » qui est marqué comme le sens figuré du mot. En revanche, dans trois autres dictionnaires, l'acception de terme musical cité tout au début de l'article, est devenu le sens propre du mot, n'ayant plus de mention « sens figuré ». Et l'acception de terme anatomique n'est pas du tout mentionnée. Ainsi, en français de nos jours, le mot *harmonie* a complètement perdu le sens propre de son origine en grec « jonction par engrenage » dans un corps biologique.

Commentaire 2 : sur les définitions concernant le sens 'la vie au sein d'un groupe'. Il y a trois parties nettes qui se dégagent dans cette acception du mot *harmonie* et que nous mettons en relief de cette manière :

	Le TLF*i*	**Le GR**	**Le GL**
1	rapport d'adéquation, relation de convenance	rapports, accord, bonnes relations	accord bien réglé
2	entre un groupe de personnes, une nation et un autre groupe, une autre nation	entre les diverses parties d'un tout	entre les diverses parties d'un ensemble
3		qui font que ces parties concourent à un même effet d'ensemble	en vue de concourir à une même fin ou de manière à former un tout cohérent

Tableau 2. Les définitions lexicographiques du mot ***harmonie***

Le Littré	Le TLF*i*	Le Grand Robert	Le Grand Larousse
1) Terme anatomique. Jonction par engrenage, sens propre du mot grec conservé seulement dans le langage anatomique : espèce de synarthrose ou d'articulation formée par des dentelures presque imperceptibles. **2)** *Par extension*, agencement entre les parties d'un tout, de manière quelles concourent à une même fin. (…). Mettre plusieurs choses en harmonie. (…). **3)** Par comparaison. Tout ce qui va bien ensemble et, par cela même, paraît agréable. (…). **4) Fig.** Il se dit de ce qui s'accorde. /Concorde. Ils vivent dans la plus parfaite harmonie. L'harmonie qui régnait entre eux a été troublée. (…). **5)** Terme de littérature. (...) **6) Fig.** Terme de musique. (…).	**A.** - [En parlant de ce qui est perçu par l'oreille ou par l'œil] [...] **B**. - *P. anal.* Rapport d'adéquation, relation de convenance existant entre les éléments de l'univers, entre les des textes ou des éléments mathématiques, entre les personnes et les groupes de personnes entre elles; l'effet qui en découle. - (…). **1)** [Entre les éléments de l'univers] *Harmonies cosmiques. Le même travail d'harmonie équilibrée qui crée la faune et la flore(…).* **2)** [Entre des textes ou des éléments mathématiques] (...) **3)** [Entre une personne et l'univers] (...) **4)** [Entre une personne et elle-même] (...) **5)** [Entre une personne et une autre personne] (...) **6)** [Entre un groupe de personnes, une nation et un autre groupe, une autre nation] *Harmonie économique, politique. La paix doit être le vœu de l'Europe, et nous ne voulons rompre notre bonne harmonie avec aucune puissance (*Balzac*). Le Comité national français a toujours été et demeure disposé à pratiquer avec le Gouvernement de Sa Majesté britannique des consultations en ce qui concerne l'harmonie souhaitable de la politique française et de la politique britannique dans l'ensemble de l'Orient* (De Gaulle).	**I.** Terme de musique. [...] **II**. **1)** Rapports, relations existant entre les diverses parties d'un tout et qui font que ces parties concourent à un même effet d'ensemble; cet effet. → **Ensemble, unité.** *L'harmonie des parties d'un ensemble, des organes du corps.* → **Ordre, organisation.** *L'harmonie du système solaire. Harmonie des projets, des vues, des sentiments de plusieurs personnes.* → **Communauté, communion, concordance, conformité.** *Complète harmonie de vues au sein d'un groupe.* → **Unanimité.** *« L'harmonie est la poésie de l'ordre »* (cit. 27). *Cette équipe manque d'harmonie.* → **Homogénéité.** *Harmonie des caractères, des tempéraments*. → **Correspondance.** *L'harmonie qui s'établit entre un artiste et ses contemporains.* → **Accord, alliance**. *Harmonie entre les êtres et les conditions d'existence.* → **Adaptation, ajustement.** *Harmonie cachée dans la nature.* → **Correspondance**. **EN HARMONIE.** *Être en harmonie avec …* → **Convenir, correspondre.** *Ces deux choses sont en harmonie, en parfaite harmonie,* vont bien ensemble (→ **Rapport, ressemblance, similitude, unissons).** Mettre en harmonie. → **Accorder, ajuster, assortir, concilier, harmoniser.** **2)** Accord, bonnes relations (entre les personnes). → **Accord, concorde, entente, paix, union.** *L'harmonie qui règne dans une société, un État. L'harmonie de la famille, du ménage. Détruire, troubler, rétablir l'harmonie. Harmonie retrouvée.* → **Conciliation, réconciliation.** *Vivre en harmonie, en parfaite harmonie.* → **Amitié, entente, sympathie.** **3)** Terme d'art (=beauté esthétique). [...] **4)** Terme de mathématiques. […]	**I**. Terme de musique. [...] **II**.**1)** Accord bien réglé entre les diverses parties d'un ensemble, en vue de concourir à une même fin ou de manière à former un tout cohérent: *L'harmonie du système solaire. La puissance des vers tient à une harmonie indéfinissable entre ce qu'ils disent et ce qu'ils sont* (Valéry). || En harmonie avec, en parfait accord avec: Sa voix de basse-taille, en harmonie avec sa grosse gaieté, ne déplaisait point (Balzac). || Spécialem. [...] Syn.: **cohérence, concordance, économie, homogénéité, unité.** **2)** Terme d'art. [...] **3)** Accord de sentiments, d'idées entre plusieurs personnes ; bonne entente: *Fais un bon emploi de cet argent, je ne pourrais […] trouver une seconde fois une somme si considérable sans que ton père en fût instruit, ce qui troublerait l'harmonie de notre ménage* (Balzac). || *En harmonie*, en parfait accord: *Le monde moderne, qui a prodigieusement modifié notre vie matérielle, n'a su se faire ni des lois, ni des mœurs, ni une politique, ni une économie qui fussent en harmonie avec ces immenses changements, ses conquêtes de puissance et de précision* (Valéry). [...] Syn.: **concorde, paix, union.** **4)** Terme de math.

La définition du TLF*i* est moins complète et plus concrète par rapport à celles du GR et du GL. Malgré que ces dernières se ressemblent beaucoup, nous donnons la préférence à la définition du GL qui nous paraît plus sobre et précise, surtout dans sa première partie : « accord bien réglé »

Commentaire 3 : sur les synonymes. Nous aurons besoins de l'information sur les synonymes en construisant les stéréotypes du nom *harmonisation*. Nous préférons les citer tout de suite. Voilà donc la liste des synonymes du mot *harmonie* pour l'acception 'la vie au sein d'un groupe' à partir du GR et du GL : accord, concordance, cohérence, conformité, homogénéité, unanimité, entente, paix, concorde, union, unité, économie.

2.1.2. Caractéristiques syntaxiques

Sur le plan morphologique (dans la tradition classique), *harmonie* est un substantif commun désignant une chose abstraite. C'est un mot simple du point de vue de sa composition.

Sur le plan syntaxique, au niveau du syntagme, le mot *harmonie* peut être en tête d'un groupe nominal (***l'harmonie*** *de la nature, de la forêt ;* ***l'harmonie*** *sociale*)[71], ainsi qu'un déterminant d'un autre nom (*la puissance, le pouvoir de* ***l'harmonie*** *sur les cœurs, sur les âmes*).

Au niveau de la proposition, il peut être sujet ou complément d'objet direct

> ***L'harmonie*** *est l'âme des cieux !…*
> *L'antiquité l'a dit, et souvent son génie*
> *Entendit dans la nuit* ***leur lointaine harmonie****.*
> (A. de Lamartine, Harmonies, IV, La voix humaine)

ou complément d'objet indirect :

> *Tout aboutit à* ***l'harmonie****. Plus sauvage et plus persistante avait été la discordance, plus large est l'épanouissement de l'accord.*
> (A.Gide, Journal, juin 1927)

ou complément circonstanciel de manière :

> *…la science qui s'efforçait de mettre* ***en harmonie*** *les constructions des hommes et le site… dans lequel ou devant lequel ces constructions vont s'élever.* (G.Duhamel, Turquie nouvelle, V, p.92)

Voilà aussi deux exemples du discours médiatique de la presse écrite que nous avons trouvés dans les articles de notre corpus.

> *L'absence d'****harmonie*** *fiscale freine la diversification européenne des fonds de droit français. (154)*

Dans cette phrase, le substantif *harmonie* est suivi de l'adjectif qualificatif *fiscale*. En même temps, il est le complément de nom dans le groupe nominal *l'absence d'harmonie fiscale*.

> *Pour défendre l'emploi, le vice-président du DGB plaide aussi pour une* ***harmonie*** *fiscale afin d'éviter la concurrence déloyale entre les États membres. (89,1)*

[71] Les exemples sans codification sont tirés du Grand Robert.

Ici, le mot *harmonie* est en tête du groupe nominal *une harmonie fiscale* à fonction d'un circonstant de finalité du verbe *plaider*.

2.1.3. Le sémantisme du mot 'harmonie' (qui est en relation avec 'harmonisation')

Nous nous intéressons à cet aspect dans le sémantisme du mot *harmonie* qui est en rapport avec la sémantique du déverbal *harmonisation*.

Pour des raisons étymologiques, le mot *harmonie* est présent implicitement dans le sémantisme du mot *harmonisation* : tous les dictionnaires consultés définissent la signification du mot *harmonisation* comme « l'action d'harmoniser, de mettre en harmonie » ou « le résultat de cette action »[72] . Et le résultat de cette action est l'état qui s'en suit après être harmonisé, après être **mis en *harmonie***. La présence implicite est prouvée par la possibilité transformationnelle d'un syntagme nominalisé avec *harmonisation* en un syntagme verbal avec le complément *harmonie,* et *vice versa*. L'exemple suivant

> *(...) le seul domaine où il existe une réelle **harmonisation** concerne la politique des visas (16,2)* →

peut être paraphrasé par

> → (…) *le seul domaine **mis** réellement **en harmonie** concerne la politique des visas.*

Le mot *harmonie* participe à l'interprétation de la signification du mot *harmonisation* mais pas d'une manière autonome, il a besoin d'un verbe support comme *mettre*. Nous voyons que *harmonie* et *harmonisation* s'entrecoupent dans leur sémantisme, et, dans certains contextes, *harmonie* peut même être employé sans aucun verbe support pour rendre le contenu de la signification de *harmonisation.* Analysons deux exemples tirés du corpus où *harmonie* et *harmonisation,* employés dans le même co-texte, peuvent être considérés comme les items partiellement synonymiques :

> *a) **L'absence d'harmonie** fiscale freine la diversification européenne des fonds de droit français. (154, titre)*
>
> *b) **L'absence d'harmonisation** fiscale freine donc aujourd'hui la volonté des gestionnaires de sicar d'acheter des obligations ...(154,1)*

La différence principale dans ces empois équivalents de *harmonie* et *harmonisation* consiste en ce que dans *harmonisation* il y a **cette idée de l'activité consciente dirigée vers une fin** dont le mot *harmonie* est dépourvu. Autrement dit, *harmonie* peut être associé avec l'expression adjectivale **être harmonieux**, et *harmonisation,* en tant que résultat du processus, peut être associé avec l'expression participiale **être harmonisé** ; c'est, avant tout, **un état harmonisé, un état résultat.** En paraphrasant Manes Gallo on peut dire que *harmonisation* en tant que résultat de l'action signifie l'attribution implicite d'une nouvelle propriété à l'argument régit[73].

[72]Nous endentons par le terme « résultat » : ce que produit une activité consciente dirigée vers une fin ; cette fin (Le Robert Pratique). Pour nous, dans le cadre de notre recherche, la notion de 'résultat' est intimement lié avec **une intentionnalité accomplie.**

[73]Cf. « Lorsque le résultat du processus coïncide avec un accomplissement certain, ce dernier donne lieu à l'attribution implicite d'une nouvelle propriété à l'argument régi (argument de droite) » (Barberis, Manes Gallo 2007:227). Sans doute, cette généralisation au déverbal ne peut se faire que si ce dernier est associé avec un

Sur cela, nous arrêtons nos réflexions sur les ressemblances et dissemblances dans les contenus sémantiques des deux mots, pour y revenir plus tard, quand nous parlerons du sémantisme du mot *harmonisation* (cf. § 2.3.3.1 du présent Chapitre).

2.2. Le verbe 'harmoniser'

Comme nous l'avons dit au début de ce chapitre, *harmoniser* est un dérivé formé par l'adjonction d'un suffixe verbalisateur *-is-(er),* soudé à la base nominale simple *harmoni-*. Généralement, le suffixe *–is-(er)* impose à la notion nominale une dynamicité, mais pas n'importe comment : il véhicule « une instruction sémantique qui spécifie le type d'opération sémantique à effectuer sur le sens de la base pour construire le sens global de la forme dérivée » (Riegel et al. 1994:42). Dans notre cas, cette instruction sémantique consiste en ce que le mot dérivé est un verbe d'activité à partir d'un nom qui, dans le schéma actanciel de ce verbe, représente le résultat de cette activité : *harmonie → harmoniser*[74].

2.2.1. Les définitions lexicographiques

Nous présentons la mise en regard des définitions lexicographiques des quatre dictionnaires choisis pour le verbe *harmoniser* dans le Tableau 3. Nous reproduisons les articles des dictionnaires intégralement dans leur partie portant sur les définitions ; en revanche, nous abrégeons la partie avec les exemples, en enlevant ceux qui ne concernent pas le sens 'la vie au sein d'une communauté'. Voilà quelques commentaires sur l'analyse comparative des définitions des dictionnaires.

Commentaires 1 : sur l'évolution en diachronie. L'histoire du verbe *harmoniser* paraît être intéressante, car elle est marquée par les étapes de désuétude et de reprise dans l'histoire de la langue française. Malgré que *harmoniser* est attesté en français seulement dans la deuxième moitié du XIX siècle (dans le Littré il y a une mention de «néologisme») sa première apparition dans la langue française date du XV siècle mais à partir du XVII siècle *harmoniser* tombe en désuétude, pour être repris ensuite, comme celà vient d'être dit, dans la deuxième moitié du XIX siècle.

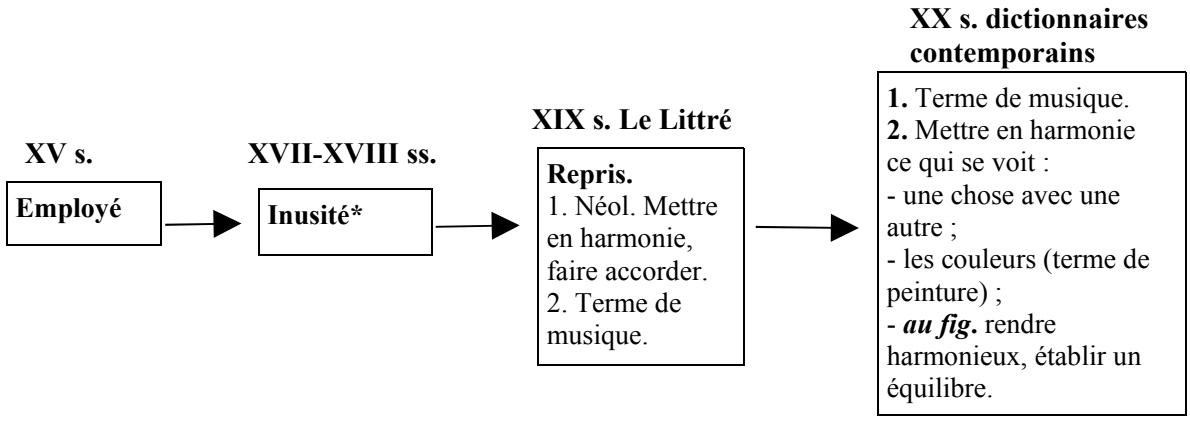
---

substantif introduit par la préposition ***de*** : *harmonisation des formations → X a harmonisé les formations → les formations sont harmonisées.*

[74] Le nom du départ peut représenter dans le schéma actanciel du verbe dérivé également l'agent (*vampire → vampiriser)*, l'objet effectué *(momie → momifier),* l'instrument *(marteau → marteler)* ou le procès lui-même *(fête → festoyer)* (Riegel et al. 1994:544).

Tableau 3. Les définitions lexicographiques du verbe ***harmoniser***

Le Littré	Le TLF*i*	Le Grand Robert	Le Grand Larousse
harmoniser / ar-mo-ni-sé/ *v. a.* **1.** Néologisme. Mettre en harmonie, faire accorder. **2.** Terme de musique. Mettre en parties harmoniques une mélodie. (…). **3.** S'harmoniser, *v. réfl.* Se mettre en harmonie, être en harmonie./ On dit aussi, bien que plus rarement aujourd'hui, harmonier. (…). **4.** Terme de musique. S'harmoniser, être mis en parties harmoniques.	HARMONISER I. - **Harmoniser** **A. -** *Emploi trans.* **1.** [En parlant de ce qui s'entend] *MUS.* Composer un morceau selon les lois de l'harmonie [...] **2.** [En parlant de ce qui se voit] Mettre en harmonie, disposer harmonieusement des éléments pour former un ensemble heureux, réussi, agréable à regarder : *harmoniser un bouquet, un chapeau avec une coiffure: […].* - *PEINT.* Établir entre les tons des rapports (contrastés ou non) agréable à l'œil. - Au fig. Rendre harmonieux, établir un ordre, un équilibre : *Harmoniser la vie privée et la vie politique, la nature et la grâce, la sagesse et l'instinct. Sa jeune maîtresse accidentelle, qui, en si peu de temps, a ordonné, harmonisé, embelli tout de sa sagesse (...).* **B.** - *Emploi pronom.* Se mettre ou être en harmonie, en accord. - **S'harmoniser à qqc.** *Un bijou qui s'harmonise à la couleur des cheveux. Il y avait là des faneuses chantantes, dont les gestes s'harmonisaient au soir (...).* - **S'harmoniser avec qqc., avec qqn.** *Un visage qui s'harmonise avec un costume. Mon être s'harmonise avec les fleurs, les oiseaux, les bois, l'air, le ciel, tout ce qui vit dehors* (…). - *Emploi abs. Jenny, tout s'engrène, se complète et s'harmonise merveilleusement* (…).	**HARMONISER** v. tr. - Mil. XV$^{e;}$ **1**. Mettre en harmonie, en accord (plusieurs choses; une chose avec une autre). => **Accorder, arranger.** *Harmoniser des couleurs. Harmoniser les parties d'une composition* => **Équilibrer** *Harmoniser les intérêts de plusieurs personnes.* => **Arranger, concilier, concorder** (faire). *Harmoniser l'action de diverses services.* => **Coordonner.** *Harmoniser une chose avec une autre.* => **Allier.** **2.Mus.** Combiner une mélodie avec d'autres parties en vue de réaliser un ensemble harmonique. (…). - **S'HARMONISER** v. pr. Se mettre, être en harmonie. => **Accorder** (s'), **aller** (ensemble), **approprier** (s'), **concorder, consoner, correspondre**. *Couleurs qui s'harmonisent* (…). *Ses sentiments qui s'harmonisent avec la paysage.* (…).	**harmoniser** v. tr. (…). **1.** Terme de musique. Composer un morceau selon les lois de l'harmonie. (...). **2.** Mettre en harmonie, en accord: *Harmoniser les teintes d'un salon à la couleurs des sièges.* **SYN.**: ***accorder, assortir, concilier, équilibrer.*** - ***s'harmoniser*** v. pr. (...) Se mettre ou être en harmonie, en accord: *De même, leurs goûts particuliers s'harmonisaient* (Flaubert). (…) **°Rem.** Au XVIII et XIX s., on employait aussi les formes HARMONIER, S'HARMONIER (…). **SYN.**: ***s'accorder, coïncider, concorder, convenir, correspondre, seoir.*** **CONTR.:** ***contraster, détonner, dissoner, se heurter, jurer, s'opposer, trancher.***



*D'après les données du GR et du GL, c'est le verbe *harmonier* qui est fréquemment employé à cette période mais petit à petit il tombe en désuétude, cédant la place au verbe *harmoniser*.

Commentaires 2 : sur les définitions liées avec le sens 'la vie au sein d'une société humaine'. Les définitions du verbe *harmoniser* dans le GR et dans le GL sont presque identiques « mettre en harmonie, en accord ». En contrepartie, l'interprétation donnée dans le la TLF*i* « rendre harmonieux, établir un ordre, un équilibre » diffère de celles données dans les deux autres, en les complétant par sa variété définitionnelle.

Le verbe *harmoniser* a une forme pronominale que les trois dictionnaires interprètent presque de la même façon « se mettre ou être en harmonie, en accord ».

	Le TLF*i*	**Le GR**	**Le GL**
harmoniser	Rendre harmonieux, établir un ordre, un équilibre	Mettre en harmonie, en accord (plusieurs choses; une chose avec une autre)	Mettre en harmonie, en accord
s'harmoniser	Se mettre ou être en harmonie, en accord	Se mettre, être en harmonie	Se mettre ou être en harmonie, en accord

Commentaires 3 : sur les synonymes. Nous pouvons dresser la liste suivante des synonymes du verbe *harmoniser* pour l'acception 'la vie au sein d'un groupe' à partir du GR et du GL : accorder (s'), coordonner, équilibrer, concorder, correspondre, convenir, allier, coïncider, concilier.

2.2.2. Caractéristiques sémantico-syntaxiques : l'aspect lexical du verbe 'harmoniser ' et les types de procès réalisés

Dans cette section, nous analyserons le verbe *harmoniser* du point de vue de son aspect lexical[75] pour voir **quels types de procès** référents peuvent lui être associés. Nous employons

[75] « (…) les linguistes allemands distinguent l'aspect proprement dit (au sens étroit), exprimé par la morphologie et la syntaxe (...) , et l'aspect au sens large ou **mode d'action** *(Aktionsart)*, qui fait partie du lexique (...) » (Riegel et al. 1994:296). Remarquons que les linguistes français appellent différemment l'aspect au sens étroit : l'aspect immanent

bien « les types de procès » au pluriel, car au même verbe on peut attribuer plusieurs types de procès : le même verbe peut avoir plusieurs fonctionnements possibles en fonction du schéma syntaxique qui l'actualise dans le discours (Barberis, Manes Gallo 2007:223)[76].

Pour déterminer les types de procès actualisés par le verbe *harmoniser* nous aurons recours à l'approche proposée par Manes Gallo et Rouault (Manes Gallo 2003, Rouault, Manes Gallo 2003). Les types de procès y sont traités au sein de la sémantique de l'énonciation. Ce fait a joué en faveur de notre choix de cette approche, car l'axiologisation discursive (que nous étudions) fait partie du phénomène d'énonciation. Le modèle de Manes Gallo et Rouault nous a attirée aussi par son aspect opératoire : il y a des critères de test des types de procès (cf. la section suivante).

2.2.2.1. Catégorisation des types de procès : approche de Manes Gallo et Rouault

Il est à noter que les objectifs sous-jacents à la catégorisation des types de procès proposée par Manes Gallo et Rouault sont liés au dialogue homme-machine, notamment, à l'élaboration d'un modèle de sémantique linguistique en traitement automatique des langues (Rouault, Manes Gallo 2003:85). Ce modèle, visant à mettre en relation les résultats du traitement syntaxique et du traitement pragmatique, est basé sur **une sémantique de l'énonciation** dont les « pièces » majeures sont les opérations d'énonciation et les types de procès (*ibidem*). Nous présenterons donc ces derniers avec plus de détails.

Les points importants de la catégorisation des types de procès dans cette approche sont suivants. **Premièrement**, le modèle de Manes Gallo et Rouault s'appuie sur les critères linguistiques proposés par Fuchs et Léonard (1979, Chapitre V). Ces critères sont « de nature strictement linguistique » et ne font pas appel « à une quelconque perception intuitive que l'on aurait d'un événement extra-linguistique » (Fuchs, Léonard 1979:320).

Le premier critère repose sur l'opposition **état** vs. **processus**[77] (propriété *vs.* action) et se vérifie linguistiquement à l'aide de la construction progressive « être en train de ». « Possibilité de se construire avec « être en train de » (*manger*, *dormir* …) renvoie à un processus ; dans le cas contraire (*savoir, détester* …) on parlera d'état » (Gallo, Rouault 1992:113).

Le second critère concerne les processus et tient compte de l'aspect **accompli/inaccompli** de ces derniers. Il se vérifie linguistiquement à l'aide de la construction avec le participe passé (passif faible). « Si la construction avec le participe passé traduit un état résultant, par exemple « Jean a écrit une lettre » → « la lettre est écrite », on parlera de **résultatif**. Sinon, ce sera **non-résultatif,** comme, par exemple, « Jean a appris cette poésie par cœur » » (Manes Gallo, Rouault 1998:194 ; Manes Gallo 2003:143).

Deuxièmement, dans leur version Manes Gallo et Rouault ont retraduit l'opposition propriété *vs*. action dans les termes de deux types de prédicat : prédicat de **situation statique** et

ou le « temps impliqué » du verbe (Guillaume 1969:47), l'aspect sémantique (Vetters 1996:107), l'aspect lexical (Gosselin 2005:35).

[76] Cf. aussi : « (…) un même verbe de surface peut se trouver construit dans un fonctionnement de type état ou de type processus : l'unité verbale en tant que telle n'est pas catégorisable en termes de types de procès » (Fuchs, Léonard 1979:331).

[77] « (…) une première grande subdivision nous semble s'opérer entre les procès que l'on peut qualifier d'**états** et ceux que l'on peut qualifier de **processus** » (Fuchs, Léonard 1979: 320). (Nous soulignons).

celui de **situation dynamique**[78]**,** auxquels correspondent deux types de procès, respectivement, **les états et les processus** (Schéma 4).

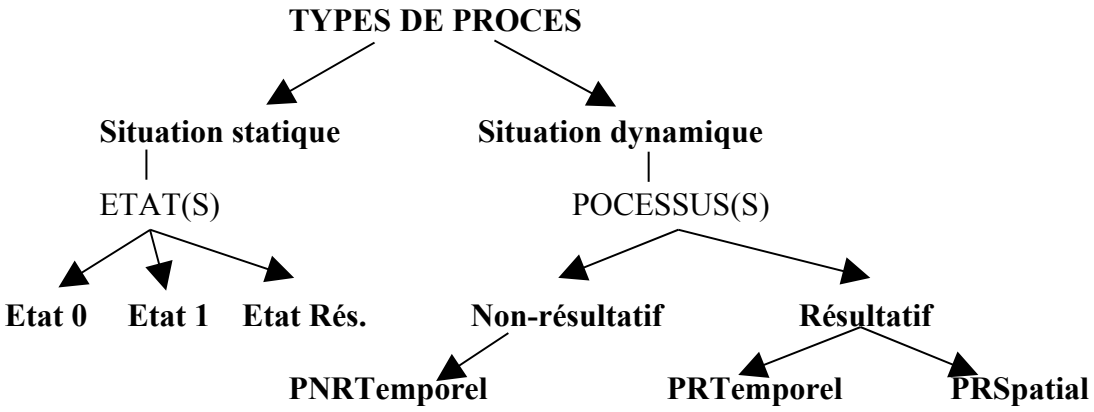


Schéma 4. Les types de procès (Manes Gallo 2003:143, 145).

Au sein des états, les auteurs distinguent **les états 0** (*être grand*), **les états 1** (*savoir, emprunter, connaître* …) et **les états-résultats** (*être cassé, être connecté* …). Au sein des processus, ils distinguent **les processus non-résultatifs** par rapport à l'axe temporel (*Jean marche*) et **les processus résultatifs,** ces derniers se subdivisant en **processus résultatifs spatiaux** (*Paul rentre la voiture au garage*) et **processus résultatifs temporels** (*Jean achète une glace à son fils*) (Manes Gallo 2003 :143, 145).

Nous avons présenté le modèle de la catégorisation des types de procès en grandes lignes. Comme dit précédemment, la typologie des procès est liée à la réalisation discursive du verbe. Le même verbe, selon sa réalisation dans le discours, peut avoir plusieurs fonctionnements possibles (**état** *vs*. **processus**). Nous soulignons donc l'importance des effets du co-texte par rapport à la détermination du type de procès et nous illustrons cela par l'exemple avec le verbe *vendre* qui en fonction du co-texte qui l'actualise, peut être catégorisé tantôt comme **Processus Résultatif**

(1) *Elle vend sa maison.* → Elle est en train de vendre sa maison.
→ La maison est vendue.

tantôt comme **Etat-1** où il n'a pas de possibilité de se construire avec *être en train de*

(2) *Les maisons se vendent difficilement actuellement.*

Dans ce deuxième cas, ce sont le sujet inanimé et la forme pronominale (à valeur passive) qui font glisser le verbe dans la catégorie d'état (E1)[79].

[78] D'un point de vue technique, on a donc la possibilité de transformer le prédicat de situation dynamique en forme progressive, ce qui n'est pas possible pour le prédicat de situation statique.

[79] Citons un autre exemple avec le verbe *éplucher* qui se trouve dans un fonctionnement de **Processus Résultatif** dans *J'épluche les pommes de terre* (→ Je suis en train d'éplucher les pommes de terre) et dans un fonctionnement de **État-1** dans *Je peux éplucher les pommes de terre.* Dans le deuxième cas, le verbe modal *pouvoir* bloque la

Voyons quels types de procès sont évoqués par le verbe *harmoniser* dans le cadre de notre corpus, *id est* dans les articles du *Monde* portant sur le sujet de l'harmonisation au niveau européen.

2.2.2.2. Types de procès réalisés dans le discours par le verbe 'harmoniser'

Selon son encadrement syntaxico-sémantique, le verbe *harmoniser* peut être actualisé soit comme **état**, soit comme **processus**. Examinons de plus près ses différentes actualisations discursives.

Premier cas : processus résultatif temporel (PRT). Dans l'exemple

> *« Persoft **a** ainsi **harmonisé** les conditions de remise, à prestations équivalentes de service après-vente et de promotion », indique Denis Morau. (98,2)*

le verbe *harmoniser* est un verbe transitif de **processus résultatif** « qui provoque le changement d'état de l'objet » (Manes Gallo, Rouault 1998:204)[80]. Autrement dit, il évoque une situation dynamique dont l'accomplissement coïncide avec l'attribution d'une nouvelle propriété à l'actant de droite : *les conditions de remise (...) ont été harmonisées (par Persoft)*.

Dans ce cas, l'accomplissement est renforcé par le passé composé. Pour que le processus du verbe puisse se dérouler, *harmoniser* a deux actants directement impliqués dans le processus. Ces actants sont exprimés par le sujet grammatical et par le complément d'objet direct, autrement dit, dans les termes de la catégorisation admise (celle de Manes Gallo et Rouault), il a deux compléments : le complément de rang 0 (C0) et celui de rang 1 (C1)[81]. On peut représenter de la manière suivante **le schéma syntaxique** du verbe *harmoniser* :

C0 – V – C1

Persoft est le complément de rang 0 (le sujet grammatical ou le premier actant) ayant le rôle sémantique d'agent dans ce schéma syntaxique, tandis que le complément de rang 1 (le complément d'objet direct ou le deuxième actant) *les conditions de remise* a le rôle sémantique de patient[82]. L'éventualité de le transformer en passif faible avec la possibilité d'enlever le complément d'agent est la preuve qu'il s'agit d'un **processus résultatif temporel** [83] :

---

transformation à la forme progressive.

[80]Cf. aussi chez Charaudeau : « (…) au terme de ce processus il s'est produit un changement de l'état initial » (1994:33).

[81] Pour classer les verbes du point de vue de leur fonctionnement syntaxique Manes Gallo et Rouault utilisent la théorie de rang des compléments de Culioli. « Les compléments y sont classés d'après leur possibilité de remplacement par des particules préverbales : complément de rang 0 (C0) défini par « il(s), « elle(s) », complément de rang un (C1) associé à « le(s) », « la », compléments de rang deux (C2) substituables par « lui », « leur », compléments C3 (« y ») et compléments C4 (« en ») » (Gallo & Rouault 1992:110).

[82] Il est à noter que Manes Gallo et Rouault donnent une définition des notions de AGENT et de PATIENT qui s'écarte considérablement de celle de Fillmore (1968). Pour Manes Gallo et Rouault les rôles de AGENT et/ou de PATIENT sont associés à la place syntaxique (sujet/COD) et dépendent du type de procès du verbe. Pour Fillmore ces rôles sont associés à l'argument.

[83] « (…) éventualité qui ne se vérifie pas dans le cas de : *la mafia adore l'argent blanchi*, d'où **l'argent blanchi est adoré* et *l'argent blanchi est adoré par la mafia* », ce qui fait que *adorer* est un État 1 (Barberis, Manes

→ *les conditions de remise (...) ont été harmonisées (par Persoft)*

Outre ces deux actants qui sont nécessaires, le verbe peut avoir des circonstants de lieu, de temps, de cause, de manière, qui sont facultatifs par rapport au déroulement du processus. Ainsi, dans l'exemple cité ci-dessus, l'expression *à prestations équivalentes* est le circonstant de manière, accompagnant l'accomplissement du processus exprimé par le verbe.

Il est à noter que *harmoniser* supporte un circonstant de lieu, comme dans l'exemple suivant :

> ***En Europe*** *... la politique de sécurité alimentaire est encore insuffisamment harmonisée. (188,1)*

Mais il ne peut pas être catégorisé en tant que processus résultatif spatial. Dans l'exemple cité ci-dessus, la référence à l'axe spatial est rendue par *en Europe* qui n'est pas un complément de rang 3 (C3) mais un circonstant[84].

Dans ce qui suit nous citerons les exemples où l'on observe un glissement du fonctionnement **processus** vers celui d'**état** du verbe *harmoniser*.

Deuxième cas : État Résultat (ER). Comme la plupart des verbes transitifs, *harmoniser* peut être employé à la forme passive :

> *En Europe, si la politique agricole est commune, la politique de sécurité alimentaire* ***est*** *encore insuffisamment* ***harmonisée.*** *(188,1)*

Employé à la forme passive, *harmoniser* n'évoque plus une situation dynamique mais une situation statique ce qui le renvoie à **un état-résultat**. Finalement, cet exemple peut être considéré comme preuve du processus résultatif de *harmoniser,* car il satisfait le second critère.

Dans cet exemple *la politique de sécurité alimentaire* est le deuxième actant du verbe qui exerce le rôle de patient. Le complément d'agent est absent. Il y a deux circonstants : celui de lieu *en Europe* et celui de manière *encore insuffisamment* exprimant la quantification d'intensité du processus.

Troisième cas : État 1 (E1). Il y a deux types de glissement de processus résultatif à E1 pour le verbe *harmoniser* dans notre corpus.

a) Le premier cas de glissement est provoqué par la pronominalisation passive du verbe. *Harmoniser* s'emploie souvent à **la voix pronominale** à valeur passive[85] :

> *Nous ne nous préoccuperons pas d'harmoniser les prix si la fiscalité* ***s'harmonise****, ou si les habitudes des consommateurs* ***s'harmonisent.*** *(98,5)*

Gallo 2007:222).

[84] Pour être catégorisé comme processus résultatif spatial le verbe doit régir le complément de rang 3 (C3) qui est anaphorisable par « y » selon Culioli ; tel est le cas du verbe *rentrer* dans *Je rentre de Paris* ***à*** *Nantes*.

[85] Pour les emplois à la forme pronominale voir les donner des dictionnaires dans le Tableau 3 (§ 2.2.1 de ce même Chapitre)

Employé dans une construction pronominale passive avec un sujet inanimé[86], *harmoniser* n'évoque plus une situation dynamique mais une situation statique et désigne l'**état (E1)**[87].

Remarquons au passage qu'on utilise la voix pronominale à valeur passive lorsqu'on ne veut pas exprimer le complément d'agent qui reste implicite et appelé quelquefois, « agent fantôme »[88]. Il est presque communément admis que cet agent implicite « possède trois caractéristiques : il est humain et indéterminé et il ne peut pas être exprimé sous sa forme de complément d'agent » (Melis 1990:91). Ces traits permettent d'établir une équivalence entre l'agent implicite et le pronom indéfini ON *(ibidem)* :

*la fiscalité s'harmonise → **on** harmonise la fiscalité*[89]

Dans l'exemple analysé, *la fiscalité* et *les habitudes des consommateurs* sont le deuxième actant régi ayant le rôle de patient, chacun d'eux étant le sujet grammatical dans les propositions correspondantes.

b) Le deuxième type de glissement de PR à E1 du verbe *harmoniser* est lié aux traits sémantiques de C0. Nous n'avons qu'un seul cas de ce type de glissement, attesté dans notre corpus de l'année 2009. Le voilà :

> *Trente et un millions d'étudiants sont concernés par le "processus de Bologne" qui **harmonise** les cursus d'études (519,SS)*

Dans cet énoncé, la place du sujet grammatical est occupée par le pronom relatif *qui* lequel constitue le substitut du groupe nominal *le "processus de Bologne"*. Le premier actant (ou le C0) du verbe *harmoniser* est donc *le "processus de Bologne"* qui joue le rôle sémantique d'instrument et non d'agent, car il est inanimé. Le rôle de C0 devient non agentif, non animé. Cela entraîne le changement de type de procès référent de *harmoniser* (Manes Gallo & Rouault 98:199)[90]. Le verbe subit un glissement catégoriel : du processus résultatif il devient un verbe d'**état (E1)** (Gallo & Rouault 1992 :125), car

> ***(??)** le "processus de Bologne" est en train d'harmoniser les cursus d'études.*

Comme nous venons de le dire, ce type de procès avec un agent inanimé n'existe pas dans le corpus 1999, il a été révélé avec le dépouillement du corpus 2009. Nous avons dû faire les modifications en ajoutant ce type de glissement de PR à E1 vers la fin de notre recherche quand cette partie théorique était presque finie. Autant c'était facile d'introduire les modifications dans cette partie, autant c'était difficile, voire impossible, de modifier une autre partie théorique liée au modèle virtuel mental du verbe *harmoniser* (cf. § 3.4.1 du présent Chapitre).

---

[86]« Inanimé » dans le sens où le sujet ne peut pas être considéré comme déclencheur du processus.

[87] « Mais il est à remarquer qu'avec une notion-source ayant la propriété in-animé, le verbe réfléchi aux « formes simples » désigne l'état (…), présente l'état comme une constatation (…) » (Fuchs, Léonard 1979:343).

[88] Boons et al. 1973:131 cité par Riegel et al. 1994:258 ; cf. aussi Berrendonner 1981:59.

[89]En revanche, il n'y a pas d'équivalence entre *L'enfant se lave* et *On lave l'enfant* car *se laver* a un fonctionnement **réflexif** où le sujet et l'objet sont le même argument.

[90]Cf. aussi : « les connaissances relatives au cotexte, surtout aux caractéristiques sémantiques du sujet grammatical (animé/inanimé) sont importantes pour le déroulement du processus (le déclenchement et/ou l'accomplissement) » (Manes Gallo 2003:145).

Dans cette section, nous avons donné l'analyse du verbe *harmoniser* du point de vue de son aspect lexical, ayant comme base la catégorisation élaborée par Manes Gallo et Rouault. Dans ce cadre, nous avons attribué au verbe *harmoniser* les types de procès suivants : le processus résultatif temporel, l'état-résultat et l'état constatation. Comme corollaire, nous postulons que ***harmoniser*** est, principalement, **un verbe de processus résultatif temporel** mais qui peut avoir **les glissements co-textuels vers l'état**. *Harmoniser* peut donc avoir plusieurs fonctionnements possibles en fonction du schéma syntaxico-sémantique qui l'actualise dans le discours.

2.2.3. Le sémantisme du verbe 'harmoniser'

Nous nous intéressons à cet aspect dans le sémantisme du verbe *harmoniser* qui est en rapport avec la sémantique du déverbal *harmonisation*. C'est pour cela, d'ailleurs, que nous nous sommes attardée sur les types de procès.

Ici, nous voudrions souligner que, comme c'était déjà dit à propos du mot *harmonie*, le verbe *harmoniser* est présent implicitement dans le nom *harmonisation.* Tous les dictionnaires consultés interprètent la signification de *harmonisation* comme « action d'harmoniser » ou « résultat de cette action ». La différence et la ressemblance entre le verbe et le déverbal étant le sujet qui a beaucoup préoccupé notre pensée, nous avons consacré à ce sujet plusieurs sections (cf. §§ 3.4.2 – 3.4.4 du présent Chapitre). A cette étape de notre recherche nous nous contentons de dire que la différence principale entre verbe et nom de procès est liée à la catégorie du temps. Il faut dire que la notion de temporalité est **intrinsèque** et à la sémantique du verbe et à celle du déverbal : en héritant la base verbale, le nom de procès hérite automatiquement la notion de temps. Seulement le verbe comporte cette notion de **façon explicite** dans son sémantisme et l'exprime **réellement** dans le discours par ces nombreuses formes :

> *Les commerçants **ont harmonisé** les conditions de vente en trois mois.*
> *Les commerçants **vont harmoniser** les conditions de vente prochainement.*

En revanche, le sémantisme du nom de procès contient la notion de temporalité de **façon implicite.** La notion de temps y est présente **virtuellement** (dans un état latent) et est exprimée, dans le discours, co(n)textuellement :

> *L'**harmonisation** des conditions de vente (par les commerçants) a pris trois mois.*
> *L'**harmonisation** des conditions de vente (par les commerçants) va être mise en place prochainement.*

Le déverbal hérite donc de la notion de temporalité mais il l'appréhende différemment au niveau de la sémantique lexicale.

Nous reviendrons plus tard sur le sujet relatif à la comparaison des sémantiques du verbe et du déverbal pour le détailler et approfondir (dans les sections indiquées ci-dessus).

2.3. Le nom déverbal 'harmonisation'

Harmonisation est un mot complexe caractérisé par la réitération de la suffixation (plusieurs suffixes dans le même nom)[91]. Comme c'est dit en début de ce chapitre, le suffixe nominal -*ation* s'ajoute à la base verbale *harmonis*-, déjà élargie par suffixation. À propos du suffixe *–(a)tion*, Grevisse remarque qu'il sert pour une dérivation savante nominale (1969 : 93) et désigne l'action ou son résultat (Grevisse, Goosse 1995 : 60). Il est à noter que dans le classement des suffixes français en cinq groupes (forts et en progression, faibles mais en progression, stationnaires, forts mais en récession, faibles et en récession), le suffixe *–ation* figure parmi « forts et en progression »[92].

L'ajout de ce suffixe lexicalise la racine verbale *harmonis*- dans le domaine nominal. Grâce à ce processus de nominalisation, le nouveau mot dérivé *harmonisation* a dans son sémantisme, par rapport à celui du mot source *harmonie*, l'empreinte de la notion de dynamisme, ou, autrement dit, *harmonisation* a cette capacité d'appréhender la notion de dynamisme[93].

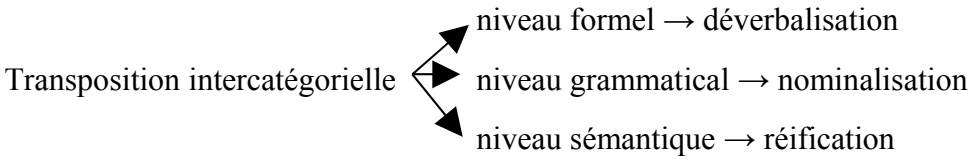
Le nom *harmonisation* hérite de certaines caractéristiques de base du verbe *harmoniser* :

✓ **caractéristiques aspectuelles** : dérivé d'un verbe de processus résultatif temporel, *harmonisation* renvoie à la fois à un processus et à son résultat, il peut donc désigner un **processus résultatif temporel** et, dans certains cas, aussi les **états** (ER et E1) ;

✓ **schéma actanciel** : *harmonisation* a le même schéma actanciel (avec les actants et les circonstants du déroulement du procès) que le verbe *harmoniser* ;

✓ **ancrage référentiel ou dénotatif :** *harmonisation* a le même procès référent que le verbe *harmoniser.*

La lexicalisation de la racine verbale dans le domaine nominal est liée au phénomène de la transposition intercatégorielle. En linguistique, on peut parler de la transposition intercatégorielle en terme de « déverbalisation » dans la morphologie dérivationnelle, en terme de « nominalisation » dans la grammaire ou en terme de « réification » dans la sémantique cognitive[94]. Tous ces termes décrivent le même phénomène de transposition mais à des niveaux différents : 1) au niveau formel (*id est* de la morphologie dérivationnelle) nous sommes devant le phénomène de déverbalisation, 2) au niveau grammatical – devant le phénomène de nominalisation et 3) au niveau de la sémantique cognitive – devant le phénomène de réification.



[91] Sur la réitération de la suffixation voir Huot (1997:15, 2001:91).

[92] Gacôgne 1986, cité par Ulland 1993:24.

[93] Si le sémantisme du verbe *harmoniser* est caractérisé par le dynamisme (car il possède la catégorie du temps), ce qui est propre au sémantisme de son dérivé *harmonisation* c'est **l'appréhension** de la notion de dynamisme, de l'idée de dynamicité, mais pas le dynamisme lui-même.

[94] Voir § 2.3.3.2 du présent Chapitre pour une représentation détaillée de ce concept.

2.3.1. Les définitions lexicographiques

Il est à noter que le substantif *harmonisation* est un terme relativement nouveau. Nous trouvons sa première définition dans le Littré (1877) : « Action d'harmoniser. /Harmonisation des voyelles, se dit, dans les langues ouralo-altaïques, de l'établissement de l'harmonie vocalique (...) ». *Harmonisation* était donc employé, tout au début, plutôt comme un terme de phonétique et de musique : le seul exemple cité concerne les voyelles.

Le Tableau 4 met en relief les définitions du nom déverbal *harmonisation* données dans trois dictionnaires du français contemporain (le GL, le GR et le TLF*i*). Plus loin nous ferons quelques commentaires sur l'analyse comparative de ces discours lexicographiques.

Commentaire 1 : sur les définitions données dans les trois discours lexicographiques. Les informations des dictionnaires de langue choisis pour notre analyse diffèrent quant à leur volume et à leur pertinence (cf. Tableau 4).

Dans le **TLF*i*** nous trouvons une description bien détaillée du mot *harmonisation,* avec deux parties distinctes, telles que le terme d'art (A, B) et le terme employé au sens figuré (C), qui sont abondantes en exemples. Parmi les deux sens figurés le deuxième « action d'orienter les lois, les règlements et les normes vers un objectif commun » nous intéresse tout particulièrement, car c'est une formulation liée avec l'acception 'l'organisation de la vie humaine dans une société'. C'est cette acception que le mot *harmonisation* réalise dans notre corpus et qui est donc l'objet d'étude dans notre recherche.

Dans le **GR** on distingue trois acceptions du nom *harmonisation*. En premier on cite le sens « action d'harmoniser ; résultat de cette action » proche du verbe *coordonner* et recouvrant donc le sens 'l'organisation de la vie humaine dans une société'. Ensuite vient l'acception du terme musical, proche du sens des noms *accompagnement, arrangement, orchestration*. Et en dernier on cite l'acception se rapportant au domaine de la phonétique.

L'interprétation définitionnelle du **GL** est bien laconique : il n'y a qu'une seule définition générale « action d'harmoniser ; résultat de cette action » avec deux exemples, l'un étant donné pour le sens propre, l'autre pour le sens figuré.

Nous faisons le bilan de l'analyse comparative des discours lexicographiques sous forme de tableau :

	le TLF*i*	**le GR**	**le GL**
Sens général de *harmonisation*	action d'harmoniser, d'accorder	action d'harmoniser	action d'harmoniser
	résultat de cette action	résultat de cette action	résultat de cette action
En particulier 'l'organisation de la vie humaine dans une société'	« action d'orienter les lois, les règlements et les normes vers un objectif commun »		

Tableau 4. Les définitions lexicographiques du mot *harmonisation*.

Le TLF*i*	Le Grand Robert	Le Grand Larousse
HARMONISATION, subst. fém. Action d'harmoniser, d'accorder ; résultat de cette action. **A.** – *MUS. Harmonisation d'un chant, d'une mélodie. Witkowski, musicien de grande culture, sut donner à son orchestre des sonorités fluides, nacrées, argentines et son harmonisation audacieuse, la souplesse de la ligne mélodique font de la* Princesse lointaine *un ouvrage d'un caractère très nouveau* (DUMESNIL, *Hist. théâtre lyr.,* 1953, p.190) *– P. ext., PHONÉT. Certaines langues connaissent l'harmonisation vocalique, c'est-à-dire la distribution des voyelles en séries fonctionnelles dans une tranche déterminée (le « mot » le plus souvent)* (*Langages*, Pottier, 1968, p.301): • … [l']**harmonisation** [it. ds le texte] (…) est un cas particulier de l'assimilation (dite *harmonique*), qui joue un rôle notable par exemple en turc et dans les langues de la familles finno-ougrienne […]. MAR. *Lex*. 1933, p.90. **B.** *PEINT. Harmonisation des couleurs. Le contraste et à la fois l'harmonisation de ces tons, de ces teintes, de ces irisations, ç'a été, une heure ou deux, chez moi une ivresse, une ivresse produite chez un coloriste par une griserie de couleurs* (GONCOURT, *Journal*, 1887, p.670). **C**. *Au fig.* **1.** Action de mettre en équilibre, de coordonner, de rendre harmonieux. a) [En parlant d'une personne, de ses créations, etc.] *Harmonisation de nos temps de réaction, harmonisation d'une vie. Peut-être, dans cette harmonisation de mon oeuvre, je trouverai ma propre harmonie* (MICHELET, *Journal*, 1842, p.488). b) [En parlant d'une relation politique, d'une alliance avec un autre pays] *C'est ainsi que nous nous efforçons (...) de réaliser avec la Grande-Bretagne (...) l'harmonisation de nos politiques respectives afin qu'un accord réel puisse s'ensuivre* (DE GAULLE, *Mém. guerre*, 1959, p.633). **2)** *En partic*. « Action d'orienter les lois, les règlements et les normes vers un objectif commun ». (Tern. 1971). *Harmonisation de la croissance économique, des charges sociales et fiscales, des circonscriptions régionales, des statuts des établissements publics. L'harmonisation des législations nationales pour la protection des océans* (DAGET-GORDON 1974).	**Harmonisation** [armɔnizasjɔ̃] n. f. - 1842, Michelet, il T.L.F.; de *harmoniser*. **1.** Action d'harmoniser ; résultat de cette action. *L'harmonisation des couleurs, des parties d'une composition. Les services ne sont pas coordonnés : une harmonisation s'impose.* => **Coordination.** **2.** Fait d'harmoniser (2.) ; opération, technique par laquelle un musicien harmonise. **=> Accompagnement, arrangement, orchestration.** *Travailler à l'harmonisation d'une chanson. Chant populaire français, harmonisation de Vincent d'Indy. Une belle, une riche harmonisation.* **3.** (1873). Phonét. *Harmonisation vocalique* : le fait, pour deux voyelles voisines dans la chaîne parlée, de tendre à l'identité; spécialt, en français, Fermeture d'un è ouvert [ɛ] en syllabe inaccentuée sous l'influence des voyelles accentuées [e], [i], [y]. Ex.: aimer [eme]	**Harmonisation** [armɔnizasjɔ̃] n. f. (de *harmoniser*; 1873, Larousse). Action d'harmoniser ; résultat de cette action : *L'harmonisation d'une chanson* ; et au fig. : *L'harmonisation des salaires du secteur public et du secteur nationalisé.*

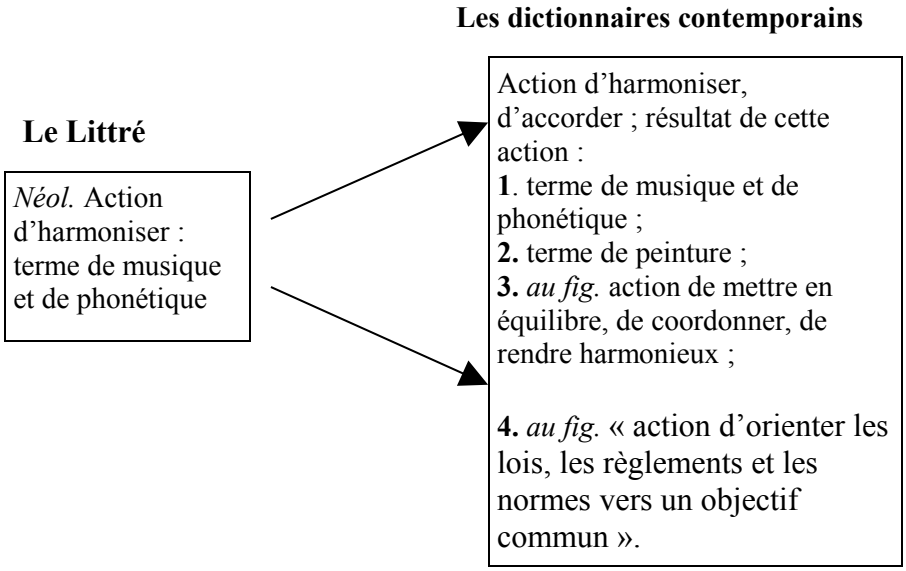
Le sens général est pratiquement identique dans tous les dictionnaires et on en distingue nettement deux parties : 1) action d'harmoniser/d'accorder et 2) résultat de cette action. Le sens particulier se rapportant à l'acception 'l'organisation de la vie humaine dans une société' est interprétée seulement dans le TLF*i.* Or nous trouvons les exemples avec cette acception, concernant la vie sociale, dans les trois dictionnaires :

> ***Harmonisation*** *de la croissance économique, des charges sociales et fiscales, des circonscriptions régionales, des statuts des établissements publics. L'****harmonisation*** *des législations nationales pour la protection des océans.* (le TLF*i)*
>
> *Les services ne sont pas coordonnés : une* ***harmonisation*** *s'impose.* (le GR)
>
> ***Harmonisation*** *des législations nationales pour la protection des océans.* (le GL).

Commentaire 2 : sur le cinétisme en diachronie. L'étude des discours définitionnels fait preuve de l'évolution de la signification lexicale du substantif *harmonisation*. Cette évolution procédait sur les deux plans simultanément : sur le plan du sens propre et sur celui du sens figuré.

Le sens propre du mot a connu **une extension** : employé au début pour parler de ce qui est perçu par l'oreille, de ce qui s'entend (musique, phonétique), avec le temps, il commence à s'appliquer aussi au domaine de ce qui est perçu par l'œil, de ce qui se voit (peinture).

En même temps, à la suite du transfert sémantique du mot *harmonisation* d'une image concrète à des relations abstraites c'est le plan du sens figuré qui **se forme** : deux autres éléments se greffent à la signification du mot :



Nous avons mis en relief le quatrième élément car, nous rappelons, c'est cette acception du mot *harmonisation* qui correspond au sens 'l'organisation de la vie humaine dans une société' qui est au centre de nos intérêts.

L'apparition de deux nouveaux emplois au sens figuré est due au développement de la vie sociale et politique. Au lieu de créer des mots nouveaux pour la dénomination de nouveaux phénomènes sociaux et politiques concernant la coordination entre les pays ou la création des systèmes uniques s'inscrivant dans un cadre commun, la langue française a procédé à l'extension de la signification du mot *harmonisation* existant déjà dans son vocabulaire[95].

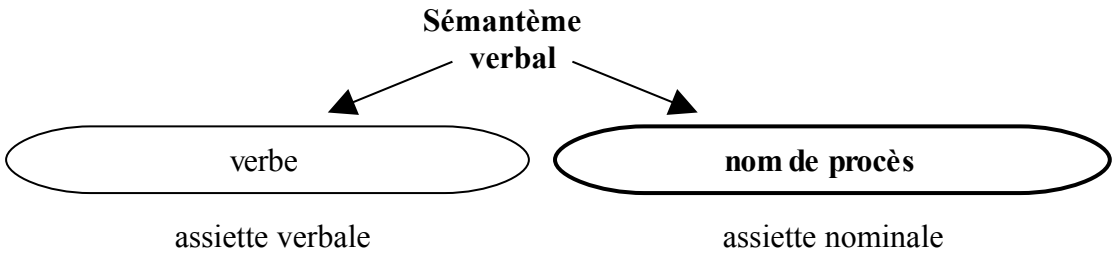
Ainsi, apparu initialement comme « action d'harmoniser » dans le domaine phonétique, au fil du temps, le mot *harmonisation* élargit son champ sémantique jusqu'à en avoir actuellement deux plans : celui du sens propre et celui du sens figuré. Autrement dit, la signification lexicale d'*harmonisation* a connu un cinétisme diachronique qui peut être défini comme **élargissement** de son champ sémantique : **extension** des éléments du sens propre et **formation** des éléments du sens figuré.

Commentaire 3 : sur les synonymes du nom *harmonisation*. Nous ne trouvons qu'un seul synonyme pour l'acception 'l'organisation de la vie humaine dans une société' – *coordination* – cité par le GR.

Nous avons fait une analyse détaillée des discours lexicographiques du mot *harmonisation,* nous y reviendrons encore dans le Chapitre 4, lors de la construction du noyau, des stéréotypes et des possibles argumentatifs de *harmonisation.*

2.3.2. Caractéristiques syntaxiques

Le nom *harmonisation* a une double nature verbo-nominale. Cette double nature verbo-nominale est due à la réalisation du sémantème **verbal**[96] dans l'assiette **nominale**[97]. Suite à cela, les noms de procès ont un statut particulier : morphologiquement ce sont des noms, mais syntaxiquement ils sont à cheval entre nom et verbe.



Les nominalisations sont donc des formes « hybrides » (Castagne, Palma 2001: 4) qui rassemblent à la fois des propriétés nominales et verbales : morphologiquement, ce sont des

[95]Un bref parcours du site Web avec le mot *harmonisation* fait voir qu'actuellement ce terme est couramment employé dans la vie courante (*harmonisation de la chasse, harmonisation des promesses, harmonisation des noms des rues, harmonisation des principes, etc.),* ainsi que dans les domaines spécialisés tel que la psychologie (*harmonisation psychocorporel, harmonisation du corps et de l'esprit*), la physique (*harmonisation énergétique, harmonisation éclairage*), les mathématiques (*harmonisation mathématiques*), l'environnement (*harmonisation environnementale*) et autres.

[96]Il faut comprendre le terme « sémantème » comme « radical » (Bally 1965:81), ou « base », « racine ».

[97]Cf. «L'idée de procès sort de son assiette verbale et passe dans le domaine nominal » (Christov 1999: 33).

noms possédant les catégories du genre, du nombre et de la détermination/indétermination *(une harmonisation - l'harmonisation)* ; mais syntaxiquement, ils partagent des propriétés nominales et verbales.

En nous servant des études sur la nominalisation de Dubois et Dubois-Charlier (1999:18-19) et de Pasero et al. (2004:91), nous pouvons citer les **propriétés syntaxiques nominales** suivantes du nom de procès *harmonisation*[98] :

➔ il adjoint : **a)** des déterminants *cette modeste harmonisation (31,1), aucune réelle harmonisation négociée(31,2),* **b)** des adjectifs qualificatifs *la nécessaire harmonisation européenne (18,2),* **c)** des adjectifs anaphoriques *la mise en place d'une telle harmonisation (38,2),* **d)** des participes présents (et pas des gérondifs) *l'harmonisation des règles restreignant la circulation des camions (35,3),* **e)** des participes passés *l'harmonisation de la législation du travail appuyée par la création d'un corps d'un millier d'inspecteurs du travail (34,1),* **f)** des relatives : *une harmonisation fiscale … qui nuirait à la City de Londres (51,1)* ;

➔ il peut être réduit à une proforme *l'harmonisation de l'enseignement supérieur et celle de la fiscalité* ;

➔ il ne supporte pas, à la différence du verbe, l'anaphorisation des compléments et des circonstants par les pronoms (*pour harmoniser la fiscalité dans l'UE → pour **l'**harmoniser dans l'UE* ou *pour **y** harmoniser la fiscalité)* ;

➔ il se prête à la modification adjectivale de certains de ses actants et des circonstants (Talmy 1992 27, Flaux, Van de Velde 2000:105), autrement dit, la nature argumentale peut être rendue non seulement par les substantifs mais aussi par les adjectifs : *harmoniser la fiscalité en Europe → harmonisation de la fiscalité en Europe → harmonisation fiscale européenne (12) ;* et même l'agent de l'action peut être rendu par l'adjectif possessif : *son arrivée m'a étonné → l'arrivée de Pierre m'a étonnée* (exemple tiré de Sériot 1993:246).

Les observations sur la syntaxe des groupes nominaux avec les nominalisations des mêmes chercheurs (Pasero et al. 2004 :92-102; Dubois, Dubois-Charlier 1999 :15-17) nous ont permis de déceler **les propriétés syntaxiques verbales** suivantes du nom de procès *harmonisation* :

➔ comme le verbe *harmoniser,* il peut avoir les arguments ; en revanche, ses arguments peuvent avoir la forme adjectivale : *harmonisation de la fiscalité par l'UE* ou *harmonisation fiscale de l'UE* ;

➔ il garde le premier complément régi du verbe (C1) : *harmoniser les formations et les diplômes → harmonisation des formations et des diplômes (15,1)* ;

➔ il régit, sous forme lexicale, des compléments circonstanciels de manière : *l'harmonisation vers le haut des normes sociales (61,1).*

Quant au schéma syntaxique, en tant que dérivé du verbe *harmoniser, harmonisation* hérite le schéma actanciel de ce dernier, notamment, comme nous l'avons déjà dit, il garde le deuxième actant régi (le patient ou C1). En revanche, le premier actant (son agent ou C0) est assez rarement employé, du moins, il n'est jamais présent dans les exemples de notre corpus. On constate le fait de l'occultation de l'origine de procès, de l'agent. Ce qui fait qu'on n'a jamais le schéma complet C0 – V – C1 actualisé par la groupe nominal avec *harmonisation* en tête,

[98]Quand c'est possible, nous donnons les exemples tirés du corpus.

autrement dit il y a donc toujours la **non-saturation du schéma actanciel** dans le syntagme avec le nom de procès (Sériot 1986:26).

En effaçant l'agent on gomme surtout son implication dans le procès, sa responsabilité. C'est cela finalement, selon Ducrot, le statut pragmatique des nominalisations : **leur utilisation supprime l'engagement personnel impliqué dans le procès** puisque « (…) le propre de la nominalisation est de faire apparaître un énonciateur, auquel le locuteur n'est pas assimilé, mais qui est assimilé à une voix collective, à ON. Quant à l'inclusion du locuteur dans ce ON, le phénomène syntaxique de la nominalisation n'en dit rien, ni positivement, ni négativement » (1984:232).

L'absence constante de l'agent dans le groupe nominal nous pousse à qualifier la nominalisation comme moyen de dépersonnalisation de l'action[99]. Tout comme dans la tournure impersonnelle avec *il*[100], nous avons la vision intrinsèquement dépersonnalisée des événements présentés par la nominalisation. En paraphrasant Charaudeau, nous pouvons dire qu'à travers la nominalisation, « tout se passe comme si l'action devenait *événement en soi* » (1992:128), ou *« événement qui vient de soi »* (Sériot). Comme corollaire, cette dépersonnalisation entraîne, au niveau de la sémantique énonciative, l'absence de prise en charge du contenu sémantique exprimé par la nominalisation.

Nous présentons aussi, mais sans nous attarder trop pour le moment, **les caractéristiques transformationnelles** du groupe nominal avec *harmonisation* en tête (nous en reparlerons avec plus de détails dans le Chapitre 8). Ici, nous préférons juste évoquer les problèmes de polysémie transformationnelle et de l'ambiguïté d'interprétation du sens du groupe nominal. Par exemple, les transformations éventuelles du GN *harmonisation européenne des formations* en un énoncé verbal sous-jacent peuvent être :

harmonisation européenne des formations

(1) l'Europe harmonise les formations
(C0 – V_{tr} – C1) → processus (PRT)

(2) les formations s'harmonisent en Europe
(C0 – V_{pron} – Ccirc) → état (E1)

(3) les formations sont harmonisées en Europe
(C0 – V_{pass} – Ccirc) → état-résultat (ER)

(4) on harmonise les formations en Europe
(C0 – V_{tr} – Ccirc) → processus (PRT)

Nous voyons que les transformations sont foncièrement ambiguës du point de vue du schéma actanciel ce qui donne des énoncés verbaux avec les différents types de procès. Dans les cas 1 et 4, le groupe nominal *harmonisation européenne des formations* se transforme en processus résultatif temporel, dans le cas 2 – en état constat (E1), dans le cas 3 – en état-résultat. Cette multiplicité de transformations possibles nous amène au choix de la désignation du

[99]Cf. « Ainsi, une « relation prédicative secondaire » est la base possible de l'**effacement du rapport d'une relation prédicative au sujet de l'énonciation**, et non seulement un simple problème de facilité stylistique ou de cohérence textuelle interne » (Sériot 1993:256) (Nous soulignons).

[100]Cf. ***il*** impersonnel dans *« **Il** se pose un problème »* (Charaudeau 1992:315).

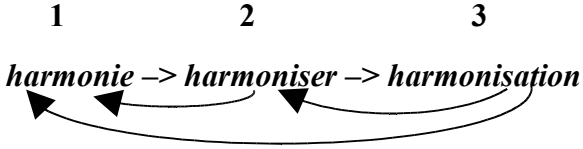
déverbal par le terme « nom de procès » plutôt que par le terme « nom d'action », car « procès » comprend processus et état, autrement dit, action et propriété.

2.3.3. Le sémantisme du mot 'harmonisation'

Nous aborderons le sujet du sémantisme du mot *harmonisation* de deux manières : premièrement, en relation avec les mots dont il dérive (axe étymologique), deuxièmement, en relation avec d'autres déverbaux (axe de morphologie lexicale).

2.3.3.1. Le sémantisme du mot 'harmonisation' par rapport aux mots dont il dérive

Dans cette section, nous synthétiserons, en quelque sorte, ce qui était déjà dit en parlant du sémantisme des mots *harmonie* et *harmoniser*. Ainsi, le déverbal *harmonisation* en tant que mot dérivé implique les mots *harmoniser* et *harmonie* dont il dérive. Nous pouvons illustrer cette implication sémantique à partir de la chaîne de parcours dérivationnel de la manière suivante :



Dans ce schéma **2** implique **1**, **3** implique **2** et **1**. Le mot *harmonisation* implique donc le verbe *harmoniser* et le nom *harmonie.* Il y a une certaine représentation d'*harmoniser* et d'*harmonie* dans *harmonisation*.

Ainsi, les mots *harmoniser* et *harmonie* sont présents implicitement dans le sémantisme du mot *harmonisation.* Nous entendons par la « présence implicite » les possibilités transformationnelles des syntagmes avec le verbe *harmoniser* ou avec le nom *harmonie* en syntagme nominalisé avec *harmonisation*, et *vice versa.* Le premier cas (*harmoniser* ↔ *harmonisation*) est évident, car il est bien décrit dans la grammaire transformationnelle. Voici deux énoncés tirés du corpus illustrant ces possibilités transformationnelles *harmonisation des législations* ↔ *harmoniser les législations* :

> *1a.* harmonisation → harmoniser : *La lutte frontalière amène les Quinze à encourager* ***une harmonisation de leurs législations.*** *(72,2)* → *La lutte frontalière amène les Quinze à encourager d'****harmoniser leurs législations.***
>
> *1b.* harmoniser → harmonisation : *Le texte vise à* ***harmoniser les législations*** *boursières des pays membres. (25)* → *Le texte vise l'****harmonisation des législations*** *boursières des pays membres.*

En revanche, la transformation *harmonie* ↔ *harmonisation* est moins évidente mais, comme le prouve notre corpus, est aussi possible :

> *2a.* harmonie → harmonisation : (*...) le vice-président du DGB plaide aussi pour* ***une harmonie fiscale*** *afin d'éviter la concurrence déloyale entre les États membres ...(89,2)* → *... le vice -président du DGB plaide*

*aussi pour **une harmonisation fiscale** afin d'éviter la concurrence déloyale entre les États membres …*

2b. harmonisation → harmonie : *Romano Prodi a souligné le besoin d'**harmonisation fiscale** en Europe pour éviter une concurrence déloyale entre les pays. (7,1) → Romano Prodi a souligné le besoin d'**harmonie fiscale** en Europe pour éviter une concurrence déloyale entre les pays.*

Dans certains cas, l'emploi de ces deux mots (*harmonie* et *harmoniser)* dans le même texte que le dérivé *harmonisation* permet de comprendre s'il s'agit du processus ou du résultat. Comparons ces deux couples d'exemples avec des co-textes similaires pour *harmoniser* et *harmonisation* (3a, 3b) et *harmonie* et *harmonisation* (4a, 4b) :

*3a. **Harmoniser les contrôles.** (156, titre)*

*3b. L'adhésion est également totale pour les missions que devra remplir l'Agence: **harmonisation des contrôles antidopages**, recherche scientifique, conseil juridique … (156,1)*

*4a. **L'absence d'harmonie** fiscale freine la diversification européenne des fonds de droit français. (154, titre).*

*4b. **L'absence d'harmonisation** fiscale freine donc aujourd'hui la volonté des gestionnaires de Sicar d'acheter des obligations …(154,1).*

La différence sémantique entre le mot *harmonisation* employé dans 3b et 4b consiste en ce que, dans le premier cas, c'est **le processus** qui est focalisé, car son antécédent (employé dans le titre) est le verbe *harmoniser.* Dans le second cas, la focalisation se fait sur **le résultat,** car son antécédent est le nom *harmonie*[101]**.**

Ainsi, l'emploi dans le même co-texte des mots-sources du déverbal *harmonisation* aide à appréhender les différences cognitives dans ses réalisations discursives.

Citons une autre preuve de la similitude sémantique entre le nom de procès *harmonisation* et le verbe *harmoniser*. Analysons l'exemple suivant :

*5. Ne faudrait-il pas **harmoniser** les différentes inspections du travail européennes ? « **L'harmonisation** est un rêve du bureaucrate, réplique Claude Emmanuel Triomphe. (…) » (95,1)*

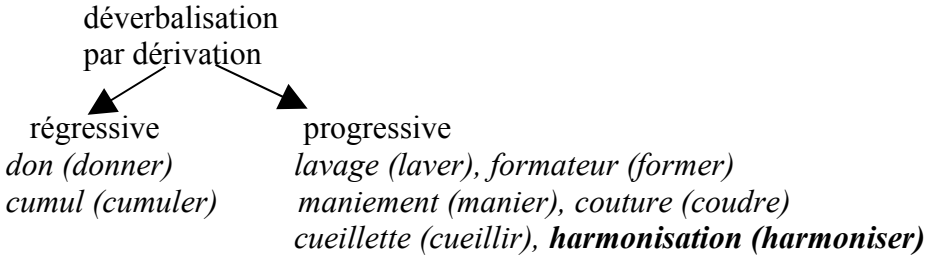
Ici, le nom de procès *harmonisation* présente la mention seconde du procès du verbe *harmoniser* (Castagne, Palma 2001:19). Du point de vue de l'apport d'information, la nominalisation **n'ajoute rien** au contexte précédent évoqué par le verbe *harmoniser*, car il aurait pu être remplacé par un simple substitut comme *ceci* (Combette 1988:109).

[101]Sur les différentes possibilités de focalisation dans le sémantisme de *harmonisation* voir le § 3.4.2.1 du même Chapitre).

2.3.3.2. Le sémantisme du mot 'harmonisation' par rapport aux autres déverbaux (axe de morphologie lexicale)

De façon générale, la lexicalisation de la racine verbale dans le domaine nominal peut aboutir à plusieurs types de déverbaux : nom de procès (*harmonisation, lavage*), nom d'agent (*formateur*), nom d'instrument (*allumettes*), nom de bénéficiaire (*nourrisson*), nom de lieu (*blanchisserie*)[102]. Quelle est la particularité des noms de procès par rapport aux autres déverbaux ?

D'abord, nous voudrions rappeler que les déverbaux sont les noms formés à partir de radicaux verbaux par dérivation régressive (*charger → charge*) ou par dérivation progressive, (- *age* pour *lavage*, *-teur/-ateur* pour *formateur/traducteur*). Il existe de nombreux suffixes signalant les déverbaux : *-ment* (*maniement*), *-ure* (*couture*), *-ette (cueillette), -tion/-ation (traduction/harmonisation),* etc.



Les suffixes dans ce cas sont des éléments à double effet : ils font passer le mot de départ dans une autre catégorie, tout en lui communiquant une valeur sémantique complémentaire (Christov 1999 :14). Leur force de translation est conjuguée avec celle de l'article, pour entrer de plein droit dans la catégorie nominale, le nom déverbal a besoin de s'appuyer, dans le discours, sur un actualisateur qui est l'article.

Le mot *harmonisation* est donc un déverbal formé à l'aide du suffixe *-ation* à partir de la racine verbale *harmonis-* et est actualisé dans le discours à l'aide de l'article *une* ou *la* (ou un autre prédéterminant nominal comme *cette, aucune,* etc.).

La dérivation suffixale va de paire avec la transposition du contenu lexical qui conduit à **une matérialisation du procès**. Ce qui veut dire que l'idée de procès sort de son assiette verbale et se matérialise dans l'assiette nominale. Cette matérialisation se fait différemment par rapport aux actants/circonstants du processus (*ibidem* :33). Nous illustrons cette idée de Christov par le tableau de la lexicalisation du sémantème verbal dans les substantifs (Tableau 5). Ainsi, l'idée de procès peut se matérialiser soit hors de ses actants/circonstants, directement dans l'action et son résultat, (1) ; soit dans ses actants/circonstants (2,3,4,5) :

[102]Cf.: « En se référent, par exemple, au verbe d'action, on distinguera parmi les substantifs dérivés qui en procèdent sémantiquement les noms d'action, les noms d'actants et les noms de circonstants » (Tesnière 1959:403).

Tableau 5. La lexicalisation du sémantème verbal dans les substantifs.

1. Dans l'action ou le résultat de cette action :	*se promener – promenade* *se moquer – moquerie* *former – formation* *traduire – traduction* *blanchir –blanchissage* ***harmoniser –harmonisation***	**Le dérivé continue à désigner le procès ou le résultat qui s'en suit.**
2. Dans son agent :	*mentir – menteur* *garder – gardien* *blanchir – blanchisseur* *expédier – expéditeur*	Le dérivé désigne l'acteur-réalisateur du procès.
3. Dans son instrument :	*allumer – allumette* *effacer – effaceur* *tenir – tenailles*	Le dérivé désigne le moyen par lequel le procès est réalisé.
4. Dans son bénéficiaire :	*nourrir – nourrisson* *destiner – destinataire*	Le dérivé désigne la personne qui bénéficie du résultat du procès.
5. Dans le circonstant de lieu :	*résider – résidence* *présider – présidence* *blanchir – blanchisserie* *coopérer – coopérative*	Le dérivé désigne l'endroit privilégié où le procès se réalise.

Le premier cas, dont le mot *harmonisation* fait partie, **est à part** par rapport aux autres types d'extériorisation de l'idée de procès[103]. Ici, l'idée de procès garde la place centrale sur l'axe actanciel-circonstanciel, elle s'incarne non pas dans ses actants-circonstants, comme dans tous les autres cas, mais directement dans l'action ou son résultat. Dans ce premier cas on observe **une matérialisation précoce[104]** du procès qui se trouve cantonnée dans les limites formelles du substantif (Christov 1999:33).

Grâce à cette matérialisation précoce, **la notion verbale** (*id est* la notion de procès)**[105]** dans le sémantisme des noms de procès se fait sentir plus fort que dans celui des autres déverbaux cités dans le tableau ci-dessus[106]. Comme corollaire, nous pouvons déterminer la place exacte des noms de procès : ils se trouvent à la charnière de deux domaines : du domaine nominal et du domaine verbal. Donc, dans notre schéma de réalisation du sémantème verbal, il faudra faire une précision concernant le positionnement des noms de procès dans le domaine nominal, en les

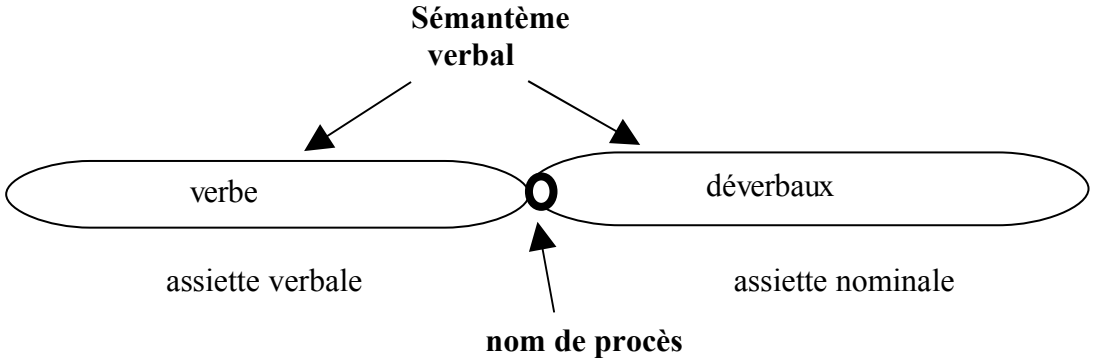
[103]Cf. : « Quant à la nominalisation nucléaire [=les noms d'action] elle est **doublement déverbale** en ce sens que morphologiquement il s'agit d'un dérivé du verbe, et syntaxiquement et sémantiquement il s'agit de l'action exprimée par le verbe. Les autres nominalisations ne sont déverbales qu'au point de vue morphologique » (Ulland 1993 :16) (Nous soulignons).

[104]Nous entendons par une matérialisation précoce l'incarnation (ou lexicalisation) de la racine verbale dans la zone transfrontalière entre verbe et nom.

[105] Cf. : notion de procès (nom de procès) *vs.* procès (verbe)

[106] Cf. « De même que la langue dispose de plusieurs manières d'exprimer la notion verbale, **de même se différencient les noms qui y portent référence** » (Benveniste 1948 :65) (Nous soulignons).

rapprochant plus de la zone frontalière, par rapport aux autres déverbaux qui se trouvent plus au fond de l'assiette nominale.



Cette matérialisation précoce de l'idée de procès dans son action et/ou le résultat de l'action est appelée **la réification**[107]**.** Le sens du concept « réification » est bien exprimé dans cette réflexion de Sériot : « dans la nominalisation le Verbe se fit Nom (…) Et la Relation se fit Chose ... » (1983:101). Ainsi, *harmonisation* en tant que nom de procès implique une opération cognitive de réification du verbe *harmoniser*.

Ajoutons que la position frontalière des noms de procès a des incidences non seulement au niveau grammatical comme, par exemple, les propriétés syntaxiques de nature verbale et nominale (cf. § 2.3.2 du présent Chapitre), « une place charnière entre le nom et la proposition »[108], mais aussi, et surtout, au niveau discursif et énonciatif, notamment, les possibilités des comportements de type verbal ou de type nominal, une multitude d'ambiguïtés interprétatives, ainsi que l'éclatement du locuteur en ON collectif avec l'absence de prise en charge par celui-ci (Sériot 1983:79).

3. Axe verbo-nominal : nom de procès – verbe

Sur cet axe nous confronterons le **nom de procès** *harmonisation* au **verbe** *harmoniser* pour trouver des similarités et des différences entre ces deux catégories grammaticales et pour mettre en lumière, par la suite, les traits particuliers du nom de procès, vus sous l'angle de la sémantique cognitive (qui sous-entend l'analyse des processus mentaux : la perception et la création des représentations mentales). D'abord, nous analyserons les approches proposées dans la tradition

---

[107] Cf. **chez Talmy** : « Une racine verbale lexicalisant l'expression d'un événement ou d'une action en tant que quantité temporelle peut être associée à des formes grammaticales, comme les nominalisations, qui signalent une opération cognitive de **« réification »**. Sous l'effet sémantique de cette opération, le référent se trouve conceptualisé désormais comme objet ou comme masse » (Talmy 1992 :27) (Nous soulignons) ;

chez Langacker : « la nominalisation implique un certain type de **« réification »** conceptuelle » (1991 :109), aussi «Mon analyse rend directement compte de la **réification** impliquée par des noms, comme *explosion*, dérivés de verbes » (i*bidem*:147) (Nous soulignons).

[108]Cf. « La nominalisation occupe très précisément une place charnière entre le nom et la proposition » (Sériot 1983:79).

de la linguistique cognitive, et, enfin, nous proposerons notre approche à nous s'inscrivant, elle aussi, dans la perspective de la linguistique cognitive. Nous répétons que nous privilégions l'approche cognitive, car elle nous aide à éclaircir les « bizarreries » propres au fonctionnement discursif des noms de procès tels que leur densité informationnelle, leur synthétisme grammatical, leur contenu présupposé à caractère préasserté, leur flou transformationnel, etc.

3.1. La tradition de la linguistique cognitive

L'analyse comparative entre verbe et nom de procès vue sous l'angle de la sémantique cognitive que nous entreprenons dans cette partie de notre travail répond à la tâche principale de ce chapitre qui est celle de mieux mettre en valeur la nature profonde inhérente au nom de procès. Observons que la question de la similitude et de la différence entre verbe et nom de procès a déjà attiré l'attention des linguistes comme Guillaume, Langacker et Talmy[109], mais elle n'a jamais fait l'objet d'une étude spéciale approfondie (du point de vue cognitif).

3.2. Identité et différence entre verbe et nom de procès : approche de la sémantique cognitive (Ronald Langacker)

Dans son article « Nom et verbe » (1991), Langacker étudie les ressemblances et les dissemblances entre le verbe (à la forme personnelle) et le nom de procès en traitant le problème de la nominalisation du verbe. Rappelons que, pour lui, nominaliser un verbe c'est de lui prêter nécessairement les propriétés conceptuelles caractéristiques d'un nom (p.147), autrement dit, transférer les propriétés conceptuelles verbales, intrinsèques à la racine d'un verbe (temps et états) en propriétés conceptuelles nominales (région et entités)[110]. Cela veut dire que si la racine verbale désigne un processus composé par une série d'états enregistrés en séquence à travers le temps qui est mis en profil, en cas de nominalisation, c'est la région qui devient le profil dans le contenu conceptuel et chaque état qui compose ce processus devient une entité, en opposition à la conceptualisation d'un verbe, où c'est le temps qui est mis en profil.

Observons que le trait caractéristique de la sémantique cognitive de Langacker consiste en ce qu'il propose la notion de l'imagerie conventionnelle[111]. En adoptant une vision liée à l'imagerie, il avance une hypothèse qu'un nom et un verbe peuvent être utilisés pour décrire le même événement.

Ainsi, Langacker donne un exemple concret avec le verbe *exploser* et sa nominalisation *explosion* qui sont identiques, selon lui, au niveau du contenu conceptuel parce qu'ils décrivent le même événement (*quelque chose a explosé, il y a eu une explosion*). Mais *exploser* et *explosion* diffèrent au niveau sémantique car **« ils utilisent différentes images pour structurer le même contenu conceptuel »** (p.147). *Exploser* définit implicitement la région constituée par

[109] Guillaume 1929, 1973, 1999, Langacker 1991, Talmy 1992, 2000.

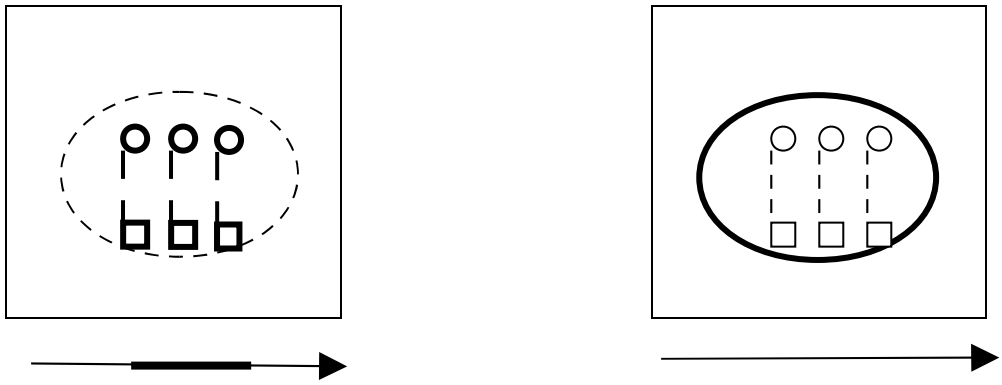
[110]Chez Langacker « le terme ENTITE est utilisé de manière aussi générale que possible, comme un terme couvrant tout ce que nous pouvons concevoir » (p.116) et une REGION est définie comme « un ensemble d'entités reliées entre elles » (p.115).

[111]Langacker sous-entend par le terme « image » « différente façon de concevoir la scène » ce qui fait que sous « l'imagerie » il comprend « la capacité incontestable que nous avons d'appréhender un domaine cognitif de différentes manières » (p.107).

les états qui le composent. *Explosion* accorde à cette région un niveau d'intérêt explicite en tant que profil du prédicat composé.

Langacker illustre le contraste sémantique entre le verbe et sa nominalisation par ces deux images (*ibidem*):

a) verbe b) nominalisation



Pour le verbe (fig.a), une ellipse en pointillée représente la région implicite définie par les interconnexions entre les états. La région est donc latente, elle n'a pas de saillance particulière ; ce qui se trouve en profil, ce sont les configurations relationnelles des états individuels – pas la région elle-même.

En ce qui concerne la nominalisation (fig.b), elle reprend le processus désigné par la racine verbale et, dans cette base, elle sélectionne comme profil la région. Et comme la région appartient à un niveau d'organisation conceptuelle plus élevé, l'effet de nominalisation est de transférer le profil à un niveau de conceptualisation d'ordre supérieur des états exprimés par la racine verbale.

Bref, nom et verbe modèlent le même événement conceptuel mais selon des images qui diffèrent ; **ils sont identiques conceptuellement mais distincts sémantiquement** (p.109). *Exploser* et *explosion* invoquent le même domaine, ou la même base, mais diffèrent sémantiquement par le choix de profils différents dans cette base commune (p.107).

Pour les réflexions que nous allons développer ultérieurement, retenons bien ces deux choses chez Langacker : 1) l'idée concernant la **similitude aux niveaux référentiel et conceptuel entre verbe et nominalisation** : le même référent entraîne le même contenu conceptuel ; et 2) l'idée concernant la **distinction au niveau sémantique liée au temps** : pour le verbe le temps est mis en profil, pour la nominalisation il n'est pas mis en profil.

3.3. Identité et différence entre verbe et nom de procès : approche de la psychosystématique (Gustave Guillaume)

Guillaume aborde le sujet de l'identité et de la différence entre verbe (notamment infinitif) et nom de procès en étudiant le système du verbe français (Guillaume 1929, 1969, 1973).

Rappelons d'abord, dans le plan général, les définitions du verbe et du nom dans la psychosystématique de Guillaume : « (…) on peut définir le verbe : un mot dont l'entendement s'achève au temps ; et le nom : un mot dont l'entendement s'achève en dehors du temps, et par conséquent à l'espace (…) » (Guillaume 1973:193).

Dans le plan plus concret, Guillaume analyse les ressemblances et les différences entre l'infinitif et le déverbal. Pour lui, la signification de *marche* et de *marcher* est **la même** : une action, un procès, mais la prévision incluse dans les deux mots **n'est pas la même** en ce qui concerne la faculté de prendre la marque du temps. Cette faculté est nulle pour *marche* ; par contre, elle est très développée pour *marcher* (*ibidem* :202).

Par exemple**,** *La marche me fatigue* et *Marcher me fatigue* sont deux phrases nous montrant chacune un mot qui trouve son support à l'intérieur de l'idée qu'il exprime, qu'il apporte. Mais il y a cette différence que le mot *marche* écarte a priori tout entendement final dans le temps, tandis que *marcher*, présente, au contraire, ce caractère d'annoncer, de prévoir pour lui-même, un entendement final dans le temps (*ibidem* :205).

Ainsi de l'infinitif au substantif, il y a identité si l'on considère les choses du seul point de vue de l'incidence, qui est interne à la signification dans les deux cas, mais il y a différence en ce qui concerne l'entendement final du mot, qui pour *marche* s'opère en dehors du temps (dans l'espace) et pour *marcher* dans le temps (*ibidem*). Cette différence est d'une telle importance qu'elle interdit de faire entrer l'infinitif dans la catégorie nominale.

La marque du temps pour l'infinitif est très développée. Sa signification grammaticale, qui est déterminée par sa position sur la chronothèse nominale, comprend les sèmes *tension/zéro,* ce qu'il faut lire : tension seulement/pas de détention verbale.

Ainsi, selon Guillaume, c'est la signification et la présence de l'incidence interne qui rapprochent l'infinitif et le nom de procès, et c'est l'entendement final et la marque du temps qui les différencient.

	INFINITIF	**NOM DE PROCES**
Signification	Action	Action
L'incidence interne	En soi-même	En soi même
Entendement final	Dans le temps	Dans l'espace
La marque du temps	Très développée	Nulle

Chez Guillaume nous empruntons l'idée de comparer le nom de procès avec l'infinitif, forme non personnelle du verbe la plus proche du domaine nominal. Et nous retenons la différence principale entre ces deux formes, celle de **la marque du temps**, que nous développerons plus tard.

3.4. Identité et différence entre verbe et nom de procès : approche proposée dans la présente étude (la prise de distance)

Pour trouver l'identité et la différence entre verbe et nom de procès nous allons faire l'analyse comparative de la réalisation du sémantème verbal dans le domaine nominal et dans le domaine verbal. Concrètement, nous allons analyser, niveau par niveau, comment le sémantème verbal *harmonis-* se réalise dans le domaine nominal, notamment dans le nom de procès *harmonisation*, et dans le domaine verbal, notamment dans les formes personnelles et non personnelles du verbe *harmoniser*. Ainsi, à la différence de Langacker et de Guillaume qui comparaient le nom de procès avec une seule forme verbale, respectivement, la forme personnelle et la forme non personnelle (l'infinitif), notre analyse comparative tient compte, à la fois, de deux formes verbales (personnelle et non personnelle). Comme indiqué précédemment, le but de cette démarche est de mieux faire apparaître la nature profonde du mot *harmonisation*.

Remarque. Du fait que *harmonisation européenne* évoque un sujet collectif organisé (Monceau 1997:41), un agent animé donc, nous tiendrons compte uniquement des cas où le verbe *harmoniser* a dans sa structure profonde **un agent animé**[112]. Pour la commodité de l'analyse comparative, ainsi que pour des raisons techniques (et opérationnelles), nous présentons, dans la section suivante, le schéma conceptuel de réalisation du procès désigné par un verbe ayant un agent animé dans sa structure profonde.

3.4.1. Schéma de réalisation du procès désigné par le verbe 'harmoniser'

Étant donné que « les processus sont des procès auxquels est associée l'idée d'un début, d'un déroulement et d'une fin » (Fuchs, Léonard 1979:337), leur réalisation dans le temps induit, donc, trois étapes : **début–déroulement–fin**. Autrement dit, début–déroulement–fin sont trois stades de l'accomplissement d'un procès sur l'axe temporel.

La représentation de l'idée de procès sur cet axe varie par rapport à ces trois moments temporels : le procès est **prospectif** au début, **cursif** pendant le déroulement et **rétrospectif** à la fin du procès.

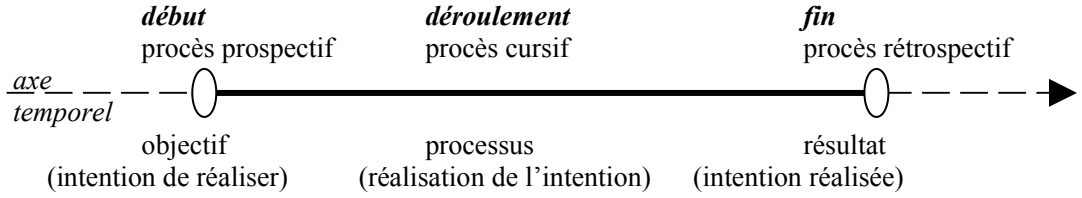
Dans les termes de « structure conceptuelle »[113] de la cognition d'un procès ayant un agent animé cela équivaut à la triade **objectif–processus–résultat**. Ici, l'objectif est un but (ou un projet) précis que se propose l'agent du procès ; le processus il faut comprendre comme processus de réalisation du projet ; le résultat « ce que produit une activité consciente dirigée vers une fin, cette fin » (Le Robert Pratique).

---

[112] Ce sont les cas (1), (2) et (3a) (cf. § 2.2.2.2 du présent Chapitre). Dans le cas (3a), l'agent est absent dans la structure de la surface, mais il est présent dans la structure profonde du verbe. Nous ne tiendrons pas compte du cas (3b) avec un agent inanimé, car, comme nous l'avons déjà dit, ce cas a été décelé dans le corpus 2009 quand cette partie théorique était déjà terminée et c'était donc trop tard de faire les modifications. Mais nous avons aussi une autre justification de ne pas tenir compte, à cette étape de la recherche, de ce type de procès avec un agent inanimé : l'élaboration de tout modèle commence par ce qui est typique et fréquent, par ce qui est caractéristique et récurrent au phénomène ; or ce n'est pas le cas du dernier type de procès (avec un agent inanimé) relatif à notre corpus pris dans son ensemble (les années 1999 et 2009). Ainsi, nous présenterons dans ce qui suit le modèle virtuel mental **typique** au verbe *harmoniser*, laissant de côté, pour le moment, le cas moins récurrent.

[113] Il faut comprendre ce terme dans le sens de Talmy : « (...) la structure conceptuelle à l'intérieur d'un domaine cognitif » (1992:14).

Sur le plan intentionnel (en cas de l'agent animé), cette triade correspond, respectivement, à l'intention de réaliser une action, à la réalisation de l'intention et à l'intention réalisée :



Ainsi, nous avons le schéma conceptuel de réalisation du procès en corrélation avec les stades du déroulement du procès, avec la représentation de l'idée de procès et avec l'intention de réalisation du procès. Ce schéma représente le modèle virtuel mental du procès évoqué par un verbe ayant un agent animé dans sa structure profonde, autrement dit, le modèle virtuel mental d'un procès intentionnel[114].

3.4.2. Réalisation du sémantème verbal 'harmonis-' dans le domaine nominal et dans le domaine verbal

Comme signalé plus haut, le sémantème verbal peut être lexicalisé par les formes verbales et par les formes nominales[115]. Nous allons analyser la réalisation du sémantème verbal *harmonis-* à travers trois formes grammaticales : les formes personnelles du verbe *harmoniser*, ses formes non personnelles (c'est pour le domaine verbal) et le substantif déverbal *harmonisation* (pour le domaine nominal). Cette analyse va se faire niveau par niveau, en commençant par le niveau conceptuel.

3.4.2.1. Niveau conceptuel

Les réflexions que nous développerons dans ce paragraphe sont étayées par l'idée de Langacker sur la similitude aux niveaux référentiel et conceptuel entre verbe et nominalisation (cf. § 3.2 du même Chapitre), ainsi que par les trois citations suivantes :

> « (...) la langue dispose de plusieurs manières d'exprimer la notion verbale » (Benveniste 1948:65).

> « (...) chaque langue filtre à sa manière, et de différentes façons possibles, un événement extra-linguistique » (Fuchs, Léonard 1979:316).

> « Chaque représentation mentale est susceptible d'être manifestée linguistiquement de multiples façons ». (Pottier 1992b:33).

[114] «Il est donc postulé que *tout faire humain est intentionnel* » (Charaudeau 1992:728).

[115] Mais aussi par les formes adjectivales. Nous trouvons chez Charaudeau : « L'***action*** … peut être configurée de manières différentes : par un ***verbe*** *(« travailler pour vivre »)*, par un ***nom*** *(« le travail c'est la santé »)*, par un ***adjectif*** *(« Il est très travailleur »)* » (*ibidem* :380). (Nous soulignons).

A partir de ces considérations, nous stipulons que les formes personnelles et non personnelles du verbe *harmoniser* et le déverbal *harmonisation* ont le même événement extra-linguistique comme référent et représentent **trois différents moyens linguistiques pour traduire à la surface le même modèle virtuel mental** (cf. Schéma 5) mais la manière de lexicaliser ce modèle dans le discours par les formes analysées est complètement différente. Voyons concrètement en quoi consiste cette différence.

La répartition des formes verbales et du nom déverbal par rapport aux trois étapes de la réalisation du procès d'un verbe décrites dans la section § 3.4.1 (du présent Chapitre) se présente ainsi :

	Le nom déverbal	**Les formes non personnelles du verbe**	**Les formes personnelles du verbe**
3 étapes du procès	1 forme : le nom déverbal	3 formes : l'infinitif, le participe présent, le participe passé	16 formes : les formes des temps futurs (3), présents (3), passés (10)

La lexicalisation du modèle virtuel mental par le déverbal se caractérise par le **syncrétisme conceptuel** (et sémantique, par conséquent) : sa forme unique comprend, cumule tous les trois stades du déroulement du procès (objectif-processus-résultat), tandis que les formes non personnelles ont trois formes bien distinctes pour chaque étape du procès (infinitif – participe présent – participe passé), et les formes personnelles ont tout un système de formes verbales temporelles pour chaque étape de réalisation du procès.

Autrement dit, la lexicalisation des trois étapes du procès se fait **collectivement** par le déverbal et **séparément** par les formes verbales[116]. Précisément, ces dernières réalisent dans le discours chaque ingrédient de la triade objectif-processus-résultat à part, **en actualisant** soit le procès prospectif (les temps futurs et l'infinitif), soit le procès cursif (les temps présents et le participe présent), soit le procès rétrospectif (les temps passés et le participe passé) (cf. Schémas 6a, b, c).

Ce qui n'est pas le cas du déverbal. Employé dans le discours, il actualise à chaque fois en entier la triade objectif-processus-résultat, tantôt **en focalisant**[117] dans le discours l'étape visée par l'énonciateur, tantôt **sans focalisation** précise (cf. Schémas 7a, b, c, d). Dans ces schémas nous employons, pour le déverbal, le terme « processualité » à la place de « processus » afin de souligner l'aspect quasi-statique du modèle (voir la section suivante).

Rappelons qu'en comparant le verbe et le nom de procès par rapport à la notion de temps nous avons déjà indiqué que le premier la comporte de façon explicite et le dernier – de façon implicite. Le fait de contenir la temporalité de manière explicite ou implicite est en rapport avec une actualisation séparée ou une actualisation collective de la triade objectif-processus-résultat. Une actualisation séparée de la triade objectif-processus-résultat par le verbe, permet à celui-ci

[116]L'opposition **collectivement** *vs.* **séparément** rend l'idée de Langacker de « distinction entre deux modes d'opérations cognitives : enregistrement GLOBAL et SEQUENTIEL » (1991:130) ; un nom de procès est caractérisé par un enregistrement global, car c'est une relation atemporelle qui a « une conceptualisation complexe où toutes les configurations participantes se superposent et sont simultanément actives » (*ibidem* :132) ; un verbe est caractérisé par un enregistrement séquentiel, car c'est « un prédicat temporel dans la mesure où la situation est suivie état par état » (*ibidem*).

[117] Cette focalisation est rendue dans le discours à l'aide du co(n)texte (voir *infra* de cette section).

Schéma 5. Le modèle virtuel mental d'un procès intentionnel

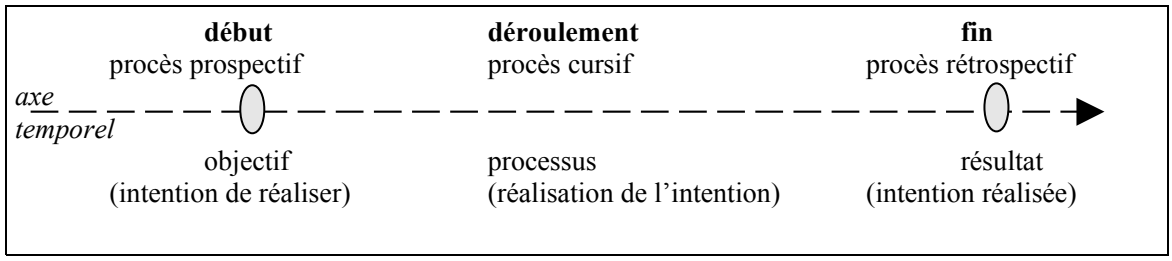
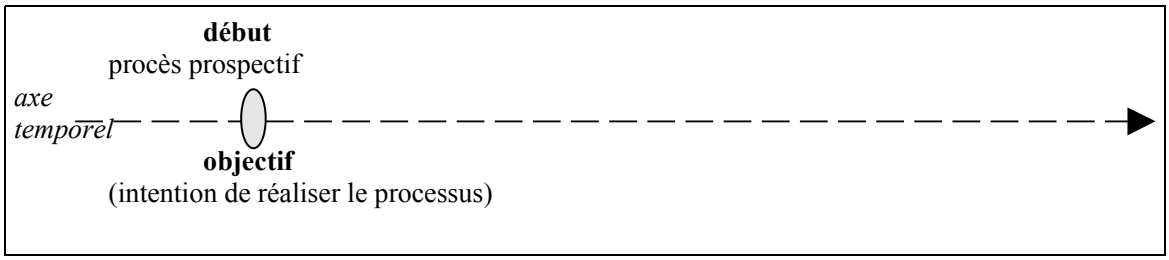
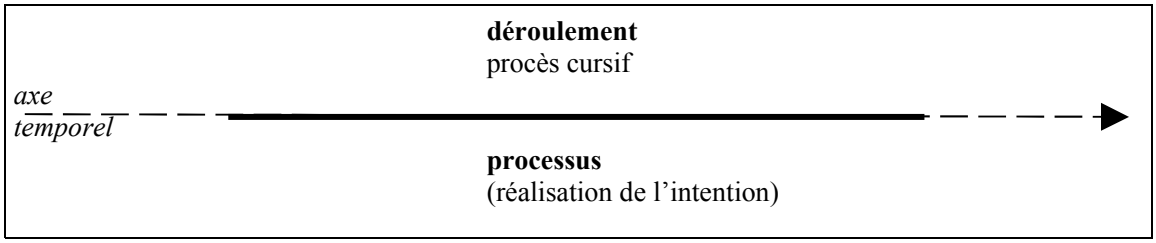


Schéma 6. Le modèle virtuel mental d'un procès intentionnel réalisé dans le discours **par les formes verbales** :

a) avec l'actualisation de **l'objectif** :



b) avec l'actualisation **du processus** :



c) avec l'actualisation **du résultat** :

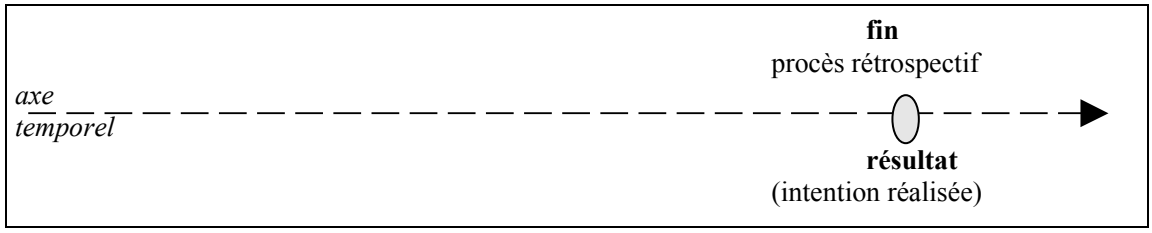
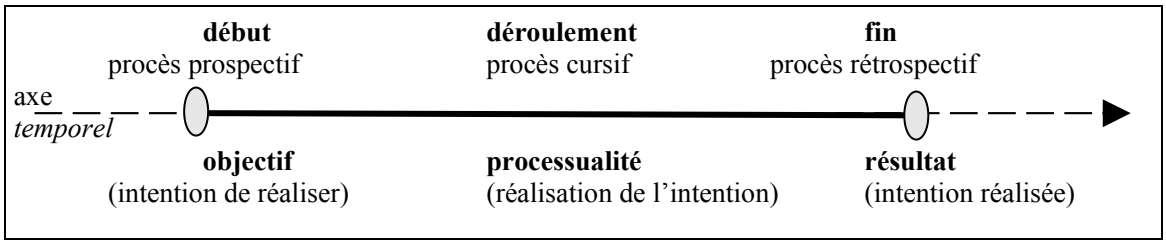
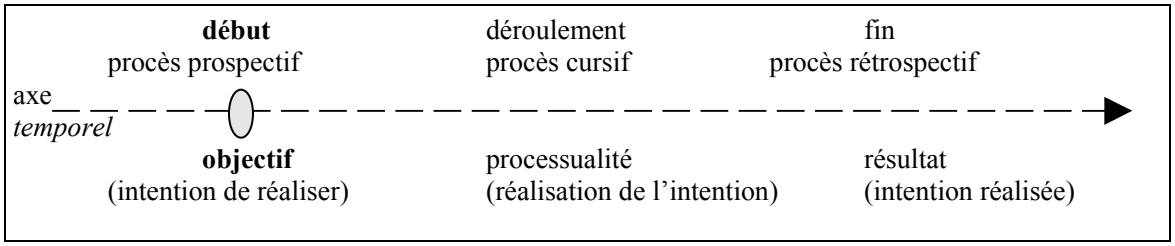


Schéma 7. Le modèle virtuel mental d'un procès intentionnel réalisé dans le discours par le nom de procès :

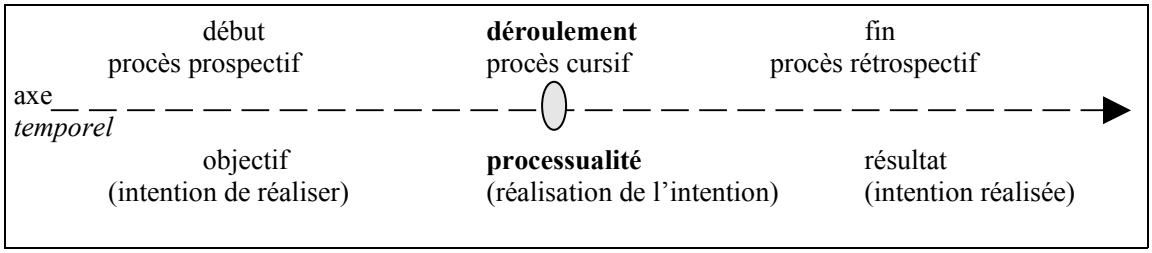
a) sans une focalisation différenciée :



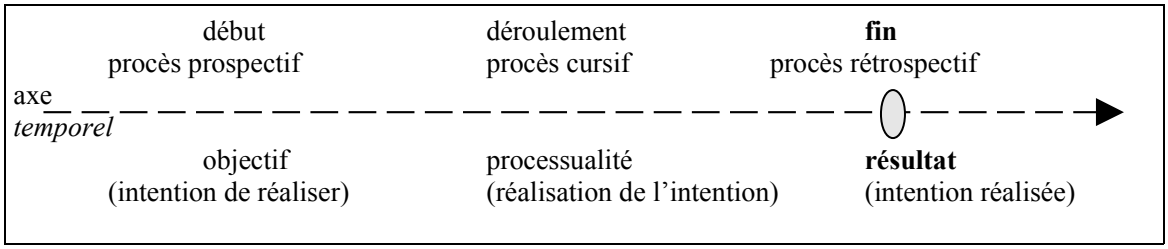
b) avec une focalisation sur l'**objectif** :



c) avec une focalisation sur la **processualité** :



d) avec une focalisation sur le **résultat** :



d'**exprimer réellement la notion de temps.** Une actualisation collective de la triade par le nom de procès, permet seulement, à ce dernier d'évoquer, de laisser **sous-entendre la notion de temporalité.**

Verbe *harmoniser*	**Nom de procès** *harmonisation*
Actualise **séparément** la triade objectif-processus-résultat	Actualise **collectivement** la triade objectif-processus-résultat

Nous voudrions nous arrêter sur les Schémas 7 (a, b, c, d) pour faire des remarques importantes concernant la lexicalisation du modèle virtuel mental par le nom de procès :

● Chaque fois qu'on emploie le mot *harmonisation* dans le discours, on évoque l'ensemble des trois étapes en même temps, soit **globalement**, sans une focalisation différenciée, soit **isolément**[118], avec une focalisation différenciée. Le nom de procès présente ces deux possibilités discursives (*Sic*).

● Lorsqu'elles sont évoquées globalement, sans une focalisation différenciée (Schéma 7a), la triade objectif-processus-résultat est réalisée dans le discours collectivement :

> *Sous couvert d'**harmonisation** européenne, le ministre ne cherche-t-il pas à imposer une réorganisation en profondeur du système français ? (18,91)*
>
> *Où en êtes-vous des discussions sur **l'harmonisation** européenne ? (37,1)*

Dans ces deux exemples il est impossible de dire concrètement de quelle étape il s'agit, la triade étant prise collectivement.

● Lorsqu'il y a une focalisation différenciée, toute la triade objectif-processus-résultat est évoquée mais il y a seulement une étape qui sera focalisée dans le discours (Schémas 7 b, c, d).

- Quand c'est **l'objectif** qui est focalisé dans le discours (Schéma 7b), la lexie *harmonisation européenne* est souvent précédée dans le discours par *l'objectif*, *le projet, les propositions, le prétexte, l'intention* et autres procédés co-textuels qui expriment l'idée du début, de l'intentionnalité d'une activité sur l'harmonisation :

  > *La contestation du projet est d'autant plus vive qu'est mis en doute l'objectif d'**harmonisation** européenne avancé par le ministre ... (48,42)*
  >
  > *Les propositions (...) sur l'**harmonisation** européenne des diplômes sont soumises au Conseil (...). (18,1)*

  Dans ce cas, la processualité et le résultat sont sous-entendus, puisqu'il y a une visée virtuelle orientée vers la processualité et le résultat qui sont en veille, en attente d'être réalisés.

[118] Cf. : La relation atemporelle a accès à ces stades en séquence pendant la phase de construction (ce qui explique sa directionnalité) (Langacker 1991:132).

- Quand c'est la **processualité** qui est focalisée (Schéma 7c), la lexie *harmonisation* peut être précédée du lexème *processus*

> *(…) le processus d'**harmonisation** européenne des formations et des diplômes, (…), n'est pas une nouvelle réforme de l'Université. (15,1)*
>
> *(…) on observe « un net processus d'**harmonisation** des tendances de la consommation européenne (…). (10,2)*

ou d'un verbe à l'infinitif :

> *De leur côté, l'Allemagne, l'Italie et la Suisse font progresser une certaine **harmonisation**, puisque ces trois pays … (131,1)*
>
> *Travailler à l'**harmonisation** d'une chanson.* (Le Grand Robert)

Ici, l'objectif est une étape passée, révolue, il n'est pas en veille mais éteint. La visée virtuelle va vers le résultat.

- Quand c'est le **résultat** qui est focalisé (Schéma 7d), le processus est achevé et la processualité reste hors focalisation.

> *Chant populaire français, **harmonisation** de Vincent d'Indy.* (Le Grand Robert)
>
> *Si cette modeste **harmonisation** a engendré une certaine convergence des taux normaux de TVA (…). (31,1)*

Remarque. Nous nous différencions de Charaudeau qui attribue au sémantisme de la nominalisation seulement le « *résultat d'un processus* situé dans le temps » (Charaudeau 1992:18). Il propose deux constructions de paraphrases *le fait que/le fait de* prouvant la présupposition de l'existence d'une action réalisée (*ibidem* :404). Si nous appliquons la paraphrase *le fait que* à la proposition *Harmonisation des prix dans l'Euroland n'est pas pour demain (98, titre)* nous pouvons avoir deux variantes avec deux procès différents du point de vue de l'accomplissement :

Harmonisation des prix dans l'Euroland (…)

*1)**Le fait que les prix s'harmonisent** dans l'Euroland (…)*	*2) **Le fait que les prix soient harmonisés** dans l'Euroland (…)*
procès **non accompli** (État 1)	procès **accompli** (État résultat)

Faisons le bilan :

A. Au niveau conceptuel, les formes personnelles et non personnelles du verbe et le nom déverbal sont **parasynonymiques**[119] : ils renvoient au même modèle virtuel mental du procès d'un verbe intentionnel, décrit dans la section § 3.4.1 mais ils diffèrent par leur manière de traduire ce modèle dans le discours.

[119] Cf. :« Très souvent, en effet, une même notion peut être exprimée : a) soit par un substantif. Ex. : ***la course, la marche, la naissance, la vue*** ; b) soit par un verbe. Ex. : ***courir, marcher, naître, voir***. Dans tels cas, le substantif et le verbe diffèrent non pas par leur signification, mais par leur forme » (Wagner, Pinchon 1962:235).

B. La lexicalisation du modèle virtuel mental d'un processus intentionnel par le nom de procès présente les particularités suivantes :

1) Les trois éléments objectif-processus-résultat sont indissolublement liés dans la réalisation du schéma sémantique conceptuel par le nom de procès, d'où vient cette densité sémantique dans la signification du déverbal par rapport à la sémantique du verbe.

2) Quand le résultat est focalisé, l'objectif et la processualité deviennent les étapes passées et restent en dehors de la focalisation. Au contraire, quand l'objectif ou la processualité sont focalisés, le résultat est en même temps visé, il est présent sous forme de visée.

3) L'idée de résultat est, donc, toujours présente soit en tant que visée (quand l'objectif ou la processualité sont en focus), soit réellement (quand le résultat est en focus).

3.4.2.2. Niveau cognitif : manière de perception de l'extra-linguistique

Rappelons d'abord qu'au point de vue référentiel, c'est un **événement** (extra-linguistique) qui est décrit par le schéma conceptuel. Mais cet événement est rendu différemment par les trois formes grammaticales analysées. La manière de percevoir l'événement diffère d'une forme à l'autre (Langacker 1991:146-147, Pottier 1992b:61). L'événement décrit par le schéma conceptuel est perçu **de façon dynamique** par les formes personnelles verbales ; il est perçu de façon **quasi-dynamique** par les formes non personnelles. Quant au déverbal, il appréhende l'événement de façon **quasi-statique**. Comme c'est déjà dit dans la section précédente, pour souligner cet aspect quasi-statique nous employons le terme « processualité »[120] à la place de « processus » dans le schéma de réalisation du modèle virtuel mental par le nom de procès. L'absence de dynamisme dans la perception propre au nom traduit l'événement dans le rang des **faits**[121] (surtout quand le nom de procès est employé sans compléments, sans actants donc).

Ainsi, en fonction des choix énonciatifs, diverses solutions sont proposées par la langue pour rendre la perception du même événement par les moyens de surface : de façon dynamique par les formes personnelles, de façon quasi-dynamique par les formes non personnelles et de façon quasi-statique par le déverbal.

Nous retournerons au niveau cognitif dans le § 3.4.5 (du présent Chapitre), pour appuyer les stipulations faites dans cette section par une analyse plus approfondie.

3.4.2.3. Niveau syntaxique

Au niveau syntaxique, la lexicalisation du sémantème verbal par les formes personnelles a comme résultat **une proposition** :

---

[120] La transformation du « processus » en « processualité » est due à la soudure des ingrédients de la triade.

[121] Cf. **L'événement** est lié à l'actualisation dans l'Espace et dans le Temps, c'est à dire il est pourvu de caractéristiques dynamiques spatio-temporelles. **Le fait** est dépourvu de l'actualisation spatio-temporelle. Aussi, employons-nous pour les nominalisations la paraphrase avec le mot *fait : harmonisation = le fait d'harmoniser*, mais c'est surtout flagrant avec les verbes français qui n'ont pas de nominalisation, on est obligé de dire *le fait de frapper*, *le fait de chanter,* etc.

> *(...) nous ne nous préoccuperons d'harmoniser les prix que si la fiscalité s'harmonise (...). (98,5)*

L'incarnation dans les formes non personnelles correspond à la surface à **une tournure non personnelle** :

> *(...) nous ne nous préoccuperons d'harmoniser les prix que si la fiscalité s'harmonise (...). (98,5)*

Et la réalisation dans le nom déverbal se rapporte, au niveau du discours, avec **un groupe nominal** :

> *L'harmonisation des prix dans l'Eurolande n'est pas pour demain. (98)*

Nous attirons l'attention sur ce que la proposition, la tournure non personnelle et le groupe nominal avec un nom de procès en tête sont deux, voire trois, types différents de prédication verbale. Du point de vue de l'explicite/l'implicite, c'est clair que les deux premiers sont une **prédication explicite,** le groupe nominal avec un nom de procès en tête étant une **prédication implicite**.

Du point de vue du réel/potentiel/virtuel, la prédication portée par le verbe à la forme personnelle est une prédication verbale actualisée, **présentée dans son état réel.** La prédication portée par la forme non personnelle est une prédication verbale non actualisée[122]**, présentée dans son état potentiel.** La prédication portée par la nominalisation représente aussi le cas d'une prédication verbale non actualisée, mais celle-ci est **présentée dans son état virtuel.**

Formes personnelles du verbe	Formes non personnelles	Le nom de procès
prédication dans un état réel	prédication dans un état potentiel	prédication dans un état virtuel

3.4.2.4. Niveau sémantique

Conformément aux réflexions des §§ 3.4.2.1 et 3.4.2.2 concernant les niveaux conceptuel et cognitif des formes analysées, les formes personnelles du verbe *harmoniser* **décrivent** le procès ; les formes non personnelles du verbe **dénomment** le procès ; et le nom déverbal *harmonisation* implique une opération de **réification** de l'idée de procès exprimée par la racine verbale *harmonis-***.**

3.4.3. Synthèse de l'analyse comparative

L'analyse comparative de la réalisation du sémantème verbal dans le domaine nominal et dans le domaine verbal nous a permis de dégager les traits communs (les niveaux référentiel et conceptuel) et les traits différents (tous les autres niveaux) entre les formes personnelles et non personnelles du verbe *harmoniser* et son déverbal *harmonisation.*

[122] Nous entendons par « prédication verbale non actualisée » « l'absence de prédicativité immédiatement intégrée » (Castagne, Palma 2001:4).

Reste à faire la synthèse de l'analyse. Pour ce faire nous proposons le tableau synoptique (cf. Schéma 8).

3.4.3.1. Quelque commentaire concernant le tableau synoptique

- Comme c'est *harmonisation* qui fait objet de notre recherche, nous avons mis en relief la troisième partie, qui décrit la réalisation du sémantème verbal dans le domaine nominal.

- Les niveaux présentés : I – morphologique, II – cognitif, III – syntaxique, IV – sémantique, V – conceptuel, VI – conclusion. Le contenu des niveaux I – V est décrit dans les sections précédentes.

- Quant au niveau VI, représentant la conclusion, le tableau synoptique met en évidence une différence importante entre les formes verbales d'un côté, et le nom déverbal de l'autre côté :

  ➔ Sur le plan sémantico-syntaxique, **la sémantique intra-verbale** des formes personnelles et non personnelles du verbe est auto-suffisante pour marquer les étapes de la réalisation du procès.

  ➔ En contrepartie, chez les déverbaux, comme c'est toujours la même forme qui exprime l'objectif-processus-résultat à la surface, c'est **la sémantique inter-verbale** (le co(n)texte) qui compte plus[123], leur sémantique intra-verbale n'étant pas suffisante pour distinguer les étapes du procès.

- Trois façons de perception de l'événement (dynamique, quasi-dynamique et quasi-statique), ainsi que trois manières de présenter le procès (description, dénomination et réification) s'expliquent, pour nous, par **la prise de distance sur l'axe spatial** que nous développons dans la section suivante.

3.4.4. Prise de distance en tant que différence principale au niveau mental entre les trois formes analysées (retour au niveau cognitif)[124]

Un événement se déroule toujours dans le temps et dans l'espace. On peut observer son déroulement sur un axe temporel et sur un axe spatial avec différentes prises de distance. Si le déplacement sur un axe temporel a pour limites extrêmes l'objectif et le subjectif[125], le déplacement sur un axe spatial, introduisant les notions de la proximité et de l'éloignement, a pour limites extrêmes, à notre avis, **le concret** et **l'abstrait**. Il s'agit de l'abstraction ou de la

[123]Comme c'était déjà indiqué, pour parler de l'objectif on emploie les mots *proposition*, *projet, etc.*; pour la processualité – le mot *processus*.

[124] Cette section peut être considérée comme l'application de la catégorie de la « mise en perspective » de Talmy à notre sujet d'étude (1992:46-48). La «mise en perspective » de Talmy correspond à la « prise de distance » dans notre recherche.

[125]Cf.: « Plus une motivation est subjective, plus la distance doit être grande. Et inversement – plus on veut « objectiver », plus la distance doit diminuer. Le repère par rapport auquel on se situe, c'est le moment de la parole. La réduction de la distance comme cause de la transposition trouve sa réalisation dans l'emploi de l'indicatif à la place de l'impératif quand il s'agit d'un conseil. Au lieu de recourir à la forme spéciale de l'impératif, laquelle par sa vocation situe le procès dans le futur plus ou moins proche, on procède à une objectivation en recourant à la forme de l'indicatif présent par lequel le procès se présente comme s'il avait lieu au moment de la parole : *Vous prenez la deuxième rue à droite* (au lieu de *Prenez ...*) » (Christov 1999:55).

concrétisation par rapport aux paramètres du déroulement du procès, autrement dit, par rapport aux catégories énonciatives du verbe : temps, aspect, personne, mode – traits intrinsèques à la racine verbale[126].

Ainsi, nous postulons que la langue permet de rendre, à la surface du discours, le déroulement d'un procès sur un axe spatial de manière concrète en procédant à sa description de façon analytique[127] (les formes personnelles verbales), moins concrète (les formes non personnelles verbales) ou de manière abstraite, en procédant à la description de manière synthétique[128] du déroulement du procès (le déverbal). Autrement dit, la langue « possède les moyens de spécifier de manière indépendante **un schéma traduisant la manière dont quelqu'un doit assister à un événement**. Ce schéma inclut **le lieu d'observation** et **le type de perspective** que l'on adopte pour regarder l'événement, ainsi que **la manière dont l'attention se distribue** tout au long du déroulement de cet événement » (Talmy 1992:46) (Nous soulignons).

Nous illustrons ce postulat par le Schéma 9. Plus la distance entre l'événement et le point d'observation est grande, plus il est vu de manière abstraite, avec les marques catégorielles énonciatives (temporelles, personnelles, modales, aspectuelles[129]) moins déployées. Et inversement – plus on veut le voir de manière concrète, avec les marques catégorielles énonciatives déployées, plus on doit diminuer la distance sur l'axe spatial entre l'événement et le lieu d'observation.

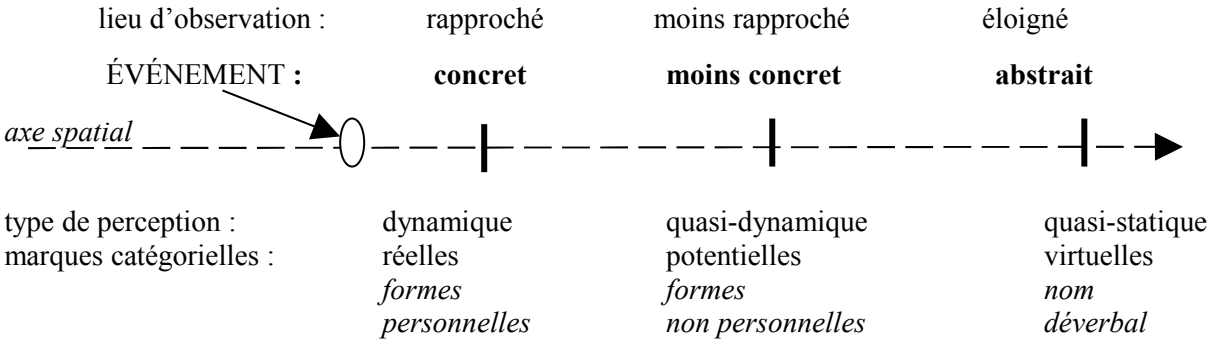


Schéma 9. Trois types de perception du processus sur l'axe spatial.

[126] « (…) les noms abstraits font, à la lettre, *abstraction* de tout support (…) verbal, notamment des indications circonstancielles de personne, de temps, de mode, d'aspect (p.ex. *la combativité* vs *combattre /combattant /elle combattait /nous aurions combattu* …) » (Wilmet 1998:88).

[127] Cf.: « Du fait qu'il se développe à partir de l'*agent,* ce type de configuration [active] correspond à un ordre de description des activités qui peut être qualifié d'*analytique* » (Charaudeau 1992:405).

[128] L'aspect *synthétique* de la description de l'action par le nom déverbal est aussi souligné par Charaudeau (1992:411).

[129] Ici, l'aspect est compris au sens étroit, comme aspect grammatical du verbe, exprimé par la morphologie et la syntaxe (Riegel et al. 1994:296). (Ne pas le confondre avec l'aspect lexical (cf. § 2.2.2.)).

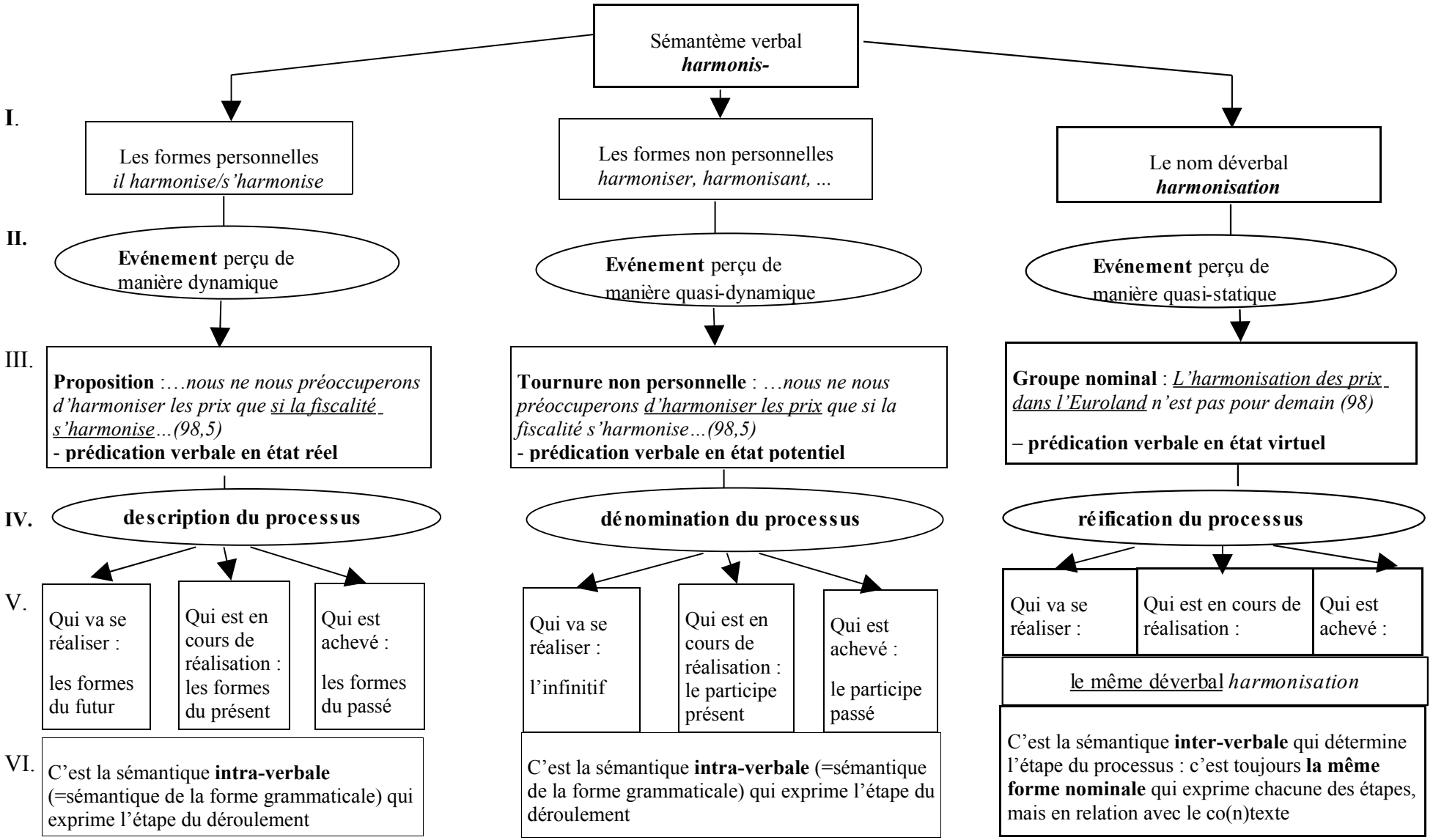


Schéma 8. Tableau synoptique de l'analyse comparative

Les formes personnelles décrivent l'événement à partir du lieu d'observation rapproché, l'événement est vu à partir de ce point de manière concrète (=analytique et séquentielle), avec tous les détails de son déroulement. Le type de perception attribué à ces formes est dynamique, car elles expriment à la surface, **réellement**, toutes les marques catégorielles verbales : temps, aspect, personne, mode.

Avec les formes non personnelles, la distance entre l'événement et le lieu d'observation augmente, les traits intrinsèques verbaux deviennent moins concrets, la vision du déroulement de l'événement est moins précise et moins séquentielle par rapport au dit. Mais, même s'il y a eu l'éloignement de perspective avec, comme corollaire, la distanciation du temps, de la personne, du mode et de l'aspect, les formes non personnelles du verbe en garde encore les traces. L'événement est perçu de manière quasi-dynamique : les infinitifs, le gérondif et les participes « contiennent les catégories de la personnes, du nombre et du temps **à l'état implicite** (…) » (Imbs,1960:159), ou potentiel, selon la terminologie acceptée dans notre recherche.

Par exemple, les infinitifs en tant que formes verbales supposent la référence à une personne. « Cette incidence à une personne toute virtuelle, en puissance de différenciation à l'égard d'une opération sans en être encore différenciée, distingue l'infinitif du substantif verbal. *Courir* implique l'idée de coureurs virtuels, que n'implique pas le substantif *course* » (Moignet 1973:125).

Avec le nom déverbal nous avons la mise en perspective la plus éloignée ; finalement, on franchit la frontière de l'assiette verbale et on retombe dans l'assiette nominale. L'événement est donc vu globalement, la vision des détails de son déroulement est encore moins nette (qu'avec les formes non personnelles du verbe) ; l'abstraction des catégories verbales[130] (temps, personne, mode, aspect) atteint son maximum à ce lieu d'observation[131]. Si dans le cas des formes non personnelles les marques catégorielles verbales étaient en état potentiel, avec le déverbal elles sont **en état virtuel.**

Autrement dit, avec la déverbalisation, la situation devient quasi-statique : les notions du dynamisme (temps, personne, mode, aspect) sont absentes, mais pas totalement, elles sont **en état latent**[132], non déployées. La preuve : il existe toujours la possibilité de transformer un syntagme nominal avec le nom de procès en tête en un syntagme verbal : *l'harmonisation des prix → harmoniser les prix → on harmonise les prix*.

Ce qui vient d'être dit à propos de trois prises de distance est en corrélation avec le système imageant du « déploiement de perspective » chez Talmy (1992). Ce système relève de la manière dont on observe la scène, ce qui comprend l'emplacement de l'observateur, son éloignement et le schéma de mouvement qu'implique ce choix du point de vue conceptuel (p.57). En fonction **d'une perspective éloignée** *vs* **d'une perspective rapprochée** on peut avoir, respectivement, **un point de vue stable** *vs* **un point de vue mobile** (*ibidem*).

---

[130] Sériot appelle cela « neutralisation des marques verbales » : la plupart des marques proprement verbales sont neutralisées dans la nominalisation (Sériot 1986:16).

[131] Cf. **chez Langacker** : « L'effet de nominalisation est de transférer le profil à ce niveau supérieur », au « niveau d'organisation conceptuelle plus élevé » (1991:148) ; **chez Charaudeau** : « Enfin, ce procédé de nominalisation rend l'action plus *abstraite* (du fait que le *processus* est conceptualisé en *être* – d'où le terme d'*être processuel*) (1992:412).

[132] Il faut comprendre « latent » dans le sens de Langacker « ce qui n'a pas de saillance particulière » (1991:147).

Dans le cas des déverbaux, **les marques catégorielles nominales[133] se superposent aux marques catégorielles verbales**, ces dernières restant présentes dans leur état virtuel. Comme conséquence de cette superposition de la sémantique nominale à la sémantique verbale nous avons **la compression de l'information sémantique[134]**. C'est pour cela que les noms de procès sont surtout utilisés à l'écrit : dans les titres, les écriteaux puisqu'ils permettent de donner, en peu de mots (et de temps), une grande quantité d'information[135].

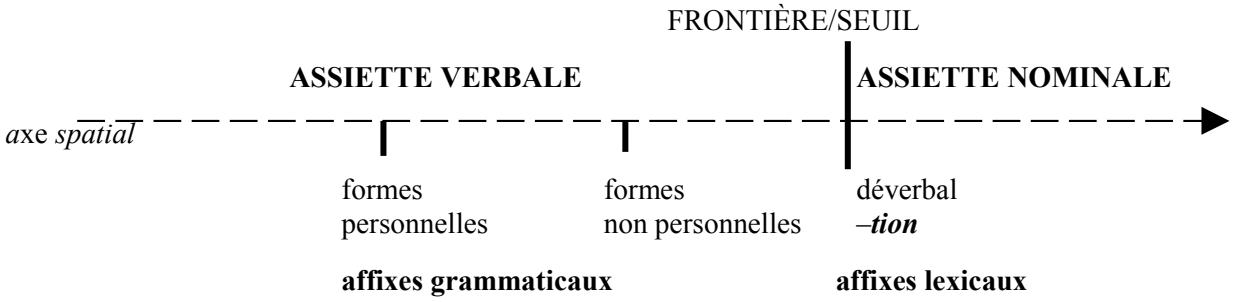
Dressons le bilan :

- On peut avoir donc **un déplacement sur un axe spatial**. Ce déplacement, avant de devenir une réalité linguistique, est un fait psychique. On obtient des effets différents en présentant les rapports spatiaux soit en augmentant la distance entre l'événement et le lieu d'observation, soit en la diminuant.

- C'est **le concret** et **l'abstrait** qui constituent les deux limites extrêmes des changements qui se produisent. Au niveau de la langue, cela correspond à la **description analytique** (formes personnelles verbales) et la **description synthétique** [136](nom déverbal).

- Le repère par rapport auquel on se situe, c'est **le lieu d'observation**, et le translateur psychique, c'est **la prise de distance** qui correspond en réalité linguistique au suffixe.

- La prise de distance explique **la sémantique lexicale surchargée** des déverbaux : dans le cas de ces derniers on prend plus de distance par rapport à l'événement, on recule jusqu'à franchir la frontière du domaine verbal ; ce qui fait que la racine verbale, avec les traits intrinsèques verbaux, s'incarne dans le domaine nominal, d'où vient **cette superposition de la sémantique nominale à la sémantique verbale** :



[133] « Dans le cas où les mots du français aboutissent à l'univers – espace, ils prennent la marque de catégories de représentation spatiale, à savoir : la personne non ordinale – délocutive – de troisième rang, le nombre, le genre, le cas (…) » (Guillaume, 1973:191).

[134] On appelle cela aussi « concentration lexicale » (Castagne et Palma 2001:20).

[135] Cf. chez Le Goffic : On emploie les nominalisations à l'écrit « quand on estime prioritaire d'être informatif avec le moins de mots possible » (1993:518), car le groupe nominal avec la nominalisation « incorpore ce qui pourrait être déployé en une phrase (…) » (*ibidem* :519).

[136]

Si le langage « réfracte la réalité; l'angle de réfringence pouvant varier selon les classes et les catégories » (Culioli 1967, cité par Fuchs, Léonard 1979:316), la description analytique et la description synthétique doivent être considérées comme les angles de réfringence différents de la même réalité.

● Pour la même raison de prise de distance, on ne sépare plus les trois étapes du déroulement du procès : début–déroulement–fin, qui **sont perçus ensemble, collectivement**, **globalement**, par le nom déverbal.

● Donc, il y a **une double compression sémantique** : au niveau de la sémantique grammaticale (la superposition des catégories nominales réelles aux catégories verbales potentielles) et au niveau de la sémantique conceptuelle (syncrétisme conceptuel : soudure de trois étapes du déroulement du procès).

● Finalement, les c**onséquences de prise de distance** pour trois formes se résument pour nous comme cela :

Formes personnelles	**Formes non personnelles**	**Nom déverbal**
La description analytique, ou concrète[137], du déroulement du procès	La description moins analytique, moins concrète[138], du déroulement du procès	La description synthétique, ou abstraite[139], du déroulement du procès
Description du procès	Dénomination du procès	Réification du procès
Situation dynamique : degré maximal du dynamisme	Situation quasi-dynamique : degré minimal du dynamisme	Situation quasi-statique : seulement l'idée de dynamisme
Prédication verbale actualisée (en état réel)	Prédication verbale non actualisée (en état potentiel)	Prédication verbale non actualisée (en état virtuel)
Sémantiquement équilibrées	Sémantiquement chargées	Sémantiquement surchargées

● Par rapport au verbe correspondant, dans le nom de procès il y a lieu donc **l'abstraction** (la neutralisation, selon Sériot) des marques verbales énonciatives (temps, personne, mode, aspect). C'est cette abstraction qui entraîne des troubles dans le fonctionnement discursif et énonciatif des noms de procès. En raison de cette abstraction, le groupe nominal avec un nom de procès en tête se caractérise, sur le plan discursif, par un flou transformationnel et une ambiguïté interprétative lors du passage à l'énoncé verbal sous-jacent ; et, sur le plan énonciatif, par l'information présupposée à caractère préasserté, par l'éclatement du locuteur en ON collectif et par l'absence de prise en charge par celui-ci du contenu sémantique (du groupe nominal avec le nom de procès en tête).

● Par rapport aux autres déverbaux (noms d'agent, noms d'instrument, etc.) nous voudrions souligner la prégnance de la notion de procès pour les déverbaux comme *harmonisation, amélioration, etc.* : dans le sémantisme de ces substantifs, nous percevons encore les traces du déroulement du procès jusqu'à son terme. L'origine verbale bien tangible des noms de procès met ces derniers à part parmi les substantifs en général, et parmi les autres noms déverbaux en

[137] Cf. la triade **concret–moins concret–abstrait** avec la triade de Pottier **prégnance–saillance–latence** qu'il utilise pour décrire l'image de Paris vu d'en haut (1992b:61), ou avec la compréhension du profil chez Langacker (1991).

[138] *Ibidem.*

[139] *Ibidem.*

particulier (noms d'agent, noms d'instrument, etc.) C'est aussi pour souligner la prégnance de la notion de procès que nous préférons dire que *harmonisation* est un nom de procès.

3.4.5. Conclusion

Nous avons comparé la réalisation du sémantème verbal par les formes verbales et nominales, depuis la surface jusqu'au niveau mental. La valeur de l'analyse faite se résume par les conclusions suivantes :

➔ Le nom de procès est à même de poser le processus a) comme une intention à réaliser ; ou b) comme une intention qui est en train de se réaliser ; ou c) comme une intention accomplie ; c'est un mouvement qui porte en lui la virtualité du résultat.

➔ Le nom de procès *harmonisation* est une réification du verbe *harmoniser*, une matérialisation précoce de l'idée de procès dans le domaine nominal, ayant la position frontalière entre l'assiette verbale et l'assiette nominale (par rapport aux autres déverbaux), d'où vient son double comportement (verbal et nominal) à la surface.

➔ Le nom de procès *harmonisation* a le même procès référent et, par conséquence, le même modèle virtuel mental du procès que le verbe *harmoniser*, mais il diffère de celui-ci par la manière de percevoir ce procès référent et, comme corollaire, par la manière de réaliser ce modèle dans le discours.

➔ Toutes les différences dans la réalisation du même modèle virtuel mental par le nom de procès *harmonisation* et le verbe *harmoniser* s'expliquent par les différentes prises de distance sur l'axe spatial.

➔ Suite à la prise de distance sur l'axe spatial, les noms de procès ont une sémantique lexico-grammaticale surchargée et un contenu informationnel plus compressé par rapport à leur équivalent verbal.

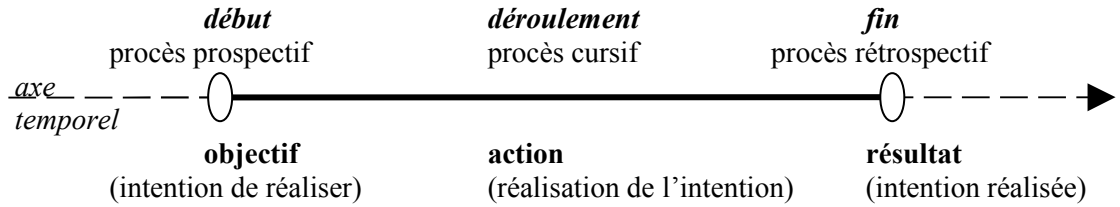
Chapitre 4. 'Harmonisation' en tant que monovalent positif

Dans ce chapitre, nous analyserons le mot *harmonisation* en tant que forme porteuse de valeurs modales, précisément nous l'analyserons du point de vue de **l'inscription des valeurs modales** dans sa signification. Dans la première Partie de notre recherche, consacrée à la description du modèle de représentation sémantique en SPA, nous avons dit que la signification avait une structure stratifiée en SPA (noyau, stéréotypes, possibles argumentatifs) et que l'inscription des valeurs modales pouvaient se faire à un de ces niveaux, ou à plusieurs niveaux en même temps. Voyons comment se présente le nom de procès *harmonisation* vu sous cet angle. Nous commençons l'analyse de *harmonisation* en tant que forme porteuse de valeurs modales par la construction de son noyau.

1. Construction du noyau, des stéréotypes et des PA du lexème 'harmonisation'

1.1. Construction du modèle abstrait du noyau d'un déverbal

Dans le Chapitre 3 (§ 3.4.1) nous avons construit le schéma de réalisation d'un procès intentionnel, d'un procès ayant un agent animé dans sa structure profonde :

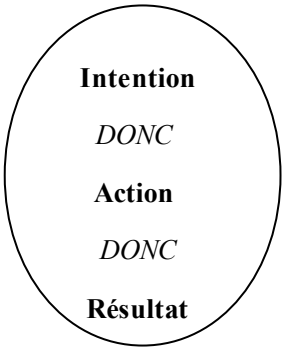


Nous avons dit que ce modèle virtuel mental d'un procès intentionnel décrit aussi la sémantique profonde d'un déverbal associé à ce verbe.

En nous servant de ce modèle nous allons construire le modèle abstrait du noyau d'un nom déverbal dérivé d'un verbe à procès intentionnel. Compte tenu de la définition du noyau (§ 6.1 du Chapitre 1), les trois valeurs de la triade du niveau conceptuel objectif–action–résultat correspondent aux traits de signification principaux, ou **aux traits nécessaires de catégorisation** du déverbal : intention-action-résultat[140]. Le propre d'un déverbal consiste en ce qu'il peut

[140] Dans tous les dictionnaires les noms de procès sont définis en terme d'**action** et de **résultat**, nous y ajoutons le terme '**intention'.** Il faut comprendre « l'intentionalité » au sens que Searle donne à ce mot (1985) qui comprend la volonté d'agir aussi bien que le désir d'agir.

désigner dans le discours collectivement intention-action-résultat ou séparément : l'intention d'accomplir une action ou l'action elle-même ou le résultat de cette action (cf. § 3.4.1.2 du Chapitre 3). A partir de ces considérations dites, le modèle abstrait du noyau d'un déverbal peut être présenté comme suit :



Comme indiqué précédemment (cf. § 6.1 du Chapitre 1), le modèle de la SPA stipule l'organisation argumentative non seulement entre les éléments de la signification (noyau et stéréotypes, mot et PA) mais aussi entre les éléments du noyau. Conformément à cette stipulation, nous pouvons représenter le noyau d'un déverbal sous forme de deux blocs d'argumentation interne : [intention DC action] et [action DC résultat].

Eu égard à ce que les éléments de ces blocs d'argumentation interne du noyau sont les éléments du schéma conceptuel du procès intentionnel, la nature du lien argumentatif entre les éléments relève de la logique naturelle du déroulement du procès intentionnel :

intention → action → résultat.

Nous avons dit aussi que les traits essentiels de catégorisation sont décrits en SPA en termes de prédicats abstraits. Les prédicats abstraits d'un déverbal présentés sous forme de blocs d'argumentation interne seront VOULOIR AGIR **DC** AGIR **DC** RÉSULTAT de cette action.

Voilà l'éventuelle représentation du modèle du noyau d'un déverbal (à procès intentionnel) sous forme de prédicats abstraits :

NOYAU d'un déverbal (à procès intentionnel)	
Traits de catégorisation sémantico-syntaxique :	Prédicat nominal événementiel
Traits de signification principaux :	**VOULOIR AGIR** *DONC* **AGIR** *DONC* **RÉSULTAT**
Valeur modale :	**volitif**

Nous voyons que la valeur modale volitive est inscrite dès le niveau abstrait d'un déverbal dérivant d'un verbe à procès intentionnel (avec un agent animé dans sa structure profonde)[141].

Une fois le modèle abstrait du noyau d'un déverbal construit, il nous suffit de l'exemplifier par l'information concrète concernant le déverbal *harmonisation* pour avoir le noyau de ce dernier. Nous allons puiser cette information concrète dans les définitions des dictionnaires présentées dans le Chapitre 3 (§ 2.3.1).

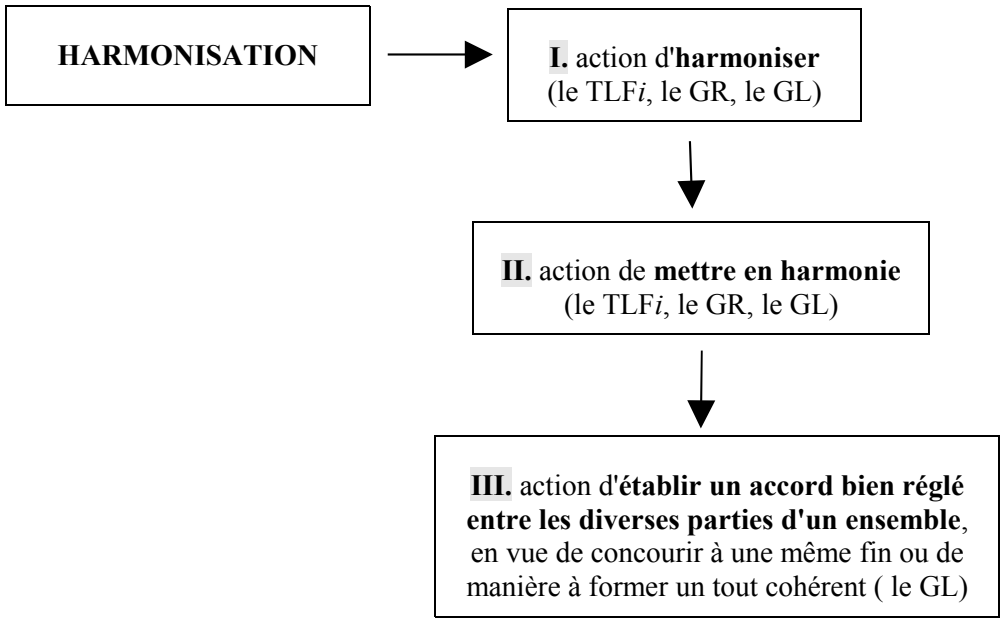
1.2. Retour à l'analyse des discours lexicographiques

Ici, nous allons nous servir des résultats de l'analyse des définitions lexicographiques faite pour *harmonisation, harmoniser* et *harmonie* dans, respectivement, les §§ 2.3.1, 2.2.1 et 2.1.1 (du Chapitre 3). A des fins pratiques, nous reproduisons ici le petit tableau comparatif pour le nom *harmonisation,* car c'est au tour de l'information de ce tableau que les propos de cette section vont se dérouler.

HARMONISATION	le TLF*i*	le GR	le GL
Sens général	action d'harmoniser, d'accorder	action d'harmoniser	action d'harmoniser
	résultat de cette action	résultat de cette action	résultat de cette action
En particulier 'l'organisation de la vie humaine dans une société'	« action d'orienter les lois, les règlements et les normes vers un objectif commun »		

Les discours lexicographiques sont connus par leur circularité. Les définitions du nom *harmonisation* dans les trois dictionnaires (le TLF*i*, le GR et le GL) n'en font pas l'exception : le sens de *harmonisation* est interprété à travers le verbe *harmoniser,* et ce dernier est défini à travers le substantif *harmonie*. Pour éviter donc cette circularité (*harmonisation* → *harmoniser* → *harmonie*) nous serons obligée, dans ce qui suit, de remplacer l'information circulaire par d'autres interprétations équivalentes. Cette ré-interprétation se fait en trois étapes :

[141]Nous avons vu dans le § 2.2.2.2 du Chapitre 3 que le verbe *harmoniser* pouvait avoir un complément de rang 0 (C0) non agentif et réaliser, dans ce cas, un procès non intentionnel (l'intention étant liée avec l'agent animé). Pour ne pas encombrer la description nous laissons, pour le moment, de côté la construction du modèle abstrait du noyau d'un déverbal à procès non intentionnel qui a un agent inanimé dans sa structure profonde. Mais, déjà, nous pouvons dire que la différence entre les deux modèles aura rapport au premier élément du noyau. Pour le déverbal à procès non intentionnel nous aurons la triade (au niveau conceptuel) : **possibilité** d'agir → agir → résultat. Les prédicats abstraits de ce type de procès présentés sous forme de blocs d'argumentation interne seront **POUVOIR** AGIR DC AGIR DC RÉSULTAT de cette action. C'est la valeur modale aléthique qui apparaît dans le noyau abstrait d'un déverbal ayant un agent inanimé.



Pour les deux premières étapes les informations des trois dictionnaires sont presque identiques. Pour la troisième étape nous avons utilisé l'interprétation du mot *harmonie* du GL. Finalement, en évitant la circularité, nous pouvons définir le nom *harmonisation* à travers les articles des trois dictionnaires de la manière suivante : *harmonisation* c'est une **action d'établir un accord bien réglé entre les diverses parties d'un ensemble, en vue de concourir à une même fin ou de manière à former un tout cohérent ; et/ou résultat de cette action.** C'est quant à la définition générale du mot *harmonisation.*

Nous avons vu dans § 2.3.1 du Chapitre 3 que, outre la définition au sens large du terme, le TLF*i* proposait la définition au sens étroit, au sens lié avec l'acception 'organisation de la vie humaine dans une société': **« action d'orienter les lois, les règlements et les normes vers un objectif commun »** (voir le tableau en début de cette section). Cette deuxième définition doit être considérée comme concrétisation de la première, comme son application pour la vie en groupe, en communauté. Les rapports entre ces deux définitions sont ceux de l'abstrait au concret, du général au particulier, d'ailleurs, la mention « *en partic*. » donnée en début de la deuxième définition dans le TLF*i* en est la preuve.

Finalement, compte tenu du sens large et du sens étroit, la définition complète (et sans information circulaire) de *harmonisation* va être ainsi :

HARMONISATION		
	action	résultat de cette action
au sens large	- établir un accord bien réglé entre les diverses parties d'un ensemble, en vue de concourir à une même fin ou de manière à former un tout cohérent	**-** un accord bien réglé entre les diverses parties d'un ensemble
au sens étroit	- orienter les lois, les règlements et les normes vers un objectif commun	- un accord entre les lois, les règlements et les normes

Enfin, nous avons tous les éléments nécessaires pour procéder à l'exemplification du noyau abstrait d'un déverbal construit précédemment.

1.3. La description du noyau du lexème 'harmonisation' : l'exemplification du noyau abstrait

Conformément aux résultats de notre analyse présentés dans la section précédente, la description du noyau du mot *harmonisation* va se faire à partir de la définition au sens large. Eu égard au statut secondaire de la définition particulière, cette dernière nous servira pour la construction des stéréotypes du mot *harmonisation*.

Nous considérons que, selon la définition générale, *harmonisation* est un prédicat nominal événementiel ayant les traits de signification principaux (sous forme de prédicats abstraits) :

- VOULOIR ÉTABLIR un accord bien réglés entre les diverses parties

- ÉTABLIR un accord entre les parties

- ACCORD établi entre les diverses parties conformément à l'objectif

Au final, on établit un ACCORD pour un bon fonctionnement ou un fonctionnement efficace. Comme il s'agit d'un bon fonctionnement, la valeur axiologique pragmatique positive se rajoute à la valeur volitive.

Ainsi, dans les termes de la SPA et partant des définitions obtenues pour le mot *harmonisation*, l'exemplification du modèle abstrait prend la forme suivante :

HARMONISATION	
Traits de catégorisation sémantico-syntaxique :	Prédicat nominal événementiel
Traits de signification principaux :	**Intention**: VOULOIR ÉTABLIR un accord bien réglé entre les diverses parties *DONC* **Action**: ÉTABLIR un accord entre les diverses parties *DONC* **Résultat** : ACCORD établi entre les diverses parties conformément à l'objectif
Valeurs modales :	**volitif, axiologique pragmatique (+)**

Nous avons deux blocs d'argumentation interne :

1. VOULOIR ÉTABLIR un accord (...) **DC** ÉTABLIR un accord (...)
2. ÉTABLIR un accord (…) **DC** ACCORD établi (...).

Conformément à cette représentation, deux valeurs modales sont inscrites au niveau du noyau du mot *harmonisation* : une valeur **volitive** et une valeur **axiologique pragmatique positive**.

1.4. Construction de la strate des stéréotypes

Selon la SPA, les stéréotypes sont **« les associations des éléments du noyau avec d'autres représentations sémantiques».** Dans notre cas de l'analyse des discours définitionnels des dictionnaires, nous allons restituer les associations stéréotypées des éléments du noyau de *harmonisation* avec d'autres représentations sémantiques 1) à partir des contextes des définitions au sens large, 2) à partir de sa définition secondaire et 3) à partir des synonymes des mots *harmonisation, harmoniser* et *harmonie* cités dans le GL et la GR.

Voilà la liste (non exhaustive) des stéréotypes :

à partir des contextes définitionnels : concourir à une même fin, former un tout cohérent, établir un ordre, mettre en équilibre ; une même fin, un tout cohérent, équilibre ;

à partir de sa définition secondaire : orienter les lois vers un objectif commun ;

à partir des synonymes : coordination ; coordonner, équilibrer, concorder, correspondre, convenir, allier, coïncider, concilier; concordance, cohérence, conformité, homogénéité, unanimité, entente, paix concorde, union, unité, économie.

Nous mettons en relief les stéréotypes s'organisant autour des trois éléments du noyau du mot *harmonisation* à l'aide du Schéma 10.

Il est à remarquer que les stéréotypes sont réunis en deux groupes : prédicats verbaux (la première colonne) et prédicats nominaux (la colonne décalée). Les prédicats verbaux sont rattachés à INTENTION et à ACTION et ils sont communs pour ces deux éléments du noyau.

Les prédicats nominaux sont liés avec tous les trois éléments du noyau, car ils expriment le résultat visé (la flèche en pointillée) ou le résultat accompli (la flèche en ligne continue). Nous voyons que les stéréotypes en colonne décalée sont un résultat visé pour l'intention et l'action, sinon c'est un résultat accompli[142].

L'analyse des stéréotypes révèle l'inscription d'une autre valeur axiologique positive, dans la zone de l'hédonique-affectif, la représentation sémantique attachée au mot *harmonisation* étant ainsi fortement valorisée. L'hédonique-affectif positif ressort clairement des stéréotypes *bonne entente, concorde, paix, union.*

[142] Ce qui confirme l'idée avancée dans le § 3.4.2.1 du Chapitre 3 que le résultat est toujours présent soit en tant que visée (quand l'objectif ou la processualité sont en focus), soit réellement (quand le résultat est en focus).

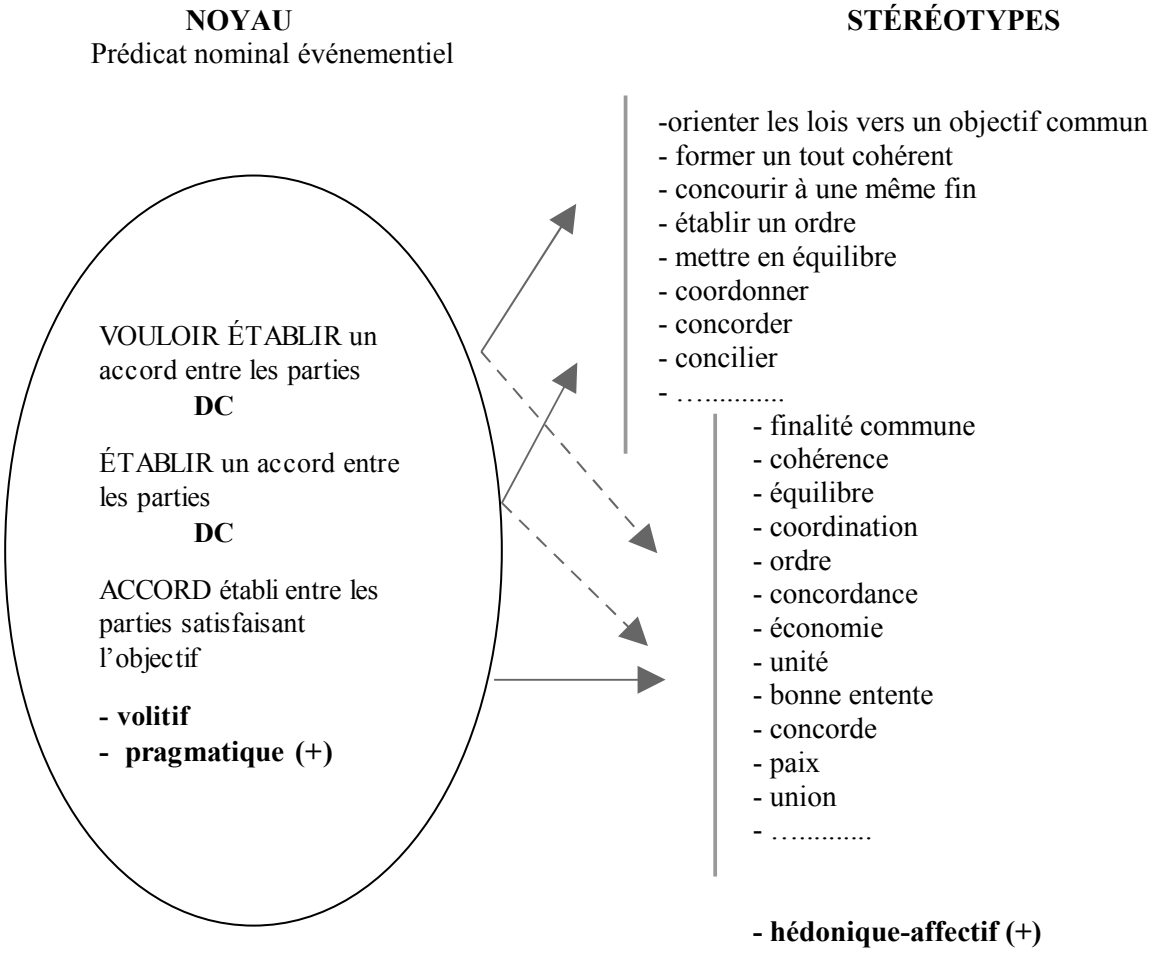


Schéma 10. Le noyau et les stéréotypes du nom *harmonisation*.

Nous pouvons présenter aussi les stéréotypes de la signification de l'item *harmonisation* sous forme de blocs d'**argumentation interne**[143]**:**

HARMONISATION	
Noyau Prédicat nominal événementiel	**Stéréotypes**
INTENTION d'établir un accord entre les parties *DONC* ACTION d'établir un accord entre les parties *DONC*	- *DONC* orienter les lois vers un objectif commun - *DONC* former un tout cohérent - *DONC* concourir à une même fin - *DONC* établir un ordre - *DONC* mettre en équilibre - *DONC* coordonner - *DONC* concorder - *DONC* concilier - *DONC*…..
RÉSULTAT : accord établi entre les parties satisfaisant l'objectif	- *DONC* objectif/finalité commun(e) - *DONC* cohérence - *DONC* équilibre - *DONC* coordination - *DONC* ordre - *DONC* concordance - *DONC* économie - *DONC* unité - *DONC* bonne entente - *DONC* concorde - *DONC* paix - *DONC* union - *DONC* ...
volitif, pragmatique (+)	**hédonique-affectif (+)**

Nous soulignons que INTENTION et ACTION ont les stéréotypes communs sous forme de prédicats verbaux et que RÉSULTAT a ses stéréotypes à part sous forme de prédicats nominaux.

1.5. Les PA du mot 'harmonisation'

Une fois la liste (non exhaustive) des stéréotypes établie, nous pouvons obtenir la strate des PA qui se trouve à l'interface de la langue et du discours. Rappelons que les PA sont les éléments du noyau et des stéréotypes associés directement au lexème *harmonisation.* Les PA constituent des blocs d'argumentation externe.

[143] Le noyau est à lire à la verticale, dans la première colonne, et les stéréotypes sont à lire à l'horizontale, sur les deux colonnes.

HARMONISATION	*DONC* INTENTION de *DONC* ACTION de *DONC* RÉSULTAT : **volitif, pragmatique (+), hédonique-affectif (+)**	- *mettre en accord les parties d'un tout*[144] - orienter les lois vers un objectif commun - former un tout cohérent - concourir à une même fin - établir un ordre - mettre en équilibre - coordonner - concorder - concilier - …..... - *accord* - objectif/finalité commun(e) - cohérence - équilibre - coordination - ordre - économie - bonne entente/concorde - concordance/paix/unité/union - ….....

S'agissant de la signification abstraite en langue du mot *harmonisation*, notre illustration s'arrête aux PA, la strate des DA interviendra lors de l'analyse des occurrences du mot *harmonisation* dans les articles du *Monde*.

[144]Le premier élément de chaque groupe représente un élément présent dans le noyau.

Troisième partie : Caractérisation du corpus

Dans cette partie nous nous attachons à donner une analyse de notre corpus. D'abord, dans le Chapitre 5, nous justifions le choix du quotidien *Le Monde* en tant que source du corpus, nous expliquons aussi notre préférence pour les années 1999 et 2009 et nous décrivons les modalités du recueil du corpus.

Ensuite, vu que dans les articles constituant notre corpus il s'agit de l'Union Européenne, nous présentons, dans le Chapitre 6, en grandes lignes, le cadre historique de la construction de l'UE.

Étant donné que c'est le problème de la création de « l'Europe des Connaissances » qui nous intéresse le plus, nous centrons notre présentation sur la création d'un nouvel espace du savoir en UE, sur l'harmonisation européenne des formations en tant que projet politique et social à l'échelle européenne.

Nous finissons ce chapitre par la description détaillée de la réforme de l'enseignement supérieur en France : sa mise en place, les problèmes rencontrés, les résultats obtenus, etc.

Chapitre 5. Les articles du 'Monde' traitant de l'harmonisation en UE

1. Pourquoi 'Le Monde' des années 1999 et 2009 ?

Comme c'est le discours médiatique qui s'avère le terrain propice à l'étude du phénomène d'axiologisation, nous nous sommes orientée, dès le début, vers l'analyse de la presse écrite. D'abord, nous avons choisi de comparer la modalisation axiologique de l'item *harmonisation européenne* dans les journaux français : *Le Monde* et *Le Monde Diplomatique.* Notre choix est tombé tout de suite sur *Le Monde* pour la raison que c'est un quotidien d'information grand public qui a « une vision laïque, indépendante et "européiste" » (Frugoni 2007:76). Pour faire la comparaison il nous fallait un autre journal mais à condition qu'il ait la même orientation politique (pour retrouver les mêmes idées). Nous avons donc opté pour l'hebdomadaire *Le Monde Diplomatique* qui remplissait cette condition posée.

Le travail préliminaire avec ces médias a confirmé notre choix pour *Le Monde*, car le nombre d'articles sur l'harmonisation européenne en 1999 (225, chiffre brut) était largement suffisant pour l'étude du phénomène linguistique d'axiologisation, en contrepartie, nous avons été obligée d'abandonner *Le Monde Diplomatique,* car son nombre d'articles était vraiment infime (4 articles) pour faire des recherches. Alors, nous avons décidé de faire une analyse comparative diachronique : comparer le phénomène d'axiologisation discursive de la lexie *harmonisation européenne* dans les articles de 1999 et de 2009.

Nous avons choisi de travailler sur les articles de l'année 1999, puisque, dans le cadre de la construction de l'Union européenne, cette année avait été marquée par plusieurs événements significatifs que nous citons brièvement.

- L'événement principal de cette année est la nouvelle monnaie, l'euro, qui devient, à partir du **1er janvier 1999,** la monnaie unique des 11États membres formant **la « zone euro » .**

- Vers 1999, **le marché unique** est achevé avec la mise en place des **« quatre libertés »** : celles de la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux. L'accord de Schengen permet progressivement aux Européens de voyager sans contrôle aux frontières. Des millions de jeunes partent dans d'autres pays avec l'aide de l'UE.

- **19 juin 1999** il y a eu lieu à Bologne la conférence ministérielle où des ministres européens de l'éducation des 29 pays ont fait une déclaration commune de construire **un espace européen de l'enseignement supérieur**.

En même temps, en cette période, on constate quelques **problèmes de fonctionnement** du système de l'UE. Prenons un exemple emblématique des difficultés à résoudre, celui de la procédure décisionnelle au sein du Conseil. Dans des matières considérées comme sensibles – harmonisation des fiscalités nationales – la prise des décisions se fait exclusivement à l'unanimité, d'après la règle dans les organisations internationales « classiques ». Cette règle demande l'obtention de l'unanimité de la part des états membres pour qu'un texte soit adopté. Cela provoque des blocages dans la prise des décisions par le Conseil. Les dysfonctionnements de ce genre constituent aussi une des particularités de la construction de l'Europe à cette époque.

Après avoir constitué notre corpus basé sur les articles de 1999 et après avoir eu les premiers résultats de recherche, qui s'avèrent très intéressants, nous avons eu l'idée de voir comment les choses ont évolué depuis 1999. C'est comme cela que nous avons opté pour l'année 2009, curieux de savoir comment cela se passait dix ans après. Ce fait a déterminé, dans une certaine mesure, le type de notre recherche qui est aussi une étude diachronique du phénomène d'axiologisation discursive de *harmonisation européenne*, désignant un factuel politique et social.

Avant de passer aux modalités du recueil et au dépouillement du corpus des années susmentionnées avec des données statistiques comparatives, nous présenterons le discours de la presse écrite en tant que « force agissante sur les pratiques sociales ».

2. « Parole agissante » du discours de la presse écrite

Nous nous intéressons à cet aspect du discours médiatique qui le décrit comme « force agissante sur les pratiques sociales »[145], car « *les médias ne transmettent pas ce qui se passe dans la réalité sociale*, ils imposent ce qu'ils construisent de l'espace public » (Charaudeau 2005:12).

Notre appréhension du discours des médias est celle d'« (…) un terrain privilégié d'opérations d'influence, de manipulation, qui dépasse la transmission d'informations et même l'incitation à l'action, pour agir sur le système de croyances et des valeurs partagées par le public visé » (Galatanu 1998/2000 :1). Comme nous l'avons déjà dit (cf. le § 4 du Chapitre 1), le discours peut apparaître, selon la vision de la SPA, dans sa dimension d'« acteur du monde », qui agit sur les « états mentaux » des destinataires, pour les insérer dans de nouveaux systèmes de connaissances et de valeurs.

Le discours médiatique se caractérise donc par une finalité ambiguë : « (…) **finalité de faire savoir** qui devrait tendre vers un degré zéro de mise en spectacle de l'information et satisfaire au principe sérieux en produisant des effets de vérité et **finalité de faire ressentir** qui devrait tendre vers des choix stratégiques appropriés de mise en spectacle de l'information et satisfaire au principe de plaisir en produisant des effets de séduction » (Charaudeau 1997:79) (nous soulignons). Car « les événements qui surgissent dans l'espace public ne peuvent être rapporté de manière exclusivement factuelle du fait de la nécessité de mettre l'information en scène de façon à intéresser le plus grand nombre de citoyens, sans pour autant en maîtriser les effets » (Charaudeau 2005:46).

En accord avec cette double exigence, les stratégies de la « parole agissante » de la presse écrite, selon Galatanu, sont une **influence doxologique**, une **manipulation affective** et une **manipulation praxéologique** : « (…) le discours de la presse écrite peut faire du « fait social » qu'il rapporte un terrain de manœuvre pour des opérations d'influence doxologique – FAIRE CROIRE – , de manipulation affective – FAIRE SENTIR –, ou d'incitation ouverte à l'action, et de manipulation praxéologique – FAIRE AGIR –, visant son public (…) » (Galatanu 1994 :75).

Parmi ces trois stratégies citées nous attirons l'attention sur celle de manipulation affective, car c'est surtout la stratégie de FAIRE SENTIR à ses lecteurs qui poussera le quotidien *Le Monde* de choisir les unités lexicales « imbibées » d'appréciations/dépréciations pour mettre en valeur ses préférences/non préférences par rapport à l'événement d'harmonisation européenne.

---

[145]Nous renvoyons à Château 2005 pour une présentation plus détaillée du discours médiatique (pp. 41-64).

3. Modalités du recueil du corpus

Les articles analysés ont été recueillis dans les archives électroniques du journal *Le Monde*. Ce service d'archives donne accès à l'ensemble des articles publiés dans le quotidien depuis 1987 (les articles sont archivés sans illustration). L'utilisation du moteur de recherche des archives est simple et accessible à tout le monde (abonné ou non abonné à la version électronique du *Monde*)[146]. Avant de lancer ce moteur de recherche en marche il faut : 1) faire entrer le(s) mot(s) clé(s) ou une phrase ; 2) faire le choix entre « tout l'article » ou « le titre seulement » en indiquant le nom de l'auteur ; 3) définir la date ou la période qui nous intéresse ; 4) choisir le type de contenu : « tout type de contenu », « texte seulement », « multimédia seulement » ; 5) choisir le type de tri : « par pertinence », « par date croissante » ou « par date décroissante ».

3.1. Corpus 1999

Concrètement, pour sélectionner les articles qui ont constitué notre corpus de 1999 (où l'on traite du sujet de l'harmonisation dans le cadre de l'UE), nous avons fait entrer les données nécessaires en suivant les étapes décrites ci-dessus. Nous avons fait entrer comme les mots clés, les items *harmonisation* et *européenne.* Nous avons indiqué que nous recherchions ces mots dans tout l'article, de tous les auteurs, dans la période du 01.01.1999 au 31.12.1999 ; et nous avons choisi de trier des articles « par pertinence ». Après avoir fait ces modalités formelles nécessaires, le moteur de recherche a affiché « Résultats de votre recherche »[147] qui se composaient de deux parties. Dans la première partie il y avait un bilan : 225 éléments (articles et titres) publiés « du 01.01.1999 au 31.12.1999 » avec les mots « *harmonisation* et *européenne* » et classés par « pertinence ». La deuxième partie contient la liste de ces 225 articles avec : le titre, la date de parution, l'auteur, le nombre de mots et la première phrase de l'article. Après avoir fait la première lecture de ces 225 articles nous en avons éliminé 31 pour les raisons suivantes. La première raison : il s'avère que dans cette liste il y avait les articles qui se répétaient (par exemple NºNº4 et 5 sont des reprises de Nº1 ; Nº65 est une reprise de Nº64 ; Nº102 de Nº101 ; Nº135 de Nº133, etc.). La deuxième raison : il y avait les articles dont le sujet ne concernait pas l'UE (par exemple, NºNº60, 143, 146, 191, 209, 210, 215, 216, 218, 221, 223-225). Une fois cette élimination faite, il nous restait 194 articles qui allaient vraiment constituer notre corpus de 1999.

L'étape suivante consistait dans le repérage des occurrences du mot *harmonisation* dans ces 194 articles. D'après nos résultats de comptage de fréquence d'emploi, il y a 282 occurrences que nous avons départagées en 17 groupes, selon le domaine d'expérience concerné. Nous y avons ajouté encore un groupe intitulé « en général » où l'on parle de l'harmonisation européenne prise dans son ensemble, sans préciser le domaine concret, par exemple, *L'Europe s'est construite par l'économie et il était inévitable que la bureaucratie - plutôt en sous-effectif - ait travaillé sous forme d'**harmonisations** et de directives* (43,1). Nous présentons un récapitulatif des domaines mentionnés dans le corpus, avec les statistiques lexicales dans un ordre croissant de la fréquence d'emploi de la lexie *harmonisation* dans le domaine concerné :

---

[146]Disponible sur : http://abonnes.lemonde.fr/web/recherche/0,13-0,1-0,0.html [consulté le 5juin 2010]

[147] cf. l'Annexe 1.1.

	Domaines d'expérience	Nombre d'occurrences en 1999
1	Fiscalité	94
2	Enseignement	40
3	Vie sociale	34
4	Finance	29
5	Juridique	16
6	Alimentation	15
7	Immigration	14
8	Transport	14
9	Sport	9
10	Économique	5
11	Comptabilité	2
12	Militaire	2
13	Bioéthique	2
14	Environnement	1
15	Drogue	1
16	Hôtellerie	1
17	Télévision	1
18	En général	2

Dans notre corpus il y a donc 18 groupes avec 17 champs d'activité humaine, évoqués par les articles du *Monde* de 1999 où avait lieu le processus d'harmonisation européenne. Le plus grand nombre d'occurrences est attesté pour le domaine de fiscalité (94 occ.) qui se détache par rapport aux autres domaines et montre un grand écart avec le domaine qui le suit 'Enseignement supérieur' (40 occ.). D'où vient donc cette prédominance criante? C'est que le nombre élevé d'occurrences est en rapport direct avec l'importance et, surtout, avec les difficultés auxquelles l'Europe se heurtait. Étant donné que la fiscalité est liée à l'argent (au revenu) – sujet très délicat à discuter – l'harmonisation fiscale au niveau européen a provoqué des tensions et des frictions entre les pays membres et a fait couler beaucoup d'encre dans la presse écrite.

À la deuxième place se trouve 'Enseignement supérieur' avec 40 occurrences dans 23 articles, le domaine que nous privilégions par rapport aux autres et qui fait l'objet d'étude détaillée de notre thèse. Cette préférence s'explique par le fait que, en tant qu'étudiant du troisième cycle de l'Université, la matière d'harmonisation des formations est la plus proche pour nous parmi toutes les autres et, par conséquent, mieux connue. Il est évident que la bonne connaissance de l'organisation et du fonctionnement du domaine d'étude est nécessaire pour l'interprétation correcte du corpus. Il y a aussi un autre fait qui a joué en faveur de ce choix, c'est la fréquence d'emploi de l'item *harmonisation*. Le nombre d'occurrences étant ni trop petit et, donc, suffisant pour relever les particularités du phénomène d'axiologisation discursive, ni trop grand pour aller plus vite dans la recherche et ne pas se perdre dans les détails, nous convenait bien pour nous lancer dans l'exploration de la problématique choisie.

Les 3^{e}, 4^{e}, 5^{e}, 6^{e} et 7^{e} places sont partagées entre, respectivement, 'Vie sociale' (34 occ.), 'Finance' (29 occ.), 'Domaine juridique' (16 occ.), 'Alimentation' (15 occ.) et 'Immigration' (14 occ.). Nos commentaires sur les domaines d'expérience du corpus 1999 s'arrêtent là, puisque notre but ne consiste pas pour autant d'interpréter les faits sociaux et politiques mais de révéler, dans un premier temps, les particularités du fonctionnement de l'item *harmonisation* employé dans les articles traitant de la coordination des politiques dans ces domaines.

Comme nous venons de le dire, il y a au total 282 occurrences de *harmonisation* dans les 194 articles faisant partie du corpus 1999. Le tableau de ces occurrences se trouve dans l'Annexe 1.2. C'est un tableau en Excel avec les menus déroulants que nous avons choisi pour travailler avec les occurrences. Nous apprécions le côté pratique de ce genre de tableau qui permet différents filtrages et comptages du corpus en très peu de temps. Notre tableau comprend 5 colonnes :

code	exemples			domaine
	co-texte gauche	GN avec *harmonisation* en tête	co-texte droit	
2	Union européenne : appel de Christian Sauter et Hans Eichel en faveur d'un compromis	sur l'harmonisation fiscale.		**fiscalité**
2,1	Les ministres des finances fr-s et allemand, …, ont profité lundi d'un conseil franco-allemand pour appeler ensemble la Grande Bretagne à un compromis	sur l'harmonisation fiscale dans l'Union européenne.		**fiscalité**

Dans la première colonne nous indiquons le numéro de l'article selon les 'Résultats de recherche' donnés précédemment dans l'Annexe 1.1. Le chiffre sans virgule, par exemple (2), correspond au titre de l'article N°2 dans les 'Résultats de recherche'. Le chiffre avec un autre chiffre après la virgule, par exemple (2,1) signifie que l'occurrence est dans le texte de l'article N°2. Le chiffre avec une lettre 'S' après la virgule, comme (15,S), indique que *harmonisation* est employé dans le sur-titre de l'article N°15 ; et avec deux lettres 'S' après la virgule – dans le sous-titre.

Trois autres colonnes sont destinées à présenter les occurrences du mot *harmonisation* dans un co-texte assez large. *Harmonisation* est employé beaucoup plus souvent en tête d'un groupe nominal que isolément. Pour une meilleure lisibilité, nous avons mis dans une colonne à part ce groupe nominal avec *harmonisation* en tête (ou la lexie toute seule quand c'est le cas). Nous citons aussi les co-textes gauche et droit du groupe nominal, chacun dans sa colonne à part. Nous avons omis sciemment certains passages n'apportant rien pour l'analyse du mot.

Pour chaque occurrence nous indiquons le domaine d'expérience lui correspondant ce qui fait le contenu de la dernière colonne.

3.2. Corpus 2009

Pour recueillir les articles de l'année 2009 nous avons procédé de la même manière que pour le corpus 1999. Nous avons fait entrer les mêmes mots clés *harmonisation* et *européenne* en indiquant que nous les recherchions dans tout l'élément, de tous les auteurs, dans la période du 01.01.2009 au 31.12.2009. Quant au tri, notre expérience de travail avec le corpus 1999 nous a amené à faire une modification dans la sélection des données à faire entrer. Nous avons choisi, cette fois-ci, de trier les articles non pas par « pertinence », mais par « date croissante ». Il s'est

avéré que c'est moins pratique d'avoir le tri par « pertinence » que par « date croissante »[148]. Toutes les modalités faites, nous avons eu les résultats de notre recherche avec 69 articles pour l'année 2009. Le chiffre est beaucoup plus inférieur par rapport à l'année 1999 (225 articles). Après la première lecture de ces 69 articles nous en avons éliminé 14, toujours pour les mêmes raisons que pour le corpus 1999. Nous les rappelons, premièrement, il y avait les articles qui étaient repris deux fois (comme le N°5 reprend le N°4, le N°28 reprend le N°27, etc.), et deuxièmement, il y avait les articles dont le sujet ne portait pas sur l'UE (comme les NN° 42, 45, 52, 56, 57, etc.). Finalement, nous avons retenu 55 articles pour le corpus 2009 (dont 8 articles sur l'harmonisation des formations).

Les champs d'expérience où est utilisé le mot *harmonisation* sont au nombre de 16, il y a un domaine de moins par rapport à l'an 1999, mais au total nous avons 17 groupes, car il y a toujours le groupe « en général » où l'on parle de l'harmonisation en UE *grosso modo*. Le tableau suivant présente la liste des domaines avec leur nombre d'occurrences dans le corpus 2009.

	Domaines d'expérience	Nombre d'occurrences en 2009
1	Fiscalité	20
2	Vie sociale	18
3	Enseignement	9
4	Finance	5
5	Alimentation	5
6	Juridique	3
7	Immigration	3
8	Automobile	3
9	Ordinateur	3
10	Sport	2
11	Métiers ferroviaires	2
12	Élection	2
13	Médicaments	1
14	Économique	1
15	Droit d'auteur	1
16	Police	1
17	En général	4

Le groupe 'Fiscalité' (20 occ.) est toujours en tête de la liste, mais le chiffre a considérablement baissé par rapport à l'an 1999 (94 occ.). 'Enseignement' (9 occ.) s'est déplacé plus bas cédant la deuxième place au groupe 'Vie sociale' (18 occ.).

Après une analyse statistique préliminaire, nous avons relevé 82 occurrences de l'item *harmonisation (européenne)* dans le corpus 2009. Le tableau de ces occurrences est donné dans l'Annexe 2.1. La présentation des occurrences dans ce tableau est la même que pour le corpus 1999 (cf. § 3.1 du présent Chapitre).

[148]Nous avons découvert que le tri par « pertinence » n'était pas constant : d'une année à l'autre la numérotation des articles changeait ce qui compliquait le travail avec le corpus. En revanche, le tri par « date croissante » restait stable facilitant la manipulation du corpus.

code	exemples			domaine
	co-texte gauche	GN avec *harmonisation* en tête	co-texte droit	
501,S	Elle souhaite également	une "harmonisation des mesures" de soutien au secteur dans l'Union européenne.		**automobile**
501,1	…Mme Lagarde a aussi souhaité que la Commission, …, puisse rapidement proposer	une "harmonisation des mesures" de soutien à l'automobile dans l'Union européenne,	afin que chaque État membre puisse puiser en fonction de ses besoins dans cette *"boîte à outil"*.	**automobile**

La première colonne est réservée pour le codage. Tous les articles tirés du *Monde* 2009 commencent par le chiffre '5'. Le numéro après ce chiffre correspond au numéro de l'article selon les « Résultats de recherches » cités dans la section précédente des Annexes (§ 2.1). Le chiffre sans virgule est le titre de l'article. Le chiffre avec une virgule peut être soit le sur-titre (S), soit le texte de l'article. Ainsi, le code 501,S signifie que l'occurrence se trouve dans le sur-titre de l'article N°1 du corpus 2009. Trois autres colonnes sont réservées pour l'énoncé dans lequel le mot *harmonisation* est employé. Et dans la dernière colonne nous indiquons le domaine de l'expérience.

3.3. Comparaison des données statistiques des corpus 1999 et 2009

Pour comparer les données statistiques des champs d'activité et des nombres d'occurrences des deux corpus nous proposons le tableau ci-dessous :

	Domaines d'expérience	Nombre d'occurrences **1999**	Nombre d'occurrences **2009**
1	Fiscalité	94	20
2	Enseignement	40	9
3	Vie sociale	34	18
4	Finance	29	5
5	Juridique	16	3
6	Alimentation	15	5
7	Immigration	14	3
8	Transport	14	-
9	Sport	9	2
10	Économique	5	1
11	Comptabilité	2	-
12	Militaire	2	-
13	Bioéthique	2	-
14	Environnement	1	-
15	Drogue	1	-
16	Hôtellerie	1	-

17	Télévision	1	-
18	Ordinateur	-	3
19	Métiers ferroviaires	-	2
20	Élection	-	2
21	Médicaments	-	1
22	Droit d'auteur	-	1
23	Police	-	1
24	En général	2	4
Total		**282**	**83**

Nous voyons que le mot *harmonisation* est employé trois fois plus souvent dans le corpus 1999 que dans celui de 2009. Cela s'explique par le fait qu'en 1999 il y avait plus d'événements significatifs au sein de l'UE (cela « bougeait » plus) qu'en 2009 (cf. § 1.3 du Chapitre 6). En 1999, c'était moins stable, l'UE cherchait encore son chemin dans la construction du système unifié. Dix ans après, vers 2009, l'UE a atteint une certaine stabilité : dix ans de plus l'ont faite mûrir et s'enrichir de l'expérience dans la vie communautaire.

Les sept premiers domaines sont repris dans le corpus 2009 (même si leur ordre diffère un peu) : ces sept domaines restaient toujours la préoccupation principale de la politique de l'harmonisation européenne.

3.4. Comparaison des fréquences d'emploi du nom déverbal 'harmonisation' et du verbe 'harmoniser' dans les corpus

Animée de l'esprit de curiosité, nous avons essayé d'analyser la réalisation de la base verbale *harmonis-* dans le discours de la presse écrite, à partir de notre corpus. Voici les données chiffrées :

	1999	2009
Nombre d'articles	194	55
Nombre d'occurrences pour *harmonisation*	**282**	**83**
Nombre d'occurrences pour *harmoniser*	**27**	**7**

Nous sommes devant le fait de la prédominance numérique importante de la forme nominalisée sur les formes verbales correspondantes de la même base *harmonis-* dans les articles portant sur le sujet de l'harmonisation dans le cadre de l'UE. Dans les deux types de corpus le nom de procès *harmonisation* est dix fois plus souvent employé que le verbe *harmoniser*. Pour parler du processus d'harmonisation au sein de l'UE, on a recours dix fois plus à la nominalisation qu'à la

forme verbale[149]. La question qui se pose : Pourquoi le nom de procès est 10 fois plus souvent employé que le verbe ? A quoi est due, finalement, cette prédominance ?

La réponse se trouve, à notre avis, dans la caractéristique pragmatique du nom de procès que nous avons donné dans le § 2.3.2 (du Chapitre 3). Nous y avons caractérisé la nominalisation comme un moyen de dépersonnalisation de l'action. Avec le nom de procès *harmonisation* tout se passe comme si l'action d'harmoniser devenait « *événement en soi* », *« événement qui vient de soi ».* Au niveau de la sémantique énonciative, cela entraîne l'absence de prise en charge du contenu sémantique, la suppression de l'engagement personnel impliqué dans le procès d'harmonisation.

[149]Parmi les 27 occurrences de la forme verbale (corpus 1999), la forme non personnelle (l'infinitif) est employée 19 fois, la forme personnelles 8 fois (forme active – 3 fois; forme passive – 5 fois).

Chapitre 6. L'Union Européenne et la création de son nouvel espace du savoir

Pour mieux comprendre les problèmes liés à l'harmonisation européenne qui sont discutés dans les articles constituant notre corpus, nous commençons ce chapitre par présenter en grandes lignes le cadre historique de la construction de l'UE (l'objectif principal, les principes de l'organisation, les grandes dates) pour passer, ensuite, à la description détaillée de la création de « l'Europe des Connaissances » en UE et, tout particulièrement, en France.

1. L'Union Européenne : objectif, principes et grandes dates

Les sources principales où nous avons puisé l'information sur l'Europe sont les sites internet : 1) « Une histoire en mouvement : étapes et évolutions »[150] ; 2) « L'histoire de l'Union européenne »[151] ; 3) « Histoire de la Construction européenne »[152]; 4) « Découverte des institutions »[153]; 5) « Toute l'Europe »[154] ; ainsi que « Petit Guide : L'Union européenne, 27 pays » (Tardieu, Krčmár 2008).

1.1. Le but de la création d'une Europe unie

« Au milieu du 20e siècle, le bilan désastreux des deux guerres mondiales a poussé les nations européennes à s'unir pour empêcher de nouveaux conflits et faire face aux défis futurs. La déclaration de Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, du 9 mai 1950 est considérée comme le point de départ de la construction européenne » (Toute l'Europe).

En effet, les pays européens sortent dévastés et ruinés du second conflit mondial et ne peuvent espérer se relever sans une aide extérieure. En 1947, les États-Unis proposent une aide financière, le plan Marshall, à tous les pays européens intéressés, à condition qu'ils s'unissent pour faire valoir leurs besoins. La construction d'une Europe unie, encouragée par les Américains, apparaît donc comme un moyen pour les Européens de se reconstruire et de maintenir entre eux des relations pacifiques.

---

[150]Disponible sur : http://www.eurogersinfo.com/ue2.htm [consulté le 9 octobre 2009]

[151]Disponible sur : http://europa.eu/abc/history/index_fr.htm [consulté le 9 octobre 2009]

[152]Disponible sur : http://linternaute.com/histoire/categorie/64/a/1/1/construction_europeenne.shtml [consulté le 9 octobre 2009]

[153]Disponible sur : http://vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/ue-citoyennete/ [consulté le 9 octobre 2009]

[154]Disponible sur : www.touteleurope.fr [consulté le 9 octobre 2009]

Mais l'idée de construire une Europe unie pour favoriser le développement de la paix est apparue pour la première fois encore bien avant le 9 mai 1950.

Encore en août 1848, un des pionniers de l'Union européenne, Victor Hugo, dit :

> *« Un jour viendra où vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez dans une unité supérieure et vous constituerez la fraternité européenne ... ».*

Il plaide pour « les États-Unis d'Europe » dans un discours prononcé au Congrès de la paix en 1849.

Après la Première Guerre mondiale, en 1929, Aristide Briand présente à Genève, à la tribune de la Société des Nations (ancêtre de l'ONU) un projet d'organisation européenne, mais sans succès.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, certains résistants se prononcent en faveur d'une Europe unie (par exemple, Henri Frenay en France, Altiero Spinelli et Ernesto Rossi en Italie). En 1944, un « Projet de déclaration des résistances européennes » est d'ailleurs élaboré à Genève. (Découverte .. Pourquoi une Europe unie ?).

La raison principale donc qui a motivé la construction de l'UE a été de **favoriser l'établissement d'une paix durable en Europe**. Le 9 mai 1950, la date où Robert Schuman a mis en avant cet objectif, est considérée officiellement comme le point de départ de l'intégration européenne.

1.2. Qu'est-ce que l'UE ?

L'UE est l'association volontaire d'Etats européens qui a été créée par le traité signé à Maastricht le 7 février 1992 et entré en vigueur le 1er novembre 1993. Les pays européens se sont unis dans les domaines économique et politique, afin d'assurer le maintien de la paix en Europe et de favoriser le progrès économique et social. La fondation de l'UE est considérée comme l'aboutissement du processus commencé en 1951 avec la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) (Découverte des institutions …).

Le Traité de Maastricht prévoit le marché commun avec une Union économique et monétaire (UEM). La réalisation la plus remarquable de cette Union est la mise en place d'une monnaie unique (l'euro) ainsi que la mise en œuvre de la politique commune dans des domaines divers. La Communauté économique européenne prend d'ailleurs le nom de « Communauté européenne », ce qui manifeste clairement la volonté des états de dépasser la vocation économique et former une Europe unie sur les terrains politique, social, culturel (Une histoire en mouvement …).

La nouvelle Union résultant du traité de Maastricht repose sur trois éléments appelés « piliers » :

> **le 1er pilier** communautaire constitué de trois communautés : la CECA, la Communauté européenne (ex-CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique ou « Euratom » ;

le 2e pilier concerne la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ;

le 3e pilier constitué par la coopération policière et judiciaire en matière pénale (*ibidem*).

Il est à noter que l'UE n'est **pas une fédération européenne,** car une fédération se base sur le principe de construction par « le haut ». C'est justement selon le principe opposé, celui par « le bas », que l'UE s'est construite, autrement dit selon la méthode des « petits pas ». Cela veut dire que, afin de créer une solidarité de fait entre plusieurs pays européens, on a mis en place une gestion commune entre ces pays dans des secteurs limités, stratégiques et de plus en plus nombreux (Découverte des institutions …).

Principales institutions de l'UE sont 1) l'**Assemblée européenne** (siège : Strasbourg) ; 2) la **Commission** (siège : Bruxelles) ; 3) le **Conseil** de l'Union (ministre ou chefs de gouvernement); 4) la **Cour européenne de justice** (siège : Luxembourg). Quant aux fonctions de ces institutions au sein de l'UE, il faut dire que l'Assemblée européenne propose des projets et contrôle ceux qu'élabore la Commission, lesquels sont soumis au Conseil de l'Union (ministres ou chefs de gouvernement). La Commission veille à l'exécution des projets acceptés. Les litiges sont tranchés par la Cour européenne de justice[155].

Comme nous venons de le dire au début de cette section, la première manifestation de l'association volontaire d'États européens est la CECA, fondée en 1951. Six pays font partie de cette Communauté européenne : la République fédérale d'Allemagne (RFA), la Belgique, la France, le Luxembourg, l'Italie, les Pays-Bas. C'était l'Europe des Six. Depuis, l'Europe a vu six élargissements, passant de 6 à 27 États, le dernier élargissement ayant eu lieu en 2007 où la Bulgarie et la Roumanie ont rejoint l'UE (cf. Tableau 11 où les six élargissements sont mis en gris).

Les pays membres représentent des modes d'organisation institutionnelle variées. 16 pays ont l'euro comme la monnaie unique. Les pays n'ayant pas intégré l'Union Européenne Monétaire sont Bulgarie, Danemark, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie et Suède.

Les 27 pays membres de l'UE sont de tailles différentes. Ensemble ils forment un espace de près de 492 millions d'habitants et d'environ 4 280 000 km^2. Le pays le plus vaste est la France avec ses 544 000 km^2 et le plus peuplé est l'Allemagne avec ses 82 millions d'habitants. Le plus petit est l'île de Malte et le deuxième plus petit, mais le plus riche, est le Luxembourg (Tardieu, Krčmár 2008). Le centre géographique se trouve en Allemagne, au sommet d'une colline du canton de Gelnhausen en Hesse.

Les ressortissants de l'UE ont le droit d'étudier, de voyager, de vivre et de travailler dans le pays de leur choix parmi les 27, sans se soucier de passeports ni de frontières.

1.3. Les grandes dates de la construction de l'UE

L'UE a son histoire qui date de 60 ans. Cette histoire a été marquée par toutes sortes d'événements : déclarations prononcées ; créations des Communautés ; signatures des accords,

[155]Le Robert illustré d'aujourd'hui, 1997.

des Actes et des traités ; élargissements de l'Europe ; etc. Nous présentons les grandes dates de la construction de l'UE sous forme de tableau (Tableau 11) qui commence par la déclaration de Robert Schuman en 1950 et se termine par le sixième élargissement de l'UE en 2007.

Nous introduisons le tableau par une petite remarque. Nous avons grisé certains carrés pour mettre bien en évidence les six élargissements de l'Europe. En revanche, nous avons grisé les lignes entières pour faire apparaître les événements importants de l'année 1999, l'année à laquelle nous portons un intérêt particulier.

Tableau 11. Les grandes dates de la construction de l'UE[156]

09-mai-50	Déclaration de Robert Schuman	Le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, prononce une déclaration historique où il appelle à la mise en commun des productions de charbon et d'acier de la France et de l'Allemagne, au sein d'une organisation ouverte aux autres pays
18-avr-51	Création de la CECA	La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) est créée, avec la signature du traité de paris par six pays : Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne (RFA)
25-mars-57	Création de la CEE et de l'Euratom	Deux traités sont signés à Rome : le premier institue la Communauté économique européenne (CEE), qui a pour but de mise en place de marché commun, et le second la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA) dite Euratom
1er juillet 1968	Réalisation de l'Union douanière entre les Six	Les droits de douane entre les six membres de la CEE sont totalement supprimés. Un tarif douanier commun est mis en place aux frontières extérieures de la CEE.
1er janvier 1973	De l'Europe des Six à l'Europe des Neuf	Premier élargissement de la CEE avec l'adhésion du Danemark, du Royaume-Uni et de l'Irlande.
1er janvier 1981	Une Europe à Dix	Second élargissement : la Grèce entre dans la CEE.
14-juin-85	Signature des accords de Schengen	La France, la RFA, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg signent à Schengen des accords prévoyant la suppression progressive des frontières entre ces États et la libre circulation des personnes. Mais la convention d'application de l'accord n'est signée que le 19 juin 1990 et entre en vigueur seulement le 26 mars 1995.
1er janvier 1986	L'Europe des Douze	Troisième élargissement de la CEE avec l'arrivée de l'Espagne et du Portugal
17 et 28 février 1986	Signature de l'Acte unique européen	Les Douze signent à Luxembourg et la Haye l'Acte unique qui modifie le traité de Rome sur la CEE. Il fixe l'échéance pour la réalisation du marché intérieur unique au 31 décembre 1992. celui-ci entre en vigueur le 1er janvier 1993.

[156] Ce tableau est inspiré par « Découverte des institutions », disponible sur : http://vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/ue-citoyennete/ [consulté le 6 mai 2009]

07-févr-92	Création de l'UE	A Maastricht est signé le traité sur l'UE. Celle-ci se constitue de 3 piliers : les Communautés (CECA, CE, CEEA), la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), la coopération en matière de justice et d 'affaires intérieures (JAI). Par ailleurs, le CEE devient la Communauté européenne (CE).
1er janvier 1995	L'Europe des Quinze	Quatrième élargissement avec l'entrée de l'Autriche, la Finlande et la Suède.
02-oct-97	Signature du traité d'Amsterdam	Les ministres des Affaires étrangères des Quinze signent un traité qui modifie le traité sur l'Union européenne (TUE) et celui instituant la Communauté européenne (TCE).
1er janvier 1999	L'euro devient la monnaie unique des 11 des États membres	Les 11 États forment la **« zone euro ».** Il s'agit de la RFA, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal. La Grèce les a rejoints depuis le 1er janvier 2001. L'euro est alors devenu officiellement la monnaie légale de ces 12 États. Les pièces et les billets en euro n'ont été mis en circulation que le 1er janvier 2002. mais les particuliers pouvaient déjà payer leurs impôts ou émettre des chèques en euro.
19/06/99	Conférence ministérielle de Bologne	Déclaration commune des ministres européens de l'éducation des 29 pays pour construire un espace européen de l'enseignement supérieur.
26-févr-01	Signature du traité de Nice	Ce traité devait permettre d'assurer un fonctionnement des institutions européennes après le prochain élargissement de l'UE aux pays d'Europe centrale et orientale. Les discussions se sont concentrées sur le poids de chaque État au sein des institutions européennes (nombre de représentants au Parlement, pondération des voix au Conseil de l'UE, nombre des commissaires européens. Le système défini à Nice a abouti à une sur-représentation des « petits pays ».
16-avr-03	Vers une Europe à 25	Un traité d'adhésion à l'UE de dix nouveaux États est signé à Athènes. Il s'agit de Chypre, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malt, de la Pologne, de la République Chèque, de la Slovaquie, de la Slovénie. Leur entrée sera effective à partir du 1er mai 2004, date de la ratification du traité par les Quinze et par les 10 nouveaux membres.
18-juil-03	Une Constitution européenne ?	La Convention sur l'avenir de l'Europe remet un projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe.
12 et 13 décembre 2003	Échec du Sommet de Bruxelles	Les 25 chefs d'États et de gouvernement des États membres et futurs membres se réunissent à Bruxelles afin de se mettre d'accord sur un projet de Constitution. Aucun accord n'est possible.
1er mai 2004	Une Europe à Vingt-cinq	Entrée en vigueur du traité signé à Athènes le 16 avril 2003.

17 et 18 juin 2004	Adoption du projet de Constitution européenne	Réunis à Bruxelles, les dirigeants des 25 États de l'UE ont adopté, après d'ultimes et difficiles négociations, le premier traité constitutionnel de l'UE pour que la Constitution entre en vigueur, elle doit être ratifiée par chacun des États d'ici la fin 2006.
29 mai – 1er juin 2005	La France et les Pays-Bas disent „non" au projet de Constitution européenne	Les Français et les Néerlandais ont rejeté le traité établissant une Constitution européenne. La France et les Pays-Bas étaient les deux seuls pays sur les 25 à avoir refusé ce texte. 16 pays l'ont adopté. 7 doivent encore se prononcer.
1er janvier 2007	Une Europe à Vingt-sept	La Roumanie et la Bulgarie deviennent membres de l'UE.

En conclusion, nous voudrions souligner que l'évolution de l'UE a connu plusieurs étapes marquées par les six élargissements (voir les carrés grisés du tableau ci-dessus), ainsi que par plusieurs traités qui ont été signés dont les plus importants sont ceux de Rome et de Maastricht.

- En 1957, la signature des traités de Rome marque la volonté des États fondateurs de créer un espace économique commun, dans lequel les hommes et les marchandises circuleraient librement.
- En 1992, la signature du traité de Maastricht, donne naissance à l'Union européenne et marque une nouvelle étape dans la construction d'une communauté politique à l'échelle du continent.

Nous répétons encore une fois qu'actuellement l'UE compte **27 pays membres**[157] qui sont regroupés sur les plans économique, politique et culturel, afin de défendre la paix, la démocratie, les droits de l'homme et la prospérité, avec plus d'efficacité.

2. Création d'un nouvel espace européen de l'enseignement supérieur

Ici, nous parlerons de l'harmonisation européenne des formations en tant que projet politique et social : d'abord, à l'échelle européenne (les déclarations adoptées), ensuite, à l'échelle du pays français (la réforme de l'enseignement supérieur en France).

2.1. Description de la situation de l'enseignement supérieur dans l'UE en 1999

La situation de l'enseignement supérieur en UE en 1999 a été marquée par **la conférence des ministres européens de l'éducation à Bologne**. A l'issu de cette réunion ministérielle, une déclaration commune a été adoptée. Mais les objectifs principaux qui ont été fixés dans ce texte adopté ont été déjà tracés par la conférence de la Sorbonne en 1998. Comme il y a une filiation

[157] Deux autres pays, la Turquie et la Croatie, ont le statut de candidat à l'Union.

étroite des buts à atteindre entre les deux conférences, avant de passer en revue la déclaration de Bologne, nous parlerons de celle de la Sorbonne.

Déclaration de la Sorbonne.

En mai 1998, à l'occasion du 800ème anniversaire de la Sorbonne, les quatre ministres chargés de l'enseignement supérieur[158] ont fait une déclaration commune en vue d'harmoniser l'enseignement supérieur entre les pays membres de l'Europe. A l'initiative du ministre français de l'éducation, Claude Allègre, l'idée de la construction d'une **« Europe du savoir »** a été lancée :

> *« La construction européenne a tout récemment effectué des progrès très importants. Mais si pertinents que soient ces progrès, ils ne doivent pas nous faire oublier que l'Europe que nous bâtissons n'est pas seulement celle de l'Euro, des banques et de l'économie; elle doit être aussi une Europe du savoir. Nous devons renforcer et utiliser dans notre construction les dimensions intellectuelles, culturelles, sociales et techniques de notre continent »*[159].

En fait, les ministres appellent à revenir à l'Europe qui existait déjà à l'époque, car

> *« Autrefois, étudiants et professeurs circulaient librement et disséminaient rapidement leur savoir à travers le continent. Aujourd'hui, il existe encore un trop grand nombre de nos étudiants qui obtiennent leurs diplômes sans avoir bénéficié d'une période d'études en dehors des frontières nationales »*[160]

L'objectif de la création d'un espace européen de l'enseignement supérieur est, donc, non seulement de **consolider une coopération toujours plus étroite entre les universités**, mais aussi de **promouvoir la mobilité des étudiants et des professeurs** ce qui offrira aux étudiants les meilleures chances de trouver leurs propres domaines d'excellence et permettra aux professeurs de travailler dans des pays européens autres que le leur.

Pour atteindre cet objectif il est indispensable, tout en respectant les diversités nationales, de faire converger les systèmes universitaires vers des niveaux de **références communes** ce qui facilitera la lisibilité des diplômes, leurs comparaisons et équivalences aux niveaux européen et international. Dans ce but, il a été proposé de diviser l'enseignement supérieur en deux cycles principaux : pré-licence et post-licence, comme dans le monde anglo-saxon.

Les quatre ministres terminent leur déclaration par inviter les autres pays de l'Europe à se joindre à eux :

> *« Nous lançons un appel aux autres Etats-membres de l'Union, aux autres pays de l'Europe pour nous rejoindre dans cet objectif, à toutes les universités européennes pour consolider la place de l'Europe dans le monde en améliorant et en remettant sans cesse à jour l'éducation offerte à ses citoyens ».*

---

[158] Il s'agit des ministres de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni

[159] La déclaration de la Sorbonne du 25 mai 1998 « Harmoniser l'architecture du système européen d'enseignement supérieur » (cf. l'Annexe 4.1).

[160] *ibidem*.

Déclaration de Bologne.

L'invitation des quatre ministres de s'engager à réaliser l'harmonisation de l'architecture du système européen de l'enseignement supérieur a été acceptée par plusieurs pays européens. Lors de la conférence de Bologne du 19 juin 1999, à l'occasion de la célébration du 900ème anniversaire de l'Université de Bologne (la plus ancienne université du monde occidental), 29 pays[161] sont devenus signataires d'une déclaration commune « L'espace européen de l'enseignement supérieur ».

La déclaration de Bologne, comme celle de la Sorbonne, insiste sur la nécessité de créer un espace européen de l'enseignement supérieur, comme moyen privilégié pour encourager la mobilité des citoyens, favoriser leur intégration sur le marché du travail européen et promouvoir le développement global du continent.

Dans le texte adopté, on met en exergue l'importance primordiale de l'Europe des Connaissances dans le développement des dimensions sociales et culturelles :

> *« Il est aujourd'hui largement reconnu qu'une Europe des Connaissances est un facteur irremplaçable du développement social et humain, qu'elle est indispensable pour consolider et enrichir la citoyenneté européenne, pour donner aux citoyens les compétences nécessaires pour répondre aux défis du nouveau millénaire, et pour renforcer le sens des valeurs partagées et de leur appartenance à un espace social et culturel commun. »*[162].

Ce sont les établissements de l'enseignement supérieur en Europe qui jouent un rôle clé dans la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur. En suivant les principes fondamentaux énoncés en 1988 dans la Magna Charta Universitatum, ils jouissent de l'indépendance et de l'autonomie qui sont garantes des systèmes d'enseignement et de recherche leur permettant de s'adapter en permanence à l'évolution des besoins, aux attentes de la société et aux progrès des connaissances scientifiques.

Ont été proposées les mesures concrètes, permettant d'accomplir le progrès dans le sens de la création de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la promotion de ce système européen à l'échelon mondial :

✔ mise en place d'un système facilement compréhensible et comparable pour permettre une bonne lisibilité et faciliter la reconnaissance internationale des diplômes ;

✔ adoption d'un système se fondant sur deux cursus, avant et après la licence ;

✔ validation des formations par un système d'accumulation de crédits transférables entre les établissements ;

✔ promotion de la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs ;

✔ coopération en matière d'assurance de la qualité des enseignants ;

✔ promotion d'une dimension véritablement européenne à l'enseignement supérieur.

---

[161]29 pays signataires: Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Estonie, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse.

[162]La déclaration de Bologne du 19 juin 1999 « L'espace européen de l'enseignement supérieur ».

Créer un espace européen du savoir permettrait donc à l'Europe de renouer avec son riche héritage et de tenir son rang dans un contexte international de plus en plus concurrentiel. Mais construire un espace européen de l'enseignement supérieur exigeait des pays-membres des efforts vigoureux : il fallait abolir les barrières inter-universitaires au niveau des formations et des diplômes, développer un cadre de l'enseignement réformant, « tout en respectant pleinement la diversité des cultures, des langues, des systèmes éducatifs nationaux et l'autonomie des universités »[163].

Les changements dans ce sens se faisaient par des réformes du système de l'enseignement supérieur dans chaque pays adhérant à cette déclaration. Des réformes similaires ont eu lieu dans toute l'Europe, en France, en Italie, en Espagne, en Grèce … Quant à la réforme de l'enseignement supérieur en France, il y a eu quelques difficultés et réticences de la part du monde universitaire (enseignants, étudiants, syndicats). Ces résistances sont dues aux précipitations dans son application de la part du ministre de l'éducation Claude Allègre, à l'absence de texte officiel préalablement rédigé pour le débattre au niveau de l'état, ainsi qu'à ses modalités d'application, son contenu, son délai ... Nous en parlerons avec plus de détails dans la section suivante.

2.1.1. La réforme de l'harmonisation de l'enseignement supérieur en France en 1999

C'est Jacques Attali qui était l'initiateur de la reforme des études supérieures. C'était encore en début mai 1998 que celui-ci a préparé un rapport commandé par Claude Allègre et intitulé « Pour un modèle européen d'enseignement supérieur » où il a défini des « critères européens de convergence » censés mettre l'enseignement français au diapason de ses voisins. Universités et grandes écoles étaient priées d'articuler leurs cursus autour de 3, 5 ou 8 années d'études. Après avoir largement adhéré aux propositions du rapport Attali, Claude Allègre, dans le cadre très solennel de la célébration de 800 ans de la Sorbonne, a avancé le projet de construire une « université européenne» en harmonisant l'architecture du système européen d'enseignement. Après la conférence à la Sorbonne, le ministère met en avant, déjà en France, la nécessité d'une harmonisation des diplômes français à l'échelle européenne et mondiale.

Concrètement pour la France, réformer l'enseignement supérieur en vue d'une harmonisation européenne signifiait :

- abolition de la dualité 'universités-grandes écoles', *id est* reconnaissance universitaire pour les grandes écoles ;
- simplification du système des diplômes ;
- réorganisation des cycles d'études universitaires en trois cursus : bac+3, bac+5 et bac+8 ;
- renforcement de la coopération universitaire au niveau européen.

Le souci d'harmonisation des formations, si tant était qu'il soit réellement partagé par les autres pays européens, a fait l'objet de beaucoup de débats en France. Les débats portaient sur le contenu de la réforme, sur les modalités de sa mise en place et sur le calendrier de son application. Voyons chacun de ces « points discordants » de plus près.

---

[163] *Ibidem.*

Les débats autour de la réforme

Bien que le principe d'une harmonisation européenne n'ait pas été contesté, de nombreux reproches portaient sur l'absence de toute déclaration officielle et de tout texte écrit de la part du ministre sur le projet de réforme. Normalement, le souci d'harmonisation à l'échelle européenne supposait une clarification préalable à l'échelle nationale. Mais il semblait que le ministre préparait la réforme en trompe l'œil, non sans aucune clarification, mais toujours dans la précipitation, en imposant ses décisions.

Ce qui a été très débattu en France c'est une réorganisation des sorties de l'enseignement supérieur autour de trois niveaux. Les universitaires se sont d'emblée montrés réservés quant à la faisabilité d'un modèle unique se basant sur le cursus « 3, 5, 8 ». Argument : les durées des différents cursus en Europe étaient extrêmement variées et ne semblaient pas se rapprocher. Ainsi, pour obtenir un premier diplôme, il fallait deux ans en France, quatre ans aux Pays-Bas ou en Norvège, trois ans en Royaume-Uni, six ans en Allemagne, qui ne délivrait qu'un seul diplôme final par grande filière. Les syndicats d'enseignants et d'étudiants soulignaient la vanité de vouloir comparer des cursus sur la base de leur nombre d'années, et non sur le contenu. Un DUT français, par exemple, recevait en deux ans autant d'heures d'enseignement qu'un diplôme d'une Fachhochschule allemande en trois ans.

Du côté des grandes écoles françaises, l'accueil du « 3, 5, 8 » était mitigé. Les formations d'ingénieurs françaises étaient d'accord pour le niveau de sortie à bac+5 mais refusaient toute sortie à bac+3. Argument : dans la plupart des pays européens, deux cursus coexistent au choix, l'un, plutôt concret et orienté vers la production, à bac+3 ; l'autre, plutôt conceptuel, à bac+5. C'était l'un ou l'autre. Et non pas l'un puis l'autre, la formation théorique pouvant difficilement se bâtir après la formation professionnalisée.

Les premiers pas de la mise en place de la réforme

Finalement, un nouveau grade universitaire, le « mastaire », a été créé pour harmoniser les formations européennes. Il sanctionnait un niveau de formation correspondant à bac+5 et s'appliquait à toutes les formations délivrées par les universités et les grandes écoles. Sous cette appellation ont été rangés les diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS), les diplômes d'études approfondies (DEA) et les titres des écoles d'ingénieurs. La création du mastaire a été ainsi le premier pas dans le rapprochement entre les universités et les grandes écoles (26).

Une autre nouveauté de cette année 1999 s'inscrivant dans la projet d'harmonisation européenne des formations était la création de licence professionnelle à bac+3. Le nouveau diplôme est né après un an et demi de discussions entre le ministre de l'éducation, les syndicats d'enseignants et d'étudiants, et les représentants des entreprises (200). La licence professionnelle a été conçue dans un objectif d'insertion professionnelle, la formation étant organisée dans le cadre de partenariats étroits avec le monde professionnel. La licence devait être ouverte à des publics différents : titulaire d'un DEUG, d'un DUT, d'un BTS ou d'une expérience en entreprise.

Les modalités de la mise en place : le délai de l’application de la réforme

De nombreuses objections ont été opposées au rythme de mis en œuvre de la réforme. Initialement, la réorganisation des études supérieures a été programmée dès la rentrée 1999. Mais après des contestations des universités, la réforme a été reportée d'un an, à l'an 2000. Les

syndicats d'enseignants et d'étudiants ont alerté le ministre sur les dangers d'une application à « marche forcée ».

2.2. L'espace européen de l'enseignement supérieur : dix ans après (2009)

En 2009, le processus de Bologne a célébré ses dix ans. Dix ans d'une réforme qui

> *« a contribué à transformer en profondeur le quotidien de 31 millions d'étudiants répartis dans 5 600 établissements d'enseignements supérieurs » (521).*

Quel est le bilan de cette réforme des études supérieures en Europe ? A-t-il rempli ses objectifs? La réponse est plutôt à double tranchant.

Le 28 et 29 avril 2009, à Louvain en Belgique, s'est réunie la conférence ministérielle pour « évaluer les progrès accomplis et les nouvelles mesures à mettre en place », « pour faire le point sur les réformes engagées et celles à mettre en œuvre »[164]. Pour les ministres, lobbies et autres groupes privés, le bilan était plutôt positif même s'il y avait « encore beaucoup à faire pour que la réalité colle aux slogans » (521).

Les bâtisseurs de Bologne ont partiellement atteint leur objectif qui était de rendre l'Europe universitaire plus lisible, plus attractive et de favoriser la mobilité entre étudiants européens :

✔ En 2009 la réforme des études universitaires est appliquée dans 46 pays européens, de Lisbonne à Vladivostok et de Reykjavik à Nicosie. En dix ans, le processus de Bologne a donc passé de 29 pays en 1999, à 33 en 2001, 40 en 2003, pour aboutir à 46 pays adhérents en 2006.

✔ La grande majorité des universités européennes ont la même architecture des études : des cursus en trois cycles avec le fameux LMD (licence, master et doctorat), une même unité d'évaluation (les crédits ECTS, European Credit Transfer System), un standard européen d'assurance-qualité et des « suppléments au diplôme » qui décrivent les « compétences » acquises.

✔ Vers 2009, il y a eu une mise en place de la coopération entre les universités et une plus grande mobilité pour les étudiants et les enseignants-chercheurs. Mais le bilan, de ce point de vue, est mitigé, comme le démontre l'Association européenne des universités (515).

Néanmoins, il reste encore pas mal de choses à peaufiner dans la mise en application de la réforme :

- la mobilité des étudiants via Erasmus – qui ne couvre par toute la mobilité – stagne dans de nombreux pays ;
- la transférabilité des bourses étudiantes dans les pays de l'UE a encore beaucoup de difficultés dans son acquisition ;

---

[164] « Le pire ennemi du savoir n'est pas l'ignorance mais l'illusion du savoir », disponible sur http://vague.3forum.biz/c-est-quoi-la-vague-europeenne-f16/louvain-avril-2009-le-pire-ennemi-du-savoir-nest-pas-lignorance-mais-lillusion-du-savoir-t227.htm [consulté le 24 février 2010]

- la coopération progresse lentement : seulement 15 % des universités adhérant à Bologne ont des diplômes conjoints dans tous les cycles ;

- la reconnaissance des diplômes de leurs voisins a encore du mal à s'implanter : « 47 % des institutions [qui ont adopté le processus de Bologne] estiment que certains de leurs étudiants rencontrent des difficultés de reconnaissance de leurs crédits (ECTS) acquis dans une université étrangère » (521).

Il est à noter que cette réforme des études supérieures se trouvait fort bien soumise à la contestation universitaire dans beaucoup de pays de l'UE. Les mois de février, mars et avril de 2009 ont vu de nombreuses manifestations se dérouler en Espagne, France, Italie, Finlande, Danemark … qui appelaient à contester le processus de Bologne, à faire converger toutes les luttes, à rassembler tous les mouvements nationaux dans un mouvement unitaire européen contre ce processus[165].

Les « anti-Bologne » ont organisé un contre-forum en parallèle à la réunion des ministres de l'éducation à Louvain, en l'accusant d'avoir soumis l'université aux exigences de l'économie, de l'avoir placée sous la contrainte d'impératifs de rentabilité pour faire face à la compétition internationale (515). En contrepartie, ils appelaient : 1) à construire un savoir loin de toute logique économique, libre et accessible à tous[166]; et 2) à partager le projet d'université publique, gratuite et ouverte à toutes et à tous par delà les frontières.

Pour les adversaires du processus de Bologne, ce dernier marquait dix ans de casse concertée des services publics d'éducation européenne : accroissement de la précarité étudiante, sélection sociale, privatisation larvée et désengagement des États[167].

Au mois de juin et de novembre les étudiants allemands ont fait la grève contre .la « standartisation » des études. **Juin** : A peu près 240 000 jeunes, dans 70 villes, ont participé à une semaine de protestation destinée à attirer l'attention sur les « failles » du système éducatif allemand dus aux processus de Bologne :

> *« Un système forcé de se réformer sous l'effet de pressions financières et de l'harmonisation européenne des diplômes dans le cadre de processus de Bologne » (548).*

Beaucoup d'étudiants exprimaient la nostalgie de l'université allemande traditionnelle.

Novembre : la deuxième poussée de fièvre avec une contestation qui touchait l'ensemble du pays. Les protestataires dénonçaient une mise en application brutale du processus de Bologne prévoyant une harmonisation des cursus au niveau européen. La réforme a contracté le temps

---

[165] « Nous appelons donc les assemblées générales, les mouvements, les facultés occupées, les collectifs, les organisations syndicales et politiques et toutes personnes au CONTRE-SOMMET EUROPÉEN de Leuven et Louvain-la-neuve » (« Contre-sommet européen de Louvain 25-27 avril 2009 », disponible sur : http://inter-seminaire.org/?q=Contre-sommet+europ%C3%A9en+de+Louvain+25-27+avril+2009 [consulté le 24 février 2010])

[166]« Le pire ennemi du savoir n'est pas l'ignorance mais l'illusion du savoir », disponible sur : http://vague.3forum.biz/c-est-quoi-la-vague-europeenne-f16/louvain-avril-2009-le-pire-ennemi-du-savoir-nest-pas-lignorance-mais-lillusion-du-savoir-t227.htm [consulté le 24 février 2010]

[167]« Toutes et tous à Louvain du 25 au 29 avril ! », disponible sur : http://www.sudeducation.org/Toutes-et-tous-a-Louvain-du-25-au.html [consulté le 24 février 2010]

d'études sans forcément aménager les programmes. Le mécontentement des étudiants allemands portait aussi sur les frais de scolarité, introduits par plusieurs régions depuis 2005 (568).

2.2.1. La réforme de l'harmonisation de l'enseignement supérieur en France : dix ans après

Depuis la rentrée 2006, l'ensemble des universités françaises ont intégré le LMD (licence, master, doctorat). Le nouveau système d'organisation des études, désormais bien installé, a radicalement transformé l'enseignement supérieur en France. Les universités délivrent désormais des licences (à bac+3), des masters (à bac+5) et des doctorats (à bac+8).

Contrairement à d'autres pays européens, qui peuvent limiter leur master à un an (Angleterre) ou le subdiviser en quatre semestres (Allemagne), la France a opté pour un mastaire en deux ans atypique : la première année est accessible à tous les étudiants. En revanche, pour entrer en seconde année, l'étudiant doit passer le filtre de sélection.

> *« (...) la France est un des rares pays (avec le Danemark et certains pays d'Europe de l'Est) à distinguer encore les masters favorisant l'insertion professionnelle de ceux visant la poursuite des études vers un doctorat » (507).*

Le master a donc progressivement remplacé l'ancienne architecture (maîtrise, DEA, DESS), en en gardant les principaux traits. Sur le modèle des anciens DEA et DESS, on peut aujourd'hui obtenir un master recherche (ex-DEA) ou un master professionnel (ex-DESS). Le choix de cette orientation s'opère à différents moments selon les modèles des cursus.

Trois principaux modèles coexistent aujourd'hui en France :

« - Avec le modèle en Y, c'est à l'issue d'un tronc commun de plusieurs spécialités en première année de master (M1) que le choix intervient. On retrouve l'organisation DEA/DESS que l'on connaissait avant la réforme.

- Avec le modèle en T, les deux voies ne se séparent qu'au cours du dernier semestre (S4) : vous obtiendrez un master professionnel ou un master recherche selon que vous choisissez un stage en entreprise ou un travail de recherche.

- Avec le modèle en I, la différenciation s'opère dès l'entrée en M1 : vous intégrez un master recherche ou un master professionnel, pour quatre semestres. On retrouve ce modèle "tubulaire" essentiellement dans les masters issus des anciennes filières des IUP (instituts universitaires professionnalisés) »[168].

Cette dichotomie entre la finalité "recherche" et la finalité "professionnelle" est aujourd'hui remise en cause par une grande partie du monde universitaire, qui milite pour la possibilité de délivrer un diplôme unique, sans différenciation (du moins dans l'intitulé du diplôme). Parmi les pionniers de ce master indifférencié on peut citer L'Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA). Depuis juillet 2009, elle a innové un master unique qui ne fait plus de distinction entre master « professionnel » et master « recherche ». Les universités de Nancy et Metz allaient rejoindre l'URCA en juillet 2010.

---

[168]« letudiant.fr », disponible le sur : http://www.letudiant.fr/etudes/ [consulté le 24 février 2010]

> *« Les partisans de ce master indifférencié souhaitent ainsi favoriser les "fertilisations croisées" et surtout une culture de l'ouverture, alors qu'aujourd'hui les deux mondes ont plutôt tendance à s'ignorer. Les étudiants qui se destinent à la recherche seront ainsi mieux sensibilisés aux réalités socio-économiques de leur domaine, tandis que les autres connaîtront les questionnements et enjeux de la recherche dans leur secteur d'activité »*[169].

Le master indifférencié comporte une initiation à la recherche et une part de professionnalisation. Il est accompagné d'un « supplément au diplôme » où l'on précise ce qu'a fait l'étudiant : les cours qu'il a suivi (les ECTS acquis), son parcours de mobilité (ses stages effectués à l'étranger), ses compétences complémentaires (s'il a passé des certificats en langue ou en informatique). L'adoption de masters indifférenciés accroît encore plus la mobilité des étudiants et permet de mieux lutter contre la difficile insertion professionnelle des masters recherches.

Deuxième grande nouveauté apportée par la réforme : la semestrialisation et les ECTS. Théoriquement, les études sont désormais organisées en semestres et non plus annuellement : une licence s'effectue en six semestres, un master en quatre semestres et un doctorat en six semestres. Chacun de ces semestres est constitué d'unités d'enseignement (UE) auxquelles est affecté un certain nombre de crédits ECTS. Un crédit représente un certain volume d'heures de cours, de travail personnel, de stages… Un semestre permet d'acquérir 30 crédits, et pour obtenir un master, il faut valider 120 crédits. Les crédits sont capitalisables à vie, et transférables d'une université à une autre. Cette mesure doit donc normalement favoriser la mobilité des étudiants. En réalité, jusqu'à présent, la réforme n'a eu que peu d'impact sur la mobilité étudiante. Les crédits ECTS souffrent en effet d'un manque de crédibilité en dehors des frontières de l'université qui les a délivrés, si bien qu'ils restent difficilement "monnayables". Par ailleurs, en France, les universités n'ont pas encore vraiment fait le pas d'une véritable organisation semestrielle, puisque le statut étudiant (inscription, Sécurité sociale, logement…) reste annuel. On se rend compte aujourd'hui que favoriser la mobilité passe aussi par d'autres leviers, notamment les aides financières.

En théorie, la réforme visait à donner plus de liberté aux étudiants dans le choix de leurs UE pour leur permettre de construire leur propre parcours en fonction de leurs objectifs professionnels. Elle devait aussi faciliter les passerelles et les possibilités de changement d'orientation. Par ailleurs, la réforme avait aussi pour ambition de donner plus de place aux enseignements transversaux (langues, informatique, projets personnels et professionnels) et de s'accompagner d'une réflexion pédagogique sur les méthodes d'enseignement, sur l'acquisition de compétences et plus seulement de connaissances. En pratique, il reste donc encore beaucoup à faire.

Le fil conducteur de la réforme était l'individualisation des parcours : chaque étudiant devait normalement bénéficier d'un dispositif pour l'accompagner dans son orientation et s'assurer de la cohérence pédagogique de son parcours. Mais les universités n'ont pas bénéficié des moyens nécessaires à la mise en place de véritables dispositifs d'accompagnement. Faute de moyens donnés aux universités, cela est donc resté un peu à la traîne. De plus, par manque de temps et de moyens, la réflexion pédagogique est souvent passée au second plan.

La mise en œuvre concrète de l'autonomie des universités pose problème en terme de lisibilité des diplômes pour les étudiants, qui peinent à s'y retrouver. Un diplôme similaire peut

[169]« letudiant.fr », disponible le sur : http://www.letudiant.fr/etudes/ [consulté le 24 février 2010]

se présenter sous un intitulé différent d'une université à une autre, chaque université ayant bénéficié d'une grande autonomie dans la mise en place de la nouvelle organisation. Aujourd'hui, on compte 1 350 mentions de masters. Il y a donc la nécessité de clarifier et d'harmoniser cette offre foisonnante.

Tout compte fait, à l'issue de l'an 2009, l'enseignement supérieur en France se trouvait devant le paradoxe : d'un côté, un des objectifs de la réforme d'harmonisation était de donner plus d'autonomie à l'université, mais de l'autre côté, sous couvert d'harmonisation européenne, l'État empêchait l'université d'inventer selon ses vœux, de créer selon ses choix :

> *« L'université est malade depuis des années des interventions désastreuses de l'État, des réformes exécutées dans l'urgence qui imposent une inconstance chronique et privent les véritables acteurs de l'université de toute voix au chapitre » (528).*

Quatrième partie : 'Harmonisation' dans les discours du *Monde* portant sur l'enseignement

La quatrième partie prend beaucoup plus de place par rapport aux autres, car elle est réservée à l'analyse du phénomène d'axiologisation discursive à partir du corpus construit. Petit à petit nous nous sommes approchée du plan concret pour, enfin, observer les faits de langue dans une pratique discursive concrète. Beaucoup de tableaux illustrant le phénomène d'axiologisation discursive avec les chiffres concrets seront donnés ici, surtout dans les deux derniers chapitres.

Il est à noter que l'analyse du corpus a révélé que les déploiements argumentatifs étaient dépendants des champs d'expérience humaine[170] où l'on effectue l'harmonisation. Pour cette raison, nous nous limitons à l'analyse du processus d'harmonisation en Europe dans les articles du *Monde* des années 1999 et 2009 sous un seul aspect, relevant du domaine de l'enseignement supérieur[171]. S'agissant, concrètement, de l'harmonisation des formations et des diplômes, le terme générique que nous décrirons dans ce cas est celui d'*harmonisation européenne des formations*. Remarquons tout de suite qu'à côté de ce terme générique nous pouvons trouver dans le corpus d'autres variantes pour le mot *formations* : *harmonisation des diplômes, des parcours de formations, des études (supérieures), de la durée des études, des cursus.* Ce complément peut être aussi omis dans le co-texte immédiat du déverbal, mais il est facilement déductible, dans ce cas, à partir du contexte de l'article. La même remarque concerne l'adjectif *européenne* : il peut être sous-entendu par le contexte ou, très rarement (2 fois seulement), remplacé par les équivalents *en Europe* et *au niveau européen.*

Nous décrirons donc la sémantique lexicale du terme *harmonisation européenne des formations* (Chapitre 7), ainsi que ses particularités de fonctionnement dans le discours (Chapitre 8).

Et dans les Chapitres 9 et 10, nous allons reconstruire les représentations discursives de la lexie *harmonisation européenne des formations* à partir des articles du *Monde* des années, respectivement 1999 et de 2009. Cela nous permettra de voir comment sont réalisées, dans ces articles, les valeurs modales inscrites dans la signification de la lexie. À l'aide des tableaux et des schémas, nous mettrons en évidence les déviations sous-jacentes à ces représentations à travers la reconstruction de leurs noyaux et leurs stéréotypes.

Nous finirons cette partie par confronter les deux représentations discursives pour voir, du point de vue diachronique, les tendances évolutives de la lexie sur une période de dix ans : l'évolution des mécanismes discursifs mobilisés, le cinétisme de l'orientation axiologique des valeurs inscrites et les changements dans l'image de l'Europe que fait apparaître cette confrontation.

---

[170] Pescheux a attiré l'attention sur la dépendance des déploiements argumentatifs des « genres » (Pescheux 2008:103), nous y ajoutons donc aussi leur dépendance des champs d'expérience humaine.

[171] La justification de notre choix est donnée dans le § 3.1 du Chapitre 5. Nous rappelons qu'il y a au total 31 articles avec 49 occurrences : 40 occurrences en 1999 et 9 en 2009.

Chapitre 7. Construction de la signification de 'harmonisation européenne des formations'

Pour définir la signification de la lexie complexe *harmonisation européenne des formations* et pour construire son noyau nous passerons par l'étape intermédiaire, celle où nous donnerons, d'abord, la détermination du terme *harmonisation européenne*.

1. Définition conventionnelle du terme 'harmonisation européenne'

Dans la mesure où *harmonisation européenne* est une lexie relativement récente, proposée par le discours médiatique dans les années 1990, le discours lexicographique ne participe que partiellement à la construction de la signification. Il s'agit, dans ce cas, d'une définition conventionnelle *a posteriori* (Galatanu 2005b:17, Martin 1990). Pour donner cette définition conventionnelle nous aurons besoin de l'information sur la représentation sémantique des deux items composant la lexie *harmonisation européenne*. Dans ce but, dans les sections à suivre, nous nous pencherons sur l'étude sémantique de l'adjectif *européenne,* sachant que le sémantisme du mot *harmonisation* a déjà fait l'objet d'étude détaillée dans les Chapitres 3 et 4.

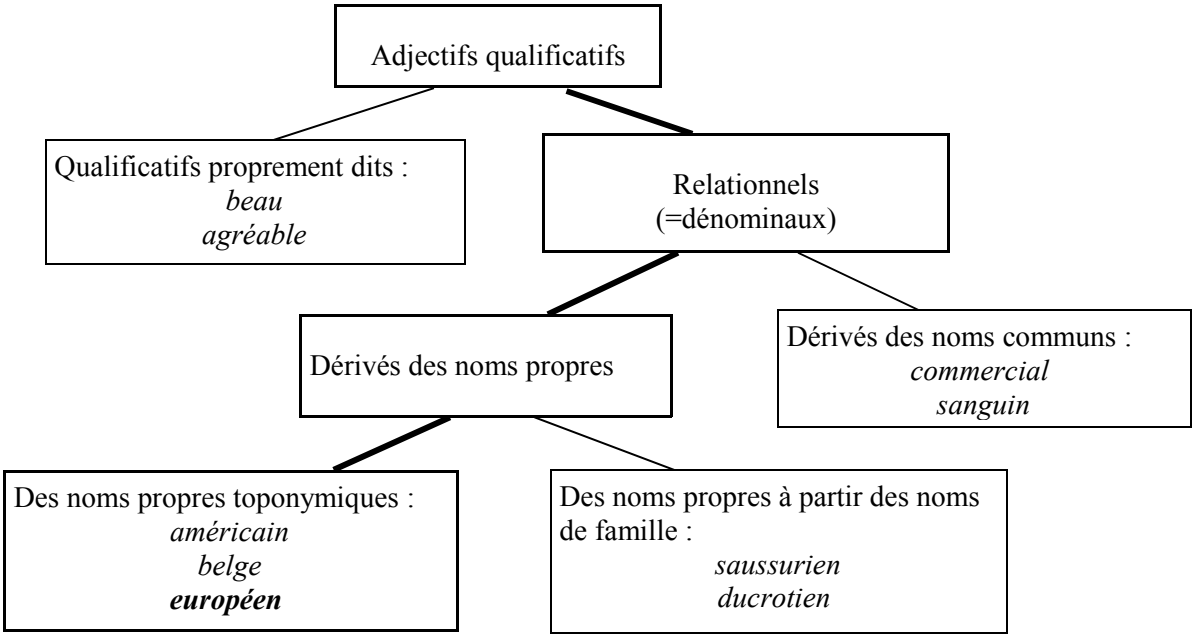
1.1. L'adjectif dénominal 'européen(ne)'

L'adjectif *européen(ne)* est un adjectif de relation. De façon générale, les adjectifs de relation (ou relationnels) appartiennent au groupe des adjectifs qualificatifs et sont opposés aux adjectifs qualificatifs proprement dits (exprimant une qualité) (Dubois et al. 2007:17). Pour mieux voir les particularités des adjectifs relationnels nous proposons de définir, dans la section suivante, leur place exacte au sein des adjectifs français.

1.1.1. La place de l'adjectif de relation 'européen(ne)' au sein des adjectifs français

Les adjectifs de relation **sont dérivés des noms** au moyen de suffixe ou sans suffixe (comme *belge)*. Il y a ceux qui sont dérivés à partir des noms communs (*commercial, sanguin, etc.*) et ceux qui sont dérivés à partir des noms propres. Ces derniers se subdivisent encore en deux sous-classes : ceux qui sont dérivés de noms propres toponymiques (*américain, belge, européen, etc.*) et ceux qui sont formés à partir de noms propres tels que noms de famille ou

prénoms (*saussurien, ducrotien, etc.*)[172]. Nous illustrons la place exacte de l'adjectif *européen* au sein des adjectifs dénominaux comme suit :



Les adjectifs dénominaux possèdent quelques propriétés syntaxiques qui les opposent aux adjectifs qualificatifs proprement dits. Nous en citerons quelques-unes (Monceaux 1997 :40) :

a) la capacité, dans certaines conditions particulières, de valoir pour un complément prépositionnel du nom : *la conquête **spatiale** → la conquête **de l'espace*** ;

b) le fait de ne jamais être épithète antéposée : **cette spatiale conquête* ;

c) le fait d'être inusité comme attributs (sauf les dénominaux génériques) :

**Cette analyse est sanguine*
Ce comportement est humain (typiquement)

d) l'incompatibilité avec le degré :

**Cette conquête est très spatiale*

La propriété pertinente pour la présente recherche c'est **a)** la capacité de valoir pour un complément prépositionnel du nom : *l'harmonisation **européenne** (des formations) → l'harmonisation (des formations) **en Europe***.

[172] Malgré les ressemblances morphologiques et syntaxiques, sémantiquement les noms propres toponymiques et les noms propres dérivés à partir des noms de famille sont deux sous-classes différentes : les premiers ont comme élément stable du noyau « la notion spatio-temporelle », tandis que les derniers sont dépourvus de cette notion (Draga 2007).

1.1.2. La signification de l'adjectif 'européen(ne)'

Comme *européen(ne)* est un adjectif dérivé à partir du nom propre toponymique 'Europe', nous allons construire la signification de ce toponyme. *Europe* a comme contenu de signification stable la propriété 'continent' [173]. Mais, à présent, *Europe* est en train d'acquérir une nouvelle propriété 'organisation politico-administrative' (Draga 2007 :27) :

EUROPE
1. **Continent** qui s'étend entre l'Océan Atlantique et l'Oural (propriété stable toponymique) ; **2. Organisation** politico-administrative (spécifique au contenu de signification du syntagme *Union Européenne)* (nouvelle propriété géopolitique).

Il est à noter que cette deuxième propriété géopolitique, relativement récente, a l'air non seulement de devenir aussi stable que la propriété toponymique, mais d'**avoir le dessus** par rapport à cette dernière. Cela est prouvé par les résultats d'analyse du corpus dans le mémoire de Draga (2007). Elle constate « la tendance actuelle des Européens d'utiliser le mot *Europe* à la place du syntagme *Union Européenne* » (*ibidem* :27) :

EUROPE les tendances d'emploi dans le discours des Européens
1. au sens de l'Union Européenne : organisation politico-administrative (propriété géopolitique) ; **2. au sens du continent** : Europe de l'Est et Europe de l'Ouest (propriété toponymique).

En ce qui concerne notre corpus, l'adjectif dénominal *européen(ne)* réalise, dans ses occurrences discursives, uniquement sa propriété géopolitique. C'est, donc, au sens de 'Union Européenne' (de l'Europe unie) qu'il faut comprendre *Europe* dans le groupe *harmonisation européenne.*

[173] **Europe** - « Le plus petit (10 millions de km^2) et le plus mal délimité des continents (…), formant un cap avancé de l'Asie. Comprise entre l'océan Arctique au Nord, l'océan Atlantique à l'Ouest et la Méditerranée au Sud, l'Europe est traditionnellement délimitée à l'Est par la mer Caspienne et l'Oural (...) » (Le Robert encyclopédique des noms propres, 2008).

EUROPE au sens de l'Union Européenne
- organisation supranationale politico-administrative, fondée dans le but d'assurer le maintien de la paix en Europe et de favoriser le progrès économique et social (propriété géopolitique)

C'est, finalement, la signification de *Union Européenne* que l'adjectif *européen(ne)* fait sous-entendre dans *harmonisation européenne* et c'est donc cette signification que nous devons reconstruire pour étudier le sémantisme de la lexie *harmonisation européenne.*

Dans ce qui suit, nous allons représenter la signification de la lexie *Union Européenne* en termes de la SPA (noyau et stéréotypes). Pour avoir une représentation sémantique la plus complète possible de ce terme nous avons utilisé les sources variées : 1) la définition de *européen* dans le Robert Pratique ; 2) l'article *Europe* du Robert encyclopédique des noms propres (2008)[174] ; 3) les articles de Galatanu consacrés à l'analyse de la signification de *Union Européenne* (2004c, 2005b) ; 4) les différents textes consacrés à l'UE que nous avons trouvés sur son site Web et auxquels nous avons fait appel pour rédiger le Chapitre 6 (cf. § 1 du Chapitre 6), ainsi que les articles du *Monde* de notre corpus.

D'après les données des sources que nous venons de mentionner, le noyau de la lexie *Union Européenne* comprend trois éléments, trois traits de signification principaux :

UNION EUROPÉENNE	
Traits de catégorisation sémantico-syntaxiques :	Groupe nominal : prédicat nominal + qualifiant
Traits de signification principaux :	**Type d'union :** organisation supranationale géopolitique *DONC* **Objectifs :** favoriser le progrès économique et social des pays membres *DONC* **Moyens :** coopération, échange, harmonisation, normalisation, etc. aux niveaux différents
Valeurs modales :	Déontique (tout carré) pragmatique (+)

[174]Cf. la deuxième définition de *européen* dans le Robert : 1) De l'Europe. *Les pays européens*. **2) Qui concerne le projet d'une Europe économiquement et politiquement unifiée ; qui en est partisan** *Le marché européen*. *Unité monétaire européenne*. *Les élections européennes.* (Nous soulignons).

De la manière dont nous présentons le noyau, la valeur **déontique** (tout carré) et la valeur **axiologique pragmatique positive** (← favoriser le progrès économique ...) ressortent dès ce niveau.

Les stéréotypes s'agençant autour de ces trois éléments du noyau de la lexie complexe *Union Européenne* sont représentés sur le Schéma 12.

La strate des stéréotypes fait apparaître deux autres valeurs axiologiques : **l'hédonique-affectif positif** (← assurer le maintien de la paix) et **l'éthique-moral positif** (← société de la citoyenneté ; domaine juridique), ainsi que la valeur **épistémique** (← société de la connaissance).

Il faut dire que notre représentation sémantique de la lexie *Union Européenne* presque coïncide avec celle de Galatanu donnée dans (2004c), du point de vue des valeurs modales inscrites dans la signification (nous y avons rajouté seulement l'hédonique-affectif positif), mais elle diffère du point de vue de la manière dont ces valeurs sont inscrites dans la signification. Pour Galatanu les valeurs modales déontique tout carré, axiologique pragmatique positif, éthique-moral positif et épistémique sont inscrites dans le noyau de la signification de *Union Européenne*. Pour nous, comme le Schéma 12 montre, il y a seulement le déontique et le pragmatique positif qui sont inscrits dans le noyau, les trois autres valeurs modales relevant de la strate des stéréotypes. Cette différence s'explique par les façons diverses dont on peut représenter le noyau et les stéréotypes de l'item *Union Européenne*.

Il nous semble intéressant de comparer les noyaux des items *harmonisation* et *Union Européenne,* car leur comparaison révèle une certaine **congruence** entre les éléments structurant les noyaux.

HARMONISATION	UNION EUROPÉENNE
Intention d'établir un accord entre les parties *DONC* **Action** d'établir un accord entre les parties *DONC* **Résultat** : accord établi entre les parties satisfaisant l'objectif	**Organisation supranationale géopolitique** : association volontaire de certains pays d'Europe occidentale *DONC* **Objectifs** : favoriser le progrès des pays membres aux niveaux différents : économique, politique, social, etc. *DONC* **Moyens** pour atteindre ces objectifs : échange, coopération, harmonisation, etc. aux niveaux cités
volitif pragmatique (+)	déontique (tout carré) pragmatique (+)
En tant que déverbal d'un verbe transitif à procès intentionnel implique **un agent intrinsèque**	En tant qu'organisation supranationale géopolitique laisse sous-entendre **un agent collectif (les pays membres)**

Il y a une ressemblance au niveau des valeurs modales, le pragmatique positif étant inscrit dans les deux noyaux.

UNION EUROPEENNE

Prédicat nominal + qualifiant

Noyau	**Stéréotypes**
Type d'union : organisation supranationale géopolitique	- *DC* association volontaire d'États européens - *DC* organisation unique - *DC* entité supranationale - *DC* ensemble formé par les pays de l'Europe - *DC* ensemble de certains pays d'Europe occidentale
DONC	- *DC* ensemble s'organisant à différents niveaux - *DC* société de la citoyenneté - *DC* société de la connaissance **→ *DC* études** **→ *DC* formation** **→ *DC* diplômes** - *DC*……
Objectifs : favoriser le progrès économique et social des États membres	- *DC* assurer le maintien de la paix - *DC* promouvoir un développement <u>harmonieux</u> des activités économiques [traité de Rome, 1957] - *DC* garantir une expansion continue et <u>équilibrée</u>
DONC	- *DC* assurer une stabilité accrue - *DC* instaurer des relations plus étroites entre les états membres dans les domaines de coopération - *DC*…….
Moyens :coopération, échange, <u>harmonisation</u>, normalisation aux niveaux différents	- *DC* domaine économique - *DC* domaine juridique/judiciaire - *DC* domaine politique - *DC* domaine financier → **_DC_ places financières** - *DC* domaine social - *DC* domaine culturel - *DC* domaine technique - *DC* domaine douanier - *DC* domaine de sécurité commune → **_DC_ réfugiés**, **_DC_ immigrés** - *DC* domaine de la politique étrangère - *DC* domaine agro-alimentaire → **_DC_ veille sanitaire**, **_DC_ réglementation sanitaire**, **_DC_ techniques de détection des OGM** - *DC*……
déontique (tout carré) **pragmatique (+)**	**hédonique-affectif (+)** **éthique-moral (+)** **épistémique**

Schéma 12. Le noyau et les stéréotypes de l'item *Union Européenne*.

Nous constatons aussi la congruence au niveau de **l'agent** qui est intrinsèquement présent dans la structure profonde de *harmonisation* et qui est sous-entendu par le premier élément (organisation supranationale) du noyau de *Union Européenne*. Le corollaire de cette congruence : l'adjectif de relation *européenne* satisfait le potentiel du nom de procès *harmonisation* qui, en tant que dérivé d'un verbe de processus intentionnel, reste réceptif à l'agentivité. Réalisé en association avec *européenne,* l'agent de *harmonisation* est déterminé en tant que **agent collectif** et identifié avec les pays membres (cf. § 3.1 du Chapitre 8).

Outre cela, au niveau du contenu des noyaux, *harmonisation* est explicitement présent dans le noyau de *Union Européenne* en tant que **moyen** de réalisation des objectifs posés. Il y a **un rapport d'inclusion** entre les deux.

Il y a donc une sorte d'interpénétration sémantique entre les composants du groupe *harmonisation européenne* qui est rendue par **le comblement** de l'agentivité intrinsèque de *harmonisation* par *européenne* et **l'inclusion** de *harmonisation* dans le noyau *européenne* (en tant que moyen).

À notre avis, cette interpénétration sémantique entre *harmonisation* et *européenne* trouvent son expression dans la soudure plus étroite et dans l'intégration de plus haut degrés des composants du groupe *harmonisation européenne* (par rapport à l'intégration des composants des groupes de mots ayant le sens équivalent tels que *harmonisation en Europe / au niveau européen / dans l'UE / dans les pays membres / etc.*).

1.2. Le noyau de la signification de 'harmonisation européenne'

A partir des considérations dites dans la section précédente sur l'adjectif *européenne* et compte tenu de la définition de *harmonisation* donnée dans le § 1.2 du Chapitre 4, la lexie *harmonisation européenne* se définit pour nous comme 'établir des accords bien réglés dans les différents domaines de vie des États membres de l'UE'. Nous représentons le noyau de la lexie comme suit :

HARMONISATION EUROPÉENNE	
Traits de catégorisation sémantico-syntaxiques :	Prédicat nominal événementiel
Traits de signification principaux :	VOULOIR ETABLIR des ACCORDS bien réglés dans les différents domaines de vie entre les États membres *DONC* ETABLIR des ACCORDS bien réglés dans les différents domaines de vie entre les États membres *DONC* ACCORDS satisfaisant l'objectif
Valeurs modales :	volitive, déontique (tout carré), pragmatique (+)

En faite, le noyau du terme *harmonisation européenne* est **une déclinaison du noyau** du mot *harmonisation*, déclinaison due à l'association du mot *harmonisation* avec le PA *européenne.* Le fond du noyau est toujours le même : il s'agit de **l'accord**.

Nous avons décelé trois valeurs modales inscrites au niveau du noyau de *harmonisation européenne* : le volitif, le déontique (tout carré) et l'axiologique pragmatique positif.

2. Définition conventionnelle de la lexie 'harmonisation européenne des formations'

Avant de donner la définition conventionnelle de la lexie complexe *harmonisation européenne des formations*, nous explicitons brièvement la sémantique du troisième composant de ce groupe nominal, celle du nom *formation(s).*

2.1. Sémantique lexicale du nom 'formation(s)'

Il est à noter que le mot *formation(s)* est un nom abstrait, c'est un déverbal dérivant du verbe *former* à l'aide du suffixe *-ation*.

Nous caractériserons la sémantique du nom *formation(s)* à partir de la définition que nous trouvons dans le Robert Pratique et à partir des données d'analyse du mot *enseignement* que nous trouvons chez Frugoni (2007). Ce qui nous intéresse surtout dans le sémantisme de ce mot c'est l'inscription des valeurs modales dans sa signification.

Cela va sans dire que parmi plusieurs acceptions proposées par le dictionnaire (et il y en a six), nous avons choisi celle qui est en rapport avec le domaine de l'enseignement : « ensemble de connaissances (dans une technique, un métier) ; leur acquisition » (le Robert Pratique). Autrement dit, le sens de *formation(s)*, appliqué au domaine de l'enseignement, est lié à la transmission des connaissances, à l'art d'enseigner (Frugoni 2007:113-116).

Nous pouvons constater donc que la valeur modale intrinsèque à la sémantique du mot *formation(s)* est **l'épistémique** (← connaissances).

2.2. La représentation (hypothétique) du noyau de la lexie 'harmonisation européenne des formations'

À partir de l'analyse des discours (lexicographiques, électroniques, institutionnels) donnée dans les sections précédentes de ce Chapitre, nous pouvons formuler la définition conventionnelle de *harmonisation européenne des formations* de la manière suivante : **l'harmonisation européenne des formations** est une mise en accord des études supérieures des pays membres, en les alignant sur les critères de convergence élaborés par l'UE. Le tableau suivant fait voir comment nous représentons le noyau de signification de la lexie complexe *harmonisation européenne des formations* à partir de sa définition conventionnelle :

HARMONISATION EUROPÉENNE DES FORMATIONS	
Traits de catégorisation :	Prédicat nominal événementiel
Traits de signification principaux :	**OBJECTIF** : VOULOIR ETABLIR un ACCORD bien réglé entre les formations des États membres de l'UE *DONC* **ACTION** : ETABLIR un ACCORD bien réglé entre les formations des États membres de l'UE *DONC* **RESULTAT** : ACCORD entre les formations des États membres satisfaisant l'objectif
Valeurs modales :	volitif, déontique (tout carré), pragmatique (+), épistémique

Pour ce qui est des valeurs modales du noyau, la valeur épistémique – intrinsèque à l'item *formation*, équivalent d'*enseignement* – s'est ajoutée aux trois autres valeurs (volitive, déontique tout carré et pragmatique) déjà mentionnées.

Une fois ce noyau (au niveau de la langue) construit, voyons quelle représentation de la lexie *harmonisation européenne des formations* proposent les discours du *Monde*. Il faut dire qu'en reconstruisant les significations lexicales discursives du terme *harmonisation européenne des formations* nous construisons une des différentes facettes de l'image identitaire de l'Europe proposée par ce quotidien[175]. Concrètement, cette reconstruction s'appuie sur une image identitaire de l'Europe en tant qu'**espace européen de connaissances** (notamment, espace européen d'enseignement supérieur).

Maintenant, disposant de la représentation sémantique lexicale que nous avons construite pour la lexie complexe *harmonisation européenne des formations* au niveau de la langue, nous allons reconstruire sa représentation sémantique discursive qui se dessine au travers des articles du journal *le Monde* (pour pouvoir, ensuite, confronter les deux représentations afin de voir les convergences et les différents décalages entre les deux). Mais avant de le faire, nous proposons de passer en revue différents problèmes (fonctionnel, sémantique, syntaxique) auxquels on se heurte lors de la réalisation du syntagme *harmonisation européenne des formations* au niveau discursif.

[175]Nous rappelons qu'il y a plusieurs études consacrées à l'images identitaires de l'Europe, préparées dans le cadre du SAD-CERCI avec l'application de la théorie de la SPA : Château 2005 (image du point de vue de nutrition alimentaire), Menuet 2006 (image du point de vue juridictionnelle), Frugoni 2007 (image du point de vue de l'enseignement), Cozma 2009 (image du point de vue bioéthique).

Chapitre 8. Quelques particularités de fonctionnement de la lexie dans le discours

La réalisation du syntagme nominal *harmonisation européenne des formations* au niveau discursif, dans le cadre de notre corpus, révèle quelques particularités fonctionnelles. **Au niveau de l'énoncé**, ces particularités sont liées à la nature grammaticale et sémantico-lexicale de ses deux composants : le nom de procès *harmonisation* et l'adjectif relationnel *européenne*. Les problèmes auxquels on se heurte, à ce niveau, sont :

a) la pluralité de fonctionnement du déverbal *harmonisation* ;

b) la complémentation sélective imposée par l'adjectif *européenne* ;

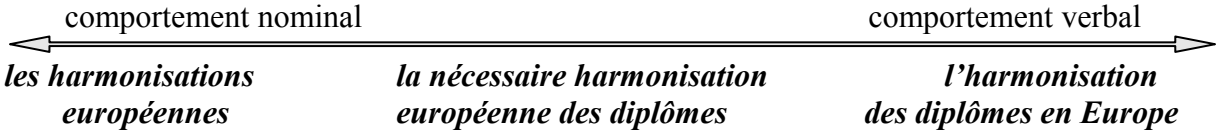
c) l'ambiguïté transformationnelle du groupe nominalisé *harmonisation européenne des formations* en énoncé verbal sous-jacent.

Au niveau textuel, les spécificités de fonctionnement du syntagme *harmonisation européenne des formations* sont liées à ses reprises anaphoriques et cataphoriques dans les articles analysés.

1. Pluralité de fonctionnement : comportement verbal et comportement nominal de 'harmonisation' dans le discours

Le nom de procès a un double comportement : tantôt celui proche du verbe, tantôt celui proche du nom ; ce qui fait preuve d'une pluralité de son fonctionnement dans le discours[176]. Cette pluralité de fonctionnement est provoquée par sa position transfrontalière entre verbe et nom.

On revient sur le sujet de l'opposition linguistique **propriétés syntaxiques verbales** *vs*. **propriétés syntaxiques nominales** (cf. § 2.3.2 du Chapitre3) qui est rendue dans la perspective de l'analyse de discours par l'opposition « **comportement de type verbal** » *vs.* « **comportement de type nominal** » (Sériot 1993:247-248). Il est à noter que cette opposition représente un continuum :



[176] Tesnière (1959:361-363), Sériot (1983:86-87, 1986:19, 1993:245) et Van de Velde (Flaux & Van de Velde 2000:105-106, Van de Velde 2006:20 sq.) ont déjà attiré l'attention à ce phénomène.

Nous soulignons donc que, en fonction du co-texte, ou de son entourage distributionnel, on peut distinguer les différents degrés de nominalisation de la base verbale. Autrement dit, le même nom de procès peut fonctionner dans le discours en tant que **forme verbale nominalisée,** qui garde les traces d'un énoncé sous-jacent, ou en tant que **forme entièrement nominale**, qui n'a pas de traces d'un énoncé sous-jacent (Sériot 1983:87).

Ainsi, le nom de procès *harmonisation* réalisé dans le discours au pluriel avec une complémentation adjectivale, comme dans l'exemple cité ***les*** *harmonisation**s*** *européenne**s*** *(525,2)*, témoigne d'un **comportement de type purement nominal**. A cause de l'absence de complément verbal il n'y pas de trace d'une prédication verbale et il est donc impossible de transformer ce groupe nominalisé en un énoncé verbal sous-jacent. Citons un autre exemple du même type *cette modeste harmonisation (31,1).* Ici, l'adjectif démonstratif *cette* et l'adjectif qualificatif préposé *modeste* mettent aussi en valeur le comportement **nominal** de *harmonisation.*

Pour **le comportement de type verbal** nous citons l'exemple *l'harmonisation des diplômes en Europe(507,2)* : ici, *harmonisation* est accompagné de C1 du verbe *des diplômes* et d'un complément circonstanciel de lieu *en Europe* qui révèlent les traits verbaux dans le comportement du nom de procès. Grâce à ces deux complémentations verbales, nous pouvons qualifier le comportement de *harmonisation* comme verbal. Nous avons déjà dit que dans notre corpus l'agent est constamment absent de la surface discursive, ce qui nous empêche de parler du comportement purement verbal. Il n'y a que l'agentivité implicite ou une trace de l'agent dans ce syntagme. C'est l'objet interne *des diplômes* (C1) qui nous met sur cette trace de l'agentivité implicite : grâce à la présence du C1, nous pouvons parler de l'agent enfoui dans ce syntagme nominalisé. En revanche, l'absence de l'objet interne C1 dans un syntagme comme, par exemple, *une certaine harmonisation (131,1)* annihile l'agentivité implicite propre à *harmonisation* et en annihilant l'agentivité implicite il réduit le degré de la nominalisation en le basculant, ainsi, vers le pôle du comportement nominal.

Comme le schéma montre, il n'y a pas de rupture entre le comportement nominal et le comportement verbal, car entre les deux pôles il existe « toute une série de situations intermédiaires » (Sériot 1993:250). Tel est le cas de cet exemple *la nécessaire harmonisation européenne des diplômes (18,81)* où les adjectifs *nécessaire (*préposé) et *européenne* mettent en évidence sa nature nominale et le C1 *les diplômes* – sa nature verbale (l'objet interne entraînant l'agentivité implicite). Ce fonctionnement avec la présence des traits propres et au nom et au verbe nous amène à en distinguer un troisième type de comportement **verbo-nominal** où l'on ne peut pas trancher d'une manière catégorique en faveur d'un seul type de fonctionnement. Un autre exemple de la même série mais du domaine de la fiscalité : *une trop difficile harmonisation fiscale et sociale (198,1)*. Formellement, ici, le comportement de *harmonisation* peut être considéré comme purement nominal, car il est accompagné de trois adjectifs – *trop difficile, fiscale* et sociale – mais en réalité son comportement est verbo-nominal. Étant donné que *fiscale* est équivalent « de la fiscalité » et *sociale* équivalent « de la vie sociale », les adjectifs correspondent aux compléments verbaux (modifiés) C1 (cf. § 2.3.3 du Ch.3). Ces derniers tirent donc *harmonisation* vers le comportement verbal. Tandis que l'adjectif trop difficile le tire vers le comportement de type nominal. Finalement, *harmonisation* a un double fonctionnement verbo-nominal dans ce syntagme.

Faisons le bilan. Le comportement discursif du nom de procès *harmonisation* dans le discours du *Monde* est marqué par la pluralité de fonctionnement. Nous en distinguons trois types:

1) **le comportement nominal** : la présence seulement des propriétés syntaxiques nominales, c'est-à-dire pas de complémentation (explicite) verbale dans le syntagme avec le nom de procès en tête comme *(sous couvert d') harmonisations européennes.* Ce n'est pas possible de transformer ce syntagme en un énoncé verbal sous-jacent. Mais les cas de comportement purement nominal sont assez rares dans notre corpus, car le complément C1 absent peut être déduit souvent à partir du co(n)texte de l'article. Ainsi, dans le cas *une certaine harmonisation* c'est le co-texte qui précise qu'il s'agit du complément *des formations*. (Cf. *De leur côté, l'Allemagne, l'Italie et la Suisse font progresser* ***une certaine harmonisation*** *puisque ces trois pays permettent à des étudiants de second cycle issu de l'un d'entre eux de poursuivre sans obstacle un troisième cycle dans un autre (131,1)*).

2) **le comportement verbo-nominal** : la présence de deux types de propriétés, et nominales et verbales, le syntagme avec le nom de procès en tête contient donc non seulement une complémentation verbale mais aussi une complémentation nominale comme dans *la nécessaire harmonisation européenne des diplômes* ; il y a les traces pour restituer l'énoncé verbal sous-jacent **'le fait** d'harmoniser les diplômes en Europe est nécessaire' (la présence de l'adjectif tel que *nécessaire* demande l'emploi des mots *la manière* et/ou *le fait* dans l'énoncé-sous-jacent).

3) **le comportement verbal** : il n'y a que les propriétés syntaxiques verbales qui sont présentes (toujours partiellement, dans notre cas) dans le syntagme nominalisé comme dans *l'harmonisation des diplômes en Europe* où le fonctionnement discursif de *harmonisation* est nettement tiré vers le pôle du comportement verbal : un énoncé verbal sous-jacent peut être 'on harmonise les diplômes en Europe'.

Quant à la fréquence des trois types de comportements de *harmonisation* dans notre corpus (pour le domaine de l'enseignement), nous avons les données chiffrées suivantes :

	comportement de type nominal (agent et argument sont absents)	comportement de type verbo-nominal (argument et agent implicite ON sont présents)	comportement de type verbal (argument et agent implicite ON sont présents)
1999	16	21	1
2009	6	1	2
TOTAL	22	22	3

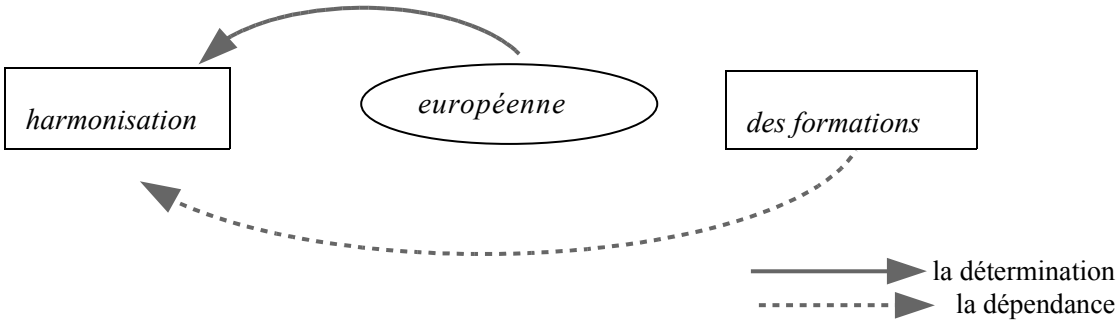
Ces données témoignent de la supériorité numérique du comportement nominal de *harmonisation* dans notre corpus. Nous avons donc plus souvent, dans le corpus, la nominalisation achevée que la nominalisation inachevée. Nous pouvons expliquer, partiellement, l'infériorité numérique du comportement de type verbal par le fait de l'occultation constante de l'agent du processus (ce qui permet aux médias de décrire le procès d'harmonisation des formations sans que ce dernier soit pris en charge par quiconque).

2. Complémentation sélective imposée par l'adjectif 'européenne'

Avant de parler en détails de la restriction sélective imposée à *harmonisation* par l'adjectif *européenne* pour le choix de son complément dans le syntagme *harmonisation européenne des formations* il convient de caractériser ce groupe nominal du point de vue syntaxique.

2.1. Caractéristique syntaxique du syntagme 'harmonisation européenne des formations'

Syntaxiquement parlant *harmonisation européenne des formations* est un groupe nominal avec un nom de procès *harmonisation* en tête, suivi d'un adjectif relationnel *européenne* et d'un complément de nom *formations*. Dans ce syntagme nominal, l'adjectif *européenne,* employé en tant qu'épithète, **détermine** le nom en tête *harmonisation.* Ce rapport est plutôt de caractère **déterminant** que qualifiant puisque l'adjectif relationnel « **vaut pour un complément de nom**, même s'il n'est pas un véritable équivalent fonctionnel ... » (Bally 1950) (Nous soulignons). Quant au complément d'objet *formations*, syntaxiquement, il **dépend** du nom *harmonisation* :



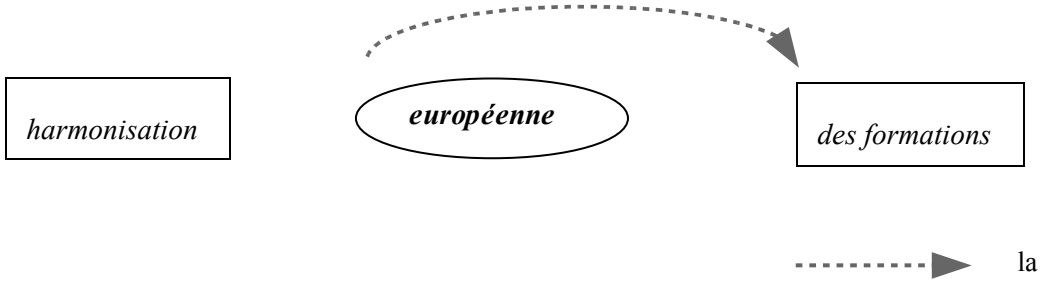
Le substantif *formations* est un **complément de nom obligatoire** du déverbal *harmonisation*, car c'est le deuxième actant régi, l'objet et la cible du processus sous-jacent *harmoniser* :

harmoniser les formations → *harmonisation* ***des formations***

Malgré son caractère obligatoire, ce complément de nom peut ne pas suivre directement le déverbal, mais il apparaît dans la structure profonde du prédicat *harmoniser* (verbe transitif = complément régi) auquel renvoie le déverbal *harmonisation.* En tout cas, il est sous-entendu et facilement retrouvable dans le contexte général de l'article. Par ex. : *Improbable harmonisation* (71, titre), le complément de nom se trouve dans le sur-titre de l'article qui est *Compléter* ***ses études*** *en Europe*.

Nous remarquons que, concrètement, dans l'exemple *harmonisation européenne des formations*, le complément régi *formations* est à son tour un déverbal et que donc le complément régi n'est pas un objet concret dans le sens de Fillmore, mais un déverbal complément de nom. Le processus *harmoniser* a donc au niveau sémantique un « patient », la cible qui subit le processus *harmoniser* (Manes Gallo, Rouault 1998:207).

Si, syntaxiquement, *formations* dépend de *harmonisation*, sémantiquement, son emploi dans ce syntagme **est contraint** par le sémantisme de l'adjectif relationnel *européenne:*



Voyons de plus près la problématique liée à la contrainte imposée par l'adjectif *européenne* au nom *harmonisation* pour le choix de son complément.

2.2. Le rôle de restriction sélective de 'européenne' dans le syntagme 'harmonisation européenne + de N'

L'adjectif *européen(ne),* employé en tant qu'épithète, qualifie (ou plutôt détermine) *harmonisation* tout en introduisant les restrictions sélectives du complément de ce dernier. L'adjectif dénominal *européen(ne)* contraint la sémantique du complément du déverbal *harmonisation* en imposant la restriction sémantique pour ces compléments.

D'où proviennent ces restrictions sélectives imposées à *harmonisation* pour le choix de ses compléments prépositionnels (du complément d'objet direct du verbe dont il dérive)?

Le fait que le sémantisme de l'adjectif dénominal contraint l'objet (le complément de nom) a été déjà signalé dans la linguistique par Monceaux (1997: 48) :

des expériences sur des chiens
des expériences sur des hommes

des expériences ***animales*** *sur des chiens*
des expériences* ***animales* *sur des hommes*

Donc, nous sommes devant le fait que dans le groupe nominal *harmonisation européenne + de N* il y a la **dépendance sémantique** de la complémentation directe régie par le sémantisme de l'adjectif *européen(ne)*, plus précisément par le sémantisme du mot *Europe* compris au sens géopolitique, au sens de l'Union Européenne (cf. § 1.1.2 du Chapitre 7).

Quels sont les critères de sélection que le sémantisme du mot *Europe* impose à la complémentation directe du verbe *harmoniser* et par conséquent au complément du nom de procès dans le syntagme *harmonisation européenne + de N ?*

Ce critère de sélection consiste en ce que le complément de nom doit **faire partie des stéréotypes** de la lexie *Union Européenne* (Chaillou, Galatanu, Manes Gallo à paraître). Pour le prouver, retournons au Schéma 12 pour revoir ses stéréotypes. Les mots *formation/études/diplômes* font partie des stéréotypes de *Union Européenne,* ce qui rend possible l'existence des syntagmes : *harmonisation européenne des formations et des diplômes/des études/des parcours de formations.* Pour cette raison, les autres syntagmes nominaux (du corpus étudié) sont sémantiquement admissibles :

Harmonisation **européenne**	➔ des formations et des diplômes (15,1) ➔ des études (47,1) ➔ des parcours de formations (18,2) ➔ des questions d'immigration, de réfugiés et d'asile (4) ➔ d'une veille sanitaire [étendue au champ de l'agro-alimentaire] (199,1) ➔ des techniques de détection [des OGM] (110) ➔ de la réglementation sanitaire (125,1)/ ➔ des places financières (165,1)

Le fait de faire partie des stéréotypes de *Union Européenne* justifie et rend possible la présence de ces compléments de nom dans le syntagme *harmonisation européenne + de N.*

En revanche, nous ne trouvons pas, par exemple, le mot *chakra* parmi les stéréotypes de *Union Européenne*, ce qui fait que le groupe ***harmonisation européenne des chakras* n'est pas correct, la sémantique de *européen* **élimine** *chakras* des compléments de nom du syntagme *harmonisation européenne + de N.*

Sont sémantiquement incompatibles dans le syntagme *harmonisation européenne + de N* les compléments de nom qui ne font pas partie des stéréotypes de l'item *Union Européenne*[177] :

Harmonisation européenne ***des forfaits SFR (potentiellement admissible)
Harmonisation européenne ***de l'être humain
Harmonisation européenne ***des circuits vibratoires

Les caractéristiques sémantiques des compléments de nom (*formations, questions d'immigration, etc.),* qui peuvent figurer comme complément prépositionnel de *harmonisation,* sont donc en dépendance des caractéristiques sémantiques de *européen(ne)*.

Ainsi, le critère de sélection pour un complément prépositionnel dans le syntagme *harmonisation européenne + de N* est décelé à partir des stéréotypes de l'item UE. L'adjectif *européen(ne)* contrôle le complément du nom de procès *harmonisation* dans le syntagme *harmonisation européenne + de N.* Les restrictions imposées par l'adjectif à ces compléments de nom sont liées aux stéréotypes de la lexie *Union Européenne*. Autrement dit, les caractéristiques sémantiques des compléments de nom (*formations, questions d'immigration, etc.),* qui peuvent figurer comme complément prépositionnel de *harmonisation,* sont en dépendance des caractéristiques sémantiques de *européen(ne)*.

[177] Comme la signification de *Union Européenne* est en permanente création, car le projet de l'Europe unie est en permanente évolution, on n'exclut pas le cas que, par exemple, ***des forfaits SFR*** / *des forfaits des téléphones portables* seront aussi l'objet de discussion du projet européen. Donc, il faut distinguer des compléments de nom potentiellement admissibles dans cette structure et ceux qui sont exclus d'emblée comme les deux autres exemples.

3. Les transformations et les interprétations du syntagme 'harmonisation européenne des formations' hors contexte

A la fin du § 2.3.2 du Chapitre 3 nous avons cité quatre cas d'éventuelles transformations du syntagme *harmonisation européenne des formations* en énoncé verbal sous-jacent. En réalité, ces possibilités de transformation sont foisonnantes, et les ambiguïtés d'interprétation sont multiples. Dans notre cas, cette multiplicité vient, d'un côté, de la pluralité interprétative de l'adjectif *européen(ne)* et, de l'autre côté, de la pluralité interprétative du nom de procès lui-même.

Nous passerons en revue, d'abord, les transformations possibles du syntagme *harmonisation européenne des formations* liées aux ambiguïtés d'interprétation de l'adjectif *européenne*, et, ensuite, les multiples transformations liées aux ambiguïtés d'interprétation du nom de procès *harmonisation.*

3.1. Les transformations liées aux interprétations multiples de l'adjectif 'européenne' dans le syntagme 'harmonisation européenne + de N'

Les interprétations de l'adjectif relationnel dépendent des rapports qui existent entre l'adjectif et le nom dont ils dérivent, dans notre cas entre e*uropéen(ne)* et *Europe*. Comme souligne Monceaux, dans les adjectifs dérivés des noms propres, la relation avec un nom dont ils dérivent ne relève pas nécessairement de la dérivation morphologique (1997:41). C'est l'usage qui définit le ou les rapports exprimés (Dubois et al.:17). En tout cas, on ne peut pas traiter uniformément ces rapports. Ce sont les transformations possibles qui aident à déterminer les rapports. Bien sûr, le rôle important dans l'interprétation des ces rapports incombe au nom avec lequel l'adjectif est associé.

Examinons plusieurs exemples où l'adjectif *européen(ne)* est toujours associé au nom *harmonisation.* Dans les syntagmes analysés *européenne* peut être mis en relation[178] :

➔ **avec un complément de nom** (l'adjectif **déterminant** le nom de procès) :

*harmonisation des règlements des différents Etats membres (38,1) → harmonisation **européenne** des règlements*

*harmonisation fiscale entre les pays européens (105,1) → harmonisation fiscale **européenne** (108,1)*

➔ **avec un complément circonstanciel de lieu :**

*harmonisation **européenne** → harmonisation en Europe/dans l'UE/au niveau de l'UE/au sein des Quinze/etc ...*

[178] Dans ces exemples nous procédons de deux manières : tantôt nous déterminons les contextes permettant une paraphrase prépositionnelle de l'adjectif, tantôt, inversement, nous donnons une réécriture adjectivale d'un complément prépositionnel. Nous attirons l'attention sur la multiplicité des prépositions et des locutions prépositionnelles.

➔ **avec un agent collectif** [179]: *européen* associé avec *harmonisation* peut **contraindre** l'agent du processus qui est une entité supranationale géopolitique représentée par « les pays membres de l'Europe » :

> *harmonisation **européenne** des formations → harmonisation des formations par les pays membres*

➔ **avec un complément circonstanciel de manière :**

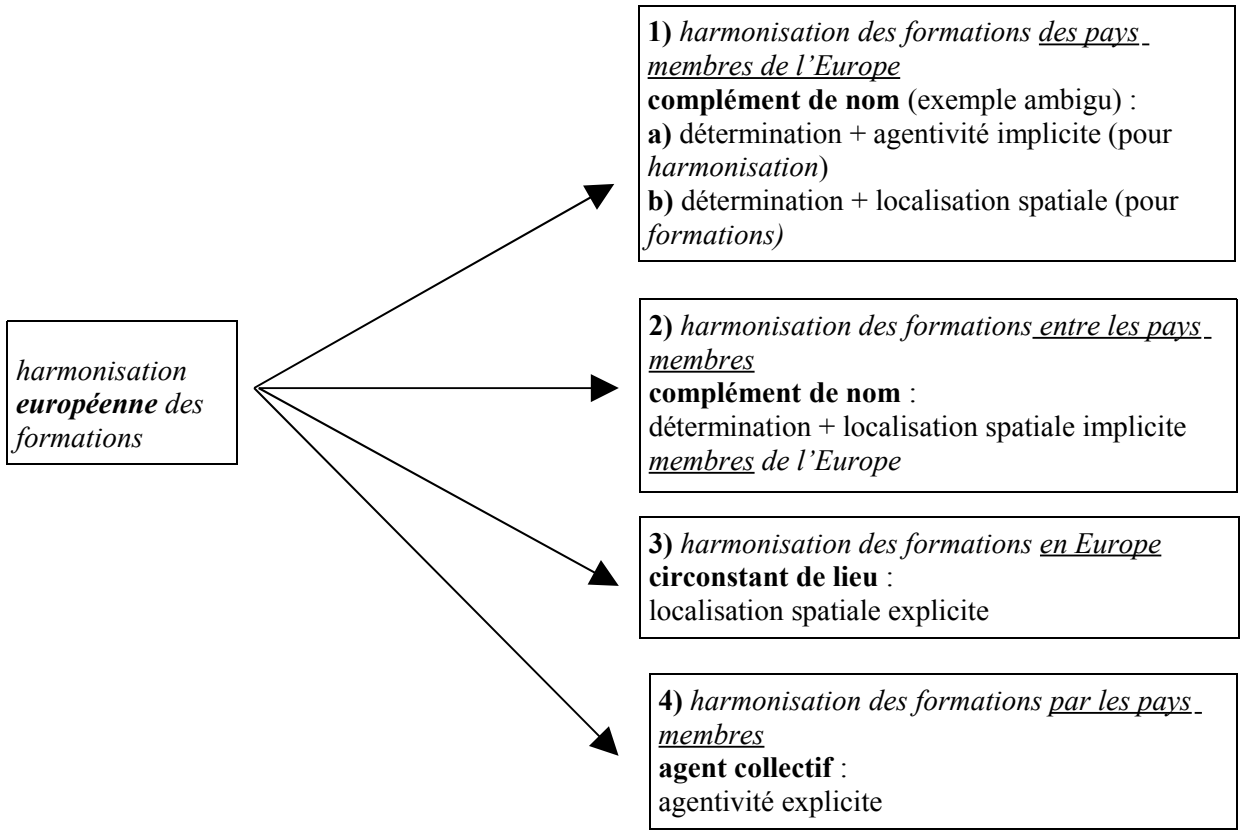
> *harmonisation **européenne** des études **en Argentine** → harmonisation des études à l'européenne **en Argentine***

➔ **avec une relative :** [proposée par le TLF*i*].

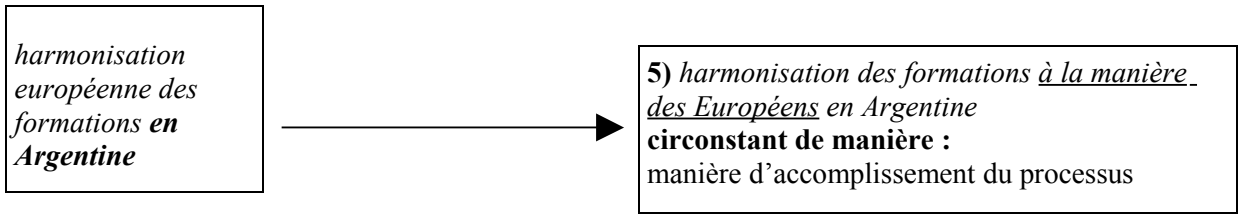
> *harmonisation **européenne** d'une veille sanitaire [étendue au champ de l'agro-alimentaire] → harmonisation d'une veille sanitaire qui a de la valeur à l'échelle de l'Europe*

Nous soulignons donc que « … il est difficile de cerner le sens d'un adjectif de relation, quand une composante principale réside précisément dans la relation qu'il a avec un nom donné » (Monceaux 1997:42), ces relations sont assez variées, car les transformations possibles sont variées et ne sont pas régulières.

Ainsi, pour le syntagme analysé *harmonisation européenne des formations* nous pouvons donner au minimum quatre transformations possibles qui évoquent, ou sous-entendent, quatre sens différents :



[179] Monceaux a déjà attiré l'attention au fait d' « évoquer un sujet » dans le groupe avec la nominalisation : « *revendication salariale* (…) évoque un sujet collectif organisé » (1997 : 41).



D'après les transformations faites, l'adjectif paraît définir (implicitement ou explicitement):

- dans 1b), 2) et 3) **l'espace géopolitique d'application du processus** désigné par le nom de procès *harmonisation*, réalisant ainsi l'élément stable du noyau du nom propre *Europe* – la notion spatio-temporelle. Ici, l'adjectif **localise** le processus du nom de procès.

- dans 1a) et 4) **l'agent collectif personnalisé accomplissant le processus** désigné par le nom de procès *harmonisation :* « les pays membres de l'Europe ». Cet agent qui est intrinsèquement présent dans le verbe de procès intentionnel *harmoniser,* mais qui est souvent occulté dans le nom de procès. Ici, l'adjectif **identifie** l'agent du processus.

- dans 5), avec la localisation explicite du processus en dehors de l'Europe (en Argentine), *européenne* acquiert le sens de **manière d'accomplissement du processus** « *à la manière des Européens » (à l'européenne, d'une manière européenne).* Ici, l'adjectif **détermine la manière** de l'accomplissement du processus.

Nous voyons donc que les interprétations possibles de l'adjectif dénominal *européen(ne)* sont assez variées. Le flou sémantique, ou la polysémie, de *européenne* dans la lexie *harmonisation européenne* fait sous-entendre, si l'on veut, l'agent collectif du procès et/ou l'espace géopolitique et, parfois, la manière d'agir.

3.2. Les transformations liées à l'interprétation du déverbal 'harmonisation'

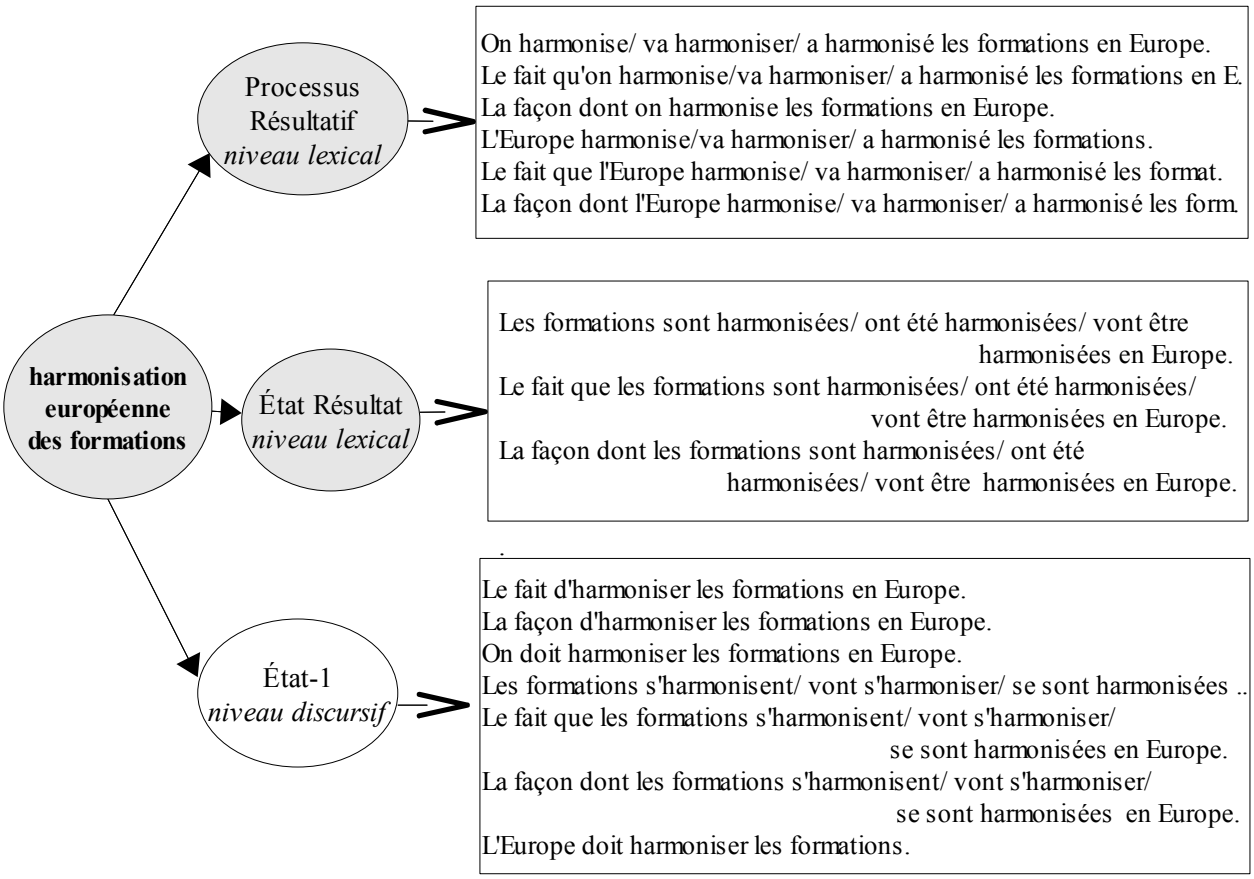
Nous avons déjà dit (§§ 3.4.4 et 3.4.5 du Chapitre 3) que l'ambiguïté interprétative du nom de procès lors du passage à l'énoncé verbal sous-jacent est due à l'abstraction (ou à la neutralisation) des marques verbales énonciatives (temps, personne, mode, aspect) par rapport au verbe correspondant. En raison de cette abstraction, le groupe nominal *harmonisation européenne des formations* avec un nom de procès en tête se caractérise :

sur le plan de la sémantique lexicale (aspectuel donc), par l'ambiguïté interprétative : les deux types de procès du verbe *harmoniser* (à savoir Processus Résultatif Temporel et État Résultat) sont déductibles à partir du sémantisme de *harmonisation* (cf. § 2.3.2 du Ch.3) ;

sur le plan discursif, par un flou transformationnel : trois temps sont possibles pour le verbe *harmoniser* dans les phrases verbales sous-jacentes, plus les possibilités avec les formes verbales à l'infinitif et plus une possibilité avec le verbe modal *devoir*[180].

Schématiquement, on peut représenter cette ambiguïté et ce flou de la manière suivante :

[180]Nous avons l'interprétation avec le verbe *devoir,* car la valeur déontique fait partie des valeurs modales de la signification de l'item *harmonisation européenne des formations.*



Concrètement, en données chiffrées, nous pouvons dire qu'il y a 6 types d'interprétations avec 17 variantes possibles, hors contexte, en fonction du choix du sujet et du prédicat :

Harmonisation européenne des formations

1a) le fait d'harmoniser les formations en Europe
1b) la façon d'harmoniser les formations en Europe

2a) on harmonise/ va harmoniser/ a harmonisé/ doit harmoniser les formations en Europe
2b) le fait qu'on harmonise/ va harmoniser/ a harmonisé/ doit harmoniser les formations en Europe
2c) la façon dont on harmonise/ va harmoniser/ a harmonisé/ doit harmoniser les formations en Europe

3a) les formations s'harmonisent/ vont s'harmoniser/ doivent s'harmoniser en Europe
3b) le fait que les formations s'harmonisent/ vont s'harmoniser/ doivent s'harmoniser en Europe
3c) la façon dont les formations s'harmonisent/ vont s'harmoniser/ doivent s'harmoniser en Europe

4a) l'Europe[181] harmonise/ va harmoniser/ a harmonisé/ doit harmoniser les formations
4b) le fait que l'Europe harmonise/ va harmoniser/ a harmonisé/

doit harmoniser les formations
4c) la façon dont l'Europe harmonise/ va harmoniser/ a harmonisé/ doit harmoniser les formations

5a) les formations sont harmonisées/ vont être harmonisées/ doivent être harmonisées en Europe
5b) le fait que les formations sont harmonisées/ vont être harmonisées/ doivent être harmonisées en Europe
5c) la façon dont les formations sont harmonisées/ vont être harmonisées/ doivent être harmonisées en Europe

6a) les formations sont harmonisées/ vont être harmonisées/ doivent être harmonisées par l'Europe
6b) le fait que les formations sont harmonisées/ vont être harmonisées/ doivent être harmonisées par l'Europe
6c) la façon dont les formations sont harmonisées/ vont être harmonisées/ doivent être harmonisées par l'Europe

Comme nous voyons le faisceau d'ambiguïté est extrêmement important. En l'absence de critères formels de désambiguïsation, c'est le co(n)texte du syntagme nominalisé qui va désambiguïser partiellement l'interprétation.

Premièrement, le corpus lui-même enlève l'ambiguïté dans l'interprétation de l'adjectif relatif *européenne*. Le survol de tous les syntagmes nominaux avec *harmonisation* en tête permet de dire que cet adjectif doit être interprété plutôt comme un circonstant de lieu (*en Europe, en UE, au niveau de l'UE,* etc.) que comme un agent (*par l'Europe*), car les compléments circonstanciels de lieu susmentionnés sont assez fréquents dans les syntagmes nominaux. En revanche, comme nous l'avons déjà remarqué avant, nous n'avons pas d'exemple avec l'Europe ou l'UE en tant qu'agent.

Deuxièmement, les dates employées dans les textes, ainsi que la datation des articles vont guider dans le choix des temps verbaux dans les interprétations. Ce serait correct d'exclure les temps passés pour l'année 1999, car nous savons que le processus d'harmonisation des diplômes n'est pas encore mis en œuvre. Ainsi, cet énoncé tiré de l'article de 1999

> *« L'Université aborde avec réserve **l'harmonisation** européenne des diplômes » (18)*

peut être interprété à l'aide *le fait de/la façon de + infinitif:*

→ L'Université aborde avec réserve **le fait d'harmoniser** les diplômes en UE

→ L'Université aborde avec réserve **la façon d'harmoniser** les diplômes en UE

En cas d'emploi des formes personnelles du verbe *(s')harmoniser*, la lexie *harmonisation européenne des diplômes* doit être interprétée seulement à l'aide des formes verbales au futur ou avec le verbe modal *devoir :*

→ L'Université aborde avec réserve la manière dont **on va harmoniser** les diplômes en UE

---

[181]L'adjectif *européenne* peut évoquer un sujet collectif organisé (Monceau 1997 :41), donc un agent animé, d'où une des transformations possibles de *harmonisation européenne → harmonisation par l'Union Européenne* .

→ L'Université aborde avec réserve la manière dont **on doit harmoniser** les diplômes en UE

→ L'Université aborde avec réserve la manière dont les diplômes **vont s'harmoniser** en UE

→ L'Université aborde avec réserve la manière dont les diplômes **doivent s'harmoniser** ...

→ etc.

En revanche, les transformations à partir du corpus 2009 excluent l'emploi du futur dans les transformations, car l'harmonisation européenne des diplômes a été déjà entamée, était déjà en cours. Pour l'énoncé suivant tirés de l'article datant de l'année 2009

> *Un système forcé de se réformer sous l'effet de pressions financières et de **l'harmonisation européenne des diplômes** dans le cadre du processus de Bologne (543,2)*

ce ne serait pas correct d'avoir le verbe *harmoniser* au futur dans l'énoncé sous-jacent verbal

> → Un système forcé de se réformer sous l'effet de pressions financières et du fait qu'on ***va harmoniser les diplômes en Europe** dans le cadre (...)

La situation contextuelle nous guidant dans le choix de la forme verbale dans l'énoncé sous-jacent, on utilisera plutôt les formes du présent, du passé ou avec le verbe modal *devoir* :

> → Un système forcé de se réformer sous l'effet de pressions financières et du fait qu'on **harmonise** les diplômes en Europe dans le cadre (...)
>
> → Un système forcé de se réformer sous l'effet de pressions financières et du fait qu'on **a harmonisé** les diplômes en Europe dans le cadre (...)
>
> → Un système forcé de se réformer sous l'effet de pressions financières et du fait qu'on **doit harmoniser** les diplômes en Europe dans le cadre (...)
>
> → etc.

Troisièmement, c'est le temps du verbe de la proposition principale qui aide à choisir le temps du verbe *harmoniser* dans la phrase sous-jacente, comme dans cet exemple

> *En favorisant l'harmonisation des diplômes en Europe, le processus de Bologne a développé la mobilité des étudiants (507,2)*

Avec le verbe *développer* au passé composé nous ne pouvons pas mettre *harmoniser* au futur :

> → **?** En favorisant **le fait qu'on va harmoniser** les diplômes en Europe, le processus de Bologne a développé la mobilité des étudiants

En contrepartie, on emploiera facilement *harmoniser* au présent ou au passé :

> → En favorisant **le fait qu'on harmonise** les diplômes en Europe, le processus de Bologne a développé la mobilité des étudiants
>
> → En favorisant **le fait que les diplômes s'harmonisent** en Europe, le processus de Bologne a développé la mobilité des étudiants

→ En favorisant **le fait que les diplômes soient harmonisés** en Europe, le processus de Bologne a développé la mobilité des étudiants

→ En favorisant **le fait que les diplômes doivent être harmonisés** en Europe, le processus de Bologne a développé la mobilité des étudiants

→ etc.

Ainsi, en raison d'absence de règles formelles pour transformer les nominalisations en phrases verbales sous-jacentes, c'est seulement compte tenu du co(n)texte que nous pouvons désambiguïser partiellement (!) l'interprétation du syntagme nominal *harmonisation européenne des formations*.

4. 'Harmonisation européenne des formations' au niveau textuel : ses reprises anaphoriques et cataphoriques

Il y a 12 articles dans le corpus 'Enseignement 1999' où le terme *harmonisation européenne des formations* est repris parfois deux ou trois fois, mais parfois beaucoup de fois par d'autres entités lexicales. C'est dans les articles où l'on discute des problèmes d'harmonisation des formations en France que le terme *harmonisation européenne des formations* est repris plusieurs fois et a, comme corollaire, les endophores lexicales[182]. Par exemple, un des articles consacré au processus d'harmonisation en France est l'article N°15. Le sur-titre de cet article est

> *L'Université aborde avec réserve l'harmonisation européenne des diplômes (15,S)*

Le titre du même article est

> *Derrière **l'ajustement d'un système incompréhensible**, **un bouleversement majeur** (15)*

Nous considérons les items mis en gras dans le titre *ajustement d'un système incompréhensible* et *un bouleversement majeur* comme les reprises anaphoriques de l'unité lexicale *harmonisation européenne des formations* mentionnée dans le sur-titre.

Dans le texte même de l'article l'item *harmonisation européenne des formations* est employé deux fois dans (15,1) et (15,81), mais, en contrepartie, il a 9 endophores lexicales (cf. la colonne du milieu du tableau de l'Annexe 1.5). Voilà ces reprises anaphoriques (ou cataphoriques) pour cet article : *nouvelle architecture des études (15,11), intentions (15,2), bouleversement majeur (15,21), nouvelle période de turbulences (15,3), réorganiser l'architecture des formations (15,31), nouvelle organisation (15,4), réforme (15,5 et 15,7), propositions de Claude Allègre (15,6)*. Ce sont les anaphores infidèles, car ce sont des reprises avec les changements lexicaux par rapport à l'item analysé.

---

[182]« L'*endophore* recouvre les relations d'*anaphore* et de *cataphore*, c'est-à-dire les divers phénomènes de reprises d'un segment par un autre dans un même texte. (…) l'endophore joue un rôle essentiel dans la cohésion textuelle » (Maingueneau 2009:53-54).

Finalement, ces endophores en substituant *harmonisation européenne des formations* créent un réseau lexical que Maingueneau appelle un **paradigme désignationnel** (2009:93). Ce qui est propre à ce paradigme désignationnel c'est la coréférence des termes réunis. Ainsi, tout cet ensemble de substitutions lexicales que nous venons de citer est, dans la plupart des cas, coréférentiel à la lexie *harmonisation européenne des formations.* Il y a, cependant, quelques cas d'anaphores dites « associatives » comme *création du mastaire* (26,12) qui ne reprend pas tout le processus d'harmonisation mais seulement une partie de cet événement.

Les syntagmes coréférentiels se répartissent en deux groupes :

1) celles qui activent et renforcent le potentiel de la signification lexicale, y compris sa charge axiologique positive, par exemple,

harmonisation européenne des formations
- création d'un espace européen d'enseignement supérieur (120,1) - construction d'une université européenne (71,3) - bâtir une « architecture commune » de références (200,2) - « espace européen du savoir » (190,1) - modèle européen d'enseignement supérieur (71,1) - schéma des U3M ((18,82) - « 3,5,8 » (71,2 ; 71,8) - …..

2) celles qui provoquent l'affaiblissement, la transgression ou la flexion (avec ou sans insertion de l'éthique-moral), par exemple,

harmonisation européenne des formations
- bouleversement (15 ; 15,21 ; 18,9) - turbulences (15,3) - bataille (18,71) - tensions (18,7) - « expérimentation hasardeuse » (47,5) - …..

A l'instar des modificateurs réalisants et déréalisants de Ducrot[183], nous désignons les premières par le terme 'les reprises réalisantes' et les deuxièmes par 'les reprises déréalisantses'. Les reprises se rapprochent des modificateurs du point de vue fonctionnel : accroître ou abaisser la force de l'applicabilité d'un prédicat ; mais elles diffèrent de ces derniers du point de vue formel : les modificateurs sont des déterminants tandis que les reprises, dans notre cas, sont des prédicats nominaux.

[183]Pour rappel, les modificateurs ont été introduits par Ducrot pour désigner les déterminants qui diminuent ou augmentent la force de l'applicabilité d'un prédicat. Parmi eux, Ducrot distingue les modificateurs dits réalisants, qui accroissent cette force, de ceux dits déréalisants, qui l'abaissent. (Ducrot 1995).

Le fait que les reprises déréalisantes abaissent la charge positive du concept *harmonisation européenne des formations* peut être mis en relief à l'aide des tests avec *mais* ou *même* proposés par Ducrot pour les modificateurs déréalisants :

On procède à l'harmonisation, ***mais*** *c'est un bouleversement*
** On procède à l'harmonisation, c'est* ***même*** *un bouleversement*

On procède à l'harmonisation, ***mais*** *c'est une expérimentation hasardeuse*
** On procède à l'harmonisation, c'est* ***même*** *une expérimentation hasardeuse*

Les reprises réalisantes en activant ou en renforçant le potentiel de la signification lexicale proposent les stéréotypes qui sont conformes à la description de la signification en langue.

En contrepartie, les reprises déréalisantes provoquent un conflit entre la signification et le sens du concept *harmonisation européenne des formations*. Ces rapports conflictuels concernent la sémantique lexicale et les valeurs axiologiques. Pour ce qui est de la sémantique lexicale, nous constatons une flexion sémantique, ou la non conformité par rapport à la signification en langue (d'où les stéréotypes inédits). Quant à la modalisation, il y a une flexion de polarité discursive avec apparition de la nouvelle zone axiologique de l'éthique-moral, ainsi que l'affaiblissement du potentiel positif pragmatique et l'inversion du potentiel positif hédonique-affectif.

Ainsi, les reprises déréalisantes organisent le discours en reclassant le processus d'harmonisation parmi les faits qui bouleversent la vie, qui créent des turbulences, qui déclenchent les tensions, etc. Elles transmettent le point de vue des médias qui consiste dans une **dévalorisation** du processus d'harmonisation des études supérieures lancé par le ministre de l'Éducation en France.

Somme toute, les reprises (réalisantes et déréalisantes) coréférentielles de la lexie *harmonisation européenne des formations* dans les articles forment un réseau sémantique qui, d'une part, assure la cohérence textuelle et, d'autre part, **oriente l'argumentation dans le sens voulu par les médias**, en réévaluant ce fait social. C'est pour cela que l'étude des endophores lexicales « est d'un grand intérêt pour l'analyse du discours. Elle permet en particulier de mettre en évidence des options idéologiques implicites (...) » (Maingueneau 2009:54). Le repérage des reprises anaphoriques et des cataphoriques est donc d'une grande importance pour nous, car ces dernières contribuent 1) à la constitution de la strate des DA de la lexie et 2) à la création de la représentation discursive du processus d'harmonisation tel qu'il est vu par le journal *Le Monde*.

Chapitre 9. Représentation discursive de la signification à partir du corpus de 1999

Nous avons déjà présenté la situation réelle de l'enseignement supérieur pour les années 1999 et 2009, dans l'EU et en France (cf. § 2.1.1 et § 2.2.1 du Chapitre 6). Maintenant, compte tenu de cette présentation, nous analyserons les articles du *Monde* de 1999 constituant notre corpus afin de re-construire la signification de la lexie *harmonisation européenne des formations* à partir de ces discours.

1. Les DA de la lexie complexe 'harmonisation européenne des formations' dans le corpus de 1999

Dans le corpus de 1999, nous avons 23 articles portant sur le domaine de l'enseignement supérieur. Ces articles se subdivisent en deux groupes : 1) les articles où la lexie *harmonisation européenne des formations* est juste mentionnée une fois par apport à un autre sujet ; et 2) les articles qui sont entièrement (ou partiellement) consacrés au sujet de la réforme de l'harmonisation des formations et des diplômes et où la lexie analysée est reprise plusieurs fois par d'autres termes co-référentiels.

Eu égard à ces deux types d'articles, nous allons donc, dans un premier temps, relever toutes les occurrences de *harmonisation européenne des formations* dans ces 23 articles et, à partir de l'analyse de ces co-textes immédiats, nous allons identifier tous les DA de la lexie analysée.

Dans un deuxième temps, nous allons relever toutes les reprises anaphoriques et cataphoriques (les endophores donc) du terme *harmonisation européenne des formations* dans les articles du deuxième groupe et construire à partir de ces reprises tous les DA du terme.

Enfin, nous allons soumettre les DA construits à un examen détaillé afin de pouvoir faire une représentation discursive du terme *harmonisation européenne des formations* à partir du discours du *Monde*.

Ainsi, dans notre cas, la construction de la strate des DA de la signification de la lexie se fait : 1) à partir des co-textes de ses occurrences et 2) à partir de ses reprises dans les textes des articles.

1.1. Les occurrences de la lexie dans le corpus 1999

Il y a 40 occurrences du mot *harmonisation* dans les 23 articles du corpus 1999. Les occurrences de *harmonisation européenne des formations* sont données dans l'Annexe 1.3. La structure du tableau présentant les emplois de l'item est semblable à celle du tableau de

l'Annexe 1.1, que nous avons décrite dans les modalités du recueil du corpus (cf. § 3 du Chapitre 5). Le tableau comprend 5 colonnes.

code	exemples			contexte
	co-texte gauche	GN avec *harmonisation* en tête	co-texte droit	
15,S	L'Université aborde avec réserve	l'**harmonisation** européenne des diplômes		France
15,1	Les apparences sont trompeuses. Officiellement, le processus	d'**harmonisation** européenne des formations et des diplômes,	…, n'est pas une nouvelle réforme de l'Université. Claude Allègre l'a réaffirmé, … .	France
18	L'Université aborde avec réserve	l'**harmonisation** européenne des diplômes		France
203,1	A la Sorbonne, …, C.Allègre et les ministres allemands, britanniques et italiens adoptent une déclaration commune préconisant	une **harmonisation** européenne des diplômes.		UE

Dans la colonne 'code' figure le numéro de l'article selon les 'Résultats de recherche 1999' de l'Annexe 1.1. Le chiffre sans virgule, par exemple (18), renvoie au titre de l'article N°18. Le chiffre avec une virgule, comme (15,1), signifie que l'occurrence est dans le texte de l'article N°15. Le chiffre avec une lettre 'S' après la virgule, comme (15,S), indique que *harmonisation* est employé dans le sur-titre de l'article N°15 (avec deux lettres 'S' après la virgule – dans le sous-titre).

Dans trois autres colonnes, nous citons l'énoncé avec le mot *harmonisation* en présentant le groupe nominalisé dans une colonne à part, ses co-textes droit et gauche dans deux autres colonnes. Ceci pour la meilleure lisibilité. Certains passages, n'apportant rien à l'analyse du terme, sont omis sciemment.

Dans la dernière colonne nous informons si cette occurrence décrit le processus d'harmonisation au niveau de l'UE ou au niveau de la France. Avec l'information de cette dernière colonne nous anticipons en quelque sorte sur l'étape suivante de l'analyse où nous allons construire les déploiements argumentatifs de la lexie à partir de ses co-textes pour les deux types d'harmonisation décelés dans les articles : avec sa localisation en UE ou en France.

1.2. Les DA relevés à partir des co-textes immédiats des occurrences

Les DA relevés à partir des co-textes immédiats des occurrences de la lexie *harmonisation européenne des formations* dans le corpus de l'année 1999 sont donnés dans le tableau de l'Annexe 1.4. Ici, nous présentons un extrait de ce tableau :

code	blocs d'argumentation externe			contexte
	argument (= terme)	**connecteur**	**conclusion** (= DA attestés)	
15,S	harmonisation	DC	attitude réservée	France
15,1	harmonisation	DC	processus	France
...				
18,81	harmonisation	DC	<nécessaire>	UE
18,94	harmonisation	**DC**	pièges (contenir les ~)	France
18,94	harmonisation	**DC (↔)**	regrouper l'ensemble des diplômes existants à l'intérieur de 3 cursus: …	France
...				
48,2	harmonisation (ne ...pas)	**PT**	mise en cause de bac+2	France

Nous commençons le commentaire du tableau par quelques remarques sur la structure et la notation utilisée.

La première colonne et la dernière sont identiques à celles du tableau précédent (cf. l'Annexe 1.3).

Les trois colonnes du milieu représentent les blocs d'argumentation externe formés à partir des énoncés avec l'occurrence *harmonisation européenne des formations*. Comme tous les blocs d'argumentation ils comprennent un argument (correspondant au terme analysé), un connecteur (*DONC* ou *POURTANT*) et une conclusion (correspondant au(x) DA attesté(s) pour cette occurrence). Telle ou telle occurrence de l'unité lexicale *harmonisation européenne des formations* peut avoir **un ou plusieurs DA,** mais elle peut aussi **ne pas en avoir du tout** dans l'énoncé où elle est employée.

La deuxième colonne ne reprend pas toute la lexie *harmonisation européenne des formations* : dans un but pratique, nous l'avons réduite à un seul déverbal *harmonisation* (sachant qu'il s'agit à chaque fois de *harmonisation européenne des formations*).

Les adjectifs (ou autres termes) qui accompagnent le nom *harmonisation* en le surmodalisant sont mis en relief à l'aide des signe < > comme, par exemple, <*nécessaire*> (18,81). C'est un travail préalable de dépistage des valeurs modales dont la lexie se charge dans cet énoncé.

Nous attirons l'attention sur les connecteurs utilisés pour passer de l'argument à la conclusion. A la base, il y en a deux (à savoir *DONC* et *POURTANT*) qui donnent lieu à quatre types de relations existant entre l'argument et la conclusion :

Connecteurs :	**DC**	**DC ↔**	**PT**	**DC**
Relations :	**A** *DC* **B**	**A** *DC* **B** **B** *DC* **A**	**A** *PT* **B** **A** *PT* **non B**	**A** *DC* **non B**

La première et la troisième relations, souvent employées dans la sémantique argumentative, ont ici le sens traditionnel. Pour rappel,

- ✓ le choix du connecteur *POURTANT* est dicté par la présence dans le co-texte d'un élément détectant le pôle négatif : une négation, un doute, une tricherie, un mensonge, etc. Par exemple, [harmonisation **PT** mise en cause de bac+2] (48,2), ici l'apparition du connecteur *POURTANT* est dû à la négation *ne...pas*.

> *Si tant est qu'elle voit le jour : l'harmonisation européenne des études supérieures autour de 2 pivots,(...), ne sera pas sans conséquences pour le niveau bac+2. (48,2)*

Nous introduisons aussi dans notre analyse deux autres types de DONC :

- ✓ l'abréviation DC ayant le signe (↔) en dessous, signale que l'enchaînement argumentatif est réversible et que les places de l'argument et de la conclusion sont interchangeables. Ce type de relation est rendu possible par la charge sémantique des termes argument et conclusion. Dans notre corpus, il y a des blocs d'argumentation où le nom *harmonisation* peut apparaître et dans la partie 'argument', et dans la partie 'conclusion' en même temps, ce sont donc les **chaînes d'argumentation réversibles ;** leur lecture dans le sens inverse est tout à fait possible : [harmonisation DONC regrouper l'ensemble des diplômes existants à l'intérieur de 3 cursus : (...)] **ou bien** [regrouper l'ensemble des diplômes existants à l'intérieur de 3 cursus : (...) DONC harmonisation] (18,94). Le connecteur de ces chaînes a le signe de réversibilité (↔) en dessous.
- ✓ l'abréviation **DC** grisée est un DONC signalant la non conformité du sens au protocole sémantique du terme [harmonisation **DC** piège] (18,94) (cf. plus de détails sur ce connecteur dans le § 3.1.2 du même Chapitre).

1.3. Les reprises de 'harmonisation européenne des formations' dans le corpus 1999

Nous avons déjà dit (cf. le § 4 du Chapitre 8) que dans les articles de notre corpus, très souvent, l'item *harmonisation européenne des formations* est repris ou reprend d'autres syntagmes nominaux équivalents (et coréférentiels). La prise en considération de ces reprises coréférentielles (*id est* des endophores lexicales) est d'une grande importance, car ils forment un réseau sémantique qui assure la cohérence textuelle et oriente l'argumentation dans le sens voulu par les médias.

Les occurrences d'*harmonisation* du corpus de 1999, complétées par ses reprises, se trouvent dans le tableau de l'Annexe 1.5. Dans la colonne centrale de ce tableau nous citons le groupe nominal avec *harmonisation* en tête et toutes ses endophores lexicales (avec leurs co-textes) relevées dans les articles du corpus. À part ce détail, le tableau est identique à celui de l'Annexe 1.3.

Nous considérons que les reprises coréférentielles de la lexie *harmonisation européenne des formations* sont à prendre en compte pour l'identification de ses DA. Dans les tableaux des Annexes 1.6 et 1.7 nous citons ces reprises avec leurs DA qui deviennent, par la loi de transposition, les DA de l'entité lexicale *harmonisation européenne des formations.*

1.4. Les DA de 'harmonisation européenne des formations' relevés à partir des co-textes et des reprises

Il est à remarquer que les DA relevés ne sont pas homogènes du point de vue de la localisation du procès désigné par le nom déverbal *harmonisation*. Dans le tableau de l'Annexe 1.5 nous avons déjà distingué deux types de localisation à l'aide des mentions différentes dans la dernière colonne ('UE'/'France'). Dans les tableaux qui suivent (les Annexes 1.6 et 1.7) les deux types de DA construits sont séparés afin de les rendre plus visibles ce qui facilitera leur analyse détaillée. Ces deux tableaux donnent à voir tous les DA de la lexie *harmonisation européenne des formations* reconstruits à partir du corpus 1999. Le premier met en relief les DA avec la localisation du processus d'harmonisation au niveau de l'UE ; le deuxième représente les DA avec la localisation du processus d'harmonisation au niveau de la France.

Ainsi, du point de vue de la localisation du processus d'harmonisation des formations, nous dégageons deux catégories de DA dans les articles portant sur l'harmonisation de l'enseignement supérieur en UE :

- les DA qui sont en rapport avec le processus d'harmonisation des formations lorsqu'il est localisé *dans l'Union Européenne*, autrement dit, les DA qui représentent la description du processus *au niveau supranationale* convoquant l'agent implicite « les ministres des pays membres ». Ces DA sont moins nombreux et ont une mention 'UE' dans la dernière colonne du tableau de l'Annexe 1.5.

- les DA qui sont en rapport avec le processus d'harmonisation de la formation localisé *en France* et qui représentent la description du processus *au niveau nationale* convoquant l'agent implicite « le personnel des écoles supérieures de France ». Ces DA sont beaucoup plus nombreux et ont une mention 'France' dans la dernière colonne du même tableau. Ils peuvent être considérés, en quelque sorte, comme les retombées de l'harmonisation des formations dans l'UE pour l'Éducation Nationale en France.

Il en découle que, d'ores et déjà, au niveau discursif, il va s'agir de deux représentations distinctes du processus d'harmonisation : pour l'UE et pour la France.

Dans ce qui suit, nous donnerons, à partir des tableaux des Annexes 1.6 et 1.7, la caractéristique plus détaillée des deux types de DA décelés et, ensuite, nous remonterons de ces DA aux PA correspondants.

2. L'analyse de la lexie 'harmonisation européenne des formations' avec la localisation du processus en UE

2.1. La caractéristique des DA identifiés à partir des co-textes et des reprises

Nous caractérisons les DA de la lexie *harmonisation européenne des formations* à partir du tableau de l'Annexe 1.6, dont nous reprenons un extrait ici :

code	blocs d'argumentation externe			con texte	pragm (+)	héd-aff (+)	éthique-morale	(sur) modalisation	(non) conforme
	argument	connect.	conclusion						
18,81	harmonisation	DC	<nécessité>	UE				(déont.)	
18,82	harmonisation	**DC** ↔	schéma des universités du troisième millénaire (U3M)	UE					
26,1	harmonisation	**DC** ↔	nouvelles normes européennes d'équivalence de formation et de diplômes	UE	renforcement				
26,4	harmonisation	**DC** ↔	création du nouvel espace européen	UE	renforcement				

D'abord, quelques **remarques préliminaires sur la structure du tableau,** dont le but est de mettre en évidence la (sur)modalisation et, surtout, l'axiologisation discursive de la lexie. Dans les trois colonnes (après le code) nous présentons les blocs d'argumentation externe construits à partir des co-textes et des reprises de l'unité lexicale *harmonisation européenne des formations* dans les articles du *Monde* de 1999 (cf. l'Annexe 1.5). En ce qui concerne la codification des connecteurs et les relations qu'ils expriment, nous renvoyons au § 1.2 du présent Chapitre.

Les cinq dernières colonnes donnent à voir **les effets de la réalisation discursive** du terme dans le contexte de l'UE **du point de vue de l'axiologisation, de la (sur)modalisation et de la (non)conformité** de la signification.

Il y a deux colonnes pour les valeurs axiologiques inscrites dans la signification de la lexie : le pragmatique (+), inscrit dans le noyau, et l'hédonique-affectif (+), inscrit dans la strate des stéréotypes. L'évaluation du taux de présence de ces valeurs axiologiques **inscrites** dans la signification se fait selon la première échelle du § 12.2.1 du Chapitre 2. Ces deux valeurs axiologiques positives peuvent être activées ou non activées. Dans le cas de la non activation, la case est vide ; dans le cas contraire, nous indiquons s'il s'agit d' « activation », de « renforcement », d'« affaiblissement » ou de « transgression » : en fonction du co-texte et de sa force de contamination.

La colonne suivante est réservée à la valeur étique-morale. C'est la seule valeur axiologique, parmi les trois autres valeurs axiologiques restantes (éthique-morale, esthétique, intellectuelle), qui se glisse dans les réalisations discursives de la lexie *harmonisation européenne des formations* dans le cadre de notre corpus 1999. On peut appeler ce phénomène '**suraxiologisation**'[184], ce qui veut dire qu'une valeur axiologique (qui n'est pas inscrite initialement dans la sémantique du terme) s'insère dans la signification. Il y a donc une valeur axiologique de plus, qui peut se manifester dans la lexie lors de sa réalisation discursive, sous l'influence du co-texte. Le degré d'intensité avec lequel se manifeste cette valeur dans la signification peut être différent, et, selon le cas, nous la spécifions : 'positif' ou 'positif fort',

[184]Cela correspond à la notion de **transvaluation** chez Lavelle « qui désigne une transformation des valeurs et parfois un renversement de toute valeur dans son contraire » (1950/1991:521).

'négatif' ou 'négatif fort'. L'évaluation du taux de présence des valeurs axiologiques **non inscrites** dans la signification se fait selon la deuxième échelle du § 12.2.1 du Chapitre 2.

S'il y a une autre valeur modale activée par le discours, nous l'indiquons dans la colonne '(sur)modalisation'. Faute de place, nous faisons apparaître dans cette colonne et l'activation des valeurs inscrites dans le noyau (le volitif, le déontique et l'épistémique) et l'insertion de nouvelles valeurs décelées lors de l'analyse. Pour les différencier, les premières sont données entre parenthèses.

Enfin, la dernière colonne du tableau nous informe sur la conformité ou la non conformité du sens de l'occurrence par rapport au protocole sémantique du terme (*id est* la définition conventionnelle de *harmonisation européenne des formations* donnée dans le § 2 du Chapitre 7).

Passons maintenant à l'analyse des DA de la lexie *harmonisation européenne des formations* avec la localisation du processus d'harmonisation dans le cadre de l'UE. Dans un premier temps, nous caractériserons les blocs d'argumentation externe du point de vue des connecteurs choisis et, dans un deuxième temps, du point de vue de l'axiologisation discursive, de la (sur)modalisation et de la (non)conformité.

Quant aux connecteurs, remarquons tout de suite que ce qui est propre à ces DA, c'est qu'il n'y a pas de blocs d'argumentation transgressifs (avec le connecteur *POURTANT*), ni non conformes (avec le connecteur '*DONC* non conforme'). Tous les enchaînements argumentatifs se connectent seulement à l'aide de deux types de *DONC*. Nous rappelons que *DONC* avec le signe (↔) en dessous sert à signaler les chaînes d'argumentation réversibles où le terme *harmonisation (européenne des formations)* peut apparaître à gauche aussi bien qu'à droite de l'enchaînement, comme dans le cas du N°18,82 [harmonisation DC schéma des universités du troisième millénaire] ou bien [schéma des universités du troisième millénaire DC harmonisation] (pour plus de détails sur les types de relation que les connecteurs expriment, voir § 1.2 de ce même chapitre).

Quant à l'axiologisation discursive, étant donné que le connecteur *POURTANT* est exclu, il n'y a pas d'affaiblissement de la charge positive inscrite dans la signification ; au contraire, nous voyons quelques cas de renforcement de cette charge : pour les 24 DA attestés, le pragmatique positif est renforcé 7 fois (26,1 ; 26,4 ; 71,3 ; 120,1 ; 120,2 ; 120,3 et 131,1) et l'hédonique-affectif 1 fois (71,1). Quand elles sont activées, les deux valeurs axiologiques (inscrites dans la signification) sont **toujours renforcées** (marqué 'renforcement'), et jamais affaiblies ou transgressées.

Nous constatons que sur ces deux valeurs c'est **le pragmatique (+) qui est activé** (avec le renforcement) **plus souvent** que l'hédonique-affectif (+). Et comme nous venons de le dire, **les cas d'affaiblissement** et **de transgression sont absents** ici. Il n' y a donc qu'un seul degré d'intensité d'évaluation qui est appliqué c'est le 'renforcement'.

Pour les DA localisant le processus d'harmonisation au niveau de l'UE, ce tableau fait voir aussi qu'il y a **peu de contamination** de l'environnement co-textuel : le co-texte de *harmonisation européenne des formations* reste assez neutre ici, car les deux valeurs axiologiques inscrites dans la signification sont **plus souvent non activées** (case vide) qu'activées.

Quant à l'apparition des autres valeurs axiologiques, pour le processus d'harmonisation localisé en EU, nous décelons **un seul cas d'insertion de l'éthique-moral positif :** (120,2) [harmonisation DC respect de "l'indépendance et de l'autonomie" des universités].

2.1.1. L'axiologisation discursive et la (sur)modalisation au niveau de l'UE

Voilà les données chiffrées pour l'axiologisation discursive de la signification lexicale du terme *harmonisation européenne des formations* au niveau de l'UE :

Axiologisation de la signification **au niveau de l'UE** (pour les 24 DA attestés) :										
pragmatique (+)					hédonique-affectif (+)					éthique-moral (+)
activation	**renforcement**	affaiblissement	transgression	flexion	activation	**renforcement**	affaiblissement	transgression	flexion	**insertion**
0	**7**	0	0	0	0	**1**	0	0	0	**1**

Orientation axiologique au niveau de l'UE					
pour les valeurs inscrites				pour la valeur insérée	
pragmatique (+)		**hédonique-affectif (+)**		**éthique-moral**	
(+)	(–)	**(+)**	(–)	**(+)**	(–)
7	0	**1**	0	**1**	0

Les données chiffrées pour les valeurs axiologiques activées ou insérées par le discours sont assez faibles, l'environnement co-textuel étant plutôt neutre. L'hédonique-affectif (+) est renforcé une fois ; le pragmatique (+) est renforcé sept fois, d'où nous tirons la conclusion que **la quantité et l'intensité des mécanismes d'axiologisation discursive mis en œuvre sont très pauvres :** il ne s'agit que du renforcement avec une très basse fréquence.

L'insertion de la nouvelle valeur axiologique (l'éthique-moral) se fait avec une orientation positive. En gros, c'est uniquement **l'orientation axiologique positive** (quoique **faible**) qui se dégage des enchaînements argumentatifs proposés par le discours pour la lexie *harmonisation européenne des formations* avec la localisation du processus en UE.

En ce qui concerne la **surmodalisation** de la lexie *harmonisation européenne des formations*, pour les DA concernant le niveau européen, il y a **deux cas** :

> dans (18,81) [harmonisation DC <nécessaire>], l'emploi de l'adjectif *nécessaire* entraîne l'activation de la valeur **déontique OBLIGATOIRE** ;
>
> dans (190,1) [harmonisation DC baptisée "espace européen du savoir"], le co-texte avec le participe passé *baptisée* fait apparaître la valeur **doxologique**.

La surmodalisation est donc un phénomène peu fréquent ici : un cas de déontologisation et un cas de doxologisation.

Les cas de non conformité au protocole sémantique du terme ne sont pas attestés ici.

Pour mettre en relief toutes les valeurs modales que le discours fait apparaître dans les DA de *harmonisation européenne des formations* avec la localisation du processus en UE, nous proposons ce petit tableau récapitulatif :

Modalisation de la signification lexicale du terme au niveau de l'UE (pour les 24 DA attestés) : les valeurs modales que le discours fait apparaître									
par l'activation							**par l'insertion**		
pragmatique		**hédon-affect.**		**volitif**	**déont.**	**épistém**	**éthique-moral**		**doxol.**
(+)	**(–)**	**(+)**	**(–)**				**(+)**	**(–)**	
7	0	**1**	0	0	**1**	0	**1**	0	**1**

Dans la section suivante, nous remonterons des DA analysés aux PA et aux stéréotypes de la lexie *harmonisation européenne des formations* avec la localisation du processus en UE.

2.2. La mise en regard des PA et la construction des stéréotypes (au niveau de l'UE)

A partir des DA construits (cf. l'Annexe 1.6), nous pouvons remonter aux PA de la lexie *harmonisation européenne des formations* au niveau de l'Europe. En passant des DA aux PA, nous passons du sens à la signification. Les PA de la lexie *harmonisation européenne des formations* au niveau de l'Europe, sous forme de blocs d'argumentation externe, se présentent comme suit[185] :

	les PA au niveau de l'UE[186]
Harmonisation européenne des formations et des diplômes	*DONC* promouvoir « un système de diplômes lisibles et comparables » (120,2)/ bâtir une « architecture commune de références (200,2)/ *DONC* construction d'une « université européenne » (71,3)/ création d'un nouvel espace européen (26,4)/ création d'«un espace européen d'enseignement supérieur » 120,1)/ *DONC* faire progresser la mobilité des étudiants (131,1) *DONC* nouvelles normes européennes d'équivalence de formation et de diplômes (26,1)/ critères européens de convergence (71,1)/ architecture commune de références (200,2) *DONC* « espace européen d'enseignement supérieur » (120)/ <baptisée> « espace européen du savoir » (190,1)/ modèle européen d'enseignement supérieur (71,1)/ modèle unique (71,4) *DONC* schéma des universités du troisième millénaire (U3M)

[185]Rappelons que les blocs d'argumentation externe sont formés des PA rattachés à la lexie.

[186]Pour rappel, ici il s'agit de la description du processus d'harmonisation des formations *au niveau supranationale.*

(18,82)/ « 3,5,8 » (71,2; 71,8)/ études en 2 cycles :
« undergraduate » et « graduate » (120,3)

DONC plus de mobilité pour les enseignants et les étudiants (120,3)

DONC <nécessité> (18,81)

DONC <respect> de l'indépendance et de l'autonomie des universités (120,2)

DONC colloque de la Sorbonne (39,1)/ cadre très solennel de la célébration des 800 ans de la Sorbonne (71,2)/ déclaration commune à la Sorbonne (203,1)

En passant des DA aux PA, nous avons apporté quelques modifications en vue de systématiser la représentation de ces derniers : nous avons regroupé les PA du point de vue de leur équivalence sémantique, en séparant par la barre oblique les PA ayant un sens rapproché.

Maintenant, à partir de ces PA, nous pouvons construire les stéréotypes qui font partie de la signification de la lexie *harmonisation européenne des formations* au niveau de l'UE (cf. Schéma 13).

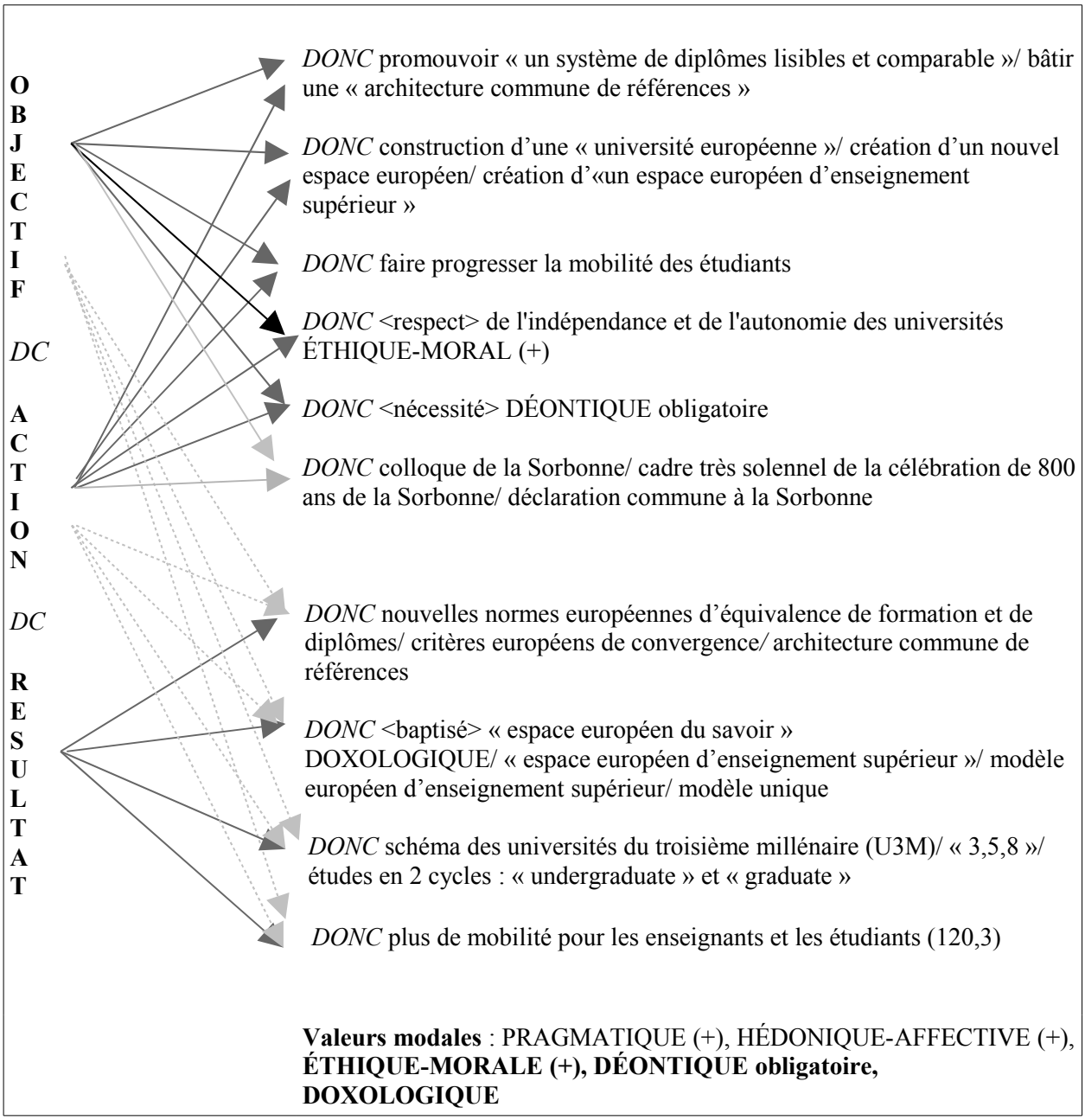
Il est à noter qu'il y a deux types de stéréotypes du point de vue de leur manière d'être liés aux éléments du noyau :

a) ceux qui sont rattachés aux deux premiers éléments – OBJECTIF et ACTION – qui ont les stéréotypes communs (cf. § 1.4 du Chapitre 4) ;

b) ceux qui sont rattachés aux trois éléments du noyau. Ces derniers sont liés avec les trois éléments, car ils expriment ou bien le résultat visé (la flèche en pointillé), ou bien le résultat accompli (la flèche en ligne continue). Pour OBJECTIF et ACTION ces stéréotypes sont un résultat visé, pour l'élément RÉSULTAT ils sont un résultat accompli.

Il y a aussi des stéréotypes qui surmodalisent la lexie. Trois nouvelles valeurs modales sont attestées à ce niveau : ÉTHIQUE-MORAL (+) pour [harmonisation DC <respect> de l'indépendance et de l'autonomie des universités], DÉONTIQUE obligatoire pour [harmonisation DC <nécessaire>] et DOXOLOGIQUE pour [harmonisation DC <baptisé> « espace européen du savoir »].

Schéma 13. Les stéréotypes de la signification de *harmonisation européenne des formations* au niveau de l'UE[187]



[187]Nous avons emprunté à Cozma (2009) le modèle de représentation des stéréotypes.

2.3. Construction du noyau de 'harmonisation européenne des formations' au niveau de l'UE

Enfin, après avoir fait l'analyse des stéréotypes, nous sommes à même de re-construire le noyau du terme *harmonisation européenne des formations* au niveau de l'UE sous forme de prédicats abstraits :

Noyau de *harmonisation européenne des formations* au niveau de l'UE
Prédicat nominal événementiel
Création du modèle de l'harmonisation des formations entre les pays membres : les agents sont les ministres (A)
OBJECTIF**: A POUVOIR** VOULOIR ETABLIR un ACCORD bien réglé entre les formations des États membres pour créer un espace européen d'enseignement supérieur *DONC* ACTION**: A** ETABLIR un ACCORD bien réglé entre les formations des États membres (modèle unique sur le papier) *DONC* RESULTAT: **A** AVOIR un ACCORD bien réglé entre les formations des États membres satisfaisant l'objectif, celui de création d'un espace européen d'enseignement supérieur
Valeurs modales **: déontique PERMIS, volitive, pragmatique (+), épistémique**

En ce qui concerne les valeurs modales de ce noyau par rapport à celui de la définition conventionnelle (cf. § 2 du Chapitre 7), nous voyons qu'il y a eu un changement : du carré déontique, c'est le **déontique PERMIS** qui est **activé** (qui devient saillant) dans le noyau de la signification du terme *harmonisation européenne des formations* au niveau européen.

3. L'analyse de la lexie 'harmonisation européenne des formations' avec la localisation du processus en France

Le processus d'harmonisation des formations en France est une sorte de contribution de celle-ci à la création de l'espace européen de l'enseignement supérieur.

3.1. La caractéristique des DA du terme 'harmonisation européenne des formations' avec la localisation du processus en France

Dans cette section, nous analyserons les DA de la lexie *harmonisation européenne des formations* à partir du tableau de l'Annexe 1.7 dont nous donnons un extrait ci-dessous. Pour la description de la structure de ce tableau, nous renvoyons au § 2.1 de ce même Chapitre.

Remarquons au passage la prédominance numérique importante des DA concernant la France par rapport aux DA au niveau de l'UE : si pour l'UE le tableau comprend 24 DA attestés, celui pour la France contient 166 DA attestés (cf. les tableaux des Annexes 1.6 et 1.7). Cette prédominance numérique s'explique par le fait que c'est principalement le processus d'harmonisation au niveau du pays qui est le sujet de discussion des articles du corpus.

code	blocs d'argumentation externe			con texte	pragm (+)	héd-aff (+)	éthique-morale	(sur) moda-lisation	(non) confor me
	argument	connect	conclusion						
15	harmonisation	DC	ajustement d'un système	France	activa-tion				
		DC	dissimulation d'un bouleversement majeur	France		flexion	négatif		non confor-me
15,SS	harmonisation	**PT**	non solution des problèmes	France	transgres-sion				
15,1	harmonisation	DC	processus	France					
15,11	harmonisation	DC	nouvelle architecture des études	France	renforce-ment				
15,31	harmonisation	DC	beaucoup de travail	France		affaib-lissement			

Comme dans le cas précédent, nous caractériserons, dans un premier temps, les blocs d'argumentation externe du point de vue des connecteurs argumentatifs et, dans un deuxième temps, du point de vue de l'axiologisation discursive, de la (sur)modalisation et, enfin, du point de vue de la non conformité.

Les blocs d'argumentation externe du point de vue des connecteurs

En parcourant la colonne 'connecteur[188] on remarque que les blocs d'argumentation s'enchaînent non seulement avec DONC mais aussi à l'aide de *POURTANT* (ce qui était exclu dans le cas précédent). Nous avons déjà expliqué, dans le § 1.2 du présent Chapitre, par quoi peut être provoquée l'apparition de ce connecteur dans les enchaînements argumentatifs.

[188]Pour la codification et la signification des connecteurs utilisés, nous renvoyons au § 1.2 du présent Chapitre.

Nous rappelons que nous distinguons trois variétés de *DONC* : 1) *DONC* ; 2) *DONC* avec le signe (↔) en dessous et 3) *DONC* grisé. L'emploi du deuxième type de *DONC* avec le signe de réversibilité (↔) a déjà été explicité dans les §§ 1.2 et 2.1 du même Chapitre. Le troisième type de *DONC* n'a pas été décrit jusqu'à présent, car il est spécifique aux DA au niveau de la France. C'est le ***DONC* de la non conformité** au protocole sémantique du terme exprimant la relation 'A DC non B'. Nous avons identifié 8 situations où intervient ce *DONC*. Nous les analyserons au cas par cas dans la section suivante.

Vu la grande quantité et la haute fréquence des mécanismes d'axiologisation mobilisés par le discours pour ces DA, nous leur avons réservé les deux sections qui suivent.

3.1.1. Axiologisation discursive et la (sur)modalisation au niveau de la France

Avant de parler concrètement des mécanismes d'axiologisation discursive révélés lors de l'analyse de ces DA, nous voudrions donner un aperçu général du phénomène d'axiologisation qui se dégage de ce tableau.

Nous rappelons que pour l'analyse des deux valeurs axiologiques **inscrites** dans la signification du terme – le pragmatique (+), de la strate du noyau, et l'hédonique-affectif (+), de la strate des stéréotypes, – nous nous servons de la première échelle du traitement discursif des valeurs axiologiques donnée dans le § 12.2.1 du Chapitre 2. Conformément à la graduation de cette échelle, ces deux valeurs axiologiques positives peuvent être activées ou non activées. Dans le cas de la non activation, la case est vide, sinon, elle contient les précisions : soit 'activation', soit 'renforcement', soit 'affaiblissement', soit 'transgression', soit 'flexion', selon l'environnement co-textuel et de la force de sa contamination.

Illustrons l'attribution de ces degrés sur les exemples concrets de l'extrait du tableau cité dans le § précédent. Ainsi, pour (51,1) [harmonisation DC processus] il n'y a **pas d'activation** des valeurs axiologiques inscrites dans la signification.

Dans le cas (15) [harmonisation DC ajustement d'un système], c'est le pragmatique (+) qui **est activé**.

L'activation se fait avec un **renforcement** du taux positif pour (15,11) [harmonisation DC nouvelle architecture des études], où c'est le pragmatique (+) qui est renforcé.

L'orientation positive des valeurs axiologiques est réorientée vers le pôle négatif par l'environnement co-textuel avec **affaiblissement** de la charge positive dans le cas (15,31) [harmonisation DC beaucoup de travail] ; ici, c'est l'hédonique-affectif (+) qui est affaibli.

Pour (15,SS) [harmonisation PT non résolution du problème], l'orientation axiologique positive est carrément **transgressée** : la transgression concerne le pragmatique (+).

Il y a la **flexion** de polarité discursive et sémantique dans le cas de (15) : [harmonisation DC dissimulation d'un bouleversement]. Cette flexion est due à l'apparition, sous l'influence du co-texte, de la nouvelle valeur axiologique négative (à savoir l'éthique-moral) dans le sens du terme *harmonisation européenne des formations*.

Nous pouvons faire le bilan suivant en ce qui concerne l'axiologisation discursive :

Pour le pragmatique : le positif est activé 9 fois, renforcé 50 fois ; affaibli 18 fois, transgressé 4 fois ; dans la zone du pragmatique, l'argumentation a pris une orientation positive (59 fois au total) et une orientation négative (22 fois au total). Il y a un cas de flexion discursive et sémantique dans cette zone. En gros, l'**orientation positive prévaut sur l'orientation négative**.

Pour l'hédonique-affectif : le pôle positif est activé 1 fois, renforcé 1 fois ; affaibli 23 fois, transgressé 6 fois. Ainsi, dans la zone de l'hédonique-affectif, l'argumentation a pris une orientation positive (2 fois au total) et une orientation négative (29 fois au total). Il y a 4 cas de flexion discursive et sémantique dans cette zone. L'orientation négative l'emporte sur l'orientation positive, ce qui entraîne **une réorientation de polarité axiologique.**

Pour l'éthique-moral : le pôle négatif est activé 3 fois.

Le tableau suivant rassemble ces données chiffrées et leurs équivalents en pourcentages :

Axiologisation de la signification **au niveau de la France** (pour les 160 DA attestés)										
pragmatique (+)					hédonique-affectif (+)					éthique-moral (-)
activation	renforcement	affaiblissement	transgression	flexion	activation	renforcement	affaiblissement	transgression	flexion	insertion
9	50	18	4	1	1	1	23	6	6	3

Quant à l'orientation axiologique : dans la zone du **pragmatique** c'est l'orientation **positive** qui l'emporte sur l'orientation négative, dans la zone de l'**hédonique-affectif** c'est l'orientation **négative** qui se montre dominante :

Orientation axiologique au niveau de la France					
pour les valeurs inscrites				pour la valeur insérée	
pragmatique (+)		**hédonique-affectif (+)**		**éthique-moral**	
(+)	**(–)**	**(+)**	**(–)**	**(+)**	**(–)**
59	23	2	**35**	0	**3**

Au niveau des DA, nous constatons **l'activation** du volitif 3 fois, du déontique 6 fois, de l'épistémique 51 fois ; **la surmodalisation** par les valeurs de jugement de vérité – le doxologique – 3 fois. Voilà le tableau récapitulatif de la (sur)modalisation, y compris l'axiologisation :

Modalisation de la signification lexicale du terme **au niveau de la France** (pour les 160 DA) : les valeurs modales que le discours fait apparaître									
par **activation** des valeurs inscrites dans la signification							par **insertion**		
pragmatique		**hédon-affect.**		**volitif**	**déont.**	**épistém**	**éthique-moral**		**doxol.**
(+)	**(–)**	**(+)**	**(–)**				**(+)**	**(–)**	
59	23	2	35	3	6	51	0	3	3

3.1.2. Mécanismes d'axiologisation discursive des DA avec la localisation du processus d'harmonisation en France

À la différence du cas précédent (la localisation du processus d'harmonisation au niveau de l'UE), il faut dire que, ici, le discours a mobilisé presque tous les types de mécanismes d'axiologisation discursive que nous avons présentés dans le § 12.2.3 du Chapitre 2. Notamment, les mécanismes d'axiologisation mis en œuvre par le discours pour les valeurs axiologiques inscrites (pragmatique positive et hédonique-affective positive) dans la signification du terme *harmonisation européenne des formations* au niveau de la France sont :

➔ les mécanismes **sémantico-discursifs** :

- l'activation
- le renforcement
- l'affaiblissement
- la transgression

➔ les mécanismes **pragmatico-discursifs** :

- la flexion de polarité axiologique avec insertion de la nouvelle zone axiologique
- la flexion de polarité axiologique et sémantique avec l'interversion du potentiel argumentatif.

Mécanismes d'axiologisation mobilisés par le discours **au niveau de la France** (pour 160 DA attestés)										
pragmatique					hédonique-affectif					éthique-moral
activa-tion	renfor-cement	affaiblis-sement	transgres-sion	flexion	activa-tion	renfor-cement	affaiblis-sement	transgres-sion	flexion	insertion
9	50	18	4	1	1	1	23	6	6	3

Dans la section précédente nous avons donné des exemples concrets (à partir du corpus) pour tous ces mécanismes. Ici, nous allons nous centrer sur la mise en œuvre des mécanismes pragmatico-discursifs, car, si la mobilisation des mécanismes sémantico-discursifs est un phénomène fréquent dans le discours (et souvent banal), la mobilisation des mécanismes pragmatico-discursifs est assez rare, produisant les effets originaux. Ces derniers méritent donc plus d'attention de notre part.

Ainsi, dans ce qui suit, nous présenterons la mise en œuvre de deux mécanismes pragmatico-discursifs mobilisés par le discours de notre corpus, *id est* par les DA du terme *harmonisation européenne des formations* au niveau de la France.

Flexion de polarité axiologique avec insertion de la nouvelle zone axiologique

Il s'agit du phénomène de flexion discursive avec apparition de la nouvelle zone axiologique **éthique-morale négative**. Il y a trois cas de flexion de polarité axiologique avec insertion de l'éthique-moral négatif. Pour la commodité de l'analyse, nous reprenons ci-dessous les trois exemples, suivis du bloc d'argumentation (externe) qui leur correspond, avec la lexie *harmonisation (européenne des formations)* comme argument :

(1) *Derrière l'ajustement d'un système incompréhensible, un* ***bouleversement*** *majeur (15)*
=> [harmonisation **DC** dissimulation d'un bouleversement majeur]
=> [harmonisation DC <éthique-moral (-)>]

(2) *C'est bel et bien un* ***bouleversement*** *majeur que le ministre de l'éducation s'apprête à* ***provoquer*** *(15,21)*
=> [harmonisation **DC** provocation d'un bouleversement majeur]
=> [harmonisation DC <éthique-moral (-)>]

(3) ***La réalité ne résiste guère*** *à cette déclaration d'intentions [d'harmonisation] (15,2)*
=> [harmonisation **DC** décalage avec la réalité (=mensonge)]
=> [harmonisation DC <éthique-moral (-)>]

Pour le premier cas nous avons initialement le bloc d'argumentation [ajustement d'un système **DC** dissimulation d'un bouleversement majeur], où *ajustement d'un système* est une **reprise** d'*harmonisation*, d'où nous déduisons l'enchaînement argumentatif avec *harmonisation* comme argument [harmonisation **DC** dissimulation d'un bouleversement majeur]. Le lien argumentatif proposé par cet enchaînement active la zone axiologique éthique-morale qui n'est pas inscrite dans la lexie *harmonisation européenne des formations*. Il y a donc insertion d'une nouvelle zone axiologique dans le sens de *harmonisation européenne des formations* dans le cadre de cet énoncé [harmonisation **DC** <éthique-moral (-)>].

Pour le deuxième et troisième cas, nous observons le même phénomène : il y a une nouvelle zone axiologique avec une polarité négative qui est activée. Il s'agit toujours de l'émergence de l'éthique-moral négatif dans le sens de *harmonisation européenne des formations* dans ces énoncés, ce qui amène finalement vers le bloc d'argumentation [harmonisation **DC** <éthique-moral(-)>]. Dans les trois cas, le sens discursif reconstruit est non conforme au protocole sémantique du mot *harmonisation.*

Flexion de polarité axiologique avec interversion du potentiel argumentatif

Nous avons cinq cas avec ce type de flexion discursive et sémantique :

(1) *Déjà passablement ballotté par la multitude des réformes antérieures, l'enseignement supérieur résistera-t-il à cette nouvelle vague de* ***bouleversement*** *? (18,9)*

=> [harmonisation **DC** bouleversement **<hédonique-affectif (-)>**]

*(2) (...) le président du RPR, Philippe Séguin, a qualifié de **"expérimentation hasardeuse"** le projet de Claude Allègre (47,5)*
=>[harmonisation **DC** «expérimentation hasardeuse» **<hédonique-affectif(-)>**]

*(3) Dans un premier temps, le ministre s'est attaché à déminer les **pièges** contenus dans ce projet d'harmonisation européenne (...) (18,94)*
=> [projet d'harmonisation **DC** pièges **<hédonique-affectif (-)>**]

*(4) "(...) Sans engagement explicite, cette réforme est **dangereuse" (47,7)***
=> [harmonisation **DC** danger **<hédonique-affectif (-)>**]

*(5) Selon lui [Séguin], cette réforme "prend le risque de **désorganiser** ce qui marche" (47,6)*
=> [harmonisation **DC** désorganisation **<pragmatique (-)>**]

Dans ces exemples, la re-construction du sens discursif de la lexie *harmonisation européenne des formations* transgresse le potentiel argumentatif du mot *harmonisation.* Cette interversion concerne le potentiel axiologique hédonique-affectif (+) pour les exemples (1)–(4) et le potentiel axiologique pragmatique (+) pour (5). En proposant les blocs d'argumentation intervertis [harmonisation DC **<hédonique-affectif (-)>**] et [harmonisation DC **<pragmatique (-)>**], le discours transgresse le protocole sémantique du mot *harmonisation.* Ici, la flexion de polarité discursive s'accompagne de la flexion sémantique du mot *harmonisation*, ce qui fait que le sens discursif est non conforme au protocole sémantique du mot.

3.2. La mise en regard des PA et la construction des stéréotypes (au niveau du pays)

Comme dans le cas précédent, en passant des DA du terme *harmonisation européenne des formations* (au niveau de la France) aux PA correspondants, nous allons systématiser ces derniers. Cette systématisation se fait selon le lien argumentatif, vu comme le « lien naturel » de type cause-effet, intention-moyen, symptôme-phénomène (Galatanu), ainsi que selon « les relations actancielles, méréologiques[189] et aspectuelles » (Cozma 2009:138, 164).

Voilà les PA de la lexie *harmonisation européenne des formations* au niveau de la France, sous forme de blocs d'argumentation externe :

Les PA au niveau de la France

Harmonisation européenne des formations	*DONC* [action **EN GÉNÉRAL**] : processus (67,1)/ ajustement d'un système (15; 15,1)/ adaptation aux nouvelles normes européennes d'équivalence de formation et de diplômes (26,1)/ adaptation du système français d'enseignement supérieur (26,12)/ mettre l'enseignement français au diapason de ses voisins (71,1)/ réorganiser l'architecture des formations (15,31)/ *POURTANT* réorganisation en profondeur du système français (18,91)/ réorganisation des études supérieures (62,1)/ *DONC* [action **CONCRETEMENT**] : articulation des cursus autour de 3,5 ou 8 années d'études (71,11)/ regrouper l'ensemble de tous les diplômes existant dans trois

[189]La **méréologie** est une collection de systèmes formels axiomatiques qui traitent des relations entre la partie et le tout : maison – toit ; arbre – branche, etc.

cursus(18,3; 18,94)/ découpage des études en 2 cycles distincts : pré-licence et post-licence (26,2)/ réorganisation des sorties de l'enseignement supérieur autour de trois niveaux (200,3)/ *POURTANT* regroupement de tous les diplômes existant dans trois cursus (62,2)

DONC [**UNIVERSITÉ (-)**] : concurrence entre les établissements (15,8)/ *POURTANT* ouvrir une brèche (15,7)/ aménagement des contenus des programmes (18,99)/ allègement des programmes (18,99)/ bouleverser en profondeur l'architecture des études (18,4)/ mise en cause des BTS et des DUT (48,SS; 157,1)/ *POURTANT* mise ne cause de bac+2 (48,2)/ *POURTANT* persistance de l'inégalité croissante (157,3)

DONC [**UNIVERSITÉ (+)**] : suppression des antagonismes du double systèmes (15,22)/ rapprochement entre les grandes écoles et les universités (18,72)/ pas de renforcement de la sélection (67,31)/ disparition de l'inégalité croissante (157,3)/ mérite (48,4; 48,5)/conservation de l'architecture actuelle des études (67,3)/ conservation des spécificités nationales (196,1)/ « surlignage » des niveaux de formation (48,31; 71,9)/ maintien de tous les diplômes nationaux (67,3)

DONC **[CONDITIONS (-) du déroulement] :** *POURTANT* turbulences (15,3)/ *POURTANT* déclenchement de nouvelles tensions (18,7)/ *POURTANT* nouvelle bataille dans l'enseignement supérieurs (18,71)

DONC [**MANIÈRE (-)**] : mener à marche forcée (18,8)/ demande de souplesse dans le rythme d'application (18,93)/ désaccords sur les modalités d'application (47; 47,11)/ désaccords sur le calendrier (47,11)/ *POURTANT* mauvais rythme de mise en œuvre (47,2)/ danger d'une application à « marche forcée » (62,3)/ non efficacité de comparer des cursus sur la base du nombre d'année (71,5)/ décalage avec la réalité (15,2)/ peiner à prendre corps (71,8)

DONC [**MANIÈRE (+)**] : création de groupes de travail (47,4)

DONC [**RÉACTION (-)**] : attitude réservée (15,S; 39,S; 185,S; 192,S)/ polémique (15,6)/ débat (18,95; 200,3)/ discussion (19)/ interrogations sans réponse (18,6); 18,96)/ mise en doute du découpage en années d'études (48,6)/ désaccords sur l'application « sur la base de volontariat » (62,31)/ *POURTANT* crainte (18,1)

DONC [**ENSEIGNANTS (-)**] : beaucoup de travail (15,31)/ s'atteler à la création de nouveau diplômes (15,31)/ renâcler devant l'ampleur des chantiers (197,1)

DONC [**ÉTUDIANTS (+/-)**] : prolongement de la scolarité (15,4)/ allonger les études (18,5; 18,98)/ nouvelle possibilité de poursuite d'études (37,3)/ *POURTANT* pas de nouvelles possibilités de poursuites d'études (37,3)/

DONC [**ASPECT/TEMPORALITE**] : étapes (18,8; 190,1)/ calendrier (19,3; 48,71)/ report à 2000 (48,8; 48,9; 62; 62,1)

DONC **[RÉSULTAT (+)] :** nouvelle architecture des études (15,11)/ nouvelle organisation (15,4)/ nouveau système (67,31)/ nouvelles « licences professionnelles » (200,1)/ nouvelle architecture des études baptisée « système 3,5 et 8 » (67,1)/ pré-licence à bac+3, mastaire à bac+5 et doctorat à bac+8 (18,3; 200,3)/ études supérieures autour de deux pivots, la licence à bac+3 et le mastaire à bac+5 (48,2)/ schéma baptisé '3,5 ou 8' (26,21)/ cursus autour de 3,5 ou 8 année d'études (62,2)/ création de nouveaux diplômes (15,31)/ création du mastaire (26;

26,3; 26,11; 157,2; 120,4)/ création d'un nouveau grade universitaire (26,11) création d'une licence professionnelle (48,SS)/ réforme [de l'enseignement supérieur] (15,5; 18,1; 18,3; 18,5; 18,6; 18,97; 18,98; 18,8; 18,93; 18,99; 19,3; 26,1; 37,3; 47; 47,11; 47,6; 47,7; 48,4; 48,7; 48,8; 62)/ non réforme de l'Université (15,1)/ réforme sur la base de volontariat (15,7)/ « vraie réforme » (48,3)/réforme dite du « 3,5 ou 8 » (48,SS)/ changements (18,4; 18,7)

DONC **[RÉSULTAT (-)] :** *POURTANT* non solution des problèmes (15,SS; 15,5)/ *POURTANT* pas de portée réelle (18,4; 18,93)/ *POURTANT* non résolution pour BTS (18,97)

DONC [**CONTENU**] : intentions (15,2; 18,92)/ propositions (15,6; 18,2)/ projet [de « 3,5 ou 8 »] (18,94; 18,96; 19,1; 47,1; 47,4; 47,5; 200,1)/ réunion (62,31)/ texte (67,2)/ programme (193,1)/ concertation (170,1)/ logique (26,3)

DONC **[NON CONFORMES] :** dissimulation d'un bouleversement majeur (15)/ provocation d'un bouleversement majeur (15,21)/ décalage avec la réalité (15,2)/ nouvelle vague de bouleversement (18,9)/ pièges (18,94)/ « expérimentation hasardeuse » (47,5)/ désorganisation de ce qui marche (47,6)/ danger (47,7)

DONC <fameuse> (71,9) DOXOLOGIQUE
DONC <improbable> (71) ÉPISTÉMIQUE

Dans ce schéma, nous avons réparti les PA selon :

a) les relations méréologiques de type 'abstrait-concret', 'contenant-contenu' : [harmonisation DC action EN GÉNÉRAL], [harmonisation DC action CONCRÈTEMENT] et [harmonisation DC CONTENU] ;

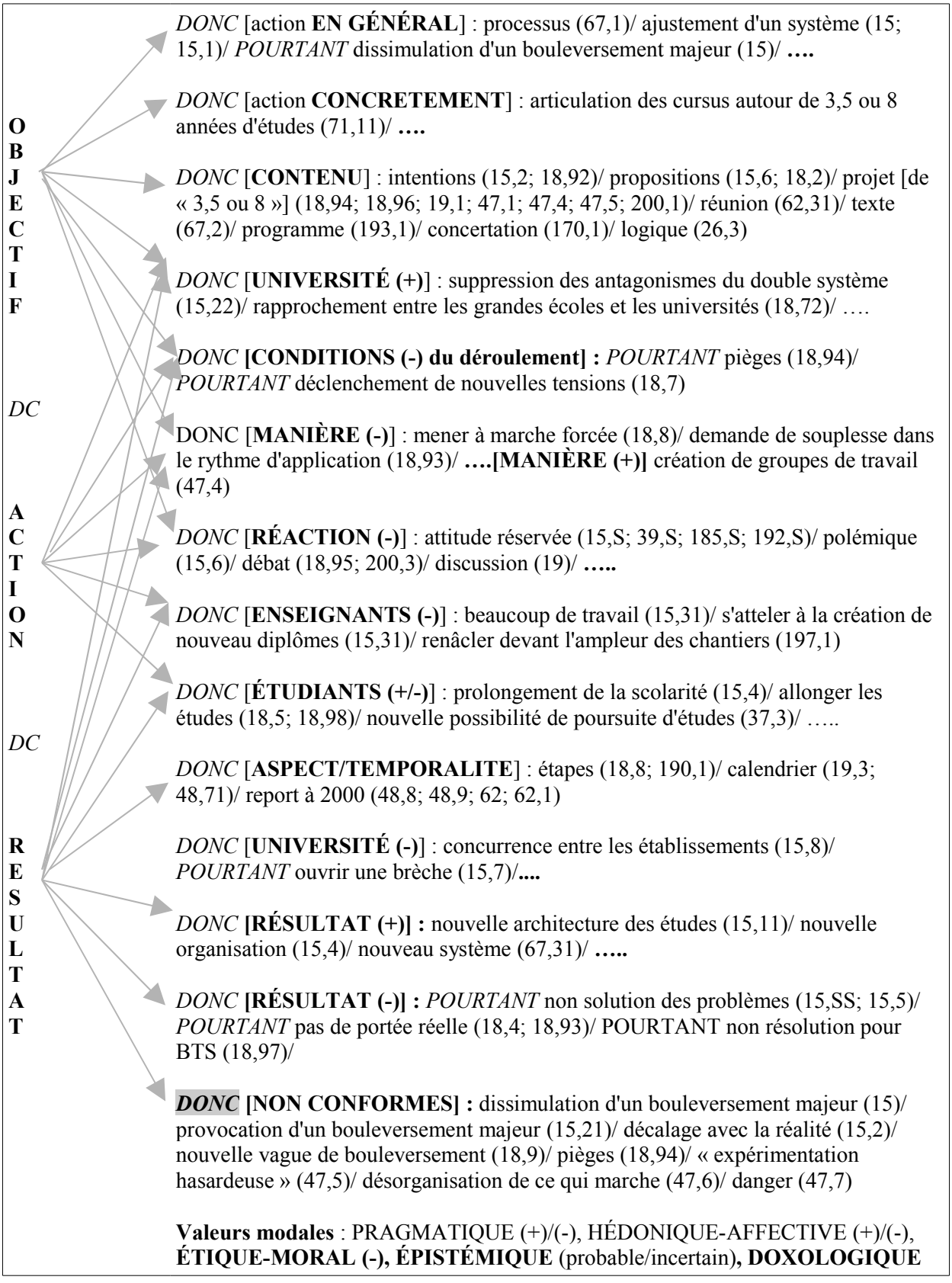
b) les relations actancielles : [harmonisation DC ENSEIGNANTS], [harmonisation DC ÉTUDIANTS], [harmonisation DC UNIVERSITÉ] ;

c) les « liens naturels » (de type 'action-réaction', 'action-manière d'agir', 'action-résultat') : [harmonisation DC RÉACTION des autres], [harmonisation DC MANIÈRE d'agir], [harmonisation DC CONDITIONS du déroulement du processus], [harmonisation DC RÉSULTAT].

Nous avons regroupé à part les PA non conformes au protocole sémantique de *harmonisation européenne des formations.*

À partir des PA construits, nous pouvons passer aux stéréotypes. Or, vu le grand nombre de PA pour la lexie *harmonisation européenne des formations* au niveau de la France, nous n'avons pas pu trouver, pour le moment, une manière appropriée de les présenter schématiquement sous forme de blocs d'argumentation interne (sous forme des stéréotypes donc). À cette étape de notre recherche, nous proposons pour les stéréotypes le Schéma 14. Faute de place, nous ne pouvons pas citer tous les stéréotypes reconstruits à partir des PA.

Schéma 14. Les stéréotypes au niveau de la France



3.3. Construction du noyau de 'harmonisation européenne des formations' au niveau de la France

Après une analyse minutieuse des PA et des stéréotypes, nous pouvons reconstruire le noyau du terme *harmonisation européenne* au niveau de la France, sous forme de prédicats abstraits :

Noyau de *harmonisation européenne des formations* au niveau du pays
Prédicat nominal événementiel
Réalisation du modèle créé par les ministres : les agents sont le personnel des écoles supérieures de France (B)
B DEVOIR VOULOIR REORGANISER la formation supérieure en France en vue de la METTRE en ACCORD avec les formations des États membres *DONC* **B** REORGANISER la formation supérieure en France en vue de la METTRE en ACCORD avec les formations des États membres (application de la réforme) *DONC* **B** AVOIR une réorganisation de la formation en France répondant aux objectifs de l'ACCORD établi entre les formations des États membres
Valeurs modales : **volitive, déontique OBLIGATOIRE, pragmatique (+), épistémique**

Pour ce qui est des valeurs modales de ce noyau par rapport à celui de la définition conventionnelle (cf. § 2 du Chapitre 7) et par rapport au noyau au niveau de l'UE, c'est le **déontique OBLIGATOIRE** qui est **activé** dans le noyau de la signification du terme *harmonisation européenne des formations* au niveau de la France. Le déontique OBLIGATOIRE devient ici plus saillant que les trois autres valeurs du carré 'déontique'.

4. Cinétisme dans le corpus de 1999

Nous parlerons du cinétisme discursif en synchronie pour l'année 1999. Nous avons défini ce type de cinétisme comme les changements de la signification d' une unité linguistique qui s'opèrent, lors de son passage de la langue au discours, dans les différentes occurrences discursives à un moment déterminé (cf. § 3 du Chapitre 2). Pour mettre en évidence ce cinétisme discursif dans notre cas, nous confronterons la signification de *harmonisation européenne des formations* à sa représentation discursive à partir du corpus de 1999. Eu égard à la structure bipartite de la représentation discursive dans les articles du *Monde* de 1999, nous viserons, d'abord, les décalages entre les deux parties (décrites dans les sections précédentes) pour, ensuite, les mettre en parallèle avec la signification.

4.1. Décalage au niveau du noyau de la lexie 'harmonisation européenne des formations'

La reconstruction de la signification de la lexie *harmonisation européenne des formations* à partir des DA du corpus permet de voir une restructuration du noyau, ce dernier appartenant à une structure co-composée[190] :

harmonisation européenne des formations	
UE : Création du modèle de l'harmonisation des formations : les agents sont les **ministres** (A)	**France** : Réalisation du modèle créé par les ministres : les agents sont le **personnel des écoles supérieures** de France (B)
niveau supranational	niveau national
A POUVOIR VOULOIR ETABLIR un accord bien réglé entre les formations des États membres pour créer un espace européen d'enseignement supérieur *DONC* **A** ETABLIR un accord bien réglé entre les formations des États membres (modèle unique sur le papier) *DONC* **A** AVOIR un accord bien réglé entre les formations des États membres satisfaisant l'objectif	**B DEVOIR** VOULOIR REORGANISER la formation supérieure en France en vue de la METTRE en accord avec les formations des États membres *DONC* **B** REORGANISER la formation supérieure en France en vue de la METTRE en accord avec les formations des États membres (application de la réforme) *DONC* **B** AVOIR une réorganisation de la formation en France répondant aux objectifs de l'accord établi entre les formations des États membres
Valeurs modales : volitive, **déontique PERMIS,** pragmatique (+), épistémique	Valeurs modales : volitive, **déontique OBLIGATOIRE,** pragmatique (+), épistémique

Le discours propose donc une structure co-composée qui varie selon la localisation du processus d'harmonisation des formations. Telle ou telle localisation convoque des agents implicites différents, ce qui a comme effet l'activation de deux valeurs déontiques différentes (dans le carré du déontique).

Côté Union Européenne, il y a le POUVOIR, qui est fondé sur la capacité des ministres de l'UE de prendre des décisions. Ici, le **déontique PERMIS** modalise la volonté de mettre en accord les formations pour créer un espace européen de l'enseignement supérieur.

Côté France, il y a le DEVOIR, qui est fondé sur les contraintes imposées au personnel de l'enseignement supérieur. Ici, le **déontique OBLIGATOIRE** modalise la volonté de réorganiser la formation en France pour la mettre en accord avec le modèle de « l'université européenne » (Galatanu 2005b).

[190] Le terme de *co-composition* est emprunté au *lexique génératif* de Pustejovsky et nous l'employons avec le sens d'une interdétermination entre les termes régi et régissant, entre le procès désigné par *harmoniser* et l'un de ses arguments, dans notre cas.

Pour mieux cerner le cinétisme à ce niveau, nous mettons en rapport les deux noyaux construits à partir du corpus avec celui construit à partir des discours lexicographiques et institutionnels :

<table>
<tr><td colspan="3">HARMONISATION EUROPÉENNE DES FORMATIONS</td></tr>
<tr><td>noyau de la signification lexicale</td><td colspan="2">noyau de la représentation discursive
à partir des articles du Monde 1999</td></tr>
<tr><td></td><td>niveau supranational</td><td>niveau national</td></tr>
<tr><td></td><td>UE : Création du modèle de l’harmonisation des formations : les agents sont les ministres (A)</td><td>France : Réalisation du modèle créé par les ministres : les agents sont le personnel des écoles supérieures de France (B)</td></tr>
<tr><td>VOULOIR ETABLIR un accord bien réglé entre les formations des États membres de l'UE
DONC
ETABLIR un accord bien réglé entre les formations des États membres
DONC
ACCORD bien réglé satisfaisant l'objectif</td><td>A POUVOIR VOULOIR ETABLIR un accord bien réglé entre les formations des États membres pour créer un espace européen d’enseignement supérieur
DONC
A ETABLIR un accord bien réglé entre les formations des États membres
DONC
A AVOIR UN ACCORD bien réglé entre les formations des États membres satisfaisant l'objectif</td><td>B DEVOIR VOULOIR REORGANISER la formation supérieure en France en vue de la METTRE en accord avec les formations des États membres
DONC
B REORGANISER la formation supérieure en France en vue de la METTRE en accord avec les formations des États membres
DONC
B AVOIR UNE RÉORGANISATION de la formation en France répondant aux objectifs de l’accord établi entre les formations des États membres</td></tr>
<tr><td>Potentiel modal : volitif, déontique (tout carré), pragmatique (+), épistémique</td><td>Valeurs modales effectives : volitive, déontique PERMIS, pragmatique (+), épistémique</td><td>Valeurs modales effectives : volitive, déontique OBLIGATOIRE, pragmatique (+), épistémique</td></tr>
</table>

Ainsi, les résultats de l'étude des articles de 1999 permettent de constater l'**éclatement du noyau** en deux représentations discursives distinctes : le processus d'harmonisation **à l'échelle supranationale** et le processus d'harmonisation **à l'échelle nationale.**

4.2. Décalage au niveau des stéréotypes de la lexie 'harmonisation européenne des formations'

Le décalage entre les deux représentations au niveau des stéréotypes se fait sur deux plans : 1) sur le plan modal (les valeurs modales mobilisées) et 2) sur le plan des stéréotypes inédits proposés par le discours.

Les valeurs modales mobilisées

Sur le plan modal, les divergences à l'intérieur de la représentation discursive s'opèrent au point de vue de la réalisation des valeurs axiologiques inscrites, au point de vue de l'apparition de nouvelles valeurs modales et au point de vue de l'orientation axiologique :

	Localisation du processus **en EU**	Localisation du processus **en France**
Réalisation du potentiel axiologique :	pragmatique (+) **renforcé**	pragmatique (+) **affaibli** hédonique-affectif (+) **inversé**
Surmodalisation :	éthique-moral **(+)** doxologique	éhique-moral **(-)** doxologique
Orientation axiologique :	POSITIVE	NÉGATIVE

Le tableau suivant met en évidence les déviations axiologiques au niveau des stéréotypes entre la représentation discursive et la signification lexicale :

HARMONISATION EUROPÉENNE DES FORMATIONS		
Stéréotypes de la signification lexicale	**Stéréotypes de la représentation discursive**	
	Localisation du processus **en EU**	Localisation du processus **en France**
Potentiel axiologique : pragmatique (+) hédonique-affectif (+)	**Axiologique réalisé :** pragmatique (+) **renforcé**	**Axiologique réalisé :** pragmatique (+) **affaibli** hédonique-affectif **(+) inversé**
	Surmodalisation : éthique-moral **(+)** doxologique	**Surmodalisation :** éhique-moral **(-)** doxologique
Orientation axiologique en potentiel : POSITIVE	**Orientation axiologique réalisée :** POSITIVE	**Orientation axiologique réalisée :** NÉGATIVE

Somme toute, l'orientation axiologique positive est **maintenue et renforcée** dans la représentation discursive avec la localisation du processus **dans l'UE,** les relations entre sens et signification sont consensuelles dans ce cas.

En contrepartie, l'orientation axiologique positive est **affaiblie et inversée** pour la représentation discursive avec la localisation du processus d'harmonisation **en France**, les relations entre sens et signification sont conflictuelles ici.

Les stéréotypes inédits, ou non conformes

Les stéréotypes *centrés sur l'Union Européenne* (cf. § 2.2 du présent Chapitre) sont tous homogènes au point de vue de la conformité au protocole sémantique de la signification en langue : ils renforcent le potentiel de la signification lexicale, y compris sa charge axiologique positive.

En revanche, à l'intérieur de l'ensemble des stéréotypes *centrés sur la France* (cf. § 3.2 du présent Chapitre), on en distingue deux groupes. La plupart de ces stéréotypes sont caractérisés, eux aussi, par la description conforme à la signification en langue de la lexie *harmonisation européenne des formation, id est* par des rapports fidèles entre sens et signification en langue.

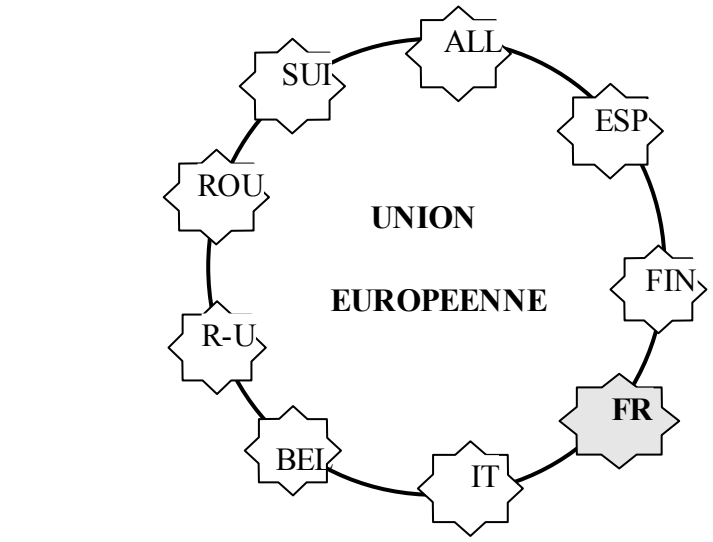
Mais il y a aussi des stéréotypes inédits qui sont non conformes à la description de la signification en langue (entraînant de cette manière les rapports infidèles, voire conflictuels entre signification et sens). Ces stéréotypes (marqués par le DONC de la non conformité dans le schéma 14) provoquent un conflit entre la signification et le sens du concept *harmonisation européenne des formations*. Les rapports conflictuels concernent la sémantique lexicale et les valeurs axiologiques. Pour ce qui est de la sémantique lexicale, nous constatons une flexion sémantique, ou la non conformité par rapport à la signification en langue (d'où les stéréotypes inédits). Quant à la modalisation, il y a une flexion de polarité discursive avec insertion de la nouvelle zone axiologique de l'éthique-moral, ainsi que l'inversion du potentiel positif hédonique-affectif.

5. Conclusion

Le repérage des DA et la construction de la strate des stéréotypes à partir des articles du *Monde* de 1999 a révélé que l'harmonisation européenne des formations est un processus assez complexe au sein duquel il faut distinguer deux types de processus d'harmonisation européenne: **le processus** d'harmonisation des formations **à l'échelle supranationale** et **le processus** d'harmonisation des formations **à l'échelle nationale**. Il s'agit toujours du même processus d'harmonisation européenne mais localisé différemment.

L**e processus** d'harmonisation **à l'échelle supranationale** est très ample et se compose de **plusieurs processus** d'harmonisation **à l'échelle nationale** (processus locaux) ; **ces derniers** font, donc, partie intégrante du premier ; de surcroît, ils sont déclenchés et conditionnés par celui-ci. Nous pouvons représenter les deux types de processus d'harmonisation européenne des formations de la manière suivante (Schéma 15)[191] :

[191]Faute de place, nous avons indiqué seulement quelques-uns des 29 pays membres qui ont signé la Déclaration de Bologne.



- localisation du processus d'harmonisation dans l'UE, **à l'échelle supranationale**

localisation du processus d'harmonisation dans un pays membre, **à l'échelle nationale**

Schéma 15. Les deux types de localisation du processus d'harmonisation européenne

Ainsi, la représentation discursive de *harmonisation européenne des formations* à partir du corpus de 1999 apparaît comme bipartite.

La majorité écrasante des occurrences de *harmonisation européenne des formations* dans les articles sont centrés sur la France et créent la représentation du processus d'harmonisation européenne des formations **à l'échelle nationale**, notamment en France.

Le changement de localisation du processus entraîne plusieurs autres changements, tels que :

changement d'agent implicite ;
restructuration du noyau ;
changement de valeur déontique ;
changement d'orientation axiologique au niveau des stéréotypes.

	Localisation du processus **en EU** (dans un tout entier)	Localisation du processus **en France** (dans une partie d'un tout)
Agent implicite :	les ministres	le personnel des écoles supérieures
Déontologisation (N) :	Déontique PERMIS	Déontique OBLIGATOIRE
Orientation axiologique (ST) :	POSITIVE	NÉGATIVE

Nous soulignons que la cause de tous ces changements, y compris de l'orientation axiologique, réside dans le **changement de la localisation du processus** d'harmonisation européenne des formations.

L'image identitaire de l'Europe, sous son aspect de la construction de l'espace européen du savoir, telle qu'elle ressort des articles du *Monde* de 1999, est à double tranchant : elle est positive et négative à la fois. Localisée en UE, à l'échelle supranationale, la construction de l'espace européen du savoir se montre comme un processus positif. Localisée en France, à l'échelle d'un pays concret, cette construction se révèle plutôt comme négative.

Chapitre 10. Représentation discursive à partir du corpus de 2009 et cinétisme en diachronie

Dans un premier temps, nous allons voir quelle représentation discursive est proposée par les articles du *Monde* de l'année 2009. Pour reconstruire cette représentation discursive nous suivrons la même procédure que pour le corpus de 1999, à savoir la construction des DA, des PA et de la strate des stéréotypes de la lexie *harmonisation européenne des formations*.

Dans un deuxième temps, nous mettrons en évidence le cinétisme discursif révélé à travers le corpus de 2009.

Enfin, nous confronterons la représentation discursive de l'année 1999 à celle de l'année 2009, afin de faire apparaître les tendances évolutives de la lexie telles qu'elles se manifestent dans le discours du *Monde*. Cette confrontation va se faire sous différents angles : au point de vue de la localisation du processus, au point de vue de l'axiologisation, au point de vue de l'image identitaire de l'Europe.

1. Les DA de la lexie complexe 'harmonisation européenne des formations' dans le corpus de 2009

Dans le corpus de 2009, nous avons seulement 8 articles du *Monde* portant sur le domaine de l'enseignement supérieur.

1.1. Les occurrences de 'harmonisation européenne des formations' dans le corpus de 2009

Dans les 8 articles faisant partie du corpus 'Enseignement 2009', nous avons trouvé seulement 9 occurrences du mot *harmonisation*. Nous citons ces occurrences dans le tableau de l'Annexe 2.2. Pour la description de la structure de ce tableau, nous renvoyons au § 1.1 du Chapitre 9.

Remarque. Toutes les occurrences de 2009 commencent par le chiffre '5' après lequel nous donnons le numéro de l'article selon les résultats de recherche (cf. l'Annexe 2.1).

code	exemples			con-texte
	co-texte gauche	GN avec *harmonisation* en tête	co-texte droit	
519,2	En matière de qualité, qui est un des moteurs de	cette harmonisation,	les standards européens sont fixés mais l'essentiel reste à faire: … .	UE
525,2	L'université a été ainsi toujours sous les coups d'un État qui l'empêche d'inventer selon ses vœux, de créer, et lui propose des réformes qui, sous couvert	d'harmonisations européennes	ou de mieux vivre, sont au service d'une rationalisation économique.	France
543,2	Un système forcé de se réformer sous l'effet de pressions financières et	de l'harmonisation européenne des diplômes dans le cadre du processus de Bologne.		Alle-magne

À la différence du tableau des occurrences pour l'année 1999, dans ce tableau nous voyons apparaître, dans la dernière colonne, non seulement l'UE et la France mais aussi l'Allemagne. Du coup, il s'avère que **la représentation discursive** à partir du corpus de 2009 va être **tripartite,** selon la localisation du processus d'harmonisation des formations en UE, en France ou en Allemagne.

1.2. Les DA relevés à partir des co-textes immédiats des occurrences

Le tableau des DA relevés à partir des co-textes immédiats des occurrences de la lexie *harmonisation européenne des formations* dans le corpus de l'année 2009 est donné dans l'Annexe 2.4. Ici, nous reprenons un extrait de ce tableau.

code	blocs d'argumentation externe			
	argument	connect.	conclusion	contexte
506,1	processus de Bologne	DC	**harmonisation** [=moyen]	UE
506,1	harmonisation	DC	architecture d'inspiration anglo-saxonne	UE
		DC ↔	licence (bac 3), master (bac 5), doctorat (bac 8)	UE
507,2	processus de Bologne	DC	**harmonisation**	UE

Ce qui est propre au corpus de 2009, c'est que la lexie *harmonisation européenne des formations* apparaît 4 fois sur 9 dans le bloc d'argumentation dans la partie 'conclusion' pour le terme *processus de Bologne* (506,1; 507,2; 515,1; 543,2; 562,2) ; *harmonisation européenne des formations* est devenu donc le DA de *processus de Bologne*. Tandis que dans le corpus de 1999, nous n'avons relevé aucun cas de ce type de bloc d'argumentation. D'ailleurs, nous n'avons trouvé aucune occurrence du terme *processus de Bologne*. Ce dernier n'est donc même pas attesté, en tant que terme co-référentiel, au niveau des stéréotypes de la lexie *harmonisation européenne des formations* dans le corpus de 1999.

Quant aux connecteurs, il y en a trois types à ce niveau : DONC, DONC avec le signe (↔), désignant la réversibilité de la chaîne d'argumentation, et POURTANT. Les blocs avec le connecteur de DONC non conforme (DC) ne sont pas présents ici.

1.3. Les DA relevés à partir des co-textes immédiats et des reprises

Il est à noter que les mots et les termes co-référentiels sont peu nombreux ici. Ces derniers sont cités dans le tableau de l'Annexe 2.5.

Nous caractériserons tous les DA relevés au point de vue du phénomène d'axiologisation discursive selon trois localisations : en UE, en France et en Allemagne. Cette caractéristique tiendra compte des termes co-référentiels, des mécanismes d'axiologisation et de l'orientation axiologique que la lexie *harmonisation européenne des formations* a prise dans chaque espace géographique.

À la fin, nous analyserons un fait sémantique qui consiste dans la transmission (passation) des DA d'un terme à l'autre.

1.3.1. Caractérisation des DA au niveau de l'Union Européenne

Il y a une seule reprise co-référentielle attestée au niveau de l'UE, que nous avons déjà mentionnée tout à l'heure, c'est l'unité lexicale *processus de Bologne,* qui gagne la place du terme générique pour désigner le processus de coordination des formations dans les pays membres. Sinon, pour le terme *harmonisation européenne des formations* avec la localisation du processus en UE, nous avons relevé 5 DA.

Le phénomène d'axiologisation discursive est observé seulement dans la zone du pragmatique (parmi les valeurs inscrites) : la **transgression** du pragmatique (+) 1 fois [harmonisation PT belle idée dénaturée] et le **renforcement** du pragmatique (+) 1 fois [harmonisation DC qualité].

Quant aux nouvelles valeurs que le discours fait émerger, nous constatons l'**insertion** de l'intellectuel (+) [harmonisation DC belle idée].

Les mécanismes d'axiologisation mobilisés par le discours au niveau de l'UE dans le corpus 'Enseignement 2009' sont au nombre de deux pour la zone pragmatique et sont absents pour l'hédonique-affectif. Le discours fait apparaître une nouvelle valeur axiologique : l'intellectuel (+).

Le tableau suivant présente les données chiffrées des mécanismes d'axiologisation mobilisés par le discours :

Mécanismes d'axiologisation mobilisés par le discours **au niveau de l'UE** (pour les 5 DA attestés)										
pragmatique (+)					hédonique-affectif (+)					intellectuel (+)
activation	**renforcement**	affaiblissement	**transgression**	flexion	activation	renforcement	affaiblissement	transgression	flexion	**insertion**
0	**1**	0	**1**	0	0	0	0	0	0	**1**

Les mécanismes d'axiologisation changent donc selon les zones axiologiques activées dans et par le discours.

Quant à l'orientation axiologique, qui se déduit à partir des mécanismes mobilisés, en gros, elle est plutôt positive. Concrètement, elle représente un mouvement positif affaibli dans la zone du pragmatique.

Orientation axiologique au niveau de l'UE (pour les 5 DA attestés)					
pour les valeurs inscrites				pour les valeurs insérées	
pragmatique (+)		**hédonique-affectif (+)**		**intellectuel (+)**	
(+)	**(–)**	**(+)**	**(–)**	**(+)**	**(–)**
1	**1**	0	0	**1**	0

Nous soulignons que parmi les 9 occurrences concernant la localisation en UE, *harmonisation européenne des formations* 4 fois se présente comme le DA du terme *processus de Bologne*. Nous reviendrons plus bas avec l'interprétation de ce fait intéressant.

1.3.2. Caractérisation des DA au niveau de la France

D'abord, il faut dire qu'il y a seulement deux DA centrés sur la France pour le terme *harmonisation européenne des formations* : [harmonisation DC effectuer une sixième année] et [harmonisation DC mastérisation]. Parmi ces deux DA le deuxième, 'mastérisation', est relevé à partir d'une reprise co-référentielle.

Au point de vue de l'axiologisation, il y a seulement la zone du pragmatique qui est concernée par ce phénomène. Le seul mécanisme mis en œuvre par le discours c'est l'**affaiblissement** du pragmatique (+) dans le cas du premier DA [harmonisation DC effectuer une sixième année].

Mécanismes d'axiologisation mobilisés par le discours **au niveau de la France** (pour les 2 DA attestés)									
pragmatique (+)					hédonique-affectif (+)				
activa-tion	renfor-cement	**affaiblis-sement**	transgres sion	flexion	activa-tion	renfor-cement	affaiblis-sement	transgres sion	flexion
0	0	**1**	0	0	0	0	0	0	0

L'orientation axiologique, que révèle ces mécanismes, est négative dans la zone du pragmatique :

Orientation axiologique au niveau de la France (pour les 2 DA attestés)			
pour les valeurs inscrites			
pragmatique (+)		hédonique-affectif (+)	
(+)	**(–)**	**(+)**	**(–)**
0	**1**	0	0

Le discours fait activer une seule fois la valeur axiologique d'où nous tirons la conclusion que l'axiologisation discursive de *harmonisation européenne des formations* au niveau de la France est quasiment inexistante.

1.3.3. Caractérisation des DA au niveau de l'Allemagne

Ici, les deux zones inscrites dans la signification de *harmonisation européenne des formations* sont concernées par le phénomène d'axiologisation à l'aide des mécanismes suivants : l'**affaiblissement** du pragmatique (+) 3 fois, la **flexion** du pragmatique (+) 3 fois et la **flexion** de l'hédonique-affectif (+) 1 fois.

Mécanismes d'axiologisation mobilisés par le discours **au niveau de l'Allemagne** (pour les 6 DA attestés)									
pragmatique (+)					hédonique-affectif (+)				
activa-tion	renfor-cement	**affaiblis-sement**	transgres-sion	**flexion**	activa-tion	renfor-cement	affaiblis-sement	transgres-sion	**flexion**
0	0	**3**	0	**3**	0	0	0	0	**1**

Nous attirons une attention particulière sur les trois cas de flexion de polarité discursive et sémantique, avec interversion du potentiel argumentatif :

*(1) Les étudiants allemands contre la **"dégradation"** de l'université (562)*
[harmonisation DC dégradation **<pragmatique (-)>**]

(2) *(...) un vaste cortège d'étudiants défile bruyamment dans les rues de la capitale allemande pour dénoncer la* ***"dégradation"*** *de l'enseignement supérieur (562,1)*
[harmonisation DC dégradation **<pragmatique (-)>**]

(3) *Le* ***bouleversement*** *des cursus n'est pas la seule cause de mécontentement (562,3)*
[harmonisation DC bouleversement **<hédonique-affectif (-)>**]

Dans ces énoncés, les mots *"dégradation"* et *bouleversement* sont des termes co-référentiels de *harmonisation.* Ils affaiblissent, jusqu'à l'intervertir, l'applicabilité du potentiel axiologique du prédicat nominal *harmonisation.* Le discours propose donc les blocs d'argumentation intervertis [harmonisation DC **<pragmatique (-)>**], pour les cas (1) et (2), et [harmonisation DC **<hédonique-affectif (-)>**], pour le cas (3). Dans les trois cas le sens discursif transgresse le protocole sémantique du mot *harmonisation*.

L'orientation axiologique qui se dégage des DA attestés à ce niveau est complètement négative dans les deux zones inscrites :

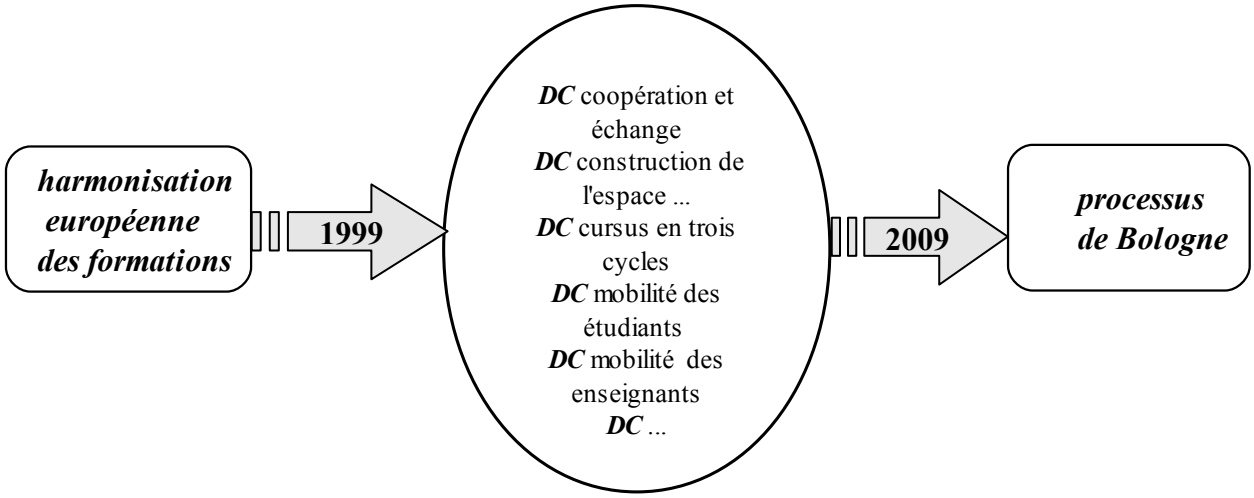
Orientation axiologique au niveau de l'Allemagne (pour les 6 DA attestés)			
pour les valeurs inscrites			
pragmatique (+)		**hédonique-affectif (+)**	
(+)	**(–)**	**(+)**	**(–)**
0	**6**	0	**1**

La représentation discursive de *harmonisation européenne des formations* au niveau de l'Allemagne prend une orientation axiologique à 100 % négative dans les articles du *Monde* de 2009.

1.4. Transmission des DA d'un terme à l'autre

Il y a un fait intéressant que nous avons déjà évoqué plus haut et sur lequel nous voudrions nous attarder un peu plus. Dans le corpus de 2009, 4 fois sur 9 occurrences la lexie *harmonisation européenne des formations* est attestée comme le DA du terme co-référentiel *processus de Bologne* [processus de Bologne DC harmonisation] : dans les articles du *Monde* de 2009, la lexie analysée sert souvent à interpréter ou à expliciter le sens de ce dernier. Parmi les deux termes co-référentiels, *processus de Bologne* a le dessus dans le discours du *Monde* de 2009. Le terme *harmonisation européenne des formations* se trouve remplacé par *processus de Bologne,* ou, pour ainsi dire, renvoyé à la seconde place par rapport à ce dernier. C'est très tentant d'analyser la signification lexicale de *processus de Bologne* pour la comparer avec celle de *harmonisation européenne des formations*, mais cela dépasse le cadre de notre recherche. Nous nous limitons juste à citer quelques DA de *processus de Bologne* à partir d'un seul article (N°15 du *Monde* de 2009) pour prouver l'identité des stéréotypes que le terme *harmonisation*

européenne des formations avait en 1999 et qui, dans le corpus de 2009, ont été hérités par son terme co-référentiel *processus de Bologne* :



Ainsi, en renvoyant la lexie *harmonisation européenne des formations* dans le rang des stéréotypes du terme *processus de Bologne*, le discours a donc transmis aussi les stéréotypes du premier à ce dernier :

processus de Bologne	*DONC* **harmonisation des formations**
	DONC coopération et échange
	DONC construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur
	DONC cursus en trois cycles
	DONC plus grande mobilité pour les étudiants
	DONC plus grandes mobilités pour les enseignant-chercheurs
	DONC les mêmes « standards » de qualité
	DONC parler le même langage (crédits ECTS)

Le fait que ces éléments deviennent des stéréotypes de *processus de Bologne* nous permet de stipuler que le sémantisme de *harmonisation européenne des formations* est « absorbé », ou « englouti », par celui de *processus de Bologne* qui, lui, devient le **terme générique**.

Cela prouve une fois de plus que le discours est une **« force agissante sur le patrimoine sémantique »** de la communauté linguistique (Galatanu 2009a:64, 2006a:86). En paraphrasant Galatanu, on peut dire que le discours, avec ses propositions d'enchaînements et d'argumentations, **exerce une pression sur la signification** des termes qui se charge et se décharge de valeurs et d'associations de représentations nouvelles et différentes **d'une époque à l'autre**[192].

On se pose la question : pourquoi est-ce que le discours a donné sa préférence à *processus de Bologne* au détriment de *harmonisation européenne des formations* ? Une des raisons (qui

[192]**Cf. « Le discours**, avec ces propositions d'enchaînements et d'argumentations, ancrées culturellement (...) **exerce une pression sur la signification des mots** qui se charge et se décharge de valeurs et d'associations de représentations nouvelles et différentes **d'une culture à l'autre** » (Galatanu 2008b:6).

vient d'emblée à l'esprit) peut être liée au principe d'économie qui est propre au langage : c'est quand même plus court de dire *processus de Bologne* que *harmonisation européenne des formations*. Mais d'autres hypothèses sont aussi possibles. Par exemple, avec l'emploi du mot *processus* on met l'accent sur **l'action** qui est en cours (tandis que dans le mot *harmonisation* il y a de l'ambiguïté à cause de cette intrication de 'objectif/action/résultat'). Ou encore : avec l'emploi de *Bologne* on insiste sur l'endroit où a été signé l'accord et on fait donc la référence à l'autorité. Comme corollaire, le déontique OBLIGATOIRE (DEVOIR VOULOIR) ressort clairement avec l'emploi de *processus de Bologne* : un changement sociétal lié à l'harmonisation européenne des formations acquiert un **aspect legislatif** dans *processus de Bologne*. Il faut remarquer aussi que *processus de Bologne* est incolore axiologiquement, car il n'a pas de valeurs axiologiques inscrites dans sa signification (alors que *harmonisation européenne des formations*, comme nous l'avons vu, en a bien chargé).

1.5. Les PA et les stéréotypes

Comme la représentation discursive pour le corpus de 2009 est tripartite, nous donnerons les PA et les stéréotypes pour chacune des ces trois parties séparément.

Union Européenne

Les PA au niveau de l'UE

Harmonisation européenne des formations	*DONC* architecture d'inspiration anglo-saxone (506,1)/ licence, master, doctorat (506,1)
	DONC belle idée (515,1)
	POURTANT idée dénaturée (515,1)
	DONC qualité (519,2)
	DONC <permettre> (519,1)

Le discours active trois valeurs modales inscrites dans la signification (le pragmatique, l'épistémique et le déontique) et fait émerger une fois la nouvelle valeur axiologique intellectuelle (+). Le tableau suivant donne à voir la modalisation de la signification de *harmonisation européenne des formations,* y compris l'axiologisation.

Modalisation de la signification lexicale du terme au niveau de l'UE : les valeurs modales que le discours fait apparaître (pour les 5 DA attestés)								
par l'activation							**par l'insertion**	
pragmatique		**hédon-affect.**		**volitif**	**déont.**	**épistém.**	**intellectuel**	
(+)	**(–)**	**(+)**	**(–)**				**(+)**	**(–)**
1	**1**	0	0	0	**1**	**1**	**1**	0

La signification reconstruite à partir du corpus de 2009, au niveau de l'UE, comprend les stéréotypes suivants :

Noyau	**Stéréotypes**
Prédicat nominal événementiel **OBJECTIF** *DC* **ACTION** *DC* **RESULTAT**	*DONC* architecture d'inspiration anglo-saxone/ licence, master, doctorat *DONC* belle idée *POURTANT* idée dénaturée *DONC* qualité **Valeurs modales :** ÉPISTÉMIQUE, PRAGMATIQUE (+)/(-), INTELLECTUELLE (+)

Il est à noter que trois nouveaux stéréotypes sont révélés (architecture anglo-saxone, belle idée, idée dénaturée) et qu'il n'y a qu'un stéréotype (licence, master, doctorat) qui est repris dans le corpus de 2009, par rapport aux stéréotypes des articles du *Monde* de 1999.

France

	Les PA au niveau de la France
Harmonisation européenne des formations	*DONC* effectuer une sixième année (518,1) *DONC* mastérisation (525,1)

Les deux PA attestés révèlent un cas de l'affaiblissement du pragmatique (+) et deux cas de l'activation de l'épistémique. Étant donné que la valeur axiologique est sollicitée par le discours une seule fois (sur tout le corpus de 2009), l'axiologisation discursive est pratiquement inexistante pour *harmonisation européenne des formations* au niveau de la France.

La modalisation au niveau de la France à partir du corpus de 2009 se présente par les données chiffrées (quoique très faibles) comme ceci :

Modalisation de la signification lexicale du terme au niveau de la France : les valeurs modales que le discours fait apparaître (pour les 2 DA attesté)						
par l'activation						
pragmatique		**hédon-affect.**		**volitif**	**déont.**	**épistém**
(+)	**(–)**	**(+)**	**(–)**			
0	**1**	0	0	0	0	**2**

En gros, nous soulignons que la présence des valeurs modales est presque nulle et que l'activation des valeurs axiologiques est quasiment absente.

Voilà comment se présente la signification reconstruite, au niveau de la France, à partir du corpus de 2009 :

Noyau	**Stéréotypes**
Prédicat nominal événementiel **OBJECTIF** *DC* **ACTION** *DC* **RESULTAT**	*DONC* effectuer une sixième année *DONC* mastérisation **Valeurs modales :** ÉPISTÉMIQUE, PRAGMATIQUE (+)/ (-)

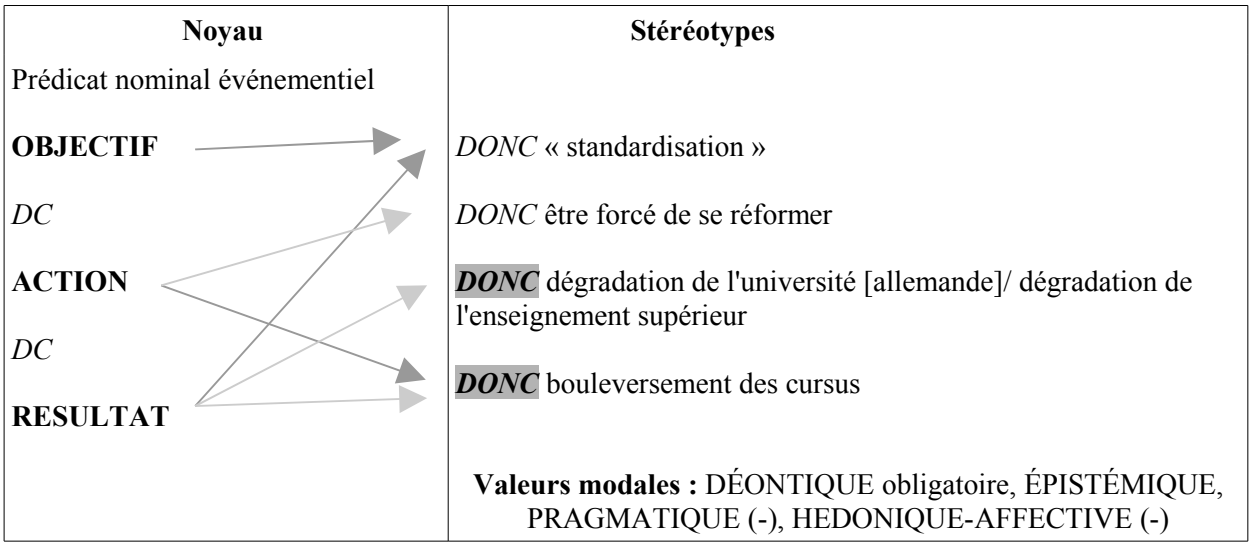
Ici, il n'y a pas de nouveaux stéréotypes, car les deux stéréotypes qui figurent dans ce schéma de l'année 2009 ont déjà été décelés par nous dans le corpus de 1999.

Allemagne

	Les PA au niveau de l'Allemagne
Harmonisation européenne des formations	*DONC* « standardisation » (543 ; 543,1) *DONC* être forcé de se réformé (543,2) ***DONC*** dégradation de l'université [allemande] (562)/ dégradation de l'enseignement supérieur (562,1) ***DONC*** bouleversement des cursus (562,3)

On constate l'affaiblissement du pragmatique (+) 3 fois, la flexion du pragmatique (+) 2 fois, la flexion de l'hédonique-affectif 1 fois et l'activation de l'épistémique 3 fois. Il y a trois PA non conformes au protocole sémantique de la lexie *harmonisation européenne des formations*.

Nous pouvons reconstruire la signification, au niveau de l'Allemagne, à partir des articles du *Monde* de 2009 comme suit :



Voilà les données chiffrées des valeurs modales que le discours fait apparaître :

Modalisation de la signification lexicale du terme au niveau de l'Allemagne : les valeurs modales que le discours fait apparaître (pour les 6 DA attestés)						
par l'activation						
pragmatique		**hédon-affect.**		volitif	déont.	**épistém**
(+)	**(–)**	(+)	**(–)**			
0	**6**	0	**1**	0	0	**3**

2. Cinétisme dans le corpus de 2009

Il va s'agir du cinétisme discursif en synchronie pour l'année 2009. Pour rappel : le cinétisme discursif en synchronie a rapport aux changements de la signification de l'unité linguistique qui interviennent dans ses occurrences à un moment donné, lors de sa réalisation discursive (cf. § 3 du Chapitre 2).

Si le noyau de la représentation discursive de 1999 était bipartite, le noyau de la représentation discursive à partir du corpus de 2009 est **tripartite,** il y a l'Allemagne qui s'est rajoutée à l'UE et à la France, car, dans *Le Monde* de 2009, il y a plusieurs articles qui sont consacrés au processus d'harmonisation européenne des formations en Allemagne.

Pour l'UE : dans le corpus de 2009, parmi les valeurs inscrites, le phénomène d'axiologisation discursive est observé seulement dans la zone du pragmatique : la **transgression** du pragmatique (+) 1 fois et le **renforcement** du pragmatique (+) 1 fois.

L'orientation axiologique est, en gros, plutôt positive. Concrètement, elle se caractérise par un mouvement positif affaibli dans la zone du pragmatique.

Pour la France : le phénomène d'axiologisation discursive est quasiment absent, car il y a une seule activation affaiblie du pragmatique (+). Comme corollaire, le seul mécanisme mis en œuvre par le discours est l'**affaiblissement**. De cette axiologisation, quasiment inexistante ici, on voit se dessiner une orientation négative très faible dans la zone du pragmatique.

Pour l'Allemagne : les deux zones axiologiques inscrites dans la signification de *harmonisation européenne des formations* sont concernées par le phénomène d'axiologisation à l'aide des mécanismes suivants : l'affaiblissement du pragmatique (+) 3 fois, la flexion du pragmatique (+) 3 fois et la flexion de l'hédonique-affectif (+) 1 fois. Il y a trois cas de flexion de polarité discursive et sémantique, avec l'interversion du potentiel argumentatif. L'orientation axiologique qui se dégage des DA attestés à ce niveau est complètement négative dans les deux zones inscrites. La représentation discursive de *harmonisation européenne des formations* au niveau de l'Allemagne a une orientation à 100 % négative dans les articles du *Monde* de 2009.

L'image de l'Europe, sous son aspect de la construction de l'espace européen du savoir, qui ressort des articles du *Monde* de 2009, s'est dégradée : la valorisation positive s'accompagne d'aspects négatifs à l'échelle supranationale. A l'échelle nationale, localisée en France, la représentation discursive de la construction de l'espace européen du savoir est presque absente. En revanche, à l'échelle nationale avec la localisation en Allemagne, cette représentation se révèle comme étant complètement négative.

3. Cinétisme en diachronie : la représentation discursive de 1999 face à celle de 2009

Nous avons défini **le cinétisme** (discursif) **en diachronie** comme l'évolution de la représentation discursive entre deux intervalles de temps (cf. § 3 du Chapitre 2). Nous précisons qu'avec notre intervalle de temps de dix ans (infiniment court à l'égard de l'histoire de la langue) nous parlerons non pas de l'évolution de la signification mais plutôt de **l'évolution de la représentation discursive** de l'item *harmonisation européenne des formations* à travers la période de dix ans. Et c'est l'aspect axiologique qui nous intéresse, avant tout, dans les changements intervenus.

Présentons, d'abord, les données chiffrées générales pour les deux années comparées :

	articles	occurrences	DA au total	DA pour l'UE	DA pour la FR	DA pour l'ALL
1999	23	40	184	24	160	-
2009	8	9	13	5	2	6

En 2009, par rapport à 1999 , il y a trois fois moins d'articles avec la lexie *harmonisation européenne des formations*. Celle-ci est 4 fois moins employée dans le discours du *Monde*. Le

nombre de DA est en baisse considérable par rapport à l'année de 1999. En revanche, il y a une nouvelle série de DA qui apparaît, ce sont les DA avec la localisation du processus en Allemagne.

Pour mieux cerner les tendances évolutives de la représentation discursive de la lexie *harmonisation européenne des formations* dans la période de 1999 à 2009, nous allons confronter les deux représentations discursives reconstruites, sous leur aspect axiologique, pour chaque espace géographique à part. En même temps, cela nous permettra de voir l'évolution de l'image identitaire de l'Europe, sous son aspect de la construction de l'espace européen du savoir, dans le discours du *Monde.*

Cinétisme diachronique au niveau de l'Union Européenne

Comparons, d'abord, le nombre de DA selon les zones axiologiques activées :

Cinétisme des DA au niveau de l'UE								
	DA total	DA pragm(+)	DA pragm(-)	DA héd-aff(+)	DA héd-aff(-)	DA éth-mor(+)	DA intel(+)	DA non conf
1999	**24**	**7**	0	**1**	0	**1**	-	0
2009	**5**	**1**	**1**	0	0	-	**1**	0

Le nombre de DA en 2009 est en baisse. Ce qui marque l'année 2009, c'est qu'il y a un DA qui prend une orientation négative, tandis qu'en 1999 le pôle négatif n'était pas du tout activé.

Maintenant, comparons les mécanismes d'axiologisation mobilisés par le discours au niveau de l'UE :

Cinétisme des mécanismes d'axiologisation mobilisés par le discours **au niveau de l'UE**											
	pragmatique (+)					hédonique-affectif (+)					nouvelle valeur
	activa-tion	**renfor-cement**	affaiblis-sement	**transgres-sion**	flexion	activa-tion	**renfor-cement**	affaiblis-sement	transgres-sion	flexion	**insertion**
1999	0	**7**	0	0	0	0	**1**	0	0	0	**1**
2009	0	**1**	0	**1**	0	0	0	0	0	0	**1**

Le nombre de mécanismes discursifs mis en œuvre par les articles de 2009 a augmenté par rapport à ceux de l'année 1999 :

1999 : le renforcement et l'insertion ;

2009 : le renforcement, l'insertion et la transgression.

Ainsi, en 2009, un nouveau mécanisme – la transgression (dans la zone du pragmatique) – qui n'a pas été détecté en 1999, s'est ajouté aux deux existants.

Quant à l'orientation axiologique au niveau de l'UE, en voici le tableau comparatif :

Cinétisme de l'orientation axiologique au niveau de l'UE						
	pour les valeurs inscrites				pour la valeur insérée	
	pragmatique (+)		**hédonique-affectif (+)**			
	(+)	**(–)**	**(+)**	**(–)**	**(+)**	**(–)**
1999	**7**	0	**1**	0	**1** (éth.-mor.)	0
2009	**1**	**1**	0	0	**1 (**intell.)	0

On trouve en 2009 un DA avec l'orientation axiologique négative dans la zone du pragmatique. Ce qui nous permet de dire que l'orientation axiologique positive de cette année s'affaiblit par rapport à celle de 1999.

Et, enfin, le dernier point concernant le cinétisme discursif en diachronie au niveau de l'UE, c'est la passation des stéréotypes dont nous avons déjà parlé dans le § 1.4 du présent Chapitre. Dans le corpus de 2009, le discours transmet les stéréotypes de *harmonisation européenne des formations* au terme *processus de Bologne.* Soumis à la pression du discours, le terme *harmonisation européenne des formations* perd sur le terrain discursif en faveur de la lexie *processus de Bologne* qui devient le terme générique pour parler de la politique de la coordination des formations au niveau de l'UE, dans les articles du *Monde* de 2009. Ce qui n'était pas le cas dans le corpus de 1999 où le terme *harmonisation européenne des formations* était couramment employé pour les mêmes besoins.

Cinétisme diachronique au niveau de la France

Voici le nombre de DA selon les zones modales activées pour la France :

Cinétisme des DA au niveau de la France								
	DA total	DA pragm(+)	DA pragm(-)	DA héd-aff(+)	DA héd-aff(-)	DA éth-mor(+)	DA intel(+)	DA non conf
1999	**160**	**59**	**23**	**2**	**35**	**3**	-	**8**
2009	**2**	0	**1**	0	0	-	-	0

Les chiffres sont éloquents. Ce qui saute aux yeux c'est la **baisse abrupte** des DA. Comme corollaire, nous constatons que la représentation discursive de *harmonisation européenne des formations* au niveau de la France est quasiment absente dans les articles du *Monde* de 2009.

Parmi les deux DA attestés en 2009, il n'y qu'un qui active le pôle négatif de la zone du pragmatique, le pôle positif restant sans activation.

Comme corollaire, nous n'avons qu'un mécanisme – l'affaiblissement (du pragmatique) – qui est mobilisé dans et par le discours au niveau de la France.

Cinétisme des mécanismes d'axiologisation mobilisés par le discours **au niveau de le France**											
	pragmatique (+)					hédonique-affectif (+)					nouvelle valeur
	activa-tion	renfor-cement	affaiblis-sement	transgres sion	flexion	activa -tion	renfor-cement	affaiblis-sement	transgre ssion	flexion	insertion
1999	**9**	**50**	**18**	**4**	**1**	**1**	**1**	**23**	**6**	**6**	**3**
2009	0	0	**1**	0	0	0	0	0	0	0	0

Là aussi, les chiffres sont éloquents : en 2009, il n'y a que le mécanisme de l'affaiblissement qui est mis en œuvre une seule fois par le discours.

Et, enfin, comparons l'orientation (positive et négative) des valeurs axiologiques réalisées dans le discours :

Cinétisme de l'orientation axiologique au niveau de la France						
	pour les valeurs inscrites				pour la valeur insérée	
	pragmatique (+)		**hédonique-affectif (+)**		**éthique-moral**	
	(+)	**(–)**	**(+)**	**(–)**	**(+)**	**(–)**
1999	**59**	**23**	**2**	**35**	0	**3**
2009	0	**1**	0	0	0	0

Si, en 1999, nous avions une double orientation axiologique très nette (positive affaiblie pour le pragmatique et négative pour l'hédonique-affectif), en 2009 nous parlons d'une seule orientation axiologique négative, presque insignifiante, qui concerne la zone du pragmatique.

Cinétisme diachronique au niveau de l'Allemagne

La spécificité du cinétisme dans le cas de l'Allemagne consiste dans le fait que, en 1999, ce pays n'était pas présent dans le corpus. En revanche, en 2009, les DA avec la localisation en Allemagne sont les plus nombreux (par rapport à l'UE et la France). Ce qui est remarquable c'est

1) que tous les déploiements argumentatifs se font avec l'activation du pôle négatif ;
2) qu'il y a trois DA non conformes au protocole sémantique de la lexie.

Cinétisme des DA au niveau de l'Allemagne								
	DA total	DA pragm(+)	DA pragm(-)	DA héd-aff(+)	DA héd-aff(-)	DA éth-mor(+)	DA intel(+)	DA non conf
1999	-	-	-	-	-	-	-	-
2009	**6**	0	**6**	0	**1**	-	-	**3**

Le discours a mis en fonctionnement deux mécanismes discursifs : l'affaiblissement dans la zone du pragmatique et la flexion dans les deux zones inscrites :

	Mécanismes d'axiologisation mobilisés par le discours **au niveau de l'Allemagne**										
	pragmatique (+)					hédonique-affectif (+)					nouvelle valeur
	activation	renforcement	**affaiblissement**	transgression	**flexion**	activation	renforcement	affaiblissement	transgression	**flexion**	insertion
1999	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2009	0	0	**3**	0	**3**	0	0	0	0	**1**	0

Les deux mécanismes mobilisés activent le pôle négatif du terme *harmonisation européenne des formations* au niveau de l'Allemagne :

Cinétisme de l'orientation axiologique au niveau de l'Allemagne				
	pour les valeurs inscrites			
	pragmatique (+)		**hédonique-affectif (+)**	
	(+)	**(–)**	**(+)**	**(–)**
1999	**-**	**-**	**-**	**-**
2009	0	**6**	0	1

Ainsi, dans le cas de l'Allemagne l'orientation axiologique est complètement négative dans les deux zones inscrites dans la signification de la lexie *harmonisation européenne des formations*. Cette appréciation négative est due, selon les articles du *Monde*, aux dégâts causés (à la suite de l'harmonisation) pour l'Université allemande : baisse de la qualité de l'enseignement, introduction de frais universitaires, processus de sélection plus sévère, changements dans les programmes, etc.

Comparons aussi le cinétisme des stéréotypes non conformes et le cinétisme des prises de position du *Monde* par rapport au processus d'harmonisation européenne des formations.

Cinétisme au niveau des stéréotypes non conformes

En mettant en parallèle les stéréotypes non conformes proposés par les articles de 1999 à ceux proposés par les articles de 2009, nous constatons qu'il y en a un – *bouleversement* – qui persiste à travers la période de 10 ans :

Stéréotypes non conformes	
1999	2009
5	2
- bouleversement - danger - mensonge - « expérimentation hasardeuse » -désorganisation	**- bouleversement** - dégradation

Cinétisme des prises de position du *Monde*

Pour mettre en lumière les prises de position du *Monde* par rapport au processus d'harmonisation des formations, nous proposons, les deux tableaux ci-dessous.

Dans le premier tableau, nous présentons la valorisation du processus d'harmonisation par le journal dans **la zone du pragmatique** compte tenu de la localisation du processus et de l'année :

Valorisation du *Monde* dans la zone du **pragmatique**			
	À l'échelle supranationale	À l'échelle nationale	
	Union Européenne	France	Allemagne
1999	**positive**	**positive affaiblie**	**-**
2009	**positive/négative**	**plutôt absente**	**très négative**

En 1999, tout en reconnaissant l'utilité de l'harmonisation européenne des formations à l'échelle supranationale, *Le Monde* fait apparaître la prise de position négative par rapport à son application à l'échelle nationale. Concrètement, le journal s'oppose aux modalités d'application de la réforme d'harmonisation en France. D'où nous avons la valorisation positive au niveau de l'UE et l'appréciation positive affaiblie au niveau de la France.

En 2009, le processus d'harmonisation des formations est mis en cause même à l'échelle supranationale, d'où nous avons une appréciation positive et négative en même temps à ce niveau. Et au niveau national, la valorisation du processus devient quasiment absente, pour la France, et très négative, dans le cas de l'Allemagne.

En gros, le mouvement cinétique de la valorisation dans la zone du **pragmatique**, quelle que soit la localisation du processus, tend vers la négativité.

Dans le deuxième tableau, nous présentons la valorisation du processus d'harmonisation par *Le Monde* dans la **zone de l'hédonique-affectif**, selon la localisation du processus et l'année des articles :

Valorisation du *Monde* dans la zone de **l'hédonique-affectif**			
	À l'échelle supranationale	À l'échelle nationale	
	Union Européenne	France	Allemagne
1999	**positive** (peu activée)	**négative**	**-**
2009	**non activée**	**non activée**	**négative**

En 1999, au point de vue de l'hédonique-affectif, la valorisation du processus d'harmonisation était positive à l'échelle supranationale mais négative à l'échelle nationale. La dévalorisation du processus d'harmonisation en France portait sur les propositions faites, le projet, le résultat prévu, bref, sur l'abstrait hypothétique. C'est pourquoi la réticence était liée aux craintes devant l'inconnu, à l'ampleur du travail à faire, au mécontentement sur le mode d'application

En 2009, la tendance négative s'estompe à l'échelle nationale pour la France : il n'y a plus de craintes devant l'inconnu, car l'harmonisation des formations devient la réalité concrète que le pays a fini par accepter. En revanche, l'Allemagne se rebelle contre l'harmonisation des formations. L'appréciation négative détectée, en cas de l'Allemagne, porte sur le concret, sur le résultat atteint qui se résume comme la dégradation du système universitaire allemand.

En gros, le mouvement cinétique de la valorisation dans la zone de **l'hédonique-affectif** tend vers la dépréciation seulement à l'échelle nationale.

En récapitulant cette section sur les tendances évolutives de la lexie *harmonisation européenne des formations* à travers la période de dix ans, nous pouvons dire que ces tendances se caractérisent par un **mouvement descendant** (par une régression donc) : d'un côté, la fréquence d'emploi de la lexie a considérablement baissé et, en même temps, le taux de la réalisation du potentiel axiologique (dans les deux zones inscrites) a diminué ; de l'autre côté, la lexie se trouve renvoyée à la seconde place par le terme co-référentiel *processus de Bologne* dans les articles du *Monde* de 2009. Ainsi, le cinétisme diachronique de la lexie analysée se présente comme **involutif**[193].

[193] Cf.: **Involutif** - « qui est marqué par une régression » (TLF*i*) ; **involution -** « transformation dans le sens d'une régression » (TLF*i*).

Conclusion

Arrivée au terme de notre travail consacré à l'étude de l'axiologisation discursive de la signification lexicale, nous nous apercevons que notre recherche se penche autant sur l'analyse du phénomène d'axiologisation que sur l'analyse du phénomène de nominalisation verbale. Nous constatons que nous avons dû accorder beaucoup plus de temps (par rapport à ce qui était prévu au début) à la caractérisation de *harmonisation* en tant que nom de procès. Mais les résultats de l'étude approfondie du phénomène de nominalisation nous ont été, finalement, bien utiles pour la sémantique lexicale, car cette étude nous a fourni les éléments nécessaires (esquissés dans les discours lexicographiques) pour construire le noyau abstrait d'un prédicat nominal événementiel issu d'un verbe intentionnel : objectif-action-résultat.

La tentative de trouver le principe essentiel sur lequel se base chaque phénomène nous a amenée parfois très loin. Mais, il faut dire que les détails en apparence secondaires étaient nécessaires pour décrire avec plus de précision les deux phénomènes (d'axiologisation et de nominalisation). Ainsi, une fois la recherche terminée, nous pouvons résumer la description de chaque phénomène comme suit.

L'étude du phénomène d'axiologisation discursive se compose : 1) de l'étude des valeurs axiologiques au sein de la théorie des modalités ; 2) de leur manière de s'inscrire dans la signification (aux niveaux du noyau et des stéréotypes) ; 3) de la présentation des échelles d'évaluation du taux d'axiologisation ; 4) de l'étude des mécanismes d'axiologisation ; 5) de l'étude du cinétisme.

Nous avons montré que l'axiologique, entendu comme « rupture de l'indifférence », comprenait cinq zones modales liées à des domaines d'évaluation particuliers : l'éthique-moral, l'intellectuel, le pragmatique, l'esthétique et l'hédonique-affectif ; et que ces zones se caractérisaient par une polarité positive ou négative, respectivement, bien/mal, intéressant/ennuyeux, efficace/inefficace, beau/laid, agréable/désagréable. Selon la vision de la SPA, nous avons décrit l'axiologique comme ayant un statut à la fois linguistique et discursif. Notre recherche a mis en évidence que, dans le cas de la lexie *harmonisation européenne des formations*, la modalité axiologique était présente aussi bien au niveau des trois strates sémantiques relevant de la langue (noyau, stéréotypes, PA) qu'au niveau de la strate sémantique relevant du discours (celle des DA).

La description de la réalisation des valeurs axiologiques à l'aide des mécanismes discursifs nous a permis de rendre compte avec finesse des changements modaux qui intervenaient dans l'item analysé au niveau du discours. Car, comme nous l'avons vu, ce dernier ne préservait pas toujours les valeurs modales inscrites dans la signification, re(dé)construisant souvent le potentiel axiologique de la lexie *harmonisation européenne des formations*. C'est cette re(dé)construction discursive des valeurs axiologiques par des mécanismes langagiers mobilisés, lors de la réalisation des entités linguistiques dans le discours, que nous avons étudiée à travers l'axiologisation discursive.

Que ce soit en langue ou en discours, il s'agissait d'un conglomérat de valeurs modales ancrées dans la signification ou réalisées dans le sens discursif. Les valeurs modales se présentaient donc toujours en 'grappe'. C'est pour cela que même si nous nous intéressions aux valeurs axiologiques, nous avons parlé de toutes les valeurs modales du terme *harmonisation européenne des formations* (inscrites au niveau de la langue ou réalisées dans le discours) en nous arrêtant plus longuement sur les valeurs axiologiques.

Nous avons mis en évidence que le cinétisme faisait partie intégrante de l'étude d'axiologisation, car les représentations du monde que le discours proposait s'appuyaient 1) sur le déploiement du potentiel discursif des significations lexicales mobilisées et 2) sur le cinétisme de ces significations linguistiques sous les contraintes du co(n)texte (Galatanu 2009a:60).

Pour ce qui est du **phénomène de nominalisation verbale**, l'analyse du sémantisme du verbe dont dérive le nom de procès *harmonisation* s'avère nécessaire pour mieux comprendre certaines particularités du fonctionnement du syntagme nominal avec *harmonisation* en tête. Notamment, la recherche appuyée sur les types de procès du verbe *harmoniser*, selon le modèle de Manes Gallo et Rouault (Manes Gallo 2003, Rouault&Manes Gallo 2003), a fait apparaître le fait que le sémantisme du déverbal contenait, à l'état embryonnaire, tous les types de procès du verbe *harmoniser* (à savoir Processus Résultatif Temporel et État Résultat), d'où le problème de l'ambiguïté et de la polysémie lors de la transformation du groupe nominalisé avec *harmonisation* (en tête) en énoncé verbal sous-jacent.

La recherche sur les ressemblances et les dissemblances entre verbe et nom de procès peut paraître démesurément étendue par rapport à l'objectif principal de la recherche (celui d'axiologisation discursive), mais notre désir de comprendre le fond du phénomène de nominalisation a été si ardent que nous n'avons pas pu nous empêcher d'ouvrir cette grande parenthèse. Pour observer le phénomène de nominalisation sous différents angles, nous avons passé en revue les différentes approches linguistiques. Finalement, nous avons privilégié l'approche cognitive, car nous y avons trouvé la réponse satisfaisante par rapport à la similitude et la dissimilitude entre verbe et nom de procès : la psychosystématique de Guillaume (1969, 1973) et la sémantique cognitive de Langacker (1991), chacune à sa manière, expliquant clairement que la différence principale entre le verbe et le déverbal consistait dans leur manière d'appréhender le temps. Partant des théorisations de Guillaume, de Langacker et de Talmy, nous avons trouvé notre façon à nous d'expliquer d'où provenait cette différence principale entre verbe et nom de procès (à savoir, dans les différentes prises de distance).

Sur le plan pratique, nous avons analysé la réalisation du potentiel axiologique dans les occurrences de la lexie *harmonisation européenne des formations* dans les articles du *Monde* des années 1999 et 2009.

L'analyse du corpus a révélé que la réalisation du potentiel axiologique dépendait **a)** des différentes localisations du processus d'harmonisation et **b)** de la zone axiologique activée et/ou insérée dans et par le discours.

Ainsi, en 1999, la représentation discursive de la lexie *harmonisation européenne des formations* était **bipartite** (UE–France) et avait une **orientation axiologique positive** dans les deux zones activées par le discours (pragmatique et hédonique-affective) et dans la zone axiologique insérée par le discours (éthique-morale) au **niveau supranational** (l'UE**).** En revanche, au **niveau national** (la France) l'**orientation axiologique** de la lexie était **positive**

affaiblie dans la zone activée du pragmatique et **négative** dans la zone activée de l'hédonique-affectif et dans la zone insérée de l'éthique-moral.

La particularité de la représentation discursive du processus d'harmonisation des formations en Europe, en 2009, consistait en ce qu'elle est devenue **tripartite**, l'Allemagne étant rajoutée à l'UE et à la France. La représentation discursive de la lexie *harmonisation européenne des formations* avait une **orientation axiologique positive et négative à la fois** dans la zone activée du pragmatique et **positive** dans la zone insérée de l'intellectuel, au niveau de l'UE. Au niveau de la France, étant donné que la représentation discursive était quasiment inexistante ici, l'axiologisation n'a pas eu pratiquement lieu ; toutefois, on pourrait dire que le potentiel axiologique positif de la lexie apparaissait sous un aspect **positif affaibli** dans la zone du pragmatique. En contrepartie, avec l'Allemagne, une nouvelle facette avec une orientation axiologique complètement **négative** (dans les zones du pragmatique et de l'hédonique-affectif) est ressortie dans la représentation discursive de 2009.

Les résultats pratiques de la recherche nous ont amenée vers des conclusions intéressantes concernant le phénomène de cinétisme discursif en diachronie. La confrontation de la représentation discursive de l'année 1999 à celle de l'année 2009, nous a permis de qualifier le cinétisme en diachronie comme **involutif,** car, finalement, la lexie *harmonisation européenne des formations* a perdu sur le terrain discursif en faveur du terme *processus de Bologne*.

À travers les articles du *Monde* de 1999, l'image de l'Europe, sous son aspect de la construction de l'université européenne, apparaît plutôt comme négative. Les préférences du *Monde* par rapport au processus d'harmonisation dépendent de la localisation du processus. En gros, tout en reconnaissant l'utilité de cette réforme à l'échelle supranationale *Le Monde* exprime sa prise de position négative par rapport à son application à l'échelle nationale.

Avec le temps, *Le Monde* n'a pas vraiment changé sa prise de position négative envers le processus d'harmonisation européenne des formations au niveau national, au contraire, en 2009, cette attitude a empiré au point de qualifier l'harmonisation des formations de **dégradation** de l'université, dans le cas de l'Allemagne. Compte tenu du fait que « *les médias ne transmettent pas ce qui se passe dans la réalité sociale*, ils imposent ce qu'ils construisent de l'espace public » (Charaudeau 2005:12), *Le Monde* impose donc à ses lecteurs cette image négative de l'Europe, sous l'aspect de la construction de l'espace européen du savoir.

Les **perspectives de recherche** que nous pouvons proposer à la suite de nos réflexions, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique, sont nombreuses. En voilà quelques-unes qui nous tiennent à cœur.

Au sein du groupe d'articles que nous avons analysés, on observe l'**axiologisation polyphonique** du factuel politico-social désigné par la lexie *harmonisation européenne des formations* : le discours médiatique donne à entendre plusieurs voix, donc différents sens et représentations émanant d'entités variées, sur le même fait politique, celui de l'harmonisation européenne des formations (Chaillou, Cozma 2011). C'est pourquoi les occurrences discursives de cette lexie réalisent différemment les valeurs axiologiques ancrées dans sa signification. Il nous semblerait intéressant d'approfondir davantage la notion d'axiologisation polyphonique sur la base de la théorie de la polyphonie de Ducrot (1984) et des linguistes scandinaves (Nølke 1999, 2001, 2009).

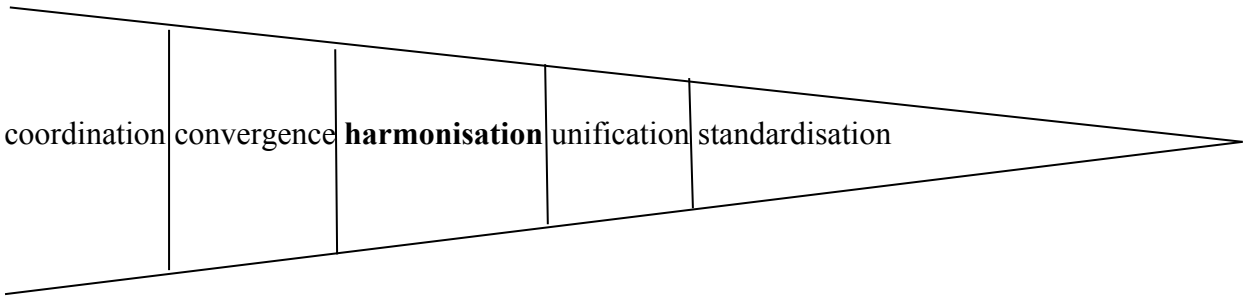
Un autre prolongement possible de cette recherche est lié à l'élaboration du modèle abstrait du prédicat nominal événementiel qui constitue un des objets de réflexion de la SPA (Galatanu

2008a) : nous souhaiterions réfléchir à la manière dont on peut intégrer les données de l'analyse du sémantisme des noms de procès en général, et d'*harmonisation* en particulier, dans le modèle de la signification du prédicat nominal événementiel élaboré par Galatanu.

Vu que les deux corpus ont proposé un stéréotype non conforme *bouleversement* qui relève d'une reprise anaphorique, ce serait intéressant de comparer *harmonisation européenne des formations* (anaphorisant) et *bouleversement* (anaphorisé) à la lueur de la théorie de la « focalisation anaphorique » de Pescheux (2008) pour voir à quel niveau se trouvent les éléments repris (noyaux et/ou stéréotypes) et à quel type de focalisation peut être identifier cette anaphorisation.

Une autre piste intéressante, c'est de construire la représentation discursive de *processus de Bologne* et de la comparer avec celle de *harmonisation européenne des formations* dans le discours du *Monde* et aussi dans les discours des autres sources médiatiques et non médiatiques.

Un dernier point, pour clore cette liste, qui est loin d'être exhaustive, de nos réflexions sur les perspectives possibles de la présente recherche : en suivant l'idée de Pottier d'une représentation graphique avec la gradation continue des verbes *imaginer, croire, savoir, être* sur un axe allant de plus de liberté vers le moins de liberté (Pottier 1983:57), nous aimerions analyser *harmonisation* et ses équivalents proposés par le corpus (*coordination, convergence, etc.*) sur un axe similaire, allant d'un maximum de liberté vers un maximum de contraintes : *coordination, convergence, harmonisation, unification/ uniformisation, standardisation.* Soit la représentation graphique suivante :



Abréviations et notation

CERCI – Centre de recherche sur les conflits d'interprétation

DA – déploiements argumentatifs

DC – DONC

DC(↔) – DONC réversible

DC – DONC non conforme au protocole sémantique de l'unité linguistique

E0 – état 0

E1 – état 1

ER – état résultat

GL – Grand Larousse

GR – Grand Robert

MD – modificateur déréalisant

MR – modificateur déréalisant

N – noyau

PA – possibles argumentatifs

PR – processus résultatif

PRS – processus résultatif spatial

PRT – processus résultatif temporel

PT – POURTANT

SAD – Sémantique et Analyse du Discours

SemT – sémantique textuelle

SPA – Sémantique des Possibles Argumentatifs

ST – stéréotypes

TDT – théorie des topoï

TLF*i* – Trésor de la langue française informatisé

(+) – axiologiquement positif

(-) – axiologiquement négatif

Bibliographie

ANSCOMBRE J.-C. 1995a, De l'argumentation dans la langue à la théorie des topoï, dans J.-C. Anscombre (ed.), *La théorie des topoï*, Paris, Kime, pp. 11-47.

ANSCOMBRE J.-C. 1995b, La nature des topoï, dans J.-C. Anscombre (ed.), *La théorie des topoï*, Paris, Kime, pp. 49-84.

ANSCOMBRE J.-C., DUCROT O. 1983, *L'argumentation dans la langue*, Bruxelles, Liege, P. Mardaga.

ANDERSON J.M. 1975, « La grammaire casuelle », *Langages, N°38, La grammaire des cas*, Paris, Didier-Larousse, pp. 18-64.

BALLY C. 1965, *Linguistique générale et linguistique française*, Paris, Francke Berne.

BARBERIS J.-M., MANES GALLO, M.C. 2007**,** Parcours dans la ville. Description d'itinéraires piétons *,* Paris, L'Harmattant.

BENVENISTE E. 1948, *Noms d'agent et noms d'action en indo-européen*, Paris, Adrien-Maisonneuve.

BERRENDONNER A. 1981, *Éléments de pragmatique linguistique,* Paris, Éditions de Minuit.

CASTAGNE E., PALMA S. 2001, Réflexion autour de l'organisation syntactico-sémantique des noms « recteurs » la capacité de chanter juste/sa capacité à chanter juste. Disponible sur : http://www.logatome.org/publicat/Reims2001.pdf

CHAILLOU M., 2005, *Cinétisme sémantique et l'explicitation de la signification lexicale dans le discours de FLE*, mémoire de Master2, GRASP–CALD, Université de Nantes.

CHAILLOU M., GALATANU O., MANES GALLO M.-C. (à paraître) La restriction sémantique de la complémentation directe par un adjectif dénominal, dans O. Galatanu (ed.), *Les Actes de la Journée d'étude « Sémantique et syntaxe de la complémentation», Nantes, 6 février 2009.*

CHAILLOU M., COZMA A.-M. 2011, Signification lexicale et sens discursif en conflit. L'axiologisation polyphonique du nom *harmonisation* dans le contexte européen, *Colloque International des Jeunes Chercheurs Sens & Représentations en Conflit, Nantes, 3-5 décembre 2009.*

CHARAUDEAU P. 1992, *Grammaire du sens et de l'expression*, Paris, Hachette.

CHARAUDEAU P. 1997, *Le discours d'information médiatique, la construction du miroir social*, Nathan-INA, Paris.

CHARAUDEAU P., MAINGUENEAU D. (éds), (2002), Dictionnaire d'analyse du discours, Paris, Seuil.

CHARAUDEAU P. 2005, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck.

CHATEAU L. 2005, *Analyse sémantique de la construction discursive de l'identité européenne à travers des articles de Canard Enchaîné sur l'alimentation*, thèse de 3eme cycle, Université de Nantes.

CHEVALIER J-C., BLANCHE-BENVENISTE C., ARRIVE M., PEYTARD J. 2002, *Grammaire du français contemporain*, Paris, Larousse.

CHRISTOV P. 1999, Problèmes de la transposition linguistique, Presse Universitaire « Saints Cyrille et Méthode ». Disponible sur : http://www.uni-vt.bg/showfullpub.asp?u=398&fn=transp.cor.doc

COMBETTES B. 1988, Fonctionnement des nominalisations et des appositions dans le texte en explicatif, *Pratiques,* n°58, CRESEF, Metz, pp. 107-119.

COZMA A.-M. 2009, *Approche argumentative de la modalité aléthique dans la perspective de la Sémantique des Possibles Argumentatifs. Application au discours institutionnel de la bioéthique*. Thèse de doctorat sous la direction d'O. Galatanu, l'université de Nantes.

CULIOLI A. 1967, La communication verbale, *Encyclopédie des Sciences de l'Homme : l'Aventure Humaine*, t.4 : *L'Homme et les Autres*. Paris, Grange Batelière.

CULIOLI A. 1990, Pour une linguistique de l'énonciation, *Tome 1, Opérations et représentations*, Paris, Ophrys.

DRAGA O., 2007, *Pour une analyse décompositionnelle du nom propre. Le cas d'Europe,* mémoire de Master2, GRASP–CALD, Université de Nantes.

DUBREIL E. 2006, *La dimension argumentative des collocations textuelles en corpus électronique spécialisé au domaine du TAL(N)*, thèse de 3eme cycle, Université de Nantes.

DUBOIS J., GUESPIN L., MARCELLESI J-B. 2007, *Grand Dictionnaire : Linguistique & Sciences du langage*, Paris, Larousse.

DUCROT O. 1980, *Les mots du discours*, Paris, Éditions de Minuit.

DUCROT O. 1984, *Le dire et le dit*, Paris, Éditions de Minuit.

DUCROT O. 1991 (3e édition 2003), *Dire et ne pas dire. Principes de sémantique linguistique*, Paris, Éditions Hermann.

DUCROT O. 1995a, Topoï et formes topiques, in J.-C. Anscombre (éd.), *La théorie des topoï*, Paris, Kimé, pp. 85-99.

DUCROT O. 1995b, Les modificateurs dérealisants, *Journal of Pragmatics*, 24, 145-165.

DUCROT O., CAREL M. 1999, Les propriétés linguistiques du paradoxe : paradoxe et négation, *Langue française,* 123, pp. 27-40.

DUCROT O., SCHAEFFER J.M. 1995, *Dictionnaire encyclopédique des sciences du langage,* Paris, Éditions du Seuil, coll. Essais Points.

FILLMORE C.J. 1968, The case for case. Bach, E. & Harms, R. (éds.), *Universals in linguistic theory.* New York: Holt, Rinehart & Winston, pp. 1-90.

FILLMORE C.J. 1975, « Quelques problèmes posés à la grammaire casuelle », *Langages, N° 38, La grammaire des cas*, Paris, Didier-Larousse, pp. 65-80.

FLAUX N., VAN DE VELDE D. 2000, *Les noms en français : esquisse de classement*, Ophrys, Paris.

FRADIN B. 1984, Anaphorisation et stéréotypes nominaux, *Lingua*, 64, pp. 325-369.

FRANCOIS J. 1990, Classement sémantique des prédications et méthode psycholinguistique d'analyse propositionnelle, *Langages*, 100, pp. 13-32.

FRUGONI P. 2007, *Le mot* enseignement *dans l'élaboration discursive de l'Europe de la connaissance : le discours de la presse écrite française et italienne*, thèse de 3eme cycle, Université de Nantes.

FUCHS C., LEONARD A.M. 1979, *Vers une théorie des aspects*, Paris, Mouton.

FUCHS C. 1992, (éd.), *Les typologies des procès*, Paris, Klincksieck.

GACÔGNE L. 1986, Les suffixes du français et l'analyse automatique de leurs enchaînement. Gross, M. et Perrin, D. (éds.). *Mémoires du D.E.A. d'information fondamentale*. Paris, CERIL.

GALLO M.C., ROUAULT J. 1992, Schémas d'action et types de procès, *Intellectica*, 1/2, pp. 105-127.

GALATANU O. 1994, Convocation et reconstruction des stéréotypes dans l'argumentation de la presse écrite, in *Le lieu commun. Protée. Théorie et pratique sémiotiques*, vol. 22, n° 2, Québec, pp. 75-79.

GALATANU O. 1996, Analyse du discours et approche des identités, dans J.-M. Barbier ? M. Kaddouri (éds.), *Éducation permanente* n° 128, pp. 45-62.

GALATANU O. 1997, Pour une analyse confrontative des « holophrases » dans les langues romanes, dans M. Maillard, L. Dabène (éds.), *Revue de linguistique et de didactique des langues (LIDIL),* n° 14, pp. 155-166.

GALATANU O. 1998/2000, La reconstruction des valeurs convoquées et évoquées dans le discours médiatique, in *Les actes du Congrès International de Linguistique et Philologie Romane*, Bruxelles, 23-29 juillet, 1998.

GALATANU O. 1999 a, Le phénomène sémantico-discursif de déconstruction-réconstruction des Topoï dans une sémantique argumentative intégrée, dans O. Galatanu, J.-M. Gouvard, (éds), *Langue Française : La sémantique du Stéréotype*, n°123, pp. 41-51.

GALATANU O. 1999 b, Argumentation et analyse du discours, dans Gambier, Y. & Suomela-Salmi,E., (éds), *Jalon, n° 2,* Turku, Université de Turku, pp. 41-55.

GALATANU O. 2000a, Signification, sens et construction discursive de soi et du monde, dans J.-M. Barbier et O. Galatanu (éds), *Signification, sens, formation*, Paris, PUF, pp. 25-44.

GALATANU O. 2000b, Langue, discours et systèmes de valeurs, dans Suomela-Salmi, E. (éd), *Jalons : Curiosités linguistiques*, n°3, Turku, Presse Université de Turku, pp. 80-102.

GALATANU O. 2000c, La reconstruction du système des valeurs convoquées et évoquées dans le discours médiatique, *Actes du XXIIe Congrès International de Linguistique et Philologie romane*, Bruxelles, 23-29 juillet 1998, Max Niemeyer Verlag, vol. VII, Tübigen, pp. 251-258.

GALATANU O. 2002a, La dimension axiologique de l'argumentation, dans Marion Carel (éd.), *Les facettes du dire. Hommage à Oswald Ducrot*, Paris, Kimé, pp. 93-107.

GALATANU O. 2002b, Le concept de *modalité* : les valeurs dans la langue et dans le discours, Galatanu, O., (éd), *Les valeurs, Séminaire « Le lien social », 11-12 juin 2001, Nantes*, Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin, pp. 17-32.

GALATANU O. 2003, La sémantique des valeurs dans la prière française, Aroui, J.C., (éd.), *Le sens et la mesure. De la pragmatique à la métrique. Hommages à Benoît de Cornulier*, Paris, Champion Éditeur, pp. 69-88.

GALATANU O. 2004a, La construction discursive des valeurs, dans J.-M. Barbier (ed.), *Valeurs et activités professionnelles*, Paris, L'Harmattan, pp. 87-115.

GALATANU O. 2004b, La sémantique des possibles argumentatifs et ses enjeux pour l'analyse de discours, dans M.J. Salinero Cascante et I. Inarrea Las Veras (eds.) *Actes du Congrès International d'Etudes Françaises, LaRioja, Croisée des Chemins, 7-10 mai 2002,* Lagrano, Espagne, Vol. 2, 213-225. Disponible sur : http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=1011551

GALATANU O. 2004c, Les argumentations du discours métapolitique, XXVe Colloque d'Albi « Langages et signification », 12-15 juillet 2004.

GALATANU O. 2005a, Analyse du discours : La construction discursive du concept d'*innovation*, *Ville, Ecole, Intégration. Diversité, Du neuf sur l'innovation*, Paris, CNDP – CRDR, pp. 55 – 62.

GALATANU O. 2005b, Sémantique et élaboration discursive des identités. « L'Europe de la connaissance » dans le discours académique », *Actes du Colloque InternationalPerspectives inter – linguistiques et inter – culturelles sur le discours académique / Cross-cultural and Cross-linguistic Perspectives on Academic Discourse »*, Université de Turku, Suomela – Salmi, E., Dervin, F.(eds), 20-22 mai, volume 1, pp. 120 – 149.

GALATANU O. 2005c, La stéréophagie », un phénomène discursif de déconstruction – reconstruction de la signification lexicale, dans M. Pierrard, D. Van Raemdonck (éds.), *Actes du Colloque international « Représentation du sens linguistique III – RSL III »*, Bruxelles, 3-5 novembre 2005, Bruxelles, Duculot.

GALATANU, O. 2005d, La sémantique des modalités et ses enjeux théoriques et épistémologiques dans l'analyse des textes, dans Gouvard J.M. (éd), *De la langue au style*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 157-170.

GALATANU O. 2006a, Le cinétisme de la signification lexicale, dans Barbier, J.-M.& Durand, M. (éd), *Sujets, activités, environnements*, Paris, PUF, pp. 85-104.

GALATANU O. 2006b, La dimension axiologique de la dénomination, in M. Riegel, C. Schnedecker, P. Swiggers et I. Tamba (éds), *Aux carrefours du sens*, *Hommages offerts à Georges Kleiber*, Peeters, Louvain; pp. 499-510.

GALATANU O. 2007a, Sémantique des possibles argumentatifs et axilogisation discursive, dans D. Bouchard, J. Evrard, E. Vocaj (eds.), *Représentation du sens linguistique II: Actes du séminaire international de Montréal, 23-25 mai 2003,* Bruxelles, De Boeck, pp. 313-325.

GALATANU O. 2007b, Pour une approche sémantico-discursive du stéréotypage à l'interface de la sémantique théorique et de l'analyse du discours, dans H. Boyer (éd.*), Stéréotypage, stéréotypes : fonctionnements ordinaires et mises en scène. Actes du Colloque international de Montpellier, 21-23 juin 2006. Tome 4, Langue(s), discours*, Paris, L'Harmattan, pp. 89-100.

GALATANU O. 2008a, La construction discursive de la dimension temporelle des entités lexicales : une approche en sémantique des possibles argumentatifs (SPA), dans *Actes du 28e Colloque d'Albi « Langage et Signification »* : *« Langage, Temps, Temporalité »*, Toulouse, pp. 15-24.

GALATANU O. 2008b, L'interface linguistique-culturel et la construction du sens dans la communication didactique, *Signes, discours, sociétés*, 1. Disponible sur : http://www.revue-signes.info/document.php?id=263

GALATANU O. 2009a, Le discours « définitionnel » de l'identité universitaire : un processus de dénomination en cours, dans Defays J.M., Englebert A., Pollzt M.C, Rosier L., Thyrion F. (éds), Actes du Colloque internationale « Les discours universitaires : formes, pratiques, mutations », Bruxelles, 24-26 avril 2008, vol.1, *Principes et typologie des discours universitaire*s, Paris, L'Harmattan, pp. 69-85.

GALATANU O. 2009b, Les incidences sémantiques des déploiements argumentatifs dépendants du co-(n)texte de production du discours, dans *Actes du Colloque international Représentation du sens linguistique IV –RSL IV, mai 2008*, Numéro spécial de la revue « Mémoires de la Société Néophilologique de Helsinki», pp. 325-338.

GOSSELIN L. 2005, *Temporalité et modalité*, Bruxelles, De Boeck.

GREVISSE M., GOOSSE A., 1995, *Nouvelle grammaire française*, Bruxelles, De Boeck.

GREVISSE M. 1969, *Le bon usage. Grammaire française avec des remarques sur la langue française d'aujourd'hui*, Gembloux: Duculot & Paris, A..Hatier.

GRIMSHAW J. 1990, *Argument Structure*. Cambridge, MIT Press.

GUILLAUME G. 1929, *Temps et Verbe. Théorie des aspects, des modes et des temps*, Paris, H. Champion.

GUILLAUME G. 1969, *Langage et science du langage*, Québec, Les presses de l'Université Laval ; Paris, Nozet.

GUILLAUME G. 1973, *Principes de linguistiques théoriques de Gustave Guillaume*, Les presses de l'Université Laval, Québec ; Paris, Klincksieck.

HUOT, H. 1997, A propos des nominalisations en –ion. *Travaux linguistiques, N°34,* Paris, Seuil, pp. 5-19.

HUOT H. 2001, *Morphologie. Forme et sens des mots du français*, Paris, Armand Colin.

KERBRAT-ORECCHIONI C. 1986/1998*, L'implicite*, Paris, Armand Colin.

KERBRAT-ORECCHIONI C. 1980/2002, *L'énonciation. De la subjectivité dans le langage*, Paris, Armand Colin.

KERLEROUX F. 1996, *La coupure invisible*, Villeneuve d'Ask (Nord), Presse Universitaire du Septentrion.

KLEIBER G. 1981, *Problèmes de référence: descriptions définies et noms propres*, Paris, Klincksieck.

KLEIBER G. 1994, *Nominales. Essai de sémantique référentielle*, Paris, Armand Colin.

KLEIBER G. 1999, *Problèmes de sémantique. La polysémie en question*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion.

KLEIBER G., LACA B., TASMOWSKI L. 2001, Introduction, *Typologie des groupes nominaux*, Rennes, Presse Universitaire de Rennes.

LAFOREST M., VINCENT D. 2004, « La qualification péjorative dans tous ses états », *Langue française, N°144*, *Les insultes: approches sémantiques et pragmatiques*, Paris, Larousse, pp. 59-81.

LAGORGETTE D., LARRIVEE P. 2004, « Introduction », *Langue française, N°144*, *Les insultes: approches sémantiques et pragmatiques*, Paris, Larousse, pp.3-12.

LANGACKER R. 1991, Nom et verbes, *Communications, N°55, Sémantique cognitive,* Paris, Seuil, pp.103-153.

LAVELLE L. 1950/1991a, Traité des valeurs*, Tome I. Théorie générale de la valeur*, Paris, PUF.

LAVELLE L. 1955/1991b, Traité des valeurs*, Tome II. Le système des différentes valeurs*, Paris, PUF.

LE GOFFIC P. 1993, *Grammaire de la Phrase Française*, Paris, Hachette.

LEFEUVRE F. 1999, *La phrase averbale en français*, Paris, L'Harmattan.

MAINGUENEAU D. 1991, *L'Analyse du Discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette.

MAINGUENEAU D. 1996/2009, *Les termes clés de l'analyse du discours*, Paris, Seuil.

MANES GALLO M.C., ROUAULT J. 1998, « Connaissances véhiculées par les verbes dans le discours : le schéma d'action », *VERBUM*, Lome XX-2, pp. 189-210.

MANES GALLO M.C. 2001*,* Pour une représentation des connaissances 'a posteriori', *Langages*, 144, pp. 78-98.

MANES GALLO M.C. 2003a, Prédication verbale et bimodalité écrit-oral, M. Siksou (éd), *Variation Construction et Instrumentation du sens*, Hermès-Science.

MANES GALLO M.C. 2003b, Communication Humain/Machine en langue naturelle : Un nouvel enjeu pour la psycholinguistique, *Revue Interaction Homme/Machine*, vol.2, N°4.

MANES GALLO M.C. & PAGANELLI C. 2003, La représentation des connaissances en Intelligence Artificielle et en Psychologie Cognitive, *Revue sur les Enjeux de la Communication*, GRESEC.

MANTCHEV K., TCHAOUCHEV A., VASSILIEVA A. 1986, *Traité de morphosyntaxe française*, Sofia, Naouka i Izkoustvo.

MARTIN R., 1990, La définition « naturelle », dans Chaurand J., Mazière F. (éds.), *La Définition*, Paris, Larousse, pp. 86-95.

MARTIN F., 2001, *Intégration de phénomènes argumentatifs dans une perspective de Traitement Automatique de la Langue,* mémoire de DEA, GRASP–CALD, Université de Nantes.

MELIS L. 1990, *La voie pronominale*, Paris – Louvain-la-Neuve, Duculot.

MENUET L. 2006, *Le discours sur l'espace judiciaire européen*, thèse de 3eme cycle, Université de Nantes.

MOIGNET G. 1974, Existe-t-il en français une proposition infinitive ? *Grammaire générative, transformationnelle et psychomécanique du langage*, Université de Lille.

MOIRAND S. 2007, *Les discours de la presse quotidienne: observer, analyser, comprendre*, Paris, PUF.

MONCEAUX A., 1997, Adjectif de relation, complémentation et sous-classification, *Langages, Syntaxe des adjectifs dans le traitement automatique, N°126, pp.39-59.*

NEMO F. 2003, Indexicalité, unification contextuelle et constitution extrinsèque du référent, *Langages*, n°150, pp. 88-105.

NØLKE H. 1999, La polyphonie : analyse littéraire et linguistique. Disponible sur : http:/www.hum.au.dk/romansk/polyfoni/Tribune9/Nolketrib.htm

NØLKE H. 2001, Version révisée de la théorie Scandinave de la Polyphonie Linguistique, La ScaPoline 2001. Disponible sur : http://www.hum.au.dk/romansk/polyfoni/Polyphonie_III/Henning_Nolke.htm

NØLKE H. 2009, Types d'êtres discursifs dans la ScaPoline, *Langue Française 164*, 81-96.

PASERO R., ROYAUTE J., SABATIER P. 2004, Sur la syntaxe et la sémantique des groupes nominaux à tête prédicative. Disponible sur : http://www.lif-sud.univ-mrs.fr/EQUIPES/CALN/groupe.html

PESCHEUX M. 2008, *Le dire et le dit de discours d'apprentissage: approches didactique et argumentative de « signe-discours »*, thèse HDR de l'université de Nantes.

PORTINE H. 2008, Activité langagière, énonciation et cognition. La centration sur les apprentissages, *Les Cahiers de l'Acedle,* vol. 5, n°1, pp. 233-254. Disponible sur : http://acedle.org/IMG/pdf/Portine_Cah5-1.pdf

POTTIER B. 1974, *Linguistique générale. Théorie et description,* Paris, Klincksieck.

POTTIER B. 1983, Chronologie des modalités, in David J., Kleiber G. (éds), *La notion sémantico-logique de modalité*, *Actes du colloque international de linguistique de Metz (1981)*, Paris, Klincksieck, pp. 56-63.

POTTIER B. 1987/1992a, *Théorie et Analyse en Linguistique*, Paris, Hachette.

POTTIER B. 1992b, *Sémantique générale*, Paris, PUF.

PUSTEJOVSKY J. 1995, *The Generative Lexicon, Cambridge*, Massachussetts, MIT Press.

PUTNAM H. 1975/1989, *Mind, Language and Reality.* Philosophical Papers, Vol. 2, Cambridge, Cambridge University Press.

PUTNAM H. 1990, *Représentation et réalité*, trad. C. Engel-Tiercelin, Paris, Gallimard.

RASTIER F. 2005, Sémiotique du cognitivisme et sémantique cognitive : Questions d'histoire et d'épistémologie. Disponible sur : http://www.revue-exto.net/Inedits/rastier/Rastier_Semantique-cognitive.html

RIEGEL M., PELLAT J.-C., RIOUL R. 1994, *Grammaire méthodique du français*, Paris, PUF.

ROUAULT J., MANES GALLO M.C. 2003, I*ntelligence linguistique. Le calcul du sens des énoncés élémentaires*, Paris, Hermès science publication, Lavoisier.

SAUSSURE F. DE 1972, *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot.

SEARLE J. 1985, *L'intentionnalité. Essai de philosophie du langage,* Paris, Hermann.

SERIOT P. 1983, «Et le Verbe se fit Nom ...», dans *Travaux du Cercle linguistique d'Aix-en-Provence*, n°3, pp. 77-103.

SERIOT P. 1985, *Analyse du discours politique soviétique*, Paris, Institut d'études slaves.

SERIOT P. 1986, Langue russe et discours politique soviétique : analyse des nominalisations, *Langages*, N°80, pp. 11-41.

SERIOT P. 1987, « L'anaphore et le fil du discours (sur l'interprétation des nominalisations en français et en russe)», IVe Colloque international de linguistique slavo-romane, Copenhague, 27-29 août dans *Opérateurs syntaxiques et cohésion discursive*, Copenhague, Nyt Nordisk Forlag Arnold Busck, pp. 147-160.

SERIOT P. 1993, «La grande partition (enchâssement syntaxique, stratification énonciative et mémoire du texte», *Relations inter- et intra-prédicatives* (P. SERIOT éd.), Cahiers de l'ILSL, 3, Lausanne, 1993, pp. 235-260.

SIOUFFI G., VAN RAEMDONCK D. 2007, *100 fiches pour comprendre la linguistique*, Paris, Bréal.

TALMY L. 1992, Les relations entre grammaire et cognition. *Cahier de pragmatique*, N°18.

TALMY L. 2000, *Toward a cognitive semantics*, volume 1, Massachusetts Institut of Technology.

TARDIEU F., KRČMÁR M., 2008, *PETIT GUIDE : l'Union européenne*, 27 pays, Aedis.

TESNIERE L. 1959, *Eléments de syntaxe structurale*, Paris, Klincksieck.

TUTESCU M. 1972, *Le groupe nominal et la nominalisation en français moderne*, Bucarest, Société roumaine de linguistique romane.

ULLAND H. 1993, *Les nominalisations agentive et instrumentale en français moderne*, Berne, Berlin, Francfort-s. Main, New York, Paris, Vienne, Peter Lang.

VALETTE M. 2006, *Linguistiques énonciatives et cognitives françaises*, Paris, Honoré Champion.

VAN DE VELDE D. 2006, *Grammaire des événements*, Presse Universitaire du Septentrion, Paris.

VETTERS C. 1996**,** *Temps, aspect et narration*, Amsterdam, Rodopi.

WAGNER R.L., PINCHON J. 1991, *Grammaire du Français classique et moderne*, Paris, Hachette.

WILMET M. 1998, Grammaire critique du français, Paris, Bruxelles, Duculot.

Les sites Web utilisés :

Une histoire en mouvement : étapes et évolutions. Disponible sur : http://www.eurogersinfo.com/ue2.htm [consulté le 9 octobre 2009]

L'histoire de l'Union européenne. Disponible sur : http://europa.eu/abc/history/index_fr.htm [consulté le 9 octobre 2009]

Histoire de la Construction européenne – L'Internaute Magazine. Disponible sur : http://linternaute.com/histoire/categorie/64/a/1/1/construction_europeenne.shtml [consulté le 9 octobre 2009]

Découverte des institutions – vie-publique.fr. Disponible sur : http://vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/ue-citoyennete/…[consulté le 9 octobre 2009]

Toute l'Europe. Disponible sur : www.touteleurope.fr [consulté le 9 octobre 2009]

Le pire ennemi du savoir n'est pas l'ignorance mais l'illusion du savoir. Disponible sur : http://vague.3forum.biz/c-est-quoi-la-vague-europeenne-f16/louvain-avril-2009-le-pire-ennemi-du-savoir-nest-pas-lignorance-mais-lillusion-du-savoir-t227.htm [consulté le 24 février 2010]

Contre-sommet européen de Louvain 25-27 avril 2009. Disponible sur : http://inter-seminaire.org/?q=Contre-sommet+europ%C3%A9en+de+Louvain+25-27+avril+2009 [consulté le 24 février 2010]

Toutes et tous à Louvain du 25 au 29 avril ! Disponible sur : http://www.sudeducation.org/Toutes-et-tous-a-Louvain-du-25-au.html [consulté le 24 février 2010]

Les dictionnaires utilisés :

Larousse, 1989, Grand Dictionnaire des Lettres en 7 volumes, Paris.

Le Grand Robert de la langue française, 1989, Paris.

Le Robert encyclopédique des noms propres, 2008, Paris.

Le Robert pratique de la langue française, 2004, France Loisirs, Paris.

Le Robert illustré d'aujourd'hui, 1997, France loisirs, Paris.

Littré P.-É., 1998, Dictionnaire de la langue française, Paris.

Le Trésor de la langue française informatisé. Disponible sur : http://atilf.atilf.fr/

Annexes

1. Corpus 1999

1.1. Résultats de recherche 1999

225 éléments publiés "**du 01/01/1999 au 31/12/1999**" avec le(s) mot(s) ou expression(s) "**harmonisation et européenne**" dans "**tout l'élément**" et classés par "**pertinence**".

1 - des questions d'immigration, de réfugiés et d'asile »
LE MONDE | 19 février 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR ARNAUD LEPARMENTIER | 689 mots
» Elle dit que les Allemands de Pologne ont encore un lien émotionnel avec l'Allemagne tel qu'on ne peut pas leur enlever la nationalité allemande. C'est la même chose pour les personnes d'origine turque qui, pour des raisons émotionnelles, ne peuvent pas se séparer de leur nationalité d'origine.

2 - UNION EUROPÉENNE : appel de Christian Sautter et Hans Eichel en faveur d'un compromis sur l'harmonisation fiscale
LE MONDE | 17 novembre 1999 | 32 mots
Les ministres des finances français et allemand, Christian Sautter et Hans Eichel, ont profité lundi d'un conseil franco-allemand pour appeler ensemble la Grande-Bretagne à un compromis sur l'harmonisation fiscale dans l'Union européenne.

3 - Harmonisation fiscale : nouveau blocage des Britanniques
LE MONDE | 11 décembre 1999 | LUCAS DELATTRE AVEC LAURENT ZECCHINI | 728 mots
CHRISTIAN SAUTTER, le ministre français des finances, a fait de louables efforts, vendredi 10 décembre vers 2 heures du matin, pour ne pas prononcer le mot d'« échec » à l'issue de la réunion des ministres des finances des Quinze à Helsinki, qui devait aboutir à un compromis sur le dossier de...

4 - « Nous devons avoir une harmonisation européenne des questions d'immigration, de réfugiés et d'asile »
LE MONDE | 26 février 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR ARNAUD LEPARMENTIER | 1388 mots
« Quelle est votre réaction après la mort de trois manifestants kurdes à Berlin ? - Il est regrettable qu'il y ait eu des morts. Cela doit servir de leçon pour les auteurs de violence qui voient que leurs actions ne mettent pas seulement en danger la vie des autres mais aussi la leur.

5 - « Nous devons avoir une harmonisation européenne des questions d'immigration, de réfugiés et d'asile »
LE MONDE | 19 février 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR ARNAUD LEPARMENTIER | 1398 mots
« Quelle est votre réaction après la mort de trois manifestants kurdes à Berlin ? - Il est regrettable qu'il y ait eu des morts. Cela doit servir de leçon pour les auteurs de violence qui voient que leurs actions ne mettent pas seulement en danger la vie des autres mais aussi la leur.

6 - Les routiers réclament une harmonisation européenne des horaires
LE MONDE | 7 octobre 1999 | FREDERIC LEMAITRE (AVEC AFP) | 398 mots
LA JOURNÉE d'action des chauffeurs routiers européens contre les projets de directive sur le temps de travail et sur la circulation des camions le week-end a vu se multiplier, mardi 5 octobre, les barrages filtrants dans la plupart des pays européens (Le Monde du 6 octobre).

7 - UNION EUROPÉENNE : Romano Prodi a souligné le besoin d'harmonisation fiscale en Europe
LE MONDE | 15 avril 1999 | 31 mots
l'ancien président du Conseil italien et président désigné de la Commission européenne, Romano Prodi, a souligné, mardi, le besoin d'harmonisation fiscale en Europe afin d'éviter une concurrence déloyale entre pays.

8 - FRANCE : position du MEDEF sur l'harmonisation fiscale européenne
LE MONDE | 10 décembre 1999 | 27 mots
Le Mouvement des entreprises de France (Medef, patronat) a réclamé mercredi une harmonisation de la fiscalité, des assiettes des impôts en particulier, au niveau de l'Union européenne. …

9 - Le programme des principales listes
LE MONDE | 12 juin 1999 | CLARISSE FABRE ET VIRGINIE MALINGRE | 3094 mots
La défense, la réforme des institutions, l'élargissement de l'Union, la fiscalité et la politique sociale, tels que les proposent les neuf principales forces politiques en lice aux élections européennes .

10 - Les consommateurs italiens moins confiants
LE MONDE | 6 avril 1999 | SERGE MARTI | 645 mots
Les prévisions de croissance confirment un maintien de la France dans la moyenne, un rétablissement de l'Allemagne alors que la Péninsule perd pied . Par la faute du « trou d'air » résultant des vents mauvais venus d'ailleurs, les prévisions de croissance pour l'ensemble de l'année 1999 sont...

11 - Daniel Cohn-Bendit reproche au PS sa frilosité sur l'Europe
LE MONDE | 23 mai 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN BEUVE-MERY ET ARIANE CHEMIN | 920 mots
Dans un entretien au « Monde », la tête de liste des Verts pour le scrutin du 13 juin s'en prend vivement aux responsables politiques français. « Je ne connais pas la conception européenne de François Hollande », déplore le candidat écologiste .

12 - Harmonisation fiscale européenne : le Luxembourg refuse de se sacrifier
LE MONDE | 21 février 1999 | 135 mots
LE MINISTRE luxembourgeois des affaires étrangères, Jacques Poos, a réaffirmé cette semaine que le Grand-Duché refusait d'être sacrifié sur l'autel de l'harmonisation fiscale européenne. « En matière de fiscalité, le Luxembourg ne met pas en cause la nécessité d'une plus grande coordination des...

13 - Le temps du parler vrai
LE MONDE | 16 mars 1999 | PAR HERVE JUVIN | 1028 mots
La comparaison des comptes de sociétés européennes est possible, mais leur comparabilité n'est pas garantie. Voilà ce qui place les professionnels du chiffre et de l'audit parmi les intégrateurs privilégiés de l'Europe …

14 - Les Quinze peinent à avancer dans la voie de l'harmonisation fiscale
LE MONDE | 11 juin 1999 | VIRGINIE MALINGRE | 886 mots
LE « MANIFESTE » publié mardi 8 juin par Tony Blair et Gerhard Schröder pour présenter les grands principes de ce que les deux chefs de gouvernement appellent la gauche moderne marque une rupture en matière de fiscalité européenne : il prône des baisses d'impôts, notamment pour les entreprises, …

15 - Derrière l'ajustement d'un système incompréhensible, un bouleversement majeur
LE MONDE | 26 janvier 1999 | MICHEL DELBERGHE | 653 mots
Aucune solution n'est proposée pour lutter contre l'échec aux premiers cycles . LES APPARENCES sont trompeuses. Officiellement, le processus d'harmonisation européenne des formations et des diplômes, soumis lundi 25 et mardi 26 janvier au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la...

16 - L'immigration, une autre source de division
LE MONDE | 2 mars 1999 | FRANCINE AIZICOVICI | 793 mots

Droit d'asile, régularisations, code de la nationalité : les choix sont fonction des intérêts particuliers de chaque pays . L'immigration peut-elle faire l'objet d'une politique commune ? En tout cas, une certaine volonté d'y parvenir existe.

17 - Les socialistes européens peinent à s'entendre sur une stratégie pour l'emploi

LE MONDE | 3 mars 1999 | MICHEL NOBLECOURT | 822 mots

L'élection du Parlement de Strasbourg en juin doit être l'occasion de « placer l'Europe à gauche », selon le premier ministre français. Réunis à Milan, les leaders sociaux-démocrates ne parviennent pas à se mettre d'accord sur des mesures concrètes pour réduire le chômage.

18 - L'Université aborde avec réserve l'harmonisation européenne des diplômes

LE MONDE | 26 janvier 1999 | MICHEL DELBERGHE | 1102 mots

L'ampleur de la réforme présentée par le ministère de l'éducation au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche suscite des craintes chez les syndicats. Ceux-ci s'interrogent également sur ses modalités d'application et sur l'accès aux nouvelles filières professionnelles .

19 - L'harmonisation européenne des diplômes en discussion

LE MONDE | 27 février 1999 | 152 mots

LA CONFÉRENCE des chefs d'établissements d'enseignement supérieur a examiné le projet du ministre de l'éducation nationale relatif à l'harmonisation européenne des diplômes, jeudi 25 février au Collège de France à Paris.

20 - « Il y a, au niveau européen, un manque de volontarisme évident »

LE MONDE | 27 février 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR ARIANE CHEMIN ET HERVE KEMPF | 1011 mots

« Comment jugez-vous la position de Gerhard Schröder sur la réforme de la politique agricole commune et la contribution allemande au budget de l'union ? - La rhétorique du chancelier Schröder, qui réduit le problème de l'Agenda 2000 et de la réforme de la PAC à celui de la contribution...

21 - LA GRANDE BRETAGNE bloque le dossier sur une taxation minimale de l'épargne dans l'Union européenne

LE MONDE | 10 novembre 1999 | 75 mots

La Grande-Bretagne a continué, lundi, à bloquer le dossier sur une taxation minimale de l'épargne dans l'Union européenne, rendant ainsi de plus en plus improbable un accord européen sur l'harmonisation fiscale, début décembre, au sommet européen d'Helsinki.

22 - Paris et Bonn pressent Londres de se montrer flexible sur la fiscalité

LE MONDE | 17 novembre 1999 | 164 mots

HATTERSHEIM. Les ministres allemand et français des finances, Hans Eichel et Christian Sautter, ont profité, lundi 15 novembre, de la tenue du Conseil économique et financier franco- allemand pour appeler la Grande-Bretagne à « montrer ses capacités de compromis » sur le dossier de …

23 - Les propositions des principales listes

LE MONDE | 8 juin 1999 | CLARISSE FABRE | 907 mots

VOICI les propositions des principales listes françaises pour promouvoir l'Europe sociale. LO-LCR. Pour mettre fin au « drame collectif » du chômage, la liste d'Arlette Laguiller et d'Alain Krivine juge indispensable de « cesser les cadeaux de l'Etat au grand patronat : subventions,...

24 - « Il nous faut interdire au plus vite les farines animales en Europe »

LE MONDE | 10 juin 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-YVES NAU | 917 mots

DANS le cadre du conseil des ministres européens de la santé, organisé mardi 8 juin à Luxembourg, le gouvernement français a demandé, par la voix de Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, la création d'une agence européenne de sécurité sanitaire.

25 - L'Europe se dote de règles boursières communes

LE MONDE | 22 juin 1999 | MARTINE ORANGE | 916 mots

Une directive, adoptée lundi 21 juin, devait reconnaître le principe de l'OPA dans toute l'Union. L'impact sur l'emploi et la protection des actionnaires minoritaires deviennent des critères déterminants. Ces changements bouleverseront les habitudes de pays comme l'Allemagne .

26 - Un « mastaire » est créé pour harmoniser les formations européennes

LE MONDE | 23 juin 1999 | MICHEL DELBERGHE | 699 mots

Le ministère assouplit l'accès aux formations à bac+5 . Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche a adopté, lundi 21 juin, le projet de création d'un nouveau grade universitaire, le « mastaire », qui regroupera tous les diplômes de première année de troisième cycle à...

27 - « L'euro, formidable atout pour l'emploi »

LE MONDE | 19 mars 1999 | 313 mots

LA « CHARTE EUROPÉENNE pour l'union », déclinée en dix objectifs par le RPR et Démocratie libérale, constitue « un contrat de législature ». « Si les socialistes et les sociaux- démocrates devaient dominer l'ensemble des institutions européennes - Conseil européen, Commission de Bruxelles...

28 - Le Conseil européen de Tampere souligne le caractère non répressif de la politique d'immigration

LE MONDE | 17 octobre 1999 | HENRI DE BRESSON ET PHILIPPE LEMAITRE | 641 mots

La nécessité de respecter la « tradition d'ouverture » de l'Union . Au cours du Conseil européen extraordinaire de Tampere, consacré à la coopération en matière de justice et d'affaires intérieures, les Quinze ont insisté sur le caractère non répressif de leur démarche en matière de politique...

29 - BOURSES : harmonisation des horaires d'ouverture des différentes Bourses européennes

LE MONDE | 18 juin 1999 | 54 mots

L'harmonisation des horaires d'ouverture des différentes Bourses européennes est en marche. Londres va élargir ses horaires de cotation de 9 heures à 17 h 30 (contre de 10 heures à 17 heures actuellement).

30 - Yves Franchet, directeur d'Eurostat, se bat pour des statistiques impartiales

LE MONDE | 16 février 1999 | MARIE-BEATRICE BAUDET | 922 mots

L'organisme communautaire, basé à Luxembourg, est de plus en plus sollicité . Aplusieurs reprises, les journaux allemands et anglo-saxons l'ont épinglé. Ce n'étaient ni lui ni ses compétences qui étaient en cause mais... sa nationalité : française.

31 - La difficile marche vers l'harmonisation fiscale européenne

LE MONDE | 6 avril 1999 | LAETITIA VAN EECKHOUT | 752 mots

Deux dossiers-clés : la fiscalité sur l'épargne et celle sur les sociétés. De nombreux blocages persistent . Parce qu'il met en évidence la forte disparité entre les régimes fiscaux des Etats européens, l'euro pourrait accroître les risques de concurrence entre les pays.

32 - Construisons notre Europe

LE MONDE | 8 juin 1999 | PAR FRANCOIS HOLLANDE, CATHERINE LALUMIERE ET SAMI NAIR | 1514 mots

CONSTRUISONS notre Europe », tel est le titre de notre liste. Toute formule réduit. Celle-là exprime au contraire l'essentiel du contrat que nous proposons aux Français. Construisons : le pluriel n'a rien de majesté, il traduit une alliance. Une triple alliance.

33 - Paris, Berlin et Londres invitent l'Europe à rejeter le « pari de l'immigration zéro »

LE MONDE | 7 octobre 1999 | PHILIPPE BERNARD | 832 mots

Leur document commun propose de prendre en compte les causes des phénomènes migratoires . La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont présenté, lundi 4 octobre à Luxembourg, une contribution commune sur la politique de l'immigration.33

34 - L'Europe imite l'Amérique ? Inventons le contraire !

LE MONDE | 6 juin 1999 | PAR DANIEL COHN-BENDIT | 1214 mots

Quel air respirerons-nous dans dix ans ? Qu'est-ce que nous aurons dans nos assiettes ? Quels films et quels jeux multimédias pour nos gosses ? Quels moyens de transports ? Quelle ville ? Quels écarts entre les revenus ? Quelle répartition entre le temps de travail et le temps pour soi ?

35 - La Commission poursuit son offensive de libéralisation des transports

LE MONDE | 7 octobre 1999 | FRANCOIS BOSTNAVARON | 828 mots

Tous les secteurs sont concernés, mais tous les pays ne sont pas d'accord sur la déréglementation . ENGAGÉE au début des années 80, la politique de libéralisation des transports en Europe conduite par la commission s'est accélérée depuis trois ans.

36 - M. Hollande prend le temps de lancer sa campagne

LE MONDE | 3 avril 1999 | MICHEL NOBLECOURT | 702 mots

Une convention nationale du PS ratifiera, le 10 avril, liste et programme . LES SOCIALISTES ne sont pas mécontents d'avoir pris leur temps pour démarrer vraiment leur campagne européenne. Ils subissent ainsi moins que les autres l'« effet Kosovo », même s'ils savent, selon l'évolution du conflit...

37 - « L'essentiel des différences qui existaient entre l'UNEF-ID et l'UNEF a disparu »

LE MONDE | 19 mars 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL DELBERGHE | 793 mots

La présidente de l'UNEF-ID, Carine Seiler, prend position, dans un entretien au Monde, pour la « réunification » des syndicats étudiants. Au-delà de l'UNEF-ID et de l'UNEF, entre lesquels « les clivages d'autrefois se sont atténués », elle adresse cet appel à « toutes les forces du monde...

38 - La nécessaire protection de l'épargnant européen

LE MONDE | 30 mai 1999 | EMMANUEL PUISAIS | 405 mots

LA NAISSANCE de l'euro change progressivement la donne sur les marchés européens de l'épargne. De nombreux facteurs contribuent aujourd'hui à la multiplication de l'offre, que ce soit la concurrence grandissante entre les réseaux d'épargne européens, la délocalisation des établissements …

39 - Trente ans de réformes et de soubresauts

LE MONDE | 26 janvier 1999 | 201 mots

1968-1969 : adoption de la loi Edgar Faure créant les nouvelles universités. 1973 : création des instituts universitaires de technologie (IUT) par Christian Fouchet. 1978 : Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur, tente de restructurer le paysage universitaire.

40 - « L'Espagne n'a pas connu une telle stabilité depuis deux siècles »

LE MONDE | 10 mars 1999 | PROPOS RECCUEILLIS PAR MARIE-CLAUDE DECAMPS ET ERIC LE BOUCHER | 1672 mots

Dans un entretien au « Monde », le premier ministre explique ses projets européens et vante le centrisme réformiste . Le chef du gouvernement espagnol capitalise les succès de l'économie de la péninsule. « L'Espagne va bien », déclare-t-il.

41 - « Nous nous battons pour une majorité sociale au Parlement européen »

LE MONDE | 1 juin 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK JARREAU, OLIVIER MAZEROLLE ET PIERRE-LUC SEGUILLON | 928 mots

« La défense européenne peut-elle se construire dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale, qui compte des pays plus attachés à l'alliance avec les Etats-Unis qu'à l'émergence d'une Europe de la défense ?

42 - Chaque Etat membre défend ses privilèges fiscaux

LE MONDE | 2 mars 1999 | LAURENCE CARAMEL | 667 mots

L'harmonisation des taux d'imposition bute sur la surenchère des pays pour séduire les investisseurs . Europe rose ou pas, le dossier de l'harmonisation fiscale demeure bel et bien bloqué. « De mon vivant, il n'y aura pas d'harmonisation des impôts en Europe », déclarait Robin Cook, en décembre …

43 - L'Europe en panne d'électeurs

LE MONDE | 15 juin 1999 | ERIC LE BOUCHER | 1045 mots

CE WEEK-END, les armées internationales sont entrées au Kosovo pour mettre fin à la volonté de nettoyage ethnique du régime de Belgrade. Après dix ans d'atermoiements, l'Europe s'est unie pour ne plus tolérer l'ignoble à ses portes. Acte fondateur d'une conscience morale et d'une volonté.

44 - L'Europe en panne de compromis sur la circulation des camions le week-end €

LE MONDE | 3 octobre 1999 | STEPHANE LAUER | 750 mots

La France, soutenue par l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, s'oppose à un projet de directive de Bruxelles qui vise à harmoniser les législations actuelles. Les syndicats se mobiliseront mardi 5 octobre, à la veille d'un conseil des ministres européens sur le sujet .44

45 - Le dernier espace de souveraineté budgétaire

LE MONDE | 6 avril 1999 | 192 mots

Délicat dossier que celui de la fiscalité. Et pour cause : il touche à l'un des derniers espaces de souveraineté budgétaire des Etats européens. Un espace qu'il est, pour tous, difficile de voir remis en cause.

46 - « Le ralentissement actuel de la croissance constituera un premier test pour les Onze »

LE MONDE | 12 janvier 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENCE CARAMEL | 1106 mots

Â€ La monnaie unique permettra-t-elle aux Onze de mieux rÃ€sister aux crises ? Ì€ Les monnaies europÃ€ennes ont rÃ€sistÃ€ de faÃ€on remarquable Ã€ la crise financiÃ€re asiatique. Pour autant, personne n'est en mesure de prÃ€dire ce qui va se passer, comment les Onze vont gÃ€rer les crises, les chocs,...

47 - Désaccord sur les modalités d'application de la réforme des études supérieures

LE MONDE | 28 janvier 1999 | MICHEL DELBERGHE | 458 mots

A L'ISSUE de deux journées de débats, lundi 25 et mardi 26 janvier, les membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser) élargi consacré à l'examen du projet d' « harmonisation européenne des études » (Le Monde du 26 janvier) ne sont pas parvenus à trouver un …

48 - Les bac + 2 dans la tourmente €

LE MONDE | 18 février 1999 | NATHALIE GUIBERT | 1804 mots

L'éventuelle création d'une « licence professionnelle », dans le cadre de la réforme dite du « 3, 5 ou 8 », remettrait en cause l'organisation des BTS et des DUT . POUR LES UNS, il s'agit de la mort annoncée des diplômes à bac + 2.

49 - Nouvelle étape vers la création d'une grande Bourse européenne

LE MONDE | 6 mai 1999 | JOEL MORIO | 552 mots

APRÈS SIX MOIS de discussions, les négociations vont enfin pouvoir commencer pour l'édification d'une plate-forme boursière paneuropéenne. Mardi 4 mai, les représentants des huit principales Bourses européennes (Londres, Francfort, Paris, Zurich, Amsterdam, Madrid, Milan et Bruxelles) ont signé...

50 - « Un processus fédératif que nous voulons poursuivre »

LE MONDE | 9 février 1999 | 465 mots

RÉUNI dimanche 7 février, à Bordeaux, le conseil national de l'UDF a adopté une série de propositions sur l'Europe, rassemblées dans un document intitulé « Vers une nouvelle Europe », qui servira de base à la campagne de la liste conduite par François Bayrou aux élections du 13 juin.

51 - TROIS QUESTIONS À... MICHAEL NAUMANN

LE MONDE | 19 octobre 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR FLORENCE NOIVILLE | 302 mots

Ministre adjoint à la culture dans le gouvernement allemand, vous avez réaffirmé, lors de cette foire, votre attachement au prix unique du livre. La nouvelle Commission européenne y sera-t-elle plus favorable que l'ancienne ? Le gouvernement fédéral oeuvre pour le maintien du prix unique.

52 - Helsinki : élargissement, défense commune... et Tchétchénie

LE MONDE | 11 décembre 1999 | PHILIPPE LEMAITRE ET LAURENT ZECCHINI | 1154 mots

Les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pays membres de l'Union sont réunis, vendredi 10 et samedi 11 décembre en Finlande, pour entériner de nouvelles étapes de la construction européenne. Mais les massacres de populations civiles à Grozny bouleversent l'ordre du jour .

53 - TITRE NON DEFINI

LE MONDE | 11 décembre 1999 | 54 mots

UNION EUROPÉENNE : les ministres européens des finances n'ont pas réussi à régler le problème de la taxation des euro-obligations britanniques dans la nuit de jeudi à vendredi à Helsinki, causant le blocage du dossier de l'harmonisation fiscale qui devait être traité par le sommet européen, ont...

54 - « Le destin de la France n'a jamais été de se replier sur son hexagone »

LE MONDE | 4 mars 1999 | 1023 mots

JACQUES CHIRAC a adressé au Parlement, mardi 2 mars, à l'occasion du début du débat, à l'Assemblée nationale, sur la ratification du traité d'Amsterdam, un message dont voici les principaux passages : « (...) L'Europe est le fruit d'une nécessité, d'un idéal et d'une volonté.

55 - La question du fédéralisme revient au premier plan

LE MONDE | 1 janvier 1999 | HENRI DE BRESSON | 1176 mots

L'arrivée de l'euro semble imposer une Europe plus politique . « JE suis convaincu que le passage à la monnaie unique va recentrer les énergies et relancer la construction européenne. Ce projet est porteur d'une dynamique considérable, à condition que nous soyons capables de la maîtriser et de...

56 - Les socialistes et les chevènementistes confirment leur alliance

LE MONDE | 10 avril 1999 | MICHEL NOBLECOURT | 971 mots

En dépit des divergences apparues au sujet de la guerre contre la Serbie, la liste que François Hollande conduira aux élections du 13 juin associe le Mouvement des citoyens à sa campagne pour une construction européenne orientée à gauche et intégrant l'idée d'une défense commune .

57 - ROYAUME-UNI : Tony Blair confirme son hostilité à une harmonisation fiscale dans l'UE qui pourrait nuire à la City

LE MONDE | 19 octobre 1999 | 50 mots

Le premier ministre britannique, Tony Blair, a confirmé vendredi qu'il était hostile à une harmonisation fiscale dans l'Union européenne qui nuirait à la City de Londres. « Nous n'accepterons aucune mesure qui nuise à la City de Londres ou provoque une fuite des capitaux hors du pays », a-t-il...

58 - Les mésententes franco-allemandes menacent l'Europe agricole et budgétaire

LE MONDE | 27 février 1999 | ERIC LE BOUCHER ET ARNAUD LEPARMENTIER (A BONN) | 958 mots

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, réunis pour un sommet informel vendredi 26 février à Bonn, devaient constater leurs divergences sur le financement de l'Europe jusqu'en 2006. La veille, à Bruxelles, les négociations sur la réforme de la PAC n'avaient pu aboutir .

59 - Paris et Bonn veulent convaincre les Quinze de relancer le soutien aux nouvelles technologies

LE MONDE | 11 mai 1999 | BABETTE STERN | 614 mots

Pour MM. Strauss-Kahn et Eichel, l'Europe doit tirer les leçons de la croissance américaine . Les ministres des finances de l'Euro-11, puis des Quinze, devaient examiner, lundi 10 mai à Bruxelles, la situation conjoncturelle en Europe, marquée par un décalage négatif de l'Allemagne et de …

60 - Washington exhorte les Quinze à moderniser leurs armements

LE MONDE | 4 novembre 1999 | 367 mots

LE SECRÉTAIRE AMÉRICAIN à la défense, William Cohen, a fait part, mardi 2 novembre, de ses réserves sur l'identité européenne de sécurité et de défense (IESD), un projet visant à créer un pilier européen de l'OTAN capable d'agir avec ou sans les Etats-Unis selon les situations.

61 - Bouger l'Europe !

LE MONDE | 10 juin 1999 | PAR ROBERT HUE | 1302 mots

LORS des dizaines de rencontres auxquelles j'ai participé en sillonnant la France pendant plusieurs semaines, la question qui sans doute est le plus souvent revenue était : « A quoi vont servir ces élections ? Que vont-elles changer dans ma vie ?

62 - La réforme des études supérieures est reportée à l'an 2000

LE MONDE | 4 mars 1999 | MICHEL DELBERGHE | 560 mots

EST-CE la crainte de l'ouverture d'un nouveau front de contestation dans les universités ou plus simplement les risques de mise en oeuvre d'une réforme plus complexe que prévu ? Initialement programmée « sur la base du volontariat » des établissements dès la rentrée 1999, la réorganisation...

63 - Pour une lutte européenne contre le crime organisé

LE MONDE | 7 mars 1999 | PAR ELISABETH GUIGOU | 1287 mots

DEPUIS le sommet de Strasbourg, il y a dix ans, l'euro a été le moteur de l'Union européeme (UE). Aujourd'hui que cet objectif est atteint, nombreux sont ceux qui se demandent quel nouvel objectif pourra mobiliser les énergies et faire franchir une nouvelle étape vers l'Europe politique.

64 - La durée de travail chez les Quinze : un calcul à résultats multiples

LE MONDE | 14 décembre 1999 | MARIE-BEATRICE BAUDET | 704 mots

Les législations nationales ne sont plus significatives. Sans parler des idées reçues qui ont la peau dure . Outre la diversité des législations nationales, l'harmonisation du temps de travail en Europe se heurte à une mauvaise évaluation de ce qui se passe vraiment d'un Etat membre à l'autre.

65 - La durée de travail chez les Quinze : un calcul à résultats multiples

LE MONDE | 21 décembre 1999 | MARIE-BEATRICE BAUDET | 704 mots

Les législations nationales ne sont plus significatives. Sans parler des idées reçues qui ont la peau dure . Outre la diversité des législations nationales, l'harmonisation du temps de travail en Europe se heurte à une mauvaise évaluation de ce qui se passe vraiment d'un Etat membre à l'autre.

66 - Vers un droit pénal européen

LE MONDE | 6 août 1999 | PAR MIREILLE DELMAS-MARTY | 1224 mots

LE débat est enfin lancé sur la construction d'un droit pénal européen. L'accent est généralement mis sur la protection des intérêts financiers de l'Europe et le projet dit « Corpus juris », présenté à la presse en 1997 par le Parlement européen et la Commission, fait l'objet de débats publics...

67 - Enseignement supérieur : la concertation pour apaiser la grogne des étudiants

LE MONDE | 7 janvier 1999 | MICHEL DELBERGHE | 611 mots

APRÈS les vacances de Noël, les examens de janvier. Au moment où il relance ses projets de réforme de l'enseignement supérieur, Claude Allègre devrait disposer de quelques semaines de répit grâces aux examens de début d'année.

68 - ALLEMAGNE : article d'Oskar Lafontaine dans le "Daily Telegraph" du 11 février 1999 concernant l'harmonisation de l'impôt sur le revenu dans l'UE

LE MONDE | 12 février 1999 | 74 mots

Le ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine, a affirmé qu'il ne souhaitait pas l'harmonisation de l'impôt sur le revenu dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, dans un article publié jeudi par le quotidien britannique The Daily Telegraph.

69 - Le départ de M. Lafontaine perturbe les négociations européennes

LE MONDE | 14 mars 1999 | HENRI DE BRESSON | 582 mots

LA DÉMISSION d'Oskar Lafontaine au moment crucial des négociations sur le financement de l'Union européenne a semé le trouble dans les capitales européennes. Chacun en soupesait, vendredi 12 mars, les conséquences sur les arbitrages que l'Allemagne, qui préside ces négociations, va être amenée...

70 - La Gauche socialiste veut contribuer à « républicaniser » l'Europe

LE MONDE | 7 février 1999 | MICHEL NOBLECOURT | 702 mots

MARIE-NOËLLE LIENEMANN, Harlem Désir et Gérard Filoche ont déposé, mardi 2 février, la contribution de la Gauche socialiste pour la convention « Nation-Europe » organisée par le PS les 27 et 28 mars.

71 - Improbable harmonisation

LE MONDE | 18 mai 1999 | NATHALIE GUIBERT | 689 mots

Jacques Attali, dans un rapport commandé par Claude Allègre et intitulé « Pour un modèle européen d'ensei-gnement supérieur », a défini, en 1997, des « critères européens de convergence » censés mettre l'enseignement français au diapason de ses voisins.

72 - Immigration, criminalité, entraide judiciaire

LE MONDE | 15 octobre 1999 | 350 mots

Asile et immigration. La communautarisation progressive de ces politiques est prévue par le traité d'Amsterdam. Les Etats membres diffèrent sur le degré de solidarité à atteindre. Le problème se pose, notamment, à propos de ce que l'on appelle la protection temporaire de réfugiés en cas de crise...

73 - Le PS à la recherche d'une position équilibrée sur la construction européenne

LE MONDE | 3 février 1999 | MICHEL NOBLECOURT | 873 mots

Le document préparatoire à sa convention de mars entend articuler Europe et nation . A quatre mois et demi des élections européennes, le Parti socialiste estime qu'il doit « politiser l'Europe ». Le bureau national du PS devait examiner, mardi 2 février, un document préparatoire à sa convention...

74 - Les socialistes européens veulent réorienter la politique communautaire

LE MONDE | 28 janvier 1999 | MICHEL NOBLECOURT | 894 mots

Avant les élections de juin au Parlement de Strasbourg, les chefs des partis socialistes et sociaux-démocrates des Quinze adopteront, en fin de semaine à Vienne, un Manifeste soulignant le besoin de centrer les objectifs de l'Union autour de l'emploi, de la sécurité et de l'environnement .

75 - La France maintient l'embargo, la « guerre du boeuf » reprend

LE MONDE | 10 décembre 1999 | 665 mots

S'appuyant sur l'avis de ses experts scientifiques indépendants, le gouvernement refuse toujours la reprise des importations de viande bovine britannique et demande de nouvelles négociations pour obtenir de meilleures garanties sanitaires .

76 - L'abolition des ventes hors taxes dans l'Union met en lumière les carences de l'Europe fiscale

LE MONDE | 1 juillet 1999 | PASCAL GALINIER | 951 mots

90 000 emplois commerciaux seraient menacés . Jeudi 1er juillet, les voyageurs se déplaçant au sein de l'Union européenne ne pourront plus acheter de marchandises détaxées dans les ports, les aéroports, sur les bateaux et dans les avions.

77 - La marginalisation du Royaume-Uni inquiète les éditorialistes anglais

LE MONDE | 1 janvier 1999 | MARC ROCHE | 886 mots

Alors que la population reste sceptique, Londres a déjà engagé, en coulisses, les préparatifs pour une adhésion rapide à l'euro . Amarrée à l'Amérique et refusant le pool charbon-acier, la Communauté européenne de défense et le Marché commun : c'était l'Angleterre d'hier.

78 - La COB réclame une rapide régulation boursière au niveau européen

LE MONDE | 7 mai 1999 | JOEL MORIO | 275 mots

PLUS DE QUATRE MOIS après la mise en place de l'euro et deux jours après la confirmation du projet de création d'une plate-forme boursière européenne, Michel Prada, le président de la Commission des opérations de Bourse (COB), a souligné la nécessité d'accélérer l'harmonisation des règles et la …

79 - Tensions entre la Banque centrale européenne et les gouvernements français et allemand

LE MONDE | 18 février 1999 | PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS ETARNAUD LEPARMENTIER (A BONN) | 819 mots

Le remède à apporter au ralentissement conjoncturel doit-il être monétaire ou budgétaire ? . La Banque centrale européenne, qui se réunit jeudi 18 février, ne devrait pas modifier ses taux d'intérêt, selon les analystes, malgré le ralentissement conjoncturel en Europe.

80 - Le Luxembourg renvoie ses socialistes dans l'opposition

LE MONDE | 15 juin 1999 | LUC ROSENZWEIG | 530 mots

A L'IMAGE de la Belgique voisine, le Grand-Duché de Luxembourg votait dimanche 13 juin à la fois pour élire ses députés au nouveau Parlement européen et renouveller son Parlement national. Les libéraux, jusque-là dans l'opposition, sortent grands vainqueurs de ce double scrutin, qui va voir le ..

81 - Europe : les faux choix du PS
LE MONDE | 11 mars 1999 | 507 mots
VÉRITÉ à Milan, mensonge à Paris... à moins que ce ne soit l'inverse. Le document en vingt et un points qui constitue le Manifeste commun des socialistes européens pour les élections du 13 juin, adopté au congrès de Milan le 1er mars, énonce que les décisions prises par les Quinze doivent …

82 - Les rivalités baltes sont-elles solubles dans l'UE ?
LE MONDE | 19 octobre 1999 | ANTOINE JACOB | 1153 mots
L'Estonie part favorite dans la course à l'adhésion, au grand dam de ses voisins lettons et lituaniens . Pays baltes : les mots claquent comme un drapeau au vent. Fort commode, ce terme englobe une réalité souvent confuse pour ceux, et ils sont nombreux, qui n'ont jamais mis les pieds dans ces ...

83 - Europe de la défense : la dimension industrielle
LE MONDE | 21 décembre 1999 | PAR FRANCOIS HEISBOURG | 708 mots
DES progrès spectaculaires ont été accomplis à Helsinki en matière de défense européenne. La fixation d'objectifs militaires précis jointe aux décisions de mise en place d'une partie des institutions nécessaires, tout cela aura été réalisé en moins d'un an, rythme sans précédent pour...

84 - L'accueil poli de la presse financière internationale à l'euro
LE MONDE | 5 janvier 1999 | ERIK IZRAELEWICZ | 692 mots
Les grands journaux qui influencent Wall Street et la City félicitent les Européens, mais continuent à insister sur les risques de la monnaie unique européenne . OBLIGÉS d'annoncer une naissance à laquelle ils n'avaient jamais cru, celle de l'euro, les grands journaux qui influencent les...

85 - La France tarde à transposer les directives européennes
LE MONDE | 15 octobre 1999 | RAFAELE RIVAIS | 1129 mots
L'ANNULATION, fin septembre, par le Conseil d'Etat des actes qu'avait pris la ministre de l'environnement, Dominique Voynet, pour appliquer la directive européenne « Habitats » (Le Monde du 6 octobre) tombe plutôt mal pour le gouvernement.

86 - M. Prodi prône un mode de décision plus rapide
LE MONDE | 26 mars 1999 | PHILIPPE RICARD | 385 mots
Sa nomination à la présidence de la commission n'était pas encore connue quand Romano Prodi participait, à Francfort, à un séminaire organisé par la banque Goldman Sachs. Prononcé dans un anglais sans enthousiasme, son discours sur « la stabilité, la croissance et l'emploi en Europe » avait …

87 - La France garde ses distances avec la politique des transports dans l'Union
LE MONDE | 18 mai 1999 | ALAIN FAUJAS | 1164 mots
Dans l'aérien comme pour le rail, l'arrivée de nouveaux concurrents, prônée par la Commission, est source de conflits . Malgré le foisonnement des colloques consacrés à l'Union, la France ne témoigne pas toujours d'une « fibre » européenne très développée.

88 - Européennes : pour éviter la catastrophe
LE MONDE | 19 février 1999 | PAR VALERY GISCARD D'ESTAING | 1827 mots
VOUS allez à la catastrophe ! " C'est l'expression que je me suis permis d'utiliser en 1996, lorsque je suis venu plaider devant les députés du groupe UDF en faveur d'une réforme du scrutin régional, que l'ampleur de la majorité de l'époque permettait de réaliser aisément.

89 - Les chantiers d'Ursula Engelen-Kefer pour renforcer la cohésion sociale de l'Union
LE MONDE | 28 septembre 1999 | PHILIPPE RICARD | 845 mots
La lutte contre le chômage et l'instauration de minimums sociaux sont des priorités pour la vice-présidente de la Fédération des syndicats allemands . C'est dans un immeuble en chantier, au coeur de Berlin, qu'Ursula Engelen-Kefer reçoit ses visiteurs.

90 - Un rapport de l'OCDE souligne la reprise des migrations depuis 1997
LE MONDE | 17 octobre 1999 | PHILIPPE BERNARD | 538 mots
REPRISE légère mais générale des flux d'immigration, opérations de régularisation des sans-papiers, libéralisation des législations sur la nationalité... La discussion sur l'harmonisation des politiques européennes d'immigration et d'asile, qui a lieu au cours du sommet de Tampere, se déroule...

91 - Le patronat souhaite que la politique sociale ne soit plus conduite par décret
LE MONDE | 12 octobre 1999 | ALAIN FAUJAS | 998 mots
Pour le syndicat patronal européen, la loi doit prendre la forme de cadres généraux et laisser aux Etats la mise en oeuvre . La mise en place d'un nouveau Parlement européen et d'une nouvelle Commission a inspiré à l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (Unice) le...

92 - Le racisme antitsigane des sociétés est-européennes
LE MONDE | 29 octobre 1999 | MARTIN PLICHTA | 911 mots
UN DEMI-SIÈCLE après l'Holocauste, un mur isolant une communauté ethnique de la population majoritaire a été érigé au coeur de l'Europe. A cent cinquante kilomètres de Buchenwald, à cinq cents d'Auschwitz, de Cracovie et de Varsovie, à quarante kilomètres de Theresienstadt en Bohême, la …

93 - Fiscalité des actions : la France désavantagée
LE MONDE | 13 juin 1999 | CECILE PRUDHOMME | 454 mots
À L'HEURE où la réflexion sur l'harmonisation fiscale en Europe est encore dans l'impasse, ce sujet, hautement sensible, est remis sur le devant de la scène par le biais des marchés financiers. « Pénalisant les placements directs en Bourse, la fiscalité est, en France, un des freins au...

94 - www.aftri.com
LE MONDE | 13 octobre 1999 | CHRISTOPHE LABBE ETOLIVIA RECASENS | 420 mots
Un site d'informations pour les routiers devenu outil de combat militant . « AVEC mon semi-remorque autrichien tracté par un véhicule français, sachant que je transite pour une courte durée, quels documents dois-je me procurer pour passer la frontière ? » Chaque jour, le site de l'Association...

95 - Claude Emmanuel Triomphe, un inspecteur du travail sans frontières
LE MONDE | 1 juin 1999 | FRANCINE AIZICOVICI | 745 mots
Le président de l'Université européenne du travail veut confronter les différentes pratiques des pays membres de l'Union . Croiser les regards. Ainsi pourrait se résumer le projet d'Université européenne du travail (UET) dont Claude Emmanuel Triomphe est le cofondateur et président.

96 - Taux d'imposition moyens dans l'Union
LE MONDE | 2 février 1999 | 152 mots
Le travail salarié est de plus en plus taxé en Europe. D'abord, l'imposition sur les revenus salariés a continué à progresser dans certains Etats membres. Ensuite, on assiste à la fiscalisation d'un certain nombre de cotisations, comme le RDS et la CSG en France, créés pour aider au comblement...

97 - L'espace judiciaire européen va voir progressivement le jour
LE MONDE | 19 octobre 1999 | HENRI DE BRESSON ET PHILIPPE LEMAITRE | 696 mots
Les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze se sont mis d'accord à Tampere sur une démarche prudente pour rapprocher leurs législations et leurs pratiques en matière de justice et d'enquêtes policières. Ils ont ainsi renforcé les pouvoirs d'Europol et créé Eurojust .

98 - L'harmonisation des prix dans l'Euroland n'est pas pour demain
LE MONDE | 26 janvier 1999 | ANTOINE REVERCHON | 1149 mots
Les disparités de fiscalité et d'habitudes de consommation découragent producteurs et distributeurs . Persoft, éditeur américain de logiciels, a décidé de faire converger ses prix dans toute l'Europe.

99 - Pas d'accord sur l'harmonisation fiscale
LE MONDE | 14 décembre 1999 | 182 mots

Les Quinze ne sont pas parvenus à trouver un accord sur le dossier de l'harmonisation fiscale, lors du sommet d'Helsinki, samedi 11 décembre, les Britanniques s'opposant à une taxation des euro- obligations.

100 - Le marché européen des actions verra le jour avant novembre 2000

LE MONDE | 25 septembre 1999 | CECILE PRUDHOMME | 302 mots

ALORS QU'ELLES semblaient dans l'impasse pour construire le futur marché des actions en Europe, les huit Bourses européennes ont créé la surprise, jeudi 23 septembre. Parvenues difficilement à s'entendre sur une harmonisation de leurs horaires d'ouverture, elles ont fait un grand pas en avant...

101 - Les émetteurs français en observateurs attentifs

LE MONDE | 1 janvier 1999 | ENGUERAND RENAULT | 619 mots

LES SOCIÉTÉS cotées ne sont pas directement associées aux négociations menées pour la constitution d'une Bourse européenne. Pourtant elles sont les premières concernées. Pour elles, la cotation en Bourse conditionne l'accès au financement, le modelage de leur actionnariat et la comparaison avec …

102 - Les ministres européens des transports continuent de restreindre la circulation des camions le week-end

LE MONDE | 8 octobre 1999 | PHILIPPE LEMAITRE | 700 mots

Timide ouverture sur la libéralisation du fret ferroviaire . Réunis à Luxembourg, les quinze ministres des transports ne sont pas parvenus à s'accorder sur le trafic des camions le dimanche. La France a obtenu que le statu quo persiste : les Etats qui interdisent la circulation des camions le...

103 - Bruxelles peine à prendre en compte la spécificité des coopératives et des mutuelles

LE MONDE | 28 septembre 1999 | PHILIPPE LEMAITRE | 792 mots

La Commission européenne envisage de scinder en deux l'Unité « économie sociale » créée en 1990 . En dépit de sa puissance - les coopératives, mutualités, associations et fondations (CMAF) représentent cinq millions d'emplois dans l'Union et, par exemple, 30 % du secteur bancaire -, le secteur...

104 - ALTERNATIVE

LE MONDE | 2 mars 1999 | 91 mots

Les sociaux-démocrates, au pouvoir dans onze pays de l'Union, veulent infléchir la politique européenne en faveur de l'emploi. Pour l'instant, ils ne sont parvenus à s'entendre ni sur les objectifs ni sur les moyens. Sur la fiscalité, les intérêts nationaux sont un obstacle à l'harmonisation.

105 - François Bayrou s'estime en position de force dans le « champ de ruines » de la droite

LE MONDE | 20 avril 1999 | CECILE CHAMBRAUD | 817 mots

Le président de l'UDF pose ses conditions à la formation d'une liste unique aux européennes . Le président de l'UDF a refusé, dimanche 18 avril, de se rallier sans conditions à la proposition de liste unique de l'opposition pour les élections européennes, en dépit des appels à l'union lancés par...

106 - Sibiu la roumaine, capitale des différences acceptées

LE MONDE | 17 septembre 1999 | FREDERIC EDELMANN | 964 mots

Le Conseil de l'Europe lance en Roumanie une campagne en faveur de l'héritage culturel commun, à l'occasion des Journées européennes du patrimoine, les 18 et 19 septembre . Samedi 18 et dimanche 19 septembre, les XVIe Journées du patrimoine sont placées sous le thème de la « citoyenneté ».

107 - Les instituts d'émission européens défendent leur mission de contrôle des banques

LE MONDE | 11 mai 1999 | PHILIPPE RICARD | 946 mots

Le traité de Maastricht a maintenu la prééminence des dispositifs nationaux de supervision des établissements financiers. Ce système est remis en cause à Francfort par la Banque centrale européenne, qui le juge incohérent .

108 - Oskar Lafontaine, socialiste fin de siècle

LE MONDE | 13 mars 1999 | LUCAS DELATTRE | 1979 mots

Tête de Turc des milieux d'affaires et des néolibéraux d'Europe, défenseur de l'Etat comme rempart contre l'injustice, le Sarrois Oskar Lafontaine, ministre des finances d'Allemagne, jette l'éponge .

109 - BOURSES : échec du projet d'alliance entre Francfort et Londres
LE MONDE | 30 juillet 1999 | 49 mots
Le projet d'alliance entre Francfort et Londres, décidé il y a un an, a échoué, annonce le quotidien économique allemand Handelsblatt de jeudi. Les présidents du London Stock Exchange et de la Deutsche Boerse AG n'auraient pu s'entendre sur l'harmonisation du fonctionnement des deux grandes...

110 - Vers une harmonisation européenne des techniques de détection
LE MONDE | 4 mars 1999 | CATHERINE VINCENT | 665 mots
COMBIEN de temps faudra-t-il attendre avant que la détection des OGM ne devienne effective ? Comme l'a décidé, le 26 mai 1998, le conseil des ministres européens de l'agriculture, les aliments contenant des OGM ou des produits dérivés devraient, depuis le 1er septembre 1998, le mentionner …

111 - Élargissement de l'Union : tous gagnants !
LE MONDE | 27 avril 1999 | YVES MAMOU | 1130 mots
Un rapport du Commissariat du Plan souligne le caractère politique inéductable de l'ouverture du club Europe, mais reste l'aspect économique... . Il faut se presser, mais lentement. Telle pourrait être la morale du rapport que, sous l'égide de son patron Jean-Michel Charpin, le Commissariat...

112 - Comment Hans, Wim et Olaf ont eu raison d'« Oskar le Rouge »
LE MONDE | 23 mars 1999 | SERGE MARTI | 593 mots
A elle seule, la photo valait tous les commentaires. La cravate dénouée, le visage rayonnant et les bras dressés en V en signe de victoire, ce trader de la Bourse de Francfort laissait éclater sa joie après l'envolée de l'indice Dax (plus de 5 %), le 12 mars, tandis que l'euro, singulièrement...

113 - Les écueils de la nouvelle épreuve d'histoire-géographie
LE MONDE | 7 juillet 1999 | BEATRICE GURREY | 421 mots
UNE FOIS CORRIGÉE, la nouvelle épreuve d'histoire et géographie du baccalauréat général a confirmé les craintes des plus sceptiques et ébranlé la confiance des convaincus. Désormais commune à toutes les séries - L, ES et S -, dotés de coefficients qui restent les mêmes que les années...

114 - L'euro : jour J - 1 000 ?
LE MONDE | 30 mars 1999 | ERIK IZRAELEWICZ | 1020 mots
« L'EURO : JOUR J + 80 ». Quatre-vingts jours après la naissance de la monnaie unique, la SBF-Bourse de Paris et Le Monde avaient décidé d'organiser, jeudi 25 mars, au Palais de la Bourse à Paris, un colloque international pour tenter d'établir un premier bilan d'étape (Le Monde du 26 mars).

115 - La convention européenne de bioéthique entrera en vigueur le 1er décembre
LE MONDE | 12 août 1999 | JEAN-YVES NAU | 845 mots
Le Danemark est le cinquième pays à avoir ratifié ce texte juridique publié en 1994 . LE DANEMARK a officiellement informé, mardi 10 août, Daniel Tarschys, secrétaire général du Conseil de l'Europe, avoir ratifié la convention de bioéthique européenne.

116 - M. Moscovici encourage la Suède à rejoindre l'euro
LE MONDE | 10 février 1999 | ANTOINE JACOB | 525 mots
En se rendant à Stockholm les dimanche 7 et lundi 8 février, le ministre français des affaires européennes, Pierre Moscovici, savait qu'il lui faudrait conjuguer prudence et persuasion. Des quinze membres de l'Union européenne (UE), la Suède, qui n'y adhéra que de justesse en 1995, fait preuve...

117 - L'industrie du poulet
LE MONDE | 8 juin 1999 | 97 mots
LA CRISE du poulet contaminé prend des proportions sans précédent en Belgique, plaçant le pays en quarantaine. Les étals sont vides. Le gouvernement français a fourni lundi 7 juin à la Commission européenne les documents détaillant les mesures mises en oeuvre pour lutter contre le risque …

118 - L'Europe de l'Est négocie l'adaptation de ses normes environnementales
LE MONDE | 28 juillet 1999 | HERVE KEMPF | 476 mots

Première réunion avec les ministres de l'UE . LA QUESTION de l'environnement a été reconnue le week-end dernier comme l'une des principales conditions posées à l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Est.

119 - Marché international des capitaux : la crédibilité de l'euro

LE MONDE | 4 avril 1999 | CHRISTOPHE VETTER | 691 mots

LE PREMIER TRIMESTRE a montré quelle place pouvait prendre l'euro sur le marché international des capitaux. Tant du point de vue du volume des nouvelles émissions que de la variété des emprunteurs et de la diversité des structures financières, il semble bien que le dollar ait trouvé un rival …

120 - 24 pays pour « un espace européen d'enseignement supérieur »

LE MONDE | 22 juin 1999 | 180 mots

LES MINISTRES de l'éducation de vingt-quatre pays ont adopté, samedi 19 juin à Bologne (Italie), une déclaration en faveur de la création d'un « espace européen de l'enseignement supérieur supérieur ».

121 - Mireille Delmas-Marty, professeur de droit La coordonnatrice d'un « Corpus juris »

LE MONDE | 21 septembre 1999 | DOMINIQUE DHOMBRES | 344 mots

LE NOM de Mireille Delmas-Marty revient souvent dès qu'il s'agit d'une discipline jadis considérée comme principalement académique, mais qui a désormais des conséquences très concrètes : le droit comparé.

122 - Toxicomanie : les pays de l'Union européenne s'éloignent d'une politique purement répressive

LE MONDE | 23 novembre 1999 | ERICH INCIYAN | 746 mots

L'Observatoire européen des drogues se félicite des convergences parmi les Quinze . L'OEDT (Observatoire européen des drogues et toxicomanies) a rendu public son rapport annuel, lundi 22 novembre, à Berlin.

123 - Le CIO se donne trois mois pour créer son agence antidopage

LE MONDE | 5 février 1999 | YVES BORDENAVE | 754 mots

Le Comité international olympique a fait marche arrière face aux ministres des sports européens. Il se laisse un délai pour des consultations avec les gouvernements mais reste ferme sur l'instauration d'une sanction commune .

124 - Nation, CAC 40 et PEA

LE MONDE | 2 novembre 1999 | PAR ERIK IZRAELEWICZ | 589 mots

L 'entreprise a-t-elle encore, à l'heure de la mondialisation, une nationalité ? Spontanément, la réponse que tout un chacun apporte est affirmative : IBM est américain, Sony japonais et Siemens allemand. Qui pourrait en douter ? Et pourtant.

125 - Questions-réponses

LE MONDE | 20 avril 1999 | 754 mots

1 Quels sont l'importance et les principaux acteurs du marché des OGM ? Les revenus tirés des organismes génétiquement modifiés (OGM) proviennent de la vente de semences ou des redevances d'utilisation de la biotechnologie.

126 - La guerre des nouveaux marchés d'actions fait rage en Europe

LE MONDE | 10 février 1999 | ENGUERAND RENAULT | 973 mots

Le Neuer Markt allemand est en position de force . Depuis trois ans, les marchés consacrés aux valeurs de croissance se sont multipliés en Europe. Malgré un succès de notoriété, le Nouveau Marché parisien, qui soufflera sa troisième bougie le 14 février, n'a pas réussi à acquérir une dimension...

127 - Espoir de déblocage du dossier fiscal européen

LE MONDE | 10 décembre 1999 | 154 mots

LA COMMISSION et la présidence de l'UE ont tenté de débloquer le dossier d'harmonisation fiscale en proposant à Londres de remplacer l'imposition des euro-obligations par une transmission d'informations aux Etats des titulaires non résidents, a indiqué mercredi 8 décembre un porte- parole.

128 - « Nous allons trouver, avec l'UDF, un accord pour une Europe confédérale »

LE MONDE | 16 janvier 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR RAPHAELLE BACQUE ET GERARD COURTOIS | 1229 mots

« Le Congrès se réunit, lundi 18 janvier, pour réviser la Constitution et permettre la ratification du traité d'Amsterdam. Le débat dans les deux Assemblées a été rapide et largement consensuel. Est-ce la fin des guerres de religion sur l'Europe ? - Dès mon élection à la présidence du Sénat,...

129 - La surprise de l'euro faible

LE MONDE | 12 février 1999 | PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS | 1187 mots

UNE FOIS ENCORE, les pronostics des experts financiers ont été déjoués. Ils avaient prédit sinon une envolée, du moins une forte hausse de l'euro face au dollar. A les écouter, les investisseurs internationaux allaient se ruer vers la nouvelle monnaie européenne, les banques centrales …

130 - Les députés attendent de l'OMC qu'elle renforce la régulation

LE MONDE | 8 octobre 1999 | RAFAELE RIVAIS | 660 mots

L'ASSEMBLÉE NATIONALE devrait bientôt organiser un débat public sur le contenu des négociations qui seront lancées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à Seattle, aux États-Unis, du 30 novembre au 3 décembre.

131 - Équivalences : la loi du cas par cas

LE MONDE | 18 mai 1999 | ELODIE THIVARD | 1192 mots

La Commission multiplie les programmes d'échanges, mais la reconnaissance académique se heurte à l'absence de règle commune . Chaque université voit son équivalence à sa porte, c'est en substance la leçon européenne en matière de reconnaissance des diplômes.

132 - L'Europe de la nutrition animale reste à faire

LE MONDE | 8 juin 1999 | VERONIQUE LORELLE | 1138 mots

La crise du poulet belge met une nouvelle fois en cause le mode d'alimentation des animaux d'élevage. Les industriels français, leaders européens du secteur, dénoncent l'absence d'harmonisation des règlements communautaires et la mauvaise maîtrise des importations .

133 - La bioéthique, la France et l'Europe

LE MONDE | 16 mars 1999 | PAR JEAN MICHAUD | 876 mots

AU mois de juillet 1994 ont été publiées les trois lois dites de bioéthique. Ces textes d'importance capitale avaient été précédés de plusieurs années de réflexions, de débats, de controverses. Fallait-il légiférer, en présence de progrès scientifiques et médicaux majeurs, ou s'en remettre à la...

134 - « Avec Internet, les intérêts de la société et du secteur privé coïncident »

LE MONDE | 7 décembre 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR ANNIE KAHN ET PHILIPPE LEMAITRE | 930 mots

« La « nouvelle économie » américaine fait rêver. Elle repose sur une industrie technologique forte. Quelles mesures pourraient permettre à l'Europe de rattraper son retard ? - Si on regarde la pénétration des ordinateurs à la maison, les États-Unis sont très en avance sur nous.

135 - La bioéthique, la France et l'Europe

LE MONDE | 9 mars 1999 | PAR JEAN MICHAUD | 897 mots

AU mois de juillet 1994 ont été publiées les trois lois dites de bioéthique. Ces textes d'importance capitale avaient été précédés de plusieurs années de réflexions, de débats, de controverses. Fallait-il légiférer, en présence de progrès scientifiques et médicaux majeurs, ou s'en remettre à la...

136 - Les craintes de dérapage budgétaire affectent l'euro

LE MONDE | 30 mai 1999 | PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS | 885 mots

La monnaie européenne est tombée, jeudi 27 mai, jusqu'à 1,0407 dollar, son plus bas niveau depuis sa création. La faiblesse de la croissance et les craintes de dérapage budgétaire sur le Vieux Continent sont à l'origine de ce mouvement .

137 - « Le marché dans ses règles les plus sauvages »

LE MONDE | 2 mars 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN MERCIER | 733 mots

« Plusieurs dirigeants du football européen s'inquiètent de l'inflation galopante des salaires des joueurs. Cette crainte est-elle justifiée ? - Tout à fait. Les choses vont beaucoup trop vite. Et l'écart se creuse de façon dramatique entre les clubs les plus riches d'Europe et le ventre mou...

138 - Lionel Jospin trace sa route en « mettant le cap sur l'an 2000 »

LE MONDE | 7 janvier 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-MICHEL APHATIE, PATRICK JARREAU, LAURENT MAUDUIT ET MICHEL NOBLECOURT | 4711 mots

Se refusant à toute « conjecture » sur les intentions de Jacques Chirac, le premier ministre réaffirme ses objectifs en inscrivant la sécurité au deuxième rang des priorités, aussitôt après l'emploi, dont il espère la progression grâce à un « rebond de l'activité » au second semestre .

139 - L'Euroland à l'épreuve de la divergence

LE MONDE | 12 mai 1999 | PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS | 1234 mots

QUATRE MOIS après le lancement de l'euro, la Banque centrale européenne (BCE) se trouve confrontée à une difficulté majeure et inattendue : elle doit s'efforcer de donner une cohérence à sa politique monétaire alors que les disparités économiques ne cessent de grandir à l'intérieur de la zone.

140 - L'euro, monnaie nationale

LE MONDE | 25 mai 1999 | PAR JEAN-MICHEL SERVET | 1087 mots

Les premières phases de l'invention et de l'introduction de l'euro ont été les dignes héritières de l'European Currency Unit (ECU) et de la stabilisation des taux de change entre pays européens poursuivie depuis plus de vingt ans.

141 - L'avenir incertain du Livret a

LE MONDE | 28 septembre 1999 | YVES MAMOU | 1064 mots

Pactole pour l'État, le livret d'épargne populaire reste menacé par Bruxelles et par le manque d'investissements dans le logement social . A l'heure des marchés financiers, le Livret A des Caisses d'épargne et de La Poste a-t- il encore un avenir ? Au ministère des finances, à la Banque de France,...

142 - L'Union européenne interdit une drogue de synthèse à l'origine de surdoses mortelles

LE MONDE | 18 septembre 1999 | ERICH INCIYAN | 636 mots

Le 4-MTA est un produit en vogue chez des jeunes lassés par l'ecstasy . Pour la première fois, le Conseil européen a décidé, mardi 14 septembre, de placer une drogue de synthèse sur la liste des substances psychotropes interdites.

143 - Mort de Rolf Liebermann, musicien élégant, qui fut un grand directeur de l'Opéra de Paris

LE MONDE | 5 janvier 1999 | ALAIN LOMPECH | 1213 mots

Le compositeur suisse est mort à Paris, samedi 2 janvier, à l'âge de quatre-vingt-huit ans . Directeur de l'Opéra de Paris de 1973 à 1980, Rolf Liebermann a su refaire de Paris la capitale européenne de l'art lyrique, doter l'Opéra d'une trentaine d'ouvrages du répertoire prêts en permanence,...

144 - La lutte contre les abus passe par une coopération entre Etats

LE MONDE | 16 novembre 1999 | LAETITIA VAN EECKHOUT | 808 mots

L'administration française a renforcé une partie de son dispositif en 1998 : mais celui- ci reste insuffisant sans collaboration internationale . Rien, aujourd'hui, ne permet de mesurer l'ampleur de l'évasion fiscale à laquelle participent des cadres dirigeants.

145 - Londres continue de bloquer l'harmonisation fiscale européenne

LE MONDE | 10 novembre 1999 | PHILIPPE LEMAITRE | 606 mots

Un accord doit être trouvé avant la fin de l'année . Une menace pèse désormais sur le sommet d'Helsinki en décembre : en raison principalement de l'intransigeance britannique, les ministres des finances des Quinze, qui étaient réunis lundi 8 novembre à Bruxelles, ne parviennent absolument pas...

146 - INTERNET 2 PIRATES BULGARES

LE MONDE | 19 février 1999 | 155 mots

INTERNET 2 'organisme américain responsable du développement de « l'Internet 2 » (réseau à haut débit à l'usage des universités, des laboratoires et des centres de recherche) a signé un accord avec quatre pays européens (Royaume-Uni, France, Allemagne et Italie).

147 - Quinze pour le sport

LE MONDE | 2 juin 1999 | 97 mots

LES MINISTRES des sports des Quinze, réunis mardi 1er et mercredi 2 juin à Paderborn (Allemagne), à l'occasion d'un sommet exceptionnel, devaient travailler à l'harmonisation des normes européennes de lutte contre le dopage et examiner les modalités d'une position commune sur les missions et...

148 - Sans-papiers : l'Italie exemplaire

LE MONDE | 11 février 1999 | 459 mots

EN annonçant, mardi 9 février, la régularisation massive de « sans-papiers », le gouvernement d'Alessandro D'Alema démontre à celui de Lionel Jospin qu'en matière d'immigration, il est possible de faire autrement, que la politique menée par Jean-Pierre Chevènement n'est pas la seule possible.

149 - Le temps des angoisses alimentaires

LE MONDE | 8 juin 1999 | JEAN-YVES NAU | 988 mots

EN MOINS d'une semaine, l'affaire des poulets à la dioxine vient de prendre une dimension internationale. Décrite initialement comme un simple accident dans une usine belge fournissant des graisses à des fabricants d'aliments pour volailles, elle est devenue un " chickengate " qui reproduit en...

150 - Un marché unique des services financiers

LE MONDE | 7 septembre 1999 | PAR STEPHANE CORONE | 565 mots

Les règles de transparence et de fiabilité n'ont pas été harmonisées : une entreprise qui souhaite faire appel à l'épargne de plusieurs pays d'Europe doit produire de nombreux documents La Commission de Bruxelles a publié, le 11 mai dernier, un plan d'action pour l'unification des services...

151 - Les mutuelles doivent se moderniser pour affronter les assurances

LE MONDE | 29 mai 1999 | JEAN-MICHEL BEZAT | 932 mots

Selon un rapport de M. Rocard, la transposition des directives européennes est urgente . A la demande du premier ministre, Michel Rocard a établi un rapport sur la transposition au secteur mutualiste français des directives européennes sur les assurances.

152 - « Mobilisez-vous ! »

LE MONDE | 28 septembre 1999 | PAR FRANCIS KESSLER | 931 mots

Pour la majorité des pays européens, seuls les syndicats sont titulaires du droit de grève. Mais pour certains, dont la France, ce droit appartient à chaque salarié . Aussi ancienne que le travail subordonné, la grève est une forme spectaculaire de mobilisation dans le monde du travail.

153 - La lutte contre le chômage en Europe n'est prioritaire que dans les discours

LE MONDE | 2 mars 1999 | MARIE-BEATRICE BAUDET | 786 mots

Les politiques de l'emploi restent nationales et conditionnées par les grands choix macroéconomiques . rochaine étape : Cologne. Ou plutôt... prochain test. Les chefs de gouvernement de l'Europe des Quinze qui se réuniront, les 3 et 4 juin, dans la ville allemande, disposeront des conclusions...

154 - L'euro n'a pas vaincu les sicav d'obligations françaises

LE MONDE | 10 avril 1999 | CECILE PRUDHOMME | 916 mots

Comme sur les marchés financiers, la devise européenne a fait depuis le 4 janvier 1999 son entrée dans le milieu des OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières). Les sicav et les fonds communs de placement, qu'ils soient investis sur les marchés d'actions ou sur les marchés …

155 - L'intervention supposée de Jean-Claude Trichet dans l'affaire ING-CCF fait baisser l'euro

LE MONDE | 16 décembre 1999 | PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS | 673 mots

La monnaie européenne est revenue au niveau de 1 dollar . L'euro est tombé, mardi 14 décembre, jusqu'à 1,0030 dollar. Les opérateurs du marché des changes ont mal réagi à la publication d'un article du Financial Times mettant en avant le rôle du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude...

156 - Les Quinze veulent définir une politique sportive commune
LE MONDE | 2 juin 1999 | FREDERIC POTET | 931 mots
Les ministres européens des sports, réunis à l'occasion d'un sommet exceptionnel à Paderborn, en Allemagne, évoqueront la mise en place d'une Agence contre le dopage et tenteront d'imposer une « exception sportive » aux lois de la libre concurrence .

157 - Un outil pour mieux s'orienter
LE MONDE | 18 février 1999 | ANTOINE REVERCHON | 333 mots
Les bacheliers tentés de se diriger vers le brevet de technicien supérieur (BTS) ou le diplôme universitaire de technologie (DUT) naviguent à vue. Certes, la publication par Le Monde des résultats 1998 de plus de 4 000 établissements sur le serveur Minitel (3615 LEMONDE), et celle des fiches...

158 - L'industrie de la nutrition animale se dit prête à renoncer aux farines de viande
LE MONDE | 16 juin 1999 | VERONIQUE LORELLE | 1070 mots
L'utilisation exclusive de protéines végétales dans l'alimentation des porcs et volailles coûterait 5 milliards de francs à la filière. Pour faire face aux nouveaux besoins, il faudrait augmenter de 30 % les surfaces européennes cultivées en oléo-protéagineux .

159 - La Bourse de Paris réfléchit au remplacement du système de règlement mensuel
LE MONDE | 2 octobre 1999 | 66 mots
Paris Bourse a mis sur pied des groupes de travail en vue de réfléchir à la manière de remplacer le système de règlement mensuel à la Bourse de Paris, qui permet d'acheter des actions et de les payer seulement en fin de mois.

160 - L'accident de Paddington relance le débat sur la privatisation du rail britannique
LE MONDE | 7 octobre 1999 | PATRICE CLAUDE | 882 mots
La grave catastrophe de Londres, où vingt-six personnes sont mortes et une centaine ont été blessées, relance outre-Manche la polémique sur les conditions du passage au privé et l'insuffisance des investissements en matière de sécurité .

161 - Salubrité alimentaire
LE MONDE | 16 juin 1999 | 433 mots
E N invitant ses partenaires de l'Union européenne à se donner pour but l'abandon progressif des farines animales dans l'alimentation de s animaux d'élevage, le gouvernement français fixe un objectif ambitieux mais nécessaire.

162 - Une agence, des amendes et un serment
LE MONDE | 4 février 1999 | FREDERIC POTET | 474 mots
LA CONFÉRENCE MONDIALE sur le dopage du Comité international olympique (CIO) réunit 600 personnes jusqu'au jeudi 4 février à Lausanne. Elle évoquera quatre dossiers. L'agence antidopage. Les ministres européens des sports se sont opposés, mardi, sur la composition de cette structure présentée...

163 - Le dossier européen de la santé au travail reste en souffrance
LE MONDE | 2 novembre 1999 | FRANCINE AIZICOVICI | 970 mots
Imprécise, la directive-cadre adoptée il y a dix ans n'a eu que peu d'incidences sur les législations nationales . La directive-cadre européenne « Santé et sécurité sur les lieux de travail » a été adoptée voici dix ans.

164 - L'ouverture matinale de la Bourse de Paris fait grincer des dents
LE MONDE | 7 octobre 1999 | SOPHIE SANCHEZ | 480 mots
LE TEMPS, c'est de l'argent. Désormais, la Bourse de Paris peut vérifier ce dicton. Paris Bourse, le mentor de la place, a avancé d'une heure (de 10 heures à 9 heures), lundi 20 septembre, l'ouverture des cotations.

165 - SUR LES MARCHÉS
LE MONDE | 21 septembre 1999 | 408 mots

PARIS EN RAISON de l'harmonisation des horaires des places européennes, la Bourse de Paris a ouvert, lundi 20 septembre, pour la première fois de son histoire, à 9 heures. Une heure après le début des transactions, le CAC 40 gagnait 0,43 %, à 4 664,30 points, contre une hausse initiale de...

166 - La sévérité prônée par la France rencontre un écho limité

LE MONDE | 16 juin 1999 | PHILIPPE LEMAITRE | 550 mots

Quinze jours après le début de la crise de la dioxine, les Quinze manifestent très peu d'entrain pour mieux encadrer leur production de farines animales, comme l'a montré la rencontre des ministres de l'agriculture de l'Union européenne (UE), lundi 14 juin, à Luxembourg.

167 - La Bourse de Paris passe devant Francfort

LE MONDE | 14 novembre 1999 | CECILE PRUDHOMME | 652 mots

LES INVESTISSEURS à la Bourse de Paris ont vécu une semaine historique. Pour la première fois, l'indice CAC 40 a atteint le seuil des 5 000 points. Cette étape a été franchie en cours de séance, mardi 9 novembre, et en clôture le lendemain.

168 - Protection des victimes : un pas en arrière

LE MONDE | 9 février 1999 | PAR STEPHANE CORONE | 992 mots

La nouvelle loi permet aux fabricants de se dégager de toute responsabilité s'ils prouvent qu'ils ne pouvaient connaître les risques que présentaient leurs produits à la date de leur mise en circulation.

169 - DANS LA PRESSE

LE MONDE | 10 décembre 1999 | 462 mots

L'HUMANITÉ Jean-Emmanuel Ducoin Cette grève est une grève éthique. Ainsi, que le mouvement (re)démarre des services d'urgences de deux établissements parisiens n'est pas une surprise pour n'importe quel malade ayant eu, un jour, à les fréquenter.

170 - Les promesses de Claude Allègre à l'épreuve de la réalité

LE MONDE | 7 janvier 1999 | BEATRICE GURREY | 1022 mots

Après avoir annoncé de nombreuses réformes, le ministre de l'éducation nationale doit désormais concrétiser ses projets. Confronté à la grogne des enseignants et au découragement de son administration, il a engagé des consultations sur l'école, le lycée et l'enseignement supérieur .

171 - Jean Baggioni attend un renforcement des aides au développement de l'île

LE MONDE | 5 septembre 1999 | PAUL SILVANI | 751 mots

A l'ouverture de la session 1999-2000 de l'Assemblée territoriale, le 1er septembre, Jean Baggioni (RPR), président du conseil exécutif, a prononcé un véritable discours-programme et livré trois objectifs sur lesquels il attend les réponses de Lionel Jospin lundi 6 septembre : mener à bien avec...

172 - Une mondialisation citoyenne

LE MONDE | 11 novembre 1999 | PAR CHRISTIAN SAUTTER | 1427 mots

MICHEL CAMDESSUS, directeur général du FMI, vient d'annoncer son départ. Avec la détermination des grands commis et le panache des Gascons, il n'a pas voulu achever ses trois quinquennats. Je salue cette décision, même si je la regrette à beaucoup d'égards : elle me prive du plaisir de …

173 - Le fret ferroviaire est ouvert à la concurrence

LE MONDE | 11 décembre 1999 | 117 mots

Les ministres des transports de l'Union européenne ont conclu à l'arraché, vendredi matin 10 décembre à Helsinki, après plus de douze heures de discussions, un accord de principe sur l'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire dans l'Union, a annoncé la présidence finlandaise.

174 - LE DANGER D'UNE DEVISE TRÈS FAIBLE

LE MONDE | 1 décembre 1999 | PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS | 314 mots

FAUT-IL s'inquiéter de la faiblesse actuelle de l'euro ? En théorie non. Celle-ci, en stimulant les exportations européennes, facilite la reprise de la croissance économique sur le Vieux Continent. Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, ajoute que la baisse de la...

175 - Démission du ministre suédois des finances au nom de la discipline budgétaire
LE MONDE | 14 avril 1999 | ANTOINE JACOB | 597 mots
Le premier ministre Göran Persson veut accélérer les baisses d'impôts . Un mois après la démission d'Oskar Lafontaine en Allemagne, c'est au tour du ministre suédois des finances de jeter le gant. Mais le départ d'Erik Aasbrink a une signification très différente, puisque le ministre...

176 - Les ministres européens des sports contestent le pouvoir du CIO
LE MONDE | 4 février 1999 | FREDERIC POTET | 807 mots
La première journée de la conférence mondiale sur le dopage a été marquée par l'opposition des gouvernements des Quinze au projet d'agence antidopage, qu'ils jugent insuffisamment indépendante, imaginé par le Comité international olympique .

177 - La réduction du temps de travail, un casse-tête pour un groupe international
LE MONDE | 29 juin 1999 | NICOLE CABRET | 877 mots
Les représentants syndicaux des filiales européennes du groupe Schneider Electric n'ont pas tous les mêmes priorités . Fini le temps où la négociation salariale servait de langage syndical commun. Aujourd'hui, le temps de travail est une notion qui divise et va jusqu'à bouleverser les pratiques...

178 - Questions-réponses
LE MONDE | 11 mai 1999 | 783 mots
1 Quand le Royaume-Uni va-t-il adopter la monnaie unique ? Aucune date n'est pour le moment arrêtée. Le Royaume-Uni a décidé de ne pas participer à l'Union monétaire européenne au 1er janvier 1999, mais s'est réservé la possibilité d'y adhérer au moment de son choix.

179 - L'assurance-vie entre dans une nouvelle phase de développement
LE MONDE | 7 octobre 1999 | LAURENCE DELAIN | 864 mots
Marqué par de très mauvais résultats en 1998, le marché reste porté par une forte demande d'épargne-retraite . Après avoir perdu une partie de son attrait aux yeux des épargnants, l'assurance-vie, le placement fétiche des Français, renoue, depuis le début de l'année, avec la croissance.

180 - Une logique qui pousse à la constitution de géants sans frontières
LE MONDE | 16 février 1999 | JACQUES ISNARD | 836 mots
La multiplicité des rôles de l'État a retardé le mouvement en France APRÈS Boeing-McDonnell Douglas, après Lockheed-Martin-Loral, après Raytheon- Hughes Aircraft-Texas Instrument, après Northrop-Grumman, après United Technologies-Sikorsky, après Thomson CSF-Alcatel-Dassault électronique, après...

181 - Les brochures de voyages doivent être décodées attentivement
LE MONDE | 17 novembre 1999 | MICHAELA BOBASCH | 892 mots
ENTRER dans une agence de voyages est l'aboutissement d'un rêve. Mais comme on va procéder à une transaction commerciale faisant l'objet d'un contrat, il faut avoir au préalable sérieusement étudié la brochure pour éviter les déconvenues.

182 - La France devrait obtenir gain de cause sur les baisses ciblées de TVA
LE MONDE | 14 juillet 1999 | PHILIPPE LEMAITRE | 680 mots
Il n'existe plus d'opposition de fond à ce que, au sein de l'Union européenne (UE), les administrations nationales qui le souhaitent puissent réduire le taux de TVA appliqué sur les services à « haute intensité de main-d'œuvre ».

183 - Des associations dénoncent le secret entourant les cultures d'OGM
LE MONDE | 4 mars 1999
Les Amis de la Terre et France nature environnement ont tenté de dessiner une carte de France des plantations à base d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Leurs investigations ont été contrariées par de nombreux refus d'informer des autorités concernées .

184 - Marché international des capitaux : le succès grandissant des lettres de gage
LE MONDE | 26 septembre 1999 | CHRISTOPHE VETTER | 668 mots

LES LETTRES de gage promettent de prendre une importance considérable sur le marché des capitaux. Certains spécialistes, comme ceux du CCF par exemple, estiment qu'elles pourraient représenter dans peu d'années entre 40 et 50 % du volume des nouveaux emprunts internationaux contractés en euros.

185 - L'université de Pau panse les plaies provoquées par la « réforme Bayrou »

LE MONDE | 26 janvier 1999 | MICHEL DELBERGHE | 776 mots

Où le nouveau président n'en finit pas de dresser la liste des « crispations » . Un calme précaire est revenu sur le campus de l'université de Pau. Quelques affiches témoignent encore du mouvement de grève déclenché en décembre 1998 au cours duquel cinq mille étudiants, sur les dix mille du...

186 - Le télé-achat pourrait bénéficier d'un cadre réglementaire plus souple

LE MONDE | 18 juin 1999 | FLORENCE AMALOU | 646 mots

LA « RÔTISSERIE verticale » (quatre-vingt mille pièces écoulées en 1998) et le pack « Biominceur », sorte de crème amincissante vendue avec un film plastique pour emballer le corps, ont été les deux produits les plus vendus par Home Shopping Service en 1998.

187 - La République, une et indivisible

LE MONDE | 5 mars 1999 | RENE REMOND | 1107 mots

Passant en revue les principaux aspects de l'action des différents gouvernements, Georgette Elgey et Jean-Marie Colombani décrivent les transformations de la France depuis 1958 . Qui s'attendrait, sur la foi du titre, à trouver dans ce livre une description des clans qui se partagèrent le pouvoir...

188 - Sécurité alimentaire : l'ardente obligation

LE MONDE | 3 octobre 1999 | PAR JEAN GLAVANY | 1160 mots

IL est fort légitime que le citoyen s'interroge sur la qualité et la sécurité de son alimentation. Il est normal qu'à chaque crise alimentaire cette interrogation se transforme en doute. A froid, trois mois après la crise de la dioxine, je souhaite en tirer les leçons afin d'améliorer encore...

189 - Marie-George Buffet, pasionaria janséniste

LE MONDE | 26 janvier 1999 | ARIANE CHEMIN ET BENOIT HOPQUIN | 2452 mots

Portée par la victoire des Bleus, championne de la lutte contre le dopage, la ministre communiste symbolise le « politiquement discret » des années 90. Elle mettra sa popularité au service de la liste communiste aux élections européennes .

190 - L'an II du plan social étudiant

LE MONDE | 15 octobre 1999 | BEATRICE GURREY ET STEPHANIE LE BARS | 771 mots

GARDER le rythme. Telle semble être la devise de Francine Demichel, directrice des enseignements supérieurs, lors de cette rentrée universitaire. « Nous avons tout mis en place. La vitesse de progression est bonne », affirme-t-elle en présentant « l'an II » du plan social étudiant.

191 - Le réveil du continent noir

LE MONDE | 2 juillet 1999 | JACQUES-H. GUERIF | 233 mots

AU FUR et à mesure que les mois passent, l'importance du facteur africain dans les relations internationales et surtout la part qu'il peut prendre dans la solution des problèmes économiques deviennent de plus en plus évidentes.

192 - Plus de deux millions d'étudiants en 1997-98

LE MONDE | 26 janvier 1999 | 110 mots

L'enseignement supérieur comptait 2 132 433 étudiants au cours de l'année 1997- 1998, soit une baisse de 1,1 % par rapport à 1996, mais 54 % de plus qu'en 1985. L'université a accueilli 1 423 800 étudiants, dont 51 % en premier cycle (DEUG, IUT), 34 % en deuxième cycle (licence et maîtrise) et...

193 - Claude Allègre s'emploie à désarmer les critiques sur ses réformes

LE MONDE | 15 janvier 1999 | MICHEL DELBERGHE, BEATRICE GURREY ET PIERRE LE HIR | 647 mots

ON JURERAIT qu'il y a de la campagne électorale dans l'air. Les animaux empaillés de la Galerie de l'évolution du Museum d'histoire naturelle n'ont sans doute jamais vu un tel défilé de ministres, de dirigeants politiques, d'universitaires et de conseillers de tout poil.

194 - La recherche sur l'embryon humain toujours en débat

LE MONDE | 15 avril 1999 | CATHERINE VINCENT | 807 mots

« TOUTE expérimentation sur l'embryon est interdite. A titre exceptionnel, l'homme et la femme formant le couple peuvent accepter que soient menées des études sur leurs embryons. Leur décision est exprimée par écrit.

195 - Pour l'énergie, le PS estime nécessaire une régulation publique

LE MONDE | 15 janvier 1999 | MICHEL NOBLECOURT | 629 mots

EN PRÉSENCE de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et de Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, le bureau national du Parti socialiste a adopté, mardi 12 janvier, le rapport de Géraud Guibert, chargé de l'environnement au secrétariat...

196 - Claude Allègre : « Je ne crois pas aux réformes qui se font dans le consensus »

LE MONDE | 24 novembre 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR ARIANE CHEMIN, BEATRICE GURREY ET FRANCK NOUCHI | 2230 mots

Dans un entretien accordé au « Monde », le ministre de l'éducation nationale fait le tour des grands dossiers de son ministère, s'en prend aux Américains qui souhaitent exporter leur système éducatif en Europe et se déclare attaché au système mutualiste étudiant.

197 - Les réformes de Claude Allègre suscitent une contestation tous azimuts

LE MONDE | 2 février 1999 | MICHEL DELBERGHE, BEATRICE GURREY ET PIERRE LE HIR | 933 mots

Le ministre de l'éducation nationale maintient la note sur l'application minimale de la réforme des lycées. Cette décision satisfait le SNES, mais provoque la colère de la FEN, du SGEN-CFDT et de la FCPE .

198 - Il faut libérer le travail du carcan de l'emploi

LE MONDE | 16 mars 1999 | PAR YOLAND BRESSON | 1120 mots

Tandis que chaque année nous sommes collectivement plus riches, le nombre d'exclus ne cesse de s'accroître. Gangrenées, nos sociétés parent au plus urgent. Nous ne cessons de « rafistoler », comme si nous ne savions plus penser et créer du neuf, à l'instar de nos prédécesseurs, qui ont osé...

199 - Bernard Kouchner quitte le secrétariat d'État à la santé, son équipe reste

LE MONDE | 6 juillet 1999 | JEAN-YVES NAU | 497 mots

NOMMÉ, vendredi 2 juillet, haut représentant de l'ONU pour le Kosovo, Bernard Kouchner demeure encore secrétaire d'État à la santé et à l'action sociale, et ce jusqu'au conseil des ministres qui officialisera son départ du gouvernement Jospin.

200 - Des « licences professionnelles » dans les universités à la rentrée 2000

LE MONDE | 10 novembre 1999 | NATHALIE GUIBERT | 698 mots

COMME UN PETIT PLAT longtemps mijoté, la licence professionnelle (LP), nouveau diplôme national auquel les universités pourront préparer dès la rentrée 2000, vient de naître après un an et demi de discussions entre le ministère de l'éducation, les syndicats d'enseignants et d'étudiants, et les …

201 - Marché international des capitaux : compenser la retenue à la source ?

LE MONDE | 19 septembre 1999 | CHRISTOPHE VETTER | 679 mots

L'IMPOSITION des revenus des placements de capitaux est redevenue un sujet d'actualité. Tout indique que la nouvelle Commission de Bruxelles va poursuivre les efforts déjà entrepris par la précédente en matière d'harmonisation fiscale, ce qui pourrait, à terme, conduire à assujettir tous les...

202 - Le tournant d'Alain Juppé sur l'immigration est mal reçu à droite

LE MONDE | 2 octobre 1999 | JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON | 855 mots

Philippe Séguin et Edouard Balladur donnent raison à l'ancien premier ministre dans sa volonté de réalisme et son souhait d'un « consensus national », mais les autres responsables et députés interrogés refusent d'abandonner leurs positions traditionnelles .

203 - LES CHANTIERS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION
LE MONDE | 21 février 1999 | 1019 mots
LES ANNONCES École primaire LE 28 AOÛT 1998, Claude Allègre présente sa « Charte pour bâtir l'école du XXIe siècle ». Ce projet prévoit un recentrage des programmes sur les savoirs fondamentaux - « parler, lire, écrire, compter » -, un aménagement des rythmes scolaires et une nouvelle …

204 - TROIS QUESTIONS À... JEAN-PIERRE ORFEUIL
LE MONDE | 7 octobre 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR HERVE KEMPF | 336 mots
Jean-Pierre Orfeuil, vous êtes spécialiste des transports et professeur à l'université Paris-XII. La recherche de rentabilité induite par la libéralisation des transports conduit-elle fatalement à des accidents comme celui de Londres ? Non, nous avons déjà vécu en France de graves accidents...

205 - François Hollande donne la priorité à une réforme des cotisations patronales
LE MONDE | 20 février 1999 | LAURENT MAUDUIT | 650 mots
FIN CONNAISSEUR des questions fiscales, François Hollande détaille dans un long entretien à la Revue française d'économie (volume XIII, 3) les pistes de réforme qui ont ses préférences. Alors que la question des impôts fait l'objet d'une controverse un peu confuse dans les rangs du...

206 - CIO, l'épreuve de la corruption
LE MONDE | 23 janvier 1999 | FREDERIC POTET | 2118 mots
Pour la première fois, plusieurs membres du Comité international olympique devraient être exclus pour leur comportement dans la désignation de Salt Lake City pour les Jeux d'hiver de 2002. Institution plus que centenaire, le CIO va devoir se réformer s'il veut maîtriser les nouveaux enjeux …

207 - Quelques jeunes réalisateurs talentueux, en attendant la renaissance du cinéma tchèque
LE MONDE | 22 avril 1999 | PIERRE DAUM | 596 mots
Une nouvelle loi prévoit une série de mesures pour augmenter les ressources du secteur . La Semaine du cinéma tchèque, qui s'est déroulée du 12 au 18 avril à Pilsen (Bohême), a apporté quelques bonnes nouvelles : la relève semble enfin assurée grâce à de jeunes réalisateurs doués, anciens élèves...

208 - « La Realpolitik classique qu'on connaît depuis deux siècles s'estompera »
LE MONDE | 13 avril 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVAIN CYPEL | 1432 mots
L'intervention de l'OTAN en Serbie renforce la thèse de ce spécialiste des relations internationales, qui prévient que la globalisation de l'économie et de la communication entraîne un recul irrémédiable de la primauté de la souveraineté nationale au profit des valeurs communes à l'humanité ..

209 - Les ONG se mobilisent pour humaniser le commerce mondial
LE MONDE | 22 octobre 1999 | LUCAS DELATTRE | 694 mots
LES ORGANISATIONS non gouvernementales (ONG) veulent faire entendre la voix de la société civile à l'occasion de la conférence ministérielle de Seattle, qui doit lancer le « round du millénaire » à la fin du mois de novembre.

210 - Lille veut s'agrandir sur sa gauche
LE MONDE | 15 janvier 1999 | PIERRE CHERRUAU | 1251 mots
Le maire (PS) de Lomme . 27 000 habitants à l'ouest de Lille ., souhaite associer sa commune à celle de Pierre Mauroy. Colère de la droite : l'opération faciliterait, notamment, l'élection de Martine Aubry aux municipales de 2001 .

211 - Le cycle du Millénaire est mort avant de naître
LE MONDE | 8 décembre 1999 | PAR JACQUES ATTALI | 1230 mots
EN juillet, j'écrivais ici même qu'il fallait en finir avec l'OMC telle qu'elle était pensée, parce que la négociation qui s'annonçait était mal préparée. Je n'imaginais pas que le cours des événements me donnerait si vite raison.

212 - Des associations dénoncent le secret entourant les cultures d'OGM
LE MONDE | 4 mars 1999 | SYLVIA ZAPPI | 1180 mots

Les Amis de la Terre et France nature environnement ont tenté de dessiner une carte de France des plantations à base d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Leurs investigations ont été contrariées par de nombreux refus d'informer des autorités concernées .

213 - Les firmes d'électronique grand public décrètent l'ère du tout-numérique

LE MONDE | 5 septembre 1999 | CHRISTOPHE JAKUBYSZYN | 894 mots

En multipliant les nouveautés, présentées cette semaine au Salon de Berlin, les industriels redonnent du tonus aux ventes. Mais le consommateur risque d'être déconcerté par la multiplication des standards, chaque fabricant cherchant à imposer son propre système .

214 - De grands groupes américains souhaitent plus de sécurité pour le commerce électronique

LE MONDE | 7 septembre 1999 | PATRICE DE BEER | 614 mots

Plusieurs grosses sociétés américaines impliquées dans le commerce électronique - ou e-commerce - se sont regroupées pour réfléchir sur la protection du consommateur dans un secteur qui connaît une croissance considérable aux États-Unis.

215 - D'anciens combattants marocains affluent pour faire valoir leurs droits

LE MONDE | 24 septembre 1999 | SYLVIA ZAPPI | 1035 mots

La loi Chevènement de 1998 leur ouvre la possibilité de bénéficier du minimum vieillesse, d'un montant supérieur à la pension de retraite dérisoire que leur versait la France depuis 1959. Des contrôles tatillons les contraignent à s'entasser à Bordeaux dans des foyers pour sans-abri .

216 - La fusion de la commune de Lomme avec celle de Lille est engagée

LE MONDE | 3 novembre 1999 | NADIA LEMAIRE | 459 mots

Une étape décisive vient d'être franchie dans le processus d'association, engagé au début de l'année, entre les communes de Lille (182 000 habitants) et celle de Lomme (27 900 habitants). Vendredi 29 octobre, les conseils municipaux des deux villes ont adopté, à quelques heures d'intervalle et à..

217 - «L'idée que l'économie française doit pouvoir avoir 2,5 % de croissance n'est pas vraiment contestée»

LE MONDE | 12 janvier 1999 | PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK JARREAU, OLIVIER MAZEROLLE ET PIERRE-LUC SEGUILLON | 978 mots

« L'euphorie qui a accompagné la mise en place de l'euro ne risque-t-elle pas de déboucher sur des lendemains qui déchantent ? - Je ne crois pas que l'euro apporte des réponses à tous nos problèmes.

218 - Agenda

LE MONDE | 8 septembre 1999 | 151 mots

Les rendez-vous de l'emploi dans les nouvelles technologies . Du 12 au 19 septembre Linux Demo Day 99 Journées portes ouvertes autour de Linux et des logiciels libres, organisées par April, GCU, Linuxfr. Forum des images, Forum des Halles, Paris-1er contact@linuxfr.

219 - DOSSIER L'argent des patrons : un dossier piège pour Christian Sautter

LE MONDE | 16 novembre 1999 | MARIE-BEATRICE BAUDET ET LAETITIA VAN EECKHOUT | 673 mots

Après « l'affaire Jaffré », le nouveau ministre de l'économie veut taxer davantage les stock-options. Une décision qui risque d'accentuer l'évasion fiscale . Alors que se déchaîne une campagne contre l'argent « facile » des cadres dirigeants, les jeunes entrepreneurs regrettent Dominique...

220 - Le Conseil des impôts propose de prudents amendements de la fiscalité de l'épargne

LE MONDE | 18 juin 1999 | VIRGINIE MALINGRE | 953 mots

Les experts prônent en priorité des mesures de simplification . Dans un rapport publié jeudi 17 juin, le Conseil des impôts constate que la fiscalité de l'épargne est faiblement redistributive et d'une efficacité économique douteuse. Ses propositions de réforme n'en restent pas moins prudentes.

221 - Agenda

LE MONDE | 15 septembre 1999 | 206 mots

Les rendez-vous de l'emploi dans les nouvelles technologies . Jusqu'au 11 octobre Enquête de frissons Rencontres autour de la police scientifique à la Rotonde, centre de culture scientifique, technique et industrielle.

222 - Quelle régulation pour Internet et les réseaux ?
LE MONDE | 27 novembre 1999 | PAR ISABELLE FALQUE-PIERROTIN | 1367 mots
INTERNET est l'objet, le symbole du millénaire : il inquiète et fascine à la fois, il concentre les espoirs de modernité et les peurs d'un avenir encore incertain ; il met au défi les outils d'analyse classiques, la hiérarchie des puissances et des valeurs.

223 - L'offensive synchronisée de l'Élysée et de la droite
LE MONDE | 29 janvier 1999 | PASCALE ROBERT-DIARD | 541 mots
L'OFFENSIVE sur le thème de l'insécurité et de la délinquance des mineurs n'est pas terminée. Jacques Chirac et l'opposition ne veulent surtout pas relâcher leur pression sur le gouvernement, le sujet leur paraissant être un enjeu majeur de cohabitation.

224 - M. Jospin accorde une dernière chance au projet de loi audiovisuel
LE MONDE | 8 janvier 1999 | JEAN-MICHEL APHATIE ET NICOLE VULSER | 1064 mots
Aucun calendrier n'est fixé pour la présentation d'un nouveau texte à l'Assemblée nationale, mais le premier ministre a donné un mois à Catherine Trautmann pour s'assurer du soutien des députés socialistes au projet de loi élargi qu'elle s'est engagée à mettre en œuvre .

225 - La tragique histoire du sang contaminé
LE MONDE | 6 février 1999 | JEAN-MICHEL DUMAY | 7209 mots
DEPUIS l'apparition de l'épidémie en France, 1799 personnes ont développé un sida cliniquement établi à la suite d'une transfusion sanguine, ainsi que 582 hémophiles soignés avec des produits contaminés.

1.2. Occurrences de 'harmonisation' dans tous les champs d'expérience humaine du corpus 1999

code	exemples			domaine
	co-texte gauche	GN avec *harmonisation* en tête	co-texte droit	
2	Union européenne : appel de Christian Sauter et Hans Eichel en faveur d'un compromis	sur l'harmonisation fiscale.		**fiscalité**
2,1	Les ministres des finances fr-s et allemand, …, ont profité lundi d'un conseil franco-allemand pour appeler ensemble la Gr. Bretagne à un compromis	sur l'harmonisation fiscale dans l'Union européenne.		**fiscalité**
2,3	Les Quinze ne sont pas parvenus à trouver un accord sur le dossier	de l'harmonisation fiscale,	…, les Britanniques s'opposant à une taxation des euro-obligations. Gordon B., le chancelier de l'Echiquier Britannique, a souligné qu'il n'entendait rien faire qui "affaiblirait la City".	**fiscalité**
3		Harmonisation fiscale :	nouveau blocage des Britanniques	**fiscalité**

3,1	…le ministre fr-s des finances a fait de luoable efforts, …, pour ne pas prononcer le mot d'"échec" à l'issue de la réunion des 15 à Helsinki, qui devait aboutir à un compromis sur le dossier	de l'harmonisation fiscale.		**fiscalité**
3,2	Un "paquet fiscal", …, devait être adopté au sommet d'Helsinki. Un paquet qui, s'il avait été adopté, n'aurait pas encore permis de parler	d'une véritable harmonisation européenne	mais plutôt d'un début de coordination entre les Quinze.	**fiscalité**
4	Nous devons avoir	une harmonisation européenne des questions d'immigration, de réfugiés et d'asile.		**immigra-tion**
4,1	Les refugiés sont attirés en Allemagne par les prestations sociales garanties par la Constitution. Proposez-vous	une harmonisation européenne sur les standards allemands?		**immigra-tion**
4,2	A terme, nous devons avoir	une harmonisation européenne des questions d'immigration, de réfugiés et d'asile		**immigra-tion**
4,3	Nous avons besoin	d'une harmonisation sociale pour les immigrés.		**immigra-tion**
6	Les routiers réclament	une harmonisation européenne des horaires.		**transport**
6,1		Harmonisation "par le haut"		**transport**
6,2	… il allait défendre le principe	d'une harmonisation sociale européenne qui doit se faire "par le haut".		**transport**
7	Romano Prodi a souligné le besoin	d'harmonisation fiscale en Europe		**fiscalité**
7,1	Romano Prodi a souligné le besoin	d'harmonisation fiscale en Europe	pour éviter une concurrence déloyale entre pays.	**fiscalité**
8	France : position du MEDEF	sur l'harmonisation fiscale		**fiscalité**
8,1	Le Medef a réclamé	une harmonisation de la fiscalité, des assiettes des impôts en particulier, au niveau de l'UE		**fiscalité**

9,1	"Nous appelons au lancement d'un programme	d'harmonisation fiscale progressive	qui conduira notre pays à réduire tous les grands impôts: … afin que le marché intérieur européen soit semblable à un marché intérieur national".	**fiscalité**
9,2	le marché unique doit s'accompagner	d'une harmonisation fiscale	pour éviter une concurrence déloyale entre les États membres	**fiscalité**
9,3	Les paradis fiscaux doivent disparaître,	une harmonisation fiscale	est indispensable.	**fiscalité**
10,1	… au niveau de la consommation des ménages … c'est plutôt	l'harmonisation	qui prévaut.	**vie sociale**
10,2	…on observe « un net processus	d'harmonisation des tendances de la consommation européenne	et …	**vie sociale**
11,1	Il n'est pas possible de vouloir	l'harmonisation fiscale	et de soutenir - … - qu'il faut conserver le principe du vote à l'unanimité, comme le PS le fait dans l'accord passé avec …	**fiscalité**
11,2	Allez expliquer à vos électeurs qu'en raison des paradis fiscaux le Luxembourg demande un vote à l'unanimité	sur l'harmonisation fiscale.	Le vote à l'unanimité, c'est le blocage de la construction européenne.	**fiscalité**
12		Harmonisation fiscale européenne :	Le Luxembourg refuse de se sacrifier	**fiscalité**
12,1	Le Luxembourg se refuse à jouer le rôle peu enviable d'agneau offert sur l'autel	de l'harmonisation		**fiscalité**
12,2	…que le Grand-Duché refusait d'être sacrifié sur l'autel	de l'harmonisation européenne		**fiscalité**
13,1	… voilà ce qui exige de la Commission de Bruxelles	une harmonisation rapide des normes et de la doctrine comptable européenne pour les sociétés cotées.		**comptabilité**
13,2	Le débat n'est plus de savoir s'il faudra adopter une norme comptable unique en Europe, mais de savoir	si l'harmonisation communautaire doit s'engager sur la voie des règles conformes aux attentes …		**comptabi-lité**
14	Les Quinze peinent à avancer dans la voie	de l'harmonisation fiscale		**fiscalité**
14,1	Dans cette logique, l'étape suivante devrait être celle	d'une harmonisation de l'impôt sur les sociétés	et la mise en place d'un taux plancher. Aujourd'hui, seules la Commmission, la France et l'Italie voient d'un bon œil une telle évolution.	**fiscalité**

14,2	Il n'y a qu'en matière de fiscalité indirecte (carburant, tabac, TVA …) qu'il y a eu une vraie démarche	d'harmonisation.		**fiscalité**
14,3	Même si personne n'y croit vraiment, il est prévu que la TVA, aujourd'hui payée dans le pays de consommation, soit un jour réglée dans le pays de production. Ce qui constituerait une forte pression	à l'harmonisation.		**fiscalité**
14,4	Aujourd'hui, pour la première fois, les 15 affichent une volonté de s'engager dans une démarche	d'harmonisation en matière de fiscalité directe.	Les dernières déclarations de MM. Blair et Schröder relativisent cette ambition.	**fiscalité**
15,1	Les apparences sont trompeuses. Officiellement, le processus	d'harmonisation européenne des formations et des diplômes,	…, n'est pas une nouvelle réforme de l'Université. Claude Allègre l'a réaffirmé, … .	**formation**
15,S	L'Université aborde avec réserve	l'harmonisation européenne des diplômes.		**formation**
15,81	… selon qu'ils se seront conformés ou non au processus	d'harmonisation européenne.		**formation**
16,1	Le ministre de l'intérieur allemand plaidait en faveur	d'une harmonisation européenne des questions d'immigration, de réfugiés et d'asile.	Dans une Europe aux frontières ouvertes, les États ne peuvent plus décider seuls.	**immigra-tion**
16,2	…le seul domaine où il existe	une réelle harmonisation	concerne la politique des visas.	**immigra-tion**
17,1	M.Jospin veut avancer	dans l'harmonisation fiscale et sociale.		**fiscale et sociale**
18	L'Université aborde avec réserve	l'harmonisation européenne des diplômes		**formation**
18,2	Les propositions …	sur l'harmonisation européenne des diplômes	sont soumis au Conseil …	**formation**
18,81	… le colloque de la Sorbonne a tracé la route dans une déclaration d'intention décrétant	la nécessaire harmonisation européenne des diplômes et des parcours de formations.		**formation**
18,91	Sous couvert	d'harmonisation européenne,	le ministre ne cherche-t-il pas à imposer une réorganisation en profondeur du système français?	**formation**
18,94	Dans un premier temps, le ministre s'est attaché à déminer les pièges contenus dans ce projet	d'harmonisation européenne	qui vise à regrouper l'ensemble des diplômes existants à l'intérieur de 3 cursus: …	**formation**

18,95	… André Legrand, récemment élu premier vice-président …, se demande si "le prétexte	de l'harmonisation européenne	ne va pas rouvrir un débat franco-français qui risque de provoquer des réactions en chaîne …	**formation**
19		L'harmonisation européenne des diplômes en discussion.		**formation**
19,1	La conférence des chefs d'établissements d'enseignement supérieur a examiné le projet relatif	à l'harmonisation européenne des diplômes,	jeudi 25 février au Collège de France à Paris.	**formation**
20,1	Nous sommes aussi	pour une harmonisation par le haut des politique de l'environnement et des politiques sociales.		**vie sociale**
21,1	La Gr. Bretagne a continué à bloquer le dossier sur …. rendant ainsi de plus en plus improbable un accord européen	sur l'harmonisation fiscale, …		**fiscalité**
22,1	Les ministres allemand et français des finances, …, ont profité … pour appeler la Gr.-Bretagne à montrer ses capacités de compromis sur le dossier	de l'harmonisation fiscale dans l'Union européenne.		**fiscalité**
22,2	La Gr. Bretagne bloque les négociations	sur l'harmonisation de la taxation de l'épargne.	"Il faut que nous ayons une décision d'ici (novembre) fin 99 …, a souligné Christian Sauter.	**fiscalité**
23,1	Dans son projet, le parti de … se prononce	pour "une harmonisation progressive du droit du travail …	par la négociation, la décentralisation et l'expérimentation, en rejetant toute uniformisation par la loi".	**vie sociale**
24,1	Nous constatons malheureusement une absence totale	d'harmonisation de la réglementation,	une triste et constante tendance au nivellement par le bas.	**alimenta-tion**
24,2		L'harmonisation de la réglementation eur-ne, avec un nivellement par le haut,	sera la seule garantie que nous pourrons fournir quant à la sécurité du consommateur	**alimenta-tion**
25,1	Depuis l'arrivée de l'euro, les pays européens ont toujours pris conscience qu'ils ne pouvaient différer plus longtemps	une harmonisation des règles fiscales et juridiques en Europe.		**fiscale et juridique**
25,2	Même les Britanniques et les Allemands, qui, pour des raisons très différentes, s'opposaient depuis des années,	à une harmonisation de la réglementation en Europe,	ont senti qu'ils ne pouvaient plus longtemps faire obstacle à un texte commun, …	**finance**

25,3	Pour éviter un blocage de certains pays, comme ce fut le cas en 1991, lors d'une première tentative	d'harmonisation,	les commissaires ont choisi une approche souple.	**finance**
26,2	Au nom	de l'harmonisation européenne,	ce dernier [Jeacques Attali] avait suggéré un découpage des études en 2 cycles distincts : le pré-licence ("undergraduate" à bac+3) et le post-licence avec le mastaire à bac+5 ou le doctorat à bac+8.	**formation**
26,3	Si elle s'inscrit dans une logique	d'harmonisation européenne,	la création du mastaire représente, …, une nouvelle exception française.	**formation**
27,1	En matière sociale, "l'Europe incarne aujourd'hui un modèle de société caractérisé par un haut niveau de protection et de sécurité sociale (…) Cette ambition sociale ne passe pas par d'irréalistes projets des socialistes en faveur	d'une harmonisation générale des salaires	ou …	**vie sociale**
28,1	De même, plusieurs pays, dont la France, sont hostile à une réglementation européenne d'asile. L.Jospin a ainsi évoqué plus modestement	une harmonisation des conditions de traitement des des demandes d'asile,	soulignant que "les décisions concernant le droit d'asile doivent rester du ressort national".	**immigra-tion**
28,2	Antonio Vitorino a réaffirmé qu'un minimum	d' harmonisation	serait nécessaire	**immigra-tion**
29	Bourses:	harmonisation des horaires d'ouverture des différentes Bourses européenne		**finance**
29,1		L'harmonisation des horaires d'ouverture des différentes Bourses européenne	est en marche.	**finance**
30,1		L'harmonisation des statistiques	fut et reste,…, « un travail monstrueux ».	**finance**
31	La difficile marche	vers l'harmonisation fiscale européenne		**fiscalité**
31,1	Si	cette modeste harmonisation	a engendré une certaine convergence des taux normaux de TVA, …	**fiscalité**
31,2	La fiscalité directe n'a encore fait l'objet	d'aucune réelle harmonisation négociée		**fiscalité**
31,3		l'harmonisation	se heurte ici à un frein majeur, celui du …	**fiscalité**
32,1	... en obtenant que	l'harmonisation de la fiscalité	soit inscrite sur l 'agenda européen	**fiscalité**

33,1		L'harmonisation européenne doit porter sur les conditions d'accueil des demandeurs d'asile,	…	**immigra-tion**
34,1	Enfin pour mettre un terme au dumping social,	l'harmonisation de la législation du travail appuyée par la création d'un corps d'un millier d'inspecteurs du travail.		**vie sociale**
35,1	La France a toujours été favorable à une coopération entre les États	pour l'harmonisation des infrastructures,	plutôt que d'imposer la libéralisation.	**transport**
35,2	Aujourd'hui le débat porte	sur l'harmonisation du temps de travail des routiers,	concerné par un des deux taxes en discussion.	**transport**
35,3	Autre sujet en discussion:	l'harmonisation des règles restreignant la circulation des camions,	essentiellement le dimanche.	**transport**
36,1	Il réclame aussi « une stratégie coordonnée … et	une harmonisation fiscale	passant par une baisse de la TVA sur ..	**fiscalité**
37,1	Où en êtes-vous des discussions	sur l'harmonisation européenne ?		**formation**
37,2	…ce que seront ces projets	d'harmonisation européenne.		**formation**
38,1	La nécessité	d'une harmonisation des règlements des différents États membres en matière de protection de l'épargne	a été soulignée à maintes reprises.	**finance**
39,1	1998: ..; colloque de la Sorbonne, en juin,	sur l'harmonisation européenne des diplômes	et , en décembre…	**formation**
39,S	L'Université aborde avec réserve	l'harmonisation européenne des diplômes		**formation**
40,1	Être le seul "centriste libéral", …, vous met-il en porte-à-faux sur des dossiers tels que l'emploi ou	l'harmonisation fiscale?		**fiscalité**
40,2	Je ne suis pas du tout favorable à …. des mesures telles que	l'harmonisation fiscale	qui freinent la compétitivité	**fiscalité**
41,1	Ce que je veux, moi, c'est qu'il y ait	une harmonisation sociale s'alignant sur le mieux faisant".		**vie sociale**
42		L'harmonisation des taux d'imposition	bute sur la surenchère des pays pour séduire les investisseurs.	**fiscalité**
42,1	Le dossier	de l'harmonisation fiscale	demeure bel et bien bloqué	**fiscalité**
42,2	De mon vivant, il n'y aura pas	d'harmonisation des impôts en Europe		**fiscalité**

43,1	L'Europe s'est construite par l'économie et il était inévitable que la bureaucratie - plutôt en sous-effectif - ait travaillé sous forme	d'harmonisations et de directives.		**en général**
44,1	Je suis	pour l'harmonisation par le haut,	pour améliorer les conditions sociales .., pas pour les faire régresser.	**vie sociale**
45,1	Bon gré mal gré, les partenaires européens semblent bien conduits à rechercher, si ce n'est	une harmonisation,	du moins, une coordination pour éviter que ne se multiplient les régimes fiscaux préférentiels.	**fiscalité**
46,1	Il est claire que … se pose en Europe un vrai problème	d'harmonisation des marché du travail et de disparités des rémunérations		**vie sociale**
46,2	Car le risque est, bien sûr, que	l'harmonisation se fasse par le bas	si on laisse jouer librement les mécanismes du marché.	**vie sociale**
47,1	…consacré à l'examen du projet	d' « harmonisation européenne des études »		**formation**
47,2	Bien que le principe	d'une harmonisation européenne	n'ait pas contesté, de nombreuses objections ont été opposées au rythme de mise en œuvre de la réforme.	**formation**
48,2	Si tant est qu'elle voit le jour :	l'harmonisation européenne des études supérieures autour de 2 pivots, la licence à bac+3 et le mastaire à bac+5, selon le "schéma 3, 5 ou 8" …,	ne sera pas sans conséquences pour le niveau bac+2.	**formation**
48,6	La contestation du projet est d'autant plus vive qu'est mis en doute l'objectif	d'harmonisation européenne	avancé par le ministre, à partir du moment où celui-ci raisonne en année d'études.	**formation**
49,1		Si l'harmonisation des heures d'ouvertures des marchés européens	pourrait intervenir d'ici quelques mois, la plate-forme européenne ne devrait pas voir le jour avant 2001, …	**finance**
50,1	en coordonnant le lancement d'un programme	d'harmonisation fiscale progressive		**fiscalité**
51,1		Une harmonisation à l'échelon européen allant dans ce sens [la défense des systèmes de prix transfrontaliers]	ne résoudrait pas non plus le problème	**finance**

52,1	… blocage par Londres ... de tout progrès	vers une harmonisation fiscale européenne.		**fiscalité**
53,1	… causant le blocage du dossier	de l'harmonisation fiscale		**fiscalité**
54,1	L'Union doit rechercher	une plus grande harmonisation	et une baisse coordonnée des charges pesant sur le travail.	**vie sociale**
54,1	L'union se dote enfin d'une politique de l'emploi. Elle doit, …, rechercher	une plus grande harmonisation	et une baisse coordonnée des charges pesant sur le travail.	**vie sociale**
55,1	L'exigence de faire vraiment qch de sérieux en matière	d'harmonisation	a provoqué des réactions de violence inouï en Gr.-Bretagne	**fiscalité**
56,1	Le programme commun propose aussi "un plan	d'harmonisation de la fiscalité sur le capital	et bénéfices des sociétés",,	**fiscalité**
57	Tony Blair confirme son hostilité	à une harmonisation fiscale dans l'UE qui pourrait nuire à la City.		**fiscalité**
57,1	Tony Blair a confirmé qu'il était hostile	**à** une harmonisation fiscale dans l'UE qui nuirait à la City de Londres.	"Nous n'accepterons aucune mesure qui nuise à la City de Londres ou provoque une fuite des capitaux hors du pays", a-t-il indiqué.	**fiscalité**
58,1	Paris rêvait de coordination des politiques économiques,	d'harmonisation fiscale et sociale en Europe,	de lutte coordonnée contre le chômage, … Bonn considérait tous ces thèmes comme tabous.	**fiscale et sociale**
59,1	Paris et Bonn semblent être sur la même longueur d'onde	sur l'harmonisation de la fiscalité en Europe.		**fiscalité**
61,1	… fixer des critères de convergence incitant	à l'harmonisation vers le haut des normes sociales		**vie sociale**
62,2	Sous couvert	d' « harmonisation européenne » et de rapprochement entre les universités et les grandes écoles,	ce projet prévoit le regroupement de tous les diplômes existants dans trois cursus: la pré-licences à bac+3…, le mastaire à bac+5 et le doctorat à bac+8.	**formation**
62,4	…la réunion du Cneser du 8 mars qui sera consacrée justement	à l'harmonisation européenne des formations,	avant le sommet des ministres de l'éducation prévu à Bologne le 18 juin.	**formation**
63,1	Ce qui implique	une harmonisation des droits nationaux de l'extradition et ..		**juridique**

64,1		L'harmonisation du temps de travail en Europe	se heurte à une mauvaise évaluation de ce qui se passe vraiment d'un État membre à l'autre	**vie sociale**
66,1	…en combinant l'unification (…) quand elle est nécessaire et possible et, sinon,	l'harmonisation (des principes communs …)		**juridique**
67,1	… une première version de la nouvelle architecture des études baptisée "système 3,5 et 8" [bac+3,5 et 8] s'inscrivant dans le processus	d'harmonisation européenne	(Le Monde des 20 et 21 décembre 1998).	**formation**
67,2	La publication du texte	sur l'harmonisation européenne des diplômes	n'a levé qu'une partie des doutes formulés à la fin 1998.	**formation**
68	Article d'Oscar Lafontaine dans … concernant	l'harmonisation de l'impôt sur le revenu dans l'UE		**fiscalité**
68,1	Le ministre allemand des finances, …, a affirmé qu'il ne souhaitait pas	l'harmonisation de l'impôt sur le revenu dans l'ensemble des pays de l'Union européenne,	…	**fiscalité**
70,1	…notre monnaie commune a besoin de s'appuyer sur de nouveaux progrès de la construction européenne. A cet égard, il est beaucoup question	d'harmonisation fiscale.	C'est un point souvent considéré comme décisif pour asseoir la crédibilité de l'Europe monétaire.	**fiscalité**
71		Improbable harmonisation.		**formation**
71,6	… il se trouve une majorité d'acteurs universitaire pour douter que le « 3,5,8 » soit un vecteur crédible	de l'harmonisation		**formation**
71,9	…	la fameuse harmonisation	ne consiste donc plus qu'à "surligner" les niveaux de sorti 3,5,8.	**formation**
72,1	Les Quinze discuteront également de normes minimales concernant les droits sociaux des immigrés,	de l'harmonisation des procédures d'asile.		**immigration**
72,2	La lutte transfrontalière amène les Quinze à encourager	une harmonisation de leurs législations		**juridique**
73,1	Le texte du PS se montre aussi plus exigeant	sur l'harmonisation fiscale	en préconisant "un taux minimum de taxation des revenus …"	**fiscalité**
74,1	Oskar Lafontaine ... risque d'insister	sur l'harmonisation fiscale	…	**fiscalité**

75,1	… qui oppose Londres à ses partenaires	sur l'harmonisation de la fiscalité européenne	…	**fiscalité**
76,1	qui avait promis de s'engager sur la voie	d'une harmonisation fiscale restée lettre morte.		**fiscalité**
76,2	« La directive de 1991 prévoyait	cette harmonisation [fiscale]	pour le premier janvier 1997…», observe Afcoht (l'Association française pour le commerce hors taxe)	**fiscalité**
77,1	Le Foreign Office a pu mesurer l'ampleur de l'actuel isolement britannique sur la scène européenne … avec les polémiques	sur l'harmonisation fiscale,	la contribution britannique au budget européen …	**fiscalité**
78,1	Michel Prada … a souligné la nécessité d'accélérer	l'harmonisation des règles	et la coordination …	**finance**
79,1	Les deux pays souhaitent renforcer « la coordination des politiques économiques en E., en particulier dans le domaine	de l'harmonisation de la fiscalité		**fiscalité**
81,1	Dès à présent, l'infexion "nationale" des socialistes fr-s entre en contradiction avec leur volonté proclamée de faire progresser la coordination des politiques …	ainsi que l'harmonisation des fiscalités et des normes sociales.		**fiscale et sociale**
83,1	Ce constat milite aussi en faveur	d'une harmonisation des processus et des calendriers de programmation militaire.		**militaire**
84,1	Le 2 janvier, la naissance de l'euro n'était présentée, en "une" que comme une nouvelle occasion de relancer "la dispute	sur l'harmonisation fiscale".		**fiscalité**
85,1	Il est vrai que, … l'indication de consommation d'énergie des lampes domestiques ou	"l'harmonisation des feux de brouillard arrière des véhicules à moteur"	ne présente qu'un intérêt politiquement limité.	**transport**
86,1	…pour marcher ensemble sur le chemin qui conduit de manière irréversible vers une coordination et	une harmonisation politique plus étroite.	Cela pourrait exiger que les pays abandonnent de nouvelles parts de souveraineté.	**finance**
87,1	Le rail et la route ont été d'accord pour dire que	l'harmonisation des règlementations environnementales, techniques et sociale est urgente.		**transport**

88,1	… un accord sur les positions qui devront être adoptées et défendues par les élus français au cours des 5 prochaines années: …; …; niveau et limites	de l'harmonisation fiscales et sociale;	…	**fiscale et sociale**
89,1	Le succès de J-C Juncker va conforter le premier ministre dans son action pour tenter de s'opposer	à une harmonisation fiscale au sein de l'Union Européenne.		**fiscalité**
90,1	La discussion	sur l'harmonisation des politiques européennes d'immigration et d'asile,	qui …, se déroule dans un contexte assez nouveau.	**immigration**
90,2	Mais les projets	d'harmonisation	doivent prendre en compte des traditions très disparates: tandis que la demande d'asile est une composante essentielle des flux d'entrée en Suède ou en Allemagne, le Royaume-Uni accueille surtout des étrangers en tant que travailleurs.	**immigra-tion**
90,3	…l'Unice estime que "rien ne justifie	une harmonisation sociale forcée";	les rapports entre employeurs et salariés évoluent profondément et …	**vie sociale**
92,1	L'échec de la réunion de Tampere	sur une harmonisation des politiques d'asile	montre que la clarification n'est pas pour bientôt.	**immigra-tion**
93,1	A l'heure où la réflexion	sur l'harmonisation fiscale en E.	est encore dans l'impasse, ce sujet, hautement sensible, est remis sur le devant de la scène …	**fiscalité**
94,1	L'Aftri a également utilisé Internet pour publier un argumentaire détaillé en faveur	d'une harmonisation européenne respectueuse des acquis sociaux.	Cette initiative a été menée en concertation avec l'Union routière internationale qui regroupe 63 pays.	**transport**
95,1		"L'harmonisation	est un rêve de bureaucrate, réplique Claude Emmanuel Triomphe. La tradition des relations sociales, les habitudes culturelles ne sont pas du tout les même d'un pays à l'autre…"	**vie sociale**
96,1	…alors que les TVA … bougent beaucoup dans le cadre	de l'harmonisation européenne.		**fiscalité**

96,1	Tous deux militaient pour que le Conseil de l'euro … devienne l'embryon d'une sorte de gouvernement économique européen chargé de la coordination et	de l'harmonisation de leurs politiques budgétaires, sociales et fiscales.		**écon., fisc. et sociale**
97,1	…le sommet européen de Cologne, …, a donné le coup d'envoi à un des derniers grands chantiers de l'UE …: celui	de l'harmonisation des systèmes juridiques et de sécurité européens **pour** garantir aux citoyens européens de vivre dans un espace de liberté, où chacun ait un accès égal à la justice, puisse se sentir protégé contre les nouvelles formes de criminalité internationales,	…	**juridique**
98		L'harmonisation des prix dans l'Euroland n'est pas pour demain		**finance**
98,1	La disparité des prix ne constituant que l'un des éléments de l'attitude de l'acheteur, beaucoup de producteurs disent par conséquent ne pas voir l'intérêt	d'une harmonisation	sous prétexte de monnaie unique. "On ne voit pas pourquoi les entreprises se priveraient de la possibilité d'accroître leurs marges sur un marché donné", observe J.-M. Vinot.	**finance**
98,2	La TVA varie de 5 à 25°/. Selon les pays, les coûts salariaux horaires dans l'industrie du simple au double entre, p.ex., l'Espagne et l'Allemagne. "Monnaie unique ou pas,	l'harmonisation des prix est, dans ces conditions, une illusion",	clame Dominique Norguet.	**finance**
99	Pas d'accord	sur l'harmonisation fiscale		**fiscalité**
100,1	Parvenues difficilement à s'entendre	sur une harmonisation de leurs horaires d'ouverture,	elles [les 8 Bourses européennes] ont fait un grand pas en avant en créant un "marché de marché".	**finance**
101,1	Isabelle Durant, la nouvelle ministre belge ("verte"), a estimé qu'	une certaine harmonisation était indispensable.	Elle a suggéré un "socle minimum" de restrictions, imposé même à ceux qui, comme son pays, n'appliquent actuellement aucune interdiction…, mais aussi la possibilité daller au-delà pour ceux qui le désirent.	**transport**

101,2	…la Commission et les administrations nationales pourront continuer à plancher afin d'éliminer les autres obstacles qui s'opposent aujourd'hui à la mis en place d'un réseau européen de fret: amélioration des infrastructures, … et	harmonisation minimale d'une tarification aujourd'hui très hétérogène.		**transport**
101,3	Il a contacté ses homologues européens pour évoquer les problèmes soulevés. Le premier est	l'harmonisation des règles de droit applicables aux opérations financières effectuées sur cette plat-forme.		**finance**
103,1	Elle [les CMAF] voudraient aussi éviter de risquer perpétuellement de se trouver en infraction par rapport à la réglementation communautaire sur la concurrence, faute	d'harmonisation des dispositions concernant leur secteur.		**économie**
104,1	Sur la fiscalité, les intérêts nationaux sont un obstacle	à l'harmonisation.		**fiscalité**
105,1	S'il veut rendre définitivement imbuvable, pour ses partenaires, la potion qu'il leur demande d'avaler, le président de l'UDF peut encore trouver dans ce texte d'autres propositions, comme celle	d'une "harmonisation fiscale progressive" entre les pays européens	ou, …	**fiscalité**
107,1	catalysées par l'euro, les évolutions à attendre du paysage bancaire européen, en particulier la perspective de grande fusion transfrontalière et	l'harmonisation des marchés de capitaux,	justifieraient, .., la mise en place d'un dispositif de type plus fédéraliste:…	**finance**
108,1	"Le livre est en danger, l'avenir de la Gr.-Bretagne est en jeu", écrivait à la même époque un "tablouid" britannique à propos des projets	d'harmonisation fiscale européenne d'Oskar Lafontaine.		**fiscalité**
110		Vers une harmonisation européenne des techniques de détection [des OGM]		**alimentation**
111,1	Les fonds structurels ont même été créés pour accélérer la mise à niveau des pays méditerranéens. Le démantèlement des barrières douanières et non douanières,…,	l'harmonisation des politiques économiques avec celles des grands pays de l'Union	ne puvaient avoir de sens sans contreparties financières.	**économie**
112,1	Mais sur le fond, …, que pouvait-on lui [à O.Lafontaine] reprocher vraiment? De prôner la "coordination fiscale" de préférence	à une simple harmonisation?		**fiscalité**

115,1	En dépit des déclarations d'intention sur l'importance qu'ils accordent à la bioéthique, à sa transposition dans les textes juridiques et	à la nécessaire harmonisation européenne,	les pays concernés ne sont guère pressés pour procéder à une telle ratification.	**bioéthi-que**
116,1	Sur ce point-là [les retombées futures de l'euro sur la fiscalité], M.Moscovici a précisé que Paris souhaitait	une "harmonisation" au niveau de l'UE, "mais pas une uniformisation".	"Je ne vois pas trop la différence", a répliqué le secrétaire d'État suédois aux affaires étrangères, Gunner Lund.	**finance**
117,1	Les 360 entreprises [françaises] de nutrition animale réalisent un chiffre d'affaires de plus de 30 milliards de francs et dénoncent l'ansence	d'harmonisation … communautaires.		**alimentati on**
118,2		L'harmonisation environnementale	passera d'abord par le rapprochement des législations.	**environne mentale**
119,1	Le dernier volet ,,, de la contribution suggère "une politique de relance volontariste" et	une harmonisation fiscale qui serait "encouragée par une taxation, au niveau européen, commune et progressive, des mouvements de capitaux et des placements financiers …"		**fiscalité**
120,3	La déclaration, qui propose d'encourager toutes formes de mobilité des étudiants et des enseignants, se prononce	pour une harmonisation de la durée des études en 2 cycles: "undergraduate", …, et "graduate" avec le "mastaire" ou le doctorat,	…	**formation**
121,1	Mireille Delmas-Marty est favorable	**à** une harmonisation des normes juridiques européens.		**juridique**
122,1	"… On va	vers une harmonisation au sein de l'UE,"	se réjouit G.E., le directeur français de l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies, …	**drogue**
123,1	… de présidents de fédérations internationales qui sont souvent opposés	à l'harmonisation des sanctions pour les sportifs convaincus de dopage,	notamment par crainte de procès contre les sanctions.	**sport**
123,2	L'autre grande question du jour portait	sur l'harmonisation des sanctions pour les athlètes	pris en flagrant délit de dopage.	**sport**
124,1		L'harmonisation européenne presse.		**fiscalité**
125,1	Il … existe	une harmonisation eur-ne sur la réglementation sanitaire	concernant ce type de fromages, … .	**alimenta tion**

127,1	La Commission et la présidence de l'UE ont tenté de débloquer le dossier	d'harmonisation fiscale		**fiscalité**
128,1	Mais il évident que les institutions actuelles de l'Europe, du fait même de la mise en place de l'euro et	de l'harmonisation économique, fiscale et sociales,	qu'elle suppose,vont très rapidement apparaître inadaptées.	**écon., fisc. et sociale**
129,1	Le grand dossier	de l'harmonisation fiscale	ne progresse guère, …	**fiscalité**
130,1	Elle souhaite aussi que la négociation du millénaire obtienne une meilleures intégration des règles environnementales,	une meilleure harmonisation du droit de la concurrence	et une réglementation des investissements.	**économie**
131,1	De leur côté, l'Allemagne, l'Italie et la Suisse font progresser	une certaine harmonisation	puisque ces trois pays permettent à des étudiants de second cycle issus de l'un d'entre eux de poursuivre sans obstacle un troisième cycle dans un autre.	**formation**
132,1	Les industriels français, leaders européens du secteur, dénoncent l'absence	d'harmonisation des règlements communautaires	et la mauvaise maîtrise des compétences.	**alimentation**
133,1	L'État qui ratifie, .., prend des engagements en vue	d'une harmonisation des législations sur les matières relavant d'un intérêt commun,	mais ces matières restent de sa compétence.	**juridique**
134,1	C'est le marché qui va pousser	vers l'harmonisation.		**fiscalité**
136,1	Les relations entre pouvoir politique et pouvoir monétaire, qui semblaient en voie	d'harmonisation	depuis …, se tendent de nouveau.	**finance**
137,1	On ne trouve rien sur le sport dans le traité de Rome, pas plus que dans les accords de Maasticht. Il n'est donc pas possible, au moins pour l'instant, d'imaginer	une harmonisation des règlements entre les différents pays d'Europe.	L'idée d'imposer, dans le football européen, une sorte de salary cap, un salaire maximum à l'américaine, est-elle réaliste? - Non …	**sport**
138,1	… c'est à cette Europe que le gouvernement travaille, …, en réinsistant sur la croissance, l'emploi,	l'harmonisation fiscale.		**fiscalité**
139,1	… le respect des fameux critères édictés par le traité de Maastricht était même censé avoir mesuré, …,	cette harmonisation.		**finance**
139,2	…faute d'outil monétaire	d'harmonisation,	il faudra …	**finance**

140,1	Il [l'euro] n'induit pas	une harmonisation et une uniformisation automatique de l'ensemble des politiques fiscales et sociales,	p.ex., mais il rend nécessaire leur coordination pour éviter par ex. des politiques de dumping social ou fiscal pour certains États.	**vie sociale**
141,1	Quant aux risques	d'une harmonisation européenne, souvent évoquée,	il s'agit là d'une "pure fiction", estime un responsable des Caisses d'épargne, …	**finance**
142,1	"Compte tenu des différences de sensibilité nationales entre les Etats membres, l'UE a écarté	l'harmonisation des législations.	On voit aujourd'hui que les tabous peuvent évoluer et qu'il est possible de rapprocher les pratiques face à des produits d'apparition récente,…	**juridique**
144,1	Ne serait-ce qu'au niveau européen, la marche	vers l'harmonisation fiscale européenne	se révèle laborieuse.	**fiscalité**
144,2	…les responsables d'entreprise présents (…° ont, …, insisté sur la nécessité	d'une harmonisation fiscale et sociale rapide entre les pays européens.		**fiscale et sociale**
145	Londres continue de bloquer	l'harmonisation fiscale européenne.		**fiscalité**
147,1	Les ministres des sports des Quinze ,…, devaient travailler	à l'harmonisation des normes européennes de lutte contre le dopage	et examiner …	**sport**
148,1	Exemplaire pour la France, la décision italienne rappelle surtout l'urgence	d'une harmonisation des politiques d'immigration dans le pays de l'UE.	Or dans ces domaines - l'attitude à l'égard des réfugies, le droit des étrangers, etc. - les Quinze agissent encore dans le désordre.	**immigra-tion**
149,1	Or nous observons malheureusement, au travers de l'affaire des poulets à la dioxine, que nous sommes encore, à l'échelon européen, devant une absence	d'harmonisation de la réglementation,	une tendance constante au nivellement par le bas.	**alimenta-tion**
150,1		Seule une harmonisation progressive des règles d'information et de marketing	et la mise en place de mécanismes de règlement des litiges permettaient au choix de s'exercer.	**finance**
151,1	M.Rocard plaide aussi pour	"l'harmonisation des règles juridiques et mutuelles,	et le renforcement du contrôle des mutuelles,…"	**juridique**
152,1	L'UE n'a pas compétence pour régir la matière [domaine juridique] :	une harmonisation	est ainsi exclue.	**juridique**

153,1	Dans ces conditions, constate J.-C. Barbier, si l'on raisonnait en termes de socle commun obligatoire,	toute harmonisation ne pourrait se faire que par le bas.		**vie sociale**
154,1	L'absence	d'harmonisation fiscale	freine donc aujourd'hui la volonté des gestionnaires de sicav d'acheter des obligations étrangères...	**fiscalité**
155,1	Ils jugent que les désaccords de fond entre les pays de l'Union - par exemple	sur le dossier de l'harmonisation fiscale -,	mais aussi la résistance des gouvernements européens à la mondialisation et … constituent un handicap pour les économies du Vieux Continent.	**fiscalité**
156,1	L'adhésion est également totale pour les missions qui devra remplir l'Agence:	harmonisation des contrôles antidopage, recherche scientifique, conseil juridique …		**sport**
157,1	Mais que deviendraient les BTS et les DUT si entre en vigueur	l'harmonisation européenne des diplômes annoncée, en mai 1998, par Claude Allègre?		**formation**
158,1	Mais il est tout de même inadmissible que depuis 3 ans on ne soit pas parvenu	à une harmonisation de la fabrication des farines dans un marché commun.		**alimenta-tion**
159,1	Cette décision fait suite à l'accord conclu le 23.09 entre les 8 bourses européennes	sur l'harmonisation des règles de fonctionnement du marché.		**finance**
160,1		L'harmonisation de la circulation et des temps de travail des chauffeurs routiers européens	sera également évoquée, au lendemain d'une journée d'action européenne.	**transport**
161,1	… la Commission européenne n'a pu obtenir des pays membres de l'Union	une harmonisation des processus industriels de fabrication des farines animales.		**alimenta-tion**
162,1		Harmonisation des contrôles,des listes et des sanctions.	C'est l'autre volet capital de la conférence de Lausanne.	**sport**
162,2	Le point le plus délicat sera celui	de l'harmonisation des sanctions :	trois fédérations internationales (…) refusaient encore, …, de fixer à 2 ans la suspension minimale pour un premier cas de dopage.	**sport**
163,1	Malgré tout, elle [la directive de 1989] était "porteuse d'acquis susceptibles de contribuer	à une harmonisation dans le progrès des conditions de travail,"	estime Marc Sapir, directeur du BTS, dans une interview au magasine.	**vie sociale**

164,1		Quant à l'harmonisation européenne [des horaires], elle mérite d'être affinée.		**finance**
165,1	En raison	de l'harmonisation des horaires des places européennes,	la Bourse de Paris a ouvert, lundi 20 sept., pour la1-ière fois de son histoire, à 9 heures.	**finance**
166,1	Le ministre fr-s a indiqué que, faute	de l'harmonisation qu'il réclame,	si possible dès cette année, Paris pourrait décider … l'interdiction des farines animales dans l'élevage.	**alimenta-tion**
167,1	Le marché était ouvert à cause	de l'harmonisation européenne des places financières.		**finance**
168,1	Sous couvert	de la nécessaire harmonisation des droits européens et de la protection des victimes,	notre droit vient de faire un pas en arrière, en autorisant les fabriquants à dégager leur responsabilité lorsque …	**juridique**
169,1	Mais il serait urgent, dès aujourd'hui, … de travailler	à une harmonisation de la position de chacun des partenaires de l'Union sur le principe de précaution.		**alimenta-tion**
170,1	Pour faire face à une grogne diffuse des étudiants, M.Allègre a amorcé une concertation	sur l'harmonisation européenne des diplômes,	le schéma de développement des universités et le plan social étudiant.	**formation**
172,1	Les dernières réunions européennes ont montré qu'une grande majorité d'États souhaitaient	cette harmonisation [fiscale].	Elle est effectivement nécessaire pour que l'UE se dote d'une vraie stratégie en faveur de la croissance et de l'emploi.	**fiscalité**
173,1	Cette accord prévoit également	une harmonisation des systèmes ferroviaires - écartement des rails, signalement, courant électrique - très différents d'un État à l'autre et qui représentent un obstacle majeur à la compétitivité du rail.		**transport**
174,1	…sur le défaut structurel de l'euro : absence d'unité politique, manque de coordination des politiques économiques, aujourd'hui reflétées par les blocages sur le dossier	de l'harmonisation fiscale.		**fiscalité**

175,1	La position de m.Persson apparaît moins claire, tant il semble redouter que l'euro ne conduise	à une harmonisation des politiques fiscales au niveau européen.		**fiscalité**
176,1	La Conférence sur le dopage doit aborder d'autres sujets, notamment celui, sensible,	de l'harmonisation des sanctions sportives au sein des fédérations internationales.		**sport**
177,1	En Belgique, où les conséquences de la fusion entre Télémécanique et Merlin Gerin se font encore sentir, l'accent a jusqu'alors mis	sur "l'harmonisation du temps de travail" entre salariés issus de sociétés différentes.		**vie sociale**
178,1	La Gr-Bretagne de T.Blair devra effectivement suivre l'exemple des autres États membres et accepter	l'harmonisation fiscale européenne en cours d'élaboration.		**fiscalité**
179,1	Aujourd'hui, exception faite d'éventuels ajustements qui seraient, cette fois, consécutifs à une volonté	d'harmonisation européenne,	le cadre fiscale de l'assurance-vie ne devrait plus bouger.	**fiscalité**
180,1	Elle [la France] est apparue comme le pays européen qui s'est attaché … à faire respecter .. L'article 223 du traité de Rome, qui soustrait le domaine de la défense à une volonté	d'harmonisation communautaire.		**militaire**
181,1	L'hébergement n'est pas toujours à la hauteur des espérance du client. … il faut savoir que le nombre d'étoiles indiqué pour l'hôtel correspond aux normes locales et pas aux normes françaises; Il n'y a pas encore	d'harmonisation européenne en la matière.		**hôtellerie**
182,1	Une large majorité de ministres a estimé nécessaire de donner la priorité	à l'harmonisation fiscale		**fiscalité**
184,1	… sachant combien les investisseurs apprécient	l'harmonisation	et la normalisation sur le marché international.	**finance**
185,S	L'Université aborde avec réserve	l'harmonisation européenne des diplômes.		**formation**
186,1	Cela pourrait doper ce marché aujourd'hui modeste (…) . En raison, d'une part,	de l'harmonisation européenne	et de l'application de la directive Télévision sans frontières de 1995 …	**télévision**
188,1	Poursuivre	l'harmonisation en la matière [de sécurité alimentaire]	s'impose.	**alimenta-tion**

189,1	La pasinaria s'est lancé dans une campagne eu-ne pour faire valoir ses convictions. De Bruxelles à Rome, celle qui s'opposait au traité de Maastricht défend	une harmonisation des législations.		**juridique**
190,1	Quant aux étapes	de l'harmonisation européenne, baptisée désormais "espace européen du savoir",	elles sont également respectées.	**formation**
192,S	L'Université aborde avec réserve	l'harmonisation européenne des diplômes.		**formation**
193,1	…l'étendu de son programme pour l'année nouvelle : la déconcentration, l'école du XXI siècle, …	l'harmonisation européenne des diplômes,	…	**formation**
194,1	En Allemagne et en Norvège, au contraire, la loi protège l'embryon dès sa conception … A l'échelle européenne,	l'harmonisation des points de vue	ne semble donc pas à l'ordre du jour.	**bioéthique**
195,1	Il proposait enfin une stratégie européenne coordonnée et	une harmonisation fiscale européenne permettant de taxer davantage les ressources rares et les produits émettant du gaz carbonique au profit d'une réduction de la fiscalité sur le travail."		**fiscalité**
196,1	"Pour ma part, je suis attaché d'une manière indéfectible au service public d'enseignement, je dirais même un service avec ses spécificités nationales, même si l'on met en place	une harmonisation européenne.		**formation**
197,1	Qu'il s'agisse de la réforme des lycées et de l'école,	de l'harmonisation européenne des études supérieures	ou …, les enseignants et les personnels d'éducation renâclent devant l'ampleur des chantiers et la méthode utilisée pour les conduire.	**formation**
198,1	… plutôt que de chercher	une trop difficile harmonisation fiscale et sociale,	par des tâtonnements partiels, l'exemple de la France, …	**fiscale et sociale**
199,1	… le secrétaire d'État à la santé avait perçu, …, la nécessité	d'une harmonisation européenne d'une veille sanitaire étendue au champ de l'agro-alimentaire.		**alimenta-tion**

200,1	Cette nouveauté [des "licences professionnelles"] s'inscrit dans le projet de C.Allègre	d'harmonisation européenne des diplômes.		**formation**
201,1	Tout indique que la nouvelle Commission de Bruxelles va poursuivre les efforts déjà entrepris par la précédente en matière	d'harmonisation fiscale,	…	**fiscalité**
202,1	Si chacun s'accorde à reconnaître l'irréalisme du slogan de l'"immigration zéro", …, la nécessité	d'une harmonisation des législations eur-nes	ou, encore, … le désaccord est manifeste, à droite, tant sur l'esprit que sur le fond des propositions de M.Juppé.	**juridique**
203,1	A la Sorbonne, …, C.Allègre et les ministres allemands, britanniques et italiens adoptent une déclaration commune préconisant	une harmonisation européenne des diplômes.		**formation**
204,1	Ce tiraillement entre options opposées fait que nous n'avons pas su aller	vers une harmonisation en matière de conditions de travail, de fiscalité sur le gazole, de limitation de la vitesse.		**transport**
205,1	"C'est à mon sens sur la TVA qu'il faut faire porter l'effort principal, dans le cadre du grand débat européen	sur l'harmonisation fiscale."		**fiscalité**
206,1	Il reste deux ans au présidant du CIO pour mener à bien sa réforme. Ce sera son dernier grand chantier avec celui portant	sur l'harmonisation des règlementations en matière de dopage.		**sport**
208,1	Le même jour, Romano Prodi, …, déclarait "irréversible" la fait que	"l'harmonisation des politiques	pourrait exiger que les pays abandonnent de nouvelles parts de souveraineté".	**en général**
211,1	En particulier, les questions de la sécurité alimentaire doivent être confiées à la FAO, celles	de l'harmonisation des normes sociales à l'OIT	et celle de l'exception culturelle doivent être traitées à l'Unesco.	**vie sociale**
212,1	Les nouvelles techniques de détection des OGM … font l'objet d'une réflexion au sein de la Commission européenne de la normalisation, qui pourrait aboutir	à une harmonisation .		**alimenta-tion**
213,1	Plutôt que d'avoir à choisir d'emblée son constructeur, le consommateur aurait certainement préféré	une meilleure harmonisation des standards.		**économie**

214,1	Il [le Groupe] soutient aussi la position de Washington, dont l'Ambassadeur Aaron négocie, avec Bruxelles	l'harmonisation de la législation sur la protection de la vie privée	à la suite de l'adoption par les Quinze d'une directive à ce sujet.	**juridique**
217,1	Les Allemends … ont fixé comme l'une des priorités de leur présidence	l'harmonisation fiscale	et une date, juin 1999, pour que nous ayons fait des progrès considérables en matière d'impôts …	**fiscalité**
219,1	,,,Belgique, Luxembourg, Royaume-Uni sont des destinations prises et qui resteront tant que	l'harmonisation fiscale au sein des Quinze restera un vœu pieux.		**fiscalité**
220,1	Il [le Conseil] milite également	pour l'harmonisation du régime fiscale	applicable aux locations en non meublé et en meublé: …	**fiscalité**
222,1	En Europe, il faut, à tout le moins, accélérer	l'harmonisation,	simplifier les procédures de coopération judiciaire tout en restant fidèle à notre tradition humaniste.	**juridique**

1.3. Occurrences de 'harmonisation' dans le corpus dans le domaine de 'Enseignement 1999'

code	**exemples**			**contexte**
	co-texte gauche	**GN avec *harmonisation* en tête**	**co-texte droit**	
15,S	L'Université aborde avec réserve	l'harmonisation européenne des diplômes.		France
15,1	Les apparences sont trompeuses. Officiellement, le processus	d'harmonisation européenne des formations et des diplômes,	…, n'est pas une nouvelle réforme de l'Université. Claude Allègre l'a réaffirmé, … .	France
15,81	… selon qu'ils se seront conformés ou non au processus	d'harmonisation européenne.		France
18	L'Université aborde avec réserve	l'harmonisation européenne des diplômes		France
18,2	Les propositions …	sur l'harmonisation européenne des diplômes	sont soumis au Conseil …	France
18,81	… le colloque de la Sorbonne a tracé la route dans une déclaration d'intention décrétant	la nécessaire harmonisation européenne des diplômes et des parcours de formations.		UE

18,91	Sous couvert	d'harmonisation européenne,	le ministre ne cherche-t-il pas à imposer une réorganisation en profondeur du système français?	France
18,94	Dans un premier temps, le ministre s'est attaché à déminer les pièges contenu dans ce projet	d'harmonisation européenne	qui vise à regrouper l'ensemble des diplômes existants à l'intérieur de 3 cursus: …	France
18,95	… André Legrand, récemment élu premier vice-président …, se demande si "le prétexte	de l'harmonisation européenne	ne va pas rouvrir un débat franco-français qui risque de provoquer des réactions en chaîne …	France
19		L'harmonisation européenne des diplômes en discussion		France
19,1	La conférence des chefs d'établissements d'enseignement supérieur a examiné le projet relatif	à l'harmonisation européenne des diplômes,	jeudi 25 féverier au Collège de France à Paris.	France
26,2	Au nom	de l'harmonisation européenne,	ce dernier [Jeacques Attali] avait suggéré un découpage des études en 2 cycles distincts : le pré-licence ("undergraduate" à bac+3) et le post-licence avec le mastaaire à bac+5 ou le doctorat à bac+8.	France
26,3	Si elle s'inscrit dans une logique	d'harmonisation européenne,	la création du mastaire représente, …, une nouvelle exception française.	France
37,1	Où en êtes-vous des discussions	sur l'harmonisation européenne ?		France
37,2	…ce que seront ces projets	d'harmonisation européenne.		France
39,1	1998: ..; colloque de la Sorbonne, en juin,	sur l'harmonisation européenne des diplômes	et , en décembre…	UE
39,S	L'Université aborde avec réserve	l'harmonisation européenne des diplômes	France	France
47,1	…consacré à l'examen du projet	d' « harmonisation européenne des études »		France
47,2	Bien que le principe	d'une harmonisation européenne	n'ait pas contesté, de nombreuses objections ont été opposées au rythme de mise en œuvre de la réforme.	France
48,2	Si tant est qu'elle voit le jour :	l'harmonisation européenne des études supérieures autour de 2 pivots, la licence à bac+3 et le mastaire à bac+5, selon le "schéma 3, 5 ou 8" …,	ne sera pas sans conséquences pour le niveau bac+2.	France

48,42	La contestation du projet est d'autant plus vive qu'est mis en doute l'objectif	d'harmonisation européenne	avancé par le ministre, à partir du moment où celui-ci raisonne en année d'études.	France
62,2	Sous couvert	d' « harmonisation européenne » et de rapprochement entre les universités et les grandes écoles,	ce projet prévoit le regroupement de tous les diplômes existants dans trois cursus: la pré-licences à bac+3…, le mastaire à bac+5 et le doctorat à bac+8.	France
62,4	…la réunion du Cneser du 8 mars qui sera consacrée justement	à l'harmonisation européenne des formations,	avant le sommet des ministres de l'éducation prévu à Bologne le 18 juin.	France
67,1	… la nouvelle architecture des études baptisée "système 3,5 et 8" [bac+ 3,5 et 8] s'inscrivant dans le processus	d'harmonisation européenne	(Le Monde des 20 et 21 décembre 1998).	France
67,2	La publication du texte	sur l'harmonisation européenne des diplômes	n'a levé qu'une partie des doutes formulés à la fin 1998.	France
71		Improbable harmonisation		France
71,6	… il se trouve une majorité d'acteurs universitaire pour douter que le « 3,5,8 » soit un vecteur crédible	de l'harmonisation.		France
71,9	…	la fameuse harmonisation	ne consiste donc plus qu'à "surligner" les niveaux de sorti 3,5,8.	France
120,3	La déclaration, qui propose d'encourager toutes formes de mobilité des étudiants et des enseignants, se prononce	pour une harmonisation de la durée des études en 2 cycles: "undergraduate", …, et "graduate" avec le "mastaire" ou le doctorat,	…	UE
131,1	De leur côté, l'Allemagne, l'Italie et la Suisse font progresser	une certaine harmonisation	puisque ces trois pays permettent à des étudiants de second cycle issus de l'un d'entre eux de poursuivre sans obstacle un troisième cycle dans un autre.	Allem. Italie Suisse
157,1	Mais que deviendraient les BTS et les DUT si entre en vigueur	l'harmonisation européenne des diplômes annoncée, en mai 1998, par Claude Allègre?		France
170,1	Pour faire face à une grogne diffuse des étudiants, M.Allègre a amorcé une concertation	sur l'harmonisation européenne des diplômes,	le schéma de développement des universités et le plan social étudiant.	France

185,S	L'Université aborde avec réserve	l'harmonisation européenne des diplômes.		France
190,1	Quant aux étapes	de l'harmonisation européenne, baptisée desormais "espace européen du savoir",	elles sont également respectées.	France
192,S	L'Université aborde avec réserve	l'harmonisation européenne des diplômes.		France
193,1	…l'étendu de son programme pour l'année nouvelle : la déconcentration, l'école du XXI siècle, …	l'harmonisation européenne des diplômes,	…	France
196,1	"Pour ma part, je suis attaché d'une manière indéfectible au service public d'enseignement, je dirais même un service avec ses spécificités nationales, même si l'on met en place	une harmonisation européenne.		France
197,1	Qu'il s'agisse de la réforme des lycées et de l'école,	de l'harmonisation européenne des études supérieures	ou …, les enseignants et les personnels d'éducation renâclent devant l'ampleur des chantiers et la méthode utilisée pour les conduire.	France
200,1	Cette nouveauté [des "licences professionnelles"] s'inscrit dans le projet de C.Allègre	d'harmonisation européenne des diplômes.		France
203,1	A la Sorbonne, …, C.Allègre et les ministres allemands, britaniques et italiens adoptent une déclaration commune préconisant	une harmonisation européenne des diplômes.		UE

1.4. DA relevés à partir des co-textes immédiats des occurrences de la lexie 'harmonisation européenne des formations'

code	blocs d'argumentation externe			contexte
	argument (=le terme)	**connecteur**	**conclusion** (=le DA attesté)	
15,S	harmonisation	DC	attitude réservée	France
15,1	harmonisation	DC	processus	France
15,81	harmonisation	DC	processus	France

18	harmonisation	DC	attitude réservée	France
18,2	harmonisation	DC	propositions	France
18,81	harmonisation	DC	<nécessaire>	UE
18,91	réorganisation en profondeur du système français	**PT**	harmonisation (sous couvert d')	France
18,91	harmonisation	DC	réorganisation en profondeur du système français	France
18,94	harmonisation	DC	projet	France
18,94	harmonisation	**DC**	pièges (contenir les ~)	France
18,94	harmonisation	**DC (↔)**	regrouper l'ensemble des diplômes existants à l'intérieur de 3 cursus: …	France
18,95	harmonisation	DC	prétexte	France
18,95	harmonisation	DC	débat franco-français	France
19	harmonisation	DC	discussion	France
19,1	harmonisation	DC	projet	France
26,2	harmonisation	**DC (↔)**	découpage des études en 2 cycles distincts : le pré-licence (...) et le post-licence (...)	France
26,3	harmonisation	DC	logique [=projet]	France
37,1	harmonisation	DC	discussions	France
37,2	harmonisation	DC	projets	France
39,S	harmonisation	DC	attitude réservée	France
39,1	harmonisation	DC	colloque de la Sorbonne	UE
47,1	harmonisation	DC	projet du Cneser	France
47,2	harmonisation	DC	bon principe	France
48,2	harmonisation	**DC (↔)**	études supérieures autour de 2 pivots, la licence à bac+3 et le mastaire à bac+5	France
48,2	harmonisation (ne ...pas)	**PT**	mise en cause de bac+2	France
48,6	harmonisation	DC	mise en doute du découpage en années d'études	France
62,2	regroupement de tous les diplômes existants dans trois cursus	**PT**	harmonisation (sous couvert d')	France
62,4	harmonisation	DC	réunion du Cneser	France
67,1	harmonisation	DC	processus	France
67,1	harmonisation	**DC (↔)**	nouvelle architecture des études baptisée "système 3,5 et 8"	France
67,2	harmonisation	DC	texte	France
71	harmonisation	DC	<improbable>	France
71,6	« 3,5,8 » (douter)	**PT**	vecteur non crédible de **l'harmonisation**	France

71,9	harmonisation	DC	<fameuse>	France
71,9	harmonisation (ne ...que)	**PT**	simple "surlignage" des niveaux de sorti 3,5,8	France
120,3	harmonisation	DC	déclaration	UE
120,3	harmonisation	**DC (↔)**	études en 2 cycles: "undergraduate", …, et "graduate" avec le "mastaire" ou le doctorat	UE
131,1	harmonisation	DC	faire progresser la mobilité des étudiants	UE
157,1	harmonisation	DC	mise en cause des BTS et des DUT	France
170,1	harmonisation	DC	concertation	France
185,S	harmonisation	DC	attitude réservée	France
190,1	harmonisation	DC	étapes	France
190,1	harmonisation	**DC (↔)**	"espace européen du savoir"	UE
192,S	harmonisation	DC	attitude réservée	France
193,1	harmonisation	DC	programme	France
196,1	harmonisation	DC	mise en place	France
196,1	harmonisation	DC	conservation des spécificités nationales	France
197,1	harmonisation	DC	les enseignants renâcler devant l'ampleur des chantiers et la méthode utilisée [pour la conduire]	France
200,1	harmonisation	DC	projet de C.Allègre	France
200,1	harmonisation	DC	nouvelles "licences professionnelles"	France
203,1	harmonisation	DC	déclaration commune à la Sorbonne	UE

1.5. Occurrences de 'harmonisation' dans le corpus de 1999 complétées par les reprises

code	exemples			contexte
	co-texte gauche	GN avec *harmonisation* en tête, ou sa reprise	co-texte droit	
15,S	L'Université aborde avec réserve	**l'harmonisation** européenne des diplômes		France
15		Derrière **l'ajustement d'un système** incompréhensible, un **bouleversement majeur**		France

15,SS			Aucune solution n'est proposée pour lutter contre l'échec aux premiers cycles	France
15,1	Les apparences sont trompeuses. Officiellement, le processus	**d'harmonisation** européenne des formations et des diplômes,	…, n'est pas une nouvelle réforme de l'Université, Claude Allègre l'a réaffirmé, … .	France
15,11		**La nouvelle architecture** des études	ne serait que le simple ajustement d'un système incompréhensible pour nos voisins européens et les pays plus lointains … .	France
15,2	La réalité ne résiste guère à cette déclaration	**d'intentions**.		France
15,21	C'est bel et bien	un **bouleversement** majeur	que le ministre de l'éducation s'apprête à provoquer. …	France
15,22			Certes, on peut reconnaître à Claude Allègre la volonté de supprimer en douceur les antagonismes persistants du double systèmes de formation des universités et des grandes écoles.	France
15,3	L'Université, en revanche, s'apprête à subir	une nouvelle période de **turbulences**.		France
15,31	Les présidents, comme les enseignants, savent ce qu'il en coûte de	**réorganiser** l'architecture des formations.	… ils vont devoir s'atteler à la création de nouveaux diplômes.	France
15,4		La nouvelle organisation	ne peut qu'encourager les étudiants à prolonger leur scolarité d'un an pour acquérir une reconnaissance européenne.	France
15,5	Plus généralement,	cette réforme	ne propose aucune solution au malaise essentiel qui mine les universités.	France
15,6		**Les propositions** de Claude Allègre	pourraient bien enfin relancer la polémique sur l'autonomie des universités et le cadre national des diplômes.	France
15,7	En accordant la liberté aux établissements d'appliquer	la réforme	sur la base de volontariat, le ministre de l'éducation ouvre une brèche.	France
15,8	Pour l'UNEF-ID,	elle	signifie la mise en concurrence entre les établissement,	France
15,81	selon qu'ils se seront conformés ou non au processus	**d'harmonisation** européenne.		France

18	L'Université aborde avec réserve	**l'harmonisation** européenne des diplômes		France
18,1	L'ampleur	de **la réforme** présentée par le ministère de l'éducation …	suscite des craintes chez les syndicats.	France
18,2	Les propositions du ministre de l'éducation nationale	sur **l'harmonisation** européenne des diplômes	sont soumis au Conseil …	France
18,3		Cette réforme	vise à regrouper l'ensemble des diplômes existants à l'intérieur de trois cursus: la pré-licence à bac+3, le "mastaire" à bac+5 et le doctorat à bac+8.	France
18,4	Syndicats s'inquiètent de la portée réelle	des changements	qui pourraient bouleverser en profondeur l'architecture des études universitaires.	France
18,5		La réforme	devrait se traduire par un allongement des études.	France
18,6	Les interrogations portent également sur l'accès aux nouvelles filières et sur les modalités d'application	de **la réforme.**		France
18,7	A l'université de Pau, on redoute que	ces **changements** ne déclenchent de nouvelles **tensions**.		France
18,71	… Claude Allègre s'apprête à livrer	une nouvelle **bataille**,	cette fois dans l'enseignement supérieur.	France
18,72			Le rapport de Jacques Attali sur l'évolution du système avec le rapprochement entre les grandes écoles et les universités a ouvert la voie au printemps.	France
18,8	Les étapes	de **la réforme**	que le ministre de l'éducation nationale entend mener à marche forcée ont été balisées au cours de l'année 1998.	France
18,81	… le colloque de la Sorbonne a tracé la route dans une déclaration d'intention décrétant	la nécessaire **harmonisation** européenne des diplômes et des parcours de formations.		UE
18,82	… un autre colloque a défini les perspectives de développement	du futur **schéma des universités du troisième millénaire** (U3M).		UE
18,9	Déjà passablement ballotté par la multitude des réformes antérieures, l'enseignement supérieur résistera-t-il	à **cette nouvelle vague de bouleversement?**		France

18,91	Sous couvert	d'**harmonisation** européenne,	le ministre ne cherche-t-il pas à imposer une réorganisation en profondeur du système français ?	France
18,92	Même s'il répugne aux grand-messes syndicales, Claude Alègre a été contraint de lever le voile	sur **ses intentions**	après les mouvements de grogne déclenchés en décembre 1998 dans quelques établissements.	France
18,93	Il y a été poussé également par des responsables d'organisations plutôt inquiètes de découvrir la réelle portée	de la nouvelle **réforme** envisagée.		France
18,94	Dans un premier temps, le ministre s'est attaché à déminer les pièges contenus dans ce projet	d'**harmonisation** européenne	qui vise à regrouper l'ensemble des diplômes existants à l'intérieur de 3 cursus: …	France
18,95	… André Legrand, récemment élu premier vice-président …, se demande si "le prétexte	de **l'harmonisation** européenne	ne va pas rouvrir un débat franco-français qui risque de provoquer des réactions en chaîne …"	France
18,96	Dans le détail,	le projet du "3,5,8"	soulève une quantité d'interrogations encore sans réponse.	France
18,97	Cette partie [le cas de BTS]	de **la réforme**	ne résout en rien la délicate question de l'échec dans les premiers cycles.	France
18,98	Pour l'heure, les conséquences	d'**une telle réforme**	n'ont pas été évaluées.	France
18,981		Elle [la réforme]	devrait se traduire par un allongement des études …	France
18,99		**Cette réforme**	suppose, …, un aménagement des contenus que le ministre ne cherche pas à nier en évoquant un possible allègement des programmes.	France
19		**L'harmonisation** européenne des diplômes en discussion		France
19,1	La conférence des chefs d'établissements d'enseignement supérieur a examiné le projet relatif	à **l'harmonisation** européenne	des diplômes, jeudi 25 février au Collège de France à Paris.	France
19,3	"La question du calendrier	de **la réforme**	n'a pas été évoquée",	France
19,31	mais "nous nous avons demandé qu'	elle	ne soit pas réalisée à coûts constants".	France

26	Un "mastaire" est créé	pour **harmoniser** les formations européennes		France
26,SS	Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche a adopté … le projet de	création d'un nouveau grade universitaire, le "mastaire",	qui regroupera tous les diplômes de première année de troisième cycle à bac+5.	France
26,1	La France n'a pas tardé à engager	**la réforme** de l'enseignement supérieur	pour l'adapter aux nouvelles normes européennes d'équivalence de formation et de diplômes.	France
26,11	… elle [la France] s'est prononcée en faveur	**de la création d'un nouveau grade** universitaire, le "mastaire",	qui devrait regrouper … tous les diplômes de troisième cycle à bac+5.	France
26,12		La création du mastaire	avait été préconisée par Jacques Attali dans son rapport sur l'adaptation du système français d'enseignement supérieur.	France
26,2	Au nom	de **l'harmonisation** européenne,	ce dernier [Jeacques Attali] avait suggéré un découpage des études en 2 cycles distincts : le pré-licence ("undergraduate" à bac+3) et le post-licence avec le mastaire à bac+5 ou le doctorat à bac+8.	France
26,21		**Ce schéma baptisé "3,5 ou 8"**	a, depuis, subit d'importantes évolutions.	France
26,3	Si elle s'inscrit dans une logique	d'**harmonisation** européenne,	la création du mastaire représente, …, une nouvelle exception française.	France
26,4	Les syndicats d'étudiants de 16 pays, eux aussi réunis à Bologne, ont fourni leur contribution à la création	la création du **nouvel espace européen.**		UE
37,1	Où en êtes-vous des discussions	sur **l'harmonisation** européenne ?		France
37,2	…ce que seront ces projets	d'**harmonisation** européenne.		France
37,3		Si **cette réforme**	peut permettre aux étudiants des cycles courts, DUT ou BTS, de trouver une inscription sans sélection, de débouchés ou de nouvelles possibilités de poursuites d'études, alors elle ira dans le bons sens.	France

37,4		Si **elle**	favorise l'ouverture des 3es cycles à tous les étudiants de maîtrise qui attendent de préparer leur insertion professionnelle, alors, la aussi, elle aura rempli son objectif.	France
39,1	1998: ..; colloque de la Sorbonne, en juin,	sur **l'harmonisation** européenne des diplômes	et , en décembre…	UE
39,S	L'Université aborde avec réserve	**l'harmonisation** européenne des diplômes.		France
47	Désaccord sur les modalités d'application	de **la réforme** des études supérieures.		France
47,1	… Cneser élargi consacré à l'examen du projet	d' « **harmonisation** européenne des études »	…	France
47,11	Le différend concerne principalement le calendrier et les modalités d'application	de **cette réforme**.		France
47,2	Bien que le principe	d'une **harmonisation** européenne	n'ait pas contesté, de nombreuses objections ont été opposées au rythme de mise en œuvre de la réforme.	France
47,4	Tirant le bilan de ces deux jours de débats, le ministre a confirmé la création de groupes de travail sur les principales dispositions	du **projet**.		France
47,5	… le président du RPR, Philippe Séguin, a qualifié	de **"expérimentation hasardeuse"** le **projet** de Cl. Allègre.		France
47,6	Selon lui [Ph.Séguin, président du PRP],	cette **réforme**	"prend le risque de désorganiser ce qui marche".	France
47,7	"… Sans engagement explicite,	**cette réforme**	est dangereuse". (Ph.Séguin)	France
48,SS	L'éventuelle création d'une "licence professionnelle", dans le cadre	de **la réforme dite du "3,5 ou 8"**,	remettrait en cause l'organisation des BTS et des DUT.	France
48,2	Si tant est qu'elle voit le jour :	l'**harmonisation** européenne des études supérieures autour de 2 pivots, la licence à bac+3 et le mastaire à bac+5, selon le "schéma 3, 5 ou 8" …,	ne sera pas sans conséquences pour le niveau bac+2.	France
48,3	Mais son discours, oscillant entre la nécessité politique d'avancer	une "vraie réforme"		France

48,31	et le souci diplomatique de	la	faire tenir dans un simple "surlignage" des niveaux de formation, a nourri la confusion et les inquiétudes.	France
48,4	Le mérite	de **la réforme**	serait au moins, selon les directeurs d'IUT, d'éviter ainsi les "mauvaises" poursuites, celles qui conduisent actuellement un diplôme sur 5 ans à repartir de zéro en DEUG.	France
48,5			Un autre mérite serait, accessoirement, de permettre aux diplômés d'accéder aux concours de catégorie A de la fonction publique, ouverts aux seuls titulaires d'une licences.	France
48,6	La contestation du projet est d'autant plus vive qu'est mis en doute l'objectif	d'**harmonisation** européenne	avancé par le ministre, à partir du moment où celui-ci raisonne en année d'études.	France
48,7	Mais, au-delà de l'influence que tel ou tel lobby peut avoir sur le processus	de **réforme**,		France
48,71	c'est le calendrier même	de **cette dernière**	qui reste incertain.	France
48,8	Mais les organisations étudiantes et les syndicats d'enseignants … ont demandé le report	de **la réforme**	à 2000.	France
48,9	Au ministère, on affiche au final un pragmatisme prudent : "Si personne n'en veut pour 1999, on reportera	la réforme".		France
62		La réforme des études supérieures	est reportée à l'an 2000	France
62,1	…	la réorganisation des études supérieures	est reportée d'un an.	France
62,2	Sous couvert	d' « **harmonisation** européenne »	et de rapprochement entre les universités et les grandes écoles ce projet prévoit le regroupement de tous les diplômes existants dans trois cursus: la pré-licences à bac+3…, le mastaire à bac+5 et le doctorat à bac+8.	France

62,3	Lors de la réunion du Cneser …, les syndicats avaient alerté le ministre sur les dangers d'une application à "marche forcée".			France
62,31	Ils s'étaient aussi levés contre la liberté laissée aux établissements, "sur la base de volontariat", …			France
62,4	…la réunion du Cneser du 8 mars qui sera consacrée justement	à l'**harmonisation** européenne des formations,	avant le sommet des ministres de l'éducation prévu à Bologne le 18 juin.	France
67,1	"système 3,5 et 8" s'inscrivant dans le processus	d'**harmonisation** européenne	…	France
67,2	La publication du texte	sur **l'harmonisation** européenne des diplômes	n'a levé qu'une partie des doutes formulés à la fin 1998.	France
67,3			Le ministre confirme qu'il ne s'attaqueras pas à l'architecture actuelle des études, que tous les diplômes nationaux seront maintenus …	France
67,31	…	le nouveau systèmes	ne devrait pas engendrer de renforcement de la sélection.	France
71		Improbable **harmonisation**		France
71,1	Jacques Attali, dans un rapport … intitulé "Pour	un modèle européen d'enseignement supérieur",	a défini, …, des "critères européens de convergence" censés mettre l'enseignement français au diapason de ses voisins.	UE/ France
71,11			Universités et grandes écoles étaient priées d'articuler leurs cursus autour de 3,5 ou 8 années d'études: …	France
71,2	… Claude Allègre donne le coup d'envoi	du **"3,5,8"**	dans le cadre très solennel de la célébration des 800 ans de la Sorbonne, …	UE
71,3	Le ministre de l'éducation nationale signe avec ses homologues italien, allemand et britannique, une déclaration commune qui projette	la construction d'**une "université européenne".**		UE
71,4	Les universitaires vont d'emblée se montrer réservés quant à la faisabilité	d'**un modèle unique.**		France

71,5			Quant aux syndicats d'enseignants et d'étudiants, ils soulignent la vanité de vouloir comparer des cursus sur la base de leur nombre d'années, et non sur leurs contenus.	France
71,6	… il se trouve une majorité d'acteurs universitaire pour douter que le « 3,5,8 » soit un vecteur crédible	de **l'harmonisation**		France
71,7	Du côté des grandes écoles françaises, l'accueil	du **"3,5,8"**	est mitigé.	France
71,8		Le "3,5,8"	peine donc à prendre corps.	France
71,9	…	la fameuse **harmonisation**	ne consiste donc plus qu'à "surligner" les niveaux de sorti 3,5,8.	France
120	24 pays	pour **"un espace européen d'enseignement supérieur"**		UE
120,1	Les ministres de l'éducation de 24 pays ont adopté, … à Bologne, une déclaration en faveur de la création	d'**un "espace européen d'enseignement supérieur.**"		UE
120,2	Soucieux de respecter "l'indépendance et l'autonomie" de leurs universités, les ministres se sont engagé à "coordonner leurs politiques" en vue de promouvoir	"un système de diplômes lisibles et comparables".		UE
120,3	La déclaration, qui propose d'encourager toutes formes de mobilité des étudiants et des enseignants, se prononce	pour **une harmonisation de la durée des études en 2 cycles:** "undergraduate", …, et "graduate" avec le "mastaire" ou le doctorat,	…	UE
120,4			En France, le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser) devait examiner … le projet de création d'un "mastaire" à bac+5.	France
131,1	De leur côté, l'Allemagne, l'Italie et la Suisse font progresser	une certaine **harmonisation**	puisque ces trois pays permettent à des étudiants de second cycle issus de l'un d'entre eux de poursuivre sans obstacle un troisième cycle dans un autre.	UE/ All., It., Suisse

157,1	Mais que deviendraient les BTS et les DUT si entre en vigueur	**l'harmonisation** européenne des diplômes annoncée, en mai 1998, par Claude Allègre?		France
157,2	Si, comme prévu, le niveau de sortie s'établit à bac+3, avec	avec **la création d'"une licence professionnelle"**,	il y aura un allongement de la durée des études pour tous ce qui , …, s'engageront dans ces filières. Pour le meilleur, ou pour le pire?	France
157,3	Surtout,	cette énième réforme	s'attaquera-t-elle à l'inégalité croissante, sur le marché du travail, entre spécialités industrielles et tertiaires?	France
170,1	Pour faire face à une grogne diffuse des étudiants, M.Allègre a amorcé une concertation	sur **l'harmonisation** européenne des diplômes,	le schéma de développement des universités et le plan social étudiant.	France
185,S	L'Université aborde avec réserve	**l'harmonisation** européenne des diplômes		France
190,1	Quant aux étapes	de **l'harmonisation** européenne, baptisée désormais **"espace européen du savoir"**,	elles sont également respectées.	France
192,S	L'Université aborde avec réserve	**l'harmonisation** européenne des diplômes		France
193,1	…l'étendu de son programme pour l'année nouvelle : la déconcentration, l'école du XXI siècle, …	**l'harmonisation** européenne des diplômes,	…	France
196,1	"Pour ma part, je suis attaché d'une manière indéfectible au service public d'enseignement, je dirais même un service avec ses spécificités nationales, même si l'on met en place	**une harmonisation** européenne.		France
197,1	Qu'il s'agisse de la réforme des lycées et de l'école,	de **l'harmonisation** européenne des études supérieures	ou …, les enseignants et les personnels d'éducation renâclent devant l'ampleur des chantiers et la méthode utilisée pour les conduire.	France
200,1	Cette nouveauté [des "licences professionnelles"] s'inscrit dans le projet de Claude Allègre	d'**harmonisation** européenne des diplômes.		France

200,2	Avec ses homologues étrangers, le ministre de l'éducation nationale s'est engagé … à bâtir	**une "architecture commune de référence** pour les formations universitaires, fondée sur deux cursus, avant et après la licence".		UE
200,3		**Une réorganisation des sorties** de l'enseignement supérieur autour de trois niveaux, très débattue,	s'est engagée depuis lors: le bac+3 - … -, le bac+5 -…- et le bac+8 (le doctorat),	France
203,1	A la Sorbonne, …, Claude Allègre et les ministres allemands, britanniques et italiens adoptent une déclaration commune préconisant	**une harmonisation** européenne des diplômes.		UE

1.6. Valeurs modales mobilisées dans 'harmonisation européenne des formations [UE]'

code	blocs d'argumentation externe			con texte	pragm (+)	héd-aff (+)	éthique-moral	(sur)moda-lisation	non conforme
	argument	connect	conclusion						
18,81	harmonisation	DC	<nécessaire>	UE				(déontique)	
18,82	harmonisation	**DC** ↔	schéma des universités du troisième millénaire (U3M)	UE					
26,1	harmonisation	**DC** ↔	nouvelles normes européennes d'équivalence de formation et de diplômes	UE	renforce-ment				
26,4	harmonisation	**DC** ↔	création du nouvel espace européen	UE	renforce-ment				
39,1	harmonisation	DC	colloque de la Sorbonne	UE					
71,1	harmonisation	**DC** ↔	modèle européen d'enseignement supérieur	UE					
71,1	harmonisation	**DC** ↔	"critères européens de convergence"	UE					
71,2	harmonisation	**DC** ↔	"3,5,8"	UE					
71,2	harmonisation	DC	cadre très solennel de la célébration des 800 ans de la Sorbonne	UE		renforce-ment			
71,3	harmonisation	**DC** ↔	construction d'une "université européenne"	UE	renforce-ment				
71,4	harmonisation	**DC**	modèle unique	UE					

		↔							
71,8	harmonisation	**DC** ↔	"3,5,8"	UE					
120	harmonisation	**DC** ↔	"espace européen d'enseignement supérieur"	UE					
120,1	harmonisation	**DC** ↔	création d' "un espace européen d'enseignement supérieur"	UE	renforce-ment				
120,2	harmonisation	DC	respect de "l'indépendance et de l'autonomie" de leurs universités	UE			positif		
120,2	harmonisation	**DC** ↔	promotion d' "un système de diplômes lisibles et comparables"	UE	renforce-ment				
120,3	harmonisation	DC	déclaration	UE					
120,3	harmonisation	**DC** ↔	plus de mobilité pour les enseignants et les étudiants	UE	renforce-ment				
120,3	harmonisation	**DC** ↔	études en 2 cycles: "undergraduate", …, et "graduate" avec le "mastaire" ou le doctorat	UE					
131,1	harmonisation	**DC** ↔	faire progresser la mobilité des étudiants	UE	renforce-ment				
190,1	harmonisation	**DC** ↔	(baptisée) "espace européen du savoir"	UE				doxolo-gique	
200,2	harmonisation	**DC** ↔	bâtir "l'architecture commune de référence pour les formations universitaires, fondée sur deux cursus, avant et après la licence"	UE					
200,2	harmonisation	**DC** ↔	architecture commune de référence	UE					
203,1	harmonisation	DC	déclaration commune à la Sorbonne	UE					

1.7. Valeurs modales mobilisées dans 'harmonisation européenne des formations [FR]

code	blocs d'argumentation externe			loca-lisa-tion	pragm (+)	héd-aff (+)	éthique-moral	(sur) moda-lisation	(non) confor-mité
	argument	connect	conclusion						
15,S	harmonisation	DC	attitude réservée	FR		affaiblis-sement			
15	harmonisation	DC	ajustement d'un système	FR	activation				

		DC	dissimulation d'un bouleversement majeur	FR		flexion	négatif		non conforme
15,SS	harmonisation	PT	non solution des problèmes	FR	transgression				
15,1	harmonisation	DC	processus	FR					
15,1	harmonisation	DC	non réforme de l'Université [= pas de grands changements]	FR	activation			(épistém)	
15,11	harmonisation	DC	nouvelle architecture des études	FR	renforcement			(épistém)	
15,11	harmonisation	DC	simple ajustement d'un système	FR	activation	activation			
15,2	harmonisation	DC	<intentions>	FR	affaiblissement			(volitive)	
15,2	harmonisation	**DC**	décalage avec la réalité [mensonge]	FR			négatif		non conforme
15,21	harmonisation	**DC**	provocation d'un bouleversement majeur	FR		flexion	négatif		non conforme
15,21	harmonisation	**PT**	bouleversement majeur	FR		transgr.			
15,22	harmonisation	DC	suppression en douceur des antagonismes persistants du double systèmes de formation des universités et des grandes écoles	FR	renforcement	renforcement		(épistém)	
15,3	harmonisation	**PT**	turbulences [une nouvelle période de ~]	FR		transgr			
15,31	harmonisation	DC	réorganiser l'architecture des formations	FR	renforcement			(épistém)	
15,31	harmonisation	DC	beaucoup de travail [pour réorganiser l'architecture des formations]	FR		affaiblissement		(épistém)	
15,31	harmonisation	DC	création de nouveaux diplômes	FR	renforcement			(épistém)	
15,31	harmonisation	DC	<devoir> s'atteler [à la création de nouveaux diplômes]	FR		affaiblissement		(déont.) (épistém)	
15,4	harmonisation	DC	nouvelle organisation	FR	renforcement				
15,4	harmonisation	DC	prolongement de la scolarité d'un an	FR		affaiblissement			
15,5	harmonisation	DC	réforme	FR	activation				

15,5	harmonisation	PT	non résolution du problème	FR	transgression				
15,6	harmonisation	DC	propositions [de Cl.Allègre]	FR				(volitive)	
15,6	harmonisation	DC	<possibilité> de polémique sur l'autonomie des universités	FR		affaiblissement		épistém	
15,7	harmonisation	DC	réforme appliquée sur la base de volontariat	FR	affaiblissement				
15,7	harmonisation	PT	ouvrir une brèche [ministre]	FR	transgression	transgression			
15,8	harmonisation	PT	mise en concurrence entre les établissements [contrainte]	FR	transgression	transgression			
15,81	harmonisation	DC	processus	FR					
18	harmonisation	DC	attitude réservée	FR		affaiblissement			
18,1	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
18,1	harmonisation	PT	craintes [susciter]	FR		affaiblissement			
18,2	harmonisation	DC	propositions	FR					
18,3	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
18,3	harmonisation	DC ↔	regrouper l'ensemble des diplômes existants à l'intérieur de trois cursus	FR				(épistém)	
18,3	harmonisation	DC ↔	la pré-licence à bac+3, le "mastaire" à bac+5 et le doctorat à bac+8	FR				(épistém)	
18,4	harmonisation	DC	changements	FR	activation				
18,4	harmonisation	PT	pas de portée réelle	FR	affaiblissement				
18,4	harmonisation	DC	<pouvoir> bouleverser en profondeur l'architecture des études universitaires	FR		affaiblissement		(déont.) (épistém)	
18,5	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
18,5	harmonisation	DC	<devoir> allonger les études	FR		affaiblissement		(déont.) (épistém)	
18,6	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
18,6	harmonisation	DC	s'interroger sur les modalités d'application et sur l'accès aux nouvelles filières professionnelles.	FR				(épistém)	
18,7	harmonisation	DC	changements	FR	activation				

18,7	harmonisation	**PT**	déclenchement de nouvelles tensions [redouter]	FR		affaiblissement			
18,71	harmonisation	**PT**	nouvelle bataille dans l'enseignement supérieur	FR		transgr.		(épistém)	
18,72	évolution du système avec le rapprochement entre les grandes écoles et les universités	DC	harmonisation	FR	renforcement				
18,8	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
18,8	harmonisation	DC	étapes	FR					
18,8	harmonisation	DC	mener à marche forcée	FR				(déont.)	
18,9	harmonisation	**DC**	nouvelle vague de bouleversement	FR		flexion			non conforme
18,91	réorganisation en profondeur du système français	PT	harmonisation [sous couvert]	FR	activation				
18,92	harmonisation	DC	< intentions>	FR	affaiblissement			(volitive)	
18,93	harmonisation	DC	nouvelle réforme envisagée	FR	renforcement				
18,93	harmonisation	PT	pas de portée réelle [s'inquiéter]	FR	affaiblissement				
18,94	harmonisation	DC	projet	FR					
18,94	harmonisation	**DC**	pièges (contenir les ~)	FR		flexion			non conforme
18,94	harmonisation	DC ↔	regrouper l'ensemble des diplômes existants à l'intérieur de 3 cursus: …	FR				(épistém)	
18,95	harmonisation	DC	<possible> débat franco-français	FR		affaiblissement		(épistém)	
18,96	harmonisation	DC ↔	projet du "3,5,8"	FR				(épistém)	
18,96	harmonisation	DC	quantité d'interrogations encore sans réponse	FR				(épistém)	
18,97	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
18,97	harmonisation	PT	non résolution pour le BTS	FR	transgression				
18,98	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
18,98	harmonisation	DC	<devoir><probabilité> allongement des études	FR		affaiblissement		(déont.) (épistém)	
18,99	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
18,99	harmonisation	DC	aménagement des contenus des programmes	FR	renforcement			(épistém)	

18,99	harmonisation	DC	<possible> allègement des programmes	FR	affaiblissement			(épistém)	
19	harmonisation	DC	discussion	FR					
19,1	harmonisation	DC	projet	FR					
19,3	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
19,3	harmonisation	DC	calendrier	FR					
19,31	harmonisation	DC	demande de la souplesse dans le rythme d'application	FR					
26	harmonisation	DC ↔	création du "mastaire"	FR	renforcement			(épistém)	
26,SS	harmonisation	DC	création d'un nouveau grade universitaire	FR	renforcement			(épistém)	
26,1	harmonisation	DC	réforme de l'enseignement supérieur	FR	renforcement			(épistém)	
26,1	harmonisation	DC ↔	adaptation aux nouvelles normes européennes d'équivalence de formation et de diplômes	FR	renforcement			(épistém)	
26,11	harmonisation	DC	création d'un nouveau grade universitaire	FR	renforcement			(épistém)	
26,11	harmonisation	DC ↔	création du mastaire	FR	renforcement			(épistém)	
26,12	harmonisation	DC ↔	adaptation du système français d'enseignement supérieur	FR	renforcement			(épistém)	
26,2	harmonisation	DC ↔	découpage des études en 2 cycles distincts : pré-licence ("undergraduate" à bac+3) et post-licence (avec le mastaire à bac+5 ou le doctorat à bac+8)	FR				(épistém)	
26,21	harmonisation	DC ↔	schéma baptisé "3,5 ou 8"	FR				doxol. (épistém)	
26,3	harmonisation	DC	logique [=projet]	FR					
26,3	harmonisation	DC ↔	création du mastaire	FR	renforcement			(épistém)	
26,3	harmonisation	DC	nouvelle exception française	FR	affaiblissement				
37,1	harmonisation	DC	discussions	FR					
37,2	harmonisation	DC	projets	FR					
37,3	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
37,3	harmonisation [avec "si"]	DC	nouvelles possibilités de poursuites d'études DC bon sens	FR	renforcement			(épistém)	
		PT	pas de nouvelles possibilités de poursuites d'études DC mauvais sens	FR	affaiblissement			(épistém)	

39,S	harmonisation	DC	attitude réservée	FR		affaiblissement			
47	harmonisation	DC	réforme des études supérieures	FR	renforcement				
47	harmonisation	DC	désaccord sur les modalités d'application	FR		affaiblissement		(épistém)	
47,1	harmonisation	DC	projet du Cneser	FR					
47,11	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
47,11	harmonisation	DC	désaccord sur le calendrier et sur les modalités d'application	FR		affaiblissement			
47,2	harmonisation [objections opposées]	DC	bon principe	FR	renforcement				
		PT	mauvais rythme de mise en œuvre de la réforme	FR	affaiblissement				
47,4	harmonisation	DC	projet	FR					
47,4	harmonisation	DC	création de groupes de travail sur les principales dispositions	FR	renforcement				
47,5	harmonisation	DC	projet de Cl. Allègre	FR					
47,5	harmonisation	**DC**	"expérimentation hasardeuse"	FR		flexion			non conforme
47,6	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
47,6	harmonisation	**DC**	désorganisation [de ce qui marche]	FR	flexion				non conforme
47,7	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
47,7	harmonisation	**DC**	être dangereuse	FR		flexion			non conforme
48,SS	harmonisation	DC ↔	réforme dite du "3,5 ou 8"	FR	renforcement			doxol. (épistém)	
48,SS	harmonisation	DC	<éventualité> création d'une "licence professionnelle"	FR	renforcement			(épistém)	
48,SS	harmonisation	PT	mise en cause de l'organisation des BTS et des DUT	FR	affaiblissement			(épistém)	
48,2	harmonisation	DC ↔	études supérieures autour de 2 pivots, la licence à bac+3 et le mastaire à bac+5	FR				(épistém)	
48,2	harmonisation (ne … pas)	**PT**	mise en cause de bac+2	FR	affaiblissement			(épistém)	
48,3	harmonisation	DC	"vraie réforme"	FR	renforcement				
48,31	harmonisation	DC	[simple] "surlignage" des niveaux de formation	FR	affaiblissement			(épistém)	

48,4	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
48,4	harmonisation	DC	mérite [d'éviter ainsi les "mauvaises" poursuites]	FR	renforcement				
48,5	harmonisation	DC	mérite [de permettre d'accéder aux concours de catégorie A de la fonction publique]	FR	renforcement				
48,6	harmonisation	DC	mise en doute du découpage en années d'études	FR	affaiblissement			(épistém)	
48,7	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
48,71	harmonisation	DC	<incertitude> calendrier	FR				(épistém)	
48,8	harmonisation	DC	réforme	FR	renforcement				
48,8	harmonisation	DC	report à 2000	FR					
48,9	harmonisation	DC	report [à plus tard]	FR					
62	harmonisation	DC	réforme des études supérieures	FR	renforcement			(épistém)	
62	harmonisation	DC	être reporté à l'an 2000	FR					
62,1	harmonisation	DC	réorganisation des études supérieures	FR	renforcement			(épistém)	
62,1	harmonisation	DC	être reportée d'un an	FR					
62,2	regroupement de tous les diplômes existants dans trois cursus	**PT**	harmonisation [sous couvert]	FR					
62,3	harmonisation	DC	dangers d'une application à "marche forcée"	FR		affaiblissement		déont.	
62,31	harmonisation	DC	désaccord sur l'application "sur la base de volontariat"	FR		affaiblissement			
62,4	harmonisation	DC	réunion du Cneser	FR					
67,1	harmonisation	DC	processus	FR					
67,1	harmonisation	DC ↔	nouvelle architecture des études baptisée "système 3,5 et 8"	FR	renforcement			doxol. (épistém)	
67,2	harmonisation	DC	texte	FR					
67,3	harmonisation	DC	conservation de l'architecture actuelle des études	FR	renforcement			(épistém)	
67,3	harmonisation	DC	maintien de tous les diplômes nationaux	FR	renforcement			(épistém)	
67,31	harmonisation	DC	nouveau système	FR	renforcement				
67,31	harmonisation	DC	pas de renforcement de la sélection	FR	renforcement				
71	harmonisation	DC	<improbable>	FR				(épistém)	
71,1	harmonisation	DC ↔	mettre l'enseignement français au diapason de ses	FR	activation			(épistém)	

			voisins						
71,11	harmonisation	DC ↔	articulation des cursus autour de 3, 5 ou 8 années d'études	FR				(épistém)	
71,4	harmonisation	DC	attitude réservée	FR		affaiblissement			
71,5	harmonisation	DC	non efficacité [comparer des cursus sur la base de leur nombre d'années, et non sur leurs contenus]	FR	affaiblissement				
71,6	« 3,5,8 » (douter)	PT	vecteur non crédible de l'harmonisation	FR	affaiblissement				
71,8	harmonisation	DC	peiner à prendre corps	FR		affaiblissement			
71,9	harmonisation	DC	<fameuse>	FR				(épistém)	
71,9	harmonisation (ne …que)	**PT**	simple "surlignage" des niveaux de sorti 3,5,8	FR	affaiblissement			(épistém)	
120,4	harmonisation	DC ↔	création d'un "mastaire" à bac+5	FR	renforcement			(épistém)	
157,1	harmonisation	DC	mise en cause des BTS et des DUT	FR	affaiblissement			(épistém)	
157,2	harmonisation	DC	création d'"une licence professionnelle"	FR	renforcement			(épistém)	
157,2	harmonisation (question)	DC	le meilleur (allongement de la durée des études)	FR	renforcement				
		PT	le pire (allongement de la durée des études)	FR	affaiblissement				
157,3	harmonisation (question)	DC	disparition de l'inégalité croissante	FR					
		PT	persistance de l'inégalité croissante	FR					
170,1	harmonisation	DC	concertation	FR					
185,S	harmonisation	DC	attitude réservée	FR		affaiblissement			
190,1	harmonisation	DC	étapes	FR					
192,S	harmonisation	DC	attitude réservée	FR		affaiblissement			
193,1	harmonisation	DC	programme	FR					
196,1	harmonisation	DC	mettre en place	FR					
196,1	harmonisation	DC	conservation des spécificités nationales	FR	renforcement				
197,1	harmonisation	DC	les enseignants renâcler devant l'ampleur des chantiers et la méthode utilisée	FR		affaiblissement			
200,1	harmonisation	DC	projet de C.Allègre	FR					

200,1	harmonisation	DC	nouvelles "licences professionnelles"	FR					
200,3	harmonisation	DC ↔	réorganisation des sorties de l'enseignement supérieur autour de trois niveaux : bac+3 - … -, bac+5 -…- et bac+8 (le doctorat),	FR	activation			(épistém)	
200,3	harmonisation	DC	très débattue	FR		affaiblissement			

2. Corpus 2009

2.1. Résultats de recherche 2009

69 éléments publiés "**du 01/01/2009 au 31/12/2009**" avec le(s) mot(s) ou expression(s) "**harmonisation et européenne**" dans "**tout l'élément**" et classés par "**date croissante**".

1 - Christine Lagarde demande plus de souplesse à l'UE pour le secteur automobile
LEMONDE.FR | 16 janvier 2009 | avec AFP et Reuters | 257 mots
Elle souhaite également une "harmonisation des mesures" de soutien au secteur dans l'Union européenne. La ministre de l'économie Christine Lagarde a demandé, vendredi 16 janvier, à la Commission européenne d'assouplir les règles de concurrence pour permettre aux Etats de l'Union européenne...

2 - Bruxelles refuse d'assouplir ses règles sur les aides d'Etat au secteur automobile
LE MONDE | 18 janvier 2009 | Nathalie Brafman | 287 mots
IL N'Y AURA pas d'assouplissement des règles sur les aides d'Etat au secteur automobile. C'est ce qu'a annoncé le commissaire à l'industrie Günter Verheugen, à l'issue d'une réunion, vendredi 16 janvier à Bruxelles, avec les ministres de l'économie ou de l'industrie des vingt-sept pays de l'Union...

3 - Fragilisé par les scandales, le Luxembourg se défend de tout laxisme
LE MONDE | 21 janvier 2009 | Jean-Pierre Stroobants | 468 mots
Un léger vent de panique souffle sur le Luxembourg, premier centre européen de fonds d'investissement et de réassurance, huitième centre financier mondial. Contraint d'intervenir avec les gouvernements belge et néerlandais dans le dossier Fortis, puis avec Bruxelles et Paris dans Dexia, exposé à la...

4 - Pour les Anglais, Calais est "l'une des frontières les plus difficiles à passer"
LE MONDE.FR | 27 janvier 2009 | Virginie Malingre | 454 mots
Dès que la possibilité de voir s'ouvrir un nouveau Sangatte à Calais refait surface, le ministère de l'intérieur britannique s'empresse de rappeler les chiffres. En 2008, quelque 1819 personnes ont été arrêtées alors qu'elles tentaient illégalement de s'introduire au Royaume-Uni depuis la France.

5 - « L'une des frontières les plus difficiles à passer »
LE MONDE | 28 janvier 2009 | Virginie Malingre | 458 mots
Dès que la possibilité de voir s'ouvrir un nouveau Sangatte à Calais refait surface, le ministère de l'intérieur britannique s'empresse de rappeler les chiffres. En 2008, quelque 1 819 personnes ont été arrêtées alors qu'elles tentaient illégalement de s'introduire au Royaume-Uni depuis la France.

6 - Maîtrise et master
LE MONDE DE L'EDUCATION | 28 janvier 2009 | 305 mots

En France, le master est né en 2002, conséquence d'un mouvement européen lancé en 1998 à la Sorbonne, puis relancé l'année suivante à Bologne par 29 pays européens (ils sont aujourd'hui 46). C'est le fameux « processus de Bologne ».

7 - A Reims, les masters indifférenciés font la différence

LE MONDE DE L'EDUCATION | 28 janvier 2009 | Marc Dupuis | 351 mots

Plus « européen », le master unique favorise l'insertion professionnelle et la mobilité des étudiants. Seule généraliste de la région, l'université de Reims Champagne-Ardenne (URCA) ne se contente pas de proposer un large choix de domaines disciplinaires (sciences humaines et sociales ; arts,...

8 - TITRE NON DEFINI

LE MONDE | 3 février 2009 | Propos recueillis par Françoise Fressoz Claire Guélaud, Sophie Landrin et Arnaud Leparmentier | 1545 mots

Le premier ministre, François Fillon, affirme que toutes les marges de manoeuvre doivent aller à l'emploi. Quelles leçons tirez-vous de la journée d'action du 29 janvier ? Tout d'abord, permettez-moi de noter qu'un mouvement social responsable, sans paralysie, c'est un vrai progrès démocratique.

9 - Les produits bio se démocratisent

LE MONDE | 14 février 2009 | Martine Picouët et Pascale Santi | 751 mots

Le hard-discount se met aux produits issus de l'agriculture biologique. Après Monoprix, Les Mousquetaires, Carrefour, Leclerc ou Auchan, le hard-discount se met au bio. Pâtes, beurre, jambon, jus d'orange, café, fruits et légumes...

10 - Pour un front de gauche aux élections européennes, nous persistons

LE MONDE | 26 février 2009 | Catherine Jouanneau Christian Picquet Alain Faradj | 760 mots

Il faut retrouver l'esprit de la campagne victorieuse contre le traité de 2005. Issus d'histoires différentes, mais partisans d'un front de la gauche de gauche aux prochaines élections européennes, nous nous sommes retrouvés dans la « sensibilité unitaire » qui a obtenu le soutien d'un délégué sur...

11 - Europe : le PS veut enterrer la hache de guerre

LE MONDE | 4 mars 2009 | Jean-Michel Normand | 446 mots

Un texte a été voté à une large majorité. Une fois dissipées les aigreurs nées de la constitution de leurs listes, les socialistes comptent sur les élections européennes de juin pour sceller enfin la disparition du clivage entre adversaires et partisans du projet de constitution européenne de 2005.

12 - La Commission recule sur l'affichage des vertus nutritionnelles

LE MONDE | 14 mars 2009 | 193 mots

Confrontée à une révolte ouverte des boulangers allemands et aux pressions de tous les acteurs du secteur alimentaire, la Commission européenne a renoncé à un vaste pan d'un texte qui veut réglementer les vertus nutritionnelles pouvant figurer sur l'étiquetage et les publicités pour les aliments.

13 - C'est quoi, du bio ?

SUPPLEMENT SPECIAL | 2 avril 2009 | M. P. | 272 mots

UN PRODUIT BIO est un produit issu de l'agriculture biologique. Un mode de production qui exclut l'usage de produits chimiques de synthèse, d'organismes génétiquement modifiés (OGM) et limite l'emploi d'intrants comme les engrais, les insecticides...

14 - "Il ne peut pas y avoir de police sans violence"

LE MONDE.FR | 8 avril 2009 | Chat modéré par Jean-Baptiste Chastand | 1744 mots

Dans un chat au Monde.fr, Georges Moréas, ancien commissaire de police, s'attriste que l'image de la police se soit tant dégradée dans la société française. Orwell : Comment interpréter les évènements du week-end dernier à Strasbourg : d'un côté une police absente qui laisse un quartier brûler,...

15 - Le processus de Bologne attise la fronde universitaire

LE MONDE | 11 avril 2009 | Brigitte Perucca Service Planète | 766 mots

Drôle d'anniversaire pour le processus de Bologne, qui célèbre en 2009 - dans une grande discrétion - ses dix ans d'existence : cette « réforme » des études universitaires, appliquée dans 46 pays européens, se trouve aujourd'hui sinon au centre du moins mêlée à la contestation universitaire.

16 - "Il est grand temps d'entendre l'UE parler d'une seule voix"

LE MONDE.FR | 15 avril 2009 | François Béguin | 2206 mots

Yann : Bayrou ne parle absolument pas d'Europe à deux mois de l'élection dans ses différentes interventions médiatiques préférant s'en prendre à Sarkozy. Pourquoi méprise-t-il ainsi le scrutin européen ? Jean-Luc Bennahmias : Depuis le 8 février dernier, suite à une grande réunion à la Mutualité...

17 - Balladur et Séguin suggèrent à leur tour des hausses d'impôts

LEMONDE.FR | 15 avril 2009 | Le Monde.fr, avec AFP et Reuters | 337 mots

"Je ne serai pas le président de la République qui augmente les impôts", avait assuré Nicolas Sarkozy, le 24 mars. Le débat agite pourtant de nouveau la majorité UMP. Edouard Balladur a demandé, à la fin d'une tribune publiée par Le Figaro, d'ouvrir le débat sur "une sorte de contribution...

18 - Architecture : un art à géométrie variable

LE MONDE DE L'EDUCATION | 16 avril 2009 | Marc Dupuis | 939 mots

Des études passionnantes pour étudiants motivés, car la sélection à l'entrée est rude et les places à la sortie sont comptées. Mais la richesse de la formation offre beaucoup d'opportunités au niveau des débouchés.

19 - L'expansion de l'espace européen des facs

LE MONDE DE L'EDUCATION | 16 avril 2009 | BRIGITTE PERUCCA | 728 mots

Trente et un millions d'étudiants sont concernés par le « processus de Bologne » qui harmonise les cursus d'études. Les 46 pays adhérant au processus de Bologne célébreront, les 28 et 29 avril, à Louvain, en Belgique, avec quelques mois d'avance (la rencontre de Bologne a eu lieu le 19 juin 1999),...

20 - L'actualité sur Lemonde.fr

LE MONDE | 17 avril 2009 | 272 mots

LA « TROISIÈME VOIE » DU MODEM Jean-Luc Bennahmias, tête de liste du MoDem dans le Sud-Est aux élections européennes, préconise, dans un chat sur Lemonde.fr, une « Union européenne volontariste permettant l'harmonisation des politiques (sociale, environnementale, économique...

21 - Votons vraiment pour l'Europe le 7 juin !

LE MONDE | 2 mai 2009 | Gérard LarcherHubert Haenel | 769 mots

Céder à la tentation de l'abstention ou du vote protestataire, c'est se priver du droit de peser sur les choix essentiels de l'avenir. Celafait trente ans que le Parlement européen est élu au suffrage universel direct.

22 - Le dirigisme libéral a échoué. Sortons-en !

LE MONDE | 2 mai 2009 | Bruno Amable, Mathieu Béraud, Anne Eydoux, Florence Jany-Catrice | 876 mots

Il revient aux citoyens de récuser le primat du marché. Le marché permet-il le progrès économique et social ? Les tenants du libéralisme économique le pensent. D'autres estiment qu'il ne peut subvenir à une série de besoins sociaux (plein-emploi, réduction des inégalités, développement durable, etc.

23 - Patrick Le Hyaric: "Il faut créer les conditions d'un salaire minimum européen"

LE MONDE.FR | 13 mai 2009 | Sylvia Zappi | 2949 mots

Dans un chat sur LeMonde.fr, Patrick Le Hyaric, tête de liste du Front de gauche en Ile-de-France, estime qu'une "réorientation" des profits réalisés dans l'Union européenne permettrait une "augmentation des rémunérations de base de 250 à 300 euros".

24 - La social-démocratie perd du terrain en Europe

LE MONDE | 13 mai 2009 | Jean-Michel Normand | 732 mots

Dans de nombreux pays, les partis de centre gauche risquent un revers lors des scrutins de juin. Ils ont beau répéter ne pas avoir attendu la crise pour hisser le drapeau de la régulation publique face à la dérive du tout-financier, les sociaux-démocrates sont à la peine.

25 - Plaidoyer pour des états généraux
LE MONDE | 16 mai 2009 | Fabienne Brugère Guillaume Le Blanc | 634 mots
L'autonomie ne s'institue pas par décret. L'université est-elle en passe de devenir une entreprise ? La question mérite d'être posée au regard des événements qui secouent depuis quelque temps l'université.

26 - Le PS veut défier l'UMP sur le terrain du volontarisme
LE MONDE | 20 mai 2009 | J.-M. N. | 434 mots
PROJET contre projet. C'est désormais cette bataille que le PS affirme vouloir livrer contre l'UMP dans la campagne des élections européennes. Les sondages le créditent de 22 % des intentions de vote, loin derrière le parti majoritaire (27 % à 28 %).

27 - Ce que la crise a changé dans leur métier d'économiste
LE MONDE ECONOMIE | 25 mai 2009 | 4126 mots
Bruno Amable (2000) : "Le capitalisme néolibéral n'est pas un sommet indépassable" La crise a sans doute facilité mon travail. The Economist affirmait il y a peu encore que ce qui manquait à la France était une Margaret Thatcher qui lui ferait faire, avec le tact et la courtoisie qu'on imagine, les...

28 - 2006 Etienne Wasmer
LE MONDE ECONOMIE | 26 mai 2009 | 269 mots
La crise n'a pas réellement changé la façon dont nous travaillons. Elle prouve que les marchés (financiers, des biens et du travail) sont tous structurellement imparfaits. Or les outils de la microéconomie moderne se révèlent très puissants pour décrypter les événements : les conflits d'intérêts,...

29 - Florence Chaltiel : "En Europe, presque tout est possible à condition de volonté politique"
LE MONDE.FR | 26 mai 2009 | Propos recueillis par Gaïdz Minassian | 1201 mots
Dans un entretien au Monde.fr, Florence Chaltiel, spécialiste du droit européen revient sur les possibilités que le droit européen offre aux partisans de l'Europe sociale. La campagne européenne n'a pas encore pris, alors que la crise économique mondiale a fait resurgir la thématique très...

30 - L'Europe doit se doter de règles solides de supervision financière pour mettre un terme à l'anarchie des marchés
LE MONDE | 27 mai 2009 | Jean-Pierre Jouyet | 987 mots
Il en va de la confiance et de la protection des épargnants. L'Europe, forte et influente dans de multiples domaines politiques et économiques, est en passe de devenir une jungle de la finance. Tel est le jugement sévère que je porte aujourd'hui : il y a un véritable hiatus entre l'intégration...

31 - Pourquoi l'abstention est-elle si massive ?
LE MONDE | 30 mai 2009 | Jérôme Fourquet | 684 mots
Les débats d'hier ne mobilisent plus. A un mois des élections européennes, seuls 22 % des Français ont parlé de ce sujet avec leurs proches au cours de la semaine écoulée selon le baromètre IFOP/ Paris Match. En 2004, cette proportion, déjà faible à l'époque, s'établissait à 27 %...

32 - Européennes : les programmes des partis, par thèmes
LEMONDE.FR | 2 juin 2009 | 3691 mots
Economie - innovation Lutte ouvrière (LO) : "Montrer au monde du travail, aux classes populaires, que c'est la domination du capital privé sur l'économie qui crée la crise et accroît la misère à un pôle pour augmenter les fortunes à un autre" ; "La seule façon de mettre fin aux crises, c'est de...

33 - Elections européennes : les programmes, parti par parti
LEMONDE.FR | 2 juin 2009 | 3939 mots
Lutte ouvrière Economie - innovation : "Montrer au monde du travail, aux classes populaires, que c'est la domination du capital privé sur l'économie qui crée la crise et accroît la misère à un pôle pour augmenter les fortunes à un autre" ; "La seule façon de mettre fin aux crises, c'est de mettre...

34 - La « châtelaine » de Fronton défend le terroir
LE MONDE | 2 juin 2009 | S. Th. | 219 mots

Diane Germain, 42 ans, dirige le plus important domaine du vignoble frontonnais. Le château Bellevue La Forêt comprend 112 hectares de vignes plantées par son père en 1974. La fille de ce rapatrié d'Afrique du Nord a suivi des études de commerce outre-Atlantique.

35 - Elections européennes : les programmes, parti par parti

LEMONDE.FR | 2 juin 2009 | 3939 mots

Lutte ouvrière Economie - innovation : "Montrer au monde du travail, aux classes populaires, que c'est la domination du capital privé sur l'économie qui crée la crise et accroît la misère à un pôle pour augmenter les fortunes à un autre" ; "La seule façon de mettre fin aux crises, c'est de mettre...

36 - Européennes : les programmes des partis, par thèmes

LEMONDE.FR | 2 juin 2009 | 3691 mots

Economie - innovation Lutte ouvrière (LO) : "Montrer au monde du travail, aux classes populaires, que c'est la domination du capital privé sur l'économie qui crée la crise et accroît la misère à un pôle pour augmenter les fortunes à un autre" ; "La seule façon de mettre fin aux crises, c'est de...

37 - Besoin d'Europe

LE MONDE | 7 juin 2009 | E. F. | 582 mots

M Jamais depuis la fin de la seconde guerre mondiale le besoin d'Europe ne s'est fait aussi urgemment sentir. Pas de n'importe quelle Europe. Pas celle du « laisser-faire », qui, dans un contexte de crise économique majeure, irait à rebours des attentes de 388 millions d'Européens appelés aux urnes.

38 - Au miroir du scrutin, chaque parti français voit son avenir différemment

LE MONDE | 7 juin 2009 | Service France | 1548 mots

De l'UMP au Front national, les enjeux de l'élection européenne. Quel est l'enjeu du scrutin européen de dimanche 7 juin pour chacune des principales formations politiques françaises ? De l'UMP à Libertas, revue de détail.

39 - Conseils aux eurodéputés

LE MONDE ECONOMIE | 10 juin 2009 | Jean Pisani-Ferry | 733 mots

Après une si morne campagne, il est tentant de conseiller aux nouveaux parlementaires européens de s'en tenir à des initiatives modestes. A défaut de susciter l'intérêt des citoyens sur les grandes questions, a-t-on envie de leur dire, ils devraient se consacrer aux petites, comme la...

40 - Projet, stratégie, leadership : les socialistes doivent tirer les leçons du 7 juin

LE MONDE | 12 juin 2009 | Guillaume Bachelay | 1161 mots

La survie du PS passe par la social-écologie et une fédération des gauches. Si le Parti socialiste a subi un échec aux élections européennes, ce n'est pas la faute du mode de scrutin ou du découpage territorial. Ce n'est pas non plus à cause des médias, des sondeurs ou d'Yann Arthus-Bertrand.

41 - Avec la déroute du Labour, la City craint de ne plus être défendue à Bruxelle

LE MONDE | 13 juin 2009 | Marc Roche | 479 mots

Les propositions de la Commission pour renforcer la supervision financière inquiètent. Hostile à la supervision européenne transnationale en cours de discussion, la City doute de la détermination d'un gouvernement travailliste affaibli à défendre ses intérêts face à Bruxelles.

42 - Elles & ils

LE MONDE | 16 juin 2009 | Olivier Schmitt | 519 mots

DISTINCTIONS Albina du Boisrouvray La fondatrice et présidente de la Fondation privée FXB International vient de recevoir la mention spéciale du jury du Prix BNP Paribas de la philanthropie, qui consacre les vingt ans de FXB International aux côtés des orphelins du sida et des enfants vulnérables.

43 - Les étudiants allemands font grève contre la « standardisation » des études

LE MONDE | 19 juin 2009 | Marie de Vergès | 451 mots

Des manifestations ont eu lieu, mercredi, dans tout le pays contre les conséquences de l'harmonisation européenne des diplômes. C'est la première fois de sa vie que Linda fait grève. D'ailleurs, confie-t-elle, les yeux masqués par de grosses lunettes de soleil, elle ne se sent pas vraiment l'âme...

44 - Les Irlandais sont prêts à revoter sur le traité de Lisbonne

LE MONDE | 21 juin 2009 | Marion Van Renterghem | 590 mots

Le Conseil européen a accordé aux Irlandais le protocole qu'ils exigeaient. Pauvre traité de Lisbonne ! Jusque dans la dernière ligne droite, sa ratification restera incertaine et chaotique. Face aux nombreux obstacles qui s'opposent encore à l'entrée en vigueur de ce traité destiné à rendre...

45 - Malheur au vainqueur !

LE MONDE | 21 juin 2009 | Boris Cyrulnik | 1145 mots

A l'image de ces animaux disparus à force d'être trop bien adaptés à leur environnement, la crise économique révèle la faiblesse de nos points forts. En cette année darwinienne, les mots « évolution » et « adaptation » provoquent une fièvre querelleuse source de contresens.

46 - Téléphones portables : des chargeurs uniques annoncés pour 2010

LEMONDE.FR | 29 juin 2009 | Le Monde.fr, avec AFP | 327 mots

Des chargeurs de téléphone uniques dans toute l'Europe dès 2010 : lundi 29 juin, plusieurs équipementiers se sont engagés en ce sens auprès de la Commission européenne. Dans un protocole d'accord, les fabricants promettent d'assurer la compatibilité via la connexion micro-USB, qui sera...

47 - Pharmacie franco-française

LE MONDE | 2 juillet 2009 | Sandrine Blanchard | 452 mots

Je me revois encore, en pleine nuit, la joue gonflée comme celle d'un hamster, à regarder la pendule égrener les heures, attendant avec impatience de pouvoir reprendre ma dose de Di-Antalvic. Le dentiste, qui devait soigner le lendemain matin cette insupportable rage de dents, m'avait prescrit, au...

48 - Paradis fiscaux : deux députés demandent de ne pas baisser la garde

LE MONDE | 16 juillet 2009 | Patrick Roger | 453 mots

« Il y a une fenêtre de tir étroite, qu'il ne faut pas laisser passer », selon Mme Guigou et M. Garrigue. Comment lutter effectivement contre les paradis fiscaux, ces « trous noirs » du système financier international ? Le rapport présenté mercredi 15 juillet à la commission des affaires...

49 - M. de Villepin : "Le grand emprunt n'est pas un remède miracle"

LEMONDE.FR | 26 juillet 2009 | Lemonde.fr | 429 mots

Dans un entretien, dimanche 26 juillet, accordé à Aujourd'hui/Le Parisien, Dominique de Villepin, interrogé sur la politique de réformes de Nicolas Sarkozy, salue "un certain nombre d'initiatives", tels la fusion ANPE-Unedic ou le RSA mais "encore faut-il que ces réformes aboutissent".

50 - La détermination des Européens sur les bonus résistera-t-elle au G20 ?

LE MONDE | 3 septembre 2009 | Pierre Briançon | 417 mots

Le cerveau compte ici moins que le muscle. Les dirigeants des pays du G20, qui doivent se réunir les 24 et 25 septembre en sommet à Pittsburgh (Pennsylvanie), n'en sont plus à chercher des idées originales ou brillantes pour tenter d'éviter une répétition de la crise financière qui a conduit le...

51 - La retraite des femmes, ou l'égalité mal comprise

LE MONDE | 11 septembre 2009 | Antoine Lyon-CaenHélène Masse-Dessen | 505 mots

Dans le calcul des retraites du secteur privé, l'attribution aux femmes de majorations de carrière pour avoir élevé des enfants est incompatible avec le principe d'égalité quand ce bénéfice n'est pas accordé aux hommes. Telle est la sentence judiciaire, récente et rugueuse.

52 - Une nouvelle régulation bancaire, oui, mais avec quel calendrier ?

LE MONDE | 11 septembre 2009 | Pierre Briançon | 409 mots

Ministres des finances et banquiers centraux frissonnent sous les délices de leur passion nouvelle pour l'harmonie internationale et la coopération transfrontalière. Mais les nouvelles règles qu'ils viennent de suggérer pour rendre le système bancaire plus solide soulèvent plus de questions...

53 - L'UEFA adopte le principe du "fair-play financier"

LE MONDE.FR | 15 septembre 2009 | avec AFP | 357 mots

La révolution serait-elle en marche dans le football européen ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais le comité exécutif de l'UEFA vient de confirmer mardi que le fair-play devrait désormais exister au niveau financier.

54 - Hadopi, la chronologie

LEMONDE.FR | 15 septembre 2009 | Le Monde.fr | 743 mots

Avant de revenir devant les députés ce mardi, le projet de loi "Création et Internet", dit "loi Hadopi", a subi de nombreuses modifications. Depuis la directive européenne EUCD de 2001 jusqu'à la censure d'une partie de la loi par le Conseil constitutionnel, retour sur les principaux épisodes de ce...

55 - La crise, meilleure alliée du traité de Lisbonne en Irlande

LE MONDE | 2 octobre 2009 | Marion Van Renterghem | 791 mots

Avant le second référendum sur la ratification du traité, les partisans du oui font miroiter le rôle protecteur de l'Union européenne. Une impression de déjà-vu plane ces jours-ci en Irlande : comme si l'on rejouait le film tourné il y a un peu plus d'un an.

56 - Les banques françaises sont-elles chères?

LE MONDE ARGENT | 10 octobre 2009 | Propos recueillis par Agnès Lambert | 537 mots

Une étude publiée le 21 septembre par la Commission européenne révèle que les établissements français sont parmi les plus coûteux en Europe. Mais les comparaisons internationales ont-elles un sens? Deux experts débattent.

57 - A Paris, des sans-papiers dévoilent leurs conditions de travail

LE MONDE.FR | 14 octobre 2009 | Laetitia Van Eeckhout | 653 mots

Bathily, Abdy, Mamadou et leurs vingt collègues intérimaires sans papiers employés à la réfection des stations de métro, ont été évacués, mardi 13 octobre au soir, du dépôt RATP de la rue Championnet, dans le 18e arrondissement de Paris, qu'ils occupaient depuis le matin pour demander leur...

58 - Cécile Duflot : "Nous souhaitons que les écologistes présentent une liste dans chacune des régions"

LE MONDE.FR | 19 octobre 2009 | Chat modéré par Sylvia Zappi | 2302 mots

Olivier : Les Verts, qui furent de fidèles alliés du PS et l'ont accompagné dans ses politiques gouvernementales, peuvent-ils ou veulent-ils refonder un projet de transformation sociale à gauche ? Les Verts existent depuis 25 ans, ont participé à l'histoire et aux débats politiques depuis lors.

59 - Expulsions d'Afghans : rien à redire pour Bruxelles

LE MONDE.FR | 21 octobre 2009 | Jean-Pierre Stroobants | 325 mots

Jacques Barrot, vice-président de la Commission européenne et commissaire en charge du portefeuille justice, liberté et sécurité va demander des informations à Paris et Londres sur le récent rapatriement des réfugiés afghans.

60 - La FFF s'inquiète de la suppression des niches fiscales pour les sportifs

LE MONDE.FR | 23 octobre 2009 | Le Monde.fr | 719 mots

Sous le titre "Inquiétude de la FFF", la Fédération française de football a réagi, jeudi 22 octobre, au projet de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale de revenir sur les avantages fiscaux des sportifs professionnels dans le cadre du projet de loi de financement de la..

61 - Les banques françaises sont-elles chères ?

LEMONDE.FR | 1 novembre 2009 | 711 mots

Oui Une étude publiée le 21 septembre par la Commission européenne révèle que les établissements français sont parmi les plus coûteux en Europe. Mais les comparaisons internationales ont-elles un sens ? Deux experts débattent.

62 - Les étudiants allemands contre la « dégradation » de l'université

LE MONDE | 19 novembre 2009 | Marie de Vergès | 623 mots

Les manifestants dénoncent la brutalité de l'harmonisation européenne. "Occupée ! » Rédigée en grosses lettres rouges, la banderole est plaquée sur les grilles de l'université Humboldt, en plein coeur de Berlin.

63 - Point de vue : La finance islamique menace la laïcité française

LEMONDE.FR | 20 novembre 2009 | 1136 mots

La charia (loi islamique) a tenté de faire son entrée dans la législation française et dans la finance de la place de Paris, mettant à bas le principe de laïcité. Il s'en est fallu de peu que ce ne fut fait le 14 octobre, si le Conseil constitutionnel n'en avait pas écarté le danger, provisoirement...

64 - TITRE NON DEFINI

LE MONDE ECONOMIE | 1 décembre 2009 | Propos recueillis par Anne Rodier | 593 mots

Bernard Plagnet, professeur en droit fiscal à l'université de Toulouse-I - Capitole. Depuis longtemps, des multinationales soustraient une grande partie de leurs bénéfices à l'impôt grâce au système des « prix de transfert ».

65 - Wolfgang Schäuble : « La France et l'Allemagne doivent défendre ensemble le pacte de stabilité »

LE MONDE | 2 décembre 2009 | Cécile Calla | 605 mots

Le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, veut soutenir la croissance aussi en 2010. Wolfgang Schäuble, le ministre des finances chrétien-démocrate (CDU) du nouveau gouvernement d'Angela Merkel, a tenu à souligner la convergence de vue de la France et de l'Allemagne sur les modalités de...

66 - Mettre en VO les séries américaines à la télévision ! par François Meunier

LEMONDE.FR | 4 décembre 2009 | 858 mots

En pratique, l'Europe du Nord (Scandinavie et Pays-Bas) est bilingue. Les gens y parlent la langue du pays bien sûr, le néerlandais, le suédois, etc., et... l'anglais. Le touriste témoigne de la qualité de l'anglais de l'homme de la rue.

67 - Au congrès de Prague, les socialistes européens préparent leur résurrection

LE MONDE | 9 décembre 2009 | Jean-Michel Normand et Marion Van Renterghem | 755 mots

Pour la première fois, les progressistes du Parti socialiste européen (PSE) ont décidé d'adopter une « déclaration de principes » pour définir une identité et un programme communs. Ils s'organisent pour sortir du trou noir. Groggy après leur débâcle aux élections européennes de juin.

68 - Jean-Pierre Jouyet : « Un an après Lehman, on vit toujours sur la spéculation »

LE MONDE | 17 décembre 2009 | Propos recueillis par Claire Gatinois et Anne Michel | 856 mots

Pour le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), la crise et les affaires qui ont entouré celle-ci ont démontré la nécessité de renforcer la protection des épargnants. Jean-Pierre Jouyet, ancien secrétaire d'Etat aux affaires européenne, préside l'Autorité des marchés financiers (AMF)...

69 - Le train est l'avenir du transport européen

LE MONDE | 20 décembre 2009 | Guillaume Pepy | 806 mots

Investissement public et harmonisation sociale sont les clés de l'ouverture du marché. Le 13 décembre, les trains de voyageurs avaient rendez-vous avec un marché élargi à toute l'Europe. Mais pour les millions d'Européens qui prennent le train, ce jour J n'est pas un jour différent des autres...

2.2. Occurrences de 'harmonisation' dans tous les champs d'expérience humaine du corpus 2009

code	exemples			domaine
	co-texte gauche	**GN avec *harmonisation* en tête**	**co-texte droit**	
501,S	Elle souhaite également	une "harmonisation des mesures" de soutien au secteur dans l'Union européenne.		**automobile**
501,1	…Mme Lagarde a aussi souhaité que la Commission, …, puisse rapidement proposer	une "harmonisation des mesures" de soutien à l'automobile dans l'Union européenne,	afin que chaque État membre puisse puiser en fonction de ses besoins dans cette *"boîte à outil"*.	**automobile**
502,1	L'éventualité	d'une harmonisation de la prime à la caisse	a aussi été abordé.	**automobile**
503,1	Rapidement, Luc Frieden, ministre du budget et du Trésor, a appuyé l'idée française de légiférer sur le droit des titres et de favoriser	une harmonisation européenne dans ce domaine [finance].		**finance**
504,1	La non-appartenance de la Grande-Bretagne à l'espace de libre circulation Schengen crée une situation particulière. L'absence	d'harmonisation des procédures d'asile au sein de l'UE,	aussi.	**immigration**
506,1	Le moyen choisi [du "processus de Bologne"]:	une harmonisation des diplômes fondées sur une architecture d'inspiration anglo-saxonne :	licence (bac 3), master (bac 5), doctorat (bac 8).	**formation**
507,2	En favorisant	l'harmonisation des diplômes en Europe,	le processus de Bologne a développé la mobilité des étudiants.	**formation**
508,1	Nous avons choisi de faire confiance à l'esprit de responsabilité des dirigeants. Et nous sommes attentifs au fait que la France n'est pas seule au monde : il faut viser	l'harmonisation européenne,	sinon on encourage les départs.	**fiscalité**
509,1	Le 1er janvier, dans un but	d'harmonisation des normes nationales,	une nouvelle réglementation européenne est entrée en vigueur. Elle s'applique à tous les produits bio vendus en France et dans les 27 pays de	**alimenta-tion**

			l'Union européenne.	
509,2		Une harmonisation qui rime avec uniformisation vers le bas pour le consommateur français	car le nouveau cahier des charges est moins contraignant.	**alimenta-tion**
510,1	Dessiner les contours d'une autre Europe, au service de peuples qui récupéreraient enfin leur souveraineté, …, redistribuant audacieusement les richesses au moyen	d'une harmonisation sociale et fiscale,	… .	**fiscale et sociale**
511,1	… que la gauche européenne soutient désormais l'idée d'un salaire minimum dans chaque pays … . Et préconise le principe	d'une harmonisation fiscale.		**fiscalité**
512,1	Ils ont appelé à une hausses des prix d'achat du lait et	à l'harmonisation des conditions d'octroi des subventions à partir de 2010, et non de 2013,	comme prévu par les traités d'adhésion signés avant l'entrée de leur pays dans l'UE en 2004.	**agriculture**
513,1	Le 1er janvier, dans un but	d'harmonisation des normes nationales,	une nouvelle réglementation européenne est entrée en vigueur.	**alimenta-tion**
513,2		Une harmonisation qui ne fait pas l'unanimité dans le monde des producteurs et des consommateurs de produits bio français	qui s'inquiètent d'un cahier des charges moins contraignant.	**alimenta-tion**
514,1	Y a-t-il des normes européennes	d'harmonisation des polices au sein de l'UE ?		**police**
515,1	La belle idée	d'harmonisation européenne	a-t-elle été dénaturée?	**formation**
516,1	Nous resterons alors, …, sur le traité de Nice, qui est le moins que l'on puisse dire un traité non abouti et ne permettant pas	des harmonisations des politiques par le haut.		**en général**

516,2	Nos propositions vont dans le sens d'une Union européenne volontariste permettant	l'harmonisation des politiques par le haut (sociale, environnementale, économique...).		**en général**
516,3	C'est pour cela que nous demandons des décisions	d'harmonisation par le haut, notamment autour des seize pays faisant partie de la zone euro.		**en général**
517,1	… l'ancien président du RPR précise que cette hausse [des impôts dans de nombreux pays de l'UE] serait une "bonne occasion" pour progresser en matière	d'« harmonisation fiscale » au sein de l'UE,	et pour "remettre à plat la fiscalité locale" en France, ...	**fiscalité**
518,1	Anicroche dans	l'harmonisation européenne:	après avoir obtenu le "grade de master" (…), l'étudiant diplômé qui veut signer lui-même ses plans doit effectuer une sixième année.	**formation**
519,1	Ces ingrédients fondent l'alpha et l'oméga des études universitaires de Lisbonne à Vladivostok et de Reykjavik à Nikosie depuis l'introduction du processus de Bologne, du nom de la stratégie adoptée par les Européens et leurs universités pour permettre,	sinon une harmonisation,	du moins une convergence entre leur systèmes d'enseignement supérieur.	**formation**
519,2	En matière de qualité, qui est un des moteurs de	cette harmonisation,	les standards européens sont fixés mais l'essentiel reste à faire: … .	**formation**
520,1	La troisième voie du MoDem Jean-Luc B., …, préconise, …, une "Union européenne volontariste permettant	l'harmonisation des politiques (sociale, environnementale, économique …) par le haut, notamment autour de 16 pays faisant partie de la zone euro",	… .	**en général**
521,1	Faut-il aller vers plus	d'harmonisation sociale en Europe?		**vie sociale**
522,1	… la politique industrielle est en grande empêchée, puisqu'elle doit être menée "conformément à un système de marchés ouverts et concurrentiels", excluant	"toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres".		**juridique**

523,1	… ce que nous visons, c'est	une harmonisation progressive de l'ensemble des rémunérations vers le haut.		**vie sociale**
523,2	… ce travail devrait se poursuivre en permanence de telle sorte qu'on ait	une harmonisation la plus proche possible les uns des autres [d'un smic européen],	…	**vie sociale**
524,1	… le programme adopté par le Parti socialiste européen - - qui préconise notamment un salaire minimum dans chaque pays et plaide en faveur	d'une harmonisation fiscale -	…	**fiscalité**
525,2	L'université a été ainsi toujours sous les coups d'un État qui l'empêche d'inventer selon ses vœux, de créer, et lui propose des réformes qui, sous couvert	d'harmonisations européennes	ou de mieux vivre, sont au service d'une rationalisation économique.	**formation**
526,1	Celle-ci a accepté de faire figurer dans son programme, …, le principe	d'une harmonisation fiscale et sociale.		**fiscale et sociale**
528,1	On peut maintenant écrire qu'il faut	une harmonisation européenne sur la fiscalité	ou sur le salaire minimum sans passer pour un dangereux altermondialiste !	**fiscalité**
529,1	… d'après certains observateurs, les traités européens - Rome comme Lisbonne - interdisent	toute harmonisation des rémunérations au plan européen?	Or, d'après le traité d'Amsterdam (1997), l'UE s'est dotée d'instruments pour coordonner davantage les politiques sociales.	**vie sociale**
529,2	… les États "estiment qu'une telle évolution résultera tant du fonctionnement du marché commun, qui favorisera	l'harmonisation des systèmes sociaux,	que des procédures prévues par le présent traité …	**vie sociale**
529,3	Cela étant, l'article 137 fixe une série de domaine de la protection sociale où	l'harmonisation est interdite.	Il faut être lucide sur l'extrême diversité des systèmes sociaux et des rémunérations. Comment harmoniser maintenant, alors que nous sommes 27 systèmes hétérogènes. L'heure est davantage à la coordination et à la recherche de principes protecteurs.	**vie sociale**

529,4	… la question des salaires ne fait pas partie des secteurs exclus	de l'harmonisation	selon l'article 137.	**vie sociale**
530,1	C'est comme si nous avions fait Schengen	sans harmonisation des visas,	sans l'échange d'information et … .	**immigration**
530,2	Les produits d'épargne circulent sans entrave d'un pays à l'autre,	sans harmonisation du niveau de sécurité juridique.		**juridique**
530,3	L'ensemble de ses recommandations doit être mis en œuvre, en peu de temps, qu'il s'agisse de la surveillance des risques systématiques, … ,	de l'harmonisation du corpus des règles et pratiques sur les marchés financiers européens	ou … .	**finance**
531,1		Harmonisation des programmes [des formations politiques]		**élection**
531,2	Enfin, même le dossier des dates d'ouverture de la chasse, qui mobilisait jadis une partie de l'électorat, semble avoir été plus ou moins enterré. Cela se traduit d'ailleurs	par une harmonisation assez spectaculaire des programmes des principales formations politiques :	les électeurs ayant le choix entre « une Europe qui protège », « un bouclier européen » et « une protection sociale européenne »...	**élection**
532,1	les programmes des partis, par thèmes: Parti socialiste: …; …;	harmonisation des fiscalités, notamment des entreprises;	…; … .	**fiscalité**
532,2	MoDem: …,	harmonisation de la fiscalité de l'épargne et de celle des sociétés.		**fiscalité**
532,3	UMP: … Refus de tout prélèvement supplémentaire et	d'harmonisation fiscale.		**fiscalité**
532,4	Front de gauche :	harmonisation de l'indemnisation du chômage, total comme partiel, sur les plus favorables en vigueur ;		**vie sociale**
532,5	MoDem :	harmonisation progressive des niveaux de protection social ;		**vie sociale**
532,6	UMP.	harmonisation du droit des familles.		**vie sociale**
532,7	Debout la République. Moyens	pour l'harmonisation fiscale et sociale par le haut.		**fiscale et sociale**
532,8	Debout la République. Clauses dérogatoires	contre l'harmonisation sociale par le bas dans l'UE.		**vie sociale**

534,1	Diane Germain attend de l'Europe	une harmonisation des règles de production,	mais sur le modèles français des appellations et des terroirs.	**alimenta-tion**
537,1	citons d'abord la nécessité	d'une harmonisation de la régulation financière au lendemain d'une crise mondiale	qui a causé, et cause encore, les ravages que l'on sait.	**finance**
538,1	le PS a fait campagne sur la relance: …,	harmonisation des fiscalités, ...		**fiscalité**
539,1	…et si d'autres continuent de se faire concurrence sur le marché européen, c'est dans des conditions distordues par l'absence	d'harmonisation des soutiens nationaux [aux entreprises].		**économie**
540,1	Notre plate-forme socialiste tirait des enseignements du non à la Constitution européenne, à commencer	par l'indispensable harmonisation fiscale et sociale.		**fiscale et sociale**
541,1	Tout en reconnaissant la nécessité	d'une harmonisation réglementaire au niveau européen,	le Royaume-Uni estime que les propositions faites le 27 mai par la Commission en vue de renforcer la supervision financière en Europe constituent une perte de souveraineté nationale.	**finance**
543,2	Un système forcé de se réformer sous l'effet de pressions financières et	de l'harmonisation européenne des diplômes dans le cadre du processus de Bologne.		**formation**
544,1	Cowen s'était engagé à les faire revoter, à condition de leur offrir des garanties sur les sujets qui avaient alimenté leurs inquiétudes: refus	d'une harmonisation fiscale supplémentaire		**fiscalité**
546,1	Les projets	d'harmonisation pour les ordinateurs portables	repoussés	**ordinateur**
546,2	La Commission espère que	cette harmonisation européenne s'imposera par la suite dans d'autres zones de la planète.		**ordinateur**
546,3	Face aux difficultés techniques, les projets	d'harmonisation pour les ordinateurs portables et les appareils photo	sont pour l'instant remis à plus tard.	**ordinateur**

547,1	Mais qu'il est difficile de changer ses habitudes et de voir l'Europe se mêler de nos traditions thérapeutiques ! La France voulait garder le Di-Antalvic, mais l'Europe, au nom	de l'harmonisation	et de la sécurité des patients, a dit non.	**médica-ments**
548,1	Le rapport des deux députés regrette les atermoiements européens sur la mise en œuvre de la "directive épargne" de 2003	sur l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne.		**fiscalité**
549,1	il faut inscrire l'action "collectivement dans la durée" et "nous organiser pour plus de gouvernance au niveau européen, en matière	d'harmonisation sociale et fiscale,	par exemple, comme au niveau mondial,	**fiscale et sociale**
550,1	Berlin suggère d'avancer plus rapidement sur la voie	d'une harmonisation internationale des procédures de règlement judiciaire,	qui autoriserait des faillites coordonnées et permettrait de limiter contagion et panique en cas de déroute bancaire.	**juridique**
551,1		Une harmonisation brutale accompagnée d'une réduction des droits [à la retraite] constitue une mesure	qui pénaliserait un nombre plus important de femmes que d'hommes. Qu'est-ce, sinon une discrimination indirecte ?	**vie sociale**
553,1	De la parole aux actes, le chemin est certes encore long, mais la prise de position de l'UEFA est déjà un grand pas en avant	vers une harmonisation financière espérée depuis plusieurs années par les clubs français notamment.		**sport**
554,1	Le 22 mai 2001, Bruxelles adopte la "Directive européenne	sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information".		**droit d'auteur**
555,1	Depuis leur premier vote, les Irlandais ont obtenu du Conseil européen des "garanties" sur les sujets qui avaient le plus alimenté leurs inquiétudes : maintien de la neutralité militaire, refus	d'une harmonisation fiscale supplémentaire (l'Irlande devait sa période de croissance économique au faible impôt sur les sociétés),	…	**fiscalité**

559,1	La Commission plaide, enfin, pour … et	une harmonisation des mesures concernant l'accès des réfugiés à la santé, au travail et à la protection sociale.		**immigration**
560,1	Pour Gérard Bapt, "il faudrait surtout	une harmonisation des règles européennes,	afin de mettre fin aux échanges de joueurs impliquant des sommes faramineuses,	**sport**
562,2	Dans leur grande majorité, les protestataires dénoncent une mise en application brutale du processus de Bologne prévoyant	une harmonisation des cursus au niveau européen.		**formation**
564,1	Dans l'Union européenne, rien n'a été prévu dans les traités sur	l'harmonisation des impôts directs,	ce qui revient à organiser la concurrence fiscale entre nous.	**fiscalité**
565,1	De plus, ils [la France et l'Allemagne]ont annoncé vouloir trouver des positions communes sur la coordination économique au sein de la zone euro et sur	l'harmonisation fiscale au niveau de l'Union européenne.		**fiscalité**
567,1	Malgré les désaccords persistants	sur **l'harmonisation fiscale et sociale** constatés entre socialistes d'Europe de l'ouest d'une part et, d'autre part, travaillistes britanniques et représentant d'Europe centrale,	la délégation française jugeait déjà positif le bilan de ce congrès.	**fiscale et sociale**
568,1	Nous avons plaidé au niveau européen	pour une meilleure harmonisation des devoirs des établissements	qui vendent des produits financiers comme les OPCVM.	**finance**
569,1	Les compagnies ferroviaires européennes ne pourront pas durablement faire l'impasse	sur l'harmonisation des conditions faites à leurs employés.		**métiers ferroviaires**
569,2	Au total, la croissance réussie du marché européen du transport ferroviaire dépendra bien de trois orientations majeures :	… l'harmonisation des conditions d'exercice des métiers du ferroviaire.		**métiers ferroviaires**

2.3. Occurrences de 'harmonisation' dans le corpus 'Enseignement 2009'

code	exemples			contexte
	co-texte gauche	GN avec *harmonisation* en tête	co-texte droit	
506,1	Le moyen choisi [du "processus de Bologne"]:	une harmonisation des diplômes fondées sur une architecture d'inspiration anglo-saxonne :	licence (bac 3), master (bac 5), doctorat (bac 8).	France
507,2	En favorisant	l'harmonisation des diplômes en Europe,	le processus de Bologne a développé la mobilité des étudiants.	UE
515,1	Est-ce à dire, …, que le processus de Bologne, …, aurait au contraire imposé la compétition, soumis l'université aux exigences de l'économie? La belle idée	d'harmonisation européenne	a-t-elle été dénaturée?	UE
518,1	Anicroche dans	l'harmonisation européenne :	après avoir obtenu le "grade de master" (…), l'étudiant diplômé qui veut signer lui-même ses plans doit effectuer une sixième année.	France
519,1	Ces ingrédients fondent l'alpha et l'oméga des études universitaires ... depuis l'introduction du processus de Bologne, du nom de la stratégie adoptée par les Européens et leurs universités pour permettre,	sinon une harmonisation,	du moins une convergence entre leur systèmes d'enseignement supérieur.	UE
519,2	En matière de qualité, qui est un des moteurs de	cette harmonisation,	les standards européens sont fixés mais l'essentiel reste à faire: … .	UE
525,2	L'université a été ainsi toujours sous les coups d'un État qui l'empêche d'inventer selon ses vœux, de créer, et lui propose des réformes qui, sous couvert	d'harmonisations européennes	ou de mieux vivre, sont au service d'une rationalisation économique.	France
543,2	Un système forcé de se réformer sous l'effet de pressions financières et	de l'harmonisation européenne des diplômes dans le cadre du processus de Bologne.		Allemagne
562,2	Dans leur grande majorité, les protestataires dénoncent une mise en application brutale du processus de Bologne prévoyant	une harmonisation des cursus au niveau européen.		Allemagne

2.4. DA relevés à partir des co-textes immédiats des occurrences

code	blocs d'argumentation externe			contexte
	argument	connecteur	conclusion	
506,1	processus de Bologne	DC	**harmonisation** [=moyen]	UE
506,1	harmonisation	DC	architecture d'inspiration anglo-saxonne	UE
		DC ↔	licence (bac 3), master (bac 5), doctorat (bac 8)	UE
507,2	processus de Bologne	DC	**harmonisation**	UE
515,1	processus de Bologne	DC	**harmonisation**	UE
515,1	harmonisation	DC	belle idée	UE
515,1	harmonisation (question)	DC	belle idée dénaturée	UE
		PT	belle idée dénaturée	
518,1	harmonisation	DC	effectuer une sixième année	France
519,1	harmonisation <permettre>	DC	déontique PERMIS	UE
519,2	harmonisation [moteur d'~]	DC	qualité	UE
525,2	réformes	DC	**harmonisations**	France
543,2	processus de Bologne	DC	**harmonisation**	Allemagne
562,2	processus de Bologne	DC	**harmonisation**	Allemagne

2.5. Occurrences de 'harmonisation' dans le corpus de 2009 complétées par les reprises

code	exemple			contexte
	co-texte gauche	GN avec *harmonisation* en tête ou sa reprise	co-texte droit	
506,1	Le moyen choisi [du "processus de Bologne"]:	une harmonisation des diplômes fondées sur une architecture d'inspiration anglo-saxonne :	licence (bac 3), master (bac 5), doctorat (bac 8).	UE
507,2	En favorisant	l'harmonisation des diplômes en Europe,	le processus de Bologne a développé la mobilité des étudiants.	UE
515,1	Est-ce à dire, …, que le processus de Bologne, …, aurait au contraire imposé la compétition, soumis l'université aux exigences de l'économie? La belle idée	d'harmonisation européenne	a-t-elle été dénaturée?	UE
518,1	Anicroche dans	l'harmonisation européenne:	après avoir obtenu le "grade de master" (…), l'étudiant diplômé qui veut signer lui-même ses plans doit effectuer une sixième année.	France
519,1	Ces ingrédients fondent l'alpha et l'oméga des études universitaires de Lisbonne à Vladivostok et de Reykjavik à Nikosie depuis l'introduction du processus de Bologne, du nom de la stratégie adoptée par les Européens et leurs universités pour permettre,	sinon une harmonisation,	du moins une convergence entre leur systèmes d'enseignement supérieur.	UE
519,2	En matière de qualité, qui est un des moteurs de	cette harmonisation,	les standards européens sont fixés mais l'essentiel reste à faire: … .	UE
525,1	On mesure encore mal l'impacte d'une réforme portant sur la modulation des services et	la **mastérisation** de l'enseignement.		France

525,2	L'université a été ainsi toujours sous les coups d'un Etat qui l'empêche d'inventer selon ses vœux, de créer, et lui propose des réformes qui, sous couvert	d'harmonisation**s** européenne**s**	ou de mieux vivre, sont au service d'une rationalisation économique.	France
543	Les étudiants allemands font grève contre	la **"standardisation"** des études		Allemagne
543,1	Étudiante en troisième année …, elle s'inquiète des réformes auxquelles est soumis l'enseignement supérieur …: introduction de frais universitaires,	**"standardisation"** avec l'instauration des cursus Bachelor (licence)-Master,	processus de sélection plus sévère …	Allemagne
543,2	Un système forcé de se réformer sous l'effet de pressions financières et	de l'harmonisation européenne des diplômes dans le cadre du processus de Bologne.		Allemagne
562	Les étudiants allemands	contre la **"dégradation"** de l'université		Allemagne
562,1	… un vaste cortège d'étudiants défile bruyamment dans les rues de la capitale allemande pour dénoncer	la **"dégradation"** de l'enseignement supérieur.		Allemagne
562,2	Dans leur grande majorité, les protestataires dénoncent une mise en application brutale du processus de Bologne prévoyant	une harmonisation des cursus au niveau européen.		Allemagne
562,3		Le **bouleversement** des cursus	n'est pas la seule cause de mécontentement.	Allemagne

2.6. Valeurs modales mobilisées par le discours dans le corpus 'Enseignement 2009'

code	blocs d'argumentation externe			con texte	pragm (+)	héd-aff (+)	intellec-tuel	(sur)moda-lisation	non conforme
	argument	connect	conclusion						
506,1	"processus de Bologne"	DC	**harmonisation**	UE					
506,1	harmonisation	DC	architecture d'inspiration anglo-saxonne	UE					
		DC	licence (bac 3), master (bac 5), doctorat (bac 8)	UE					
507,2	processus de Bologne	DC	**harmonisation**	UE					
515,1	processus de Bologne	DC	**harmonisation**	UE					
515,1	harmonisation	DC	belle idée	UE			positif		
515,1	harmonisation (question)	**PT**	belle idée dénaturée	UE	transgres-sion				
518,1	harmonisation	DC	effectuer une sixième année	FR	affaiblis-sement				
519,1	harmonisation <permettre>	DC		UE				(déontique)	
519,2	harmonisation [moteur d'~]	DC	qualité	UE	renforce-ment				
525,1	harmonisation	DC	mastérisation	FR					
525,2	réformes	DC	**harmonisations**	FR					
543	harmonisation	DC	"standardisation"	ALL	affaiblis-sement				
543,1	harmonisation	DC	"standardisation"	ALL	affaiblis-sement				
543,2	processus de Bologne	DC	**harmonisation**	UE					
543,2	harmonisation	DC	être forcée de se réformer [université allemande]	ALL	affaiblis-sement			(déontique)	
543,1	processus de Bologne	DC	harmonisation	UE					
562	harmonisation	**DC**	"dégradation" de l'université	ALL	flexion				non conforme

562,1	harmonisation	**DC**	"dégradation" de l'enseignement supérieur	ALL	flexion				non conforme
562,2	processus de Bologne	DC	**harmonisation**	UE					
562,3	harmonisation	**DC**	bouleversement des cursus	ALL		flexion			non conforme

3. Les articles sur le processus d'harmonisation des formations

3.1. Articles portants sur l'harmonisation des formations en 1999 (23 articles)

(15) L'Université aborde avec réserve l'harmonisation européenne des diplômes

Derrière l'ajustement d'un système incompréhensible, un bouleversement majeur

Aucune solution n'est proposée pour lutter contre l'échec aux premiers cycles

LES APPARENCES sont trompeuses. Officiellement, le processus d'harmonisation européenne des formations et des diplômes, soumis lundi 25 et mardi 26 janvier au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), n'est pas une nouvelle réforme de l'université. Claude Allègre l'a réaffirmé, dimanche 24 janvier, lors de son intervention au « Grand Jury RTL- Le Monde-LCI ». La nouvelle architecture des études ne serait que le simple ajustement d'un système incompréhensible pour nos voisins européens et les pays plus lointains dont il convoite la clientèle des étudiants et des chercheurs.

La réalité ne résiste guère à cette déclaration d'intentions. C'est bel et bien un bouleversement majeur que le ministre de l'éducation s'apprête à provoquer. Certes, on peut reconnaître à Claude Allègre la volonté de supprimer en douceur les antagonismes persistants du double système de formation des universités et des grandes écoles. La réaction discrète des responsables des écoles d'ingénieurs et de commerce démontre à quel point leurs inquiétudes initiales ont été levées. Non seulement, il n'est plus question de fusion, mais, en décernant une validation universitaire à leurs diplômes, le ministre de l'éducation leur ouvre la porte de la reconnaissance internationale. Sans autre contrepartie que l'accueil - symbolique - de quelques diplômés de l'Université.

L'Université, en revanche, s'apprête à subir une nouvelle période de turbulences. Les présidents, comme les enseignants, savent ce qu'il en coûte de réorganiser l'architecture des formations. La mise en oeuvre de la « réforme Bayrou » n'est pas sitôt achevée qu'ils vont devoir s'atteler à la création de nouveaux diplômes. Outre une réflexion sur leur contenu et la réorganisation des filières actuelles, elles doivent surtout se préparer à assumer un allongement des études encore mal évalué. Selon les conventions collectives, les niveaux actuels reconnus sont fixés pour le premier cycle à bac + 2 (BTS et IUT) et à bac + 4 (licence et maîtrise). La nouvelle organisation ne peut qu'encourager les étudiants à prolonger leur scolarité d'un an pour acquérir une reconnaissance européenne. Ce faisant, le ministre peut-il éviter de lever le tabou de la correspondance entre les diplômes et les qualifications, comme le souhaite le patronat ? Cet aspect de la réforme dépasse le cadre strict de l'éducation nationale.

VIEUX DÉMONS

Qu'il le veuille ou non, Claude Allègre risque également de réveiller les vieux démons de la sélection. Non pas à l'entrée de l'Université, qui, à l'exception de quelques nostalgiques, semble définitivement enterrée. Mais bel et bien à l'intérieur des cycles et des formations professionnelles qui ont assis leur réputation sur la qualité du recrutement et de l'enseignement dispensé à de faibles effectifs.

Certes, pour l'UNEF-ID, l'élévation générale du niveau pour le plus grand nombre devrait représenter un impératif pour la société. A l'inverse des grandes écoles maintenues dans leur recrutement élitiste, les universités devront-elles, seules, assumer l'accueil massif d'étudiants en quête de débouchés professionnels mieux assurés ?

Plus généralement, cette réforme ne propose aucune solution au malaise essentiel qui mine les universités. Faute d'évaluation de la réforme pédagogique de 1997 que les enseignants rechignent à appliquer, l'échec en premier cycle continue d'affecter les nouvelles générations de bacheliers généraux mais surtout technologiques. Qu'en sera-t-il demain lorsque les bacheliers professionnels revendiqueront un droit légitime à l'accès dans l'enseignement supérieur ?

Les propositions de Claude Allègre pourraient bien enfin relancer la polémique sur l'autonomie des universités et le cadre national des diplômes. En accordant la liberté aux établissements d'appliquer la réforme sur la base du volontariat, le ministre de l'éducation ouvre une brèche. Pour l'UNEF-ID, elle signifie la mise en concurrence entre les établissements, selon qu'ils se seront conformés ou non au processus d'harmonisation européenne. Le risque n'est pas mince de pénaliser les petites universités moins bien armées pour affronter les missions d' « excellence » assignées par le ministre. En 1986, puis en 1995, les étudiants n'ont pas tardé à réagir contre les dérives d'un renforcement des inégalités à l'intérieur du service public.

MICHEL DELBERGHE

(18) L'Université aborde avec réserve l'harmonisation européenne des diplômes

L'ampleur de la réforme présentée par le ministère de l'éducation au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche suscite des craintes chez les syndicats. Ceux-ci s'interrogent également sur ses modalités d'application et sur l'accès aux nouvelles filières professionnelles

Les propositions du ministre de l'éducation nationale sur l'harmonisation européenne des diplômes de l'enseignement supérieur sont soumises au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), lundi 25 et mardi 26 janvier. CETTE RÉFORME vise à regrouper l'ensemble des diplômes existants à l'intérieur de trois cursus : la pré-licence à bac + 3, le « mastaire » à bac + 5 et le doctorat à bac + 8. SYNDICATS s'inquiètent de la portée réelle des changements qui pourraient bouleverser en profondeur l'architecture des études universitaires. La réforme devrait se traduire par un allongement des études. LES INTERROGATIONS portent également sur l'accès aux nouvelles filières et sur les modalités d'application de la réforme. A l'UNIVERSITÉ de Pau, on redoute que ces changements ne déclenchent de nouvelles tensions.

APRÈS L'ÉCOLE primaire et le lycée, Claude Allègre s'apprête à livrer une nouvelle bataille, cette fois dans l'enseignement supérieur. Les étapes de la réforme que le ministre de l'éducation nationale entend mener à marche forcée ont été balisées au cours de l'année 1998. Le rapport de Jacques Attali sur l'évolution du système avec le rapprochement entre les grandes écoles et les universités a ouvert la voie au printemps. En juin, le colloque de la Sorbonne associant les ministres allemand, britannique et italien a tracé la route dans une déclaration d'intention décrétant la nécessaire harmonisation européennne des diplômes et des parcours de formation. En décembre, un autre colloque a défini les perspectives de développement du futur schéma des universités du troisième millénaire (U3M). Alors que les orientations de la politique de recherche commencent à prendre forme, le ministre de l'éducation préconise la nécessité d'ouvrir les établissements à la formation continue « tout au long de la vie », ainsi qu'à l'accueil de nouvelles générations d'étudiants étrangers.

Déjà passablement ballotté par la multitude des réformes antérieures, l'enseignement supérieur résistera-t-il à cette nouvelle vague de bouleversements ? Sous couvert d'harmonisation européenne, le ministre ne

cherche-t-il pas, in fine, à imposer une réorganisation en profondeur du système français ? Ces interrogations seront au centre de la réunion exceptionnelle du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), invité, lundi 25 et mardi 26 janvier, à se prononcer sur le détail des propositions ministérielles. Pour conférer un caractère solennel à cette rencontre, les responsables de la Conférence des présidents d'université, des directeurs d'institut universitaire de technologie (IUT) et d'institut universitaire professionnalisé (IUP) ainsi que des écoles d'ingénieurs siégeront aux côtés des membres élus des syndicats d'enseignants, de personnels et des étudiants ainsi que des représentants des confédérations et du patronat.

Même s'il répugne aux grand-messes syndicales, Claude Allègre a été contraint de lever le voile sur ses intentions après les mouvements de grogne déclenchés en décembre 1998 dans quelques établissements. Il y a été poussé également par des responsables d'organisations plutôt inquiètes de découvrir la réelle portée de la nouvelle réforme envisagée.

Dans un premier temps, le ministre s'est attaché à déminer les pièges contenus dans ce projet d'harmonisation européenne qui vise à regrouper l'ensemble des diplômes existants à l'intérieur de trois cursus : le pré-licence à bac + 3, le « mastaire » à bac + 5 et le doctorat à bac + 8. L'ensemble, assure le ministre, doit pouvoir être réalisé sans changer les textes législatifs, modifier les diplômes existants, recourir à la sélection, ni revenir sur la précédente réforme pédagogique de 1997.

UNE LICENCE PROFESSIONNELLE

La réalité est évidemment plus complexe. Résumant l'opinion des présidents d'université, qui se sont réunis jeudi 21 janvier, André Legrand, récemment élu premier vice-président de la Conférence des présidents d'université (CPU), se demande si « le prétexte de l'harmonisation européenne ne va pas rouvrir un débat franco-français qui risque de provoquer des réactions en chaîne et de déclencher un processus que le ministre ne maîtrise pas ».

Dans le détail, le projet du « 3, 5 ou 8 » soulève une quantité d'interrogations encore sans réponse. Une première série de questions concerne le niveau bac + 3, avec la création d'une licence professionnelle destinée aux titulaires d'un diplôme universitaire de technologie (DUT), d'un brevet de technicien supérieur (BTS), voire d'un diplôme d'études universitaires générales (DEUG). Outre un contenu encore imprécis, elle devrait sanctionner un parcours de formation non reconnu, en l'état, dans les conventions collectives. Pour le patronat, « il ne saurait être question de valider une année d'études supplémentaires pour tous les IUT et les BTS », assure Dominique de Callan, secrétaire général de l'Union des industries métallurgiques et minières.

Le débat est également engagé sur les instances habilitées à délivrer ce nouveau diplôme : l'université seule ou avec les IUT . « Ce serait un casus belli s'ils en étaient écartés », a prévenu Antoine de la Cheisserie, président de l'assemblée des directeurs d'IUT. Soucieux de préserver la qualité de la formation dispensée en vue d'une insertion professionnelle, ce dernier note qu'il serait illusoire de « délivrer une licence professionnelle à des étudiants de DEUG en échec ou réorientés sans complément technologique ». En revanche, le cas des BTS délivrés dans les lycées n'est pas résolu.

Cette partie de la réforme ne résout en rien la délicate question de l'échec dans les premiers cycles. Pour le Snessup, qui organise une journée d'action ce lundi 25 janvier dans les universités, la démocratisation, « un impératif majeur », est pourtant loin d'être achevée.

A priori, la création du mastaire à bac + 5 pose moins de difficultés. Notamment aux écoles d'ingénieurs et de commerce articulées sur un cursus de cinq ans qui pourront bénéficier d'une équivalence universitaire de leur formation. En revanche, les universités risquent d'être confrontées à un afflux massif d'étudiants titulaires de maîtrises générales ou professionnalisées à bac + 4, vers les formations de diplômes d'études approfondies (DEA) et les diplômes d'études spécialisées (DESS).

La généralisation du bac + 5 risque, en outre, de réveiller la querelle de la sélection. Bien qu'ayant jusqu'alors réussi à préserver une position commune sur des objectifs généraux, les organisations d'enseignants et d'étudiants, réunies dans une intersyndicale (UNEF-ID, UNEF, Snessup, SGEN-CFDT, FEN...), semblent divisées sur l'accès de plein droit aux troisièmes cycles tel qu'il est défendu par

l'UNEF-ID. Enfin, le parcours à bac + 8 vers les carrières de la recherche mérite lui aussi d'être explicité, d'autant que cette formation sera dispensée dans des écoles doctorales en voie de restructuration.

Pour l'heure, les conséquences d'une telle réforme n'ont pas été évaluées. En premier lieu, elle devrait se traduire par un allongement des études, du bac + 2 vers la licence, de la maîtrise vers le mastaire. Même si cette évolution correspond pour partie à la réalité, personne n'est en mesure de prévoir ni le nombre d'étudiants concernés ni les moyens à mettre en oeuvre en termes d'encadrement, de locaux et de bourses d'études.

Cette réforme suppose, de toute évidence, un aménagement des contenus que le ministère ne cherche pas à nier en évoquant un possible allègement des programmes. Dernière inconnue enfin, les modalités d'application méritent d'être clarifiées. Après la réunion du Cneser et une autre rencontre au sommet avec les responsables des établissements, la concertation devrait se poursuivre avant la rédaction des nouveaux textes au printemps et une mise en œuvre dès la rentrée pour les établissements volontaires en voie de contractualisation. Cette méthode « à la carte » suscite d'ores et déjà les inquiétudes de l'UNEF-ID, qui craint une mise en cause du cadre national des diplômes.

MICHEL DELBERGHE

(19) L'harmonisation européenne des diplômes en discussion

LA CONFÉRENCE des chefs d'établissements d'enseignement supérieur a examiné le projet du ministre de l'éducation nationale relatif à l'harmonisation européenne des diplômes, jeudi 25 février au Collège de France à Paris. Cette réunion a été l'occasion, pour Claude Allègre, d'annoncer qu'un projet de texte sur la création d'une licence professionnelle dans les universités devrait être publié en mars.

Selon André Legrand, premier vice-président de la Conférence des présidents d'université (CPU), « la question du calendrier de la réforme n'a pas été évoquée », mais « nous avons demandé qu'elle ne soit pas réalisée à coûts constants ». De son côté, la Conférence des directeurs d'écoles et de formations d'ingénieurs (CDEFI) a fait connaître son impatience à mettre en place un mastaire d'ingenierie (bac + 5) afin d'améliorer « la lisibilité internationale » du diplôme d'ingénieur. « Nous souhaiterions sa création dès octobre prochain », a indiqué Guy Gautherin, son premier vice-président.

(26) Un « mastaire » est créé pour harmoniser les formations européennes

Le ministère assouplit l'accès aux formations à bac+5

Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche a adopté, lundi 21 juin, le projet de création d'un nouveau grade universitaire, le « mastaire », qui regroupera tous les diplômes de première année de troisième cycle à bac+5. Objectif : doubler le nombre de places dans ces formations professionnalisées de haut niveau.

LA FRANCE n'a pas tardé à engager la réforme de l'enseignement supérieur pour l'adapter aux nouvelles normes européennes d'équivalence de formation et de diplômes. Deux jours après la réunion le 19 juin à Bologne (Italie) des ministres de l'éducation de 29 pays - et non 24 comme écrit par erreur dans notre précédente édition -, elle s'est prononcée en faveur de la création d'un nouveau grade universitaire, le « mastaire » , qui devrait regrouper, sous une même appellation, tous les diplômes de troisième cycle à bac+ 5.

A une forte majorité (32 pour, 11 contre et 4 abstentions), le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser) a adopté, lundi 21 juin, le projet de décret présenté par Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale. Les syndicats d'enseignants et d'étudiants y ont toutefois apporté d'importantes modifications, dont la conséquence pourrait être de supprimer progressivement l'accès sélectif à ces formations de haut niveau dispensées en formation initiale et continue.

Fondamentalement, le mastaire ne change rien au système actuel. Sans être un nouveau diplôme s'ajoutant à une liste suffisamment longue, il sanctionne un niveau de formation, à bac+ 5, identifiable dans les autres pays européens comme sur le marché du travail. A l'origine, le ministère souhaitait lui conférer une reconnaissance essentiellement professionnelle. Les syndicats ont obtenu qu'elle s'applique à toutes les formations délivrées par les universités et les grandes écoles.

Sous cette appellation devraient donc être rangés les diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS), les diplômes d'études approfondies (DEA) et les titres des écoles d'ingénieurs. Ultérieurement, le Cneser devrait se prononcer, au cas par cas, sur les autres diplômes délivrés par les écoles de commerce, les formations spécialisées (art, architecture...), ainsi que sur l'équivalence de la préparation du concours de l'agrégation.

La création du mastaire avait été préconisée par Jacques Attali dans son rapport sur l'adaptation du système français d'enseignement supérieur. Au nom de l'harmonisation européenne, ce dernier avait suggéré un découpage des études en deux cycles distincts : le pré -licence (« undergraduate » à bac+ 3) et le post-licence avec le mastaire à bac+ 5 ou le doctorat à bac+ 8. Ce schéma baptisé « 3, 5 ou 8 » a, depuis, subi d'importantes évolutions.

En attendant le texte, en préparation, de la licence professionnelle, à bac+ 3, et la mise en œuvre de la réforme des écoles doctorales (bac+ 8), la création du mastaire est aussi un premier pas dans le rapprochement entre les universités et les grandes écoles. Désormais, ces établissements délivreront des diplômes d'un niveau équivalent, soumis à évaluation et reconnaissance réciproques.

Les amendements adoptés lors de la réunion du Cneser introduisent également des avancées pour les étudiants. Le ministère s'est ainsi engagé à doubler, en quatre ans, le nombre de places dans les DESS et à introduire des éléments de professionnalisation en DEA. En clair, il a accepté d'assouplir progressivement la sélection dans l'accès aux formations de troisième cycle, qui devrait se traduire par un allongement des études.

Cette concession consacre une situation établie puisque, sur 87 000 diplômes de maîtrise délivrés, plus de 75 000 étudiants s'inscrivent en troisième cycle (35 000 en DESS, 37 000 en DEA, 3 500 dans les écoles d'ingénieurs et de commerce). Cette ouverture n'est, en revanche, pas sans conséquence financière pour les universités, puisque le coût de ces formations est, de loin, parmi les plus élevés.

Si elle s'inscrit dans une logique d'harmonisation européenne, la création du mastaire représente, en revanche, une nouvelle exception française. Dans leur déclaration de Bologne, les ministres de l'éducation ont certes retenu le principe du découpage des études en deux cursus : licence en trois ans minimum, puis mastaire et doctorat. Mais ils se sont bien gardé de fixer la durée pour y parvenir en préservant la « diversité » des pays et l'autonomie des universités.

Les syndicats d'étudiants de seize pays, eux aussi réunis à Bologne, ont fourni leur contribution à la création du nouvel espace européen . Récusant toute forme de « limitation d'accès à l'enseignement supérieur », ils souhaitent un accroissement considérable des aides financières et des bourses, le principal obstacle, selon eux, au développement d'une « mobilité qui ne soit pas réservée à une élite sociale. »

MICHEL DELBERGHE

(37) « L'essentiel des différences qui existaient entre l'UNEF-ID et l'UNEF a disparu »

La présidente de l'UNEF-ID, Carine Seiler, prend position, dans un entretien au Monde, pour la « réunification » des syndicats étudiants. Au-delà de l'UNEF-ID et de l'UNEF, entre lesquels « les clivages d'autrefois se sont atténués », elle adresse cet appel à « toutes les forces du monde étudiant ». « Les mesures tardent », estime-t-elle à propos des différents chantiers ouverts par Claude Allègre.

L'UNEF-ID et l'UNEF, pour la première fois réunies sur une même liste , ont remporté les élections à la MNEF avec 40 % des voix (Le Monde du 12 mars). Ce résultat laisse-t-il présager d'autres rapprochements ? - Ce rapprochement, nous l'appelons de nos voeux. Les clivages d'autrefois se sont

atténués. Concrètement, le mur de Berlin est tombé. L'essentiel des différences qui existaient entre l'UNEF-ID et l'UNEF a disparu. Nous appelons donc le mouvement à se réunifier et à se doter d'une structure unitaire plus puissante pour éviter une dispersion de ses forces. - Cet appel à la réunification ne s'adresse-t-il qu'à l'UNEF ou concerne-t-il également les autres forces associatives ? - Il s'adresse à toutes les forces du monde étudiant. La question est de savoir quelle serait l'identité de la grande UNEF qu'il s'agit de reconstituer. L'UNEF-ID se situe comme un syndicat de transformation sociale qui ne peut se satisfaire du statu quo. Il faut réformer le système d'aides sociales, réfléchir à la pédagogie... Beaucoup reste à faire pour rendre notre université véritablement démocratique, qu'elle réduise les inégalités. La cogestion est une autre idée forte. Les étudiants sont des citoyens. Il est inconcevable qu'ils ne participent pas à la prise de décision pour ce qui les concerne. » Nous avons aussi un rôle d'organisation de jeunesse, d'intervention pour la défense des étudiants étrangers, contre l'extrême droite, parce que nous défendons des valeurs de solidarité, d'égalité des droits. Nous devons enfin répondre concrètement aux problèmes des étudiants, de défense, d'aide au quotidien et de service. Car ce qui manque à l'Université, ce sont des lieux de vie de citoyenneté, de vie culturelle. C'est pourquoi nous nous adressons aussi à toutes les associations locales, culturelles, d'étudiants étrangers... et tous ceux qui les fédèrent. - Sur quelles bases politiques devrait s'opérer cette réunification ? Cet appel ne risque-t-il pas d'apparaître comme une volonté d'hégémonie ? - Avec plus de 40 % des voix, l'UNEF-ID est aujourd'hui la première force chez les étudiants lors de toutes les élections nationales. Nous sommes déjà l'interlocuteur principal en milieu étudiant. Nous aurions pu nous satisfaire de cette situation et en rester là. Alors, on aurait pu nous reprocher notre hégémonie. Nous avons, au contraire, choisi de lancer un appel très large à l'unité pour reconstituer une grande organisation. Quand il n'y avait qu'une seule UNEF, dans les années 50-60, on ne critiquait pas son hégémonie. - Quel appréciation portez-vous sur la politique de Claude Allègre à l'égard des étudiants ? - Claude Allègre a ouvert plusieurs chantiers. Beaucoup de pistes sont ouvertes, mais les mesures tardent. Le ministre a présenté un plan social en juillet 1998. Certes, le demi-tarif dans les transports en région parisienne a été mis en place. Mais quand va s'appliquer le maintien de la bourse en cas de redoublement ? Quand vont se réunir les premières commissions donnant une allocation d'étude à des étudiants en situation d'autonomie par rapport à leurs parents ? Qu'en est-il de l'exonération sur les droits d'inscription ? Ces mesures devaient être applicables dès la rentrée prochaine, mais aucune décision n'est prise. Les étudiants ont le sentiment que les engagements pris à leur égard n'ont pas été remplis. - Vous lancez une campagne de pétition sur la préparation du schéma des universités du troisième millénaire. Ses premières orientations vous paraissent-elles insuffisantes ? - Ce schéma prévoit de consacrer 25 % des crédits en faveur de la vie étudiante, qui sont loin d'être vraiment débloqués. Les étudiants sont exclus des premières discussions. Ce n'est pas acceptable. La seconde idée de ce schéma prévoit d'adapter les universités françaises pour les aider à affronter la concurrence internationale. Certaines propositions qui émergent font état d'une volonté de regroupement autour de pôles forts. Elles nous paraissent dangereuses. Nous craignons la concentration des efforts de recherche sur quelques sites, dans les grandes universités, pôles européens ou à vocation mondiale, qui provoquerait un décrochage à l'égard des universités moyennes ou petites universités. Qu'en sera-t-il du principe d'égalité entre les étudiants ? - Où en êtes-vous des discussions sur l'harmonisation européenne ? - Le projet ressemble plus à une réforme des cycles universitaires franco-française. Quelle est sa finalité ? La discussion ne fait que commencer. Nous refusons toute application sans un cadrage national. Il ne peut être question d'accepter que chaque université décide, seule, ce que seront ces projets d'harmonisation européenne. Si cette réforme peut permettre aux étudiants des cycles courts, DUT ou BTS, de trouver une inscription sans sélection, des débouchés ou de nouvelles possibilités de poursuite d'études, alors elle ira dans le bon sens. Si elle favorise l'ouverture des 3es cycles à tous les étudiants de maîtrise qui attendent de préparer leur insertion professionnelle, alors, là aussi, elle aura rempli son objectif. »

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL DELBERGHE

(39) L'Université aborde avec réserve l'harmonisation européenne des diplômes

Trente ans de réformes et de soubresauts

1968-1969 : adoption de la loi Edgar Faure créant les nouvelles universités. 1973 : création des instituts universitaires de technologie (IUT) par Christian Fouchet. 1978 : Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'État à

l'enseignement supérieur, tente de restructurer le paysage universitaire. 1984 : adoption de la loi Savary consacrant l'autonomie des universités et le refus de la sélection à l'entrée pour les bacheliers. 1986 : manifestations et échec du projet de loi Devaquet. 1990-1992 : adoption du schéma « Université 2000 », d'un plan social étudiant et mise en œuvre de la réforme pédagogique par Lionel Jospin, puis Jack Lang. 1993 : manifestations dans les IUT et les BTS contre le contrat d'insertion professionnelle (CIP). 1995 : manifestations contre le rapport Laurent au printemps puis, en novembre, mouvement de grèves pour demander un plan de rattrapage pour les universités les plus mal dotées. 1996-1997 : François Bayrou lance les états généraux de l'université, concrétisés par l'adoption de la réforme pédagogique des premiers cycles. 1998 : rapport de la commission présidée par Jacques Attali en mai ; colloques de la Sorbonne, en juin, sur l'harmonisation européenne des diplômes et, en décembre, sur la préparation du schéma des universités du 3e millénaire (U3M).

(47) Désaccord sur les modalités d'application de la réforme des études supérieures

A L'ISSUE de deux journées de débats, lundi 25 et mardi 26 janvier, les membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser) élargi consacré à l'examen du projet d' « harmonisation européenne des études » (Le Monde du 26 janvier) ne sont pas parvenus à trouver un accord. Le différend concerne principalement le calendrier et les modalités d'application de cette réforme.

L'essentiel de la discussion a porté sur l'intégration des diplômes existants dans les trois niveaux de formation proposés par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre : la pré-licence, à bac + 3, le « mastaire » à bac + 5 et le doctorat à bac + 8. Les organisations ont également demandé des précisions sur la création des nouvelles licences professionnelles et les conditions d'accès aux « mastaires ».

EXPÉRIMENTATION

Bien que le principe d'une harmonisation européenne n'ait pas été contesté, de nombreuses objections ont été opposées au rythme de mise en œuvre de la réforme. Tout au long des deux journées, les principales organisations d'enseignants (Snesup et SNES-FSU, SGEN-CFDT, Sup Recherche- FEN), de personnels (CGT), de parents (FCPE) et d'étudiants (UNEF-ID, UNEF et Promotion et défense des étudiants), réunis en intersyndicale, ont maintenu un front commun. Dans une déclaration adoptée peu avant la fin des travaux, elles se sont insurgées contre le calendrier imposé par le ministère. Pour des raisons d'affichage politique à la veille des élections européennes, mais aussi en prévision du renouvellement des contrats d'une trentaine d'établissements, Claude Allègre envisageait une expérimentation dès la rentrée dans les universités volontaires.

L'intersyndicale lui a opposé un refus catégorique : « Nous récusons avec la plus grande fermeté la mise en place sur la base du volontariat de quelque dispositif transformant les études supérieures ». L'intersyndicale craint que cette adoption prématurée « ne remette en cause le cadre national des diplômes et l'égalité des étudiants dans les cursus ». Estimant que le processus de discussion est loin d'être achevé, elle considère « qu'aucune application ne peut être réellement mise en œuvre avant la rentrée 2 000. »

Tirant le bilan de ces deux jours de débats, le ministère a confirmé la création de groupes de travail sur les principales dispositions du projet.

Lors d'une intervention sur les question d'éducation, mardi 26 janvier à l'Ecole normale supérieure, le président du RPR, Philippe Séguin, a qualifié d' « expérimentation hasardeuse » le projet de Claude Allègre. Selon lui, cette réforme « prend le risque de désorganiser ce qui marche ». Surtout, a-t-il ajouté, « ni les brillants esprits qui en sont les inspirateurs, ni même, pire, le ministre qui en est le promoteur, n'ont évoqué les moyens nécessaires à sa mise en œuvre. Sans engagement explicite, cette réforme est dangereuse ».

MICHEL DELBERGHE

(48) Les bac + 2 dans la tourmente

L'éventuelle création d'une « licence professionnelle », dans le cadre de la réforme dite du « 3, 5 ou 8 », remettrait en cause l'organisation des BTS et des DUT

POUR LES UNS, il s'agit de la mort annoncée des diplômes à bac + 2. Pour les autres, de simples ajouts dans le mille-feuille des formations supérieures. Si tant est qu'elle voie le jour : l'harmonisation européenne des études supérieures autour de deux pivots, la licence à bac + 3 et le mastaire à bac + 5, selon le « schéma 3, 5 ou 8 » annoncé par le rapport Attali et par Claude Allègre en mai 1998 à la Sorbonne, ne sera pas sans conséquences pour le niveau bac + 2. Le ministre de l'éducation nationale a certes pris d'emblée la précaution d'affirmer que les diplômes existants ne seraient pas remis en cause. Mais son discours, oscillant entre la nécessité politique d'avancer une « vraie réforme » et le souci diplomatique de la faire tenir dans un simple « surlignage » des niveaux de formation, a nourri la confusion et les inquiétudes.

Si le niveau de référence devient la licence, les diplômes à bac + 2 ne vont-ils pas immanquablement se transformer en coquilles vides ? Il ne fait en effet pas de doute, aux yeux des acteurs universitaires, que la création d'une « licence professionnelle », prévue par le ministre, entraînera une poursuite d'études généralisée des BTS et des DUT, qui concerne déjà 39 % des premiers et 65 % des seconds. Le mérite de la réforme serait au moins, selon les directeurs d'IUT, d'éviter ainsi les « mauvaises » poursuites, celles qui conduisent actuellement un diplômé sur cinq à repartir de zéro en DEUG. Un autre mérite serait, accessoirement, de permettre aux diplômés d'accéder aux concours de catégorie A de la fonction publique, ouverts aux seuls titulaires d'une licence.

Il est également certain que tous les diplômes délivrés à l'issue des années complémentaires post-DUT et post-BTS seront remplacés par la future licence professionnelle. DNTS (diplôme national de technicien spécialisé), DU (diplôme universitaire), FCIL (formation complémentaire d'initiative locale), etc., tous ceux que le ministère appelle les « titres flous », sont d'autant plus menacés qu'ils sont appelés à verser au pot de la réforme les moyens (plates-formes techniques et enseignants) dont ils disposaient jusqu'à présent : la nouvelle licence, en effet, ne bénéficiera pas de moyens spécifiques dans le budget de l'enseignement supérieur.

L'interrogation reste en revanche totale... sur l'essentiel : quel sera le contenu de cette année d'études supplémentaire ? Le ministère de l'éducation tablait au départ sur une année de stage, qui aurait au passage permis de faire des économies. Mais l'idée bute sur les limites des entreprises en matière de capacité d'accueil. Le principe de l'alternance paraît difficilement applicable pour la même raison, car il faudrait alors limiter l'entrée en licence au nombre de recrutements acceptés par les entreprises. Or la direction des enseignements supérieurs s'est engagée à ce qu'il n'y ait pas de sélection d'entrée ; elle parle donc désormais d'une « licence à part entière, ayant pour vocation principale d'aller vers l'insertion, et pour vocation secondaire la poursuite d'études », qui comprendrait 700 heures d'enseignement, dont 300 de stage.

Mais s'agira-t-il d'une 3e année dans la même discipline ? Cette hypothèse est a priori rejetée par le ministère. S'agit-il alors d'y ajouter une spécialisation locale, comme c'est le cas des post-DUT et post-BTS ? Ou bien d'élargir le champ de compétences des actuels BTS et DUT ?

DOMAINES CONNEXES

Pour Patrick Boucly, président du conseil de perfectionnement du Conservatoire national des arts et métiers, « l'idée de la licence professionnelle n'est bonne que si l'on y fait effectivement autre chose que la spécialité amont des bac + 2. Car on s'aperçoit à l'usage que les difficultés d'insertion de ces diplômés ne sont pas liées au contenu disciplinaire de leur cursus, mais au manque de compétences dans des domaines connexes. C'est pourquoi ils viennent suivre au CNAM des enseignements de droit, de management social, de statistiques générales, de comptabilité... »

Pour leur part, les directeurs d'IUT et le Medef (ex-CNPF), par la voix de Bruno Lacroix, son vice-président en charge de la formation, se rejoignent pour prôner un modèle souple. « Il n'est pas sûr qu'il faille choisir entre l'approfondissement d'une spécialité, la formation transversale, l'acquisition d'une

double compétence ou la coloration européenne avec un passage obligatoire à l'étranger, plaide Antoine de Lacheisserie, président de l'Association des directeurs d'IUT. Il faut laisser à chaque établissement la liberté de choisir entre ces diverses possibilités. »

Outre son contenu, les débouchés professionnels de la nouvelle licence font également question. Les BTS et DUT étant très appréciés des employeurs, la licence professionnelle ne risque-t-elle pas d'être un sous-diplôme sans reconnaissance dans le monde du travail ? Le Medef a d'emblée affirmé que les entreprises ne modifieraient pas leurs conventions collectives pour les adapter. Mais la position du patronat pourrait évoluer. Le ministère de l'éducation, qui espère voir s'ouvrir une discussion sur les référentiels de qualification, renvoie le débat sur les entrées à niveau bac + 3 dans les entreprises à une négociation avec les partenaires sociaux. « Le niveau bac + 2 reste pertinent dans les grandes entreprises où les conventions collectives conservent un caractère fort. Mais, dans les PME, se sont développées des professions intermédiaires à bac + 3 et 4 : il s'agit de répondre à cette évolution », affirme d'ailleurs Antoine de Lacheisserie.

Cet avis optimiste ne fait pourtant pas l'unanimité : « On risque d'assécher le vivier des bac + 2, alors qu'il reste un vrai niveau de sortie », déplore Patrick Fridenson au SGEN-CFDT, qui craint que « l'on ne se serve des jeunes comme de cobayes. »

Troisième interrogation : qui pourra préparer la licence professionnelle ? Le ministère a affirmé à plusieurs reprises qu'elle aura vocation à accueillir un public diversifié - BTS, DUT, DEUG, DEUST, salariés en formation continue - en modulant les enseignements en fonction de ces différents profils. Mais, dans la mesure où le diplôme sera délivré par et à l'université (alors que les BTS et les post-BTS dépendent des lycées), ne va-t-elle pas, dans la pratique, être réservée aux seuls DUT, déjà titulaires d'un diplôme universitaire ? « Les risques de déconnexion entre BTS et des DUT sont énormes, affirme Patrick Boucly, alors que les deux systèmes fonctionnent ensemble et ont montré avec succès qu'on pouvait former par deux voies différentes des diplômés qui donnent satisfaction aux entreprises. Il faudra donc veiller à ce que les BTS ne fassent pas les frais de la réorganisation. »

L'accueil des DEUG pose également problème : « Professionnaliser un DEUG en 400 heures de cours, nous ne savons pas le faire, affirme Antoine de Lacheisserie, qui défend l'idée d'un sas d'entrée pour ces derniers. Il ne faut pas essayer de régler deux problèmes en même temps : l'échec en DEUG et l'insertion des diplômés dans les professions intermédiaires. En accueillant des publics par trop disparates, on risque de reconstituer entre les licences la même hiérarchie qu'entre les bacs. »

Enfin, l'articulation entre la nouvelle licence et les possibilités de poursuite d'études reste à définir : le ministère propose que les instituts universitaires professionnalisés (IUP) puissent, en recrutant à bac + 2 (au lieu de bac + 1 aujourd'hui), délivrer une licence professionnelle un an après, puis un mastaire à bac + 5 (au lieu du diplôme d'ingénieur-maître actuel, à bac + 4). Mais un tel schéma implique un grand effort d'ajustement des contenus d'enseignement entre les futures licences, les IUP (qui délivrent actuellement des licences spécifiques) et les maîtrises existantes.

BATAILLES DE TERRITOIRE

Les positions des acteurs du monde éducatif sur ces différentes questions sont d'autant plus opposées qu'elles correspondent aussi à des batailles de territoire : qui va piloter la licence professionnelle ? Le ministère souhaite que toutes les composantes des universités y soient associées, et propose que la licence soit délivrée par des jurys mixtes comprenant des professionnels, sur le modèle des IUP. Mais les directeurs d'IUT ne voient pas forcément d'un bon œil les universités s'emparer du fruit de leurs efforts : soucieux de conforter leur territoire « technologique » au sein d'une culture universitaire souvent hostile, ils militaient pour le passage à trois ans de leurs formations.

Du côté du patronat, le souci est plutôt de ne pas encourager une poursuite d'études dont les conséquences sont difficiles à gérer en termes de classification et de rémunération. Pour Bruno Lacroix, « on ne se pose pas la bonne question au départ : quel doit être l'objectif de ces formations ? Au fil des années, les DUT sont déjà devenus des préparations à la poursuite d'études. L'université entend maintenant corriger cette

dérive en voulant rajouter une troisième année de professionnalisation. Mais dans dix ans on dira qu'à son tour cette licence s'est transformée en propédeutique ! ».

La contestation du projet est d'autant plus vive qu'est mis en doute l'objectif d'harmonisation européenne avancé par le ministre, à partir du moment où celui-ci raisonne en années d'études. « Que signifie un diplôme européen à bac + 3 alors que le niveau bac n'est pas unifié dans tous les pays ? relève Patrick Fridenson. Les formations seront toujours de nature et de contenus différents d'un pays à l'autre. » « Parler en termes de diplôme n'a pas de sens », affirme également Bruno Lacroix, qui défend une approche plus flexible en termes de compétences, et préfère promouvoir l'European Credit Transfer System (ECTS), programme communautaire qui établit des équivalences entre diplômes à partir de l'étude précise de leurs contenus. En revanche, Antoine de Lacheisserie remarque qu' « à l'heure actuelle il nous est difficile de dire à nos partenaires européens, notamment les Polytechnics britanniques et les Fachhochschulen allemandes, que nous faisons la même chose qu'eux en deux ans seulement », alors que les uns et les autres offrent des scolarités de trois ou quatre ans. La dimension européenne figure bien parmi les raisons qui amènent les directeurs d'IUT à soutenir le passage à bac + 3.

Mais, au-delà de l'influence que tel ou tel lobby peut avoir sur le processus de réforme, c'est le calendrier même de cette dernière qui reste incertain. Claude Allègre souhaiterait l'expérimenter dès la rentrée prochaine, en publiant, au mois de mars, les textes réglementaires nécessaires. Une expérimentation pourrait démarrer dans les universités qui renouvellent leur contrat quadriennal avec l'État cette année, à savoir la vingtaine d'établissements du Grand Sud, de Bordeaux à Dijon.

Mais les organisations étudiantes et les syndicats d'enseignants ont refusé, les 25 et 26 janvier, d'entériner ce calendrier, unanimement jugé intenable, et ont demandé le report de la réforme à 2000. De même, la Conférence des présidents d'université s'est dite prête à partir, « mais prudemment ». Au ministère, on affiche au final un pragmatisme prudent : « Si personne n'en veut pour 1999, on reportera la réforme. » Les bac + 2 devront attendre avant d'être fixés sur leur sort.

NATHALIE GUIBERT

(62) La réforme des études supérieures est reportée à l'an 2000

EST-CE la crainte de l'ouverture d'un nouveau front de contestation dans les universités ou plus simplement les risques de mise en œuvre d'une réforme plus complexe que prévu ? Initialement programmée « sur la base du volontariat » des établissements dès la rentrée 1999, la réorganisation des études supérieures est reportée d'un an. Dans une lettre adressée le 28 février aux syndicats d'enseignants et d'étudiants, Jeanne-Marie Parly, directrice de cabinet du ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, avance de nouvelles échéances dans les modalités et le calendrier de cette réforme. Sous couvert d' « harmonisation européenne » et de rapprochement entre les universités et les grandes écoles, ce projet prévoit le regroupement de tous les diplômes existants dans trois cursus : le pré-licence à bac + 3 avec la création d'une licence professionnelle, le « mastaire » à bac + 5 et le doctorat à bac + 8.

Lors de la réunion du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser) des 25 et 26 janvier, les syndicats avaient alerté le ministère sur les dangers d'une application à « marche forcée ». Ils s'étaient aussi élevés contre la liberté laissée aux établissements de se lancer, « sur la base du volontariat », dans une expérimentation en l'absence de tout cadre national.

LA CONCERTATION RELANCÉE

Ces réticences ont été prises en compte et le ministère de l'éducation a accepté de différer les échéances en relançant la concertation. Après avoir entendu les réserves des présidents d'université, mais aussi les impatiences des directeurs d'écoles d'ingénieurs (Le Monde du 27 février), Claude Allègre semble avoir jugé plus prudent d'approfondir son projet.

Dans sa lettre à l'Intersyndicale, Mme Parly évoque en premier lieu les licences professionnelles. « Un travail complémentaire était nécessaire pour prendre en compte la diversité des publics concernés et pour

se concerter de manière approfondie avec les milieux professionnels, précise-t-elle. Nous viserons donc la rentrée 2000 pour [leur] mise en place. » Un groupe de travail sera chargé de préciser les questions en suspens avec la présentation d'un texte de « cadrage national réglementaire d'ici la fin de l'année universitaire 1998-1999 ».

Concernant le « mastaire » à bac + 5, qui marquerait la reconnaissance de diplômes entre les universités et les grandes écoles, le ministère réinvente le label de « grade universitaire », disparu depuis 1968. Comme il ne s'agirait pas d'une nouvelle formation soumise à habilitation, « sa mise en oeuvre pourra donc s'inscrire dans le temps », indique Mme Parly. Si l'idée d'un mastaire généraliste paraît abandonnée, le mastaire en ingénierie réclamé par les écoles d'ingénieurs mérite encore d'être précisé.

Sur la réorganisation des écoles doctorales, le ministère lâche également du lest. « Les regroupements des Diplômes d'études approfondis (DEA) ne doivent pas être artificiels et ne doivent comporter aucun caractère normatif », souligne Mme Parly. Enfin, il n'est plus question d'expérimentation sur la base du volontariat. « Il est plus exact de parler de montée en charge progressive après un cadrage national préalable », indique la directrice de cabinet de M. Allègre.

Pour envisager les conséquences de ces décisions, l'Intersyndicale du supérieur devait se réunir à nouveau, mercredi 3 mars, à quelques jours de la réunion du Cneser du 8 mars qui sera consacrée justement à l'harmonisation européenne des formations, avant le sommet des ministres de l'éducation prévu à Bologne le 18 juin.

MICHEL DELBERGHE

(67) Enseignement supérieur : la concertation pour apaiser la grogne des étudiants

APRÈS les vacances de Noël, les examens de janvier. Au moment où il relance ses projets de réforme de l'enseignement supérieur, Claude Allègre devrait disposer de quelques semaines de répit grâces aux examens de début d'année. En décembre 1998, un peu en catastrophe, le ministre de l'éducation avait été contraint, sous la pression d'un embryon de crise étudiante, de « lâcher » du lest en publiant une première version de la nouvelle architecture des études baptisée « système 3, 5 ou 8 [bac + 3, 5 et 8 » s'inscrivant dans le processus d'harmonisation européenne (Le Monde des 20 et 21 décembre 1998).

Après le colloque organisé à la Sorbonne le 4 décembre 1998, M. Allègre avait dû aussi rassurer ses interlocuteurs sur les objectifs réels du schéma de développement des universités du troisième millénaire (U3M), qui est en cours d'élaboration. Enfin, au principal syndicat des étudiants, l'UNEF-ID, il avait apporté des gages sur la réforme des aides sociales en promettant la mise en place progressive d'une allocation d'études pour les étudiants affranchis de la tutelle familiale.

FRANGES RADICALES

Très occupé durant l'automne par la crise des lycées, le ministre de l'éducation nationale n'avait pas senti venir la contestation qui a agité, durant plusieurs semaines, un certain nombre d'universités. Parti de Montpellier, d'Amiens et de Toulouse, le mouvement n'a paralysé qu'un nombre limité d'établissements, une dizaine tout au plus. Alimentée par des militants d'extrême- gauche et les franges radicales des syndicats d'étudiants, la grogne s'est essentiellement diffusée dans les universités littéraires inquiètes des projets de création de « pôles d'excellences », de la réforme des écoles doctorales autant que de la diminution des postes aux concours de l'enseignement.

La crainte d'une contagion et la menace d'ouverture d'un nouveau front n'en ont pas moins été pris au sérieux. Mis en cause au sujet du flou de ses projets, M. Allègre avait, de surcroît, réussi à réunifier l'ensemble du mouvement syndical, des enseignants comme des étudiants, jusqu'alors réticent à se lancer dans un mouvement de grande envergure.

La publication du texte sur l'harmonisation européenne des diplômes n'a levé qu'une partie des doutes formulés à la fin 1998. Le ministre confirme qu'il ne s'attaquera pas à l'architecture actuelle des études, que tous les diplômes nationaux seront maintenus et que le nouveau système ne devrait pas engendrer de

renforcement de la sélection. Réunis mardi 4 janvier en Intersyndicale, les organisations n'en ont pas moins réitéré leurs inquiétudes au sujet de la création d'une future licence professionnelle à bac+3, des conditions d'accès aux mastaires généralistes à bac+5 ainsi qu'à la filière de recherche à bac+8.

Toutes ces questions devraient être évoquées lors de la réunion exceptionnelle du Conseil national de l'enseignement et de la recherche (Cneser) prévue le 25 janvier qui, pour les syndicats, devrait marquer l'ouverture d'une réelle discussion et non l'achèvement d'un processus. Au cours des prochaines semaines devraient aussi être connues les premières esquisses régionales du futur schéma des universités du troisième millénaire (U3M). Et notamment celui de la région parisienne qui devrait, selon le ministre, bénéficier d'une priorité financière dans un plan évalué à près de 60 milliards de francs (environ 9 milliards d'euros) sur sept ans.

Dernier sujet sensible, le plan social étudiant devrait lui aussi être soumis à la moulinette de la concertation avec l'ouverture de tables rondes sur le logement, les conditions de vie et d'études sur les sites et les transports. Seul point de satisfaction pour l'UNEF-ID : le gouvernement serait prêt à instituer une allocation d'études pour les étudiants en difficultés échappant à la tutelle parentale et à y consacrer un montant évalué entre 3 et 5 % des crédits actuels réservés aux bourses.

MICHEL DELBERGHE

(71) Improbable harmonisation

Jacques Attali, dans un rapport commandé par Claude Allègre et intitulé « Pour un modèle européen d'ensei-gnement supérieur », a défini, en 1997, des « critères européens de convergence » censés mettre l'enseignement français au diapason de ses voisins. Universités et grandes écoles étaient priées d'articuler leurs cursus autour de 3, 5, ou 8 années d'études : le premier niveau de qualification serait la licence (trois ans de formation) ; le deuxième, la maîtrise (deux ans à vocation professionnelle) rebaptisée mastaire ; le troisième, ne devant pas succéder au second, mais être envisagé dès les débuts de la scolarité, serait le doctorat (cinq ans débouchant sur une thèse).

Reprenant les recommandations du rapport Attali, Claude Allègre donne le coup d'envoi du « 3, 5, 8 » dans le cadre très solennel de la célébration des 800 ans de la Sorbonne, les 24 et 25 mai 1998. Le ministre de l'éducation nationale signe avec ses homologues italien, allemand et britannique, une déclaration commune qui projette la construction d'une « université europénne ». Les premiers signataires ont, peu après, été rejoints par le Danemark, la Belgique flamande et la Bulgarie.

Les universitaires vont d'emblée se montrer réservés quant à la faisabilité d'un modèle unique. Quant aux syndicats d'enseignants et d'étudiants, ils soulignent la vanité de vouloir comparer des cursus sur la base de leur nombre d'années, et non de leur contenus. Un DUT français reçoit en deux ans autant d'heures d'enseignement qu'un diplômé d'une Fachhochschule allemande en trois ans.

Sur le fond, finalement, il se trouve une majorité d'acteurs universitaires pour douter que le « 3, 5, 8 » soit un vecteur crédible de l'harmonisation. Les durées des différents cursus en Europe sont extrêmement variées et ne semblent pas se rapprocher. Pour obtenir un premier diplôme, il faut deux ans en France, quatre ans aux Pays-Bas ou en Norvège, trois ans en Royaume-Uni (mais ce pays s'oriente désormais vers la création de formations sub-degree plus courtes que la licence, et vers l'allongement à quatre ans de ses formations de type licence), de six ans (dans les faits) en Allemagne, qui ne délivre qu'un seul diplôme final par grande filière. Si certaines universités allemandes se sont depuis peu orientées vers le système anglo-saxon du bachelor puis du master, c'est uniquement pour tenter de réduire le nombre d'années que les étudiants passent sur les bancs de la fac. Les Italiens, qui comptent développer leurs diplômes professionnels, n'excluent pas d'en caler certains sur deux ans. Les Belges, quant à eux, affichent leur préférence pour un « 4-5, 6-8 ».

Du côté des grandes écoles françaises, l'accueil du « 3, 5, 8 » est mitigé. Les formations d'ingénieurs françaises sont évidemment d'accord pour le niveau de sortie à bac + 5, sur lequel elles sont déjà organisées, mais elles refusent toute sortie à bac + 3. Argument : dans la plupart des pays européens, deux

cursus d'ingénieurs coexistent au choix, l'un, plutôt concret et orienté vers la production, à bac + 3 ; l'autre, plutôt conceptuel, à bac + 5. C'est l'un ou l'autre. Et non pas l'un puis l'autre, la formation théorique pouvant difficilement se bâtir après la formation professionnalisée. Les Anglo-Saxons commenceraient d'ailleurs à mettre en place des cursus à cinq ans sans bachelor, sur la base... des cursus français !

Le « 3, 5, 8 » peine donc à prendre corps. D'abord prévue pour la rentrée 1999, la mise en place d'une nouvelle licence professionnelle permettant aux universités de renforcer ce niveau de sortie, a été reportée à 2000. En outre, le ministre a dû, pour rassurer étudiants et universitaires, insister sur le fait qu'aucun diplôme existant ne serait supprimé : la fameuse harmonisation ne consisterait donc plus qu'à « surligner » les niveaux de sortie 3, 5, 8. On conserverait donc les bac + 2 (BTS, DUT, etc.), les bac + 3, les bac + 4 (maîtrises diverses, IUP, etc), les bac + 5 (écoles d'ingénieurs, DESS, DEA), les bac + 6 et les bac + 8... une grille à six chiffres, « 2, 3, 4, 5, 6, 8 », parmi lesquels l'avenir dira quels sont les numéros gagnants.

NATHALIE GUIBERT

(120) 24 pays pour « un espace européen d'enseignement supérieur »

LES MINISTRES de l'éducation de vingt-quatre pays ont adopté, samedi 19 juin à Bologne (Italie), une déclaration en faveur de la création d'un « espace européen de l'enseignement supérieur supérieur ». Cette réunion était le prolongement de la rencontre organisée, le 25 mai 1998, à la Sorbonne avec les ministres allemand, britannique, italien et français.

Soucieux de respecter « l'indépendance et l'autonomie » de leurs universités, les ministres se sont engagés à « coordonner leurs politiques » en vue de promouvoir « un système de diplômes lisibles et comparables ». La déclaration, qui propose d'encourager toutes les formes de mobilité des étudiants et des enseignants, se prononce pour une harmonisation de la durée des études en deux cycles : « undergraduate », au niveau de la licence (trois ans au moins), et « graduate » avec le « mastaire » ou le doctorat, dont la durée d'études n'a pas été fixée. En France, le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser) devait examiner, lundi 21 juin, le projet de création d'un « mastaire » à bac+5.

(131) Équivalences : la loi du cas par cas

La Commission multiplie les programmes d'échanges, mais la reconnaissance académique se heurte à l'absence de règle commune

Chaque université voit son équivalence à sa porte, c'est en substance la leçon européenne en matière de reconnaissance des diplômes. Dans ces conditions, il n'est pas toujours facile pour un euro-étudiant, même convaincu, d'apprécier la valeur de son cursus sur le marché des études. Organisés sur des rythmes différents, les systèmes d'éducation supérieure des pays de l'Union sèment la discorde. « Dans toute l'Europe, la tradition veut que chaque université ait la maîtrise des admissions et qu'elle gère ce problème de manière parfaitement autonome », reconnaît Patrick Franjou, chargé de mission à la Conférence des présidents d'université (CPU).

Il existe, dans les principaux pays européens, une reconnaissance tacite du nombre d'années d'études effectuées dans le pays d'origine. Mais une licence de droit à la Sorbonne n'aura pas pour autant d'équivalence automatique à l'université d'Oxford, qui décidera de façon autonome quelle valeur et quel niveau elle accordera à ce diplôme.

Il est toutefois des exceptions à cette règle du cas par cas, lorsque la poursuite d'études s'inscrit dans le cadre d'un programme de la Commission européenne, comme par exemple Erasmus. L'étudiant français « échangé » dans ce cadre reste un étudiant inscrit à l'université française effectuant une partie de sa scolarité à l'étranger.

Les accords bilatéraux entre universités permettent, par exemple, à un étudiant titulaire d'une licence de poursuivre par une année de maîtrise à l'étranger et de la valider une fois de retour en France. Pour cela, il doit suivre certains cours obligatoires sur place ou veiller à choisir attentivement une ou plusieurs options lui assurant la validation du diplôme préparé. De même, Erasmus prévoit que des doctorants puissent réaliser leur thèse à l'étranger.

En 1998-1999, près de 30 % des 36 170 étudiants français demandant à participer au programme Erasmus souhaitaient aller effectuer un troisième cycle à l'étranger, et 1,1 % une thèse. A l'université Paris-III Censier par exemple, sur 103 étudiants qui avaient obtenu de poursuivre cette année une partie de leur cursus dans un pays européen, « la majorité sont partis après leur année de licence, d'une part en raison du niveau de langue exigé, d'autre part pour une question de maturité », observe Alex Cormansky, délégué aux relations internationales à Paris- III.

L'équivalence est encore plus aisée dans le cadre des ECTS (European credit transfer system). Ce programme a été développé à titre expérimental dans 200 universités des pays membres dans le cadre d'Erasmus, afin de renforcer et de faciliter les processus de reconnaissance académique entre établissements. Le principe : l'ECTS fournit un code de bonnes pratiques pour l'organisation de la reconnaissance des équivalences en renforçant la transparence des programmes d'études et des résultats des étudiants. Ce sont toutefois les universités qui négocient et signent des accords établissant la nature des équivalences en fonction des contenus des programmes.

Tout se complique lorsqu'un étudiant décide de partir en solitaire pour poursuivre des études dans le pays de son choix. Hors des sentiers balisés, le parcours du combattant commence. « L'idée de base est d'obtenir la reconnaissance du nombre d'années d'études effectuées après le bac », observe Michel Favier, chargé de mission à la délégation des relations internationales et de la coopération du ministère de l'éducation nationale (DRIC). Autrement dit, un bac + 3 correspond en principe à un autre bac + 3 européen. A priori, personne n'interdira à un étudiant français titulaire d'une licence d'histoire de poursuivre en maîtrise dans la même filière au Royaume-Uni..., à condition qu'il parle couramment l'anglais. Le niveau de langue reste en effet un critère déterminant dans la décision de l'université. « Un Français titulaire d'une maîtrise qui solliciterait un passage en cycle supérieur, par exemple en mastère pour le Royaume-Uni, aura peu de chances de voir sa demande aboutir s'il ne parle pas bien l'anglais », précise Michel Favier. Un changement radical de filière - par exemple, un étudiant en maîtrise de lettres qui déciderait de poursuivre par un diplôme de droit en Allemagne - est également peu envisageable.

Avant de contacter directement l'université de son choix, un étudiant peut s'adresser au bureau Naric (centre national d'information sur la reconnaissance académique) du pays choisi, afin d'établir une correspondance de son diplôme. Créé en 1984 dans le cadre du programme Socrates, le réseau des Naric (il existe actuellement 20 centres) est essentiellement composé d'agences privées placées sous la tutelle du ministère de l'éducation de chaque État. Chaque bureau national a pour mission de délivrer des attestations de reconnaissance de diplôme aux étudiants venant de l'étranger. Les diplômes sont « évalués » en fonction du nombre d'années d'études supérieures effectuées. Mais cette attestation, aussi utile soit-elle, n'est pas déterminante dans la décision de l'université, seule juge pour décider si un étudiant est apte à suivre le cursus supérieur souhaité.

Certains pays facilitent toutefois la vie des étudiants, à l'image de la Belgique, de l'Espagne ou du Luxembourg, qui ont choisi la reconnaissance presque automatique des titres étrangers et la délivrance, dans la majorité des cas, de diplômes nationaux équivalents. De leur côté, l'Allemagne, l'Italie et la Suisse font progresser une certaine harmonisation, puisque ces trois pays permettent à des étudiants de second cycle issus de l'un d'entre eux de poursuivre sans obstacle un troisième cycle dans un autre. L'obtention d'une place dans une université allemande ou italienne sera toutefois conditionnée à l'examen du dossier et bien souvent à la capacité d'accueil de l'université choisie.

Au Royaume-Uni, la reconnaissance des diplômes français s'effectue généralement dans d'assez bonnes conditions. Au Naric anglais, baptisé Ecctis 2000, on réaffirme la complète autonomie des universités en matière de décision finale, tout en précisant que si aucune grille officielle d'équivalence n'a été établie, des correspondances ont été instaurées entre les niveaux d'études. Ainsi, la licence française correspond plus ou moins au bachelor ordinary degree anglais, la maîtrise au master degree. De nombreux critères

entrent par ailleurs en ligne de compte pour l'université : niveau de langue, filière suivie, valeur du diplôme présenté, etc.

Pour arrêter son choix, l'étudiant peut obtenir la liste des universités du pays dans lequel il souhaite étudier auprès des services culturels des ambassades. Il peut également s'avérer judicieux de prendre contact avec certains organismes basés en France, comme le British Council pour le Royaume-Uni. Les étudiants étrangers sont quant à eux logés à la même enseigne que les Français, c'est-à-dire qu'ils n'ont d'autres possibilités que de se rendre au Naric français.

Le principe reste le même : ils obtiennent une attestation de reconnaissance de leur diplôme (en 1997, le Naric français a traité 8 000 demandes et a délivré 4 000 attestations pour l'enseignement secondaire et supérieur). Un étudiant européen désirant poursuivre ses études dans une université française sera diversement accueilli selon l'établissement choisi. Au Naric français, on répète que « la notion d'équivalence n'existe pas. Chaque université décide du niveau de l'étudiant étranger et de son placement au sein de tel ou tel cursus ».

Une université peut prendre en compte la renommée d'un diplôme. Résultat : pour un étudiant britannique titulaire d'un bachelor, la moitié des universités le prendront en maîtrise, un tiers en licence et le reste en DEA... La règle d'or, par principe, est qu'il n'en existe aucune !

ELODIE THIVARD

(157) Un outil pour mieux s'orienter

Les bacheliers tentés de se diriger vers le brevet de technicien supérieur (BTS) ou le diplôme universitaire de technologie (DUT) naviguent à vue. Certes, la publication par Le Monde des résultats 1998 de plus de 4 000 établissements sur le serveur Minitel (3615 LEMONDE), et celle des fiches d'identité de 100 IUT sur Internet (www.lemonde.fr), sont un précieux outil d'aide à la décision. Mais que deviendraient les BTS et les DUT si entre en vigueur l'harmonisation européenne des diplômes annoncée, en mai 1998, par Claude Allègre ?

Si, comme prévu, le niveau de sortie s'établit à bac+3, avec la création d'une « licence professionnelle », il y aura un allongement de la durée des études pour tous ceux qui, après le bac 1999, s'engageront dans ces filières. Pour le meilleur, ou pour le pire ?

D'après les données publiées en exclusivité dans ce supplément avec le concours du Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications (Cereq), la hausse du niveau de sortie devrait a priori améliorer la qualité des débouchés. L'enquête menée par cet organisme sur le parcours, jusqu'en 1997, des jeunes sortis du système scolaire en 1992, montre que plus le diplôme est élevé, meilleure est la qualité des emplois obtenus. Certes, les employeurs pourront ne pas voir d'un bon oeil cet empilement supplémentaire, mais leurs besoins croissants de main d'oeuvre qualifiée pourraient leur faire oublier ces premières réticences. Les 266 formations en un an après un DUT, présentées de façon détaillée sur le site Internet du Monde, préfigureraient-elles les futures licences professionnelles.

Il n'est, en revanche, pas certain que tous les bacheliers qui s'engageront dans une formation à bac+2 poursuivront leurs études à bac+3. Ce prolongement pourrait en effet être réservé aux seuls DUT, à l'exclusion des BTS. Surtout, cette énième réforme s'attaquera-t-elle à l'inégalité croissante, sur le marché du travail, entre spécialités industrielles et tertiaires ? Les indicateurs d'insertion des BTS et DUT regroupés en neuf familles professionnelles montrent que ce problème ne peut plus être ignoré.

ANTOINE REVERCHON

(170) Les promesses de Claude Allègre à l'épreuve de la réalité

Après avoir annoncé de nombreuses réformes, le ministre de l'éducation nationale doit désormais concrétiser ses projets. Confronté à la grogne des enseignants et au découragement de son administration, il a engagé des consultations sur l'école, le lycée et l'enseignement supérieur

Le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, a réuni, mardi 5 janvier, les recteurs et les inspecteurs d'académie afin de faire le point sur les réformes de l'école, du lycée et de l'enseignement supérieur. LA « CHARTE pour l'école du XXIe siècle », qui prévoit une révision des programmes et de nouveaux rythmes scolaires, sera officiellement lancée le 23 janvier, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. UN AN après le lancement de la consultation nationale sur les « savoirs » dans les lycées, la réforme du secondaire se contente de recommander des changements « progressifs, continus, souvent de petite ampleur ». POUR faire face une grogne diffuse des étudiants, M. Allègre a amorcé une concertation sur l'harmonisation européenne des diplômes, le schéma de développement des universités et le plan social étudiant.

N « M. PLUS » de l'éducation nationale, Claude Allègre a fait deux rentrées. La première en septembre, la seconde en janvier. Moins spectaculaire que celle du « miraculé de la République », Jean-Pierre Chevènement, cette dernière n'en était pas moins importante. Mardi 5 janvier, le ministre de l'éducation nationale a réuni les recteurs, puis les inspecteurs d'académie, pour leur parler réformes : au lycée et à l'école, en particulier.

Plus qu'un rendez-vous traditionnel, la réunion des recteurs marquait, aux yeux de la plupart d'entre eux, l'entrée de M. Allègre à la fois dans la nouvelle année et dans une autre phase de son travail au gouvernement. « Les annonces, c'est fini. Maintenant les chantiers doivent se traduire dans la réalité des faits », commentait l'un des participants, à l'issue de la journée. « Il est clair que l'on est arrivé au terme d'une étape. Allègre est quelqu'un qui a porté l'esprit de réforme. Je ne sais pas si c'en est fini, mais il lui faut trouver un second souffle », analyse pour sa part Hervé Baro, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE-FEN).

Qui, mieux que Claude Allègre, a en effet, jusqu'à présent, incarné l'esprit de réforme au sein du gouvernement ? Ce n'est pas à ce ministre superlatif que l'opposition aurait adressé son habituel reproche d'immobilisme. Un ministre à qui le premier ministre, Lionel Jospin, pardonnait ses incartades verbales et auquel même la droite rendait hommage. Aujourd'hui, ce temps semble révolu. La réunion du 5 janvier avait un double objectif, au-delà du travail indispensable d'organisation que requiert la gestion du système éducatif. Le premier consistait pour le ministre de l'éducation nationale à se justifier en répétant qu'il n'avait pas vendu son âme au diable, après avoir organisé avec le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES) et sa secrétaire générale, Monique Vuaillat, une réconciliation publique.

MESSAGE IMPLICITE « Je ne suis pas le docteur Faust et Monique n'est pas Marguerite », a-t-il déclaré, sans aller jusqu'à fredonner l'opéra, comme il l'avait fait pour l'Agence France-Presse en décembre 1998. M. Allègre a assuré que l'essentiel de la réforme des lycées avait été sauvegardé et que c'était bien davantage le SNES qui s'était rendu à ses arguments qu'il n'était lui-même allé à Canossa. Avec, en prime, un message implicite : « Je ne suis pas l'otage du PS. »

Le deuxième objectif visait à rassurer sa haute administration, qui n'ignore pas que les temps à venir seront traversés de turbulences. Sur ce point, le message ministériel a été on ne peut plus limpide : « Ce que je vous demande est très difficile. Mais, si je vous ai choisis, c'est pour cela. » Les plus enthousiastes lui ont trouvé des accents churchilliens, les plus novices ont estimé que c'était un langage de combat, beaucoup se sont sentis fatigués.

Le contexte rend, de fait, la tâche ardue. Alors que la gauche est toujours très attendue sur l'école, les échéances électorales pèsent sur l'action gouvernementale : en premier lieu, les élections européennes, dans moins de six mois. Les échéances syndicales ne sont pas moins pressantes : le congrès biennal du SNES a lieu en février, le congrès triennal du SE-FEN en mars. La Fédération syndicale unitaire (FSU) semble avoir renoncé au congrès extraordinaire qu'elle devait tenir en juin, mais le départ de son secrétaire général, Michel Deschamps, est toujours programmé pour les mois qui viennent. Enfin, les

élections professionnelles triennales auront lieu en décembre. Un tel calendrier ne peut que favoriser les surenchères.

Autre facteur important, Claude Allègre s'est isolé. Le dialogue avec les enseignants, malgré les tentatives récentes pour renouer les fils, apparaît très compromis. Le ministre a un nouvel « allié » difficile, le SNES, qui n'a guère les moyens ni l'envie de contrôler ses troupes. Le PS est divisé. Pour une partie des socialistes, il n'est plus temps de réparer les dégâts (au demeurant très difficiles à mesurer) causés par Claude Allègre dans le corps électoral enseignant : il faut au contraire s'appuyer sur les parents d'élèves, beaucoup plus nombreux.

Pour d'autres, il faut tout tenter pour retrouver l'intégrité de la base électorale socialiste et « l'empêcher de voter Cohn-Bendit », comme on le murmure dans les couloirs de la Rue de Grenelle. Quant à l'administration, elle ne semble guère plus motivée qu'il y a quelques mois, comme le résume l'un des participants à la réunion des inspecteurs d'académie : « On a les ordres, on attend les contrordres, pour éviter le désordre. »

UN CALENDRIER TENDU

Surtout, les chantiers ouverts par M. Allègre sont techniquement difficiles. La déconcentration du mouvement des enseignants n'est pas une affaire gagnée, en dépit des affirmations triomphantes du ministre : elle suppose que les nouveaux systèmes informatiques fonctionnent sans heurts et que les personnels des rectorats assument cette nouvelle tâche à moyens constants. M. Allègre avait promis qu'il y aurait « un enseignant devant chaque élève » ; cet objectif risque de faire prendre à la rentrée de septembre des allures de test redoutable. La réforme des lycées, pour modeste qu'elle soit en l'état, n'est pas cadrée, puisqu'elle est toujours soumise à concertation : son application se fera dans un calendrier tendu. Quant à la charte pour l'école du XXIe siècle, elle est très en deça de ses ambitions premières.

Dernier point, les moyens : tout le monde reconnait au ministère de l'éducation que la réforme des lycées aura un coût, ne serait-ce que pour abaisser le nombre d'élèves par classe, comme promis. M. Allègre compte-t-il sur la baisse démographique dans le premier degré pour financer ce surcoût ? Il lui faudra alors affronter la révolte des parents et des enseignants, soutenus activement par leurs élus, lorsqu'il s'agira, dès ce mois et jusqu'en février, d'annoncer des fermetures de classes dans les écoles primaires.

Sans compter l'accroissement démographique, constaté cette fois dans le couloir rhodanien et la ceinture méditerranéenne : la définition de la carte scolaire « promet d'être sanglante cette année », assure un spécialiste de terrain. D'autant plus que les engagements pris envers la Seine-Saint-Denis, les DOM-TOM, pour le plan d'urgence lycéen, ou les zones d'éducation prioritaires (ZEP) devront être tenus.

BEATRICE GURREY

(185) L'Université aborde avec réserve l'harmonisation européenne des diplômes

L'université de Pau panse les plaies provoquées par la « réforme Bayrou »

Où le nouveau président n'en finit pas de dresser la liste des « crispations »

Un calme précaire est revenu sur le campus de l'université de Pau. Quelques affiches témoignent encore du mouvement de grève déclenché en décembre 1998 au cours duquel cinq mille étudiants, sur les dix mille du site, sont descendus dans la rue pour dénoncer pêle-mêle « la logique de privatisation du rapport Attali, les pôles d'excellence de Claude Allègre et le désengagement financier de l'État ». Autant de slogans qui cachent les inquiétudes perceptibles dans cette université pluridisciplinaire, éclatée entre Pau, Bayonne, Tarbes et Mont-de-Marsan. Pour cause d'examens partiels en janvier, la contestation a été suspendue. Jusqu'à quand ?

Moins bruyamment, la grogne s'est emparée des personnels administratifs et de service, les Iatoss. Lors d'une assemblée générale, vendredi 22 janvier, une cinquantaine d'entre eux ont protesté contre les nouvelles règles de durée des emplois « contractuels » limités à dix mois. « Contrairement au second

degré, les universités sont ouvertes quasiment en permanence, en juillet et dès la fin août », remarque une employée. Dans cet établissement où, selon les normes ministérielles, il manquerait une cinquantaine de postes sur les trois cent cinquante actuels, il paraît impossible de fonctionner sans un contingent d'une centaine de contractuels, vacataires et autres contrats emploi-solidarité (CES).

Le nouveau président, élu en avril 1998, Jean-Louis Gout, n'en finit pas de dresser la liste des « crispations » dues à l'accumulation de difficultés qui ont mis l'université sens dessus dessous. La rentrée avait mal commencé avec les manifestations des étudiants de l'unité d'éducation physique et sportive de Tarbes (Haute-Garonne) créée en 1995, dont les effectifs ne cessent d'augmenter malgré une évidente absence de moyens et de débouchés. Puis ce fut au tour de la faculté de lettres d'être secouée par la réorganisation des enseignements et l'élaboration de nouvelles maquettes horaires en application de la réforme pédagogique adoptée en 1997 sous le ministère de François Bayrou. « A moyens constants, cette réforme se traduit concrètement par une aggravation des charges et des contraintes », note Jean Ortiz, l'actif délégué du Snessup. Bien que réticents, les enseignants ont mis en place la semestrialisation ainsi que les unités d'enseignements de méthodologie et de découverte. Pour les étudiants, elle s'est avant tout traduite par une diminution des enseignements fondamentaux ou la suppression d'options, tel le catalan, difficile à accepter dans un pays qui cherche à préserver son identité régionale.

En droit, la « réforme Bayrou » relève également du casse-tête. Seule en France, la faculté a créé un premier semestre commun pour les étudiants de première année de droit, sciences éco et administration économique et sociale (AES). L'an dernier, seule une soixantaine parmi un millier d'inscrits ont changé d'option. Quant au taux d'échecs, il ne s'est pas amélioré. « Si l'on ajoute l'alourdissement de deux sessions d'examen, cela vaut-il le coup ? », s'interroge le doyen, Gérard Denis.

AU RÉGIME DES VACHES MAIGRES

Après avoir obtenu cent postes d'enseignant en trois ans dans le plan de rattrapage consécutif aux grèves de 1995, l'université de Pau est de nouveau soumise au régime des vaches maigres : trois postes à la rentrée et une dotation financière en baisse. Il n'en fallait pas plus pour attiser un climat déjà passablement dégradé. En décembre, le budget 1998 a été repoussé puis adopté après que le ministère eut lâché un peu de lest.

Alors que l'université prépare, non sans difficultés, le prochain contrat de développement quadriennal, Jean-Pierre Gacon, vice-président chargé de la vie universitaire, ne craint pas d'évoquer le « malaise des étudiants sur leur avenir et les peurs paniques » alimentées par les rumeurs. Il en est une, plus que d'autres, qui a contribué à échauffer les esprits. Evoquée dans le rapport Attali, la création de pôles d'excellence suscite une inquiétude larvée dans les pays de l'Adour. Dénonçant par avance la « privatisation rampante du service public » et la crainte d'une « sélection géographique », Guillaume et Line, délégués du comité de grève, s'interrogent : « Si Elf finance les unités de chimie, qui paiera pour la philo ? »

A l'ombre des deux grands centres de Bordeaux et de Toulouse, l'université de Pau sera-t-elle de taille à rivaliser ? La menace ne paraît pas totalement infondée dans un établissement qui de plus est menacé d'implosion par les velléités indépendantistes d'une université basque à Bayonne.

Dès lors, la perspective d'une nouvelle réforme suscite au mieux l'indifférence, au pire l'exaspération. « J'attends de connaître le contenu des nouveaux textes pour engager le débat », note prudemment M. Gout. Avec, semble-t-il, une réelle appréhension que, la réforme précédente à peine digérée, il faille se lancer dans une aventure à hauts risques avec des étudiants en embuscade, prêts à se remobiliser.

MICHEL DELBERGHE

(190) L'an II du plan social étudiant

GARDER le rythme. Telle semble être la devise de Francine Demichel, directrice des enseignements supérieurs, lors de cette rentrée universitaire. « Nous avons tout mis en place. La vitesse de progression

est bonne », affirme-t-elle en présentant « l'an II » du plan social étudiant. A mi-parcours de ce plan de quatre ans, trois mesures nouvelles sont mises en place lors de la rentrée : la montée en puissance du nombre de bourses ainsi que la création de 7 000 allocations d'études et de 11 000 bourses à taux zéro . Seule la deuxième mesure a le souffle un peu court. « Je ne suis pas sûre que toutes les allocations, destinées aux étudiants en situation d'autonomie constatée, soient attribuées. Nous ne sommes pas débordés par les demandes », assure Mme Demichel, agacée par la revendication de l'UNEF-ID qui en réclame 700 000. « Nous sommes si peu débordés que les centres régionaux des oeuvres universitaires et sociales (CROUS) avaient basculé des bourses sur critères sociaux sur les allocations d'études », poursuit Mme Demichel, qui assure avoir mis bon ordre à cette situation. Les commissions académiques qui attribuent les allocations d'études se sont mises en place et le nombre des « bourses au mérite » a doublé depuis 1998, passant de 200 à 400, constate Francine Demichel.

Quant aux étapes de l'harmonisation européenne, désormais baptisée « espace européen du savoir », elles sont également respectées, se félicite cette proche de Claude Allègre. Le décret créant le grade de mastaire à bac + 5 est paru au Journal officiel le 2 septembre, offrant « une même référence aux universités et aux grandes écoles ». « Nous préparons une commission pour labelliser le titre et le grade de mastaire pour ceux qui ne l'ont pas de plein droit », ajoute Mme Demichel, tandis qu'à la demande de la commission des titres d'ingénieur, le ministère réfléchit aussi à un diplôme réservé aux étrangers.

LICENCE PROFESSIONNELLE

Enfin, le projet de licence professionnelle, « un diplôme tout à fait original dans l'axe de l'enseignement professionnel intégré », doit être examiné par le Conseil national de l'enseignement supérieur, le 25 octobre. « Nous espérons que ce sera une voie de réussite pour une insertion sociale immédiate », souhaite la directrice de l'enseignement supérieur qui « ne l'imposera pas aux universités ».

Les présidents d'université sont, quant à eux, plutôt sereins. Hormis quelques « problèmes isolés » de sureffectifs dans les filières artistiques, ainsi qu'en information et communication, la rentrée universitaire se déroule « sans incident », comme l'a souligné André Legrand, premier vice-président de la conférence des présidents d'université (CPU), lors d'une conférence de presse, mercredi 13 octobre. Leur seul motif « d'inquiétude extrême » concerne la baisse continue du nombre d'étudiants dans les filières scientifiques (lire ci-dessus).

Côté finances, les présidents d'université se montrent tout autant satisfaits du budget 2000 que des perspectives financières ouvertes par le plan U3M : « On devrait atteindre 40 à 45 milliards sur sept ans, ce qui constitue une légère hausse par rapport à U 2000, alors que la tendance démographique est inversée », souligne Maurice Vincent, chargé des questions d'aménagement du territoire à la conférence des présidents d'université.

La conférence avoue en revanche son désaccord avec l'une des intentions de Claude Allègre, inscrites dans le plan U3M : la création d'universités de technologie, des « structures spécialisées et de taille moyenne », sur le modèle de l'université de Compiègne. « D'une part, le tissu universitaire n'a pas besoin de nouveaux établissements, affirme André Legrand . D'autre part, la technologie doit clairement rester dans l'université, afin d'éviter une césure entre ce qui est technologique et ce qui est universitaire. » Pour autant, cette question ne constituera pas un casus belli avec le ministère : « Des marges de discussions existent », assure-t-on à la CPU.

Selon Maurice Vincent , sur les six créations évoquées lors du Ciadt du 23 juillet (Le Monde du 23 juillet), seuls les sites de Tarbes et de Nîmes sont encore à l'ordre du jour . « De notre côté, nous devons organiser une coopération universitaire plus performante qu'elle ne l'est aujourd'hui », admet André Legrand. Il reconnaît aussi le besoin d'adapter les formations existantes, « en accentuant leur vocation technologique et professionnelle ». Les universités devront utiliser la future licence professionnelle à cet effet, estime le vice-président de la CPU. La conférence ne s'oppose pas à l'idée d'un accès à cette formation sur dossier, sur le modèle des troisièmes cycles professionnalisés. C'est notamment sur ce point que l'UNEF-ID, principale organisation d'étudiants, souhaite mener le combat, au nom du refus de la sélection.

BEATRICE GURREY ET STEPHANIE LE BARS

(192) L'Université aborde avec réserve l'harmonisation européenne des diplômes

Plus de deux millions d'étudiants en 1997-98

L'enseignement supérieur comptait 2 132 433 étudiants au cours de l'année 1997- 1998, soit une baisse de 1,1 % par rapport à 1996, mais 54 % de plus qu'en 1985. L'université a accueilli 1 423 800 étudiants, dont 51 % en premier cycle (DEUG, IUT), 34 % en deuxième cycle (licence et maîtrise) et 14 % en troisième cycle (DEA, DESS et thèse). 112 641 étudiants étaient inscrits dans les IUT, 233 140 dans les BTS, 78 760 en classes préparatoires aux grandes écoles. En 1997, 25 970 étudiants étaient dans les écoles d'ingénieurs dépendant des universités et 53 120 dans celles dépendant d'autres ministères et les établissements privés.

(193) Claude Allègre s'emploie à désarmer les critiques sur ses réformes

ON JURERAIT qu'il y a de la campagne électorale dans l'air. Les animaux empaillés de la Galerie de l'évolution du Museum d'histoire naturelle n'ont sans doute jamais vu un tel défilé de ministres, de dirigeants politiques, d'universitaires et de conseillers de tout poil. Mardi 13 décembre en soirée, pour fêter 1999 - « l'année des récoltes, où les réformes se mettent en place » -, Claude Allègre y avait convié plus de mille personnes, élargissant cette année la cérémonie à la presse et aux syndicalistes.

Cinq cents d'entre elles environ ont répondu à l'appel du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, dont un prédecesseur, Jack Lang, arrivé « très tôt, pour revoir cette galerie, transformée avec François Mitterrand ». Voir Allègre ou regarder Jospin sur TF 1 ? L'ancien ministre de la culture a résolu le dilemme en se glissant vers 20 h 20 dans une petite salle où l'intervention du premier ministre est retransmise sur écran géant. A voix basse, le maire de Blois juge que les propos du chef du gouvernement sur la sécurité sont « très équilibrés » et juge que le premier ministre cohabite « très intelligemment » : « il a été bon, vraiment. »

Pressé par ses invités, Claude Allègre affiche un sourire radieux lorsqu'une de ses conseillères rapporte l'hommage appuyé du premier ministre à son action. En aparté , devant Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU et Daniel Le Bret, secrétaire général du Snuipp, premier syndicat d'instituteurs, il en rajoute sur le sujet dans une diatribe à l'adresse du ministre de l'intérieur suspecté de rejeter la responsabilité de la violence sur les enseignants. « J'ai rencontré récemment Jean-Pierre Chevènement. Je lui ai dit d'aller voir dans les classes les professeurs se faire injurier et insulter. J'ai demandé des renforts de police aux abords des écoles. J'attends toujours... »

Soucieux de ne pas paraître sous un squelette de mammouth aux côtés de Monique Vuaillat, secrétaire générale du SNES, Claude Allègre ne pouvait manquer de commenter les conditions de la normalisation des relations avec ce syndicat à la fin de l'année 1998. « On m'a accusé d'avoir utilisé des méthodes de cosaques » , reconnaît-il en affirmant n'avoir rien cédé sur l'essentiel. « LES POINTS SUR LES I »

Quelques heures auparavant, dans le grand salon de la Sorbonne, il avait démarré la cérémonie des voeux à la presse par un retentissant : « Je voudrais commencer par mettre les points sur les i. » « Certains ont voulu croire à un arrêt de la réforme des lycées. La remarque est désobligeante à l'égard du ministre, mais plus encore pour le SNES (...) car sur cette réforme, il y a des points qui ne sont pas négociables avec qui que ce soit », avait-il affirmé avant d'énumérer l'étendue de son programme pour l'année nouvelle : la déconcentration, l'école du XXIe siècle, les aide-éducateurs, le plan social étudiant, les nouvelles technologies, l'harmonisation européenne des diplômes... Sans oublier que cette année, il s'occuperait « beaucoup de la recherche », a-t-il assuré en balayant les remous suscités par le projet de réforme du CNRS.

Cette méthode de réforme « par la théorie du chaos », selon la remarque d'un syndicaliste, ne peut laisser indifférent. Sous des airs avenants, François Hollande, le premier secrétaire du PS affichait, dans la

soirée, quelques soucis : « Convenons que Claude a respecté une nouvelle méthode faite davantage de concertation », pour renouer un dialogue chaotique avec les enseignants, admet-il. La vapeur est-elle pour autant renversée ? « C'est un travail long, aucune catégorie d'électeurs n'est jamais captive », soupire le premier secrétaire. Ignorant ces mouvements d'humeur, Claude Allègre l'a dit et redit : « Ceux qui croient que le gouvernement Jospin marque le pas ne connaissent pas la course de fond. On développe notre foulée, on respire et on repart. »

MICHEL DELBERGHE, BEATRICE GURREY ET PIERRE LE HIR

(196) Claude Allègre : « Je ne crois pas aux réformes qui se font dans le consensus »

Dans un entretien accordé au « Monde », le ministre de l'éducation nationale fait le tour des grands dossiers de son ministère, s'en prend aux Américains qui souhaitent exporter leur système éducatif en Europe et se déclare attaché au système mutualiste étudiant

Dans un entretien accordé au Monde à la veille de l'ouverture du Salon de l'éducation, le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, Claude Allègre, annonce un certain nombre des réformes qu'il compte engager cette année, concernant en particulier les personnels de l'éducation. LA RENTRÉE SCOLAIRE s'est faite « administrativement presque sans défaut », selon M. Allègre, qui estime avoir réussi la mise en œuvre de la déconcentration. À PROPOS DES NÉGOCIATIONS qui vont s'engager à Seattle sous l'égide de l'OMC, il s'inquiète des « volontés de privatiser l'enseignement » et estime qu'il serait catastrophique que les Américains installent leurs universités dans le monde entier. « Nous préparons la contre-attaque » à cette offensive, ajoute-t-il, tout en s'en prenant également aux tenants d'une vision « archaïque » de l'école.

Pourquoi êtes-vous si silencieux depuis quelques mois ? - Je m'exprime normalement. Les réformes se mettent en place, les unes après les autres, à des vitesses différentes. Ce que j'avais annoncé l'année dernière se fait et je n'ai pas de raison spéciale de commenter au fur et à mesure. La réforme des lycées est en cours, l'expérimentation sur l'école du XXIe siècle fonctionne, la déconcentration du mouvement est faite, le programme « Nouvelle chance » va permettre de faire décroître le nombre de jeunes qui sortent sans rien du système éducatif. En ce qui concerne l'enseignement professionnel intégré - vous n'appréciez peut-être pas la difficulté de la situation -, nous allons réussir une chose qui était impensable il y a quelques années : avoir une journée de « l'entreprise à l'école ». Cette réconciliation de l'école et de l'entreprise est essentielle. Beaucoup avant moi s'étaient cassé le nez sur ce dossier. - La période des déclarations fracassantes est donc terminée ? - J'avais besoin de « passer » par rapport à un certain nombre de blocages. A partir du moment où ces blocages n'existent plus, il n'y a pas de raison d'insister. Il fallait faire les choses difficiles dès le début, car je ne veux pas de conflit quand on arrivera au moment des échéances électorales. Pendant cette période offensive, il y a sûrement eu des maladresses. Le fait d'avoir réduit les heures supplémentaires, par exemple - ce qui, sur le fond, était une bonne décision -, a provoqué une réaction terrible. On en a au moins tiré des enseignements au niveau gouvernemental. Martine Aubry ne parle plus de prendre sur les heures supplémentaires pour créer des emplois. Mais on a aussi fait un certain nombre de choses dans la discrétion, comme la réduction des effectifs de l'administration centrale de 500 personnes environ. Quant aux absences de professeurs, même si tout n'est pas parfait, on a fait diminuer le nombre de classes sans enseignants de moitié par rapport à 1998. Je ne crois pas aux réformes profondes qui se feraient dans le consensus général. - Finalement, vous vous retrouvez devant un paysage syndical atone, incapable de vous apporter la contradiction. Est-ce souhaitable ? - Je ne pense pas que le rôle des syndicats de fonctionnaires soit de s'opposer systématiquement aux ministres. Le rôle d'un syndicat est très important quand il est en situation de proposition. Vous avez publié dans Le Monde une tribune des deux secrétaires généraux de la Fédération syndicale unitaire (FSU), qui disaient en substance : « on en a assez de voir les semelles du ministre, on a décidé de courir devant ». Cela reste un voeu pieux, mais c'est quand même un changement assez extraordinaire et positif. Je ne peux pas vous dire mieux. J'ai des relations très cordiales et constructives avec la plupart des leaders syndicalistes, qui, je crois, comprennent mieux ce que nous voulons faire, tant mieux. Ce n'est pas à moi de commenter cette situation, vous en déduisez ce que vous voulez. Les syndicats doivent jouer leur rôle et moi le mien, qui est de réformer toujours en pensant à l'intérêt général.

- Vous avez promis à plusieurs reprises que les enseignants seraient « gagnants » grâce à l'aménagement de leur temps de travail. A quelle échéance ? - J'ai dit que cette année, nous allions nous occuper des personnels : conditions de travail et notation des enseignants, rénovation des corps d'inspection, carrière et conditions de travail des chefs d'établissement, notamment des jeunes, réforme des IUFM. Nous sommes convenus avec les syndicats de mettre en place des groupes de travail et une négociation, à partir du 8 décembre, au lendemain des élections professionnelles. » Il n'y aura pas de réduction du temps de travail des enseignants, mais un aménagement entre le travail en classe pleine et le travail en petits groupes. Les professeurs des écoles pourraient se spécialiser un peu en fin de primaire, de manière que le contraste entre l'école et le collège soit moins grand. Cette négociation sera menée par deux inspecteurs généraux, Sonia Heinrich et Gilbert Pietrzyk. Nous discuterons aussi d'autres sujets dont personne n'a traité depuis de nombreuses années : la manière de se loger, de s'équiper, de sortir de l'enseignement quand on en a envie, de suivre une formation continue efficace et gratifiante. » Je suis favorable pour l'essentiel aux propositions du rapport Monteil sur l'évaluation des enseignants, mais nous irons plus loin que les rapports. Je voudrais que, dans les promotions, on tienne compte de la difficulté du métier. Aujourd'hui, on observe souvent l'inverse. Le talent et le dévouement des enseignants doivent être mieux reconnus. » La réforme des instituts universitaires de formation des maîtres est aussi essentielle : il faudra proposer beaucoup plus de stages, y compris dans des ordres d'enseignement auxquels les enseignants ne se destinent pas, et plus d'encadrement. Les jeunes professeurs continueront, pendant leurs deux premières années d'exercice, à venir une fois tous les quinze jours à l'IUFM pour discuter de leur expérience avec un tuteur. Les inspecteurs ne les noteront pas, mais les aideront. Pour se présenter aux IUFM, il faudra faire un stage obligatoire d'un mois dans une classe. - Vous assuriez, en octobre 1998, qu'il y aurait moins de problèmes de nominations de professeurs cette année, grâce à la déconcentration. Or on était loin de la rentrée zéro défaut ; vous avez été obligé de réembaucher près de 7 000 contractuels et il y a encore des professeurs sans postes... - C'est faux. Nous avons eu une rentrée administrativement presque sans défauts. C'est la première fois que tous les postes étaient attribués avant la rentrée. Il y a des gens qui ne sont pas venus et il faut les remplacer, mais ce n'est pas la gestion prévisionnelle qui a failli, elle a été traitée comme jamais. Nous avions tous nos postes deux mois avant la rentrée. J'ai dit que le taux des grossesses avait augmenté de 30 % et je le maintiens. Les absences, honnêtement, je n'en connais pas les raisons. Nous avons demandé une inspection générale pour savoir. » Pour le reste, nous avons fait pour la première fois un bilan réel des postes. Nous avons 5 000 professeurs en trop et 2 000 qui manquent. Par exemple, il y a un trop-plein de professeurs de maths dans le Nord-Pas-de-Calais : je ne peux pas les muter dans le Midi. Il n'y a pas eu de gestion prévisionnelle des emplois depuis des années. Humainement parlant, je ne peux pas mettre zéro poste de maths aux concours de recrutement. Je ne peux que réduire graduellement les postes mis en concours, par honnêteté vis-à-vis des étudiants qui préparent ces concours et ont fait de gros sacrifices pour cela ! - La charte pour l'école primaire est une expérience menée dans 1 800 écoles. Est-ce un projet suffisamment ambitieux pour une école dont plus de 25 % des élèves sortent sans vraiment avoir acquis la lecture, l'écriture et le calcul ? - C'est un début. Et ça réussit. J'en veux pour preuve que les syndicats viennent d'en demander l'extension. Je ne crois pas à la circulaire qui impose sur tout le territoire à 60 000 écoles la même chose, en même temps ; c'est une méthode qui ne marche pas. Ce qui marche, c'est la méthode de la tache d'huile. Je crois beaucoup plus à l'initiative des enseignants qu'aux circulaires, sauf que dans cette maison, l'habitude est : « Ça doit venir du haut. » Je tiens à dire que, s'il y a un secteur où cela ne se passe pas mal, c'est notre école primaire. Beaucoup de pays nous envient notre école et l'état d'esprit des instituteurs reste pour beaucoup d'entre eux analogue à celui d'autrefois... Alors ne bouleversons pas tout, trop vite. » Quant aux évaluations passées, je les ai arrêtées, parce qu'elles n'étaient pas significatives. Le conseil scientifique de l'évaluation que j'ai mis en place a admis qu'elles étaient mal faites et proposera bientôt un autre système. - Il a été question que l'éducation fasse partie des domaines de discussion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle le 30 novembre. Cette hypothèse vous a-t-elle inquiété ? - Nous sommes à un tournant historique. Deux nouvelles m'ont inquiété. Il y a eu récemment à Upsala une réunion sur l'implantation des universités américaines en Europe, à laquelle nous n'étions pas conviés, comme par hasard. Il y a ensuite la tentative d'inclure l'éducation dans les champs de négociation discutés par l'OMC, ce qui a été refusé, notamment par l'Europe. » On voit donc actuellement des volontés de privatiser l'enseignement. Pour ma part, je suis attaché d'une manière indéfectible au service public d'enseignement, je dirais même un service public avec ses spécificités nationales, même si l'on met en place une harmonisation européenne. Pourquoi ? Parce que c'est le fondement de la République. L'égalité des chances pour tous est essentielle.

Ce sont nos repères culturels, historiques. L'enseignement uniformisé conduirait à un monde uniforme « one teaching, one thinking ». Que nos étudiants aillent étudier aux Etats-Unis, en Angleterre, etc, c'est absolument souhaitable, mais que les Américains installent leurs universités dans le monde entier, toutes sur le même modèle avec le même cursus, ce serait une catastrophe. Nous préparons la contre-attaque, y compris dans le domaine de l'enseignement à distance. - La généralisation d'Internet dans les écoles ne risque-t-elle pas d'accélérer ce mouvement d'uniformisation ? - La deuxième mutation concerne les méthodes d'enseignement. La méthode traditionnelle est celle issue de la pratique religieuse, c'est le prêtre qui décerne son savoir et le disciple qui apprend. Maintenant, c'est l'interaction. La volonté des élèves n'est pas seulement d'écouter, c'est de poser des questions c'est d'inter-réagir. Et c'est la plus grande difficulté pour les professeurs. Quand vous lisez les témoignages de ce que j'appellerai la tendance archaïque, Finkielkraut étant l'exemple-type, vous voyez : « Ils ont qu'à m'écouter, c'est moi qui sais »... Sauf que c'est fini, les jeunes (et même les très jeunes) n'en veulent plus. Beaucoup d'enseignants ont compris cela, mais pas tous. Et cette évolution va s'accélérer. » Toutes les tâches répétitives du professeur vont être préenregistrées, stockées, mais le professeur sera, lui, essentiel parce que l'enseignement va devenir personnalisé. Il sera un guide, un maître à apprendre, une référence de savoirs. C'est pourquoi, dans notre réforme des lycées, le travail personnel encadré, l'aide à l'élève représentent réellement une brèche. On peut garder la base de l'école républicaine avec un certain nombre de savoirs classiques, fondamentaux, et en même temps introduire des méthodes modernes d'enseignement. On a à faire la synthèse des deux. Le grand enjeu est là. La qualité de notre corps enseignant nous permet d'espérer beaucoup, s'il sait se mobiliser. - Comptez-vous sur le Salon de l'éducation qui s'ouvre mercredi 24 novembre, avec votre soutien, pour faire avancer cette conception ? - Nous verrons bien le succès de cette manifestation. C'est une première. L'éducation est un enjeu central pour la civilisation de demain. Elle n'appartient pas seulement aux professionnels, même s'ils sont essentiels et déterminants. Ce salon permettra au moins que tout le monde, parents, élèves, élus et enseignants notamment, dialoguent sous le même toit. - Au vu des derniers développements survenus dans la gestion actuelle de la MNEF, avez-vous des craintes pour la survie du système de sécurité sociale spécifique des étudiants ? - Premièrement, je suis attaché au système mutualiste, mais il est menacé au niveau de l'Europe. On essaie de substituer aux mutuelles des assurances. Je vois bien qu'il y a des appétits. Deuxièmement, je suis attaché à ce que les grands problèmes qui concernent les étudiants soient gérés par les étudiants eux-mêmes. Mais je n'ai rien à voir structurellement et opérationnellement avec la MNEF. Je prends position philosophiquement sur ce problème car il touche une certaine vision de l'indépendance des jeunes, de l'éducation et du socialisme. - Votre conseillère politique, Marie-France Lavarini, qui a aussi été la collaboratrice de Lionel Jospin lorsqu'il était ministre de l'éducation nationale, a été mise en cause par Olivier Spithakis dans l'« affaire » de la MNEF. Elle s'est défendue dans Le Monde (du 14 octobre) , parlant d' « affaire personnelle » et jugeant que les propos tenus relèvent de l' « invention ». Est-ce que, néanmoins, ces accusations vous inquiètent ou vous gênent ? - Non, vous ne me voyez pas inquiet. C'est une collaboratrice de grand talent qui m'est très précieuse. Encore une fois je n'ai personnellement rien à voir avec la MNEF, rien. - Avant la formation du gouvernement, Lionel Jospin avait pris grand soin de ne pas choisir de ministre qui pourrait être rattrapé par les affaires. Pensez-vous qu'il a été trompé, que la gestion du gouvernement se trouve perturbée par le départ de Dominique Strauss-Kahn ? - Oui, si vous parlez de la perte que constitue le départ de Dominique, non, si vous pensez que cela modifie notre ligne de conduite. C'est une décision personnelle de Dominique Strauss-Kahn. Je regrette son départ et j'espère, dans l'intérêt de tous, qu'il reviendra vite, c'est tout ce que je peux dire. - Vous pensez qu'il a eu tort de démissionner ? - Encore une fois, c'est une décision personnelle. C'est son choix. - Lionel Jospin a bâti son image et celle de son gouvernement sur l'honnêteté. Vous pensez que cette image est brouillée ou écornée ? - La réponse est, bien sûr, non. »

PROPOS RECUEILLIS PAR ARIANE CHEMIN, BEATRICE GURREY ET FRANCK NOUCHI

(197) Les réformes de Claude Allègre suscitent une contestation tous azimuts

Le ministre de l'éducation nationale maintient la note sur l'application minimale de la réforme des lycées. Cette décision satisfait le SNES, mais provoque la colère de la FEN, du SGEN-CFDT et de la FCPE

Le ministre de l'éducation nationale affronte le mécontentement de ses personnels sur plusieurs fronts très différents. Certains enseignants lui reprochent son projet de réforme des lycées, tandis que d'autres critiquent la lenteur des changements, sur fond d'insatisfaction sur les conditions de travail et les dotations horaires. LES CHERCHEURS opposés à la réforme du CNRS demandent l'organisation d'un débat national. LA RÉFORME DES LYCÉES devrait avoir une portée limitée avec le maintien de la note ministérielle figeant l'organisation des deux heures hebdomadaires d'aide individualisée aux élèves. DES MANIFESTATIONS d'enseignants ont rassemblé des effectifs peu nombreux sur des mots d'ordre opposés. INTERNET est devenu un instrument de mobilisation pour les opposants au ministre, qui court-circuitent ainsi les appareils syndicaux en diffusant pétitions et manifestes.

GROGNE à tous les étages dans l'éducation nationale. Depuis le début du mois de janvier, Claude Allègre doit affronter une montée en puissance de mécontentements dont le point commun est l'hostilité croissante à l'égard de sa personnalité et de sa politique. Plus que l'affluence, limitée, aux manifestations syndicales et la participation à des grèves sporadiques, la multiplication de ces mouvements, essentiellement dans la région parisienne, contribue à alourdir un climat dégradé.

Après l'effet désastreux de déclarations intempestives qui ont laissé des traces dix-huit mois plus tard, les critiques se focalisent les réformes elles-mêmes. Qu'il s'agisse de la réforme des lycées et de l'école, de l'harmonisation européenne des études supérieures ou de la réorganisation du CNRS, les enseignants et les personnels d'éducation renâclent devant l'ampleur des chantiers et la méthode utilisée pour les conduire. « Non au lycée light ». Depuis peu, la critique s'est exprimée plus radicalement sur la nature et l'idéologie du « projet éducatif » de Claude Allègre. Dans ce débat, déclenché en dehors des organisations syndicales, les enseignants s'en prennent aux orientations fondamentales de la réforme des lycées défendues par Philippe Meirieu, promoteur du projet. Bien que la version définitive du texte soit encore soumise à de multiples tractations, ils y voient la préfiguration d'un lycée « light », aux programmes allégés, aux volumes horaires diminués où les professeurs abandonneraient progressivement leur mission d'enseignement pour celle d' « éducateur ». Ils rejettent massivement la vision et les dérives d'un système « à l'américaine » qu'ils accusent Claude Allègre de vouloir copier.

Les premiers signes de cette révolte ont été exprimés par les professeurs de classe préparatoires. Ils s'insurgent contre les atteintes répétées à l'égard d'un système qui symbolise « l'élitisme républicain ». Les enseignants des grands établissements parisiens sont à la pointe de cette contestation. Parmi eux se trouvent les membres les plus actifs du « Comité pour la démission d'Allègre ». Leur critique s'appuie désormais sur des textes théoriques largement diffusés sur Internet. Un collectif d'action et de réflexion « reconstruire l'école », animé entre autres par un professeur de philosophie, René Chiche, diffuse un « Manifeste pour un lycée démocratique ». « Le centre du système éducatif n'est ni l'élève, ni le professeur, ni le rapport prof/élève, mais l'appropriation de la culture par l'élève avec l'aide du professeur », affirme ce texte qui préconise « l'accès au savoir pour tous ».

Un autre texte, émanant « d'enseignants, militants et électeurs de gauche », estime que la politique définie par Claude Allègre est « libérale dans ses objectifs [et] autoritaire et bureaucratique dans sa mise en œuvre ».

La grogne des banlieues. Dans une cinquantaine de lycées et collèges de la région parisienne, des grèves perlées se poursuivent depuis le début du mois de janvier. Des enseignants du Val- d'Oise, des Yvelines, des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis - dans la prolongation du mouvement du printemps 1998 - protestent pêle-mêle contre la dégradation du climat dans leurs établissements, la baisse des dotations horaires pour la rentrée ou la révision de la carte des zones d'éducation prioritaires (ZEP) qui aboutit selon eux à « déshabiller Pierre pour ne même pas pouvoir habiller Paul ».

La bataille des « moyens ». Comme tous les ans à pareille époque, la répartition des dotations horaires dans le second degré et la préparation de la carte scolaire dans les écoles, donnent lieu à des tensions. Elles prennent cette année un relief particulier, notamment parce que les enseignants estiment que l'on « ne fait pas de réformes à moyens constants ».

Les interrogations des instituteurs. La « Charte pour l'école du XXIe siècle » de M. Allègre a cristallisé des questions qui taraudaient déjà les instituteurs. Quelle est leur mission exacte, alors que l'arrivée

massive d'intervenants extérieurs et d'emplois-jeunes est prévue dans les écoles ? Quels moyens ont-ils de lutter contre l'échec scolaire, de plus en plus patent ?

Le « ras-le-bol » des chefs d'établissement. Engagés dans une négociation délicate sur l'évolution de leur statut, le niveau de rémunération et les conditions de recrutement, les chefs d'établissement n'en sont pas encore à descendre dans la rue, sous la bannière du Syndical national des personnels de direction (Snpden). Plus de 1 500 d'entre eux se sont néanmoins retrouvés, samedi 29 janvier à Paris, pour exprimer « l'exaspération » d'un corps en première ligne dans l'application des réformes et des volontés ministérielles, en butte aux pressions hiérarchiques, aux évolutions sociales (violence, précarité...), aux exigences des enseignants et des familles...

La fronde des chercheurs. « Comment sortir par le haut de la crise avec les chercheurs ? » La question taraude le gouvernement et les responsables socialistes. Les chercheurs rejettent les projets de réforme du CNRS proposés par le ministre. La contestation a culminé avec la tenue d'une session extraordinaire du Comité national de la recherche scientifique qui a réuni près d'un millier de participants, le 14 décembre, dans un climat houleux.

Les chercheurs campent aujourd'hui sur la revendication d'un « grand débat national ». La commission recherche du PS a fortement poussé dans ce sens, mais, mercredi 27 janvier, elle s'est heurtée à un nouveau refus du ministre. Pour débloquer la situation, le gouvernement pourrait confier à des parlementaires une mission de réflexion qui se conclurait par un colloque national. Les députés socialistes Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle) et Pierre Cohen (Haute-Garonne) ont été pressentis. « Le débat national aura lieu de toute façon, prévient un syndicaliste, membre de la commission recherche du PS . Toute la question est de savoir si ce sera sans Allègre ou contre Allègre. A lui de choisir. »

MICHEL DELBERGHE, BEATRICE GURREY ET PIERRE LE HIR

(200) Des « licences professionnelles » dans les universités à la rentrée 2000

COMME UN PETIT PLAT longtemps mijoté, la licence professionnelle (LP), nouveau diplôme national auquel les universités pourront préparer dès la rentrée 2000, vient de naître après un an et demi de discussions entre le ministère de l'éducation, les syndicats d'enseignants et d'étudiants, et les représentants des entreprises. Sa création a été approuvée, lundi 8 novembre par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), avec 33 voix pour (dont celles de la CFDT, de la FEN, du Medef et de la CGPME), 14 contre (FSU, UNI, SUD, FO) et 5 abstentions (CGT, UNEF-ID).

Cette nouveauté s'inscrit dans le projet de Claude Allègre d'harmonisation européenne des diplômes. Avec ses homologues étrangers, le ministre de l'éducation nationale s'est engagé depuis 1998 à bâtir une « architecture commune de référence pour les formations universitaires, fondée sur deux cursus, avant et après la licence ». Une réorganisation des sorties de l'enseignement supérieur autour de trois niveaux, très débattue, s'est engagée depuis lors : le bac + 3 - avec une licence professionnelle complétant les diplômes existant -, le bac + 5 - avec le nouveau grade de mastaire - et le bac + 8 (le doctorat).

L'APPUI DU MEDEF

La licence professionnelle « conçue dans un objectif d'insertion professionnelle » est un diplôme homologué de niveau II. Le Medef s'est engagé à défendre ce niveau d'insertion dans les conventions collectives des entreprises. La formation sera « conçue et organisée dans le cadre de partenariats étroits avec le monde professionnel ». Elle visera à « apporter les fondements d'une activité professionnelle, et permettre au titre de la formation continue, à des personnes engagées dans la vie professionnelle de valider les connaissances et les expériences acquises dans leurs activités ».

Sont prévus un stage de 12 à 16 semaines, et un projet représentant au moins un quart du volume de la formation, hors stage. Au moins 25 % des enseignements seront délivrés par des professionnels. Ces derniers donneront leur avis, au sein d'une « commission nationale d'expertise » composée à parité avec des universitaires, sur la création des LP. Ils participeront aux jurys d'examen.

Si certains syndicats rejettent la philosophie d'un diplôme faisant la part trop belle aux entreprises, les principales contestations viennent du fait que le texte ne fixe aucune fourchette horaire au cursus. Le ministère, satisfaisant ainsi à une demande du Medef, n'a pas souhaité encadrer la LP, alors que les autres licences tournent autour de 500 heures annuelles. Le Snesup-FSU, notamment, s'est inquiété d'une version du projet qui prévoyait une LP à 300 heures. Les présidents d'université, comme le SGEN-CFDT, se satisfont néanmoins d'avoir obtenu une autre garantie, davantage susceptible selon eux d'assurer la qualité de la formation : les moyens accordés aux LP devraient être alignés sur ceux des filières professionnalisées existantes - IUT ou IUP - qui bénéficient de taux d'encadrement élevés.

PUBLICS DIFFÉRENTS Autre point laissé dans le flou, les poursuites d'études à l'issue de la LP : théoriquement possibles, mais contraires à l'esprit de la licence, elles seront prévues au cas par cas, au gré des habilitations.

La licence doit enfin, et ce n'est pas la moindre des difficultés attendues, être ouverte à des publics différents : titulaires d'un DEUG, d'un DUT, d'un BTS ou d'une expérience en entreprise. Les Instituts universitaires de technologie (IUT), qui ont déjà développé de nombreuses formations d'un an après le DUT, voient bien l'usage qu'ils feront de la LP. Ce diplôme national se substituera aux formations locales à bac + 3 développées pour mieux adapter les étudiants à l'emploi.

Dans les filières universitaires classiques, les motivations sont plus diverses : offrir une sortie rapide à des étudiants de DEUG général en échec, spécialiser des scientifiques, donner une double compétence à d'autres. Dans un premier temps, les LP risquent d'être réservées à tel ou tel de ces publics. La plupart des universités ont des projets de LP, mais attendent, compte tenu de ces difficultés, un démarrage en douceur du nouveau diplôme. L'arrêté ministériel prévoit qu'un bilan sera dressé après dix-huit mois d'expérimentation ; la liste des dénominations des licences sera alors dressée. Par ailleurs, une mise à plat des formations universitaires professionnalisées est promise pour janvier 2000.

NATHALIE GUIBERT

(203) LES CHANTIERS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION

LES ANNONCES École primaire

LE 28 AOÛT 1998, Claude Allègre présente sa « Charte pour bâtir l'école du XXIe siècle ». Ce projet prévoit un recentrage des programmes sur les savoirs fondamentaux - « parler, lire, écrire, compter » -, un aménagement des rythmes scolaires et une nouvelle conception du métier de professeur des écoles, appelé à devenir le « chef d'orchestre » d'une équipe composée d'aides-éducateurs et d'intervenants extérieurs.

LES RÉALISATIONS

UNE EXPÉRIMENTATION doit être lancée dans le courant de l'année dans mille huit cents écoles, dont la moitié en zone d'éducation prioritaire (ZEP). L'horaire hebdomadaire des élèves (vingt-six heures) comportera désormais deux heures de soutien réservé aux élèves en difficulté. Pendant ce temps, les autres élèves suivront deux heures d'activités artistiques et sportives assurées par des intervenants extérieurs ou des aides-éducateurs.

LES ANNONCES

Lycées

CLAUDE ALLÈGRE lance, en janvier 1998, une consultation nationale intitulée « Quels savoirs enseigner dans les lycées ? », pilotée par Philippe Meirieu. Trois millions de questionnaires sont adressés à tous les lycéens et à leurs enseignants. Un comité scientifique est présidé par Edgar Morin. Lors d'un colloque à Lyon, les 28 et 29 avril 1998, Philippe Meirieu livre quarante-neuf « principes » pour changer le lycée, et Claude Allègre annonce « une rénovation du lycée en octobre 1999 ».

LES RÉALISATIONS

EN JUILLET, le ministre présente, devant la commission des affaires culturelles du Sénat, les dix « exigences indissociables » qu'il retient du rapport Meirieu. En décembre , un texte, qui recueille l'accord du SNES, précise les contours de la réforme. Le 4 mars, le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) doit examiner les changements qui interviendront dès le mois de septembre en classe de seconde.

LES ANNONCES

La déconcentration

DÈS SON ARRIVÉE rue de Grenelle, en juin 1997, Claude Allègre affirme sa volonté de « dégraisser le mammouth » et déclare sa préférence pour « un grand service public, souple déconcentré, permettant aux enseignants d'être proches des décisions qui les concernent ». Il rencontre immédiatement l'opposition du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES), qui veut conserver le « mouvement national » des mutations, géré par un ordinateur central à Paris.

LES RÉALISATIONS

EN NOVEMBRE 1997, Claude Allègre tente la déconcentration pour l'année suivante, mais échoue devant la protestation de l'ensemble des syndicats qui estiment la manœuvre précipitée. En juin 1998, soutenu officiellement par Lionel Jospin, il fait passer en force les décrets de la déconcentration lors d'un comité technique paritaire ministériel. Ils ont été publiés en octobre 1998.

LES ANNONCES

Les remplacements des enseignants

LE 4 SEPTEMBRE 1997, Claude Allègre déclenche un tollé syndical en déclarant : « 12 % d'absentéisme dans l'éducation nationale, c'est beaucoup trop. » Quelques jours plus tard, il déplore que les enseignants « prennent leurs congés-formation sur la scolarité ». Le 14 septembre, il assure qu'il faut « agir vite pour que l'objectif du zéro défaut, avec un professeur dans chaque classe, soit atteint pour la prochaine rentrée ».

LES RÉALISATIONS

EN JANVIER 1998, le recteur Daniel Bloch, président de la table ronde « pas de classe sans enseignant », rend son rapport sur le remplacement des enseignants absents. Le 24 septembre 1998, une note de service paraît au Bulletin officiel : toute convocation des professeurs pour une absence doit remonter par la voie hiérarchique. L'avis des chefs d'établissement est obligatoire pour tout stage de formation. Le 24 janvier M. Allègre déclare : « Aujourd'hui il n'y a plus que 2,5 % de classes sans enseignants ».

LES ANNONCES

Emplois-jeunes

FIN AOÛT 1997, Claude Allègre enclenche un plan de créations d'emplois- jeunes dans l'éducation nationale. Objectif : embaucher 75 000 personnes, titulaires au minimum du baccalauréat, d'ici à la fin 1998. En septembre 1997, les rectorats ouvrent des guichets de recrutement.

LES RÉALISATIONS

ENVIRON 60 000 « aides-éducateurs » travaillent désormais dans des établissements scolaires (écoles primaires et collèges). Le Conseil de sécurité intérieure du 27 janvier a prévu le recrutement de 10 000 emplois-jeunes supplémentaires réservés aux zones sensibles et aux zones d'éducation prioritaire (ZEP).

LES ANNONCES

Enseignement supérieur

A LA RENTRÉE d'octobre 1997, Claude Allègre précise les chantiers de l'université : relance de l'emploi pour les enseignants-chercheurs, plan social pour les étudiants ainsi qu'un plan de développement pour les universités baptisé schéma des universités du troisième millénaire (U3M). A la Sorbonne, les 24 et 25

mai, Claude Allègre et les ministres allemand, britannique et italien adoptent une déclaration commune préconisant une harmonisation européenne des diplômes.

LES RÉALISATIONS

LE BUDGET 1998 prévoit la création de 4 200 postes d'enseignants-chercheurs. En 1999, les crédits en faveur des bourses d'études augmentent d'environ 10 % mais l'allocation « d'autonomie » est toujours en discussion. Les priorités du schéma U3M, évalué à 60 milliards de francs, sont définies mais elles dépendent des négociations sur les contrats de plan. La réforme de l'« architecture » des études supérieures , baptisée « 3, 5 ou 8 », est vivement contestée par les syndicats d'enseignants et d'étudiants.

LES ANNONCES

Classes préparatoires

LE DÉCRET du 30 juillet 1998 prévoyant la diminution du taux de rémunération des heures supplémentaires pour financer les emplois-jeunes affecte particulièrement les enseignants de classes préparatoires.

LES RÉALISATIONS

LES NÉGOCIATIONS « officieuses » sont actuellement engagées sur l'organisation du temps de service des professeurs. Le ministre repousse la réforme des concours d'accès aux grandes écoles.

LES ANNONCES

Nouvelles technologies

EN NOVEMBRE 1997, Claude Allègre présente un plan de développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication « de la maternelle au lycée ». A l'horizon 2000, chaque élève pourra « accéder à une activité sur support numérique ou audiovisuel ». Le plan ministériel met l'accent sur la formation des enseignants et la production de multimédia éducatif.

LES RÉALISATIONS

SELON le ministère, 85 % des lycées, 53 % des collèges et 10 % des écoles primaires sont connectés à Internet. Un plan d'urgence de 60 millions de francs (9,14 millions d'euros) sur deux ans a été lancé dans les Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) pour assurer la formation des futurs enseignants. Un tiers de la formation continue proposée aux professeurs est désormais consacré aux nouvelles technologies.

3.2. Articles portants sur l'harmonisation des formations en 2009 (8 articles)

(6) Maîtrise et master

En France, le master est né en 2002, conséquence d'un mouvement européen lancé en 1998 à la Sorbonne, puis relancé l'année suivante à Bologne par 29 pays européens (ils sont aujourd'hui 46). C'est le fameux « processus de Bologne ».

L'idée : créer un espace de l'enseignement supérieur d'ici à 2010 qui permettrait à l'Europe de renouer avec son riche héritage universitaire et de tenir son rang dans un contexte international de plus en plus concurrentiel.

Le moyen choisi : une harmonisation des diplômes fondée sur une architecture d'inspiration anglo-saxonne : licence (bac 3), master (bac 5), doctorat (bac 8). Si le master a progressivement remplacé l'ancienne architecture (maîtrise, diplôme d'enseignement approfondi (DEA) ou diplôme d'enseignement supérieur spécialisé (DESS), il en a gardé les principaux traits. Ainsi, le master se subdivise-t-il encore entre master professionnel (ex-DESS) et master recherche (ex-DEA).

Master. Contrairement à d'autres pays européens, qui peuvent limiter leur master à un an (Angleterre) ou le subdiviser en quatre semestres (Allemagne), la France a opté pour un master en deux ans atypique : la première année (M1) est accessible à tous les étudiants. En revanche, pour entrer en seconde année, l'étudiant doit passer le filtre de la sélection.

Mastère spécialisé. Habilité par la Conférence des grandes écoles, le mastère spécialisé (MS) est une formation « post-diplôme » et s'adresse de préférence à des jeunes professionnels. D'une durée de deux semestres, il inclut des enseignements théoriques, un travail de recherche en entreprise et la soutenance d'une thèse professionnelle. Aujourd'hui, 121 écoles proposent 418 MS.

MBA.

Le Master of business administration est un diplôme de management créé aux États-Unis et qui est désormais délivré dans le monde entier. La formation, qui se fait en anglais, peut s'étaler de neuf mois à deux ans, à plein-temps ou à mi-temps. Ce diplôme s'adresse généralement à des jeunes cadres. Sur ce modèle, des Masters of public administration

AVEC AFP ET REUTERS

(7) Dossier : les masters en quête de reconnaissance

A Reims, les masters indifférenciés font la différence

Plus « européen », le master unique favorise l'insertion professionnelle et la mobilité des étudiants

Seule généraliste de la région, l'université de Reims Champagne-Ardenne (URCA) ne se contente pas de proposer un large choix de domaines disciplinaires (sciences humaines et sociales ; arts, lettres et langues ; sciences, technologie et santé ; droit, économie, gestion), elle innove aussi au niveau des diplômes.

En juillet prochain, elle sera la première à délivrer des masters « indifférenciés » ou « uniques », ne faisant plus le distinguo entre master « professionnel » et master « recherche ». Une façon d'harmoniser un peu plus ces diplômes avec ceux délivrés en Europe, où la France est l'un des rares pays (avec le Danemark et certains pays d'Europe de l'Est) à distinguer encore les masters favorisant l'insertion professionnelle de ceux visant la poursuite des études vers un doctorat. Une réminiscence de nos anciens DESS et DEA.

Pionnière, l'URCA, qui propose 51 masters différents à 3 430 étudiants en première et seconde année de master, sera rejointe dans un premier temps, en juillet 2010, par les universités de Nancy et de Metz. « Depuis la rentrée 2008, à part un master en cohabilitation avec des universités qui ne sont pas encore passées au master unique, tous nos masters sont indifférenciés », fait remarquer Guillaume Gellé, vice-président du conseil des études et de la vie universitaire. « Désormais, poursuit-il, les masters indifférenciés doivent tous comporter une initiation à la recherche et une part de professionnalisation. C'est dans le «supplément au diplôme» que l'on pourra voir si l'étudiant a fait un master plus professionnel que recherche. » Notice accompagnant le master, le supplément au diplôme donne une meilleure visibilité aux entreprises. Il précise ce qu'a fait l'étudiant : les cours qu'il a suivis (les ECTS acquis), son parcours de mobilité (ses stages effectués à l'étranger), ses compétences complémentaires (s'il a passé des certificats en langue ou en informatique). « Par rapport à un DEA ou un DESS, le master permet aux étudiants d'être plus acteurs de leur cursus », estime M. Gellé.

En favorisant l'harmonisation des diplômes en Europe, le processus de Bologne a développé la mobilité des étudiants. L'adoption de masters indifférenciés l'accroît encore et permet de mieux lutter contre la difficile insertion professionnelle des masters recherche, souvent boudés par les étudiants, qui craignent de ne pas trouver d'emploi.

MARC DUPUIS

(15) Le processus de Bologne attise la fronde universitaire

Drôle d'anniversaire pour le processus de Bologne, qui célèbre en 2009 - dans une grande discrétion - ses dix ans d'existence : cette « réforme » des études universitaires, appliquée dans 46 pays européens, se trouve aujourd'hui sinon au centre du moins mêlée à la contestation universitaire. Montré du doigt en Espagne, où les facultés de Barcelone, d'Alicante et de Saragosse ont été occupées fin mars par des « anti-Bologne », il est mis en accusation en France par les partisans les plus déterminés de la contestation universitaire.

Les « anti-Bologne », qui organisent un contre-forum en parallèle à la réunion des ministres de l'éducation qui se tiendra à Louvain les 27 et 28 avril, l'accusent d'être à l'origine d'une vision libérale de l'université, désormais placée sous la contrainte d'impératifs de rentabilité pour faire face à la compétition internationale. Ils l'associent dans un même rejet à la « stratégie de Lisbonne », adoptée en 2000 par l'Union européenne, qui a popularisé l'idée d'une « économie de la connaissance ». Ces accusations ne sont pas nouvelles, elles sont nées en même temps que le processus lui-même. Mais le plus inquiétant est qu'elles persistent. Est-ce à dire, comme le clament ses détracteurs qui s'estiment « piégés », que le processus de Bologne, pourtant sous-tendu par des valeurs de coopération et d'échange, aurait au contraire imposé la compétition, soumis l'université aux exigences de l'économie ? La belle idée d'harmonisation européenne a-t-elle été dénaturée ?

Les bâtisseurs de Bologne - les gouvernements, mais surtout les présidents d'université eux-mêmes - ont partiellement atteint leur objectif, qui était de construire en dix ans un « espa ce européen de l'enseignement supérieur ». La conquête a été progressive : de 29 pays en 1999, on est passé à 33 en 2001, 40 en 2003, 46 en 2006. Une grande partie du monde universitaire international parle le même langage : des cursus en trois cycles (licence, master et doctorat), une même monnaie (les crédits ECTS, european credit transfer system) et les mêmes « standards » de qualité, de Lisbonne à Vladivostok en passant par Ankara. De quoi rendre l'Europe plus forte face à l'Amérique du Nord, mais aussi face à l'Asie montante.

De cette volonté de renforcer l'Europe dans la compétition des savoirs, les artisans du processus de Bologne, dont Claude Allègre, ne se sont jamais cachés. Mais Bologne, c'est aussi la (re)naissance de la coopération entre les universités, une plus grande mobilité pour les étudiants et les enseignants-chercheurs, une coopération entre les établissements, des « valeurs » très européennes. Le bilan, de ce point de vue, est mitigé.

Avec encore beaucoup de difficultés, la transférabilité des bourses étudiantes est acquise dans « presque tous les 27 pays de l'UE », assure l'Association européenne des universités (EUA). La mobilité étudiante via Erasmus - qui ne couvre pas toute la mobilité - stagne dans de nombreux pays. La coopération progresse lentement : 15 % des universités adhérant à Bologne ont des diplômés conjoints dans tous les cycles (mais 36 % en second cycle). Bologne doit donc encore convaincre.

Mais ce ne sont pas ces faiblesses-là que fustigent les adversaires du processus de Bologne. Ce qui les chagrine, c'est une série de décisions imposées « sans aucun débat politique », pour reprendre la formule de Geneviève Azam, de l'université Toulouse-Le Mirail. Dans une conférence-débat qui tourne en boucle sur la Toile, cette enseignante-chercheuse, membre d'Attac, se fait fort de démontrer comment des grands patrons, réunis au sein de l'European Round Table, à l'OCDE, en passant par la Commission européenne, mettent en œuvre la globalisation universitaire et donc la « cohérence » qu'il y aurait entre les différentes réformes, du processus de Bologne à la loi LRU sur l'autonomie.

La démonstration semble contestable, car estimer que l'université peut former à des compétences sans renoncer à la recherche en sciences humaines et sociales n'est pas forcément un ralliement au libéralisme. Et ces critiques amalgament la politique de la Commission européenne - que nombre d'universitaires supporteurs de Bologne n'approuvent pas - et un mouvement de convergence entre universités. Le clivage existe, au sein de l'EUA, avec d'un côté les tenants d'une « coopétition » (pour coopération et compétition) entre les universités et et de l'autre ceux pour qui Bologne offre une tribune pour faire avancer la question du paiement de droits d'inscription.

Comme souvent en Europe, les oppositions sont rarement franches. L'autonomie des universités, qui semble s'imposer d'autant plus que le processus suppose que les universités disposent de marges de manœuvre sur les contenus notamment, est âprement défendue au Royaume-Uni, où les droits d'inscription sont élevés, mais aussi dans les pays scandinaves, où l'université est gratuite. La défense d'une université publique est très majoritairement partagée en Europe. A la dernière conférence de l'EUA, à Prague, 500 responsables de l'enseignement supérieur ont rappelé les États à leur devoir de financement. L'Europe, qu'il s'agisse d'université, de réglementation sociale ou de fiscalité, reste un rapport de forces.

BRIGITTE PERUCCA Service Planète

(18) Architecture : un art à géométrie variable

Des études passionnantes pour étudiants motivés, car la sélection à l'entrée est rude et les places à la sortie sont comptées. Mais la richesse de la formation offre beaucoup d'opportunités au niveau des débouchés

Depuis quelques années, les études d'architecture connaissent un véritable engouement de la part des jeunes. Le ministère de la culture et de la communication, qui en a la charge, a observé une augmentation annuelle de 15 % des candidatures pour la quatrième année consécutive. Un phénomène sans doute lié à la désaffection pour les sciences exactes jugées souvent ingrates ; pour les sciences humaines aux débouchés incertains ; et - plus récemment -, pour les études de gestion qui paient leur tribut à la crise financière et économique.

Revers de la médaille, les places étant limitées, la sélection à l'entrée des écoles nationales supérieures d'architecture (ENSA) est plus sévère.

En 2007-2008, seulement 2 700 étudiants sur 18 000 candidats réussissaient à intégrer l'une d'elles, soit 1 admis sur 6,5 candidats. En 2008-2009, ils étaient toujours 2 700 heureux élus, mais sur 20 000 candidats, soit 1 admis pour 7,5 postulants, donc un taux de réussite de 13,5 %.

A la rentrée 2007-2008 (sans compter les effectifs de l'ESA, école privée parisienne, et de l'INSA de Strasbourg, qui dépend du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche), on comptait 17 140 étudiants inscrits en formation initiale au sein des vingt ENSA publiques françaises.

Depuis la réforme de 2005 - qui a mis fin à l'ancien système de trois cycles de deux ans débouchant sur le titre d'architecte diplômé du gouvernement (DPLG) -, la formation initiale est calquée sur le cursus universitaire européen du LMD : licence à bac 3, master à bac 5, doctorat à bac 8.

Anicroche dans l'harmonisation européenne : après avoir obtenu le « grade de master » (et non un master, car les ENSA ne sont pas des universités), l'étudiant diplômé qui veut signer lui-même ses plans doit effectuer une sixième année. A l'issue de cette année « professionnalisante » - mélange de cours et de stages en agence -, il peut décrocher une « habilitation à la maîtrise d'œuvre en son nom propre » (HMONP). De toute façon, l'obtention de la HMONP en six ans est très théorique, puisque, selon le ministère, la durée moyenne des études tourne autour de huit ans et presque deux mois.

Quel type de candidats recrutent les écoles ? Avoir un bac S ne gâche rien, puisque près de la moitié des étudiants en archi (48,2 %) en ont un. Mais ce n'est pas le sésame absolu.

En effet, les lycéens qui ont un bon dossier scolaire et un bac maths sont légion, ce qui rend la compétition serrée. Et comme il est facile de recruter de bons matheux, pourquoi les écoles se priveraient-elles de mettre la barre encore plus haut et de leur demander aussi de savoir rédiger, penser, dessiner et voir en 3D ?

Chaque ENSA aura donc ses critères de sélection (car il faut bien appeler les choses par leur nom) : en préalable à l'examen du dossier renvoyé par le candidat en vue de son admission, l'une exigera 11 sur 20 minimum au bac de français avant de voir s'il sait analyser un tableau, et de jauger sa culture générale. En complément de son dossier scolaire, une autre lui demandera de suivre une conférence sur laquelle le candidat sera interrogé avant de devoir montrer des capacités à visualiser un espace en 3D. Les unes

seront plus friandes de sciences humaines, les autres plus tournées vers le dessin ou l'urbanisme. Toutes sont exigeantes et il vaut mieux le savoir pour ne pas postuler juste pour la beauté du geste.

A l'ENSA de Paris-Belleville, par exemple, le directeur, Jean-Pierre Bobenriether, explique que, d'étape en étape, « sur 2 800 candidats inscrits en ligne début mars, il n'en reste plus que 120 retenus en liste principale, début juin, après quatre niveaux de sélection. Leur admission, ou leur remplacement par des candidats en liste complémentaire, est confirmée après les résultats du bac ».

Finalement, quelles qualités vaut-il mieux posséder pour mettre toutes les chances de son côté ? Inutile d'être excellent en lettres si c'est pour être fermé au reste. Pas la peine non plus d'être un Einstein peu intéressé par ce qui n'est pas scientifique. Ou un Michel-Ange rebuté par la technique.

Le bon candidat ressemblera plutôt à un mouton à cinq pattes. Pas obligatoirement excellent dans un domaine, il sera bon, voire très bon aussi bien en sciences, qu'en rédaction ou en dessin. Sans être un philosophe averti, il ne sera pas effrayé de devoir réfléchir à des questions pratiques de volume ou d'espace sociopolitique. C'est l'ensemble de ces qualités réunies qui constituera son excellence finale, car l'architecture est un arc à plusieurs cordes et à cibles multiples.

Qu'attendre en retour d'une école d'architecture ? « Je pense qu'on apprend à être architecte en faisant des erreurs dans sa vie professionnelle, après ses études, estime Nasrine Seraji, elle-même architecte et directrice de l'ENSA-Malaquais, à Paris. Une école n'est pas un microcosme de la pratique. On y enseigne d'abord des idées. L'architecte qui enseigne doit être capable de construire et de transmettre sa position d'architecte dans le domaine des idées. Il doit savoir problématiser un contexte politico-socio-économique, etc. Pas seulement dire comment réaliser ou construire un programme pour une famille de quatre personnes, par exemple. »

Et une fois diplômé, qu'attendre comme emploi ? Heureusement, la richesse du cursus ouvre sur beaucoup de métiers autres que la maîtrise d'œuvre. Car si les places à l'entrée des études sont rares, celles à la sortie ne font pas non plus rêver en termes d'emploi et de salaire. Avec environ 40 000 architectes diplômés, la France en possède cinq fois moins que l'Italie et trois fois moins que l'Allemagne. Bonne nouvelle cependant : 30 % de ceux en place devraient partir à la retraite d'ici quatre à cinq ans. Quant aux salaires, plutôt bas après autant d'efforts, ils oscillent entre 15 000 et 35 000 euros brut annuels. La preuve, s'il en fallait une, que ces études sont réservées à des étudiants passionnés qui ne s'en sortiront que par l'excellence.

MARC DUPUIS

(19) L'expansion de l'espace européen des facs

Trente et un millions d'étudiants sont concernés par le « processus de Bologne » qui harmonise les cursus d'études

Les 46 pays adhérant au processus de Bologne célébreront, les 28 et 29 avril, à Louvain, en Belgique, avec quelques mois d'avance (la rencontre de Bologne a eu lieu le 19 juin 1999), les dix ans d'une « réforme » qui, bien que méconnue de l'opinion, a contribué à transformer en profondeur le quotidien de 31 millions d'étudiants répartis dans 5 600 établissements d'enseignement supérieur. Au menu de la rencontre, les ministres de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche s'assignent pour objectif de fixer, pour la prochaine décennie, les priorités de cet espace européen de l'enseignement supérieur instillé par le « processus de Bologne ».

Une même architecture des études : le fameux LMD, pour licence, master et doctorat (bac 3, 5, 8), une même monnaie, les ECTS (European Credit Transfer System), pour transférer les diplômes mais aussi un standard européen d'assurance-qualité, et des « suppléments au diplôme » qui décrivent les « compétences » acquises.

Ces ingrédients fondent l'alpha et l'oméga des études universitaires de Lisbonne à Vladivostok et de Reykjavik à Nicosie depuis l'introduction du processus de Bologne, du nom de la stratégie adoptée par les

Européens et leurs universités pour permettre, sinon une harmonisation, du moins une convergence entre leurs systèmes d'enseignement supérieur.

En dix ans, le mouvement initié par Claude Allègre à la Sorbonne en 1998 avec les ministres allemand, italien et britannique a entraîné dans son sillage 29 pays à Bologne pour aboutir à 46 aujourd'hui. Chacun de ces pays s'est engagé à ce que, d'ici à 2010, la convergence de leurs établissements rende l'Europe universitaire plus lisible, plus attractive et favorise la mobilité entre étudiants européens. Un espace « plus flexible, plus accessible, centré sur l'étudiant », résume le nouveau président de l'Association européenne des universités (EUA), le Suisse Jean-Marc Rapp. Le processus de Bologne a-t-il rempli ses objectifs ? les pays n'y ayant pas adhéré en même temps, il y a encore beaucoup à faire pour que la réalité colle aux slogans. Nombre de pays se font encore tirer l'oreille pour reconnaître les diplômes de leurs voisins. Selon la dernière étude disponible, datée de 2007, « 47 % des institutions [qui ont adopté le processus de Bologne] estiment que certains de leurs étudiants rencontrent des difficultés de reconnaissance de leurs crédits (ECTS) acquis dans une université étrangère ». Ces difficultés freinent la mobilité qui régresse dans plusieurs grands pays européens comme la France, l'Allemagne, l'Espagne ou le Danemark. La coopération entre les universités reste encore timide, si l'on en juge par le nombre de diplômes conjoints entre établissements européens. Seulement 20 % des universités adhérentes au processus ont des programmes conjoints dans le premier cycle, 36 % dans le second cycle et 18 % dans le troisième cycle, la France se distinguant par des pourcentages systématiquement plus élevés dans chaque cycle. Face à ces insuffisances, quelle sera la feuille de route que fixeront les ministres à Louvain ? Assurer la présidence de l'Europe au second semestre 2008 a permis à la France d'abattre ses cartes. Pour elle, deux priorités s'imposent : intégrer les périodes de mobilité étudiante dans le cursus et mettre en place un classement qui permette aux étudiants de faire leur choix en connaissance de cause, c'est-à-dire pas seulement avec les résultats aux examens mais aussi avec les conditions d'études. Mais de telles exigences seront difficiles à faire admettre, la plupart des partenaires gouvernementaux redoutant une immixtion trop grande dans leurs choix nationaux.

L'idée que le doctorat doit aussi devenir un diplôme plus lisible et mieux reconnu entre les pays européens est peut-être plus consensuelle. Elle est défendue par les présidents d'université qui y voient de surcroît l'occasion de réunir en un seul « espace » l'enseignement supérieur et la recherche. En revanche, le nouveau président ne voit aucune urgence à ce que l'Union européenne dispose d'un classement.

Toujours du côté de l'EUA, l'heure est plus à consolider les acquis et à lever les obstacles pour rendre les effets de Bologne « visibles, concrets et compréhensibles par les étudiants et leurs familles » plutôt qu'à « multiplier les engagements », estime Jean-Marc Rapp.

En matière de qualité, qui est un des moteurs de cette harmonisation, les standards européens sont fixés mais l'essentiel reste à faire : améliorer la qualité dans les établissements. De même, favoriser la mobilité des jeunes chercheurs et des enseignants suppose une « portabilité » des pensions de retraite d'un pays à l'autre, ce qui est en partie le cas pour les bourses qui sont presque partout transférables. Ambitieuses ou modestes, les ardeurs des promoteurs de Bologne risquent d'être douchées par ses adversaires. jusque-là disséminés, ils se sont réunis dans un collectif qui organise un contre-sommet à Louvain.p

BRIGITTE PERUCCA

(25) **Université : comment sortir de l'impasse ?**

Plaidoyer pour des états généraux

L'autonomie ne s'institue pas par décret

L'université est-elle en passe de devenir une entreprise ? La question mérite d'être posée au regard des événements qui secouent depuis quelque temps l'université. L'idée s'impose de plus en plus que l'autonomie des universités, objectif désormais considéré comme légitime, va de pair avec l'introduction d'un nouvel esprit de la performance. C'est ainsi, selon la formule de Valérie Pécresse, qu' « il n'y a pas d'autonomie sans gestion des ressources humaines ».

On mesure encore mal l'impact d'une réforme portant sur la modulation des services et la mastérisation de l'enseignement. Elle s'inscrit en tout cas dans le tournant néolibéral, désireux de faire entrer les critères de rentabilité et d'évaluation dans des institutions relevant jusqu'alors de l'exception culturelle. Peu importent les spécificités des disciplines, la pluralité des parcours proposés, il faut que ça tourne, que les roues de l'appareillage universitaire délivrent des produits d'utilité publique qui vaudront moins pour leur qualité universitaire que pour leur capacité à s'imposer sur les différents marchés.

L'université est malade depuis des années des interventions désastreuses de l'État, des réformes exécutées dans l'urgence qui imposent une inconstance chronique et privent les véritables acteurs de l'université de toute voix au chapitre. L'université a été ainsi toujours sous les coups d'un État qui l'empêche d'inventer selon ses vœux, de créer, et lui propose des réformes qui, sous couvert d'harmonisations européennes ou de mieux vivre, sont au service d'une rationalisation économique. Drôle de couplage, contre nature, selon lequel l'État épouse l'idéologie de l'entreprise pour redéfinir ses missions, qui visent à rendre toujours moins coûteux ce qui ne l'est pourtant pas beaucoup.

PHILOSOPHIE DE LA PARTICIPATION

Ce paradoxe qui sous-tend cette gestion managériale de l'université par l'État est résolu par la référence à l'évaluation qui tient de plus en plus de la seule imagination politique de notre temps. Sur quoi repose une telle politique de l'évaluation ? D'abord sur un refus d'évaluer les évaluateurs : l'évaluation vient par en haut, tel un phare, éclairer les misérables sujets qui se débattent comme ils peuvent dans les vrais problèmes universitaires ; elle apparaît ainsi comme un fait de pur pouvoir. Puis sur un défaut d'audition chronique qui prive les usagers de l'université de toute possibilité de faire un état de leur lieu.

Dans la perspective d'une université dirigée par un État qui rêve de se désengager en payant moins, comment l'autonomie peut-elle garder encore un sens ? Plusieurs pistes. Tout d'abord l'autonomie ne s'institue pas par décret. Elle se construit avec tout le monde : enseignants-chercheurs, étudiants, personnel administratif. Il est temps d'opposer à l'évaluation exogène des évaluateurs professionnels non évalués une expertise endogène complète, produite par les sujets réels de l'université.

Celle-ci ne peut avoir lieu que si sont organisés des états généraux de l'université. Il faut opposer à une politique de l'évaluation mal comprise une philosophie de la participation engendrant des expertises au terme desquelles des procédures d'évaluation (c'est-à-dire de contrôle) peuvent trouver leur légitimité. Il ne s'agit pas d'opposer l'expertise à l'évaluation, mais d'admettre que l'une est contrebalancée par l'autre. Puis l'autonomie suppose des conditions matérielles renouvelées (par exemple, confier les bâtiments universitaires, avec transfert de compétences et de budgets aux collectivités territoriales), des moyens réels, du temps et une ouverture raisonnée à la cité. Enfin elle implique des structures nouvelles pour produire de la décision, certes, mais aussi des contre-pouvoirs, instances de contrôle des décisions. Un nouvel esprit de la démocratie est ainsi requis dans l'université, qui pourrait prendre la forme de groupes de travail, véritables laboratoires d'idées pour demain.

Une fois n'est pas coutume, nous proposerons au gouvernement une petite leçon d'étymologie. Évaluer vient du latin valere, qui signifie à la fois attacher de la valeur à une chose et se sentir en bonne santé. Nous, universitaires qui sommes soucieux de la santé de l'université et de toutes les personnes qui la font vivre, entendons pouvoir inventer la forme de notre avenir en faisant émerger d'autres valeurs que celles des évaluateurs.

FABIENNE BRUGÈRE GUILLAUME LE BLANC

(43) Les étudiants allemands font grève contre la "standardisation" des études

BERLIN CORRESPONDANCE

C'est la première fois de sa vie que Linda fait grève. D'ailleurs, confie-t-elle, les yeux masqués par de grosses lunettes de soleil, elle ne se sent pas vraiment l'âme d'une "rebelle". Mais la jeune fille de 23 ans n'a pas hésité longtemps avant de se joindre au vaste cortège d'étudiants et lycéens qui défilent dans les

rues de Berlin, mercredi 17 juin. Elle s'enthousiasme à l'idée que des manifestations aient lieu simultanément dans près de 70 villes allemandes. Une initiative plutôt inhabituelle, l'éducation étant, outre-Rhin, l'affaire des États régionaux.

"Qu'on ait réussi à tous s'organiser au niveau national, c'est bien la preuve que rien ne va plus", décrète-t-elle. Étudiante en troisième année d'espagnol-anglais, elle s'inquiète des réformes auxquelles est soumis l'enseignement supérieur depuis qu'elle a passé son Abitur (baccalauréat), il y a quatre ans : introduction de frais universitaires, "standardisation" avec l'instauration des cursus Bachelor (licence)-Master, processus de sélection plus sévères... "Maintenant, tout est fondé sur la rentabilité économique", affirme-t-elle.

Plusieurs dizaines de milliers de jeunes - 240 000 selon les organisateurs - ont participé aux manifestations, mercredi. La journée était le temps fort d'une semaine de protestation destinée à attirer l'attention sur les "failles" du système éducatif. Le mouvement avait été soigneusement préparé, avec peu de place pour l'imprévu : dès lundi 22, tout rentrera dans l'ordre. Les blocages d'amphithéâtres cesseront et les cours reprendront.

"USINE À FORMER"

A Berlin, les slogans entonnés par les étudiants massés devant l'hôtel de ville ont un petit air de déjà-vu : "Éducation pour tous", "plus de professeurs", "fin à l'élitisme". Mais laissant de côté les formules convenues, beaucoup expriment surtout leur nostalgie de l'université allemande traditionnelle. Un système forcé de se réformer sous l'effet de pressions financières et de l'harmonisation européenne des diplômes dans le cadre du processus de Bologne.

Autrefois, les étudiants allemands restaient en moyenne jusqu'à 29 ans sur les bancs de la fac. Ils multipliaient les expériences à l'étranger et modulaient librement leur cursus au gré de leurs envies. Rien de tel avec le Bachelor qu'ils doivent décrocher en trois ans pour espérer ensuite une place en Master. "On nous oblige à bachoter. Il n'y a plus de temps pour le savoir gratuit, plus de liberté", soupire Mirka, 23 ans, en licence de sciences sociales. Son visage sage s'empourpre quand elle évoque "l'obligation d'assister aux séminaires", une contrainte que n'ont pas connue ses aînés.

Un peu plus loin, un jeune garçon brandit un panneau indiquant : "Humboldt serait déçu". Le réformateur prussien, fondateur de la célèbre faculté berlinoise qui porte son nom, avait défini en son temps l'université idéale comme un lieu réunissant toutes les disciplines de la culture générale. "Et surtout pas une usine à former pour le marché du travail", assène Lukas, 26 ans.

MARIE DE VERGÈS

(62) Les étudiants allemands contre la "dégradation" de l'université

Berlin Correspondante

"Occupée !" Rédigée en grosses lettres rouges, la banderole est plaquée sur les grilles de l'université Humboldt, en plein cœur de Berlin. A quelques centaines de mètres, mardi 17 novembre, un vaste cortège d'étudiants défile bruyamment dans les rues de la capitale allemande pour dénoncer la "dégradation" de l'enseignement supérieur.

La contestation touche l'ensemble du pays : des dizaines de milliers de jeunes manifestaient mardi à Munich, Hanovre, Francfort, Cologne, Fribourg ou Hambourg. Depuis une semaine, assemblées générales et blocages d'amphithéâtres se sont multipliés dans plus d'une vingtaine d'établissements.

Le monde universitaire avait déjà connu une première poussée de fièvre en juin, avec une grève des étudiants suivie dans 70 villes. Une rare démonstration d'unité dans un pays où l'éducation relève de la compétence des Länder.

Dans leur grande majorité, les protestataires dénoncent une mise en application brutale du processus de Bologne prévoyant une harmonisation des cursus au niveau européen. Leur cible : le bachelor, ce diplôme intermédiaire qu'ils doivent décrocher en trois ans pour avoir une chance d'intégrer ensuite un master. "Pour des têtes bien faites et non bien pleines", proclame l'écriteau brandi par un manifestant berlinois.

Autrefois, les étudiants allemands restaient en moyenne jusqu'à 28-29 ans sur les bancs de la faculté. Ils modulaient librement leur parcours universitaire au gré de leurs envies. Mais pour répondre aux besoins du marché du travail, les trois quarts des filières supérieures outre-Rhin sont passées au système bachelor-master.

La réforme a contracté le temps d'études sans forcément aménager les programmes. "Nos emplois du temps sont surchargés, déplore Michael, grand gaillard en deuxième année de sociologie. A la fin, on n'en sait pas plus, car il n'y a plus de place laissée à la réflexion."

La grogne est attisée par l'engorgement de certaines filières. Pour être admis dans un master, c'est parfois la ruée. Les universités comptent souvent une bonne dizaine de candidatures pour une place. Nombre de recalés du numerus clausus partent pour l'Autriche où gronde aussi la contestation depuis fin octobre.

Le bouleversement des cursus n'est pas la seule cause de mécontentement. Les étudiants dénoncent les frais de scolarité, introduits par plusieurs régions depuis 2005. Et réclament plus d'argent public pour l'enseignement supérieur.

"La grève met le doigt sur de vrais problèmes, mais certaines revendications sont un peu contradictoires", ironise Frank Ziegele, directeur du think tank CHE. "Les universités souffrent d'un sous-financement chronique. Pour le résoudre, il faut plus d'argent du privé - un sacrilège aux yeux de beaucoup d'étudiants - et l'extension des frais de scolarité avec un bon système de bourses pour les plus défavorisés", estime le chercheur.

Outre-Rhin, les déficits du monde universitaire font régulièrement débat. L'Allemagne compte seulement 21 % de diplômés de l'enseignement supérieur pour une classe d'âge, contre une moyenne de 37 % dans l'OCDE. Seuls quatre établissements allemands figurent au palmarès international du Times Higher Education. En tête du peloton, l'université technique de Munich, à la 55e place.

Conscients du besoin de rattrapage, l'Etat fédéral et les Länder ont décidé, en juin, de consacrer quelque 18 milliards d'euros sur dix ans au secteur éducatif. Mais les étudiants les plus mobilisés contestent la répartition des fonds : pas assez pour l'enseignement, trop pour la recherche et la mise en compétition des universités.

Le Parti social-démocrate (SPD), tout juste renvoyé dans l'opposition, s'est engouffré dans la brèche ouverte par le mouvement de protestation. "Il nous manque chaque année 25 milliards d'euros pour être dans la moyenne des autres pays industrialisés", a affirmé le nouveau président du parti, Sigmar Gabriel.

L'Etat fédéral rappelle combien les Länder sont jaloux de leurs prérogatives en matière d'éducation. Les Länder soulignent que les universités ont largement gagné en autonomie ces dernières années.

Les étudiants ne désarment pas. Bénéficiant d'un certain appui dans le corps professoral, ils ont annoncé une nouvelle semaine d'actions pour début décembre.

MARIE DE VERGÈS

4. Déclarations

4.1. Déclaration de la Sorbonne (25 mai 1998)

HARMONISER L'ARCHITECTURE DU SYSTÈME EUROPÉEN D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

A l'occasion du 800 ème anniversaire de l'Université de Paris, déclaration conjointe des quatre ministres en charge de l'enseignement supérieur en Allemagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni. Lundi 25 mai 1998

Paris, en Sorbonne, le 25 mai 1998

La construction européenne a tout récemment effectué des progrès très importants. Mais si pertinents que soient ces progrès, ils ne doivent pas nous faire oublier que l'Europe que nous bâtissons n'est pas seulement celle de l'Euro, des banques et de l'économie ; elle doit être aussi une Europe du savoir. Nous devons renforcer et utiliser dans notre construction les dimensions intellectuelles, culturelles, sociales et techniques de notre continent. Elles ont été, dans une large mesure, modelées par ses universités, qui continuent à jouer un rôle central dans leur développement.

Les universités sont nées en Europe, pour certaines depuis environ trois quarts de millénaire. Nos quatre pays sont fiers de posséder quelques unes des plus anciennes, qui célèbrent en ce moment d'importants anniversaires, comme le fait aujourd'hui l'université de Paris. Autrefois, étudiants et professeurs circulaient librement et disséminaient rapidement leur savoir à travers le continent. Aujourd'hui, il existe encore un trop grand nombre de nos étudiants qui obtiennent leurs diplômes sans avoir bénéficié d'une période d'études en dehors des frontières nationales.

Nous abordons une période de changements majeurs dans l'éducation, dans les conditions de travail, une période de diversification du déroulement des carrières professionnelles ; l'éducation et la formation tout au long de la vie deviennent une évidente obligation. Nous devons à nos étudiants et à notre société dans son ensemble un système d'enseignement supérieur qui leur offre les meilleures chances de trouver leur propre domaine d'excellence.

Un espace européen ouvert de l'enseignement supérieur offre d'abondantes perspectives positives, tout en respectant, bien sûr, nos diversités, mais exige par ailleurs des efforts vigoureux pour abolir les barrières et développer un cadre d'enseignement, afin de promouvoir la mobilité et une coopération toujours plus étroite.

La reconnaissance internationale et le potentiel attractif de nos systèmes sont directement liés à leur lisibilité en interne et à l'extérieur. Un système semble émerger, dans lequel deux cycles principaux - pré-licence et post-licence - devraient être reconnus pour faciliter comparaisons et équivalences au niveau international.

Une grand part de l'originalité et de la souplesse d'un tel système passeront, dans une large mesure, par l'utilisation de "crédits" (comme dans le schéma ECTS) et de semestres. Cela permettra la validation des crédits acquis par ceux qui choisiraient de conduire leur éducation, initiale ou continue, dans différentes universités européennes et souhaiteraient acquérir leurs diplômes à leur rythme, tout au long de leur vie. En fait, les étudiants devraient pouvoir avoir accès au monde universitaire à n'importe quel moment de leur vie professionnelle, en venant des milieux les plus divers.

Dans le cycle conduisant à la licence, les étudiants devraient se voir offrir des programmes suffisamment diversifiés, comprenant notamment la possibilité de suivre des études pluridisciplinaires, d'acquérir une compétence en langues vivantes et d'utiliser les nouvelles technologies de l'information.

La reconnaissance internationale du diplôme couronnant le cycle pré-licence comme niveau pertinent de qualification est importante pour le succès de ce projet, par lequel nous souhaitons rendre transparents nos systèmes d'enseignement supérieur.

Dans le cycle postérieur à la licence, il y aurait le choix entre un diplôme plus court de "master" et un doctorat plus long, en ménageant les passerelles entre l'un et l'autre. Dans les deux diplômes, on mettrait l'accent, comme il convient, sur la recherche et le travail individuel.

Aux deux niveaux - pré-licence et post-licence - les étudiants seraient encouragés à passer un semestre au moins dans des universités étrangères. En même temps, un plus grand nombre d'enseignants et de chercheurs devraient travailler dans des pays européens autres que le leur. Le soutien croissant de l'Union européenne à la mobilité des étudiants et des professeurs devrait être pleinement utilisé.

La plupart des pays, et pas seulement à l'intérieur de l'Europe, ont désormais pleinement conscience du besoin de promouvoir cette évolution. Les Conférences de recteurs européens, des présidents d'universités, des groupes d'experts et d'universitaires, dans nos pays respectifs, se sont engagées dans une vaste réflexion en ce sens.

Une convention sur la reconnaissance des qualifications universitaires en Europe a été signée l'an dernier à Lisbonne. Cette convention établit un certain nombre de conditions de base, tout en reconnaissant que les pays, de leur côté, pouvaient s'engager dans des projets encore plus constructifs. Partant de ces conclusions, nous pouvons les utiliser pour aller plus loin. Il existe déjà beaucoup de points communs pour cette reconnaissance mutuelle des diplômes d'enseignement supérieur à des fins professionnelles, à travers les directives de l'Union européenne.

Nos gouvernements, cependant, continuent à avoir un rôle significatif à jouer en ce sens, en encourageant tous les moyens de valider les connaissances acquises et de mieux reconnaître nos diplômes respectifs. Nous comptons promouvoir ainsi des accords interuniversitaires allant dans ce sens. L'harmonisation progressive des structures d'ensemble de nos diplômes et de nos cycles d'études sera rendue possible par un renforcement de l'expérience existante, par des diplômes conjoints, des projets-pilotes et par un dialogue avec toutes les parties concernées.

Nous nous engageons ici à encourager l'émergence d'un cadre commun de référence, visant à améliorer la lisibilité des diplômes, à faciliter la mobilité des étudiants ainsi que leur employabilité. L'anniversaire de l'université de Paris, qui se déroule aujourd'hui en Sorbonne, nous offre l'occasion solennelle de nous engager dans cet effort de création d'un espace européen de l'enseignement supérieur, où puissent entrer en interaction nos identités nationales et nos intérêts communs, où nous nous renforcions les uns les autres pour le profit de l'Europe, de ses étudiants, et plus généralement de ses citoyens. Nous lançons un appel aux autres États-membres de l'Union, aux autres pays de l'Europe pour nous rejoindre dans cet objectif, à toutes les universités européennes pour consolider la place de l'Europe dans le monde en améliorant et en remettant sans cesse à jour l'éducation offerte à ses citoyens.

Claude Allègre, Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie (France)

Luigi Berlinguer Ministre de l'Instruction Publique de l'Université et de la Recherche (Italie)

Tessa Blackstone Ministre de l'Enseignement Supérieur (Royaume Uni)

Jürgen Ruettgers Ministre de l'Éducation, des Sciences, de la Recherche et de la Technologie (Allemagne)

4.2. Déclaration de Bologne (19 juin 1999)

L'ESPACE EUROPEEN DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Déclaration commune des Ministres européens de l'Education

Réunis à Bologne, le 19 juin 1999

29 pays signataires : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Estonie, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le

Luxembourg, Malte, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse.

La construction européenne, grâce aux réalisations extraordinaires de ces dernières années, devient une réalité de plus en plus concrète et pertinente pour l'Union et ses citoyens. Les perspectives d'élargissement, ainsi que les liens de plus en plus étroits qui se tissent avec d'autres pays européens, enrichissent encore cette réalité de dimensions nouvelles. En même temps, nous assistons à une prise de conscience grandissante, dans l'opinion publique comme dans les milieux politiques et universitaires, de la nécessité de construire une Europe plus complète et plus ambitieuse, s'appuyant notamment sur le renforcement de ses dimensions intellectuelles, culturelles, sociales, scientifiques et technologiques.

Il est aujourd'hui largement reconnu qu'une Europe des Connaissances est un facteur irremplaçable du développement social et humain, qu'elle est indispensable pour consolider et enrichir la citoyenneté européenne, pour donner aux citoyens les compétences nécessaires pour répondre aux défis du nouveau millénaire, et pour renforcer le sens des valeurs partagées et de leur appartenance à un espace social et culturel commun.

L'importance primordiale de l'éducation et de la coopération dans l'enseignement pour développer et renforcer la stabilité, la paix et la démocratie des sociétés est universellement reconnue, et d'autant plus aujourd'hui au vu de la situation en Europe du sud-est.

La Déclaration de la Sorbonne du 25 mai 1998, qui s'inspirait de ces mêmes considérations, mettait en exergue le rôle clé des universités dans le développement des dimensions culturelles européennes. Elle insistait sur la nécessité de créer un espace européen de l'enseignement supérieur, comme moyen privilégié pour encourager la mobilité des citoyens, favoriser leur intégration sur le marché du travail européen et promouvoir le développement global de notre continent.

Plusieurs pays européens ont accepté l'invitation qui leur a été faite de s'engager à réaliser les objectifs énoncés dans la déclaration, en la signant ou en exprimant leur accord de principe. Les orientations de plusieurs réformes de l'enseignement supérieur entreprises depuis lors en Europe témoignent de la volonté d'agir de nombreux gouvernements.

Les établissements d'enseignement supérieur en Europe ont, pour leur part, relevé le défi en jouant un rôle clé dans la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur, suivant aussi les principes fondamentaux énoncés en 1988 dans la Magna Charta Universitatum. Ce point est d'une importance capitale, puisque l'indépendance et l'autonomie des universités sont garantes des capacités des systèmes d'enseignement supérieur et de recherche de s'adapter en permanence à l'évolution des besoins, aux attentes de la société et aux progrès des connaissances scientifiques.

Les orientations ont été définies dans la bonne direction avec des objectifs significatifs. La réalisation d'une plus grande compatibilité et comparabilité entre les différents systèmes d'enseignement supérieur exige néanmoins une dynamique soutenue pour être pleinement accomplie. Nous devons soutenir cette dynamique à travers la promotion de mesures concrètes permettant d'accomplir des progrès tangibles. La réunion du 18 juin a rassemblé des experts et des universitaires de tous nos pays, et nous a apporté des idées très utiles sur les initiatives à prendre.

Nous devons en particulier rechercher une meilleure compétitivité du système européen d'enseignement supérieur. Partout, la vitalité et l'efficacité des civilisations se mesurent à l'aune de leur rayonnement culturel vers les autres pays. Nous devons faire en sorte que le système européen d'enseignement supérieur exerce dans le monde entier un attrait à la hauteur de ses extraordinaires traditions culturelles et scientifiques.

En affirmant notre adhésion aux principes généraux de la Déclaration de la Sorbonne, nous nous engageons à coordonner nos politiques pour atteindre, à court terme et en tout cas avant la fin de la première décennie du nouveau millénaire, les objectifs suivants, qui sont pour nous d'intérêt primordial pour la création de l'espace européen de l'enseignement supérieur et la promotion de ce système européen à l'échelon mondial :

Adoption d'un système de diplômes facilement lisibles et comparables, entre autres par le biais du " Supplément au diplôme ", afin de favoriser l'intégration des citoyens européens sur le marché du travail et d'améliorer la compétitivité du système d'enseignement supérieur européen à l'échelon mondial ;

Adoption d'un système qui se fonde essentiellement sur deux cursus, avant et après la licence. L'accès au deuxième cursus nécessitera d'avoir achevé le premier cursus, d'une durée minimale de trois ans. Les diplômes délivrés au terme du premier cursus correspondront à un niveau de qualification approprié pour l'insertion sur le marché du travail européen. Le second cursus devrait conduire au mastaire et / ou au doctorat comme dans beaucoup de pays européens.

Mise en place d'un système de crédits - comme celui du système ECTS - comme moyen approprié pour promouvoir la mobilité des étudiants le plus largement possible. Les crédits pourraient également être acquis en dehors du système de l'enseignement supérieur, y compris par l'éducation tout au long de la vie, dans la mesure où ceux-ci sont reconnus par les établissements d'enseignement supérieur concernés.

Promotion de la mobilité en surmontant les obstacles à la libre circulation, en portant une attention particulière à : pour les étudiants, l'accès aux études, aux possibilités de formation et aux services qui leur sont liés, pour les enseignants, les chercheurs et les personnels administratifs, la reconnaissance et la valorisation des périodes de recherche, d'enseignement et de formation dans un contexte européen, sans préjudice pour leurs droits statutaires.

Promotion de la coopération européenne en matière d'évaluation de la qualité, dans la perspective de l'élaboration de critères et de méthodologies comparables.

Promotion de la nécessaire dimension européenne dans l'enseignement supérieur, notamment en ce qui concerne l'élaboration de programmes d'études, la coopération entre établissements, les programmes de mobilité et les programmes intégrés d'étude, de formation et de recherche.

Par cette déclaration, nous nous engageons à réaliser ces objectifs - dans le cadre de nos compétences institutionnelles et en respectant pleinement la diversité des cultures, des langues, des systèmes éducatifs nationaux et l'autonomie des universités - afin de consolider l'espace européen de l'enseignement supérieur.

A cette fin, nous poursuivrons dans la voie de la coopération inter gouvernementale, ainsi que dans celle des organisations non gouvernementales européennes compétentes dans le domaine de l'enseignement supérieur. Nous comptons à nouveau sur la réponse prompte et positive des établissements d'enseignement supérieur et sur leur contribution active au succès de nos efforts.

Convaincus que la création réussie d'un espace européen de l'enseignement supérieur nécessite des efforts permanents de soutien, de suivi et d'adaptation pour répondre à des besoins en évolution constante, nous avons décidé de nous réunir à nouveau d'ici deux ans afin d'évaluer les progrès accomplis et les nouvelles mesures à mettre en place.

Le phénomène d'axiologisation discursive de la signification lexicale : le cas de *harmonisation* dans le cadre de l'Union Européenne

Maria IGNATIEVA CHAILLOU

Résumé

La présente recherche se penche sur l'étude de l'axiologique en linguistique. En adoptant la perspective de la Sémantique des Possibles Argumentatifs (SPA) sur les modalités, nous présentons l'axiologique comme ayant un statut à la fois linguistique et discursif et nous l'abordons en relation avec le concept de cinétisme sémantique. Nous montrons que l'axiologique, entendu comme « rupture de l'indifférence », renferme cinq zones modales qui se caractérisent par une polarité positive ou négative. Dans la perspective de la SPA, la théorie de l'axiologique est présentée à travers l'étude : 1) des valeurs axiologiques au sein de la théorie des modalités ; 2) de l'inscription du potentiel axiologique dans la signification (aux niveaux du noyau, des stéréotypes ou des possibles argumentatifs) ; 3) des échelles d'évaluation du taux d'axiologisation ; 4) des mécanismes d'axiologisation et du cinétisme de la signification. Appliqué à l'analyse du discours du quotidien *Le Monde*, le phénomène d'axiologisation discursive est décrit comme le processus de déconstruction-reconstruction du potentiel axiologique par des mécanismes discursifs mobilisés lors de la réalisation de l'entité linguistique choisie, à savoir *harmonisation européenne des formations*, dans le discours. Les résultats de l'analyse menée nous ont permis de constater que la re(dé)construction des valeurs axiologiques inscrites dans la signification dépendait : a) des différentes localisations du processus d'harmonisation des formations : en Union Européenne, en France ou en Allemagne ; et b) de la zone axiologique activée et/ou insérée dans et par le discours.

Mots-clés : Sémantique des Possibles Argumentatifs, modalité axiologique, axiologisation, mécanismes discursifs, cinétisme sémantique, nominalisation, analyse linguistique du discours, discours de la presse écrite, Union Européenne, harmonisation européenne.

Abstract

This research seeks to study the axiological modality in linguistics. Through the use of the Semantics of Argumentative Probabilities, axiology is presented as having both a linguistic and discursive status and it will be treated in relation with the concept of semantic kinesis. This research will show that the axiological, understood as "the rupture of indifference", contains five modal zones that are characterized by a positive or negative polarity. In the perspective of the Semantics of Argumentative Probabilities the theory of axiology is presented through the study of : 1) the axiological values in the theory of modalities ; 2) the axiological potential embedded in meaning (in the core sense, stereotypes or the argumentative probabilities) ; 3) the degree of axiologisation ; 4) the mechanisms of axiologisation and the semantic kinesis. Applied to the discourse analysis of the daily newspaper *Le Monde*, the phenomenon of discursive axiologisation is described as a process of deconstruction-reconstruction of the axiological potential of the discursive mechanisms mobilized in the chosen element of study *harmonisation européenne des formations*. The results of this study show that the re(de)construction of axiological values in meaning depend on : a) where the harmonization of education is taking place : in the European Union, in France or in Germany ; and b) the axiological zone activated and/or inserted in or by the discourse.

Key-words: Semantics of Argumentative Probabilities, axiologic modality, axiologisation, discursive mechanisms, semantic kinesis, nominalisation, linguistic discourse analysis, written press, European Union, european harmonization.

U.F.R.. des Langues de l'Université de Nantes, Chemin de la Censive du Tertre,
BP 81227, 44312 Nantes Cedex 3